Québec, le 6 mai 2025

[redacted]

Objet : Demande d'accès du 2 avril 2025
N/D : 2570023SST

En réponse à votre demande du 2 avril dernier, laquelle visait à obtenir les documents suivants pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2024 :

1- Relativement à l'article 32 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (ci-après « la LATMP ») :

- Le nombre de plaintes déposées auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (ci-après « la Commission ») en lien avec des représailles ou des sanctions prises par un employeur à l'égard d'un travailleur ou d'une travailleuse, en tout ou en partie, en raison de la déclaration d'une lésion professionnelle ou du dépôt d'une réclamation à la Commission.

- Pour ces plaintes : le nombre de celles ayant été accueillies, le nombre de celles ayant été rejetées, le nombre de désistements (le cas échéant), ainsi que la copie des décisions rendues.

2- Relativement aux articles 458, 461 et 463 de la LATMP :

- Le nombre de poursuites pénales intentées par la Commission en vertu de ces articles.

- Parmi celles-ci, le nombre de poursuites se rapportant, en tout ou en partie, à une entrave de la part de l'employeur à la divulgation d'une lésion professionnelle, incluant, sans s'y limiter :

    - o le refus d'inscrire un accident du travail au registre prévu à l'article 280 LATMP ;
    - o le non-versement des salaires dus au titre des articles 59 et 60 LATMP ;
    - o l'entrave à la communication de l'avis et de la réclamation prévue aux articles 268 et 269 LATMP ;
    - o le refus d'assistance dans la rédaction du formulaire de réclamation à adresser à la CNESST (article 270, alinéa 2 LATMP).

Pour ces poursuites : le sort qui leur a été réservé (jugement de culpabilité, d'acquittement, ou autre), en indiquant, lorsque disponible, les références des décisions rendues par la Cour du Québec (chambre criminelle et pénale).

3- **Politiques et procédures internes** :

- Toute politique ou procédure interne en vigueur à la Commission relativement à la mise en œuvre des dispositions légales mentionnées aux points 1 et 2.

En ce qui concerne le premier point, pour les années 2020 à 2024, vous trouverez ci-joint un tableau colligeant le nombre de plaintes reçues acceptées, rejetées ou déclarées irrecevables, le tout relativement à l'article 32 LATMP.

Pour les années 2014 à 2019, la Commission ne possède pas le type d'information demandée pour les plaintes, mais seulement le nombre de plaintes reçues ainsi que le nombre de décisions rendues. Ces informations se retrouvent dans les Statistiques annuelles au *Tableau 1.4 – Recours et conciliation* que vous trouverez ci-joint.

Nous vous informons que la Commission ne détient pas les copies des décisions rendues.

Pour ce qui en est du deuxième point, vous trouverez ci-joint un tableau concernant la liste des constats d'infraction pour les articles 59, 60, 268, 269, 270, 280, 458, 461, 463, LATMP pour les infractions dont la date de l'infraction est entre 2014 et 2024. L'information concernant le résultat du jugement est également inscrite dans ce tableau.

Nous vous informons que la Commission n'a pas les références des décisions rendues par la Cour du Québec.

Pour terminer, vous trouverez ci-joint les politiques ou la procédure interne en vigueur à la Commission comme demandé au point trois.

Nous devons vous informer que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Nous joignons une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Espérant le tout à votre satisfaction, veuillez agréer nos salutations distinguées.

Le substitut de la responsable de l'accès aux documents et
de la protection des renseignements personnels,

Yohan Nolet, avocat
yohan.nolet@cnesst.gouv.qc.ca
Téléphone : 418 266-4900 poste [redacted]
Télécopieur : 418 528-7245

YN/nb

p.j.

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Commission d'accès à l'information
Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741
Téléc : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Commission d'accès à l'information
Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4

Tél : (514) 873-4196
Téléc : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

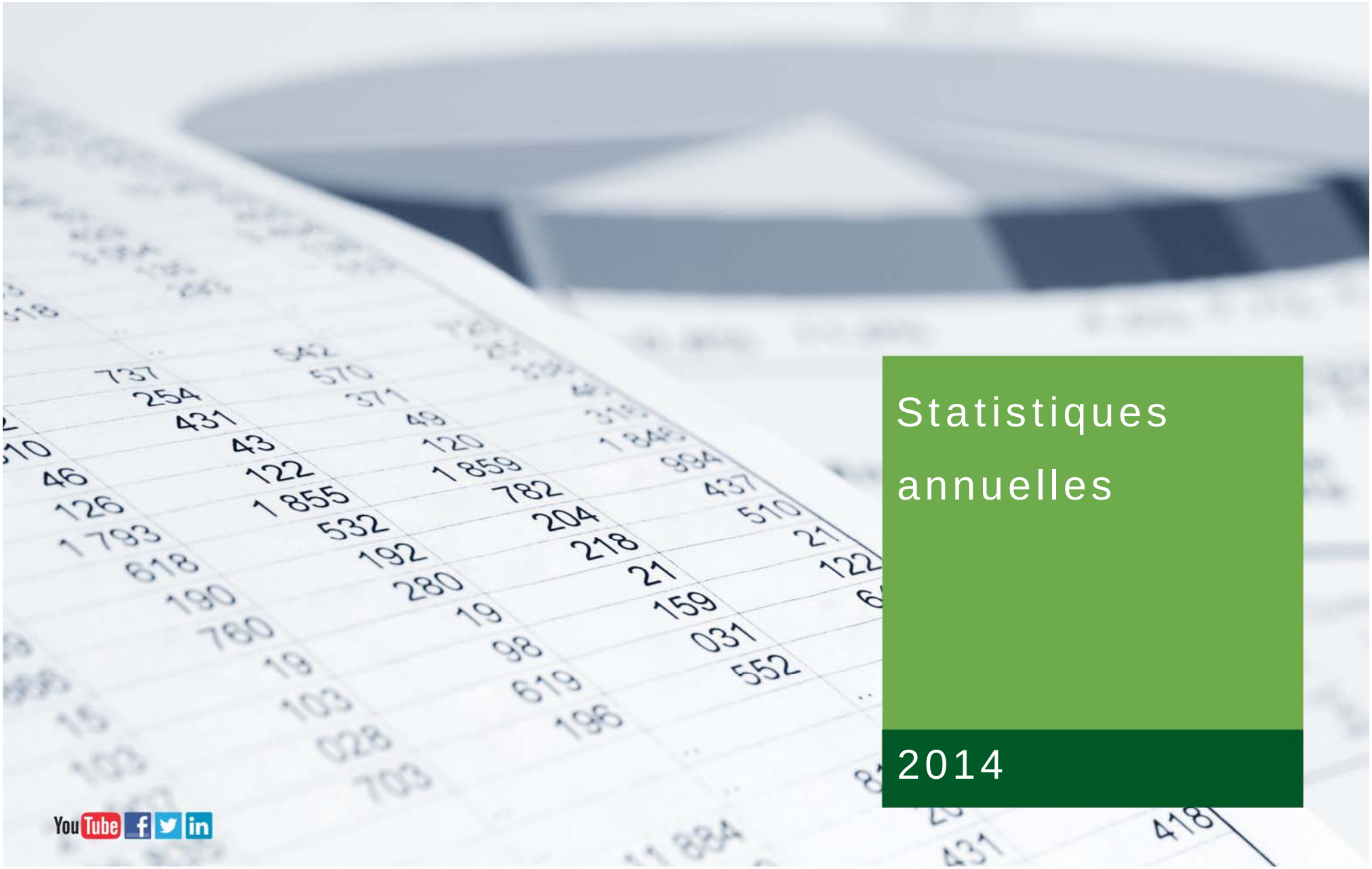
Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

Article 32 LATMP

Période du 1er janvier au 31 décembre

Répartition des recours déposés et des recours finalisés selon l'article de loi concerné par le recours.	Article 32 LATMP									
	2024		2023		2022		2021		2020	
Recours déposés	2 257		1 931		2 022		1 464		1 568	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Recours finalisés										
Conciliations réussis	1 704	87,7%	1 666	86,4%	1 569	86,0%	1 296	87,4%	1 200	86,6%
Décision										
Demande acceptée	18	0,9%	13	0,7%	26	1,4%	11	0,7%	14	1,0%
Demande rejetée	40	2,1%	28	1,5%	22	1,2%	30	2,0%	25	1,8%
Demande déclarée irrécevable	182	9,4%	222	11,5%	208	11,4%	145	9,8%	146	10,5%
Total des décisions	240	12,3%	263	13,6%	256	14,0%	186	12,6%	185	13,4%
Total des recours réglés (médiation ou décision)	1 944	100,0%	1 929	100,0%	1 825	100,0%	1 482	100,0%	1 385	100,0%
Fermeture administrative	65		66		64		54		64	
Total	2 009		1 995		1 889		1 536		1 449	



Statistiques annuelles

2014

Parce que le Québec a besoin
de tous ses travailleurs

www.csst.qc.ca

CSST

Statistiques annuelles

2014

Le document Statistiques annuelles 2014
a été préparé par le Centre de la statistique et de l'information de gestion,
Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information

Directrice de la comptabilité et de la gestion de l'information
Danielle Lamarche

Directeur du Centre de la statistique et de l'information de gestion
Jacques Aubin, par intérim

Responsable du projet et réalisation
Sylvie Blouin

Collaboration
Julie Provencher et Anne Barbeau du Centre de la statistique et de l'information de gestion

Conception de la page couverture
Direction des communications et des relations publiques

Impression
Imprimerie de la CSST

Reproduction autorisée avec mention de la source.

Pour tout renseignement sur le contenu, s'adresser au
Centre de la statistique et de l'information de gestion,
Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information
Commission de la santé et de la sécurité du travail
524, rue Bourdages
C.P. 1200, terminus postal
Québec (Québec) G1K 7E2

© Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, 2015
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2015
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2015
ISBN 978-2-550-73873-2 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-73874-9 (PDF)

Septembre 2015
www.csst.qc.ca

Table des matières

Liste des tableaux et graphiques **5**

Introduction **13**

Section 1 **Informations générales** **17**

Section 2 **Volet financier des programmes de réparation** **31**

Section 3 **Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*** **51**

Section 4 **Prévention-inspection** **59**

Section 5 **Financement** **71**

Section 6 **Processus de contestation** **83**

Section 7 **Volet statistique des programmes de réparation** **91**

Section 8 **Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*** **115**

Section 9 **Statistiques selon le secteur d'activité économique** **127**

Section 10 **Statistiques selon la direction régionale** **145**

Liste des tableaux et graphiques

Section 1 Informations générales

Tableau 1.1 Informations générales sur les lésions professionnelles et le programme *Pour une maternité sans danger* 23
Tableau 1.2 Informations générales sur la prévention-inspection 24
Tableau 1.3 Informations générales sur le financement 25
Tableau 1.4 Informations générales sur le processus de contestation 26
Tableau 1.5 Informations générales sur l'état des résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) 27
Graphique 1.1 Répartition relative des produits du FSST en 2014 28
Graphique 1.2 Répartition relative des charges du FSST en 2014 29

Section 2 Volet financier des programmes de réparation

Tableau 2.1 Répartition des lésions professionnelles avec paiement en 2014 selon la catégorie de prestation 37
Tableau 2.2 Répartition des prestations des lésions professionnelles avec paiement en 2014 selon l'année de la lésion professionnelle et la catégorie de prestation 38
Tableau 2.3 Répartition des lésions professionnelles indemnisées en 2014 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 39
Tableau 2.4 Répartition des lésions professionnelles avec des frais d'assistance médicale en 2014 selon la catégorie de frais d'assistance médicale et la catégorie de la lésion professionnelle 40
Tableau 2.5 Répartition des lésions professionnelles avec des frais de réadaptation en 2014 selon la catégorie de frais de réadaptation et la catégorie de la lésion professionnelle 41
Tableau 2.6 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2014 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu et la catégorie de la lésion professionnelle 42
Tableau 2.7 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2014 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 43

Tableau 2.8 Répartition du total des jours indemnisés pour les lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2014 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu, l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 44
Tableau 2.9 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2014 selon la catégorie d'indemnité pour préjudice corporel et la catégorie de la lésion professionnelle 45
Tableau 2.10 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2014 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 46
Tableau 2.11 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour incapacité permanente en 2014 selon la catégorie d'indemnité pour incapacité permanente 47
Tableau 2.12 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2014 selon la catégorie d'indemnités de décès et la catégorie de la lésion professionnelle 48
Tableau 2.13 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2014 selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle 49
Graphique 2.1 Répartition relative des prestations des programmes de réparation en 2014 50

Section 3 Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*

Tableau 3.1 Répartition des réclamations traitées en 2014 selon l'année de l'événement et la catégorie du retrait 55
Tableau 3.2 Répartition des réclamations traitées en 2014 selon la catégorie de prestation et la catégorie du retrait 56
Graphique 3.1 Répartition relative des prestations du programme *Pour une maternité sans danger* en 2014 57

Section 4 Prévention-inspection

Tableau 4.1 Répartition des dépenses en matière de prévention en 2014 selon la catégorie de dépense 65
Tableau 4.2 Répartition des dossiers d'intervention créés en 2014 selon le type d'intervention 66
Tableau 4.3 Répartition des dossiers de promotion créés en 2014 selon le genre d'activité de promotion 67

Tableau 4.4 Employeurs, établissements, chantiers de construction et autres lieux visités en 2014 68
Tableau 4.5 Décisions prises en 2014 selon le type de décision 69
Graphique 4.1 Répartition relative des dépenses en matière de prévention en 2014 70

Section 5 Financement

Tableau 5.1 Répartition du taux moyen de cotisation décrété par 100 $ de masse salariale assurable en 2014 selon la composante du taux de cotisation 75
Tableau 5.2a Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2014 selon le mode de tarification de l'employeur 76
Tableau 5.2b Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2014 selon le degré de personnalisation des employeurs au taux personnalisé 76
Tableau 5.3 Répartition des dossiers d'expérience, des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2014 selon la catégorie de tarification du dossier d'expérience 77
Tableau 5.4a Répartition des mutuelles de prévention et des employeurs membres d'une mutuelle selon l'année d'adhésion à la mutuelle 78
Tableau 5.4b Données financières et répartition des mutuelles de prévention ouvertes pour 2013 et 2014 selon le nombre d'employeurs membres d'une mutuelle 78
Graphique 5.1 Répartition relative du taux moyen de cotisation décrété en 2014 selon la composante du taux de cotisation 79
Graphique 5.2 Répartition relative des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2014 selon le mode de tarification de l'employeur 80
Graphique 5.3 Répartition relative des dossiers d'expérience, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2014 selon le secteur de tarification 81
Graphique 5.4 Répartition relative de la masse salariale de 2014 des employeurs membres d'une mutuelle en 2014, selon le secteur d'activité économique principal 82

Section 6 Processus de contestation

Tableau 6.1 Répartition des demandes inscrites par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2014 selon le domaine d'intervention 87

Tableau 6.2 Répartition des décisions rendues par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2014 selon le demandeur 88

Tableau 6.3 Répartition des plaintes reçues et des décisions rendues en 2014 selon l'article de loi concerné par le recours 89

Section 7 Volet statistique des programmes de réparation

Tableau 7.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2014 et acceptés selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 95

Tableau 7.2 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2014 et acceptés selon les caractéristiques des bénéficiaires et la catégorie de la lésion professionnelle 96

Tableau 7.3 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2014 et acceptés selon le siège de la lésion et l'âge du travailleur à l'accident 97

Tableau 7.4 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2014 et acceptés selon le genre d'accident ou d'exposition 98

Tableau 7.5 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2014 et acceptés selon la nature de la lésion 99

Tableau 7.6a Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2014 et acceptés selon l'agent causal de la lésion 100

Tableau 7.6b Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2014 et acceptés selon l'agent causal secondaire 100

Tableau 7.7 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2014 et acceptés selon la profession du travailleur et la catégorie de la lésion professionnelle 101

Tableau 7.8 Répartition des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2014 et acceptés selon la nature de la maladie et l'âge du travailleur à la maladie 102

Tableau 7.9 Répartition des décès pour l'année 2014 selon la catégorie de prestation et la catégorie de la lésion professionnelle 103

Tableau 7.10 Répartition des décès pour l'année 2014 selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle 104

Tableau 7.11 Répartition des décès pour l'année 2014 selon les caractéristiques des travailleurs décédés et la catégorie de la lésion professionnelle 105
Tableau 7.12 Répartition des décès pour l'année 2014 pour accident du travail selon le siège de la lésion 106
Tableau 7.13 Répartition des décès pour l'année 2014 pour accident du travail selon le genre d'accident ou d'exposition 107
Tableau 7.14a Répartition des décès pour l'année 2014 pour accident du travail selon l'agent causal de la lésion 108
Tableau 7.14b Répartition des décès pour l'année 2014 pour accident du travail selon l'agent causal secondaire 108
Tableau 7.15 Répartition des décès pour l'année 2014 selon la profession du travailleur au décès 109
Tableau 7.16 Répartition des décès pour l'année 2014 pour maladie professionnelle selon la nature de la maladie 110
Tableau 7.17 Répartition des décès pour l'année 2014 pour maladie professionnelle selon le genre d'accident ou d'exposition 111
Graphique 7.1 Répartition relative des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2014 et acceptés selon l'âge du travailleur à la lésion professionnelle 112
Graphique 7.2 Répartition relative des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2014 et acceptés selon le siège de la lésion 113
Graphique 7.3 Répartition relative des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2014 et acceptés selon la nature de la maladie 114

Section 8 Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*

Tableau 8.1 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2014 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait 119

Tableau 8.2 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2014 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation 120

Tableau 8.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2014 et acceptées selon la nature de l'agresseur et la catégorie du retrait 121

Tableau 8.4 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2014 et acceptées selon la profession de la travailleuse et la catégorie du retrait 122

Graphique 8.1 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2014 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait 123

Graphique 8.2 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2014 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation 124

Graphique 8.3 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2014 et acceptées selon la nature de l'agresseur 125

Section 9 Statistiques selon le secteur d'activité économique

Tableau 9.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2014 et acceptés selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle 130

Tableau 9.2 Répartition des décès pour l'année 2014 selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle 132

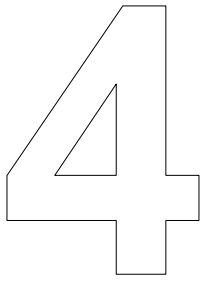
Tableau 9.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2014 et acceptées selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait 134

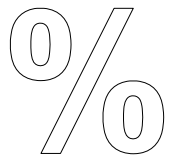
Tableau 9.4 Répartition des établissements actifs en 2014 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 136

Tableau 9.5 Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2014 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 138
Tableau 9.6 Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2014 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 140
Tableau 9.7 Répartition des décisions prises lors des interventions de 2014 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 142

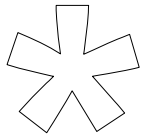
Section 10 Statistiques selon la direction régionale

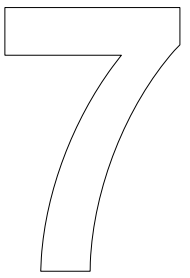
Tableau 10.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2014 et acceptés selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle 149
Tableau 10.2 Répartition des décès pour l'année 2014 selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle 150
Tableau 10.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2014 et acceptées selon la direction régionale et la catégorie du retrait 151
Tableau 10.4 Répartition des établissements actifs en 2014 selon la direction régionale 152
Tableau 10.5 Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection et des dossiers de promotion créés en 2014 selon la direction régionale 153
Tableau 10.6 Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2014 selon la direction régionale 154
Tableau 10.7 Répartition des décisions prises lors des interventions de 2014 selon la direction régionale 155





Introduction





Notes explicatives

Contenu

La publication Statistiques annuelles présente des tableaux et graphiques qui permettent de détailler certaines informations relatives aux principales fonctions de la Commission de la santé et de la sécurité du travail et à sa clientèle.

Cette publication est constituée de dix sections : Informations générales, Volet financier des programmes de réparation, Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*, Prévention-inspection, Financement, Processus de contestation, Volet statistique des programmes de réparation, Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*, Statistiques selon le secteur d'activité économique et Statistiques selon la direction régionale.

Les informations relatives aux décisions rendues et à la description de la lésion (nature de la lésion, siège de la lésion, genre d'accident ou d'exposition, agent causal et agent causal secondaire de la lésion) reflètent l'image des fichiers informatiques au 1er mars suivant l'année de référence. Les informations traitant de prévention, de contestation et de décès reflètent l'image des fichiers informatiques au 31 décembre de l'année de référence. Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives au financement ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires. Pour cette raison, ces informations ont été lues au 30 juin de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année de référence.

Structure

Toutes les sections ont une structure similaire : une description des informations présentées, des notes explicatives, et une série de tableaux et graphiques.

Particularité de certaines données

1) Employeurs tenus personnellement au paiement des prestations

Les tableaux présentant les dossiers indemnisés excluent les dossiers pour des lésions survenues chez les employeurs tenus personnellement au paiement des prestations. Les tableaux présentant les dossiers ouverts les incluent, et leur nombre est précisé dans la note explicative accompagnant le tableau.

2) Données relatives aux décès

Les décès présentés dans les tableaux répondent aux critères suivants :

- ils ont été inscrits au cours de l'année de référence;
- ils sont la conséquence d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle enregistré à la CSST;
- la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année de référence. Les décès présentés ne sont pas nécessairement survenus au cours de l'année de référence.

Ces critères permettent de retenir seulement les décès indemnisables par les différentes lois appliquées par la CSST. Certains travailleurs, comme par exemple un employeur décédé qui n'était pas inscrit à la CSST ou un travailleur qui avait un emploi non couvert par les différents régimes administrés par la CSST, sont exclus des statistiques sur les décès.

Section 1
Informations générales

Description

Lorsqu'un travailleur est victime d'un accident du travail, l'employeur ou son représentant doit être prévenu dès que possible. Quand le travailleur n'est pas en mesure de le faire lui-même, un collègue de travail, son délégué syndical ou une autre personne disponible peut s'en charger pour lui.

Le travailleur doit recevoir rapidement les premiers soins nécessaires. Si son état le justifie, il sera transporté dans un établissement de santé ou chez un médecin de son choix, ou à son domicile. C'est à l'employeur de payer ou de rembourser les frais de ce transport.

Dans le cas d'un accident mineur qui ne rend pas le travailleur incapable d'occuper son emploi au-delà de la journée où la lésion s'est manifestée, il n'y a pas lieu d'avertir la CSST. L'employeur doit payer au travailleur son salaire habituel pour la partie de la journée où il n'a pu travailler à cause de sa lésion. Toutefois, la loi exige l'enregistrement de cet accident dans un registre que signe le travailleur.

Par contre, si un travailleur est incapable d'exercer son travail au-delà de cette journée, la CSST doit en être avisée. Le travailleur doit alors remettre à son employeur une attestation médicale. C'est le médecin du travailleur qui lui fournit cette attestation, où il inscrit son diagnostic et la durée probable de l'absence. L'employeur doit indemniser le travailleur pendant les quatorze premiers jours civils d'absence et faire parvenir à la CSST une demande de remboursement. Elle correspond à 90 % du salaire net du travailleur, jusqu'à concurrence du salaire maximum assurable, pour chaque jour ou partie de jour où il aurait normalement travaillé. Si le travailleur est absent pendant plus de quatorze jours, il doit produire lui-même une demande à la CSST. Le travailleur doit remplir le formulaire *Réclamation du travailleur*, en envoyer un exemplaire à la direction régionale de la CSST la plus près de chez lui et en remettre un exemplaire à son employeur. La CSST lui verse directement son indemnité de remplacement du revenu. Le travailleur a le droit de réintégrer son emploi ou un emploi équivalent dès qu'il redevient capable de l'exercer. S'il en est incapable, l'employeur doit lui offrir le premier emploi convenable disponible dans un de ses établissements.

S'il s'agit d'un accident grave ayant causé des blessures sérieuses à un ou plusieurs travailleurs ou entraîné leur décès, l'employeur doit le signaler immédiatement à la CSST afin qu'un inspecteur puisse entreprendre une enquête.

Il se peut qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un travailleur subisse une atteinte permanente à son intégrité physique ou psychique. Il a alors droit à une indemnité forfaitaire pour préjudice corporel.

Tous les frais d'assistance médicale reliés à une lésion professionnelle sont à la charge de la CSST. Celle-ci paie les services donnés par les médecins, les dentistes, les optométristes et, sur ordonnance, ceux du personnel paramédical, notamment les physiothérapeutes, les ergothérapeutes et les chiropraticiens. De plus, elle paie les médicaments et les soins hospitaliers, de même que le prix des orthèses et des prothèses lorsqu'elles sont prescrites.

Le médecin choisi par un travailleur pour le prendre en charge joue un rôle extrêmement important tout au long du processus d'indemnisation et de réadaptation. Ses rapports sont déterminants et la CSST, dans ses décisions, est liée par son avis sur plusieurs points : le diagnostic, la date ou la période prévisible de consolidation de la lésion et la nature, la nécessité, la quantité ou la durée des soins ou des traitements administrés ou prescrits. De plus, c'est le médecin qui détermine les séquelles et les limitations fonctionnelles pouvant résulter d'une lésion et qui établit l'existence ou le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique du travailleur.

Les demandes de prestations sont faites en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*[1] ou de la *Loi* (fédérale) *sur l'indemnisation des agents de l'État*.

La marche à suivre dans le cas d'une maladie professionnelle est sensiblement la même que celle décrite dans le cas des accidents du travail.

Notes explicatives

Lésion ou réclamation avec paiement

Une lésion (réclamation, dans le cas du programme *Pour une maternité sans danger*) est « avec paiement » pour une année donnée si des transactions monétaires ont été effectuées pendant cette année.

Lésion indemnisée

Une lésion est indemnisée pour une année donnée si des montants ont été versés sous forme d'indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès, pendant cette année.

[1] Pour les dossiers de lésions survenues avant le 19 août 1985, les demandes de prestations ont été faites en vertu de la *Loi sur les accidents du travail* ou de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières*.

Dossier ouvert

Un dossier est ouvert pour une année donnée si un accident du travail ou une maladie professionnelle a été inscrit entre le 1er janvier et le 31 décembre de cette année. L'inscription est réalisée sur réception :

- d'une demande de remboursement des quatorze premiers jours par l'employeur;
- d'une demande du travailleur dans le but de recevoir de l'indemnité de remplacement du revenu de la CSST à compter du quinzième jour d'absence;
- d'une déclaration d'un décès relié à un accident du travail ou une maladie professionnelle par l'employeur ou par la famille du défunt;
- d'une demande de remboursement de frais d'assistance médicale (selon le montant de remboursement demandé, il peut ne pas y avoir de dossier ouvert).

Il est à noter qu'il ne faut pas confondre l'année où survient la lésion professionnelle et l'année d'ouverture du dossier. Une lésion peut être déclarée à la CSST un certain temps après que se soit produit l'accident du travail ou manifestée la maladie professionnelle.

Dossier « accepté » et « autre »

Un dossier est *accepté* lorsque la dernière décision inscrite au 1er mars de l'année suivant la lésion est « demande d'indemnisation acceptée » ou dossier avec frais seulement.

Un dossier est classé *autre* lorsque au 1er mars de l'année suivant la lésion, la décision est : « demande d'indemnisation refusée » ou « en suspens et en attente d'une décision ».

Décès

Un décès est comptabilisé si, au 31 décembre de l'année visée, il est en relation avec la lésion professionnelle et que la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; il peut être accepté avec ou sans indemnités de décès.

Notes: les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ont été retirées du tableau 1.2, puisqu'elles ne sont plus disponibles.

À compter de l'année 2009, la CSST a révisé son estimation du nombre de travailleurs couverts par le régime. Le nombre présenté maintenant correspond au nombre total de travailleurs en emploi au Québec, duquel on soustrait une estimation du nombre de travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés à la CSST.

À signaler, entre 2013 et 2014 :

- Dossiers ouverts et acceptés
  - Baisse de 1,4 % des accidents du travail
  - Hausse de 16,6 % des maladies professionnelles

- Décès
  - Baisse de 9,5 % des accidents du travail
  - Baisse de 11,6 % des maladies professionnelles

- Programme Pour une maternité sans danger (PMSD)
  - Légère baisse, de 0,3 %, des réclamations acceptées

- Stabilité du nombre de travailleurs couverts

- Hausse de 1,3 % des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés

Tableau 1.1

Informations générales sur les lésions professionnelles et le programme *Pour une maternité sans danger*

				2014	2013
Lésions professionnelles	• Avec paiement[1]	> Nombre de lésions professionnelles (LAT)		**14 436**	15 256
		> Nombre d'accidents du travail (LATMP)		**194 089**	227 259
		> Nombre de maladies professionnelles (LATMP)		**55 336**	55 455
		> Nombre total de lésions professionnelles		***263 861***	*297 970*
	• Indemnisées[2]	> Nombre de lésions professionnelles (LAT)		**10 120**	10 790
		> Nombre d'accidents du travail (LATMP)		**130 991**	131 204
		> Nombre de maladies professionnelles (LATMP)		**11 268**	10 620
		> Nombre total de lésions professionnelles		***152 379***	*152 614*
	• Dossiers ouverts[3]	> Nombre d'accidents du travail	» Acceptés[4]	**82 321**	83 458
			» Autres[5]	**15 569**	15 458
			» *Total*	***97 890***	*98 916*
		> Nombre de maladies professionnelles	» Acceptés[4]	**5 725**	4 910
			» Autres[5]	**6 093**	5 762
			» *Total*	***11 818***	*10 672*
		> Nombre total de lésions professionnelles	» Acceptés[4]	***88 046***	*88 368*
			» Autres[5]	***21 662***	*21 220*
			» *Total*	***109 708***	*109 588*
	• Décès[6]	> Nombre d'accidents du travail		**57**	63
		> Nombre de maladies professionnelles		**107**	121
		> Nombre total de lésions professionnelles		***164***	*184*
Programme *Pour une maternité sans danger*		• Nombre de réclamations avec paiement[7]		**45 311**	49 293
		• Nombre de réclamations inscrites[8]	> Acceptées[9]	**33 097**	33 187
			> Autres[10]	**2 028**	1 954
			> Total	***35 125***	*35 141*

1. Lésions professionnelles avec des transactions monétaires pendant l'année visée. En 2014, 1 dossier a été payé selon la LAT et la LATMP; en 2013, cette situation touche 2 dossiers.
2. Lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès.
3. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; avec ou sans paiement; incluant 2 403 dossiers d'employeurs non assurés pour 2014 et 2 775 dossiers pour 2013.
4. Dossiers pour lesquels, au 1er mars de l'année suivante, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée » ou dossiers avec frais seulement.
5. Dossiers pour lesquels, au 1er mars de l'année suivante, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation refusée », « en suspens » ou « inconnue ».
6. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; décès acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2014 et 0 dossier pour 2013.
7. Réclamations avec des transactions monétaires pendant l'année visée.
8. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; avec ou sans paiement; incluant 8 dossiers d'employeurs non assurés pour 2014 et 4 dossiers pour 2013.
9. Demandes acceptées au 1er mars de l'année suivante.
10. Demandes refusées ou en attente d'une décision au 1er mars de l'année suivante.

Tableau 1.2
Informations générales sur la prévention-inspection

	2014	2013
Estimation du nombre total de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail[1]	**3 754 690**	3 755 169
Nombre d'établissements[2]	**270 231**	269 303
Nombre de dossiers d'intervention en prévention-inspection créés	**17 338**	17 118
Paiements pour les services de santé au travail (en '000 000 de $)	**70,1**	68,5
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (en '000 000 de $)	**22,3**	21,4
Subventions aux associations sectorielles paritaires (en '000 000 de $)	**20,2**	19,6
Subventions aux associations syndicales et patronales (en '000 000 de $)	**11,5**	11,9
Autres subventions (en '000 000 de $)	**0,3**	0,3

1. Sources : CANSIM, Statistique Canada, Enquête sur la population active; Revenu Québec.
Le nombre présenté correspond au nombre total de travailleurs en emploi duquel on retranche une estimation des travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés par la CSST.
2. Les établissements qui n'ont été ouverts que durant une partie de l'année de référence sont compris.

Tableau 1.3
Informations générales sur le financement

		2014	2013
Employeurs[1]	Note: Nombre de dossiers d'employeurs au 31 décembre 2013 sans égard au statut d'assujettissement, présenté au Rapport annuel de gestion 2013: 231 159	**225 926**	224 489
Nombre de dossiers d'employeurs ayant déclaré une masse salariale[2]		**202 697**	195 233
Nombre de dossiers d'expérience[2]		**258 724**	250 938
Masse salariale assurable (en milliards de $)[3]		**133,4**	128,1
Cotisation des employeurs (en millions de $)[4]		**2 757,4**	2 743,1
Taux moyen de cotisation décrété (en $)		**2,02**	2,08
Salaire maximum annuel assurable (en $)		**69 000**	67 500
Salaire annuel moyen des travailleurs québécois (en $)[5]		**43 227**	42 654

**Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives aux employeurs ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires.*

1. Nombre de dossiers d'employeurs ouverts pendant au moins une journée au cours de l'année présentée, qu'une masse salariale leur soit associée ou non.
   Ce nombre correspond au total des employeurs réguliers et des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations (ETP).
2. Dossiers associés à des employeurs ayant déclaré une masse salariale pour l'année visée, au 30 juin de l'année suivante.
3. Masse salariale assurable définitive ou estimée pour l'année visée inscrite dans les fichiers de la CSST au 30 juin de l'année suivante.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 132,5 milliards de dollars en 2014 et à 129,0 milliards de dollars en 2013.
4. Cotisations reçues au 30 juin de l'année suivante pour l'année visée seulement.
   Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année visée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année visée.
   Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 590,5 millions de dollars en 2014 et à 2 675,0 millions de dollars en 2013.
5. Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail.
   Rémunération hebdomadaire moyenne, ramenée sur une base annuelle; estimation non désaisonnalisée.
   Estimation excluant le temps supplémentaire, pour l'ensemble des employés (employés à salaire fixe et salariés rémunérés à l'heure).

Tableau 1.4
Informations générales sur le processus de contestation

		2014	2013
Recours et conciliation	**Article 32 LATMP**		
	• Nombre de plaintes reçues	**1 877**	2 065
	• Nombre de décisions rendues	**1 911**	2 095
	Article 227 LSST		
	• Nombre de plaintes reçues	**425**	450
	• Nombre de décisions rendues	**486**	457
	Article 245 LATMP		
	• Nombre de plaintes reçues	**0**	0
	• Nombre de décisions rendues	**0**	0
	Total		
	• Nombre de plaintes reçues	***2 302***	***2 515***
	• Nombre de décisions rendues	***2 397***	***2 552***

		2014	2013
Révision	**Direction de la révision administrative**		
	• Nombre de demandes inscrites	**48 801**	47 480
	• Nombre de décisions rendues	**42 880**	41 983
	• Nombre de dossiers clos [1]	**48 082**	46 698

1. L'écart entre le nombre de dossiers clos et le nombre de décisions rendues s'explique par les désistements, les cas de fermeture administrative et les cas d'absence de juridiction.

Note - Données de l'année présentée observées avec deux mois de maturité.

Tableau 1.5

Informations générales sur l'état des résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) (en '000 de $)

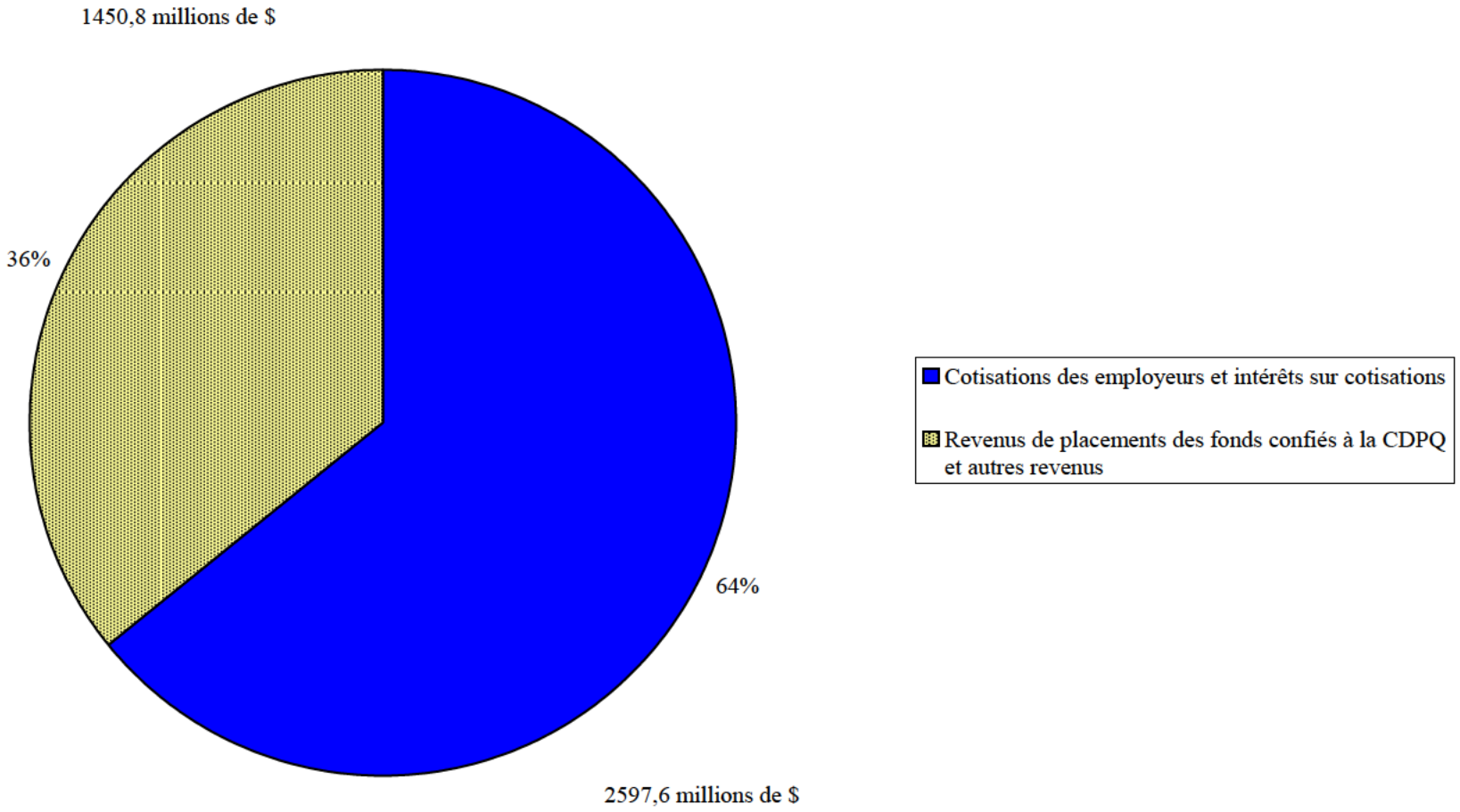
		2014	2013
Produits	• Cotisations des employeurs et intérêts sur cotisations	**2 597 580**	2 687 645
	• Revenus de placements des fonds confiés à la CDPQ	**1 435 836**	1 374 305
	• Autres revenus[1]	**14 956**	10 762
	• *Total*	***4 048 372***	*4 072 712*
Charges	• Programmes de réparation		
	> Prestations	**1 942 157**	1 880 792
	> Variation du passif actuariel	**701 915**	509 748
	> *Total*	***2 644 072***	***2 390 540***
	• Programme *Pour une maternité sans danger*		
	> Prestations	**233 423**	222 508
	> Variation du passif actuariel	**174**	1 654
	> *Total*	***233 597***	*224 162*
	• Subventions accordées pour des programmes de prévention	**124 363**	121 650
	• Charges administratives[1]		
	> Frais d'administration	**395 038**	384 643
	> Charges financières	**3 964**	1 563
	> Variation du passif actuariel	**28 457**	50 505
	> *Total*	***427 459***	436 711
	• Financement de tribunaux administratifs		
	> Contributions au financement de tribunaux administratifs rechargées par la CSST	**62 823**	60 186
	> Variation du passif actuariel	**2 857**	919
	> *Total*	***65 680***	61 105
	• Créances douteuses rechargées par la CSST	**12 963**	9 176
	• *Total*	***3 508 134***	*3 243 344*
Résultat net et résultat global		**540 238**	829 368
composé de	Résultat relatif à l'application de la politique de capitalisation	**100 373**	82 643
	Surplus (Déficit) relatif au taux de rendement réel	**781 796**	875 643
	Variations des obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées[2]	**(682 867)**	-
	Surplus (Déficit) des opérations de l'exercice courant	**340 936**	(128 918)
Actif		**14 005 387**	12 497 125
Passif		**14 078 811**	13 110 787
(Déficit) Surplus cumulé		**(73 424)**	(613 662)
Niveau de capitalisation[3]		**99,5%**	95,3%

1. À partir de l'exercice 2014, les charges financières, auparavant présentées en déduction des autres produits, sont maintenant présentées distinctement. Les frais d'administration et les charges financières sont maintenant présentés sous le poste « Charges administratives » à l'État du résultat global. Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin d'en rendre la présentation conforme à celle adoptée en 2014.

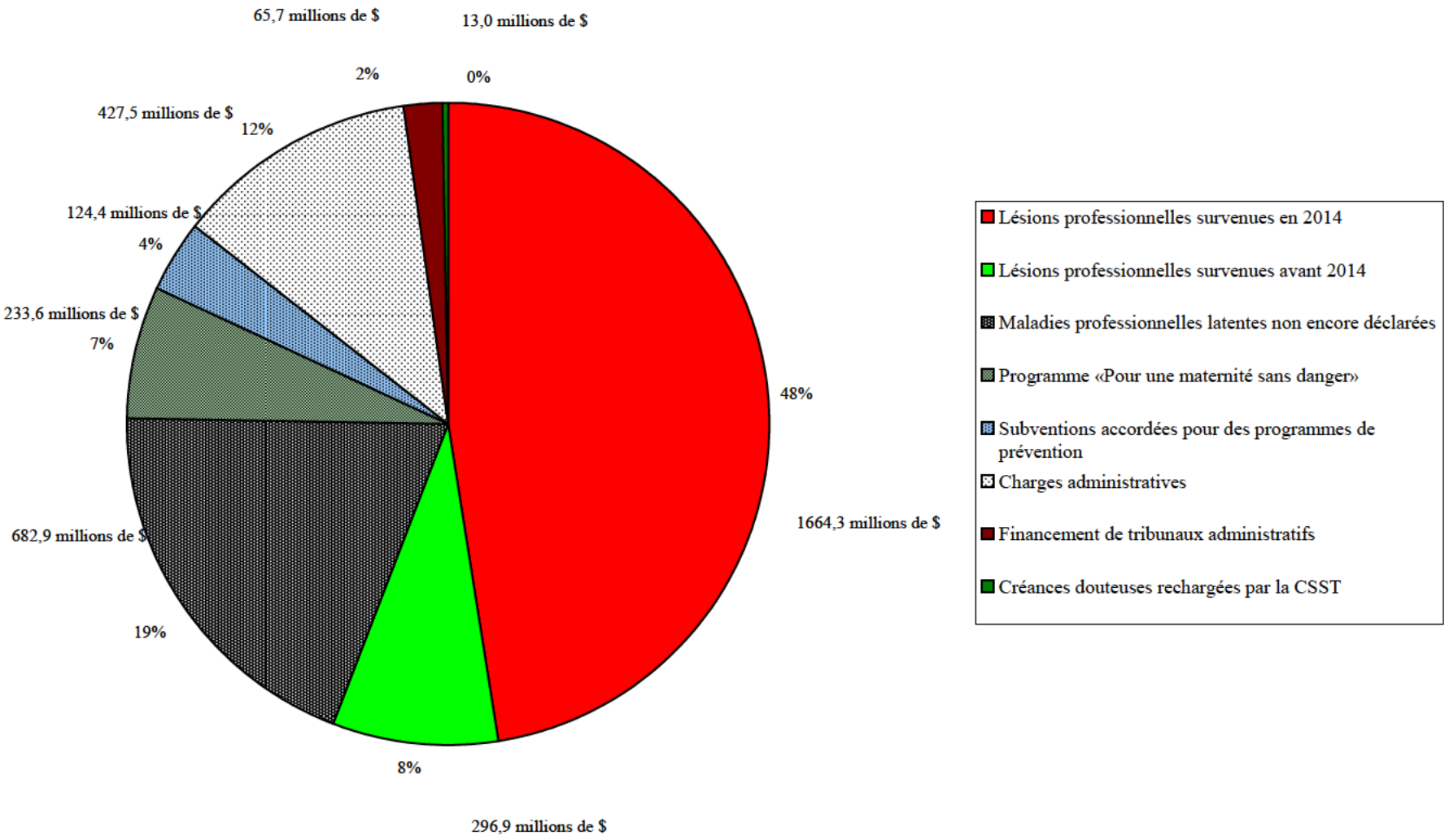
2. Le passif actuariel comprend dorénavant une provision pour les obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées dont la survenance est prévue après la date de clôture des états financiers mais qui résultent d'expositions encourues en milieu de travail avant cette date chez les employeurs tenus de cotiser.

3. Le niveau de capitalisation effectif aux fins de la tarification est quant à lui de 104,5 %, il correspond à la proportion du total de l'actif sur le total du passif en excluant les obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées.

Graphique 1.1
Répartition relative des produits du FSST en 2014



Graphique 1.2
Répartition relative des charges du FSST en 2014





Section 2
Volet financier des programmes de la réparation

Description

La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP) est entrée en vigueur le 19 août 1985. Cette loi s'applique aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, ainsi qu'aux rechutes, récidives et aggravations, survenus à compter de cette date. Pour les événements survenus avant le 19 août 1985, la *Loi sur les accidents du travail* (LAT) s'applique.

Les frais de réparation

La loi reconnaît au travailleur victime d'une lésion professionnelle le droit à l'assistance médicale qu'exige son état en raison de cette lésion.

La loi accorde également au travailleur atteint de façon permanente dans son intégrité physique ou psychique en raison de sa lésion professionnelle le droit à la réadaptation qu'exige son état en vue de sa réinsertion sociale et professionnelle. Ce droit est l'un des éléments centraux du régime.

Les indemnités de remplacement du revenu

Les sommes déboursées pour interruption de travail représentent la part la plus importante des débours de la Commission pour la réparation des lésions professionnelles.

L'indemnité de remplacement du revenu est versée au travailleur :
- pendant toute la période où il est incapable d'exercer son emploi en raison de sa lésion
- et si les séquelles de sa lésion l'empêchent de reprendre son emploi, pendant toute la période nécessaire à sa réadaptation afin de reprendre son emploi, un emploi équivalent ou un emploi convenable.

Lorsque le travailleur devient apte à occuper un emploi, l'indemnité de remplacement du revenu cesse d'être versée, en tout ou en partie, selon l'une ou l'autre des hypothèses suivantes :
- Si le travailleur redevient capable d'occuper son emploi ou un emploi équivalent, l'indemnité cesse d'être versée. Cependant, si le délai d'exercice de son droit au retour au travail est expiré, l'indemnité est maintenue pendant une période maximale d'une année. À l'expiration de ce délai ou lorsque le travailleur réintègre son emploi, un emploi équivalent, ou qu'il refuse de le faire sans raison valable, l'indemnité cesse de lui être versée selon la première éventualité.
- Si l'emploi convenable auquel le travailleur a été réadapté est disponible, l'indemnité est réduite du revenu net retenu qu'il tire ou pourrait tirer de cet emploi convenable.

- Si l'emploi convenable auquel le travailleur a été réadapté n'est pas disponible, l'indemnité est maintenue pendant un maximum d'une année. À l'expiration de ce délai ou lorsque le travailleur retourne à cet emploi ou lorsqu'il refuse de le faire sans raison valable, l'indemnité est réduite du revenu qu'il pourrait recevoir de cet emploi convenable.

L'indemnité de remplacement du revenu versée à un travailleur reconnu apte à occuper un emploi convenable est révisée périodiquement.

Par ailleurs, le travailleur qui au moment de son accident est âgé de 60 ans ou plus, ou de 55 ans ou plus en cas de maladie professionnelle, et qui ne peut retourner à son emploi parce qu'il est atteint de façon permanente dans son intégrité physique ou psychique a droit à l'indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'occupe pas un nouvel emploi. Toutefois, il y a une modification à la LATMP par suite de l'adoption de la loi 35 en juin 1992 : si l'employeur de ce travailleur lui offre un emploi jugé convenable par la CSST, il devra l'accepter. Ainsi, le travailleur a droit à l'indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'occupe pas un nouvel emploi ou un emploi convenable disponible chez son employeur.

Les indemnités pour stabilisation économique et sociale

Versées en vertu de la LAT, ces indemnités visent à faciliter le retour à la vie normale et la réinsertion dans la société du travailleur atteint d'une incapacité à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle. L'indemnité prend la forme d'une assistance financière pour la stabilisation économique et de services de consultation dans le domaine de la psychologie de service social pour la stabilisation sociale.

Les indemnités pour préjudice corporel et les indemnités pour incapacité permanente

Il se peut qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un travailleur soit atteint d'une façon permanente dans son intégrité physique ou psychique. Il a alors droit à une rente d'incapacité permanente (LAT) ou à une indemnité forfaitaire pour préjudice corporel (LATMP).

Le montant de cette indemnité forfaitaire n'est pas le même pour tous les travailleurs. Il varie selon le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique et l'âge de la personne au moment de la lésion. Cette indemnité s'appliquant à l'ensemble du préjudice corporel, elle est établie en tenant compte du déficit anatomo-physiologique (les séquelles diagnostiquées médicalement), du préjudice esthétique, ainsi que des douleurs et de la perte de jouissance de la vie qui en résultent.

Les indemnités de décès

En cas de décès du travailleur, des indemnités sont prévues pour ses personnes à charge. Ainsi, le conjoint survivant a droit au versement temporaire d'une indemnité de remplacement du revenu, en plus d'une indemnité forfaitaire. Une rente mensuelle est versée à chaque enfant à charge jusqu'à sa majorité.

Note: dans cette section, le nombre de lésions présenté pour une catégorie de prestation donnée peut varier d'un tableau à l'autre. En effet, pour être retenu dans le calcul du nombre, un dossier doit avoir un total de débours non nul (≠ 0$) au niveau de détail présenté; ce niveau de détail varie selon les tableaux.

À signaler, entre 2013 et 2014 :

- Hausse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - 2,2 % pour les frais d'assistance médicale
  - 3,7 % pour les frais de réadaptation
  - 3,8 % pour les indemnités de remplacement du revenu en consolidation médicale et réadaptation
  - 5,2 % pour les indemnités de remplacement du revenu en postréadaptation
  - 5,8 % pour les indemnités pour préjudice corporel
- Baisse des débours associés aux lésions professionnelles pour la catégorie de prestation suivante :
  - -14,5 % pour les indemnités de décès

  Ces catégories de prestation sont versées en vertu de la LATMP

- Baisse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - -15,4 % pour les indemnités de stabilisation économique et sociale
  - -4,9 % pour les indemnités pour incapacité permanente

  Ces catégories de prestation sont versées en vertu de la LAT

Tableau 2.1

Répartition des lésions professionnelles avec paiement en 2014
selon la catégorie de prestation

	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Frais d'assistance médicale	219 853	410 070	21,1
Frais de réadaptation	22 799	74 039	3,8
Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	91 875	591 908	30,5
Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	46 226	644 702	33,2
Indemnités de stabilisation économique et sociale	305	3 274	0,2
Indemnités pour préjudice corporel	18 574	119 168	6,1
Indemnités pour incapacité permanente	7 721	65 445	3,4
Indemnités de décès	1 269	33 552	1,7
Total	**263 882** [2]	**1 942 157** [3]	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de prestation, elle ne figure qu'une fois au total.
2. De ce nombre, 110 290 lésions professionnelles n'ont que des frais au dossier.
3. Un montant de 30 361 644 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.
   Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

Tableau 2.2

Répartition des prestations des lésions professionnelles avec paiement en 2014
selon l'année de la lésion professionnelle et la catégorie de prestation

(en '000 de $)

	Frais d'assistance médicale	Frais de réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	Indemnités de stabilisation économique et sociale	Indemnités pour préjudice corporel	Indemnités pour incapacité permanente	Indemnités de décès	**Total**[1]
2009 ou antérieures	107 124	38 583	65 355	531 320	3 274	20 413	65 445	16 584	**848 098**
2010	8 336	3 896	22 145	35 784	—	6 280	—	1 687	**78 128**
2011	12 804	6 148	44 020	38 809	—	12 617	—	3 581	**117 979**
2012	26 342	10 225	82 909	29 442	—	24 163	—	5 799	**178 880**
2013	110 287	13 263	182 730	9 073	—	43 728	—	4 311	**363 392**
2014	145 176	1 923	194 748	274	—	11 968	—	1 590	**355 680**
Total	**410 070**	**74 039**	**591 908**	**644 702**	**3 274**	**119 168**	**65 445**	**33 552**	**1 942 157**

1. Un montant de 30 361 644 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.
Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

Tableau 2.3

Répartition des lésions professionnelles indemnisées en 2014[1]
selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle		
	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours
2009 ou antérieures	10 120	112 082	100,0	35 230	531 216	44,0	4 367	59 093	42,6
2010	—	—	—	3 228	58 350	4,8	341	7 546	5,4
2011	—	—	—	4 651	90 390	7,5	411	8 637	6,2
2012	—	—	—	7 682	127 339	10,5	879	14 974	10,8
2013	—	—	—	23 144	204 903	17,0	3 452	34 939	25,2
2014	—	—	—	57 057	195 149	16,2	1 836	13 431	9,7
Total	**10 120**	**112 082**	**100**	**130 991**	**1 207 347** [3]	**100**	**11 268**	**138 620**	**100**

1. Lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès.
2. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
3. Un montant de -719 406 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.4

Répartition des lésions professionnelles avec des frais d'assistance médicale en 2014[1]
selon la catégorie de frais d'assistance médicale et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Services de professionnels de la santé		1 324	1 149	8,0	137 087	90 029	27,1	18 181	7 940	12,6
Soins ou traitements fournis par les établissements de santé		718	1 924	13,3	74 628	66 317	19,9	3 929	2 792	4,4
Médicaments et produits pharmaceutiques		1 933	4 597	31,8	31 662	40 236	12,1	1 604	2 546	4,0
Prothèses et orthèses		4 109	4 083	28,3	10 040	8 681	2,6	36 377	41 560	65,8
Soins et traitements dispensés par les intervenants de la santé	• Physiothérapie	176	291	2,0	53 899	64 186	19,3	1 919	1 527	2,4
	• Ergothérapie	27	51	0,4	21 082	23 326	7,0	498	490	0,8
	• Autres	642	242	1,7	7 747	7 263	2,2	11 529	2 367	3,7
	• *Total*	*809*	*584*	*4,0*	*60 197*	*94 775*	*28,5*	*13 462*	*4 384*	*6,9*
Aides techniques et frais		1 427	1 419	9,8	11 349	6 005	1,8	7 013	3 055	4,8
Frais de déplacement et de séjour		1 171	543	3,8	36 259	12 446	3,7	3 305	685	1,1
Autres frais		64	151	1,0	1 844	13 958	4,2	243	211	0,3
Total		**6 566**	**14 450**	**100**	**161 540**	**332 448**	**100**	**51 897**	**63 172**	**100**

1. Un montant de 31 119 447 $ est compris dans les frais d'assistance médicale pour des demandes de remboursement de frais pour lesquelles la CSST n'a pas ouvert de dossier.
2. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.5

Répartition des lésions professionnelles avec des frais de réadaptation en 2014
selon la catégorie de frais de réadaptation et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Réadaptation professionnelle	• Programme de recyclage, mobilité professionnelle et réinsertion du conjoint survivant	0	0	0,0	12	37	0,1	0	0	0,0
	• Service professionnel externe	130	240	3,4	8 795	22 256	34,9	371	684	20,8
	• Programmes de formation	6	15	0,2	1 707	9 387	14,7	109	711	21,6
	• Adaptation d'un poste de travail	1	3	0,0	169	276	0,4	19	16	0,5
	• Subventions à l'employeur et à la création d'emploi	0	0	0,0	105	413	0,6	10	52	1,6
	• Subventions pour un projet — travailleur	0	0	0,0	5	195	0,3	0	0	0,0
	• *Total*	*135*	*258*	*3,7*	*9 779*	*32 564*	*51,1*	*446*	*1 462*	*44,4*
Réadaptation sociale	• Services professionnels d'intervention psychosociale	81	182	2,6	1 739	3 324	5,2	83	104	3,1
	• Adaptation du domicile	84	765	11,0	333	2 676	4,2	12	13	0,4
	• Adaptation du véhicule principal	72	267	3,8	189	649	1,0	1	0	0,0
	• Aide personnelle à domicile	504	3 753	53,9	1 830	10 734	16,8	109	513	15,6
	• Frais de garde d'enfants	0	0	0,0	12	21	0,0	1	0	0,0
	• Frais d'entretien courant du domicile	1 118	1 739	25,0	9 500	13 815	21,7	843	1 201	36,5
	• *Total*	*1 434*	*6 705*	*96,3*	*11 931*	*31 218*	*48,9*	*971*	*1 831*	*55,6*
Total		**1 473**	**6 963**	**100**	**19 997**	**63 782** [2]	**100**	**1 329**	**3 293**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -38 397 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.6

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2014
selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Consolidation médicale et réadaptation	• 14 premiers jours payés par l'employeur, remboursable par la CSST	66	73	0,2	63 470	46 920	4,2	837	623	0,8
	• Consolidation médicale	208	3 871	12,7	61 562	437 649	38,8	1 552	15 882	20,1
	• Réadaptation	40	326	1,1	6 972	60 094	5,3	358	3 470	4,4
	• Autres indemnités	45	178	0,6	5 224	21 762	1,9	259	1 060	1,3
	• *Total*	*202*	*4 448*	*14,6*	*89 923*	*566 425*	*50,3*	*1 750*	*21 035*	*26,6*
Postréadaptation		1 605	26 042	85,4	40 513	560 660	49,7	4 108	58 000	73,4
Total		**1 728**	**30 490**	**100**	**126 419**	**1 127 085** [2]	**100**	**5 529**	**79 035**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -687 669 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.7

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2014 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
2009 ou antérieures	1 727	30 490	100,0	34 763	516 160	45,8	3 599	50 025	63,3
2010	—	—	—	3 046	52 703	4,7	241	5 226	6,6
2011	—	—	—	4 116	76 659	6,8	280	6 170	7,8
2012	—	—	—	6 054	106 001	9,4	309	6 350	8,0
2013	—	—	—	20 794	183 692	16,3	580	8 111	10,3
2014	—	—	—	56 901	191 869	17,0	522	3 153	4,0
Total	**1 727**	**30 490**	**100**	**125 674**	**1 127 085** [2]	**100**	**5 531**	**79 035**	**100**

1. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
2. Un montant de -687 669 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.8

Répartition du total des jours indemnisés pour les lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2014 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu[1], l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

Consolidation médicale et réadaptation

	Lésion professionnelle LAT		Lésion professionnelle LATMP			
			Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2009 ou antérieures	49 165	100,0	665 340	8,8	51 394	18,8
2010	—	—	256 745	3,4	16 065	5,9
2011	—	—	521 906	6,9	30 805	11,3
2012	—	—	989 461	13,1	44 422	16,3
2013	—	—	2 342 121	31,0	76 976	28,2
2014	—	—	2 788 071	36,9	53 174	19,5
Total	**49 165**	**100**	**7 563 643**	**100**	**272 836**	**100**

Postréadaptation

	Lésion professionnelle LAT		Lésion professionnelle LATMP			
			Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2009 ou antérieures	287 831	100,0	5 414 906	81,0	529 537	77,8
2010	—	—	396 158	5,9	43 053	6,3
2011	—	—	442 929	6,6	43 639	6,4
2012	—	—	330 339	4,9	37 580	5,5
2013	—	—	94 845	1,4	23 941	3,5
2014	—	—	1 893	0,0	2 540	0,4
Total	**287 831**	**100**	**6 681 071**	**100**	**680 290**	**100**

Total

	Lésion professionnelle LAT		Lésion professionnelle LATMP			
			Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2009 ou antérieures	336 996	100,0	6 080 246	42,7	580 931	61,0
2010	—	—	652 903	4,6	59 118	6,2
2011	—	—	964 835	6,8	74 444	7,8
2012	—	—	1 319 800	9,3	82 002	8,6
2013	—	—	2 436 966	17,1	100 917	10,6
2014	—	—	2 789 964	19,6	55 714	5,8
Total	**336 996**	**100**	**14 244 714**	**100**	**953 126**	**100**

1. Le nombre de jours selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu est estimé à partir de la répartition des montants versés en IRR selon la catégorie d'indemnité.

Tableau 2.9

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2014 selon la catégorie d'indemnité pour préjudice corporel et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
				Accident du travail			Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée au travailleur	134	1 330	100,0	12 370	69 072	99,8	6 072	48 567	99,9
Indemnité versée à d'autres personnes	0	0	0,0	29	140	0,2	6	60	0,1
Total	**134**	**1 330**	**100**	**12 383**	**69 211** [2]	**100**	**6 073**	**48 627**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -31 737 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.10

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2014 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
2009 ou antérieures	134	1 330	100,0	1 248	12 513	18,1	814	6 570	13,5
2010	—	—	—	605	5 207	7,5	130	1 073	2,2
2011	—	—	—	1 528	11 298	16,3	192	1 319	2,7
2012	—	—	—	3 453	18 881	27,3	641	5 281	10,9
2013	—	—	—	4 905	19 490	28,2	2 967	24 237	49,8
2014	—	—	—	632	1 821	2,6	1 331	10 146	20,9
Total	**134**	**1 330**	**100**	**12 371**	**69 211** [2]	**100**	**6 069**	**48 627**	**100**

1. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
2. Un montant de -31 737 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.11
Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour incapacité permanente en 2014 selon la catégorie d'indemnité pour incapacité permanente

	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée en vertu de la LAT	7 692	65 240	99,7
Indemnité versée en vertu de la LIVASMC[1]	35	204	0,3
Total	**7 721**	**65 445**	**100**

1. LIVASMC : Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et carrières.
2. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.12

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2014
selon la catégorie d'indemnités de décès et la catégorie de la lésion professionnelle

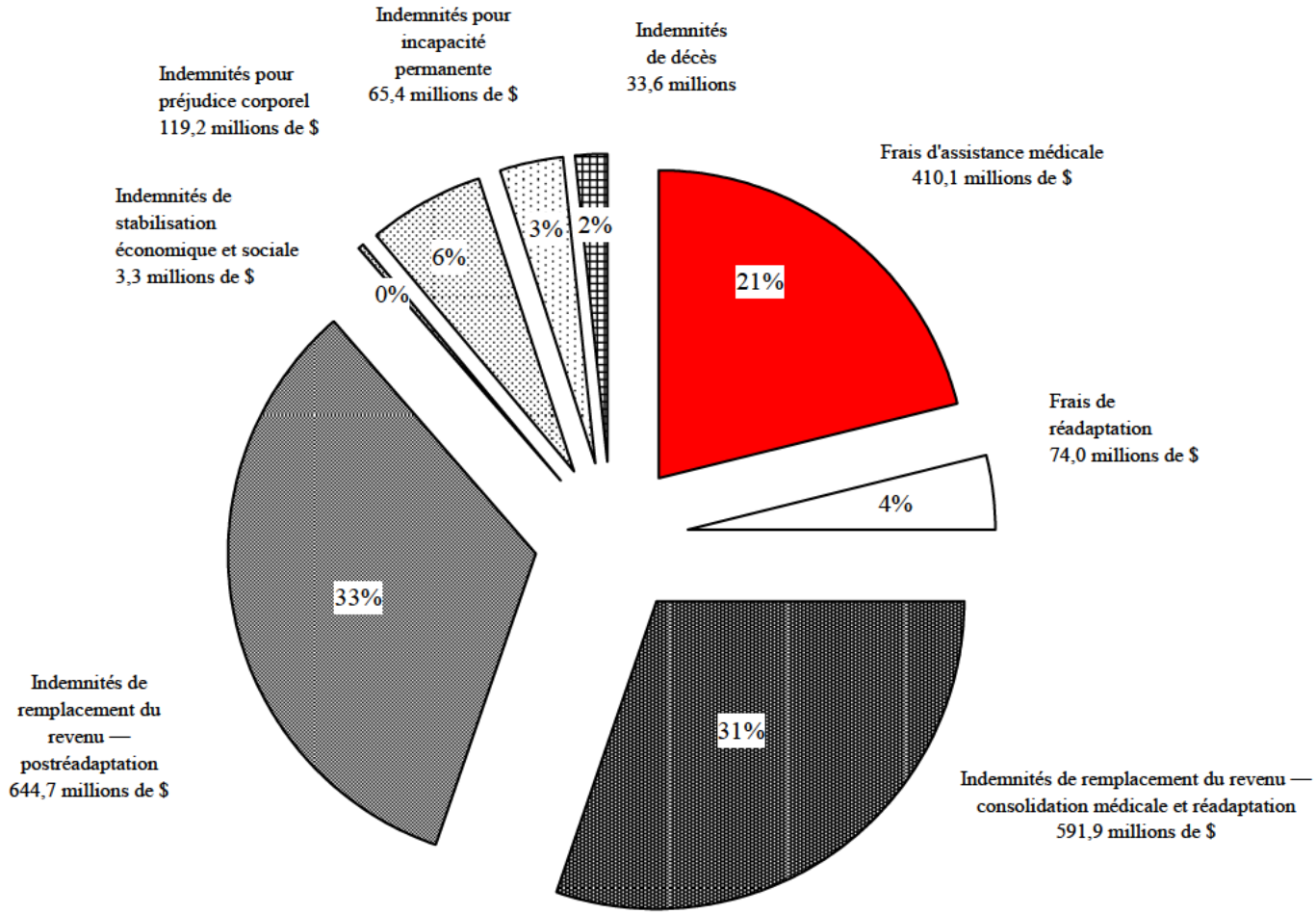
		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée en vertu de la LAT	• Forfaitaires option et frais	0	0	0,0	—	—	—	—	—	—
	• Rentes	715	11 075	95,9	—	—	—	—	—	—
	• *Total*	*715*	*11 075*	*95,9*	—	—	—	—	—	—
Indemnité versée en vertu de la LATMP	• Forfaitaires	7	413	3,6	127	6 841	61,9	128	9 904	90,4
	• Rentes	3	38	0,3	346	3 802	34,4	44	460	4,2
	• Intérêts	4	5	0,0	41	138	1,3	92	159	1,4
	• Autres indemnités	4	12	0,1	57	270	2,4	100	435	4,0
	• *Total*	*8*	*468*	*4,1*	*390*	*11 051*	*100,0*	*156*	*10 958*	*100,0*
Total		**723**	**11 543**	**100**	**390**	**11 051**	**100**	**156**	**10 958**	**100**

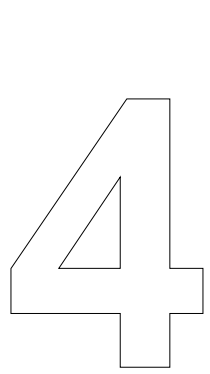
1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

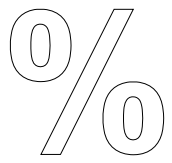
Tableau 2.13
Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2014
selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle

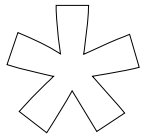
	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
				Accident du travail			Maladie professionnelle		
	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours
2009 ou antérieures	716	11 081	96,0	215	2 289	20,7	12	69	0,6
2010	0	0	0,0	20	440	4,0	5	312	2,8
2011	0	0	0,0	35	2 434	22,0	10	589	5,4
2012	1	114	1,0	47	2 625	23,8	31	3 212	29,3
2013	5	292	2,5	42	1 789	16,2	65	4 975	45,4
2014	1	56	0,5	31	1 475	13,3	33	1 800	16,4
Total	**723**	**11 543**	**100**	**390**	**11 051**	**100**	**156**	**10 958**	**100**

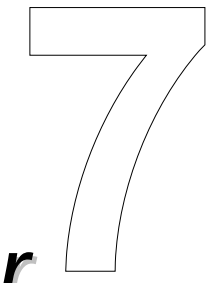
Graphique 2.1
Répartition relative des prestations des programmes de réparation en 2014











Section 3
Volet financier du programme
Pour une maternité sans danger

Description

La Commission applique depuis 1981 le programme *Pour une maternité sans danger*. L'objectif du programme est le maintien en emploi sans danger de la travailleuse enceinte ou qui allaite, en favorisant l'élimination des dangers ou, à défaut, l'affectation à d'autres tâches ne comportant pas de danger, quand il y a effectivement attestation médicale de l'existence de dangers physiques pour elle, à cause de sa grossesse, ou pour l'enfant à naître ou allaité.

La travailleuse enceinte ou qui allaite qui désire obtenir une affectation ou si c'est impossible un retrait préventif doit fournir à son employeur un certificat médical. Dans le cas de la femme enceinte, le rapport doit attester que ses conditions de travail comportent des dangers physiques pour l'enfant à naître ou, à cause de son état, pour elle-même. Quant à la travailleuse qui allaite, ce rapport doit faire état du danger que comportent les tâches qu'elle exécute, pour l'enfant allaité. Le médecin traitant, avant de délivrer un certificat, doit obligatoirement consulter le médecin responsable des services de santé de l'établissement où elle travaille ou, s'il n'y en a pas, le directeur de santé publique de la région où est situé l'établissement. Sans cette consultation, le certificat n'est pas valide.

Le certificat médical doit être présenté à l'employeur, ce qui constitue une demande d'affectation.

L'admissibilité des réclamations repose sur une analyse individuelle de chacun des cas soumis à la CSST. Sa décision s'appuie sur l'information contenue sur le certificat médical, sur l'analyse fournie par l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dans son rapport d'évaluation du poste de travail et sur tout renseignement obtenu en communiquant avec la travailleuse, son médecin traitant et son employeur.

Si l'employeur est dans l'impossibilité d'affecter immédiatement la travailleuse à des tâches non dangereuses, elle peut cesser de travailler jusqu'à son accouchement ou à la fin de la période d'allaitement. Dans ce cas, l'employeur lui verse son salaire habituel pendant les cinq premiers jours ouvrables. Par la suite, elle recevra une indemnité équivalant à 90% de son revenu net jusqu'à concurrence du salaire maximum assurable, en vigueur durant l'année de la demande.

La travailleuse qui exerce son droit à l'affectation ou au retrait préventif bénéficie d'une protection juridique. En effet, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) stipule que la travailleuse conserve, pendant et après l'affectation ou la cessation de travail, tous les avantages liés à l'emploi qu'elle occupait avant son affectation ou son retrait préventif du travail. À la fin de la mesure préventive, l'employeur a l'obligation de réintégrer la travailleuse dans son emploi habituel, et avec tous les avantages qui y sont reliés.

Notes explicatives

Décision quant à l'admissibilité des demandes

Les réclamations sont acceptables lorsque les conditions du poste de travail comportent des dangers pour la santé de la travailleuse, celle de l'enfant à naître ou celle de l'enfant allaité.

Les principales raisons de la CSST de refuser les réclamations sont que les conditions de travail ne comportent pas de réels dangers, que le retrait est exercé pour des raisons médicales personnelles sans lien avec le travail ou que les conditions d'admissibilité au programme n'étaient pas satisfaites.

Les réclamations « autres » réfèrent aux cas refusés et aux cas où la CSST est en période d'analyse de la demande et n'a pas encore pris de décision.

Mise en garde face aux statistiques sur le nombre de réclamations inscrites et les prestations

Les sommes déboursées durant l'année de référence concernent l'ensemble des travailleuses enceintes ou qui allaitent qui bénéficient d'un retrait préventif ou d'une affectation, quelle que soit l'année d'enregistrement de la demande. Les sommes comprennent les frais et les indemnités de remplacement du revenu versés à la travailleuse.

Bien qu'un dossier ait été inscrit au cours d'une année, il est possible que les indemnités n'aient été versées que l'année suivante. En effet, une demande peut être formulée dès le début de la grossesse, mais le danger pour la mère ou le fœtus peut se situer plus tard au cours de la gestation. On doit donc établir une relation entre les prestations versées et le nombre de réclamations avec paiement, plutôt qu'avec le nombre de réclamations inscrites.

À signaler, entre 2013 et 2014 :

- Débours associés aux réclamations PMSD:
  - Baisse de 2,9 % pour les frais d'assistance médicale
  - Hausse de 5,0 % pour les indemnités de remplacement du revenu

Tableau 3.1

Répartition des réclamations traitées en 2014[1]
selon l'année de l'événement et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte			Travailleuse qui allaite			**Total**		
	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	**Nombre[2]**	**Débours (en '000 de $)**	**% des débours**
2009 ou antérieures	58	-20	0,0	6	-179	-2,5	**64**	**-198**	**-0,1**
2010	77	21	0,0	6	54	0,8	**83**	**75**	**0,0**
2011	141	12	0,0	17	191	2,7	**158**	**203**	**0,1**
2012	406	341	0,2	58	649	9,2	**464**	**990**	**0,4**
2013	14 010	72 699	32,1	226	3 720	53,0	**14 236**	**76 419**	**32,7**
2014	30 041	153 348	67,7	267	2 587	36,8	**30 308**	**155 935**	**66,8**
Total	**44 732**	**226 401**	**100**	**579**	**7 023**	**100**	**45 311**	**233 423**	**100**

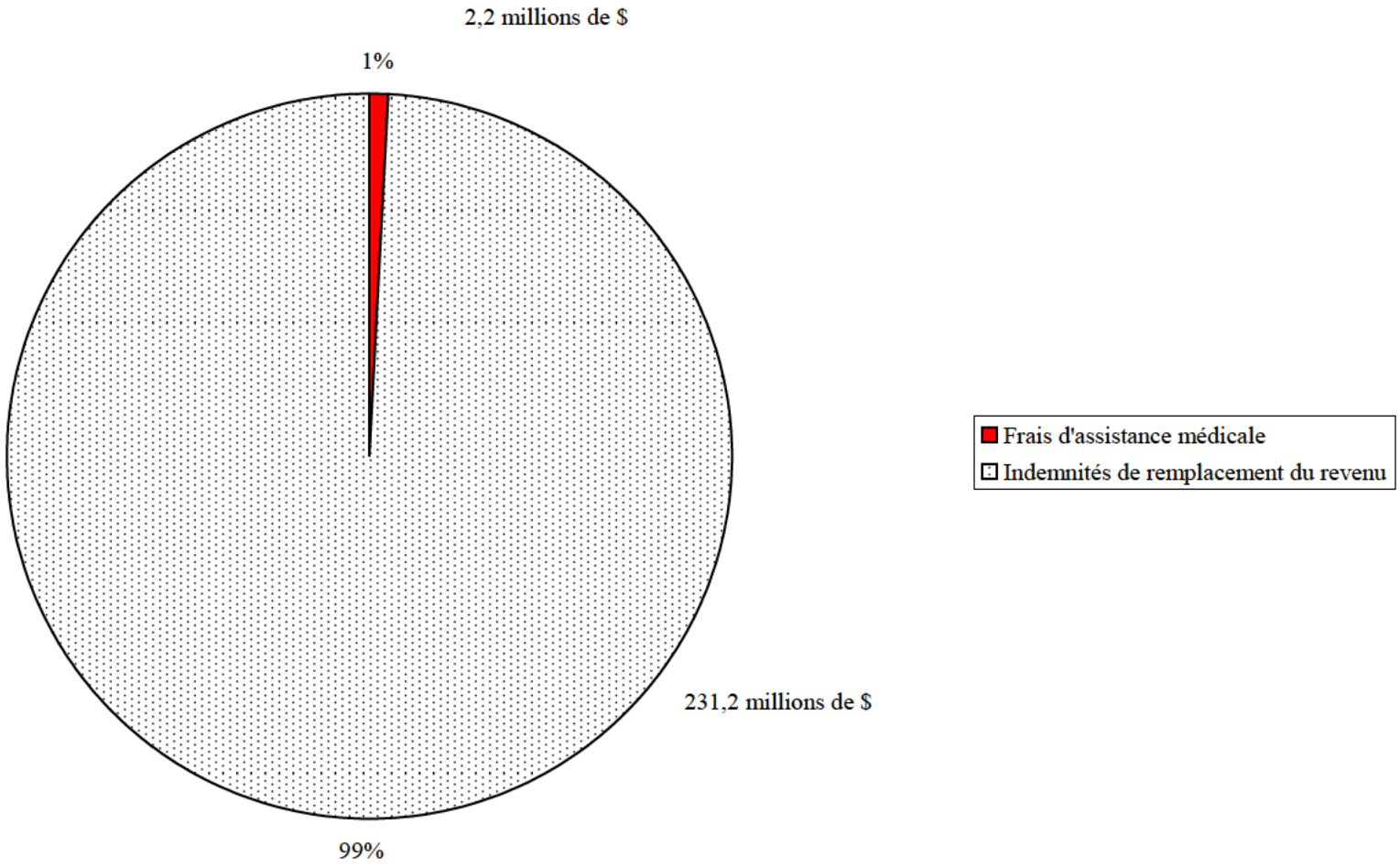
1. Réclamations avec des transactions monétaires.
2. Les réclamations qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année d'événement ne figurent qu'une fois au total.

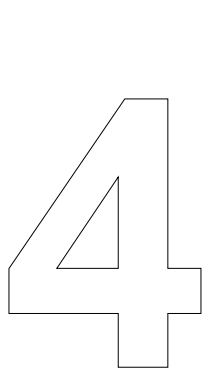
Tableau 3.2
Répartition des réclamations traitées en 2014[1]
selon la catégorie de prestation et la catégorie du retrait

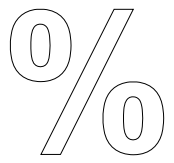
	Travailleuse enceinte			Travailleuse qui allaite			**Total**		
	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	**Nombre[2]**	**Débours (en '000 de $)**	**% des débours**
Frais d'assistance médicale	29 161	2 207	1,0	241	18	0,3	**29 402**	**2 226**	**1,0**
Indemnités de remplacement du revenu	36 005	224 193	99,0	491	7 004	99,7	**36 496**	**231 198**	**99,0**
Total	**44 732**	**226 401**	**100**	**579**	**7 023**	**100**	**45 311**	**233 423**	**100**

1. Réclamations avec des transactions monétaires.
2. Si une réclamation relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

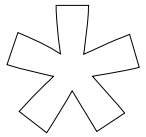
Graphique 3.1
Répartition relative des prestations du programme Pour une maternité sans danger en 2014

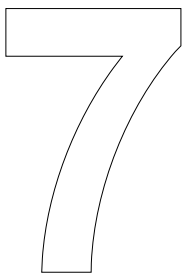






Section 4
Prévention - inspection





Description

La *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) adoptée en 1979 inscrit la prévention dans une démarche systématique et obligatoire dont elle confie la responsabilité aux employeurs et aux travailleurs. Elle établit clairement les droits et obligations de chacun en cette matière tout en leur donnant les moyens nécessaires pour déceler les dangers présents dans leur milieu de travail de façon à les éliminer ou à les maîtriser.

Notes explicatives

Programme de prévention

Le premier de ces moyens, c'est le programme de prévention que l'employeur doit élaborer avec la participation des travailleurs. Comme il s'agit d'une planification d'activités pour éliminer les causes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en tenant compte des particularités du milieu, chaque établissement aura son propre programme. Tous les programmes doivent cependant être conformes à la LSST. Seuls les employeurs qui appartiennent aux secteurs d'activité économique désignés par règlement (l'ensemble des établissements appartenant aux groupes I, II et III) sont actuellement tenus d'élaborer un programme de prévention.

Programme de santé

L'accès à des services de santé en milieu de travail est un élément essentiel de toute démarche de prévention dans un établissement. Pour les employeurs et les travailleurs des groupes prioritaires I, II et III, ces services sont assurés par le réseau public, plus précisément par les équipes de santé au travail mises en place par les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux ou, dans certains cas, par des services de santé reconnus par la CSST.

Les médecins, le personnel infirmier, les techniciens en hygiène et les hygiénistes qui font partie des équipes de santé au travail s'occupent principalement de recueillir des données sur la santé des travailleurs et sur les risques auxquels ils sont exposés, et aussi d'élaborer et d'appliquer les programmes de santé qui font partie des programmes de prévention des établissements.

Comité de santé et de sécurité

C'est habituellement sur les lieux mêmes du travail que surviennent les accidents du travail et les maladies professionnelles. C'est donc là que doit s'établir la collaboration entre employeurs et travailleurs pour tout ce qui touche la prévention. Une façon d'y parvenir, c'est de former un comité paritaire de santé et de sécurité. Cette mesure est applicable aux établissements comptant 21 travailleurs ou plus des groupes prioritaires I et II. Ceci confère au comité des fonctions précises et des pouvoirs de décision considérables qui touchent, entre autres, l'approbation du programme de santé, le choix du médecin responsable des services de santé, le choix des équipements individuels de protection et les programmes de formation et d'information.

Représentant à la prévention

Les travailleurs d'un établissement appartenant à un secteur des groupes prioritaires I et II et comptant 21 travailleurs ou plus ont la possibilité de désigner parmi eux un ou plusieurs représentants à la prévention. Ce représentant a pour fonction de déceler les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs à l'intérieur de l'établissement. Il peut consacrer une partie de ses heures de travail à inspecter les lieux, à mener des enquêtes, à formuler des recommandations et à assister les travailleurs dans l'exercice des droits qui leur sont reconnus par la loi.

Dossiers d'intervention créés et mesures prises

Même si la loi incite les employeurs et les travailleurs à prendre eux-mêmes en charge la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, elle a prévu d'autres moyens pour assurer la protection de la santé et la sécurité des travailleurs. Un de ces moyens, c'est l'intervention d'un inspecteur de la CSST dans un établissement pour y faire corriger une situation, que ce soit dans le cadre de ses activités normales, en réponse à une plainte, à la suite d'un accident ou lors de l'exercice du droit au refus de travailler par un travailleur.

Les interventions de l'inspecteur sont de huit types :

- lorsque survient un accident qui entraîne des blessures graves ou le décès d'un ou de plusieurs travailleurs, l'enquête permet d'identifier les causes et les circonstances qui ont contribué à l'accident, en vue d'apporter les corrections qui en éviteront la répétition;
- lorsqu'un travailleur exerce son droit au refus de travailler, l'intervention vise à identifier, en collaboration avec les parties, les correctifs à apporter pour éliminer le risque;
- lorsqu'une plainte est reçue, l'intervention vise à s'assurer que les mesures préventives appropriées sont en place, par rapport aux dangers identifiés. Toute personne peut porter plainte à la CSST, même si elle n'est pas touchée directement par la loi et les

- lorsqu'un programme d'intervention est développé par la CSST, le programme provincial s'applique;
- lorsque des interventions sont réalisées sur plusieurs lieux de travail en lien avec un danger spécifique dans une région donnée, le programme régional s'applique;
- lorsque la démarche vise à s'assurer de la mise en application de la loi et des règlements et la mise en place de mesures préventives sur les lieux de travail, l'intervention de type loi et règlements s'applique;
- lorsque l'inspecteur apporte son soutien lors d'une démarche de prévention dans un établissement ou sur un chantier (par exemple par de l'information, de la formation ou de l'assistance technique), l'intervention de type assistance s'applique;
- lorsque l'inspecteur est amené à sensibiliser un groupe sur tout sujet touchant à la prévention (par exemple lors d'une présentation, d'un congrès, d'un colloque ou d'une exposition), l'intervention de type promotion de la prévention s'applique. Un dossier de promotion est alors créé.

Dans les établissements des groupes prioritaires I, II et III, le travail de l'inspecteur est également axé sur la prise en charge de la prévention par le milieu. En plus de faire une inspection formelle, l'inspecteur contrôle l'application du programme de prévention et fournit des conseils et de l'information au comité de santé et de sécurité. Ses pouvoirs permettent à l'inspecteur d'imposer des mesures qui vont de l'avis de correction à la suspension des travaux ou à la fermeture des lieux de travail. Une personne qui ne se conforme pas à un ordre d'un inspecteur est passible d'une poursuite.

Notes: les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus (ancien tableau 4.2) ont été retirées, puisqu'elle ne sont plus disponibles. Les informations de l'ancien tableau 4.3 sont maintenant réparties sur deux tableaux (dossiers d'intervention, tableau 4.2; dossiers de promotion, tableau 4.3).

À compter de l'année 2010, les données relatives aux lieux visités, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Le tableau 4.5 présente maintenant la répartition des constats d'infraction signifiés selon l'article de loi (236 ou 237).

À signaler, entre 2013 et 2014 :

- Hausse de 2,2 % des dépenses en matière de prévention
- Hausse de 1,3 % des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés, dont une augmentation de 2,2 % pour les dossiers de type Loi et règlements
- Hausse de 3,0 % des dossiers de promotion créés
- Hausse pour l'ensemble des lieux visités, dont 5,5 % pour les établissements et 0,8 % pour les chantiers
- Hausse de 1,1 % des dérogations constatées et baisse de 1,2 % des constats d'infraction signifiés

Tableau 4.1
Répartition des dépenses en matière de prévention en 2014
selon la catégorie de dépense

	Dépenses (en '000 de $)	% des dépenses
Services de santé au travail	70 073	56,3
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail du Québec	22 252	17,9
Subventions aux associations sectorielles paritaires	20 207	16,2
Subventions aux associations syndicales et patronales	11 496	9,2
Autres subventions pour la formation et l'information	335	0,3
Total	**124 363**	**100**

Tableau 4.2
Répartition des dossiers d'intervention créés en 2014 selon le type d'intervention

	Nombre	%
Dossiers d'intervention en prévention-inspection		
Assistance	183	1,1
Enquête	33	0,2
Loi et règlements	13 364	77,1
Plainte	3 694	21,3
Programme provincial	15	0,1
Refus de travailler	49	0,3
Total	**17 338**	**100**

Tableau 4.3
Répartition des dossiers de promotion créés en 2014 selon le genre d'activité de promotion

	Nombre	%
Dossiers de promotion		
Colloque	9	8,7
Exposition	6	5,8
Présentation	55	53,4
Autre ou non codé	33	32,0
Total	**103**	**100**

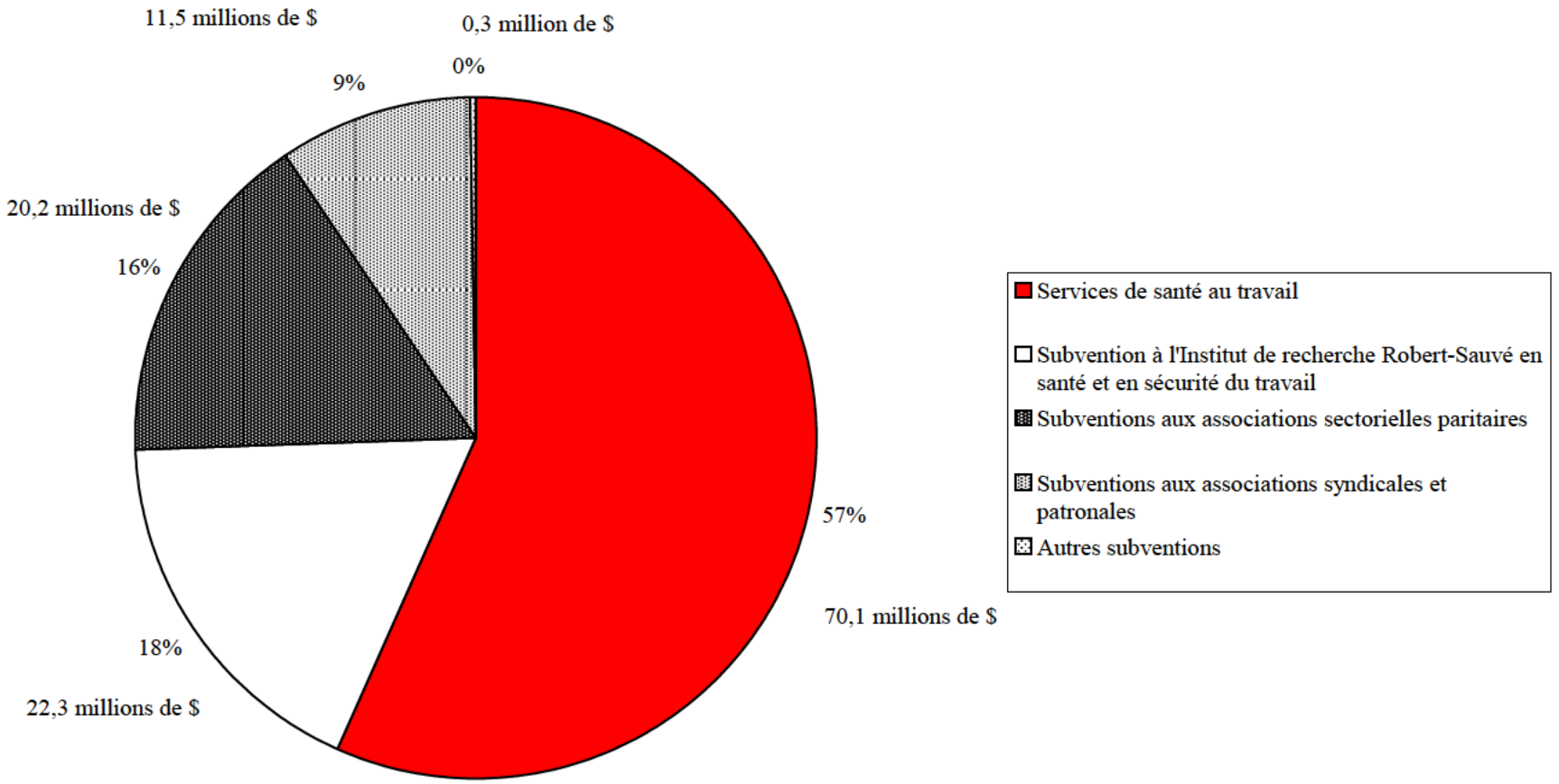
Tableau 4.4
Employeurs, établissements, chantiers de construction et autres lieux visités en 2014

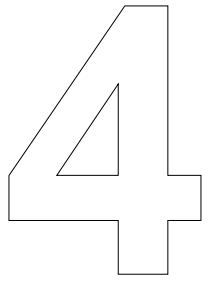
	Nombre
Employeurs visités	12 175
Établissements visités	9 608
Chantiers visités	7 149
Autres lieux	321
Lieux non classés	169

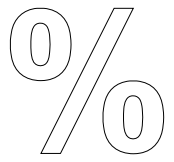
Tableau 4.5
Décisions prises en 2014
selon le type de décision

		Nombre
Dérogations constatées		72 598
Décisions prises : arrêts des machines, fermeture des lieux, scellés apposés		4 674
Constats d'infraction signifiés		4 611
constats signifiés en vertu de l'article 236	*4 421*	
constats signifiés en vertu de l'article 237	*190*	

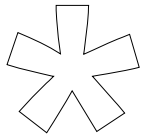
Graphique 4.1
Répartition relative des dépenses en matière de prévention en 2014

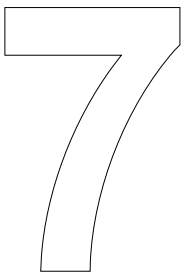






Section 5
Financement





Description

La CSST perçoit annuellement auprès des employeurs les sommes nécessaires au financement du régime de santé et de sécurité au travail.

Chaque année, la CSST prévoit ses besoins financiers. Ces besoins découlent de l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) et de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP), soit la totalité du coût des lésions professionnelles qui surviendront au cours de l'année, du coût du programme *Pour une maternité sans danger* des dépenses relatives à la prévention, des frais d'administration et des autres frais, de même que les sommes nécessaires à la capitalisation graduelle de la CSST.

La cotisation de chaque employeur est établie à partir des salaires qu'il déclare et de sa classification dans une unité.

L'employeur dont les activités économiques sont de natures différentes est classifié dans plus d'une unité d'activité. L'employeur peut bénéficier de classifications multiples lorsqu'il existe plus d'une unité pour les activités économiques exercées et qu'il n'existe aucune unité regroupant l'ensemble de ses activités.

Notes explicatives

Taux moyen de cotisation

Le taux moyen de cotisation décrété est fixé à 2,02 $ en 2014.

Masse salariale assurable

La CSST considère aux fins de cotisation le salaire brut des travailleurs de chacun des employeurs jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable fixé à 69 000 $ en 2014.

Cotisation

Les cotisations représentent les quotes-parts que versent les employeurs pour acquitter les dépenses du régime de la santé et de la sécurité du travail, c'est-à-dire les dépenses de la CSST. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus en 2014 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures. Les cotisations de tous les dossiers d'expérience sont présentées, sans égard à la masse salariale assurable qu'ils ont déclarée.

Dossier d'expérience, dossier d'employeur

Un employeur est considéré comme une personne physique ou morale qui, en vertu d'un contrat de louage de services personnels ou d'un contrat d'apprentissage, même sans rémunération, utilise les services d'un travailleur. Les données se réfèrent aux dossiers d'expérience des employeurs qui ont déclaré au moins 1 $ en masse salariale assurable. Certains dossiers peuvent n'avoir été ouverts que pendant une partie de l'année 2014.
Un employeur possède un ou plusieurs dossiers d'expérience, selon la diversité des activités exercées. Une unité de classification est associée à chaque dossier d'expérience. Le dossier d'employeur regroupe l'ensemble des activités exercées par un même employeur.

Notes: les informations du tableau 5.3 sont présentées selon la catégorie de tarification, puisque la répartition selon le secteur de tarification n'est plus disponible.

De 2008 à 2011, les informations sur les employeurs membres d'une mutuelle (tableau 5.4 et graphique 5.4) excluaient les employeurs ayant une masse salariale à 0 $.

Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives au financement ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires. Pour cette raison, ces informations ont été lues au 30 juin de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année de référence. Deux informations relatives aux employeurs sont présentées. Les ***employeurs*** *correspondent au nombre de dossiers d'employeurs ouverts pendant au moins une journée en 2014, qu'une masse salariale leur soit associée ou non; cette donnée est lue au 31 décembre de l'année présentée*[2]*. Le* ***nombre de dossiers d'employeurs ayant déclaré une masse salariale*** *correspond aux dossiers associés à des employeurs ayant déclaré une masse salariale pour l'année de référence, lus au 30 juin de l'année suivante.*

À signaler, entre 2013 et 2014 :

- Hausse de 3,8 % des dossiers d'employeurs, de 4,2 % de la masse salariale assurable et de 0,5 % des cotisations
- Légère hausse, de 0,8 %, des employeurs membres d'une mutuelle, de 7,2 % de leur masse salariale et baisse de 1,9 % de leurs cotisations
- Augmentation de 1,4 % de la proportion des mutuelles regroupant 50 employeurs ou plus

[2] Il est à noter que ce nombre ne retient que les employeurs réguliers et les employeurs tenus personnellement au paiement des prestations (ETP), alors que cette notion n'avait pas encore été établie comme critère supplémentaire au moment de produire, en mars 2014, le nombre d'employeurs pour le Rapport annuel de gestion 2013.

Tableau 5.1
Répartition du taux moyen de cotisation décrété par 100 $ de masse salariale assurable en 2014
selon la composante du taux de cotisation

	(en $)	(en %)
Coût des lésions professionnelles	1,24	61,4
Programme *Pour une maternité sans danger*	0,17	8,4
Programmes de prévention	0,10	5,0
Frais d'administration et autres frais	0,37	18,3
Amortissement de déficits	0,14	6,9
Total	**2,02**	**100**

Tableau 5.2a

Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2014 selon le mode de tarification de l'employeur[1]

	Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[2]		Cotisations[3]	
	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Tarification au taux de l'unité	146 110	72,1	17 659	13,2	366 464	13,3
Tarification au taux personnalisé	54 986	27,1	60 892	45,6	1 412 583	51,2
Mode de tarification rétrospectif	1 601	0,8	54 875	41,1	977 725	35,5
Total	**202 697**	**100**	**133 426**	**100**	**2 757 380** [4]	**100**

1. Mode de tarification de l'employeur enregistré dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2015, pour l'année 2014.
2. Masse salariale assurable inscrite dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2015, pour l'année 2014. Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 132,5 milliards de dollars en 2014.
3. Cotisations reçues au 30 juin 2015 pour 2014 seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année 2014 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à 2014. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 590,5 millions de dollars en 2014.
4. Des ajustements, pour lesquels le régime de cotisation n'est pas inscrit, sont inclus dans le total.

Tableau 5.2b

Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2014 selon le degré de personnalisation des employeurs au taux personnalisé

	Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[2]		Cotisations[3]	
	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Taux personnalisé court terme (primaire)						
Degré de personnalisation de 0,1 % à 33 %	6 847	12,5	2 736	4,5	63 306	4,5
Degré de personnalisation de 34 % à 66 %	11 038	20,1	8 656	14,2	209 332	14,8
Degré de personnalisation de 67 % à 100 %	33 781	61,4	39 023	64,1	948 832	67,2
Indéterminé	3 320	6,0	10 477	17,2	191 112	13,5
Total	**54 986**	**100**	**60 892**	**100**	**1 412 583**	**100**
Taux personnalisé long terme (excédentaire)						
Degré de personnalisation de 0,1 % à 33 %	21 042	38,3	19 304	31,7	460 466	32,6
Degré de personnalisation de 34 % à 66 %	1 176	2,1	9 347	15,3	170 232	12,1
Degré de personnalisation de 67 % à 100 %	29 375	53,4	21 685	35,6	587 347	41,6
Indéterminé	3 393	6,2	10 556	17,3	194 538	13,8
Total	**54 986**	**100**	**60 892**	**100**	**1 412 583**	**100**

Tableau 5.3

Répartition des dossiers d'expérience, des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2014 selon la catégorie de tarification du dossier d'expérience

	Dossiers d'expérience		Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[1]		Cotisations[2]	
	Nombre	%	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Ensemble des secteurs de tarification[3]	240 008	92,8	199 639	91,4	129 066	96,7	2 513 997	91,2
Dossiers de travailleurs auxiliaires	6 631	2,6	6 631	3,0	3 792	2,8	83 701	3,0
Dossiers de protection personnelle	12 085	4,7	12 085	5,5	569	0,4	12 600	0,5
Total	**258 724**	**100**	**202 697** [4]	**100**	**133 426**	**100**	**2 757 380** [5, 6]	**100**

1. Masse salariale assurable inscrite dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2015, pour l'année 2014.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 132,5 milliards de dollars en 2014.
2. Cotisations reçues au 30 juin 2015 pour 2014 seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année 2014 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à 2014. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 590,5 millions de dollars en 2014.
3. Les 5 secteurs de tarification sont les suivants: primaire, manufacturier, construction, transport et entreposage et services.
4. Les dossiers d'employeurs qui se retrouvent dans plus d'un secteur de tarification ne figurent qu'une seule fois au total.
5. Un montant de 795 222 $ est compris dans le total pour les dossiers de stagiaires.
6. Un montant de 146 286 319 $ est compris dans le total auquel aucun secteur de tarification n'est associé.

Tableau 5.4a

Répartition des mutuelles de prévention et des employeurs membres d'une mutuelle selon l'année d'adhésion à la mutuelle

	2013			**2014**
	Total	Renouvellement	Nouvelle adhésion	Total
Mutuelles de prévention ouvertes	114 *	104	6	110
Employeurs membres d'une mutuelle[1]	28 792	26 871	2 155	29 026

** Un total de 115 mutuelles étaient ouvertes en 2013, mais l'une d'entre elles comportait uniquement des employeurs pour lesquels les informations associées au dossier d'expérience pour l'année 2013 n'étaient pas présentes dans le fichier au 30 juin 2014. Elle n'est pas considérée ici.*

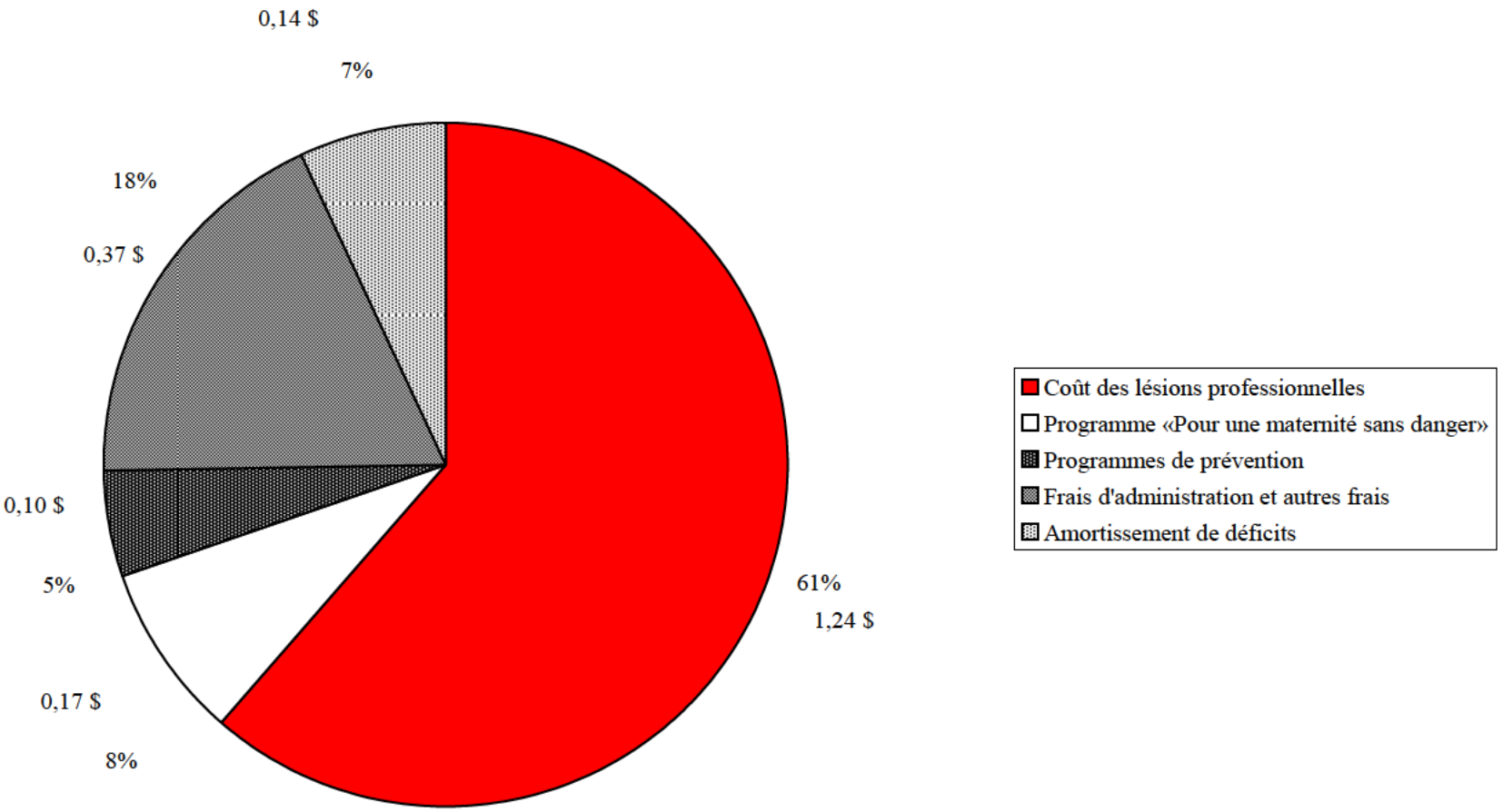
Tableau 5.4b

Données financières et répartition des mutuelles de prévention ouvertes pour 2013 et 2014 selon le nombre d'employeurs membres d'une mutuelle

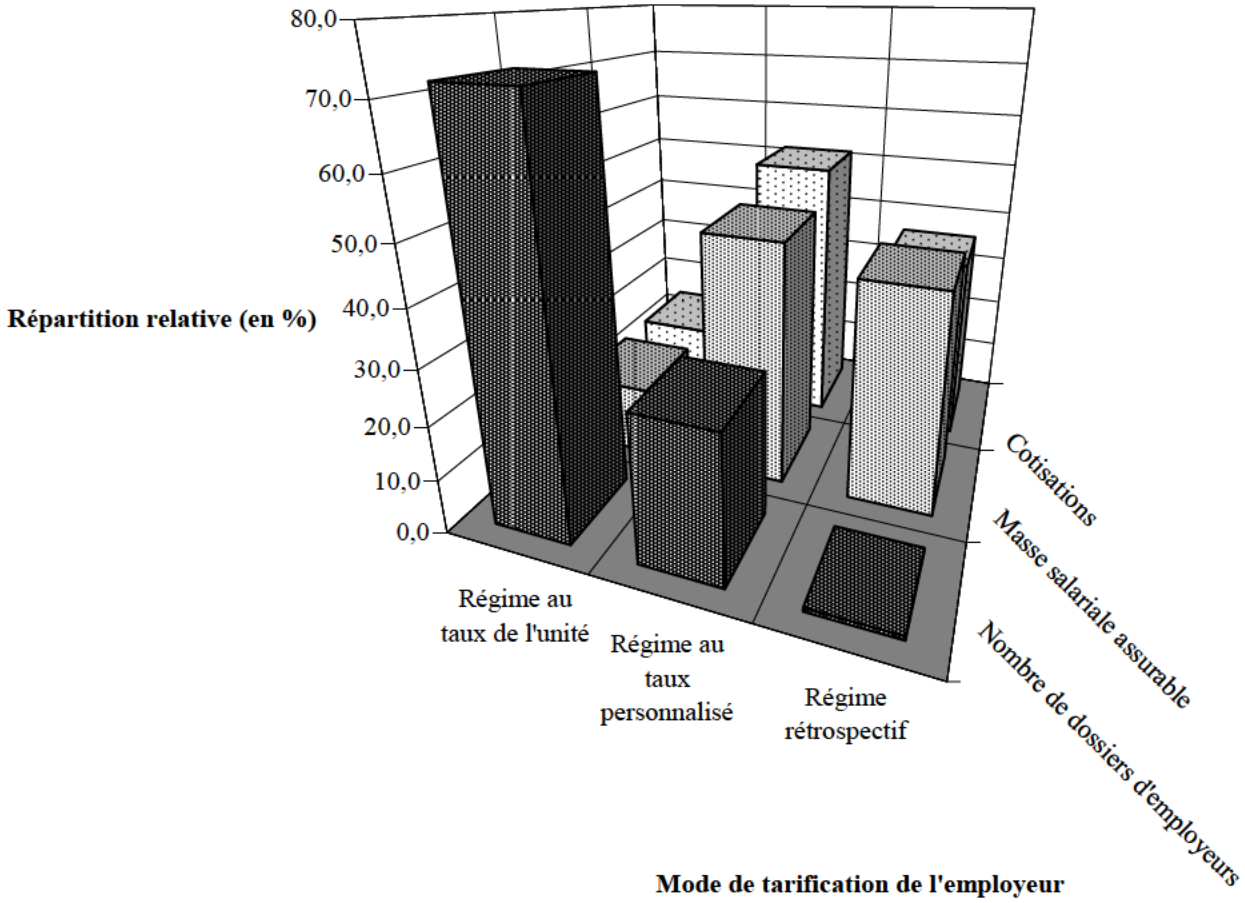
	2013		**2014**	
Masse salariale assurable[2] (en milliards de $)	24,30		26,06	
Cotisation[3] (en millions de $)	674,34		661,72	
Nombre d'employeurs membres d'une mutuelle[1]	Nombre de mutuelles	%	Nombre de mutuelles	%
Moins de 10 employeurs	12	10,5	12	10,9
De 10 à 19 employeurs	10	8,8	8	7,3
De 20 à 49 employeurs	19	16,7	18	16,4
De 50 à 99 employeurs	22	19,3	21	19,1
De 100 à 199 employeurs	11	9,6	12	10,9
De 200 à 499 employeurs	22	19,3	21	19,1
500 employeurs ou plus	18	15,8	18	16,4
Total	114	100	110	100

1. Employeurs ouverts au moins une journée au cours de l'année. Les employeurs ayant une masse salariale à 0 $ sont retenus.
2. Pour 2013, masse salariale assurable définitive ou estimée enregistrée dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2014, pour l'année 2013.
   Pour 2014, masse salariale assurable définitive ou estimée enregistrée dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2015, pour l'année 2014.
3. Pour 2013, cotisations reçues au 30 juin 2014 pour l'année 2013 seulement. Pour 2014, cotisations reçues au 30 juin 2015 pour 2014 seulement.
   Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année présentée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année présentée.

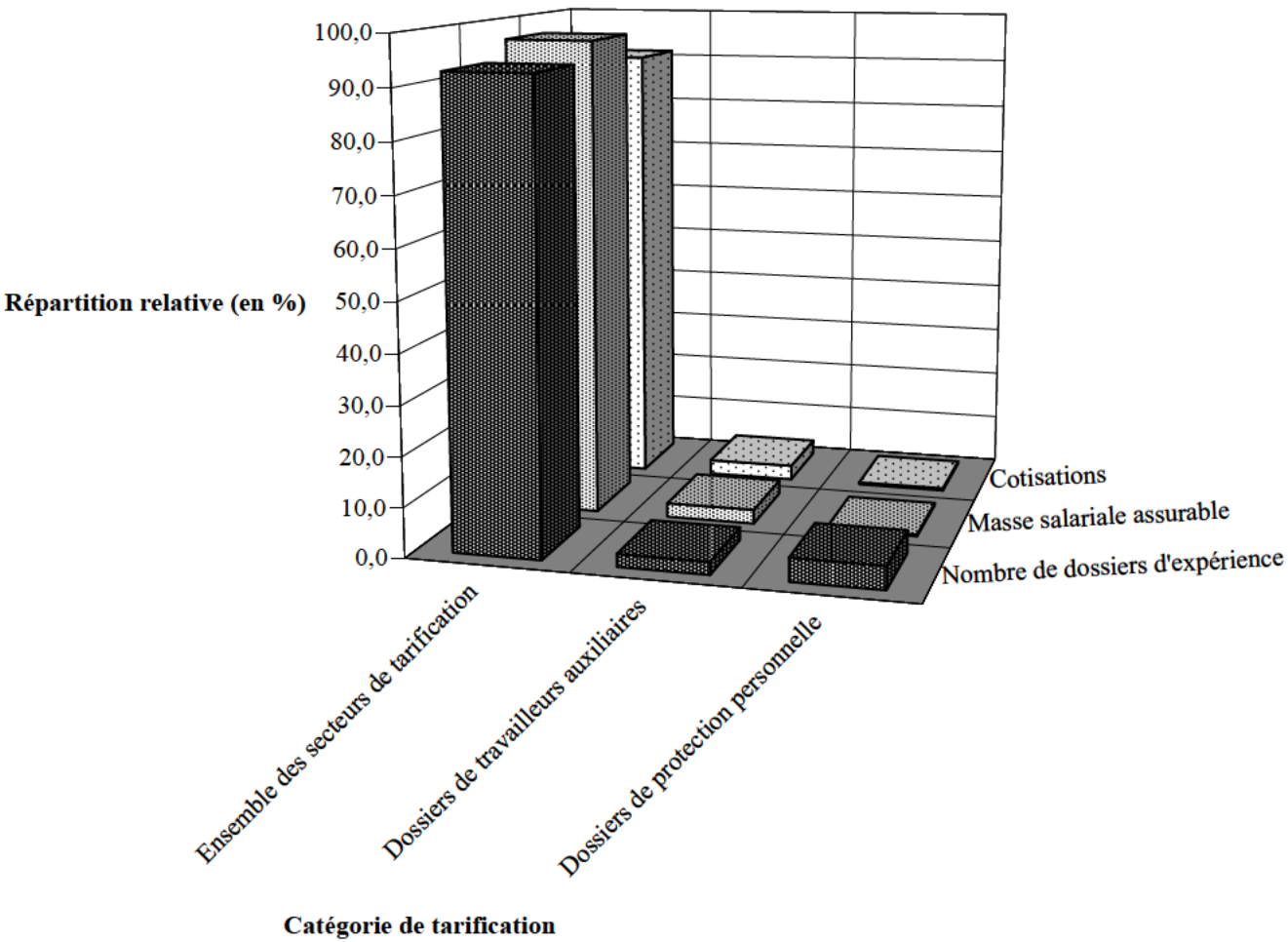
Graphique 5.1
Répartition relative du taux moyen de cotisation décrété en 2014 selon la composante du taux de cotisation



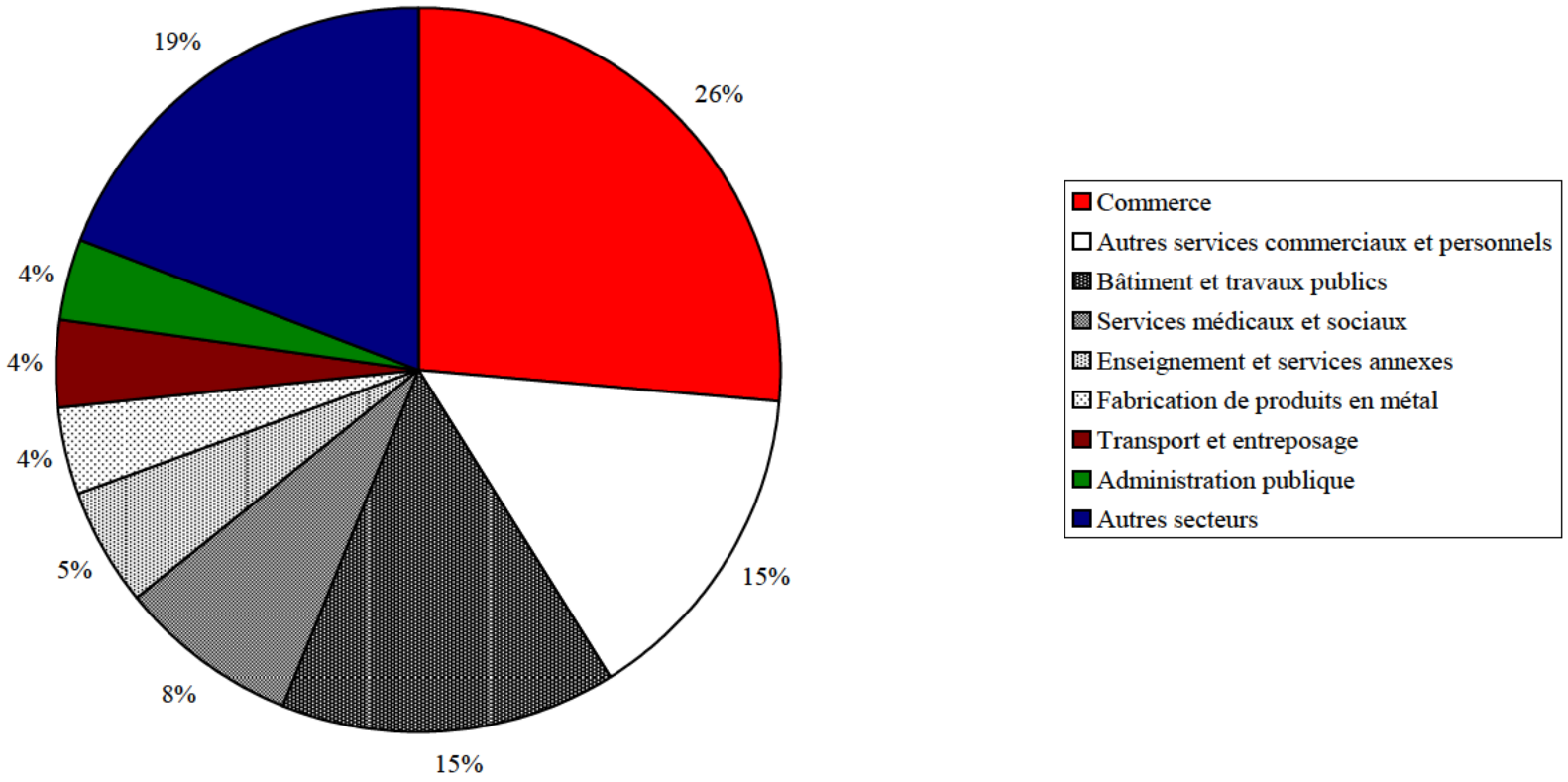
Graphique 5.2
Répartition relative des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2014 selon le mode de tarification de l'employeur



Graphique 5.3
Répartition relative des dossiers d'expérience,
de la masse salariale assurable et des cotisations de 2014
selon la catégorie de tarification



Graphique 5.4
Répartition relative de la masse salariale de 2014 des employeurs membres d'une mutuelle en 2014, selon le secteur d'activité économique principal



Section 6
Processus de contestation

Description

Recours et conciliation

La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* et la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* accordent un recours au travailleur qui croit avoir été congédié, suspendu, déplacé, victime de mesures discriminatoires, de représailles ou de toute autre sanction parce qu'il a subi une lésion professionnelle ou qu'il a exercé un droit que lui confère la loi. Ces lois permettent à la CSST de tenter de concilier ce travailleur, s'il y consent, et son employeur. Si la conciliation échoue, la Commission rend une décision.

Révision administrative

L'entrée en vigueur de la *Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant certaines dispositions législatives*, le 1er avril 1998, marque le début de la révision administrative à la CSST (et l'abolition des bureaux de révision, créés par l'entrée en vigueur de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* le 19 août 1985).

Toutes les demandes de révision faites à la suite d'une décision rendue par la CSST font l'objet d'une révision administrative sans audition. La mise en place de ce processus de révision administrative a pour objectifs d'humaniser, de simplifier et d'accélérer les services à la clientèle. Il s'agit d'une activité centralisée qui relève directement du président du conseil d'administration et chef de la direction.

Notes: À compter de 2010, les données relatives à la DRA ont été modifiées pour tenir compte d'une part de nouvelles données au système et d'autre part d'une maturité de 2 mois.

Au tableau 6.1, les demandes d'une autre partie inscrites par la Direction de la révision administrative sont maintenant réparties selon le domaine d'intervention.

À signaler, entre 2013 et 2014 :

- Hausse de 2,8 % des demandes inscrites par la Direction de la révision administrative (DRA), dont une baisse de 36,7 % des demandes relatives au programme Pour une maternité sans danger et de 3,1 % pour la prévention-inspection, et une hausse des demandes relatives à la réparation (2,8 %) et au financement (5,3 %)

- Baisse de 8,5 % des plaintes reçues et de 6,1 % des décisions rendues par le processus de recours et conciliation; baisse (à 82,4 %) des plaintes réglées par conciliation

Tableau 6.1
Répartition des demandes inscrites par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2014
selon le domaine d'intervention

		Nombre	%
Réparation	• Demandes des travailleurs	**21 985**	**45,1**
	• Demandes des employeurs	**20 166**	**41,3**
	• *Total*	***42 151***	***86,4***
Financement	• Demandes des travailleurs	**12**	**0,0**
	• Demandes des employeurs	**5 847**	**12,0**
	• *Total*	***5 859***	***12,0***
Prévention-inspection	• Demandes des travailleurs	**40**	**0,1**
	• Demandes des employeurs	**330**	**0,7**
	• *Total*	***370***	***0,8***
Programme			
Pour une maternité sans danger	• Demandes des travailleurs	**170**	**0,3**
	• Demandes des employeurs	**27**	**0,1**
	• *Total*	***197***	***0,4***
Indéterminé			
	• Demandes des travailleurs	**0**	**0,0**
	• Demandes des employeurs	**0**	**0,0**
	• *Total*	***0***	***0,0***
Total	• *Demandes des travailleurs*	***22 207***	***45,5***
	• *Demandes des employeurs*	***26 370***	***54,0***
	• *Demandes d'une autre partie* [1]	***224***	***0,5***
Total		**48 801**	**100**

1. Demandes faites par une partie autre qu'un travailleur ou un employeur.

Note - À compter de 2010, les données relatives à la DRA ont été modifiées pour tenir compte d'une part de nouvelles données au système et d'autre part d'une maturité de 2 mois.

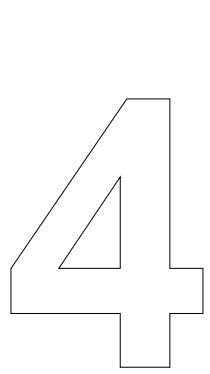
Tableau 6.2

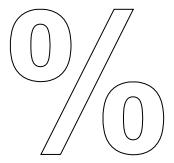
Répartition des décisions rendues par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2014 selon le demandeur

		Nombre	%
Modification de la décision de 1ère instance	• Demandes des travailleurs	1 648	3,8
	• Demandes des employeurs	693	1,6
	• Demandes d'une autre partie	8	0,0
	• *Total*	*2 349*	*5,5*
Maintien de la décision de 1ère instance	• Demandes des travailleurs	17 499	40,8
	• Demandes des employeurs	22 861	53,3
	• Demandes d'une autre partie	171	0,4
	• *Total*	*40 531*	*94,5*
Total	• *Demandes des travailleurs*	*19 147*	44,7
	• *Demandes des employeurs*	*23 554*	54,9
	• *Demandes d'une autre partie*	*179*	*0,4*
Total		**42 880**	**100**

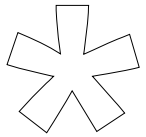
Tableau 6.3
Répartition des plaintes reçues et des décisions rendues en 2014
selon l'article de loi concerné par le recours

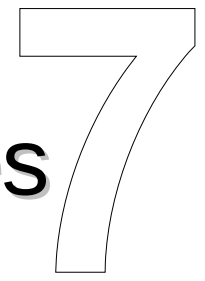
	Article 32 LATMP		**Article 227 LSST**		**Articles 245 et 246 LATMP**		**Total**	
Plaintes reçues	1 877		425		0		**2 302**	
Décisions rendues	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
• Conciliation réussie	1 528	82,8	382	80,8	0	-	**1 910**	**82,4**
• Demande acceptée	52	2,8	54	11,4	0	-	**106**	**4,6**
• Demande rejetée	70	3,8	10	2,1	0	-	**80**	**3,4**
• Demande déclarée irrecevable	196	10,6	27	5,7	0	-	**223**	**9,6**
• Total des décisions	318	17,2	91	19,2	0	-	**409**	**17,6**
Total des plaintes réglées (conciliation ou décision)	1 846	100	473	100	0	-	**2 319**	**100**
• Autre	65		13		0		**78**	
• Total	**1 911**		**486**		**0**		**2 397**	





Section 7
Volet statistique des programmes de réparation





Description

Cette section regroupe des informations concernant les dossiers ouverts et acceptés selon quelques variables d'intérêt : âge du travailleur, sexe, siège de la lésion, nature de la lésion, catégorie de lésion, genre d'accident ou d'exposition, agent causal de la lésion, agent causal secondaire, profession du travailleur. Également, des statistiques sur les décès y sont présentées.

Notes explicatives

Siège de la lésion

Identification de la partie du corps qui est directement affectée par la nature de la blessure ou de la maladie.

Nature de la lésion

Identification des principales caractéristiques physiques de la blessure ou de la maladie.

Genre d'accident ou d'exposition

Description de la manière dont la blessure ou la maladie a été produite ou infligée par l'agent causal de la lésion.

Agent causal

Identification de l'objet, la substance, l'exposition ou le mouvement du corps qui a produit ou infligé directement la blessure ou la maladie.

Agent causal secondaire

Identification de l'objet, la substance ou la personne qui a généré l'agent causal de la lésion ou qui a contribué au genre d'accident ou d'exposition.

À signaler, entre 2013 et 2014 :

- Lésions professionnelles :
  - Baisse de 1,4 % des accidents du travail
  - Hausse de 16,6 % des maladies professionnelles
  - Baisse de 1,5 % de la proportion des maladies professionnelles associées à un trouble de l'oreille ou de l'audition

- Décès :
  - Baisse de 9,5 % des décès associés à un accident du travail
  - Baisse de 11,6 % des décès associés à une maladie professionnelle
  - Baisse de 10,6 % de la proportion des décès accidentels résultant d'un contact avec des objets ou de l'équipement
  - Hausse de 10,3 % de la proportion des décès accidentels résultant d'une chute
  - Hausse de 11,4 % de la proportion des décès accidentels résultant d'un accident de transport
  - Baisse de 10,5 % des décès pour maladie professionnelle associés à l'amiante
  - Baisse de 54,5 % des décès pour maladie professionnelle associés à la silice

Tableau 7.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2014 et acceptés[1]
selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
2009 ou antérieures	11	0,0	6	0,1
2010	5	0,0	4	0,1
2011	11	0,0	5	0,1
2012	58	0,1	14	0,2
2013	6 650	8,1	601	10,5
2014	75 586	91,8	5 095	89,0
Total	**82 321**	**100**	**5 725**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptés au 1er mars 2015; incluant 1 806 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.2

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2014 et acceptés[1]
selon les caractéristiques des bénéficiaires et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle	
		Nombre	%	Nombre	%
Sexe du travailleur	• Féminin	29 317	35,6	488	8,5
	• Masculin	53 004	64,4	5 237	91,5
	• *Total*	*82 321*	*100*	*5 725*	*100*
Âge du travailleur à la lésion professionnelle	• Moins de 20 ans	2 498	3,0	7	0,1
	• 20 à 24 ans	8 144	9,9	49	0,9
	• 25 à 34 ans	17 562	21,3	164	2,9
	• 35 à 44 ans	18 575	22,6	289	5,0
	• 45 à 54 ans	21 693	26,4	882	15,4
	• 55 à 64 ans	12 765	15,5	1 962	34,3
	• 65 ans ou plus	1 084	1,3	2 372	41,4
	• *Total*	*82 321*	*100*	*5 725*	*100*
Âge entier moyen du travailleur à la lésion professionnelle	• **Féminin**		**41**		**53**
	• **Masculin**		**41**		**62**
	• ***Total***		***41***		***61***

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptés au 1er mars 2015; incluant 1 806 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.3

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2014 et acceptés[1]
selon le siège de la lésion et l'âge du travailleur à l'accident

		Moins de 20 ans		20 à 24 ans		25 à 34 ans		35 à 44 ans		45 à 54 ans		55 à 64 ans		65 ans ou plus		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Tête	• Région crânienne	87	3,5	187	2,3	360	2,0	380	2,0	391	1,8	242	1,9	33	3,0	**1 680**	**2,0**
	• Oreille(s)	1	0,0	11	0,1	32	0,2	21	0,1	30	0,1	24	0,2	2	0,2	**121**	**0,1**
	• Visage	111	4,4	400	4,9	845	4,8	758	4,1	799	3,7	431	3,4	26	2,4	**3 370**	**4,1**
	• Autres parties de la tête	13	0,5	42	0,5	75	0,4	72	0,4	100	0,5	49	0,4	9	0,8	**360**	**0,4**
	• Total	*212*	*8,5*	*640*	*7,9*	*1 312*	*7,5*	*1 231*	*6,6*	*1 320*	*6,1*	*746*	*5,8*	*70*	*6,5*	***5 531***	***6,7***
Cou	• Cou, sauf siège interne	0	0,0	3	0,0	11	0,1	16	0,1	7	0,0	4	0,0	0	0,0	**41**	**0,0**
	• Région cervicale	44	1,8	220	2,7	622	3,5	574	3,1	624	2,9	287	2,2	10	0,9	**2 381**	**2,9**
	• Autres parties du cou	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	0,0	3	0,0	0	0,0	0	0,0	**6**	**0,0**
	• Total	*44*	*1,8*	*223*	*2,7*	*633*	*3,6*	*593*	*3,2*	*634*	*2,9*	*291*	*2,3*	*10*	*0,9*	***2 428***	***2,9***
Tronc	• Épaules	123	4,9	453	5,6	1 077	6,1	1 320	7,1	1 718	7,9	1 124	8,8	105	9,7	**5 920**	**7,2**
	• Thorax	19	0,8	83	1,0	253	1,4	331	1,8	539	2,5	383	3,0	41	3,8	**1 649**	**2,0**
	• Dos, colonne vertébrale	488	19,5	1 975	24,3	4 756	27,1	5 273	28,4	5 733	26,4	2 845	22,3	164	15,1	**21 234**	**25,8**
	• Abdomen	8	0,3	24	0,3	54	0,3	60	0,3	67	0,3	39	0,3	7	0,6	**259**	**0,3**
	• Région pelvienne	21	0,8	47	0,6	124	0,7	165	0,9	277	1,3	222	1,7	28	2,6	**884**	**1,1**
	• Autres parties du tronc	9	0,4	48	0,6	124	0,7	119	0,6	172	0,8	107	0,8	8	0,7	**587**	**0,7**
	• Total	*668*	*26,7*	*2 630*	*32,3*	*6 388*	*36,4*	*7 268*	*39,1*	*8 506*	*39,2*	*4 720*	*37,0*	*353*	*32,6*	***30 533***	***37,1***
Membres supérieurs	• Bras	98	3,9	328	4,0	686	3,9	932	5,0	1 169	5,4	589	4,6	51	4,7	**3 853**	**4,7**
	• Poignet(s)	115	4,6	323	4,0	591	3,4	588	3,2	612	2,8	351	2,7	35	3,2	**2 615**	**3,2**
	• Main(s), sauf doigt(s) seulement	195	7,8	435	5,3	749	4,3	582	3,1	699	3,2	402	3,1	39	3,6	**3 101**	**3,8**
	• Doigt(s), ongle(s)	455	18,2	1 161	14,3	1 905	10,8	1 689	9,1	1 908	8,8	1 218	9,5	85	7,8	**8 421**	**10,2**
	• Autres parties des membres supérieurs	25	1,0	67	0,8	145	0,8	143	0,8	151	0,7	88	0,7	9	0,8	**628**	**0,8**
	• Total	*888*	*35,5*	*2 314*	*28,4*	*4 076*	*23,2*	*3 934*	*21,2*	*4 539*	*20,9*	*2 648*	*20,7*	*219*	*20,2*	***18 618***	***22,6***
Membres inférieurs	• Jambe(s)	178	7,1	565	6,9	1 262	7,2	1 565	8,4	1 954	9,0	1 392	10,9	137	12,6	**7 053**	**8,6**
	• Cheville(s)	151	6,0	486	6,0	1 090	6,2	939	5,1	925	4,3	525	4,1	40	3,7	**4 156**	**5,0**
	• Pied(s), sauf orteil(s) seulement	127	5,1	280	3,4	498	2,8	496	2,7	598	2,8	332	2,6	26	2,4	**2 357**	**2,9**
	• Orteil(s), ongle(s) d'orteil(s)	18	0,7	66	0,8	97	0,6	100	0,5	106	0,5	63	0,5	4	0,4	**454**	**0,6**
	• Autres parties des membres inférieurs	16	0,6	56	0,7	110	0,6	104	0,6	109	0,5	77	0,6	8	0,7	**480**	**0,6**
	• Total	*490*	*19,6*	*1 453*	*17,8*	*3 057*	*17,4*	*3 204*	*17,2*	*3 692*	*17,0*	*2 389*	*18,7*	*215*	*19,8*	***14 500***	***17,6***
Systèmes corporels		59	2,4	316	3,9	738	4,2	728	3,9	652	3,0	293	2,3	19	1,8	**2 805**	**3,4**
Sièges multiples		103	4,1	467	5,7	1 067	6,1	1 312	7,1	1 724	7,9	1 109	8,7	130	12,0	**5 912**	**7,2**
Appareils prosthétiques (prothèses)		12	0,5	38	0,5	138	0,8	162	0,9	433	2,0	418	3,3	52	4,8	**1 253**	**1,5**
Autres ou indéterminé		22	0,9	63	0,8	153	0,9	143	0,8	193	0,9	151	1,2	16	1,5	**741**	**0,9**
Total		**2 498**	**100**	**8 144**	**100**	**17 562**	**100**	**18 575**	**100**	**21 693**	**100**	**12 765**	**100**	**1 084**	**100**	**82 321**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptés au 1er mars 2015; incluant 1 713 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.4

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2014 et acceptés[1] selon le genre d'accident ou d'exposition

		Nombre	%
Contacts avec des objets ou de l'équipement	• Heurter un objet	4 658	5,7
	• Frappé par un objet	8 651	10,5
	• Coincé ou écrasé par de l'équipement ou des objets	4 124	5,0
	• Frottement ou abrasion par friction ou pression	3 173	3,9
	• Autres contacts avec des objets ou de l'équipement	720	0,9
	• *Total*	*21 326*	*25,9*
Chutes	• Chute à un niveau inférieur	4 178	5,1
	• Saut à un niveau inférieur	200	0,2
	• Chute au même niveau	7 751	9,4
	• Autres chutes	1 568	1,9
	• *Total*	*13 697*	*16,6*
Réactions du corps et efforts	• Réaction du corps *(s'étirer, marcher, glisser, trébucher, …)*	13 146	16,0
	• Effort excessif	14 770	17,9
	• Mouvement répétitif	722	0,9
	• État corporel, n.c.a.	40	0,0
	• Autres réactions du corps et efforts	2 153	2,6
	• *Total*	*30 831*	*37,5*
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	• Contact avec le courant électrique	197	0,2
	• Contact avec des températures extrêmes	1 170	1,4
	• Exposition à des substances caustiques, nocives ou allergènes	2 110	2,6
	• Exposition au bruit	42	0,1
	• Exposition au rayonnement	66	0,1
	• Exposition à un événement traumatisant ou stressant, n.c.a.	451	0,5
	• Autres expositions à des substances ou à des environnements nocifs	132	0,2
	• *Total*	*4 168*	*5,1*
Accidents de transport	• Accident de la route	1 066	1,3
	• Accident hors route, sauf ferroviaire, aérien ou nautique	263	0,3
	• Piéton, non-passager heurté par un véhicule, un équipement mobile	134	0,2
	• Accident ferroviaire	3	0,0
	• Accident de véhicule nautique	12	0,0
	• Accident d'aéronef	6	0,0
	• Autres accidents de transport	31	0,0
	• *Total*	1 515	*1,8*
Feux et explosions		68	0,1
Voies de fait et actes violents	• Voies de fait et acte violent par une ou des personnes	1 885	2,3
	• Attaque par des animaux	99	0,1
	• Autres voies de fait et actes violents	12	0,0
	• *Total*	*1 996*	*2,4*
Autres ou indéterminé		8 720	10,6
Total		**82 321**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptés au 1er mars 2015; incluant 1 713 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.5

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2014 et acceptés[1]
selon la nature de la lésion

		Nombre	%
Blessure ou trouble traumatique	• Blessure traumatique aux os, aux nerfs ou à la moëlle épinière	5 944	7,2
	• Blessure traumatique aux muscles, tendons, ligaments, articulations, etc.	33 397	40,6
	• Plaie ouverte	6 322	7,7
	• Plaie ou contusion superficielle	10 641	12,9
	• Brûlure	1 411	1,7
	• Blessure intracrânienne	750	0,9
	• Blessures ou troubles traumatiques multiples	1 764	2,1
	• Autres blessures ou troubles traumatiques	3 135	3,8
	• Total	*63 364*	*77,0*
Maladie ou trouble systémique	• Maladie du système nerveux ou des organes sensoriels	883	1,1
	• Maladie de l'appareil respiratoire	76	0,1
	• Maladie ou trouble de l'appareil digestif	458	0,6
	• Maladie ou trouble du système musculo-squelettique	5 566	6,8
	• Maladie de la peau ou du tissu sous-cutané	275	0,3
	• Autres maladies ou troubles systémiques	12	0,0
	• Total	*7 270*	*8,8*
Maladie infectieuse ou parasitaire		1 188	1,4
Néoplasme, tumeur, cancer		3	0,0
Symptômes, signes et états mal définis	• Symptômes impliquant le système nerveux ou musculo-squelettique	73	0,1
	• Autres symptômes, signes ou états mal définis	2	0,0
	• Total	*75*	*0,1*
Autres maladies, états ou troubles	• Dommages aux appareils prosthétiques (prothèses)	795	1,0
	• Trouble ou syndrome mental	970	1,2
	• Autres maladies, états ou troubles	49	0,1
	• Total	*1 814*	*2,2*
Maladies, états ou troubles multiples		553	0,7
Autres ou indéterminée		8 054	9,8
Total		**82 321**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptés au 1er mars 2015; incluant 1 713 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.6a

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2014 et acceptés[1]
selon l'agent causal de la lésion

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	950	1,2
Contenants	5 858	7,1
Mobilier et appareils	1 969	2,4
Machinerie	2 115	2,6
Pièces et matériaux	8 831	10,7
Personnes, plantes, animaux et minéraux	28 189	34,2
Structures et surfaces	11 723	14,2
Outils, instruments et matériel	4 866	5,9
Véhicules	3 176	3,9
Autres ou indéterminé	14 644	17,8
Total	**82 321**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptés au 1er mars 2015; incluant 1 713 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.6b

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2014 et acceptés[1]
selon l'agent causal secondaire

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	399	0,5
Contenants	3 711	4,5
Mobilier et appareils	1 486	1,8
Machinerie	1 518	1,8
Pièces et matériaux	4 650	5,6
Personnes, plantes, animaux et minéraux	16 209	19,7
Structures et surfaces	4 311	5,2
Outils, instruments et matériel	3 649	4,4
Véhicules	2 369	2,9
Autres ou indéterminé	44 019	53,5
Total	**82 321**	**100**

Tableau 7.7

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2014 et acceptés[1]
selon la profession du travailleur et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
Directeurs, administrateurs et personnel assimilé	918	1,1	105	1,8
Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques	667	0,8	33	0,6
Travailleurs spécialisés des sciences sociales et secteurs connexes	546	0,7	1	0,0
Enseignants et personnel assimilé	3 214	3,9	23	0,4
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs assimilés	9 369	11,4	53	0,9
Professionnels des domaines artistique et littéraire et personnel assimilé	295	0,4	3	0,1
Travailleurs spécialisés des sports et loisirs	244	0,3	1	0,0
Personnel administratif et travailleurs assimilés	4 170	5,1	38	0,7
Travailleurs spécialisés dans la vente	4 470	5,4	42	0,7
Travailleurs spécialisés dans les services	9 169	11,1	111	1,9
Agriculteurs, horticulteurs et éleveurs	708	0,9	20	0,3
Travailleurs forestiers et bûcherons	285	0,3	55	1,0
Mineurs, carriers, foreurs de puits et travailleurs assimilés	329	0,4	90	1,6
Travailleurs des industries de transformation	3 169	3,8	277	4,8
Usineurs et travailleurs des secteurs connexes	2 882	3,5	283	4,9
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	6 201	7,5	507	8,9
Travailleurs de bâtiment	5 605	6,8	667	11,7
Personnel d'exploitation des transports	3 723	4,5	138	2,4
Manutentionnaires et travailleurs assimilés	7 047	8,6	709	12,4
Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines	968	1,2	114	2,0
Autres ou indéterminée	18 342	22,3	2 455	42,9
Total	**82 321**	**100**	**5 725**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptés au 1er mars 2015; incluant 1 806 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.8

Répartition des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2014 et acceptés[1]
selon la nature de la maladie et l'âge du travailleur à la maladie

		Moins de 20 ans		20 à 24 ans		25 à 34 ans		35 à 44 ans		45 à 54 ans		55 à 64 ans		65 ans ou plus		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Blessures et troubles traumatiques	• Entorse, foulure, déchirure	0	0,0	0	0,0	6	3,7	2	0,7	3	0,3	5	0,3	0	0,0	**16**	**0,3**
	• Blessure traumatique aux muscles, tendons, etc.	0	0,0	1	2,0	0	0,0	1	0,3	0	0,0	1	0,1	0	0,0	**3**	**0,1**
	• Autres intoxications ou effets toxiques	0	0,0	0	0,0	1	0,6	1	0,3	1	0,1	0	0,0	0	0,0	**3**	**0,1**
	• Blessure ou trouble traumatique avec diagnostic imprécis	0	0,0	1	2,0	1	0,6	4	1,4	3	0,3	3	0,2	0	0,0	**12**	**0,2**
	• Autres blessures ou troubles traumatiques	1	14,3	0	0,0	5	3,0	4	1,4	4	0,5	0	0,0	0	0,0	**14**	**0,2**
	• Total	*1*	*14,3*	*2*	*4,1*	*13*	*7,9*	*12*	*4,2*	*11*	*1,2*	*9*	*0,5*	*0*	*0,0*	***48***	***0,8***
Maladies et troubles systémiques	• Trouble du système nerveux périphérique	0	0,0	5	10,2	17	10,4	27	9,3	23	2,6	20	1,0	2	*0,1*	**94**	**1,6**
	• Trouble de l'œil, des annexes ou de la vue	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,3	0	0,0	1	0,1	0	0,0	**2**	**0,0**
	• Trouble de l'oreille, de la mastoïde ou de l'audition	0	0,0	0	0,0	9	5,5	74	25,6	527	59,8	1 462	74,5	1 697	71,5	**3 769**	**65,8**
	• Syndrome de Raynaud	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	0,5	10	0,5	1	0,0	**15**	**0,3**
	• Bronchopneumopathie obstructive chronique ou état apparenté	0	0,0	1	2,0	1	0,6	3	1,0	4	0,5	1	0,1	0	0,0	**10**	**0,2**
	• Pneumoconiose	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	12	0,6	79	3,3	**92**	**1,6**
	• Autres maladies de l'appareil respiratoire	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,3	0	0,0	3	0,2	0	0,0	**4**	**0,1**
	• Entérite ou colite non infectieuse	0	0,0	2	4,1	2	1,2	3	1,0	3	0,3	0	0,0	0	0,0	**10**	**0,2**
	• Affections du rachis (dos)	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,2	0	0,0	0	0,0	**2**	**0,0**
	• Inflammation, rhumatisme, sauf le rachis	2	28,6	18	36,7	61	37,2	68	23,5	89	10,1	41	2,1	3	0,1	**282**	**4,9**
	• Infection de la peau ou du tissu sous-cutané	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Dermatite	2	28,6	3	6,1	7	4,3	12	4,2	12	1,4	5	0,3	0	0,0	**41**	**0,7**
	• Autres maladies ou troubles systémiques	0	0,0	1	2,0	0	0,0	1	0,3	2	0,2	1	0,1	0	0,0	**5**	**0,1**
	• Total	*4*	*57,1*	*30*	*61,2*	*97*	*59,1*	*190*	*65,7*	*667*	*75,6*	*1 556*	*79,3*	*1 782*	*75,1*	***4 326***	***75,6***
Maladies infectieuses et parasitaires		1	14,3	1	2,0	3	1,8	1	0,3	3	0,3	1	0,1	0	*0,0*	**10**	**0,2**
Néoplasmes, tumeurs et cancers		0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	7	0,4	54	2,3	**61**	**1,1**
Symptômes, signes et états mal définis		0	0,0	0	0,0	2	1,2	1	0,3	1	0,1	0	0,0	0	0,0	**4**	**0,1**
Autres maladies, états ou troubles		0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
Autres ou indéterminé		1	14,3	16	32,7	49	29,9	85	29,4	200	22,7	389	19,8	536	22,6	**1 276**	**22,3**
Total		**7**	**100**	**49**	**100**	**164**	**100**	**289**	**100**	**882**	**100**	**1 962**	**100**	**2 372**	**100**	**5 725**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptés au 1er mars 2015; incluant 93 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.9

Répartition des décès pour l'année 2014[1]
selon la catégorie de prestation et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	Débours (en '000 de $)	Nombre	Débours (en '000 de $)
Indemnités de décès	54	2 571	100	6 837
Sans indemnités de décès	3	—	7	—
Total	**57**	**2 571**	**107**	**6 837**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2014, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014; décès acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.10

Répartition des décès pour l'année 2014[1]
selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
2009 ou antérieures	1	1,8	0	0,0
2010	0	0,0	1	0,9
2011	1	1,8	3	2,8
2012	2	3,5	8	7,5
2013	19	33,3	49	45,8
2014	34	59,6	46	43,0
Total	**57**	**100**	**107**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2014, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.11

Répartition des décès pour l'année 2014[1]
selon les caractéristiques des travailleurs décédés et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle	
		Nombre	%	Nombre	%
Sexe du travailleur	• Féminin	5	8,8	2	1,9
	• Masculin	52	91,2	105	98,1
	• *Total*	*57*	*100*	*107*	*100*
Âge du travailleur au décès	• Moins de 20 ans	3	5,3	0	—
	• 20 à 24 ans	3	5,3	0	—
	• 25 à 34 ans	9	15,8	0	—
	• 35 à 44 ans	11	19,3	0	—
	• 45 à 54 ans	15	26,3	1	0,9
	• 55 à 64 ans	12	21,1	11	10,3
	• 65 ans ou plus	4	7,0	95	88,8
	• *Total*	*57*	*100*	*107*	*100*

Âge entier moyen du travailleur au décès	**• Féminin**	**46**	**61**
	• Masculin	**45**	**76**
	• Total	***45***	***76***

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2014, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.12

Répartition des décès pour l'année 2014 pour accident du travail[1]
selon le siège de la lésion

	Nombre	%
Tête	11	19,3
Cou, y compris la gorge	1	1,8
Tronc	6	10,5
Membres supérieurs	0	0,0
Membres inférieurs	3	5,3
Systèmes corporels	8	14,0
Sièges multiples	28	49,1
Autres ou indéterminé	0	0,0
Total	**57**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2014, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 2 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.13

Répartition des décès pour l'année 2014 pour accident du travail[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

	Nombre	%
Contacts avec des objets ou de l'équipement	12	21,1
Chutes	14	24,6
Réactions du corps et efforts	4	7,0
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	6	10,5
Accidents de transport	21	36,8
Feux et explosions	0	0,0
Voies de fait et actes violents	0	0,0
Autres ou indéterminé	0	0,0
Total	**57**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2014, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 2 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.14a

Répartition des décès pour l'année 2014 pour accident du travail[1]
selon l'agent causal de la lésion

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	0	0,0
Contenants	3	5,3
Mobilier et appareils	1	1,8
Machinerie	5	8,8
Pièces et matériaux	4	7,0
Personnes, plantes, animaux et minéraux	5	8,8
Structures et surfaces	16	28,1
Outils, instruments et matériel	0	0,0
Véhicules	21	36,8
Autres ou indéterminé	2	3,5
Total	**57**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2014, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 2 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.14b

Répartition des décès pour l'année 2014 pour accident du travail[1]
selon l'agent causal secondaire

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	0	0,0
Contenants	1	1,8
Mobilier et appareils	0	0,0
Machinerie	3	5,3
Pièces et matériaux	3	5,3
Personnes, plantes, animaux et minéraux	5	8,8
Structures et surfaces	4	7,0
Outils, instruments et matériel	4	7,0
Véhicules	15	26,3
Autres ou indéterminé	22	38,6
Total	**57**	**100**

Tableau 7.15

Répartition des décès pour l'année 2014[1]
selon la profession du travailleur au décès

	Nombre	%
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs assimilés	2	1,2
Travailleurs spécialisés dans la vente	4	2,4
Travailleurs spécialisés dans les services	6	3,7
Pêcheurs, trappeurs et travailleurs assimilés	2	1,2
Mineurs, carriers, foreurs de puits et travailleurs assimilés	9	5,5
Travailleurs des industries de transformation	17	10,4
Usineurs et travailleurs des secteurs connexes	13	7,9
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	21	12,8
Travailleurs du bâtiment	48	29,3
Personnel d'exploitation des transports	16	9,8
Manutentionnaires et travailleurs assimilés	17	10,4
Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines	3	1,8
Travailleurs, n.c.a.	2	1,2
Autres ou indéterminée	4	2,4
Total	**164**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2014, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés.

Note: Les nombres inférieurs à 2 sont regroupés avec Autres ou indéterminée.

Tableau 7.16

Répartition des décès pour l'année 2014 pour maladie professionnelle[1]
selon la nature de la maladie

	Nombre	%
Maladie dégénérative du système nerveux central	1	0,9
Asthme	2	1,9
Maladie pulmonaire obstructive chronique	2	1,9
Amiantose	21	19,8
Silicose	4	3,8
Pneumoconiose, n.c.a.	2	1,9
Tumeur maligne (cancer)	24	22,6
Mésothéliome	51	48,1
Autres ou indéterminée	0	0,0
Total	**107**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2014, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014; incluant 1 dossier d'employeur non assuré.

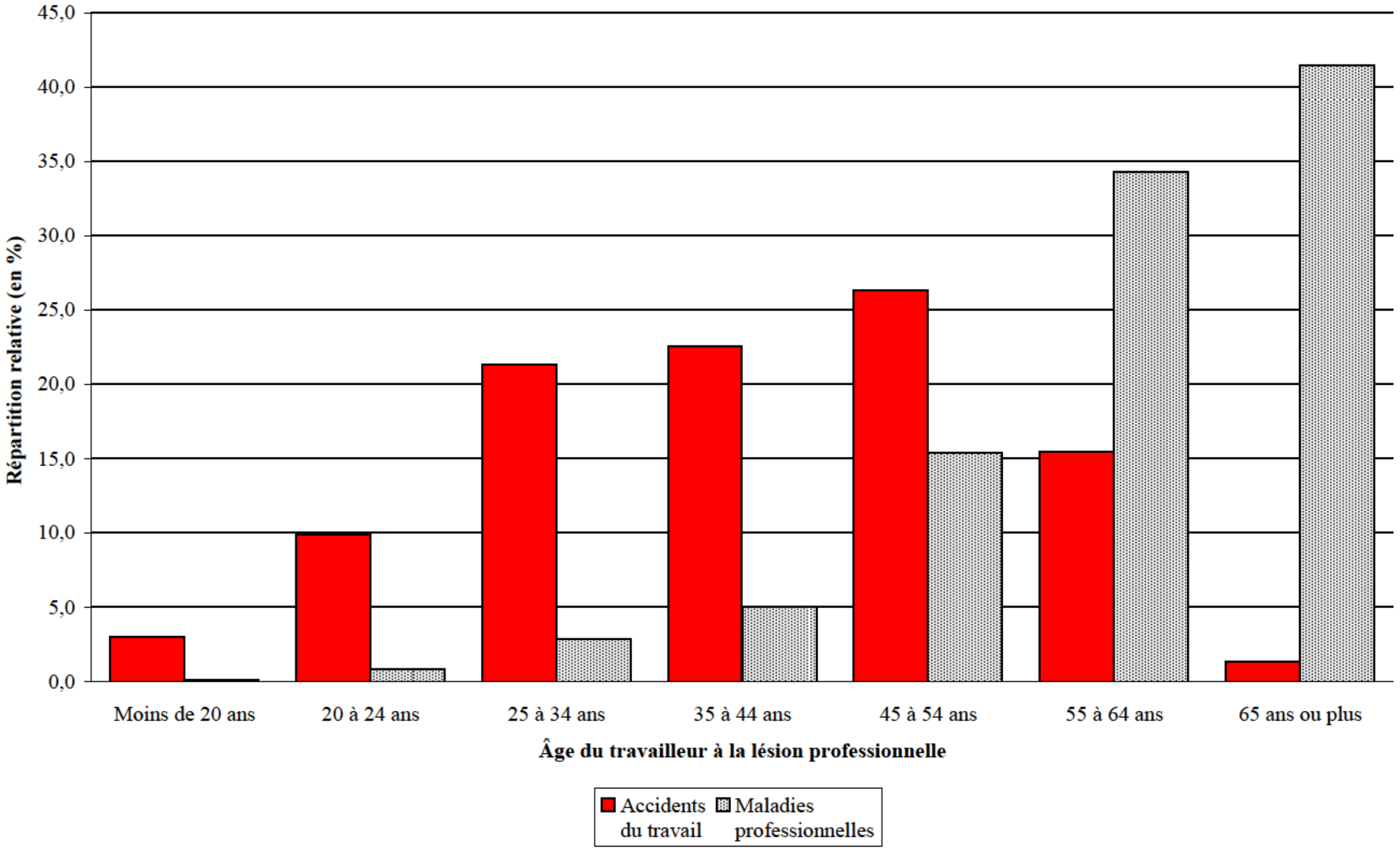
Tableau 7.17

Répartition des décès pour l'année 2014 pour maladie professionnelle[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

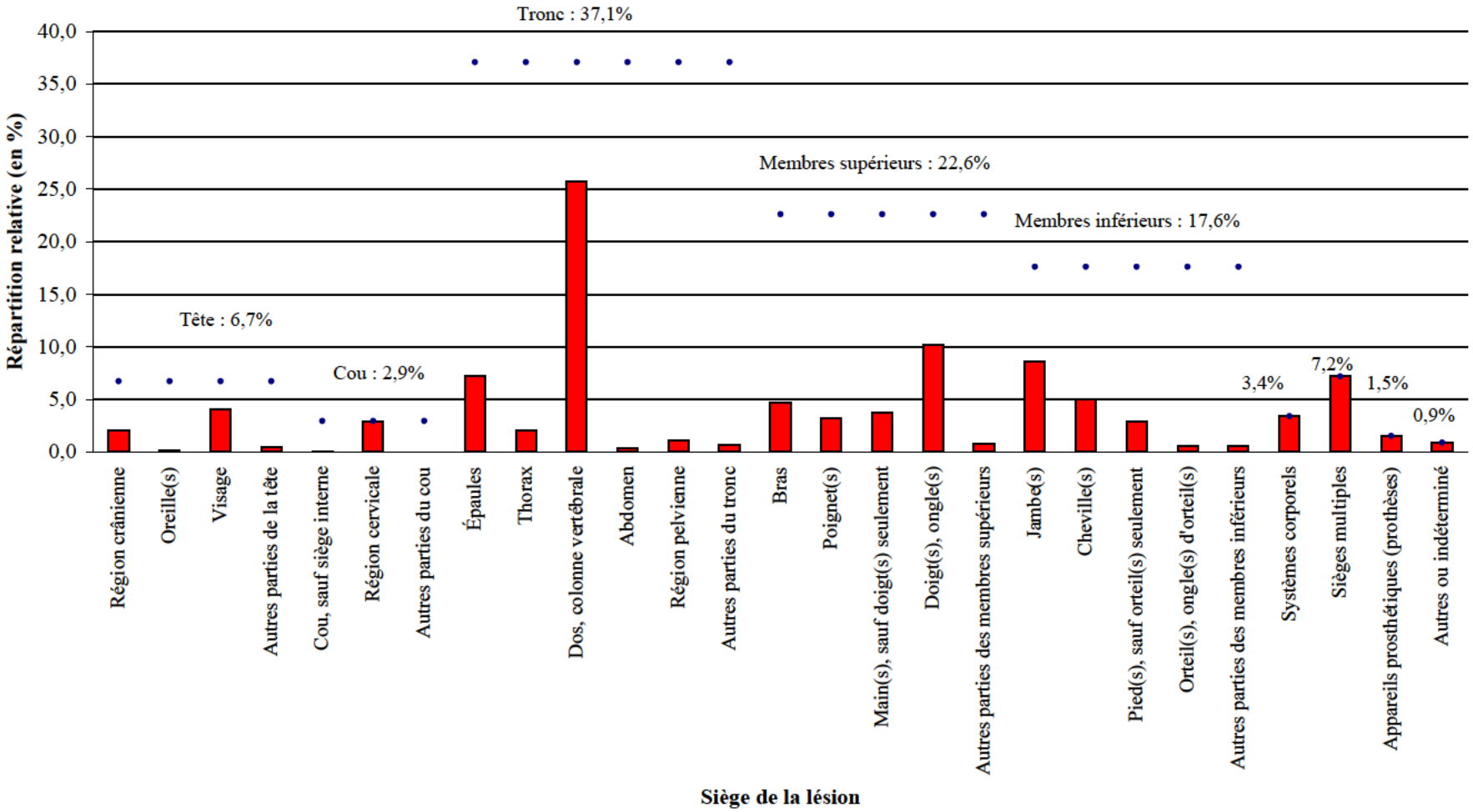
		Nombre	%
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	• Amiantose, mésothéliome ou lésion d'une autre nature dont l'agent causal ou l'agent causal secondaire est l'amiante	94	87,9
	• Silicose ou lésion d'une autre nature dont l'agent causal ou l'agent causal secondaire est la silice	5	4,7
	• Autres	8	7,5
	Total	*107*	*100,0*
Autres ou indéterminé		0	0,0
Total		**107**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2014, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014; incluant 1 dossier d'employeur non assuré.

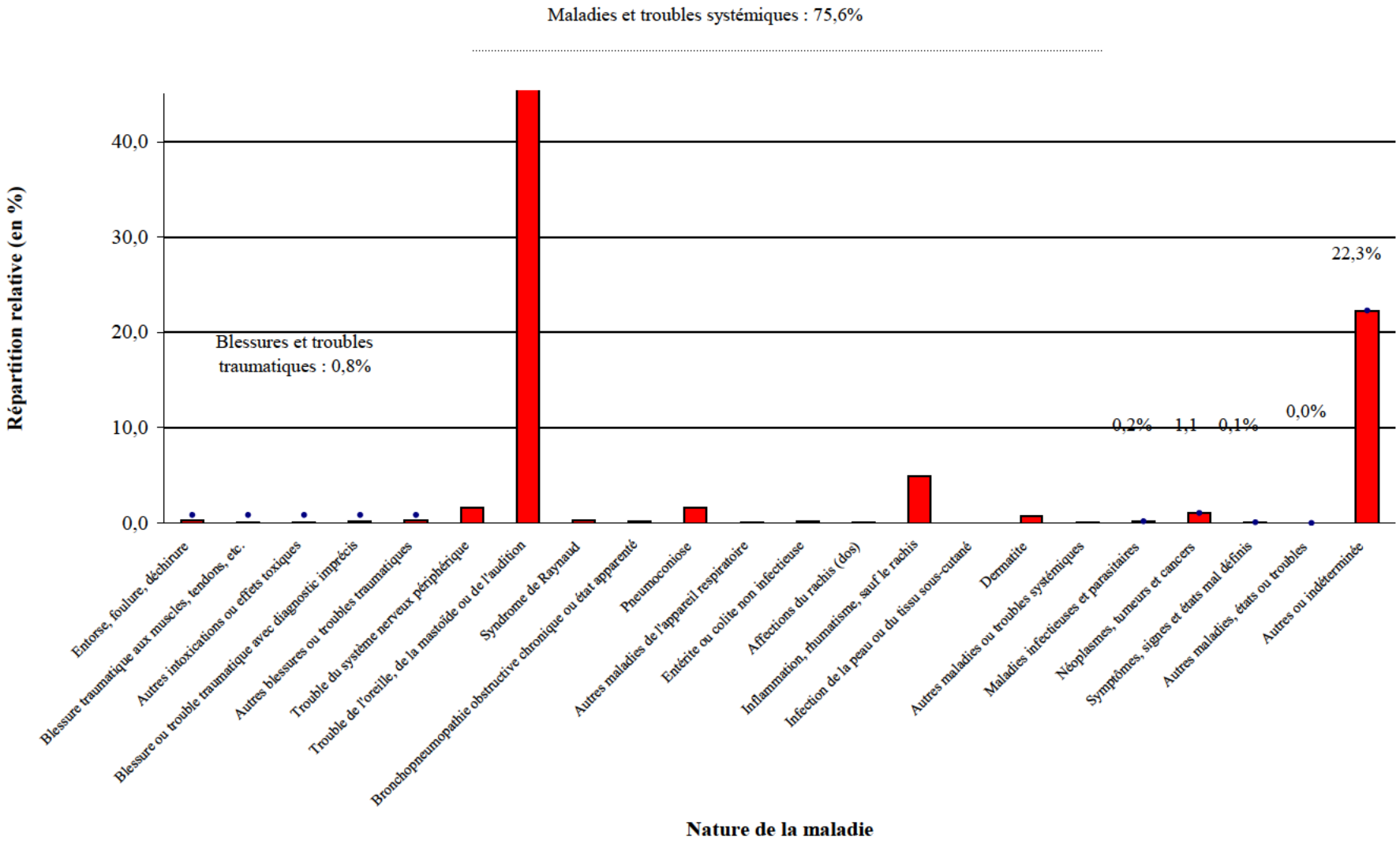
Graphique 7.1
Répartition relative des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2014 et acceptés selon l'âge du travailleur à la lésion professionnelle

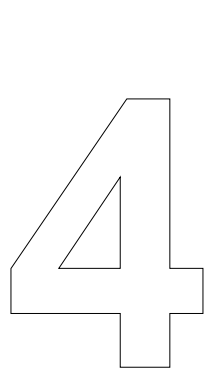
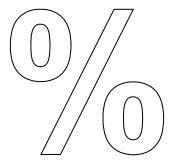
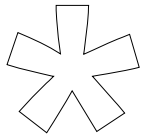
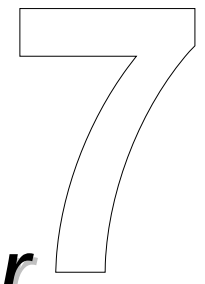


Graphique 7.2
Répartition relative des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2014 et acceptés selon le siège de la lésion



Graphique 7.3
Répartition relative des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2014 et acceptés selon la nature de la maladie



Section 8
Volet statistique du programme
Pour une maternité sans danger

Description

Cette section regroupe des informations concernant les réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger* selon quelques variables d'intérêt : âge de la travailleuse, catégorie du retrait, nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation, nature de l'agresseur, profession.

À signaler, entre 2013 et 2014 :

- Légère baisse, de 0,3 %, des réclamations du programme Pour une maternité sans danger acceptées, dont une baisse de 0,3 % pour les travailleuses enceintes et une baisse de 1,5 % pour les travailleuses qui allaitent

- Baisse de 0,5 % de la proportion des réclamations associées à un agresseur de nature ergonomique

- Baisse de 0,6 % de la proportion des réclamations associées à un agresseur de nature biologique

Tableau 8.1

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2014 et acceptées[1] selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Moins de 20 ans	597	1,8	1	0,4	**598**	**1,8**
20 à 24 ans	5 740	17,5	14	5,3	**5 754**	**17,4**
25 à 29 ans	12 311	37,5	101	38,5	**12 412**	**37,5**
30 à 34 ans	9 831	29,9	114	43,5	**9 945**	**30,0**
35 à 39 ans	3 634	11,1	29	11,1	**3 663**	**11,1**
40 ans ou plus	722	2,2	3	1,1	**725**	**2,2**
Total	**32 835**	**100**	**262**	**100**	**33 097**	**100**
Âge entier moyen de la réclamante		**29**		**30**		**29**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptées au 1er mars 2015, avec ou sans paiement.

Tableau 8.2

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2014 et acceptées[1] selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation

	Nombre	%
1re à 4e	1 833	5,6
5e à 9e	10 324	31,4
10e à 13e	5 372	16,4
14e à 17e	2 192	6,7
18e à 22e	1 721	5,2
23e à 26e	910	2,8
27e à 30e	549	1,7
31e à 35e	229	0,7
36e ou plus	9	0,0
Indéterminé	9 696	29,5
Total	**32 835**	**100**

Nombre moyen de semaines de grossesse	**11**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptées au 1er mars 2015, avec ou sans paiement.

Tableau 8.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2014 et acceptées[1] selon la nature de l'agresseur et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Agresseur chimique		3 344	10,2	71	27,1	**3 415**	**10,3**
Agresseur physique		205	0,6	1	0,4	**206**	**0,6**
Agresseur ergonomique	• Horaires de travail	1 922	5,9	1	0,4	**1 923**	**5,8**
	• Charge de travail	258	0,8	0	0,0	**258**	**0,8**
	• Postures de travail	3 400	10,4	0	0,0	**3 400**	**10,3**
	• Soulever, pousser, tirer	1 683	5,1	2	0,8	**1 685**	**5,1**
	• Autres efforts physiques	80	0,2	0	0,0	**80**	**0,2**
	• Autres risques ergonomiques	1 286	3,9	0	0,0	**1 286**	**3,9**
	• *Total*	*8 629*	*26,3*	*3*	*1,1*	***8 632***	***26,1***
Agresseur biologique		8 723	26,6	25	9,5	**8 748**	**26,4**
Agresseur à la sécurité du travail		2 174	6,6	1	0,4	**2 175**	**6,6**
Autres ou indéterminé		9 760	29,7	161	61,5	**9 921**	**30,0**
Total		**32 835**	**100**	**262**	**100**	**33 097**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptées au 1er mars 2015, avec ou sans paiement.

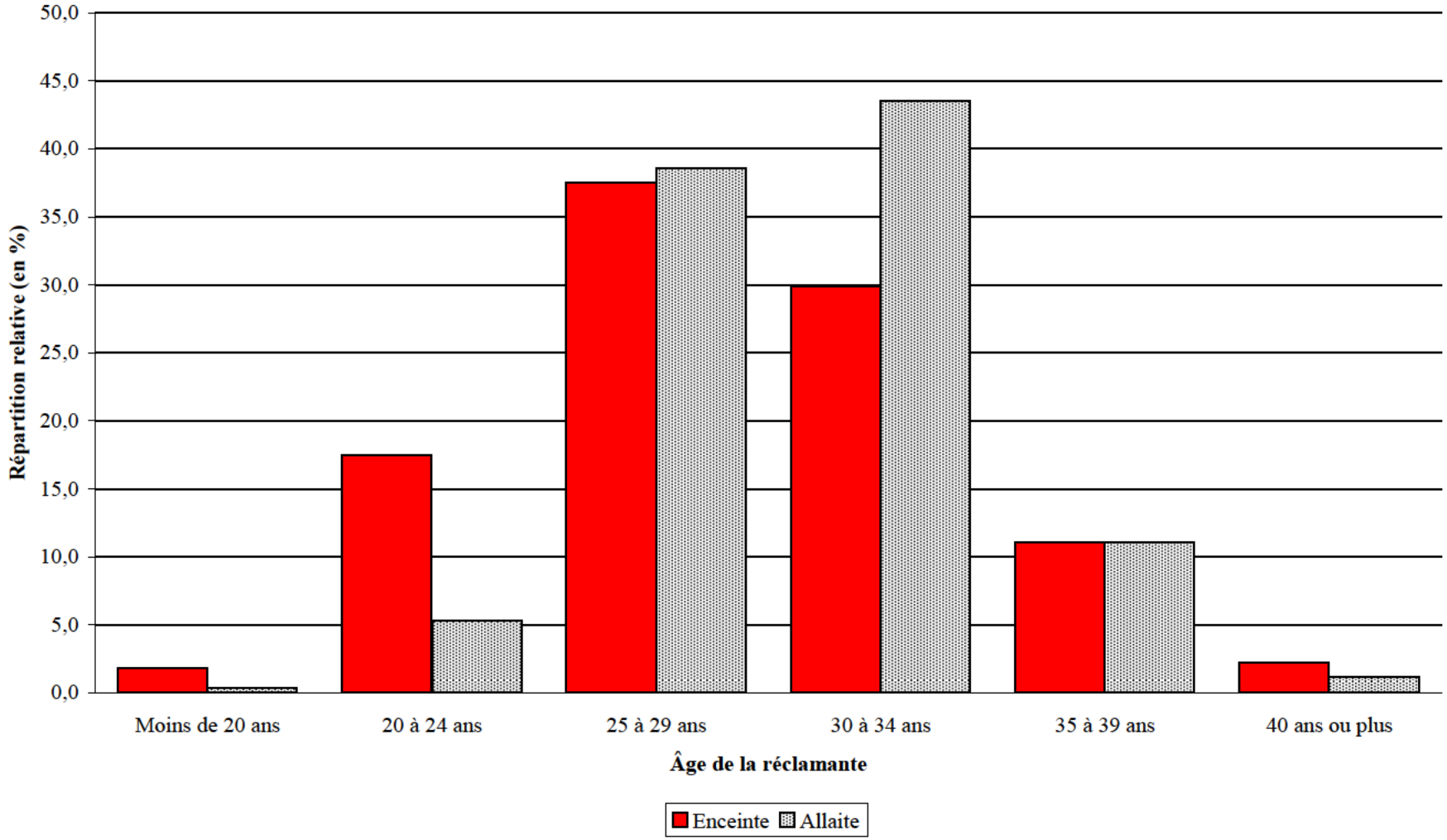
Tableau 8.4

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2014 et acceptées[1] selon la profession de la travailleuse et la catégorie du retrait

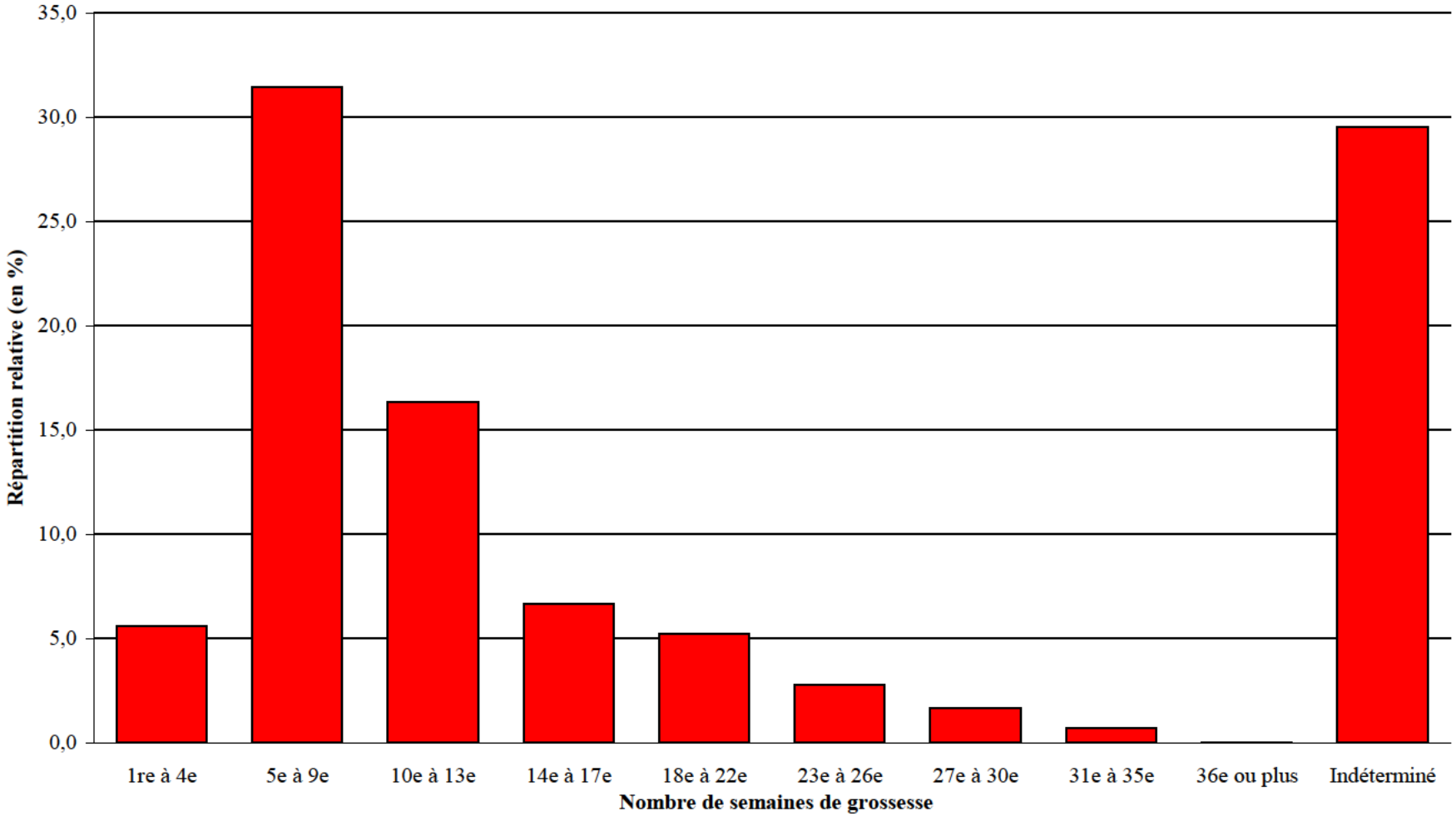
	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Technicienne en sciences naturelles	116	0,4	3	1,1	**119**	**0,4**
Enseignante	4 050	12,3	2	0,8	**4 052**	**12,2**
Infirmière	4 673	14,2	20	7,6	**4 693**	**14,2**
Autre personnel médical	1 855	5,6	35	13,4	**1 890**	**5,7**
Secrétaire	201	0,6	0	0,0	**201**	**0,6**
Caissière	973	3,0	0	0,0	**973**	**2,9**
Employée de bureau	443	1,3	0	0,0	**443**	**1,3**
Vendeuse	1 878	5,7	1	0,4	**1 879**	**5,7**
Commis	204	0,6	0	0,0	**204**	**0,6**
Travailleuse des aliments	329	1,0	0	0,0	**329**	**1,0**
Barmaid	2 264	6,9	0	0,0	**2 264**	**6,8**
Préposée à l'entretien	325	1,0	1	0,4	**326**	**1,0**
Services personnels	1 601	4,9	2	0,8	**1 603**	**4,8**
Autre travailleuse des services	191	0,6	0	0,0	**191**	**0,6**
Couturière	64	0,2	0	0,0	**64**	**0,2**
Travailleuse du textile	22	0,1	0	0,0	**22**	**0,1**
Manutentionnaire	190	0,6	1	0,4	**191**	**0,6**
Travailleuse de l'imprimerie	43	0,1	0	0,0	**43**	**0,1**
Autres ou indéterminée	13 413	40,8	197	75,2	**13 610**	**41,1**
Total	**32 835**	**100**	**262**	**100**	**33 097**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptées au 1er mars 2015, avec ou sans paiement.

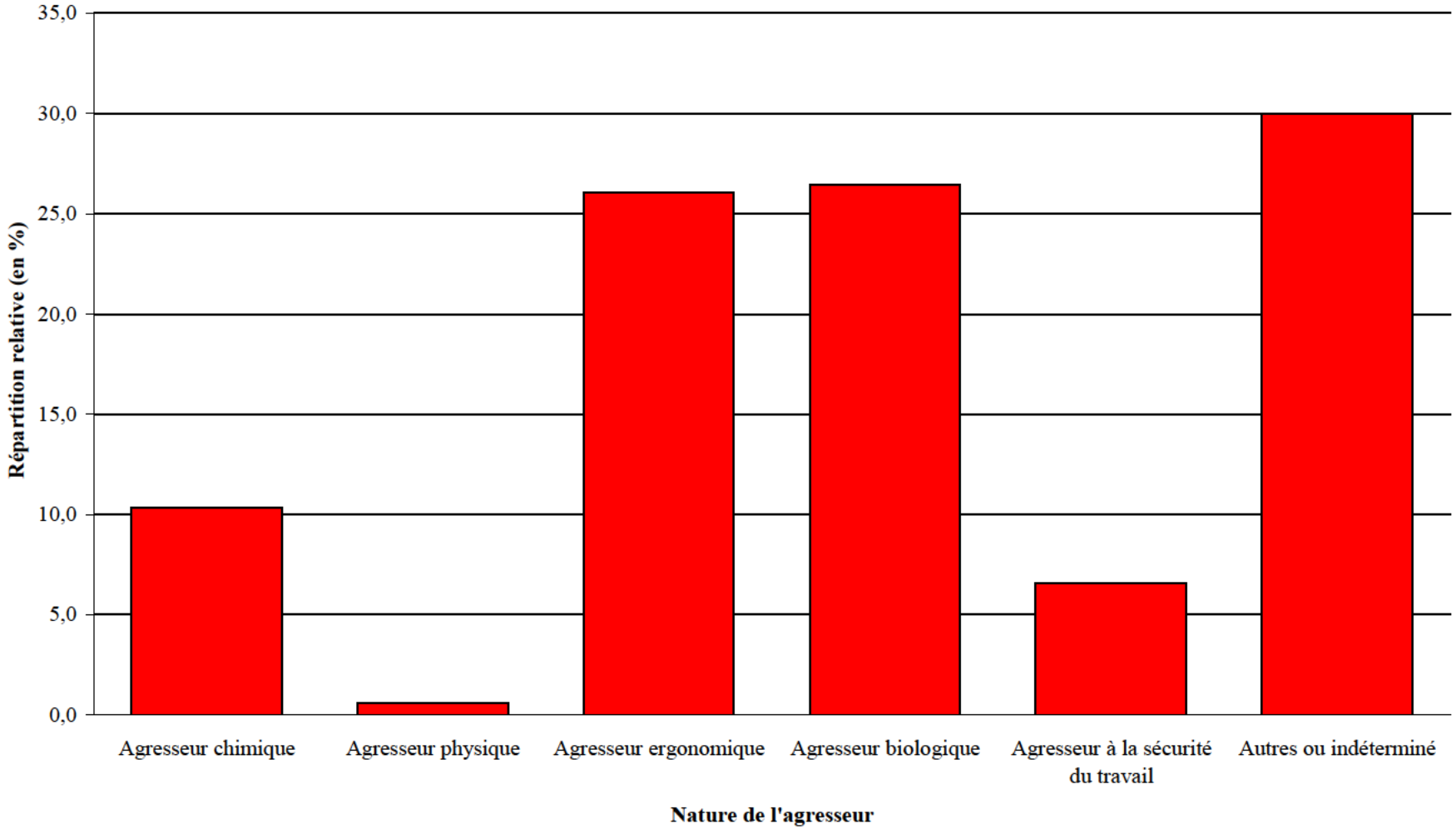
Graphique 8.1
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2014 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait



Graphique 8.2
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2014 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation



Graphique 8.3
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2014 et acceptées selon la nature de l'agresseur



Section 9
Statistiques selon le secteur d’activité économique

Description

Toutes les entreprises appartiennent à une branche d'activité économique déterminée en fonction de leur activité principale. Les secteurs d'activité économique sont déterminés à partir de la « classification des activités économiques du Québec » et sont rattachés aux employeurs inscrits à la Commission.

Les 32 secteurs d'activité économique sont répartis en six groupes selon un ordre de priorité, qui tient compte de la fréquence et de la gravité des lésions professionnelles.

Les tableaux dans cette section reprennent certains résultats des sections précédentes et les ventilent par secteur d'activité économique du dossier d'expérience de l'employeur. Les sujets suivants sont couverts :

- dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie de lésion;
- décès inscrits;
- réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger*;
- travailleurs couverts, établissements actifs et mécanismes de prévention;
- dossiers d'intervention en prévention-inspection créés;
- visites effectuées et dérogations constatées;
- décisions prises lors des interventions et constats d'infraction signifiés.

Notes: puisque les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ne sont plus disponibles, le tableau présente maintenant la répartition du nombre d'établissements, sans égard au nombre de travailleurs (tableau 9.4) .

La répartition du nombre de travailleurs selon le secteur d'activité économique n'étant pas disponible, cette donnée a été retirée du tableau. L'estimation du nombre total de travailleurs couverts est présentée à la section 1 (tableau 1.2).

Les décès associés à des employeurs non assurés sont maintenant répartis dans les secteurs. Leur nombre est mentionné.

À compter de l'année 2010, les données relatives aux visites, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Tableau 9.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2014 et acceptés[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	6 550	8,0	321	5,6	**6 871**	**7,8**
	• Industrie chimique	597	0,7	31	0,5	**628**	**0,7**
	• Forêt et scieries	1 053	1,3	107	1,9	**1 160**	**1,3**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	773	0,9	82	1,4	**855**	**1,0**
	• Fabrication de produits en métal	2 767	3,4	159	2,8	**2 926**	**3,3**
	• *Total*	*11 740*	*14,3*	*700*	*12,2*	***12 440***	***14,1***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 530	1,9	76	1,3	**1 606**	**1,8**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	1 251	1,5	61	1,1	**1 312**	**1,5**
	• Fabrication d'équipement de transport	2 008	2,4	123	2,1	**2 131**	**2,4**
	• Première transformation des métaux	1 036	1,3	185	3,2	**1 221**	**1,4**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	673	0,8	32	0,6	**705**	**0,8**
	• *Total*	*6 498*	*7,9*	*477*	*8,3*	***6 975***	***7,9***
Groupe III	• Administration publique	4 896	5,9	111	1,9	**5 007**	**5,7**
	• Industrie des aliments et boissons	3 636	4,4	193	3,4	**3 829**	**4,3**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	426	0,5	39	0,7	**465**	**0,5**
	• Industrie du papier et activités diverses	616	0,7	76	1,3	**692**	**0,8**
	• Transport et entreposage	5 003	6,1	101	1,8	**5 104**	**5,8**
	• *Total*	*14 577*	*17,7*	*520*	*9,1*	***15 097***	***17,1***

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptés au 1er mars 2015; incluant 1 806 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 9.1 (suite)

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2014 et acceptés[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	11 697	14,2	176	3,1	**11 873**	**13,5**
	• Industrie du cuir	33	0,0	4	0,1	**37**	**0,0**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	695	0,8	24	0,4	**719**	**0,8**
	• Industrie du tabac	7	0,0	3	0,1	**10**	**0,0**
	• Industrie textile	225	0,3	21	0,4	**246**	**0,3**
	• *Total*	*12 657*	*15,4*	*228*	*4,0*	***12 885***	***14,6***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	9 668	11,7	132	2,3	**9 800**	**11,1**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	2 025	2,5	50	0,9	**2 075**	**2,4**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	315	0,4	15	0,3	**330**	**0,4**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	23	0,0	4	0,1	**27**	**0,0**
	• Fabrication de produits électriques	500	0,6	30	0,5	**530**	**0,6**
	• *Total*	*12 531*	*15,2*	*231*	*4,0*	***12 762***	***14,5***
Groupe VI	• Agriculture	909	1,1	40	0,7	**949**	**1,1**
	• Bonneterie et habillement	155	0,2	16	0,3	**171**	**0,2**
	• Enseignement et services annexes	3 574	4,3	36	0,6	**3 610**	**4,1**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	793	1,0	13	0,2	**806**	**0,9**
	• Services médicaux et sociaux	16 062	19,5	86	1,5	**16 148**	**18,3**
	• Chasse et pêche	31	0,0	0	0,0	**31**	**0,0**
	• Industries manufacturières diverses	308	0,4	15	0,3	**323**	**0,4**
	• *Total*	*21 832*	*26,5*	*206*	*3,6*	***22 038***	***25,0***
Indéterminé ou employeurs non assurés		2 486	3,0	3 363	58,7	**5 849**	**6,6**
Total		**82 321**	**100**	**5 725**	**100**	**88 046**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptés au 1er mars 2015; incluant 1 806 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 9.2

Répartition des décès pour l'année 2014[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	15	26,3	36	33,6	**51**	**31,1**
	• Industrie chimique	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Forêt et scieries	1	1,8	2	1,9	**3**	**1,8**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	4	7,0	11	10,3	**15**	**9,1**
	• Fabrication de produits en métal	2	3,5	3	2,8	**5**	**3,0**
	• *Total*	*22*	*38,6*	*52*	*48,6*	***74***	***45,1***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	0	0,0	1	0,9	**1**	**0,6**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Fabrication d'équipement de transport	0	0,0	8	7,5	**8**	**4,9**
	• Première transformation des métaux	0	0,0	10	9,3	**10**	**6,1**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	0	0,0	3	2,8	**3**	**1,8**
	• *Total*	*0*	*0,0*	*22*	*20,6*	***22***	***13,4***
Groupe III	• Administration publique	3	5,3	3	2,8	**6**	**3,7**
	• Industrie des aliments et boissons	2	3,5	2	1,9	**4**	**2,4**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	0	0,0	1	0,9	**1**	**0,6**
	• Industrie du papier et activités diverses	1	1,8	4	3,7	**5**	**3,0**
	• Transport et entreposage	6	10,5	8	7,5	**14**	**8,5**
	• *Total*	*12*	*21,1*	*18*	*16,8*	***30***	***18,3***

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2014, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014, acceptés avec ou sans indemnités de décès.
2. Les 3 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
   Accident du travail: 1 cas dans administration publique et 1 cas dans transport et entreposage; maladie professionnelle: 1 cas dans transport et entreposage.

Tableau 9.2 (suite)

Répartition des décès pour l'année 2014[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	5	8,8	4	3,7	**9**	**5,5**
	• Industrie du cuir	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	0	0,0	1	0,9	**1**	**0,6**
	• Industrie du tabac	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industrie textile	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• *Total*	*5*	*8,8*	*5*	*4,7*	***10***	***6,1***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	9	15,8	3	2,8	**12**	**7,3**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	2	3,5	1	0,9	**3**	**1,8**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	1	1,8	0	0,0	**1**	**0,6**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	0	0,0	1	0,9	**1**	**0,6**
	• Fabrication de produits électriques	0	0,0	1	0,9	**1**	**0,6**
	• *Total*	*12*	*21,1*	*6*	*5,6*	***18***	***11,0***
Groupe VI	• Agriculture	3	5,3	0	0,0	**3**	**1,8**
	• Bonneterie et habillement	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Enseignement et services annexes	0	0,0	1	0,9	**1**	**0,6**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	0	0,0	1	0,9	**1**	**0,6**
	• Services médicaux et sociaux	1	1,8	2	1,9	**3**	**1,8**
	• Chasse et pêche	2	3,5	0	0,0	**2**	**1,2**
	• Industries manufacturières diverses	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• *Total*	*6*	*10,5*	*4*	*3,7*	***10***	***6,1***
Indéterminé[2]		0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
Total		**57**	**100**	**107**	**100**	**164**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2014, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014, acceptés avec ou sans indemnités de décès.
2. Les 3 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
   Accident du travail: 1 cas dans administration publique et 1 cas dans transport et entreposage; maladie professionnelle: 1 cas dans transport et entreposage.

Tableau 9.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2014 et acceptées[1] selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	166	0,5	3	1,1	**169**	**0,5**
	• Industrie chimique	159	0,5	5	1,9	**164**	**0,5**
	• Forêt et scieries	30	0,1	2	0,8	**32**	**0,1**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	57	0,2	1	0,4	**58**	**0,2**
	• Fabrication de produits en métal	126	0,4	7	2,7	**133**	**0,4**
	• *Total*	*538*	*1,6*	*18*	*6,9*	***556***	***1,7***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	138	0,4	4	1,5	**142**	**0,4**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	174	0,5	9	3,4	**183**	**0,6**
	• Fabrication d'équipement de transport	101	0,3	6	2,3	**107**	**0,3**
	• Première transformation des métaux	18	0,1	0	0,0	**18**	**0,1**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	20	0,1	1	0,4	**21**	**0,1**
	• *Total*	*451*	*1,4*	*20*	*7,6*	***471***	***1,4***
Groupe III	• Administration publique	580	1,8	4	1,5	**584**	**1,8**
	• Industrie des aliments et boissons	559	1,7	0	0,0	**559**	**1,7**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	50	0,2	0	0,0	**50**	**0,2**
	• Industrie du papier et activités diverses	30	0,1	1	0,4	**31**	**0,1**
	• Transport et entreposage	152	0,5	1	0,4	**153**	**0,5**
	• *Total*	*1 371*	*4,2*	*6*	*2,3*	***1 377***	***4,2***

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptées au 1er mars 2015, avec ou sans paiement.

Tableau 9.3 (suite)

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2014 et acceptées[1] selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	5 000	15,2	14	5,3	**5 014**	**15,1**
	• Industrie du cuir	16	0,0	1	0,4	**17**	**0,1**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	19	0,1	1	0,4	**20**	**0,1**
	• Industrie du tabac	4	0,0	0	0,0	**4**	**0,0**
	• Industrie textile	38	0,1	0	0,0	**38**	**0,1**
	• *Total*	*5 077*	*15,5*	*16*	*6,1*	***5 093***	***15,4***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	5 332	16,2	28	10,7	**5 360**	**16,2**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	70	0,2	2	0,8	**72**	**0,2**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	109	0,3	5	1,9	**114**	**0,3**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	4	0,0	0	0,0	**4**	**0,0**
	• Fabrication de produits électriques	74	0,2	0	0,0	**74**	**0,2**
	• *Total*	*5 589*	*17,0*	*35*	*13,4*	***5 624***	***17,0***
Groupe VI	• Agriculture	507	1,5	15	5,7	**522**	**1,6**
	• Bonneterie et habillement	80	0,2	0	0,0	**80**	**0,2**
	• Enseignement et services annexes	3 745	11,4	10	3,8	**3 755**	**11,3**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	198	0,6	0	0,0	**198**	**0,6**
	• Services médicaux et sociaux	15 154	46,2	137	52,3	**15 291**	**46,2**
	• Chasse et pêche	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industries manufacturières diverses	90	0,3	5	1,9	**95**	**0,3**
	• *Total*	*19 774*	*60,2*	*167*	*63,7*	***19 941***	***60,3***
Indéterminé		35	0,1	0	0,0	**35**	**0,1**
Total		**32 835**	**100**	**262**	**100**	**33 097**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptées au 1er mars 2015, avec ou sans paiement.

Tableau 9.4

Répartition des établissements actifs en 2014
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre d'établissements actifs[1]	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	29 830	11,0
	• Industrie chimique	727	0,3
	• Forêt et scieries	1 858	0,7
	• Mines, carrières et puits de pétrole	684	0,3
	• Fabrication de produits en métal	2 932	1,1
	• *Total*	*36 031*	*13,3*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	2 107	0,8
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	858	0,3
	• Fabrication d'équipement de transport	645	0,2
	• Première transformation des métaux	156	0,1
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	748	0,3
	• *Total*	*4 514*	*1,7*
Groupe III	• Administration publique	7 509	2,8
	• Industrie des aliments et boissons	2 136	0,8
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	675	0,2
	• Industrie du papier et activités diverses	270	0,1
	• Transport et entreposage	11 323	4,2
	• *Total*	*21 913*	*8,1*
Total partiel		***62 458***	***23,1***

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 9.4 (suite)
Répartition des établissements actifs en 2014
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre d'établissements actifs[1]	%
Groupe IV	• Commerce	57 544	21,3
	• Industrie du cuir	122	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	725	0,3
	• Industrie du tabac	7	0,0
	• Industrie textile	481	0,2
	• *Total*	*58 879*	*21,8*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	78 336	29,0
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	3 059	1,1
	• Imprimerie, édition et activités annexes	2 103	0,8
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	89	0,0
	• Fabrication de produits électriques	847	0,3
	• *Total*	*84 434*	*31,2*
Groupe VI	• Agriculture	12 586	4,7
	• Bonneterie et habillement	885	0,3
	• Enseignement et services annexes	7 085	2,6
	• Finances, assurances et affaires immobilières	15 745	5,8
	• Services médicaux et sociaux	26 121	9,7
	• Chasse et pêche	812	0,3
	• Industries manufacturières diverses	1 208	0,4
	• *Total*	*64 442*	*23,8*
Indéterminé		18	0,0
Total		**270 231**	**100**

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 9.5

Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2014
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	6 903	39,8
	• Industrie chimique	193	1,1
	• Forêt et scieries	293	1,7
	• Mines, carrières et puits de pétrole	178	1,0
	• Fabrication de produits en métal	645	3,7
	• *Total*	*8 212*	*47,4*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	417	2,4
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	270	1,6
	• Fabrication d'équipement de transport	147	0,8
	• Première transformation des métaux	99	0,6
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	181	1,0
	• *Total*	*1 114*	*6,4*
Groupe III	• Administration publique	623	3,6
	• Industrie des aliments et boissons	403	2,3
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	81	0,5
	• Industrie du papier et activités diverses	145	0,8
	• Transport et entreposage	517	3,0
	• *Total*	*1 769*	*10,2*

Tableau 9.5 (suite)
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2014
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	2 623	15,1
	• Industrie du cuir	14	0,1
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	106	0,6
	• Industrie du tabac	1	0,0
	• Industrie textile	68	0,4
	• Total	*2 812*	*16,2*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	1 424	8,2
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	207	1,2
	• Imprimerie, édition et activités annexes	122	0,7
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	14	0,1
	• Fabrication de produits électriques	228	1,3
	• Total	*1 995*	*11,5*
Groupe VI	• Agriculture	169	1,0
	• Bonneterie et habillement	47	0,3
	• Enseignement et services annexes	193	1,1
	• Finances, assurances et affaires immobilières	146	0,8
	• Services médicaux et sociaux	504	2,9
	• Chasse et pêche	52	0,3
	• Industries manufacturières diverses	76	0,4
	• Total	*1 187*	*6,8*
Indéterminé		249	1,4
Total		**17 338**	**100**

Tableau 9.6
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2014
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Visites		Dérogations	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	12 073	33,9	20 822	28,7
	• Industrie chimique	434	1,2	937	1,3
	• Forêt et scieries	595	1,7	1 072	1,5
	• Mines, carrières et puits de pétrole	642	1,8	1 622	2,2
	• Fabrication de produits en métal	1 743	4,9	5 092	7,0
	• *Total*	*15 487*	*43,4*	*29 545*	*40,7*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 010	2,8	1 930	2,7
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	711	2,0	2 104	2,9
	• Fabrication d'équipement de transport	372	1,0	784	1,1
	• Première transformation des métaux	301	0,8	583	0,8
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	488	1,4	1 067	1,5
	• *Total*	*2 882*	*8,1*	*6 468*	*8,9*
Groupe III	• Administration publique	1 069	3,0	1 880	2,6
	• Industrie des aliments et boissons	1 044	2,9	1 681	2,3
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	257	0,7	564	0,8
	• Industrie du papier et activités diverses	343	1,0	558	0,8
	• Transport et entreposage	898	2,5	1 517	2,1
	• *Total*	*3 611*	*10,1*	*6 200*	*8,5*

Tableau 9.6 (suite)
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2014
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Visites		Dérogations	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	6 188	17,4	15 334	21,1
	• Industrie du cuir	41	0,1	63	0,1
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	297	0,8	751	1,0
	• Industrie du tabac	1	0,0	0	0,0
	• Industrie textile	181	0,5	545	0,8
	• *Total*	*6 708*	*18,8*	*16 693*	*23,0*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	2 889	8,1	5 472	7,5
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	408	1,1	716	1,0
	• Imprimerie, édition et activités annexes	297	0,8	969	1,3
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	27	0,1	52	0,1
	• Fabrication de produits électriques	519	1,5	1 522	2,1
	• *Total*	*4 140*	*11,6*	*8 731*	*12,0*
Groupe VI	• Agriculture	383	1,1	785	1,1
	• Bonneterie et habillement	105	0,3	366	0,5
	• Enseignement et services annexes	463	1,3	864	1,2
	• Finances, assurances et affaires immobilières	316	0,9	384	0,5
	• Services médicaux et sociaux	975	2,7	1 341	1,8
	• Chasse et pêche	45	0,1	2	0,0
	• Industries manufacturières diverses	187	0,5	376	0,5
	• *Total*	*2 474*	*6,9*	*4 118*	*5,7*
Indéterminé		353	1,0	843	1,2
Total		**35 655**	**100**	**72 598**	**100**

Tableau 9.7
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2014
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

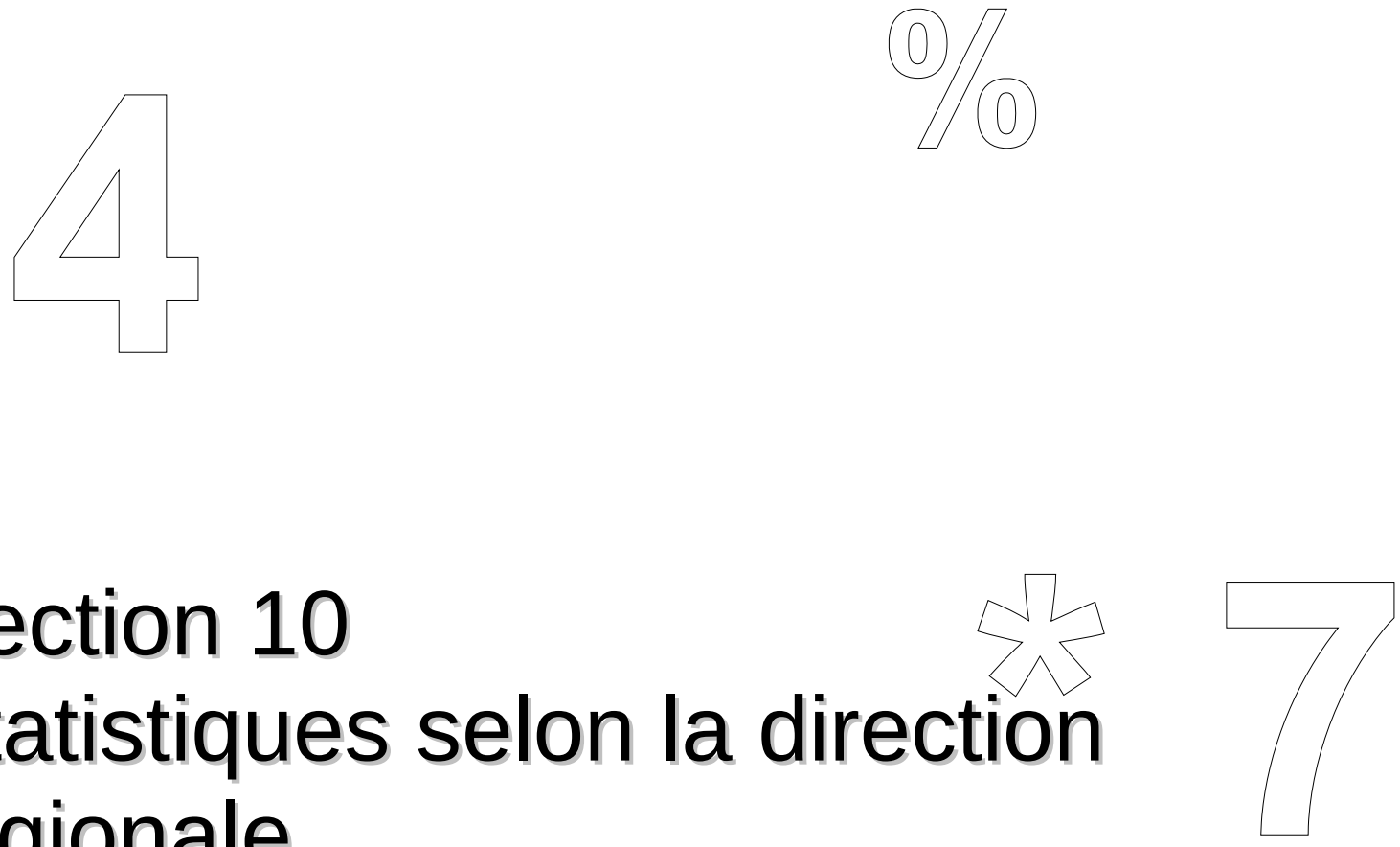
		Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	2 023	43,3	2 456	53,3
	• Industrie chimique	16	0,3	21	0,5
	• Forêt et scieries	72	1,5	65	1,4
	• Mines, carrières et puits de pétrole	89	1,9	46	1,0
	• Fabrication de produits en métal	228	4,9	176	3,8
	• Total	*2 428*	*51,9*	*2 764*	*59,9*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	116	2,5	148	3,2
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	120	2,6	79	1,7
	• Fabrication d'équipement de transport	80	1,7	60	1,3
	• Première transformation des métaux	29	0,6	28	0,6
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	75	1,6	47	1,0
	• Total	*420*	*9,0*	*362*	*7,9*
Groupe III	• Administration publique	161	3,4	95	2,1
	• Industrie des aliments et boissons	96	2,1	124	2,7
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	20	0,4	34	0,7
	• Industrie du papier et activités diverses	41	0,9	41	0,9
	• Transport et entreposage	119	2,5	126	2,7
	• Total	*437*	*9,3*	*420*	*9,1*

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Tableau 9.7 (suite)
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2014
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	492	10,5	306	6,6
	• Industrie du cuir	2	0,0	0	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	46	1,0	31	0,7
	• Industrie du tabac	0	0,0	0	0,0
	• Industrie textile	41	0,9	25	0,5
	• Total	*581*	*12,4*	*362*	*7,9*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	273	5,8	211	4,6
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	62	1,3	27	0,6
	• Imprimerie, édition et activités annexes	35	0,7	26	0,6
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	4	0,1	2	0,0
	• Fabrication de produits électriques	40	0,9	22	0,5
	• Total	*414*	*8,9*	*288*	*6,2*
Groupe VI	• Agriculture	44	0,9	32	0,7
	• Bonneterie et habillement	11	0,2	6	0,1
	• Enseignement et services annexes	64	1,4	20	0,4
	• Finances, assurances et affaires immobilières	47	1,0	20	0,4
	• Services médicaux et sociaux	82	1,8	47	1,0
	• Chasse et pêche	0	0,0	0	0,0
	• Industries manufacturières diverses	21	0,4	41	0,9
	• Total	*269*	*5,8*	*166*	*3,6*
Indéterminé		125	2,7	249	5,4
Total		**4 674**	**100**	**4 611**	**100**

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.



Section 10
Statistiques selon la direction régionale

Description

À des fins administratives, la CSST a subdivisé le territoire québécois en 21 régions administratives comportant chacune un bureau régional. Les dossiers inscrits à la Commission sont rattachés à une région administrative selon les municipalités où résident les travailleurs accidentés ou atteints d'une maladie professionnelle. Dans le cas des données portant sur la prévention-inspection, le lieu correspond généralement à la région responsable du traitement du dossier de l'établissement ou du chantier de construction.

Les tableaux dans cette section reprennent certains résultats des sections précédentes et les ventilent par direction régionale. Les sujets suivants sont couverts :

- dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie de lésion;
- décès inscrits;
- réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger*;
- établissements actifs et mécanismes de prévention;
- dossiers d'intervention en prévention-inspection créés et dossiers de promotion créés;
- visites effectuées et dérogations constatées;
- décisions prises lors des interventions et constats d'infraction signifiés.

Notes: puisque les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ne sont plus disponibles, le tableau présente maintenant la répartition du nombre d'établissements, sans égard au nombre de travailleurs (tableau 10.4).

À compter de l'année 2010, les données relatives aux visites, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Tableau 10.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2014 et acceptés[1]
selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	14 962	18,2	383	6,7	**15 345**	**17,4**
Total partiel	*14 962*	*18,2*	*383*	*6,7*	***15 345***	***17,4***
Longueuil	5 428	6,6	257	4,5	**5 685**	**6,5**
Saint-Jean-sur-Richelieu	3 069	3,7	127	2,2	**3 196**	**3,6**
Valleyfield	3 315	4,0	192	3,4	**3 507**	**4,0**
Yamaska	3 949	4,8	404	7,1	**4 353**	**4,9**
Total partiel	*15 761*	*19,1*	*980*	*17,1*	***16 741***	***19,0***
Abitibi-Témiscamingue	1 827	2,2	190	3,3	**2 017**	**2,3**
Bas-Saint-Laurent	2 233	2,7	166	2,9	**2 399**	**2,7**
Capitale-Nationale	7 771	9,4	419	7,3	**8 190**	**9,3**
Chaudière-Appalaches	5 922	7,2	730	12,8	**6 652**	**7,6**
Côte-Nord	1 455	1,8	130	2,3	**1 585**	**1,8**
Estrie	3 550	4,3	397	6,9	**3 947**	**4,5**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	935	1,1	103	1,8	**1 038**	**1,2**
Lanaudière	6 305	7,7	168	2,9	**6 473**	**7,4**
Laurentides	6 842	8,3	495	8,6	**7 337**	**8,3**
Laval	4 181	5,1	180	3,1	**4 361**	**5,0**
Mauricie et Centre-du-Québec	5 283	6,4	733	12,8	**6 016**	**6,8**
Outaouais	2 328	2,8	148	2,6	**2 476**	**2,8**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 955	3,6	503	8,8	**3 458**	**3,9**
Total partiel	*51 587*	*62,7*	*4 362*	*76,2*	***55 949***	***63,5***
Indéterminée	11	0,0	0	0,0	**11**	**0,0**
Total	**82 321**	**100**	**5 725**	**100**	**88 046**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptés au 1er mars 2015; incluant 1 806 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 10.2

Répartition des décès pour l'année 2014[1]
selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	4	7,0	22	20,6	**26**	**15,9**
Total partiel	*4*	*7,0*	*22*	*20,6*	***26***	***15,9***
Longueuil	1	1,8	5	4,7	**6**	**3,7**
Saint-Jean-sur-Richelieu	2	3,5	1	0,9	**3**	**1,8**
Valleyfield	0	0,0	2	1,9	**2**	**1,2**
Yamaska	3	5,3	5	4,7	**8**	**4,9**
Total partiel	*6*	*10,5*	*13*	*12,1*	***19***	***11,6***
Abitibi-Témiscamingue	4	7,0	1	0,9	**5**	**3,0**
Bas-Saint-Laurent	1	1,8	0	0,0	**1**	**0,6**
Capitale-Nationale	3	5,3	7	6,5	**10**	**6,1**
Chaudière-Appalaches	4	7,0	16	15,0	**20**	**12,2**
Côte-Nord	3	5,3	0	0,0	**3**	**1,8**
Estrie	6	10,5	6	5,6	**12**	**7,3**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3	5,3	0	0,0	**3**	**1,8**
Lanaudière	7	12,3	13	12,1	**20**	**12,2**
Laurentides	3	5,3	7	6,5	**10**	**6,1**
Laval	2	3,5	3	2,8	**5**	**3,0**
Mauricie et Centre-du-Québec	5	8,8	8	7,5	**13**	**7,9**
Outaouais	2	3,5	0	0,0	**2**	**1,2**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	4	7,0	11	10,3	**15**	**9,1**
Total partiel	*47*	*82,5*	*72*	*67,3*	***119***	***72,6***
Indéterminée	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
Total	**57**	**100**	**107**	**100**	**164**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2014, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014, acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 10.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2014 et acceptées[1] selon la direction régionale et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	7 574	23,1	28	10,7	**7 602**	**23,0**
Total partiel	*7 574*	*23,1*	*28*	*10,7*	***7 602***	***23,0***
Longueuil	1 831	5,6	13	5,0	**1 844**	**5,6**
Saint-Jean-sur-Richelieu	891	2,7	4	1,5	**895**	**2,7**
Valleyfield	844	2,6	3	1,1	**847**	**2,6**
Yamaska	1 358	4,1	3	1,1	**1 361**	**4,1**
Total partiel	*4 924*	*15,0*	*23*	*8,8*	***4 947***	***14,9***
Abitibi-Témiscamingue	938	2,9	7	2,7	**945**	**2,9**
Bas-Saint-Laurent	965	2,9	3	1,1	**968**	**2,9**
Capitale-Nationale	4 200	12,8	78	29,8	**4 278**	**12,9**
Chaudière-Appalaches	2 239	6,8	32	12,2	**2 271**	**6,9**
Côte-Nord	443	1,3	4	1,5	**447**	**1,4**
Estrie	1 437	4,4	18	6,9	**1 455**	**4,4**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	309	0,9	6	2,3	**315**	**1,0**
Lanaudière	1 689	5,1	11	4,2	**1 700**	**5,1**
Laurentides	2 017	6,1	4	1,5	**2 021**	**6,1**
Laval	1 439	4,4	13	5,0	**1 452**	**4,4**
Mauricie et Centre-du-Québec	2 143	6,5	6	2,3	**2 149**	**6,5**
Outaouais	1 149	3,5	21	8,0	**1 170**	**3,5**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 369	4,2	8	3,1	**1 377**	**4,2**
Total partiel	*20 337*	*61,9*	*211*	*80,5*	***20 548***	***62,1***
Total	**32 835**	**100**	**262**	**100**	**33 097**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014, acceptées au 1er mars 2015, avec ou sans paiement.

Tableau 10.4

Répartition des établissements actifs en 2014[1]
selon la direction régionale

	Nombre d'établissements actifs	%
Île-de-Montréal–1	12 552	4,6
Île-de-Montréal–2	19 358	7,2
Île-de-Montréal–3	31 520	11,7
Total partiel	*63 430*	*23,5*
Longueuil	16 038	5,9
Saint-Jean-sur-Richelieu	8 715	3,2
Valleyfield	8 433	3,1
Yamaska	12 398	4,6
Total partiel	*45 584*	*16,9*
Abitibi-Témiscamingue	6 708	2,5
Bas-Saint-Laurent	9 120	3,4
Capitale-Nationale	23 919	8,9
Chaudière-Appalaches	16 294	6,0
Côte-Nord	4 062	1,5
Estrie	11 434	4,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 824	1,8
Lanaudière	15 215	5,6
Laurentides	18 976	7,0
Laval	11 219	4,2
Mauricie et Centre-du-Québec	19 038	7,0
Outaouais	9 194	3,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11 214	4,1
Total partiel	161 217	*59,7*
Total	**270 231**	**100**

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 10.5
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection et des dossiers de promotion créés en 2014 selon la direction régionale

	Dossiers d'intervention		Dossiers de promotion	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	1 685	9,7	8	7,8
Île-de-Montréal–2	1 117	6,4	4	3,9
Île-de-Montréal–3	1 185	6,8	0	0,0
Total partiel	*3 987*	*23,0*	*12*	*11,7*
Longueuil	733	4,2	3	2,9
Saint-Jean-sur-Richelieu	591	3,4	1	1,0
Valleyfield	278	1,6	0	0,0
Yamaska	755	4,4	0	0,0
Total partiel	*2 357*	*13,6*	*4*	*3,9*
Abitibi-Témiscamingue	710	4,1	1	1,0
Bas-Saint-Laurent	531	3,1	4	3,9
Capitale-Nationale	1 157	6,7	20	19,4
Chaudière-Appalaches	945	5,5	1	1,0
Côte-Nord	500	2,9	25	24,3
Estrie	777	4,5	13	12,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	340	2,0	0	0,0
Lanaudière	689	4,0	4	3,9
Laurentides	1 444	8,3	5	4,9
Laval	758	4,4	0	0,0
Mauricie et Centre-du-Québec	1 146	6,6	6	5,8
Outaouais	929	5,4	4	3,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 068	6,2	4	3,9
Total partiel	*10 994*	*63,4*	*87*	*84,5*
Total	**17 338**	**100**	**103**	**100**

Tableau 10.6
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2014
selon la direction régionale

	Visites		Dérogations	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	3 482	9,8	5 437	7,5
Île-de-Montréal–2	2 694	7,6	6 893	9,5
Île-de-Montréal–3	2 563	7,2	5 779	8,0
Total partiel	*8 739*	*24,5*	*18 109*	*24,9*
Longueuil	1 898	5,3	4 865	6,7
Saint-Jean-sur-Richelieu	1 045	2,9	2 667	3,7
Valleyfield	616	1,7	1 736	2,4
Yamaska	1 937	5,4	4 310	5,9
Total partiel	*5 496*	*15,4*	*13 578*	*18,7*
Abitibi-Témiscamingue	1 703	4,8	2 829	3,9
Bas-Saint-Laurent	978	2,7	2 495	3,4
Capitale-Nationale	2 601	7,3	4 269	5,9
Chaudière-Appalaches	2 072	5,8	4 879	6,7
Côte-Nord	947	2,7	2 241	3,1
Estrie	1 452	4,1	2 270	3,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	616	1,7	1 262	1,7
Lanaudière	1 183	3,3	2 363	3,3
Laurentides	2 503	7,0	4 503	6,2
Laval	1 639	4,6	4 044	5,6
Mauricie et Centre-du-Québec	2 358	6,6	3 948	5,4
Outaouais	1 364	3,8	2 123	2,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 978	5,5	3 662	5,0
Indéterminée	26	0,1	23	0,0
Total partiel	*21 420*	*60,1*	*40 911*	*56,4*
Total	**35 655**	**100**	**72 598**	**100**

Tableau 10.7
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2014
selon la direction régionale

	Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	617	13,2	972	21,1
Île-de-Montréal–2	170	3,6	162	3,5
Île-de-Montréal–3	192	4,1	69	1,5
Total partiel	*979*	*20,9*	*1 203*	*26,1*
Longueuil	294	6,3	393	8,5
Saint-Jean-sur-Richelieu	184	3,9	173	3,8
Valleyfield	105	2,2	89	1,9
Yamaska	377	8,1	216	4,7
Total partiel	*960*	*20,5*	*871*	*18,9*
Abitibi-Témiscamingue	194	4,2	72	1,6
Bas-Saint-Laurent	224	4,8	206	4,5
Capitale-Nationale	215	4,6	216	4,7
Chaudière-Appalaches	434	9,3	413	9,0
Côte-Nord	111	2,4	86	1,9
Estrie	127	2,7	93	2,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	40	0,9	30	0,7
Lanaudière	164	3,5	188	4,1
Laurentides	405	8,7	489	10,6
Laval	218	4,7	261	5,7
Mauricie et Centre-du-Québec	254	5,4	214	4,6
Outaouais	84	1,8	101	2,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	252	5,4	168	3,6
Indéterminée	13	0,3	0	0,0
Total partiel	*2 735*	*58,5*	*2 537*	*55,0*
Total	**4 674**	**100**	**4 611**	**100**

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Pour joindre la CSST, un seul numéro : **1 866 302-CSST (2778)**

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
33, rue Gamble O.
Rouyn-Noranda
(Québec) J9X 2R3
Téléc. : 819 762-9325

2e étage
1185, rue Germain
Val-d'Or
(Québec) J9P 6B1
Téléc. : 819 874-2522

BAS-SAINT-LAURENT
180, rue des Gouverneurs
Case postale 2180
Rimouski
(Québec) G5L 7P3
Téléc. : 418 725-6237

CAPITALE-NATIONALE
425, rue du Pont
Case postale 4900
Succ. Terminus
Québec
(Québec) G1K 7S6
Téléc. : 418 266-4015

CHAUDIÈRE-APPALACHES
835, rue de la Concorde
Lévis
(Québec) G6W 7P7
Téléc. : 418 839-2498

CÔTE-NORD
Bureau 236
700, boul. Laure
Sept-Îles
(Québec) G4R 1Y1
Téléc. : 418 964-3959

235, boul. La Salle
Baie-Comeau
(Québec) G4Z 2Z4
Téléc. : 418 294-7325

ESTRIE
Place Jacques-Cartier
Bureau 204
1650, rue King O.
Sherbrooke
(Québec) J1J 2C3
Téléc. : 819 821-6116

GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE
163, boul. de Gaspé
Gaspé
(Québec) G4X 2V1
Téléc. : 418 368-7855

200, boul. Perron O.
New Richmond
(Québec) G0C 2B0
Téléc. : 418 392-5406

ÎLE-DE-MONTRÉAL
1, complexe Desjardins
Tour Sud, 31e étage
Case postale 3
Succ. Place-Desjardins
Montréal
(Québec) H5B 1H1
Téléc. : 514 906-3200

LANAUDIÈRE
432, rue De Lanaudière
Case postale 550
Joliette
(Québec) J6E 7N2
Téléc. : 450 756-6832

LAURENTIDES
6e étage
85, rue De Martigny O.
Saint-Jérôme
(Québec) J7Y 3R8
Téléc. : 450 432-1765

LAVAL
1700, boul. Laval
Laval
(Québec) H7S 2G6
Téléc. : 450 668-1174

LONGUEUIL
25, boul. La Fayette
Longueuil
(Québec) J4K 5B7
Téléc. : 450 442-6373

MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC
Bureau 200
1055, boul. des Forges
Trois-Rivières
(Québec) G8Z 4J9
Téléc. : 819 372-3286

OUTAOUAIS
15, rue Gamelin
Case postale 1454
Gatineau
(Québec) J8X 3Y3
Téléc. : 819 778-8699

SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN
Place du Fjord
901, boul. Talbot
Case postale 5400
Saguenay
(Québec) G7H 6P8
Téléc. : 418 545-3543

Complexe du Parc
6e étage
1209, boul. du Sacré-Cœur
Case postale 47
Saint-Félicien
(Québec) G8K 2P8
Téléc. : 418 679-5931

SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
145, boul. Saint-Joseph
Case postale 100
Saint-Jean-sur-Richelieu
(Québec) J3B 6Z1
Téléc. : 450 359-1307

VALLEYFIELD
9, rue Nicholson
Salaberry-de-Valleyfield
(Québec) J6T 4M4
Téléc. : 450 377-8228

YAMASKA
2710, rue Bachand
Saint-Hyacinthe
(Québec) J2S 8B6
Téléc. : 450 773-8126

Pour obtenir la liste de nos coordonnées la plus à jour, consultez notre site Web au

www.csst.qc.ca/nous_joindre

DC200-1046-22 (2015-09)



Statistiques annuelles

2015

Commission des normes, de l'équité,
de la santé et de la sécurité du travail
cnesst.gouv.qc.ca

CNESST

Statistiques annuelles

2015

Le document Statistiques annuelles 2015
a été préparé par le Centre de la statistique et de l'information de gestion,
Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information

Directrice de la comptabilité et de la gestion de l'information
Danielle Lamarche

Directeur du Centre de la statistique et de l'information de gestion
Jacques Aubin, par intérim

Responsable du projet et réalisation
Sylvie Blouin

Collaboration
Julie Provencher et Pascal Gélinas du Centre de la statistique et de l'information de gestion

Conception de la page couverture
Direction des communications et des relations publiques

Impression
Imprimerie de la CNESST

Reproduction autorisée avec mention de la source.

Pour tout renseignement sur le contenu, s'adresser au
Centre de la statistique et de l'information de gestion,
Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
524, rue Bourdages
C.P. 1200, terminus postal
Québec (Québec) G1K 7E2

© Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail du Québec, 2016
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2016
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2016
ISBN 978-2-550-76934-7 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-76935-4 (PDF)

Octobre 2016
www.cnesst.gouv.qc.ca

Table des matières

Liste des tableaux et graphiques **5**

Introduction **13**

Section 1 **Informations générales** **17**

Section 2 **Volet financier des programmes de réparation** **31**

Section 3 **Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*** **51**

Section 4 **Prévention-inspection** **59**

Section 5 **Financement** **71**

Section 6 **Processus de contestation** **83**

Section 7 **Volet statistique des programmes de réparation** **91**

Section 8 **Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*** **115**

Section 9 **Statistiques selon le secteur d'activité économique** **127**

Section 10 **Statistiques selon la direction régionale** **145**

Liste des tableaux et graphiques

Section 1 Informations générales

Tableau 1.1 Informations générales sur les lésions professionnelles et le programme *Pour une maternité sans danger* 23

Tableau 1.2 Informations générales sur la prévention-inspection 24

Tableau 1.3 Informations générales sur le financement 25

Tableau 1.4 Informations générales sur le processus de contestation 26

Tableau 1.5 Informations générales sur l'état des résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) 27

Graphique 1.1 Répartition relative des produits du FSST en 2015 28

Graphique 1.2 Répartition relative des charges du FSST en 2015 29

Section 2 Volet financier des programmes de réparation

Tableau 2.1 Répartition des lésions professionnelles avec paiement en 2015 selon la catégorie de prestation 37

Tableau 2.2 Répartition des prestations des lésions professionnelles avec paiement en 2015 selon l'année de la lésion professionnelle et la catégorie de prestation 38

Tableau 2.3 Répartition des lésions professionnelles indemnisées en 2015 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 39

Tableau 2.4 Répartition des lésions professionnelles avec des frais d'assistance médicale en 2015 selon la catégorie de frais d'assistance médicale et la catégorie de la lésion professionnelle 40

Tableau 2.5 Répartition des lésions professionnelles avec des frais de réadaptation en 2015 selon la catégorie de frais de réadaptation et la catégorie de la lésion professionnelle 41

Tableau 2.6 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2015 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu et la catégorie de la lésion professionnelle 42

Tableau 2.7 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2015 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 43

Tableau 2.8 Répartition du total des jours indemnisés pour les lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2015 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu, l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 44
Tableau 2.9 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2015 selon la catégorie d'indemnité pour préjudice corporel et la catégorie de la lésion professionnelle 45
Tableau 2.10 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2015 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 46
Tableau 2.11 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour incapacité permanente en 2015 selon la catégorie d'indemnité pour incapacité permanente 47
Tableau 2.12 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2015 selon la catégorie d'indemnités de décès et la catégorie de la lésion professionnelle 48
Tableau 2.13 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2015 selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle 49
Graphique 2.1 Répartition relative des prestations des programmes de réparation en 2015 50

Section 3 Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*

Tableau 3.1 Répartition des réclamations traitées en 2015 selon l'année de l'événement et la catégorie du retrait 55
Tableau 3.2 Répartition des réclamations traitées en 2015 selon la catégorie de prestation et la catégorie du retrait 56
Graphique 3.1 Répartition relative des prestations du programme *Pour une maternité sans danger* en 2015 57

Section 4 Prévention-inspection

Tableau 4.1 Répartition des dépenses en matière de prévention en 2015 selon la catégorie de dépense 65
Tableau 4.2 Répartition des dossiers d'intervention créés en 2015 selon le type d'intervention 66
Tableau 4.3 Répartition des dossiers de promotion créés en 2015 selon le genre d'activité de promotion 67

Tableau 4.4 Employeurs, établissements, chantiers de construction et autres lieux visités en 2015 68
Tableau 4.5 Décisions prises en 2015 selon le type de décision 69
Graphique 4.1 Répartition relative des dépenses en matière de prévention en 2015 70

Section 5 Financement

Tableau 5.1 Répartition du taux moyen de cotisation décrété par 100 $ de masse salariale assurable en 2015 selon la composante du taux de cotisation 75
Tableau 5.2a Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2015 selon le mode de tarification de l'employeur 76
Tableau 5.2b Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2015 selon le degré de personnalisation des employeurs au taux personnalisé 76
Tableau 5.3 Répartition des dossiers d'expérience, des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2015 selon la catégorie de tarification du dossier d'expérience 77
Tableau 5.4a Répartition des mutuelles de prévention et des employeurs membres d'une mutuelle selon l'année d'adhésion à la mutuelle 78
Tableau 5.4b Données financières et répartition des mutuelles de prévention ouvertes pour 2014 et 2015 selon le nombre d'employeurs membres d'une mutuelle 78
Graphique 5.1 Répartition relative du taux moyen de cotisation décrété en 2015 selon la composante du taux de cotisation 79
Graphique 5.2 Répartition relative des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2015 selon le mode de tarification de l'employeur 80
Graphique 5.3 Répartition relative des dossiers d'expérience, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2015 selon le secteur de tarification 81
Graphique 5.4 Répartition relative de la masse salariale de 2015 des employeurs membres d'une mutuelle en 2015, selon le secteur d'activité économique principal 82

Section 6 Processus de contestation

Tableau 6.1 Répartition des demandes inscrites par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2015 selon le domaine d'intervention 87

Tableau 6.2 Répartition des décisions rendues par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2015 selon le demandeur 88

Tableau 6.3 Répartition des plaintes reçues et des plaintes finalisées en 2015 selon l'article de loi concerné par le recours 89

Section 7 Volet statistique des programmes de réparation

Tableau 7.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2015 et acceptés selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 95

Tableau 7.2 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2015 et acceptés selon les caractéristiques des bénéficiaires et la catégorie de la lésion professionnelle 96

Tableau 7.3 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2015 et acceptés selon le siège de la lésion et l'âge du travailleur à l'accident 97

Tableau 7.4 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2015 et acceptés selon le genre d'accident ou d'exposition 98

Tableau 7.5 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2015 et acceptés selon la nature de la lésion 99

Tableau 7.6a Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2015 et acceptés selon l'agent causal de la lésion 100

Tableau 7.6b Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2015 et acceptés selon l'agent causal secondaire 100

Tableau 7.7 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2015 et acceptés selon la profession du travailleur et la catégorie de la lésion professionnelle 101

Tableau 7.8 Répartition des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2015 et acceptés selon la nature de la maladie et l'âge du travailleur à la maladie 102

Tableau 7.9 Répartition des décès pour l'année 2015 selon la catégorie de prestation et la catégorie de la lésion professionnelle 103

Tableau 7.10 Répartition des décès pour l'année 2015 selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle 104

Tableau 7.11 Répartition des décès pour l'année 2015 selon les caractéristiques des travailleurs décédés et la catégorie de la lésion professionnelle 105
Tableau 7.12 Répartition des décès pour l'année 2015 pour accident du travail selon le siège de la lésion 106
Tableau 7.13 Répartition des décès pour l'année 2015 pour accident du travail selon le genre d'accident ou d'exposition 107
Tableau 7.14a Répartition des décès pour l'année 2015 pour accident du travail selon l'agent causal de la lésion 108
Tableau 7.14b Répartition des décès pour l'année 2015 pour accident du travail selon l'agent causal secondaire 108
Tableau 7.15 Répartition des décès pour l'année 2015 selon la profession du travailleur au décès 109
Tableau 7.16 Répartition des décès pour l'année 2015 pour maladie professionnelle selon la nature de la maladie 110
Tableau 7.17 Répartition des décès pour l'année 2015 pour maladie professionnelle selon le genre d'accident ou d'exposition 111
Graphique 7.1 Répartition relative des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2015 et acceptés selon l'âge du travailleur à la lésion professionnelle 112
Graphique 7.2 Répartition relative des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2015 et acceptés selon le siège de la lésion 113
Graphique 7.3 Répartition relative des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2015 et acceptés selon la nature de la maladie 114

Section 8 Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*

Tableau 8.1 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2015 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait 119

Tableau 8.2 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2015 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation 120

Tableau 8.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2015 et acceptées selon la nature de l'agresseur et la catégorie du retrait 121

Tableau 8.4 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2015 et acceptées selon la profession de la travailleuse et la catégorie du retrait 122

Graphique 8.1 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2015 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait 123

Graphique 8.2 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2015 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation 124

Graphique 8.3 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2015 et acceptées selon la nature de l'agresseur 125

Section 9 Statistiques selon le secteur d'activité économique

Tableau 9.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2015 et acceptés selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle 130

Tableau 9.2 Répartition des décès pour l'année 2015 selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle 132

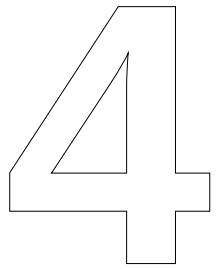
Tableau 9.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2015 et acceptées selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait 134

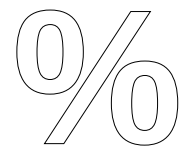
Tableau 9.4 Répartition des établissements actifs en 2015 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 136

Tableau 9.5 Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2015 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 138
Tableau 9.6 Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2015 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 140
Tableau 9.7 Répartition des décisions prises lors des interventions de 2015 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 142

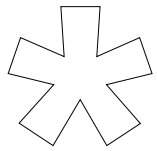
Section 10 Statistiques selon la direction régionale

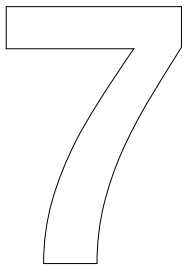
Tableau 10.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2015 et acceptés selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle 149
Tableau 10.2 Répartition des décès pour l'année 2015 selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle 150
Tableau 10.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2015 et acceptées selon la direction régionale et la catégorie du retrait 151
Tableau 10.4 Répartition des établissements actifs en 2015 selon la direction régionale 152
Tableau 10.5 Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection et des dossiers de promotion créés en 2015 selon la direction régionale 153
Tableau 10.6 Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2015 selon la direction régionale 154
Tableau 10.7 Répartition des décisions prises lors des interventions de 2015 selon la direction régionale 155





Introduction





Notes explicatives

À noter : Depuis le 1er janvier 2016, la Commission des normes du travail, la Commission de l'équité salariale et la Commission de la santé et de la sécurité du travail sont regroupées pour créer la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST). L'appellation CSST est utilisée ici, puisqu'on y présente les informations relatives à l'année 2015.

Contenu

La publication Statistiques annuelles présente des tableaux et graphiques qui permettent de détailler certaines informations relatives aux principales fonctions de la Commission de la santé et de la sécurité du travail et à sa clientèle.

Cette publication est constituée de dix sections : Informations générales, Volet financier des programmes de réparation, Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*, Prévention-inspection, Financement, Processus de contestation, Volet statistique des programmes de réparation, Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*, Statistiques selon le secteur d'activité économique et Statistiques selon la direction régionale.

Les informations relatives aux décisions rendues et à la description de la lésion (nature de la lésion, siège de la lésion, genre d'accident ou d'exposition, agent causal et agent causal secondaire de la lésion) reflètent l'image des fichiers informatiques au 1er mars suivant l'année de référence. Les informations traitant de prévention, de contestation et de décès reflètent l'image des fichiers informatiques au 31 décembre de l'année de référence. Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives au financement ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires. Pour cette raison, ces informations ont été lues au 30 juin de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année de référence.

Structure

Toutes les sections ont une structure similaire : une description des informations présentées, des notes explicatives, et une série de tableaux et graphiques.

Particularité de certaines données

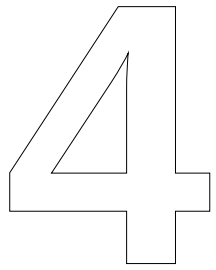
1) Employeurs tenus personnellement au paiement des prestations

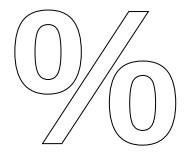
Les tableaux présentant les dossiers indemnisés excluent les dossiers pour des lésions survenues chez les employeurs tenus personnellement au paiement des prestations. Les tableaux présentant les dossiers ouverts les incluent, et leur nombre est précisé dans la note explicative accompagnant le tableau.

2) Données relatives aux décès

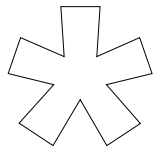
Les décès présentés dans les tableaux répondent aux critères suivants :
- ils ont été inscrits au cours de l'année de référence;
- ils sont la conséquence d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle enregistré à la CSST;
- la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année de référence. Les décès présentés ne sont pas nécessairement survenus au cours de l'année de référence.

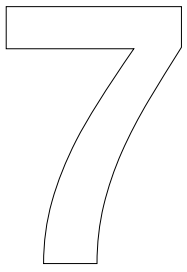
Ces critères permettent de retenir seulement les décès indemnisables par les différentes lois appliquées par la CSST. Certains travailleurs, comme par exemple un employeur décédé qui n'était pas inscrit à la CSST ou un travailleur qui avait un emploi non couvert par les différents régimes administrés par la CSST, sont exclus des statistiques sur les décès.





Section 1
Informations générales





Description

Lorsqu'un travailleur est victime d'un accident du travail, l'employeur ou son représentant doit être prévenu dès que possible. Quand le travailleur n'est pas en mesure de le faire lui-même, un collègue de travail, son délégué syndical ou une autre personne disponible peut s'en charger pour lui.

Le travailleur doit recevoir rapidement les premiers soins nécessaires. Si son état le justifie, il sera transporté dans un établissement de santé ou chez un médecin de son choix, ou à son domicile. C'est à l'employeur de payer ou de rembourser les frais de ce transport.

Dans le cas d'un accident mineur qui ne rend pas le travailleur incapable d'occuper son emploi au-delà de la journée où la lésion s'est manifestée, il n'y a pas lieu d'avertir la CSST. L'employeur doit payer au travailleur son salaire habituel pour la partie de la journée où il n'a pu travailler à cause de sa lésion. Toutefois, la loi exige l'enregistrement de cet accident dans un registre que signe le travailleur.

Par contre, si un travailleur est incapable d'exercer son travail au-delà de cette journée, la CSST doit en être avisée. Le travailleur doit alors remettre à son employeur une attestation médicale. C'est le médecin du travailleur qui lui fournit cette attestation, où il inscrit son diagnostic et la durée probable de l'absence. L'employeur doit indemniser le travailleur pendant les quatorze premiers jours civils d'absence et faire parvenir à la CSST une demande de remboursement. Elle correspond à 90 % du salaire net du travailleur, jusqu'à concurrence du salaire maximum assurable, pour chaque jour ou partie de jour où il aurait normalement travaillé. Si le travailleur est absent pendant plus de quatorze jours, il doit produire lui-même une demande à la CSST. Le travailleur doit remplir le formulaire *Réclamation du travailleur*, en envoyer un exemplaire à la direction régionale de la CSST la plus près de chez lui et en remettre un exemplaire à son employeur. La CSST lui verse directement son indemnité de remplacement du revenu. Le travailleur a le droit de réintégrer son emploi ou un emploi équivalent dès qu'il redevient capable de l'exercer. S'il en est incapable, l'employeur doit lui offrir le premier emploi convenable disponible dans un de ses établissements.

S'il s'agit d'un accident grave ayant causé des blessures sérieuses à un ou plusieurs travailleurs ou entraîné leur décès, l'employeur doit le signaler immédiatement à la CSST afin qu'un inspecteur puisse entreprendre une enquête.

Il se peut qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un travailleur subisse une atteinte permanente à son intégrité physique ou psychique. Il a alors droit à une indemnité forfaitaire pour préjudice corporel.

Tous les frais d'assistance médicale reliés à une lésion professionnelle sont à la charge de la CSST. Celle-ci paie les services donnés par les médecins, les dentistes, les optométristes et, sur ordonnance, ceux du personnel paramédical, notamment les physiothérapeutes,

les ergothérapeutes et les chiropraticiens. De plus, elle paie les médicaments et les soins hospitaliers, de même que le prix des orthèses et des prothèses lorsqu'elles sont prescrites.

Le médecin choisi par un travailleur pour le prendre en charge joue un rôle extrêmement important tout au long du processus d'indemnisation et de réadaptation. Ses rapports sont déterminants et la CSST, dans ses décisions, est liée par son avis sur plusieurs points : le diagnostic, la date ou la période prévisible de consolidation de la lésion et la nature, la nécessité, la quantité ou la durée des soins ou des traitements administrés ou prescrits. De plus, c'est le médecin qui détermine les séquelles et les limitations fonctionnelles pouvant résulter d'une lésion et qui établit l'existence ou le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique du travailleur.

Les demandes de prestations sont faites en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*[1] ou de la *Loi* (fédérale) *sur l'indemnisation des agents de l'État*.

La marche à suivre dans le cas d'une maladie professionnelle est sensiblement la même que celle décrite dans le cas des accidents du travail.

Notes explicatives

Lésion ou réclamation avec paiement

Une lésion (réclamation, dans le cas du programme *Pour une maternité sans danger*) est « avec paiement » pour une année donnée si des transactions monétaires ont été effectuées pendant cette année.

Lésion indemnisée

Une lésion est indemnisée pour une année donnée si des montants ont été versés sous forme d'indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès, pendant cette année.

[1] Pour les dossiers de lésions survenues avant le 19 août 1985, les demandes de prestations ont été faites en vertu de la *Loi sur les accidents du travail* ou de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières.*

Dossier ouvert

Un dossier est ouvert pour une année donnée si un accident du travail ou une maladie professionnelle a été inscrit entre le 1er janvier et le 31 décembre de cette année. L'inscription est réalisée sur réception :

- d'une demande de remboursement des quatorze premiers jours par l'employeur;
- d'une demande du travailleur dans le but de recevoir de l'indemnité de remplacement du revenu de la CSST à compter du quinzième jour d'absence;
- d'une déclaration d'un décès relié à un accident du travail ou une maladie professionnelle par l'employeur ou par la famille du défunt;
- d'une demande de remboursement de frais d'assistance médicale (selon le montant de remboursement demandé, il peut ne pas y avoir de dossier ouvert).

Il est à noter qu'il ne faut pas confondre l'année où survient la lésion professionnelle et l'année d'ouverture du dossier. Une lésion peut être déclarée à la CSST un certain temps après que se soit produit l'accident du travail ou manifestée la maladie professionnelle.

Dossier « accepté » et « autre »

Un dossier est *accepté* lorsque la dernière décision inscrite au 1er mars de l'année suivant la lésion est « demande d'indemnisation acceptée » ou dossier avec frais seulement.

Un dossier est classé *autre* lorsque au 1er mars de l'année suivant la lésion, la décision est : « demande d'indemnisation refusée » ou « en suspens et en attente d'une décision ».

Décès

Un décès est comptabilisé si, au 31 décembre de l'année visée, il est en relation avec la lésion professionnelle et que la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; il peut être accepté avec ou sans indemnités de décès.

Notes: les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ont été retirées du tableau 1.2, puisqu'elles ne sont plus disponibles.

À compter de l'année 2009, la CSST a révisé son estimation du nombre de travailleurs couverts par le régime. Le nombre présenté maintenant correspond au nombre total de travailleurs en emploi au Québec, duquel on soustrait une estimation du nombre de travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés à la CSST.

À signaler, entre 2014 et 2015 :

- Dossiers ouverts et acceptés
  - Baisse de 0,7 % des accidents du travail
  - Hausse de 2,2 % des maladies professionnelles

- Décès
  - Hausse de 21,1 % des accidents du travail
  - Hausse de 18,7 % des maladies professionnelles

- Programme Pour une maternité sans danger (PMSD)
  - Légère baisse, de 0,1 %, des réclamations acceptées

- Hausse de 1,6 % du nombre de travailleurs couverts

- Hausse de 0,4 % des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés

Tableau 1.1

Informations générales sur les lésions professionnelles et le programme *Pour une maternité sans danger*

				2015	2014
Lésions professionnelles	• Avec paiement[1]	> Nombre de lésions professionnelles (LAT)		**13 636**	14 436
		> Nombre d'accidents du travail (LATMP)		**194 571**	194 089
		> Nombre de maladies professionnelles (LATMP)		**61 382**	55 336
		> Nombre total de lésions professionnelles		***269 589***	*263 861*
	• Indemnisées[2]	> Nombre de lésions professionnelles (LAT)		**9 504**	10 120
		> Nombre d'accidents du travail (LATMP)		**129 752**	130 991
		> Nombre de maladies professionnelles (LATMP)		**11 375**	11 268
		> Nombre total de lésions professionnelles		***150 631***	*152 379*
	• Dossiers ouverts[3]	> Nombre d'accidents du travail	» Acceptés[4]	**81 765**	82 321
			» Autres[5]	**15 696**	15 569
			» *Total*	***97 461***	*97 890*
		> Nombre de maladies professionnelles	» Acceptés[4]	**5 853**	5 725
			» Autres[5]	**7 244**	6 093
			» *Total*	***13 097***	*11 818*
		> Nombre total de lésions professionnelles	» Acceptés[4]	***87 618***	*88 046*
			» Autres[5]	***22 940***	*21 662*
			» *Total*	***110 558***	*109 708*
	• Décès[6]	> Nombre d'accidents du travail		**69**	57
		> Nombre de maladies professionnelles		**127**	107
		> Nombre total de lésions professionnelles		***196***	*164*
Programme *Pour une maternité sans danger*		• Nombre de réclamations avec paiement[7]		**44 951**	45 311
		• Nombre de réclamations inscrites[8]	> Acceptées[9]	**33 058**	33 097
			> Autres[10]	**2 407**	2 028
			> Total	***35 465***	*35 125*

1. Lésions professionnelles avec des transactions monétaires pendant l'année visée. En 2015, 1 dossier a été payé selon la LAT et la LATMP; en 2014, cette situation touche 1 dossier.
2. Lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès.
3. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; avec ou sans paiement; incluant 2 541 dossiers d'employeurs non assurés pour 2015 et 2 403 dossiers pour 2014.
4. Dossiers pour lesquels, au 1er mars de l'année suivante, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée » ou dossiers avec frais seulement.
5. Dossiers pour lesquels, au 1er mars de l'année suivante, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation refusée », « en suspens » ou « inconnue ».
6. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; décès acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés pour 2015 et 3 dossiers pour 2014.
7. Réclamations avec des transactions monétaires pendant l'année visée.
8. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; avec ou sans paiement; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés pour 2015 et 8 dossiers pour 2014.
9. Demandes acceptées au 1er mars de l'année suivante.
10. Demandes refusées ou en attente d'une décision au 1er mars de l'année suivante.

Tableau 1.2
Informations générales sur la prévention-inspection

	2015	2014
Estimation du nombre total de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail[1]	**3 814 606**	3 754 690
Nombre d'établissements[2]	**272 315**	270 231
Nombre de dossiers d'intervention en prévention-inspection créés	**17 338**	17 338
Paiements pour les services de santé au travail (en '000 de $)	**69 459**	70 073
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (en '000 de $)	**24 503**	22 252
Subventions aux associations sectorielles paritaires (en '000 de $)	**20 992**	20 207
Subventions aux associations syndicales et patronales (en '000 de $)	**11 472**	11 496
Autres subventions (en '000 de $)	**281**	335

1. Sources : CANSIM, Statistique Canada, Enquête sur la population active; Revenu Québec.
   Le nombre présenté correspond au nombre total de travailleurs en emploi duquel on retranche une estimation des travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés par la CSST.
2. Les établissements qui n'ont été ouverts que durant une partie de l'année de référence sont compris.

Tableau 1.3
Informations générales sur le financement

	2015	2014
Employeurs[1]	**224 919**	225 926
Nombre de dossiers d'employeurs ayant déclaré une masse salariale[2]	**203 477**	202 697
Nombre de dossiers d'expérience[2]	**259 927**	258 724
Masse salariale assurable (en milliards de $)[3]	**135,2**	133,4
Cotisation des employeurs (en millions de $)[4]	**2 697,5**	2 757,4
Taux moyen de cotisation décrété (en $)	**1,94**	2,02
Salaire maximum annuel assurable (en $)	**70 000**	69 000
Salaire annuel moyen des travailleurs québécois (en $)[5]	**44 341**	43 227

**Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives aux employeurs ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires.*

1. Nombre de dossiers d'employeurs ouverts pendant au moins une journée au cours de l'année présentée, qu'une masse salariale leur soit associée ou non.
   Ce nombre correspond au total des employeurs réguliers et des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations (ETP).
2. Dossiers associés à des employeurs ayant déclaré une masse salariale pour l'année visée, au 30 juin de l'année suivante.
3. Masse salariale assurable définitive ou estimée pour l'année visée inscrite dans les fichiers de la CSST au 30 juin de l'année suivante.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 135,0 milliards de dollars en 2015 et à 132,5 milliards de dollars en 2014.
4. Cotisations reçues au 30 juin de l'année suivante pour l'année visée seulement.
   Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année visée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année visée.
   Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 569,6 millions de dollars en 2015 et à 2 590,5 millions de dollars en 2014.
5. Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail.
   Rémunération hebdomadaire moyenne, ramenée sur une base annuelle; estimation non désaisonnalisée.
   Estimation excluant le temps supplémentaire, pour l'ensemble des employés (employés à salaire fixe et salariés rémunérés à l'heure).

Tableau 1.4
Informations générales sur le processus de contestation

		2015	2014
Recours et conciliation	**Article 32 LATMP**		
	• Nombre de plaintes reçues	**1 910**	1 877
	• Nombre de plaintes finalisées	**1 834**	1 911
	Article 227 LSST		
	• Nombre de plaintes reçues	**388**	425
	• Nombre de plaintes finalisées	**516**	486
	Article 245 LATMP		
	• Nombre de demandes reçues	**0**	0
	• Nombre de demandes finalisées	**0**	0
	Total		
	• Nombre de plaintes reçues	***2 298***	***2 302***
	• Nombre de plaintes finalisées	***2 350***	***2 397***

		2015	2014
Révision	**Direction de la révision administrative**		
	• Nombre de demandes inscrites	**52 692**	48 801
	• Nombre de décisions rendues	**45 345**	42 880
	• Nombre de dossiers clos [1]	**51 243**	48 082

1. L'écart entre le nombre de dossiers clos et le nombre de décisions rendues s'explique par les désistements, les cas de fermeture administrative et les cas d'absence de juridiction.

Note - Données de l'année présentée observées avec deux mois de maturité.

Tableau 1.5

Informations générales sur l'état des résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) (en '000 de $)

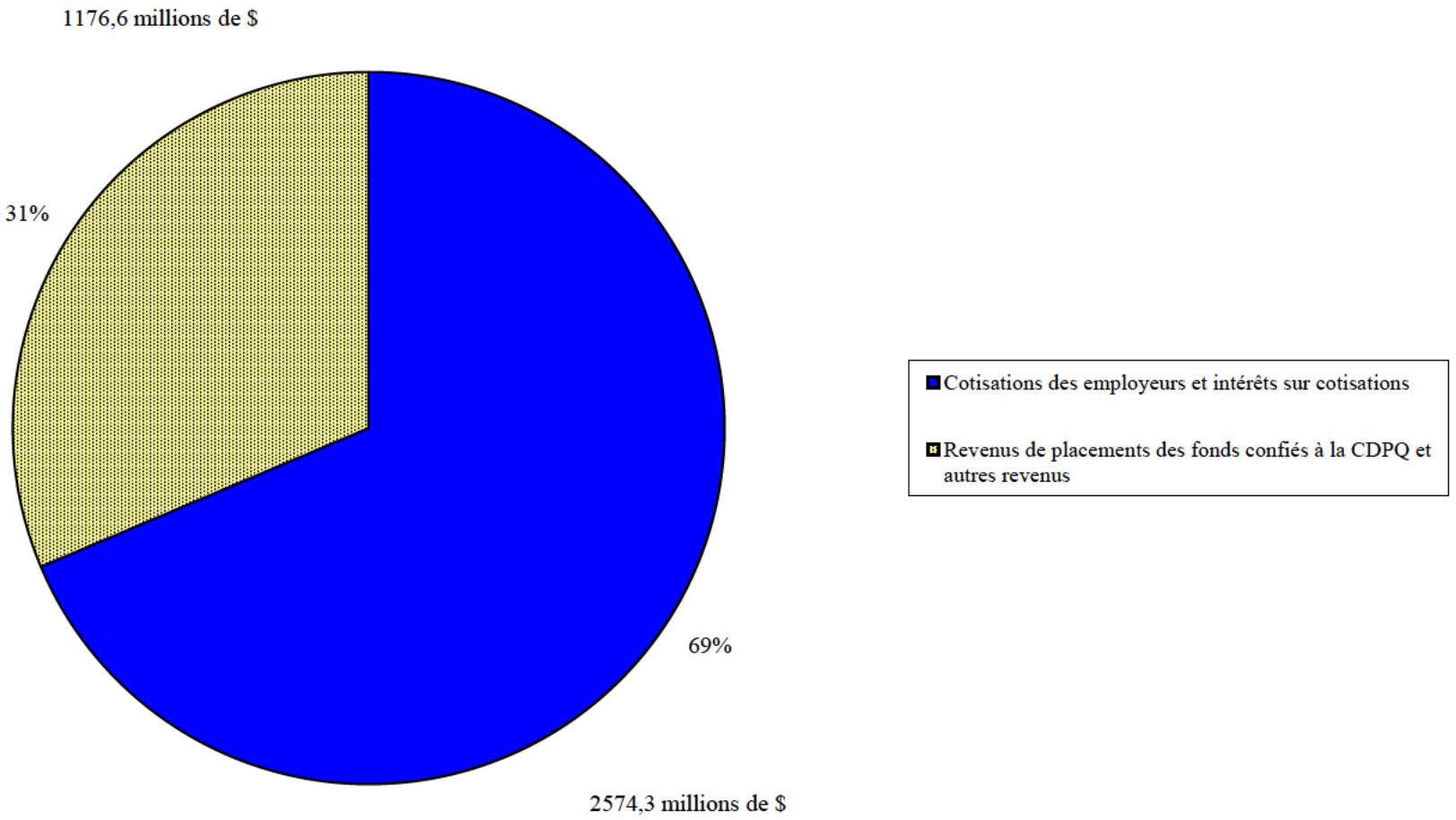
		2015	2014
Produits	• Cotisations des employeurs et intérêts sur cotisations	**2 574 284**	2 597 580
	• Revenus de placements des fonds confiés à la CDPQ	**1 161 150**	1 435 836
	• Autres[1]	**15 470**	14 956
	• *Total*	***3 750 904***	*4 048 372*
Charges	• Programmes de réparation		
	> Prestations	**1 926 688**	1 942 157
	> Variation du passif actuariel	**78 370**	701 915
	> *Total*	***2 005 058***	***2 644 072***
	• Programme *Pour une maternité sans danger*		
	> Prestations	**231 922**	233 423
	> Variation du passif actuariel	**373**	174
	> *Total*	***232 295***	*233 597*
	• Subventions accordées pour des programmes de prévention	**126 707**	124 363
	• Charges administratives[1]		
	> Frais d'administration	**414 173**	395 038
	> Charges financières	**5 666**	3 964
	> Variation du passif actuariel	**(3 557)**	28 457
	> *Total*	***416 282***	427 459
	• Financement de tribunaux administratifs		
	> Contributions au financement de tribunaux administratifs rechargées par la CSST	**62 252**	62 823
	> Variation du passif actuariel	**(2 815)**	2 857
	> *Total*	***59 437***	65 680
	• Créances douteuses rechargées par la CSST	**15 235**	12 963
	• *Total*	***2 855 014***	*3 508 134*
Résultat net et résultat global		**895 890**	540 238
composé de	Résultat relatif à l'application de la politique de capitalisation	**37 531**	100 373
	Surplus (Déficit) relatif au taux de rendement réel	**484 545**	781 796
	Variations des obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées[2]	**(3 708)**	(682 867)
	Surplus (Déficit) des opérations de l'exercice courant	**377 522**	340 936
Actif		**14 999 623**	14 005 387
Passif		**14 177 157**	14 078 811
(Déficit) Surplus cumulé		**822 466**	(73 424)
Niveau de capitalisation[3]		**105,8%**	99,5%

1. À partir de l'exercice 2014, les charges financières, auparavant présentées en déduction des autres produits, sont maintenant présentées distinctement. Les frais d'administration et les charges financières sont maintenant présentés sous le poste « Charges administratives » à l'État du résultat global.

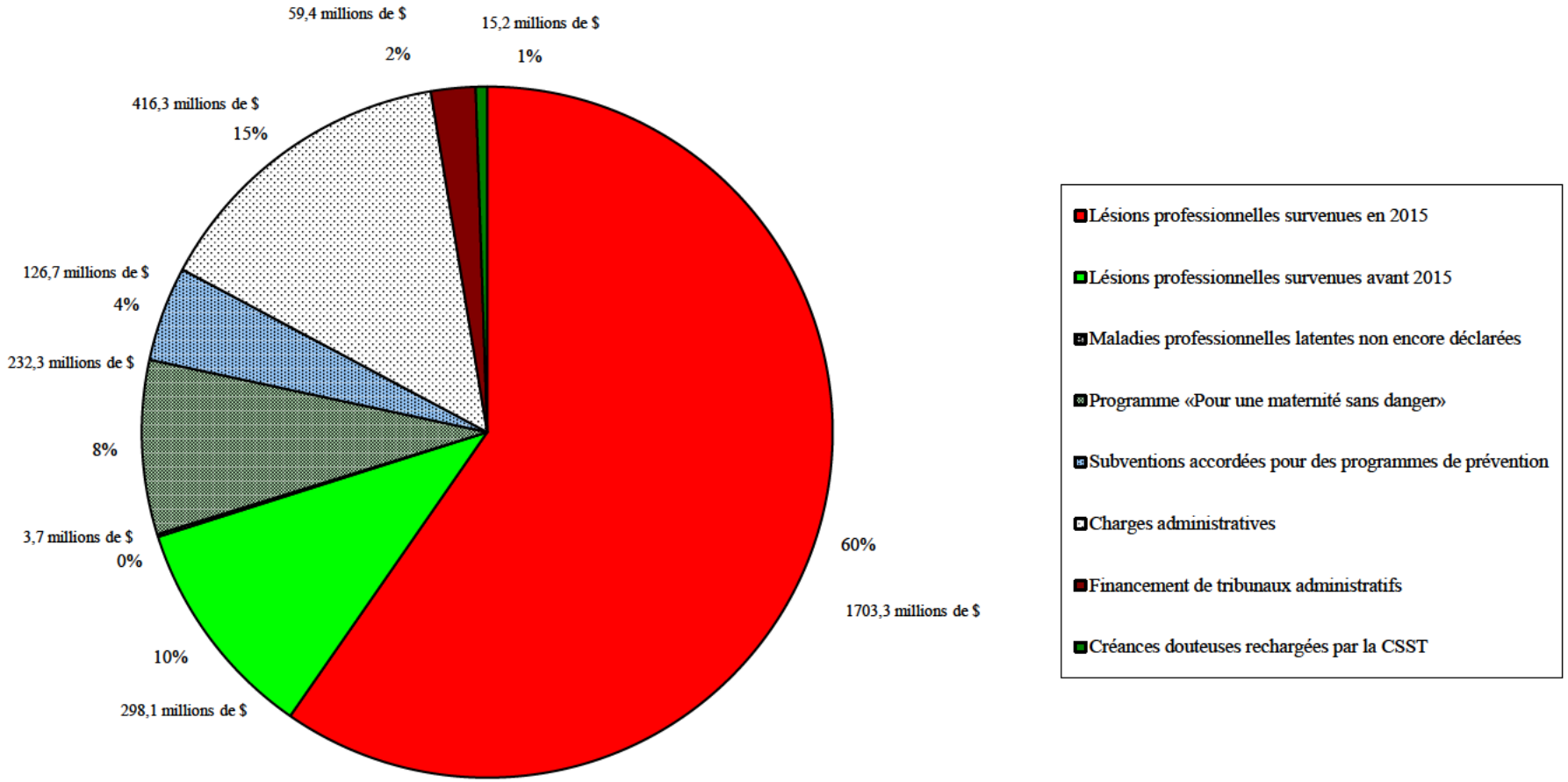
2. Le passif actuariel comprend dorénavant une provision pour les obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées dont la survenance est prévue après la date de clôture des états financiers mais qui résultent d'expositions encourues en milieu de travail avant cette date chez les employeurs tenus de cotiser.

3. Le niveau de capitalisation effectif aux fins de la tarification est quant à lui de 111,2 % pour 2015 et 104,5 % pour 2014.
Il correspond à la proportion du total de l'actif sur le total du passif en excluant les obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées.

Graphique 1.1
Répartition relative des produits du FSST en 2015



Graphique 1.2
Répartition relative des charges du FSST en 2015





Section 2
Volet financier des programmes de la réparation

Description

La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP) est entrée en vigueur le 19 août 1985. Cette loi s'applique aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, ainsi qu'aux rechutes, récidives et aggravations, survenus à compter de cette date. Pour les événements survenus avant le 19 août 1985, la *Loi sur les accidents du travail* (LAT) s'applique.

Les frais de réparation

La loi reconnaît au travailleur victime d'une lésion professionnelle le droit à l'assistance médicale qu'exige son état en raison de cette lésion.

La loi accorde également au travailleur atteint de façon permanente dans son intégrité physique ou psychique en raison de sa lésion professionnelle le droit à la réadaptation qu'exige son état en vue de sa réinsertion sociale et professionnelle. Ce droit est l'un des éléments centraux du régime.

Les indemnités de remplacement du revenu

Les sommes déboursées pour interruption de travail représentent la part la plus importante des débours de la Commission pour la réparation des lésions professionnelles.

L'indemnité de remplacement du revenu est versée au travailleur :
- pendant toute la période où il est incapable d'exercer son emploi en raison de sa lésion
- et si les séquelles de sa lésion l'empêchent de reprendre son emploi, pendant toute la période nécessaire à sa réadaptation afin de reprendre son emploi, un emploi équivalent ou un emploi convenable.

Lorsque le travailleur devient apte à occuper un emploi, l'indemnité de remplacement du revenu cesse d'être versée, en tout ou en partie, selon l'une ou l'autre des hypothèses suivantes :
- Si le travailleur redevient capable d'occuper son emploi ou un emploi équivalent, l'indemnité cesse d'être versée. Cependant, si le délai d'exercice de son droit au retour au travail est expiré, l'indemnité est maintenue pendant une période maximale d'une année. À l'expiration de ce délai ou lorsque le travailleur réintègre son emploi, un emploi équivalent, ou qu'il refuse de le faire sans raison valable, l'indemnité cesse de lui être versée selon la première éventualité.
- Si l'emploi convenable auquel le travailleur a été réadapté est disponible, l'indemnité est réduite du revenu net retenu qu'il tire ou pourrait tirer de cet emploi convenable.

- Si l'emploi convenable auquel le travailleur a été réadapté n'est pas disponible, l'indemnité est maintenue pendant un maximum d'une année. À l'expiration de ce délai ou lorsque le travailleur retourne à cet emploi ou lorsqu'il refuse de le faire sans raison valable, l'indemnité est réduite du revenu qu'il pourrait recevoir de cet emploi convenable.

L'indemnité de remplacement du revenu versée à un travailleur reconnu apte à occuper un emploi convenable est révisée périodiquement.

Par ailleurs, le travailleur qui au moment de son accident est âgé de 60 ans ou plus, ou de 55 ans ou plus en cas de maladie professionnelle, et qui ne peut retourner à son emploi parce qu'il est atteint de façon permanente dans son intégrité physique ou psychique a droit à l'indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'occupe pas un nouvel emploi. Toutefois, il y a une modification à la LATMP par suite de l'adoption de la loi 35 en juin 1992 : si l'employeur de ce travailleur lui offre un emploi jugé convenable par la CSST, il devra l'accepter. Ainsi, le travailleur a droit à l'indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'occupe pas un nouvel emploi ou un emploi convenable disponible chez son employeur.

Les indemnités pour stabilisation économique et sociale

Versées en vertu de la LAT, ces indemnités visent à faciliter le retour à la vie normale et la réinsertion dans la société du travailleur atteint d'une incapacité à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle. L'indemnité prend la forme d'une assistance financière pour la stabilisation économique et de services de consultation dans le domaine de la psychologie de service social pour la stabilisation sociale.

Les indemnités pour préjudice corporel et les indemnités pour incapacité permanente

Il se peut qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un travailleur soit atteint d'une façon permanente dans son intégrité physique ou psychique. Il a alors droit à une rente d'incapacité permanente (LAT) ou à une indemnité forfaitaire pour préjudice corporel (LATMP).

Le montant de cette indemnité forfaitaire n'est pas le même pour tous les travailleurs. Il varie selon le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique et l'âge de la personne au moment de la lésion. Cette indemnité s'appliquant à l'ensemble du préjudice corporel, elle est établie en tenant compte du déficit anatomo-physiologique (les séquelles diagnostiquées médicalement), du préjudice esthétique, ainsi que des douleurs et de la perte de jouissance de la vie qui en résultent.

Les indemnités de décès

En cas de décès du travailleur, des indemnités sont prévues pour ses personnes à charge. Ainsi, le conjoint survivant a droit au versement temporaire d'une indemnité de remplacement du revenu, en plus d'une indemnité forfaitaire. Une rente mensuelle est versée à chaque enfant à charge jusqu'à sa majorité.

Note: dans cette section, le nombre de lésions présenté pour une catégorie de prestation donnée peut varier d'un tableau à l'autre. En effet, pour être retenu dans le calcul du nombre, un dossier doit avoir un total de débours non nul (≠ 0$) au niveau de détail présenté; ce niveau de détail varie selon les tableaux.

À signaler, entre 2014 et 2015 :

- Hausse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - 3,1 % pour les frais d'assistance médicale
  - 2,7 % pour les indemnités pour préjudice corporel
  - 12,1 % pour les indemnités de décès
- Baisse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - -4,4 % pour les frais de réadaptation
  - -1,6 % pour les indemnités de remplacement du revenu en consolidation médicale et réadaptation
  - -3,0 % pour les indemnités de remplacement du revenu en postréadaptation

  Ces catégories de prestation sont versées en vertu de la LATMP

- Baisse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - -17,0 % pour les indemnités de stabilisation économique et sociale
  - -4,0 % pour les indemnités pour incapacité permanente

  Ces catégories de prestation sont versées en vertu de la LAT

Tableau 2.1

Répartition des lésions professionnelles avec paiement en 2015
selon la catégorie de prestation

	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Frais d'assistance médicale	225 688	422 968	21,9
Frais de réadaptation	22 898	70 752	3,7
Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	90 386	582 151	30,2
Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	46 094	625 307	32,5
Indemnités de stabilisation économique et sociale	253	2 717	0,1
Indemnités pour préjudice corporel	18 559	122 397	6,4
Indemnités pour incapacité permanente	7 313	62 795	3,3
Indemnités de décès	1 262	37 601	1,9
Total	**269 600** [2]	**1 926 688** [3]	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de prestation, elle ne figure qu'une fois au total.
2. De ce nombre, 118 118 lésions professionnelles n'ont que des frais au dossier.
3. Un montant de 29 494 681 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.
   Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

Tableau 2.2

Répartition des prestations des lésions professionnelles avec paiement en 2015
selon l'année de la lésion professionnelle et la catégorie de prestation

(en '000 de $)

	Frais d'assistance médicale	Frais de réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	Indemnités de stabilisation économique et sociale	Indemnités pour préjudice corporel	Indemnités pour incapacité permanente	Indemnités de décès	**Total[1]**
2010 ou antérieures	107 193	39 295	65 599	513 879	2 717	19 346	62 795	19 671	**830 495**
2011	9 095	4 034	22 852	36 727	—	6 781	—	901	**80 391**
2012	12 970	6 290	41 896	36 929	—	12 807	—	4 211	**115 103**
2013	28 517	9 679	81 883	29 836	—	24 072	—	5 798	**179 785**
2014	112 744	9 871	168 179	7 728	—	46 924	—	5 854	**351 300**
2015	152 449	1 582	201 742	207	—	12 467	—	1 166	**369 614**
Total	**422 968**	**70 752**	**582 151**	**625 307**	**2 717**	**122 397**	**62 795**	**37 601**	**1 926 688**

1. Un montant de 29 494 681 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.
Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

Tableau 2.3

Répartition des lésions professionnelles indemnisées en 2015[1]
selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle		
	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours
2010 ou antérieures	9 504	104 694	100,0	35 256	518 456	43,8	4 320	60 858	41,9
2011	—	—	—	3 440	60 775	5,1	316	6 487	4,5
2012	—	—	—	4 630	87 676	7,4	359	8 167	5,6
2013	—	—	—	7 745	125 861	10,6	933	15 727	10,8
2014	—	—	—	22 125	189 268	16,0	3 680	39 417	27,2
2015	—	—	—	56 561	201 140	17,0	1 774	14 442	10,0
Total	**9 504**	**104 694**	**100**	**129 752**	**1 183 176** [3]	**100**	**11 375**	**145 097**	**100**

1. Lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès.
2. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
3. Un montant de -2 056 009 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.4

Répartition des lésions professionnelles avec des frais d'assistance médicale en 2015[1]
selon la catégorie de frais d'assistance médicale et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Services de professionnels de la santé		1 253	888	6,9	136 114	93 353	27,4	19 765	8 452	12,2
Soins ou traitements fournis par les établissements de santé		712	1 871	14,5	74 750	69 236	20,3	3 749	2 519	3,6
Médicaments et produits pharmaceutiques		1 847	4 058	31,5	31 578	39 584	11,6	1 632	2 672	3,9
Prothèses et orthèses		3 761	3 626	28,1	9 859	8 642	2,5	41 409	46 886	67,7
Soins et traitements dispensés par les intervenants de la santé	• Physiothérapie	153	232	1,8	54 894	66 295	19,5	1 775	1 473	2,1
	• Ergothérapie	24	39	0,3	22 525	25 625	7,5	498	477	0,7
	• Autres	553	381	3,0	8 053	7 375	2,2	12 867	2 666	3,8
	• *Total*	*699*	*652*	*5,1*	*61 374*	*99 295*	*29,1*	*14 677*	*4 617*	*6,7*
Aides techniques et frais		1 314	1 230	9,5	11 247	5 639	1,7	7 618	3 230	4,7
Frais de déplacement et de séjour		1 109	501	3,9	35 279	12 084	3,5	3 306	604	0,9
Autres frais		65	72	0,6	1 492	12 962	3,8	217	296	0,4
Total		**6 160**	**12 898**	**100**	**161 675**	**340 795**	**100**	**57 936**	**69 275**	**100**

1. Un montant de 31 686 023 $ est compris dans les frais d'assistance médicale pour des demandes de remboursement de frais pour lesquelles la CSST n'a pas ouvert de dossier.
2. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.5

Répartition des lésions professionnelles avec des frais de réadaptation en 2015
selon la catégorie de frais de réadaptation et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Réadaptation professionnelle	• Programme de recyclage, mobilité professionnelle et réinsertion du conjoint survivant	0	0	0,0	5	4	0,0	0	0	0,0
	• Service professionnel externe	113	178	2,7	8 450	19 188	31,4	344	543	17,1
	• Programmes de formation	2	4	0,1	1 462	8 532	14,0	96	483	15,2
	• Adaptation d'un poste de travail	1	1	0,0	142	638	1,0	11	25	0,8
	• Subventions à l'employeur et à la création d'emploi	0	0	0,0	88	415	0,7	6	46	1,5
	• Subventions pour un projet — travailleur	0	0	0,0	5	219	0,4	1	69	2,2
	• *Total*	*114*	*182*	*2,8*	*9 314*	*28 995*	*47,5*	*399*	*1 166*	*36,6*
Réadaptation sociale	• Services professionnels d'intervention psychosociale	112	162	2,5	1 861	3 457	5,7	82	100	3,1
	• Adaptation du domicile	74	701	10,8	269	2 450	4,0	7	28	0,9
	• Adaptation du véhicule principal	56	114	1,8	189	342	0,6	8	20	0,6
	• Aide personnelle à domicile	486	3 607	55,5	1 842	11 164	18,3	114	553	17,4
	• Frais de garde d'enfants	0	0	0,0	12	21	0,0	3	1	0,0
	• Frais d'entretien courant du domicile	1 098	1 731	26,6	9 943	14 645	24,0	894	1 315	41,3
	• *Total*	*1 410*	*6 314*	*97,2*	*12 467*	*32 078*	*52,5*	*1 026*	*2 016*	*63,4*
Total		**1 429**	**6 497**	**100**	**20 137**	**61 074** [2]	**100**	**1 334**	**3 182**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -135 333 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.6

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2015
selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Consolidation médicale et réadaptation	• 14 premiers jours payés par l'employeur, remboursable par la CSST	50	56	0,2	62 368	46 828	4,2	832	658	0,8
	• Consolidation médicale	168	2 714	10,5	61 288	436 195	39,5	1 516	17 301	22,2
	• Réadaptation	45	368	1,4	6 812	57 161	5,2	347	2 983	3,8
	• Autres indemnités	39	1	0,0	4 211	16 571	1,5	280	1 314	1,7
	• *Total*	*177*	*3 139*	*12,1*	*88 514*	*556 755*	*50,4*	*1 695*	*22 257*	*28,6*
Postréadaptation		1 445	22 825	87,9	40 614	546 964	49,6	4 035	55 519	71,4
Total		**1 557**	**25 964**	**100**	**125 249**	**1 103 719** [2]	**100**	**5 398**	**77 775**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -1 741 000 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.7

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2015 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
2010 ou antérieures	1 556	25 964	100,0	34 799	503 984	45,7	3 575	49 531	63,7
2011	—	—	—	3 244	54 338	4,9	241	5 242	6,7
2012	—	—	—	4 048	73 330	6,6	242	5 495	7,1
2013	—	—	—	6 085	103 958	9,4	327	7 761	10,0
2014	—	—	—	19 850	169 614	15,4	480	6 293	8,1
2015	—	—	—	56 431	198 495	18,0	524	3 454	4,4
Total	**1 556**	**25 964**	**100**	**124 457**	**1 103 719** [2]	**100**	**5 389**	**77 775**	**100**

1. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
2. Un montant de -1 741 000 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.8

Répartition du total des jours indemnisés pour les lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2015 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu[1], l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

Consolidation médicale et réadaptation

	Lésion professionnelle LAT		Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail		Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2010 ou antérieures	34 105	100,0	661 264	8,9	61 353	22,4
2011	—	—	260 139	3,5	18 284	6,7
2012	—	—	494 945	6,7	26 005	9,5
2013	—	—	963 164	13,0	49 981	18,2
2014	—	—	2 171 002	29,2	64 179	23,4
2015	—	—	2 877 157	38,7	54 675	19,9
Total	**34 105**	**100**	**7 427 671**	**100**	**274 477**	**100**

Postréadaptation

	Lésion professionnelle LAT		Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail		Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2010 ou antérieures	247 981	100,0	5 180 233	80,6	500 536	79,3
2011	—	—	405 721	6,3	40 748	6,5
2012	—	—	420 638	6,5	37 352	5,9
2013	—	—	332 340	5,2	34 465	5,5
2014	—	—	85 868	1,3	16 303	2,6
2015	—	—	1 612	0,0	1 567	0,2
Total	**247 981**	**100**	**6 426 412**	**100**	**630 971**	**100**

Total

	Lésion professionnelle LAT		Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail		Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2010 ou antérieures	282 086	100,0	5 841 497	42,2	561 889	62,1
2011	—	—	665 860	4,8	59 032	6,5
2012	—	—	915 583	6,6	63 357	7,0
2013	—	—	1 295 504	9,4	84 446	9,3
2014	—	—	2 256 870	16,3	80 482	8,9
2015	—	—	2 878 769	20,8	56 242	6,2
Total	**282 086**	**100**	**13 854 083**	**100**	**905 448**	**100**

1. Le nombre de jours selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu est estimé à partir de la répartition des montants versés en IRR selon la catégorie d'indemnité.

Tableau 2.9

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2015
selon la catégorie d'indemnité pour préjudice corporel et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
				Accident du travail			Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée au travailleur	150	1 666	100,0	12 177	66 965	99,8	6 246	53 601	99,9
Indemnité versée à d'autres personnes	0	0	0,0	36	101	0,2	14	64	0,1
Total	**150**	**1 666**	**100**	**12 187**	**67 066** [2]	**100**	**6 248**	**53 664**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -315 009 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.10

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2015 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
2010 ou antérieures	150	1 666	100,0	1 207	11 145	16,6	771	6 535	12,2
2011	—	—	—	692	6 018	9,0	102	762	1,4
2012	—	—	—	1 596	11 658	17,4	152	1 148	2,1
2013	—	—	—	3 536	18 657	27,8	674	5 414	10,1
2014	—	—	—	4 549	17 975	26,8	3 273	28 949	53,9
2015	—	—	—	591	1 612	2,4	1 268	10 855	20,2
Total	**150**	**1 666**	**100**	**12 171**	**67 066** [2]	**100**	**6 238**	**53 664**	**100**

1. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
2. Un montant de -315 009 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.11
Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour incapacité permanente en 2015 selon la catégorie d'indemnité pour incapacité permanente

	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée en vertu de la LAT	7 286	62 601	99,7
Indemnité versée en vertu de la LIVASMC[1]	33	194	0,3
Total	**7 313**	**62 795**	**100**

1. LIVASMC : Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et carrières.
2. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.12

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2015
selon la catégorie d'indemnités de décès et la catégorie de la lésion professionnelle

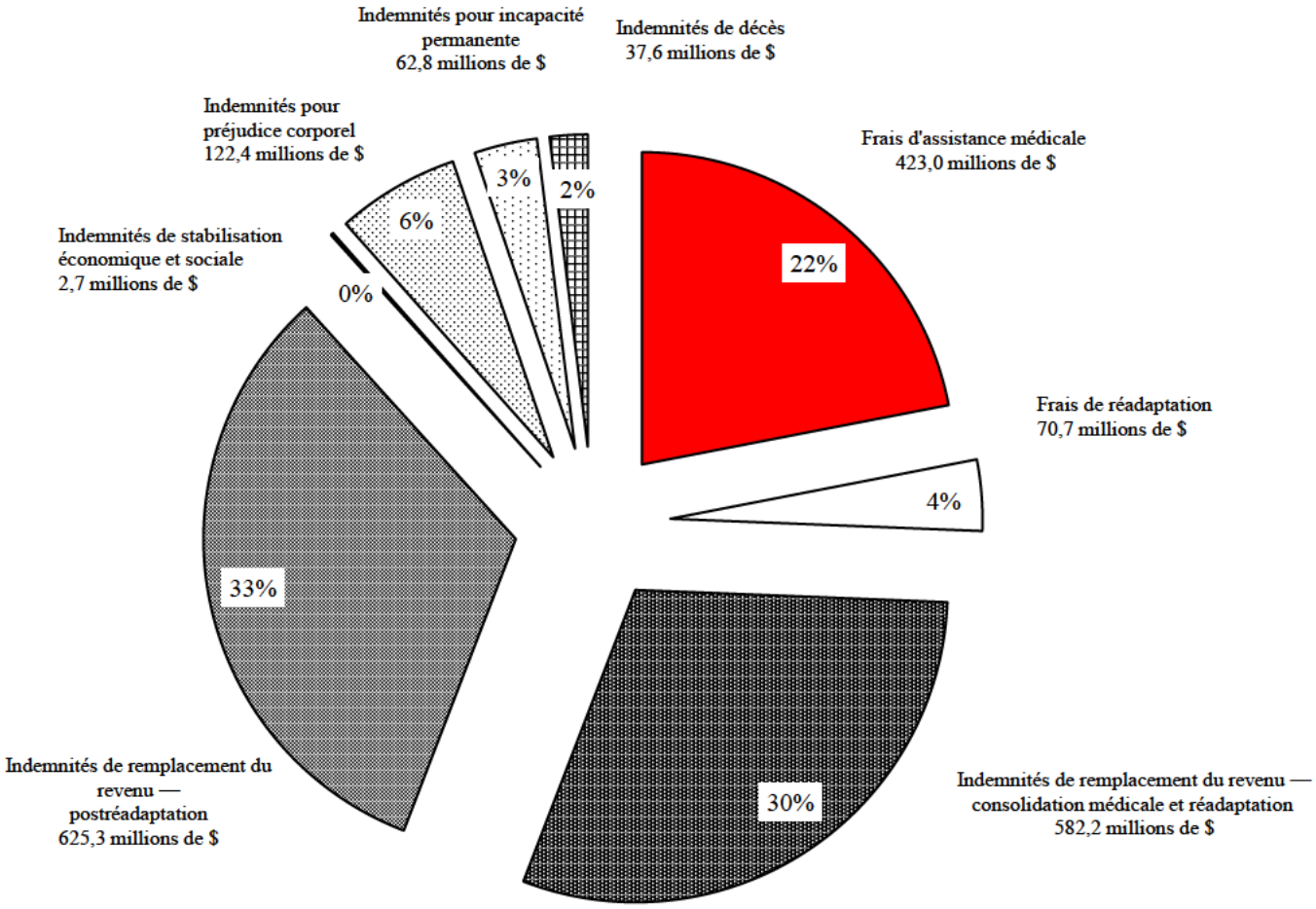
		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée en vertu de la LAT	• Forfaitaires option et frais	0	0	0,0	—	—	—	—	—	—
	• Rentes	670	10 919	94,5	—	—	—	—	—	—
	• *Total*	*670*	*10 919*	*94,5*	—	—	—	—	—	—
Indemnité versée en vertu de la LATMP	• Forfaitaires	7	565	4,9	145	8 158	65,8	176	12 410	90,9
	• Rentes	2	28	0,2	341	3 766	30,4	37	459	3,4
	• Intérêts	7	14	0,1	51	190	1,5	122	260	1,9
	• Autres indemnités	5	25	0,2	61	277	2,2	122	528	3,9
	• *Total*	*11*	*633*	*5,5*	*381*	*12 391*	*100,0*	*200*	*13 657*	*100,0*
Total		**681**	**11 552**	**100**	**381**	**12 391**	**100**	**200**	**13 657**	**100**

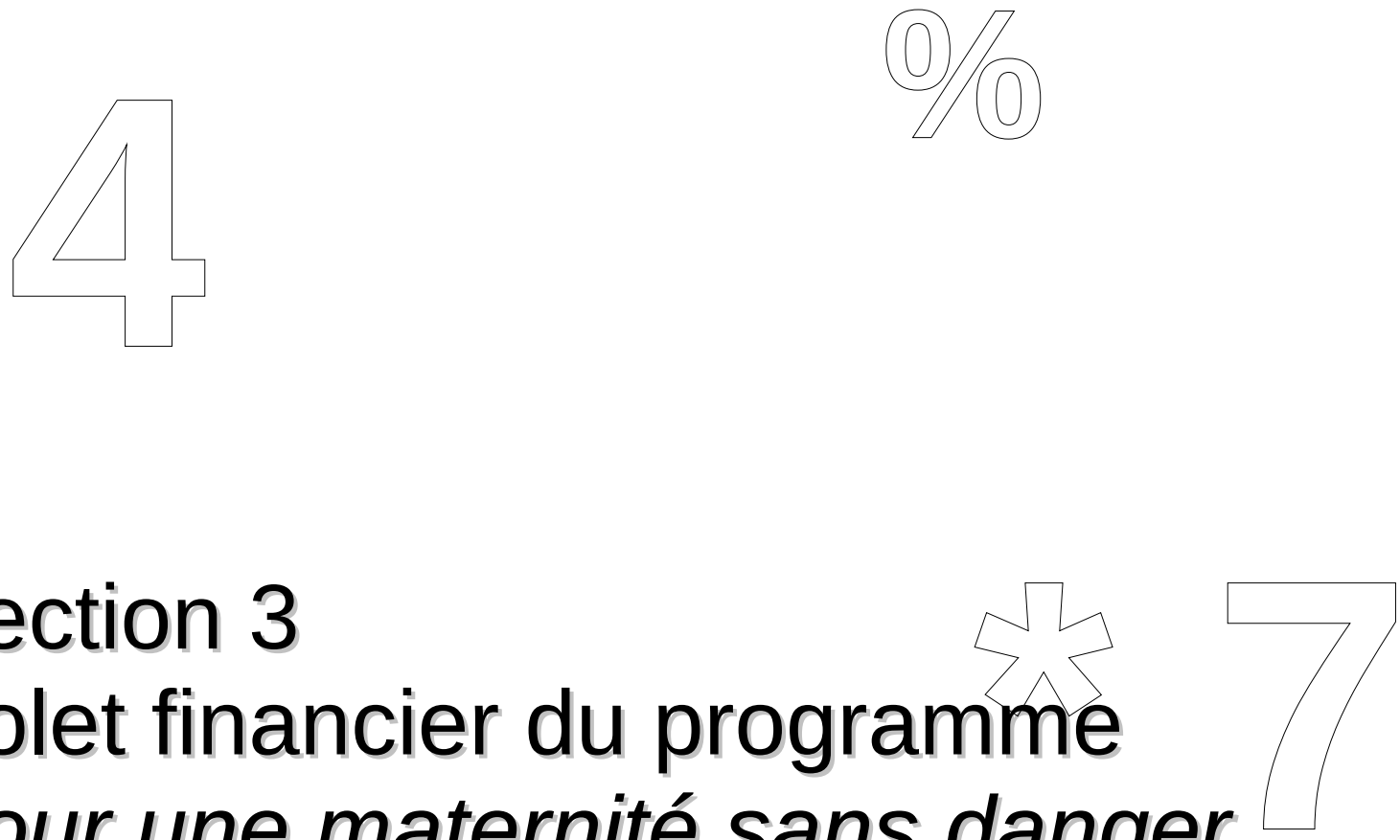
1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.13
Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2015
selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
				Accident du travail			Maladie professionnelle		
	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours
2010 ou antérieures	673	11 031	95,5	221	2 666	21,5	36	1 680	12,3
2011	0	0	0,0	21	361	2,9	7	472	3,5
2012	0	0	0,0	33	2 824	22,8	13	763	5,6
2013	5	294	2,5	39	3 817	30,8	20	1 753	12,8
2014	1	110	1,0	35	1 673	13,5	81	5 908	43,3
2015	2	117	1,0	32	1 050	8,5	43	3 083	22,6
Total	**681**	**11 552**	**100**	**381**	**12 391**	**100**	**200**	**13 657**	**100**

Graphique 2.1
Répartition relative des prestations des programmes de réparation en 2015




4
%
Section 3
Volet financier du programme
Pour une maternité sans danger
*
7

Description

La Commission applique depuis 1981 le programme *Pour une maternité sans danger*. L'objectif du programme est le maintien en emploi sans danger de la travailleuse enceinte ou qui allaite, en favorisant l'élimination des dangers ou, à défaut, l'affectation à d'autres tâches ne comportant pas de danger, quand il y a effectivement attestation médicale de l'existence de dangers physiques pour elle, à cause de sa grossesse, ou pour l'enfant à naître ou allaité.

La travailleuse enceinte ou qui allaite qui désire obtenir une affectation ou si c'est impossible un retrait préventif doit fournir à son employeur un certificat médical. Dans le cas de la femme enceinte, le rapport doit attester que ses conditions de travail comportent des dangers physiques pour l'enfant à naître ou, à cause de son état, pour elle-même. Quant à la travailleuse qui allaite, ce rapport doit faire état du danger que comportent les tâches qu'elle exécute, pour l'enfant allaité. Le médecin traitant, avant de délivrer un certificat, doit obligatoirement consulter le médecin responsable des services de santé de l'établissement où elle travaille ou, s'il n'y en a pas, le directeur de santé publique de la région où est situé l'établissement. Sans cette consultation, le certificat n'est pas valide.

Le certificat médical doit être présenté à l'employeur, ce qui constitue une demande d'affectation.

L'admissibilité des réclamations repose sur une analyse individuelle de chacun des cas soumis à la CSST. Sa décision s'appuie sur l'information contenue sur le certificat médical, sur l'analyse fournie par l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dans son rapport d'évaluation du poste de travail et sur tout renseignement obtenu en communiquant avec la travailleuse, son médecin traitant et son employeur.

Si l'employeur est dans l'impossibilité d'affecter immédiatement la travailleuse à des tâches non dangereuses, elle peut cesser de travailler jusqu'à son accouchement ou à la fin de la période d'allaitement. Dans ce cas, l'employeur lui verse son salaire habituel pendant les cinq premiers jours ouvrables. Par la suite, elle recevra une indemnité équivalant à 90% de son revenu net jusqu'à concurrence du salaire maximum assurable, en vigueur durant l'année de la demande.

La travailleuse qui exerce son droit à l'affectation ou au retrait préventif bénéficie d'une protection juridique. En effet, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) stipule que la travailleuse conserve, pendant et après l'affectation ou la cessation de travail, tous les avantages liés à l'emploi qu'elle occupait avant son affectation ou son retrait préventif du travail. À la fin de la mesure préventive, l'employeur a l'obligation de réintégrer la travailleuse dans son emploi habituel, et avec tous les avantages qui y sont reliés.

Notes explicatives

Décision quant à l'admissibilité des demandes

Les réclamations sont acceptables lorsque les conditions du poste de travail comportent des dangers pour la santé de la travailleuse, celle de l'enfant à naître ou celle de l'enfant allaité.

Les principales raisons de la CSST de refuser les réclamations sont que les conditions de travail ne comportent pas de réels dangers, que le retrait est exercé pour des raisons médicales personnelles sans lien avec le travail ou que les conditions d'admissibilité au programme n'étaient pas satisfaites.

Les réclamations « autres » réfèrent aux cas refusés et aux cas où la CSST est en période d'analyse de la demande et n'a pas encore pris de décision.

Mise en garde face aux statistiques sur le nombre de réclamations inscrites et les prestations

Les sommes déboursées durant l'année de référence concernent l'ensemble des travailleuses enceintes ou qui allaitent qui bénéficient d'un retrait préventif ou d'une affectation, quelle que soit l'année d'enregistrement de la demande. Les sommes comprennent les frais et les indemnités de remplacement du revenu versés à la travailleuse.

Bien qu'un dossier ait été inscrit au cours d'une année, il est possible que les indemnités n'aient été versées que l'année suivante. En effet, une demande peut être formulée dès le début de la grossesse, mais le danger pour la mère ou le fœtus peut se situer plus tard au cours de la gestation. On doit donc établir une relation entre les prestations versées et le nombre de réclamations avec paiement, plutôt qu'avec le nombre de réclamations inscrites.

À signaler, entre 2014 et 2015 :

- Débours associés aux réclamations PMSD:
  - Baisse de 0,4 % pour les frais d'assistance médicale
  - Baisse de 0,6 % pour les indemnités de remplacement du revenu

Tableau 3.1

Répartition des réclamations traitées en 2015[1]
selon l'année de l'événement et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte			Travailleuse qui allaite			**Total**		
	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	**Nombre[2]**	**Débours (en '000 de $)**	**% des débours**
2010 ou antérieures	425	41	0,0	4	2	0,0	**429**	**43**	**0,0**
2011	53	55	0,0	4	75	1,1	**57**	**129**	**0,1**
2012	165	35	0,0	13	104	1,6	**178**	**139**	**0,1**
2013	422	469	0,2	70	1 031	15,7	**492**	**1 499**	**0,6**
2014	13 418	69 252	30,7	182	3 032	46,2	**13 600**	**72 284**	**31,2**
2015	29 924	155 502	69,0	271	2 324	35,4	**30 195**	**157 826**	**68,1**
Total	**44 407**	**225 353**	**100**	**544**	**6 569**	**100**	**44 951**	**231 922**	**100**

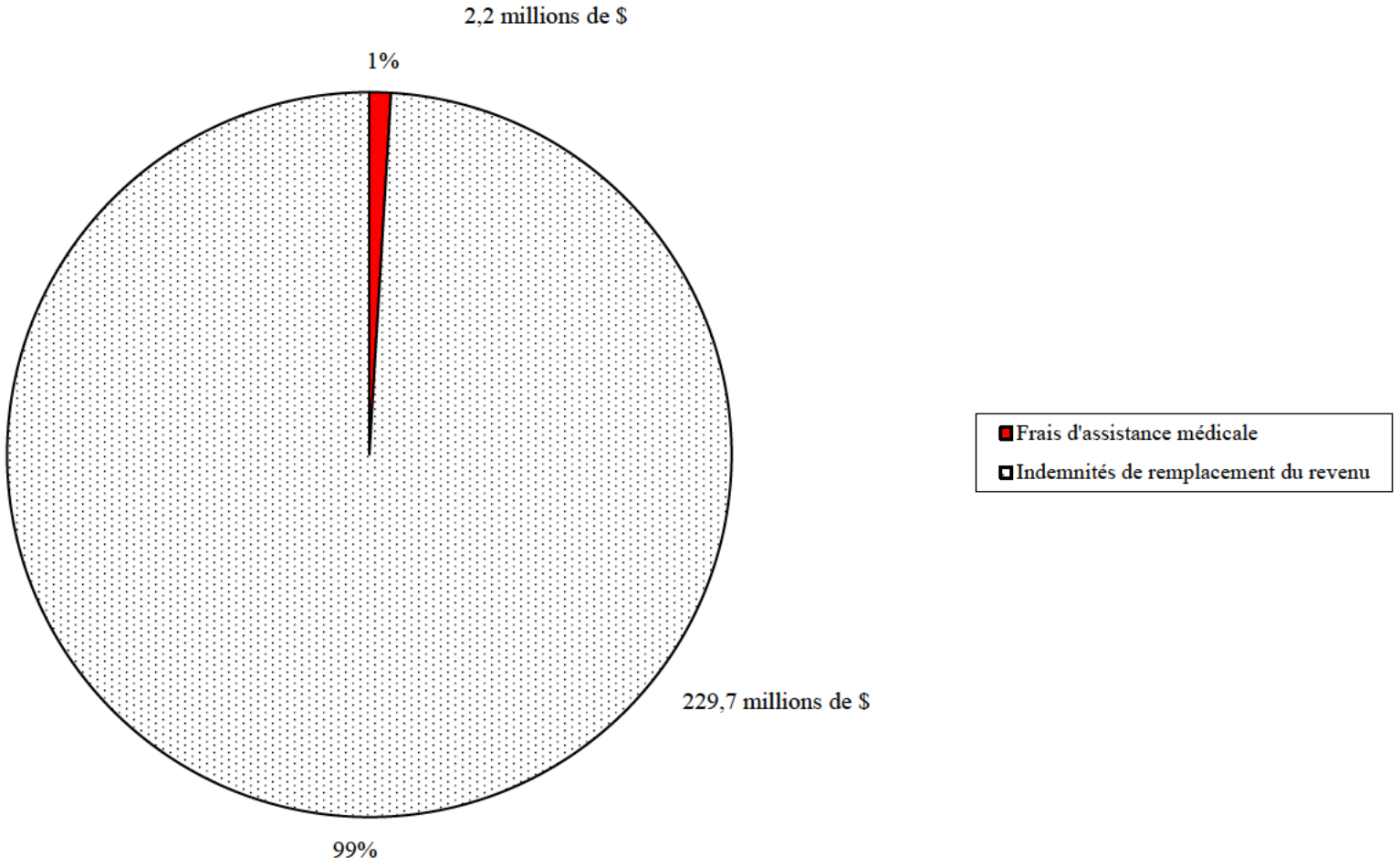
1. Réclamations avec des transactions monétaires.
2. Les réclamations qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année d'événement ne figurent qu'une fois au total.

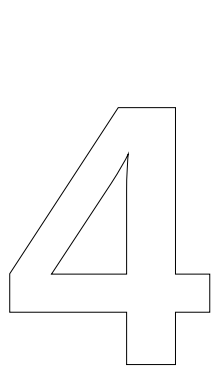
Tableau 3.2
Répartition des réclamations traitées en 2015[1]
selon la catégorie de prestation et la catégorie du retrait

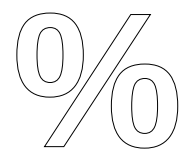
	Travailleuse enceinte			Travailleuse qui allaite			**Total**		
	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	**Nombre[2]**	**Débours (en '000 de $)**	**% des débours**
Frais d'assistance médicale	29 046	2 198	1,0	242	19	0,3	**29 288**	**2 217**	**1,0**
Indemnités de remplacement du revenu	35 379	223 155	99,0	448	6 550	99,7	**35 827**	**229 705**	**99,0**
Total	**44 407**	**225 353**	**100**	**544**	**6 569**	**100**	**44 951**	**231 922**	**100**

1. Réclamations avec des transactions monétaires.
2. Si une réclamation relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

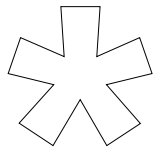
Graphique 3.1
Répartition relative des prestations du programme Pour une maternité sans danger en 2015

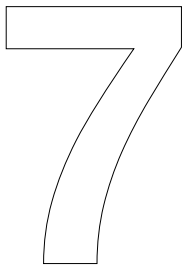






Section 4
Prévention - inspection





Description

La *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) adoptée en 1979 inscrit la prévention dans une démarche systématique et obligatoire dont elle confie la responsabilité aux employeurs et aux travailleurs. Elle établit clairement les droits et obligations de chacun en cette matière tout en leur donnant les moyens nécessaires pour déceler les dangers présents dans leur milieu de travail de façon à les éliminer ou à les maîtriser.

Notes explicatives

Programme de prévention

Le premier de ces moyens, c'est le programme de prévention que l'employeur doit élaborer avec la participation des travailleurs. Comme il s'agit d'une planification d'activités pour éliminer les causes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en tenant compte des particularités du milieu, chaque établissement aura son propre programme. Tous les programmes doivent cependant être conformes à la LSST. Seuls les employeurs qui appartiennent aux secteurs d'activité économique désignés par règlement (l'ensemble des établissements appartenant aux groupes I, II et III) sont actuellement tenus d'élaborer un programme de prévention.

Programme de santé

L'accès à des services de santé en milieu de travail est un élément essentiel de toute démarche de prévention dans un établissement. Pour les employeurs et les travailleurs des groupes prioritaires I, II et III, ces services sont assurés par le réseau public, plus précisément par les équipes de santé au travail mises en place par les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux ou, dans certains cas, par des services de santé reconnus par la CSST.

Les médecins, le personnel infirmier, les techniciens en hygiène et les hygiénistes qui font partie des équipes de santé au travail s'occupent principalement de recueillir des données sur la santé des travailleurs et sur les risques auxquels ils sont exposés, et aussi d'élaborer et d'appliquer les programmes de santé qui font partie des programmes de prévention des établissements.

Comité de santé et de sécurité

C’est habituellement sur les lieux mêmes du travail que surviennent les accidents du travail et les maladies professionnelles. C’est donc là que doit s’établir la collaboration entre employeurs et travailleurs pour tout ce qui touche la prévention. Une façon d’y parvenir, c’est de former un comité paritaire de santé et de sécurité. Cette mesure est applicable aux établissements comptant 21 travailleurs ou plus des groupes prioritaires I et II. Ceci confère au comité des fonctions précises et des pouvoirs de décision considérables qui touchent, entre autres, l’approbation du programme de santé, le choix du médecin responsable des services de santé, le choix des équipements individuels de protection et les programmes de formation et d’information.

Représentant à la prévention

Les travailleurs d’un établissement appartenant à un secteur des groupes prioritaires I et II et comptant 21 travailleurs ou plus ont la possibilité de désigner parmi eux un ou plusieurs représentants à la prévention. Ce représentant a pour fonction de déceler les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs à l’intérieur de l’établissement. Il peut consacrer une partie de ses heures de travail à inspecter les lieux, à mener des enquêtes, à formuler des recommandations et à assister les travailleurs dans l’exercice des droits qui leur sont reconnus par la loi.

Dossiers d’intervention créés et mesures prises

Même si la loi incite les employeurs et les travailleurs à prendre eux-mêmes en charge la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, elle a prévu d’autres moyens pour assurer la protection de la santé et la sécurité des travailleurs. Un de ces moyens, c’est l’intervention d’un inspecteur de la CSST dans un établissement pour y faire corriger une situation, que ce soit dans le cadre de ses activités normales, en réponse à une plainte, à la suite d’un accident ou lors de l’exercice du droit au refus de travailler par un travailleur.

Les interventions de l'inspecteur sont de huit types :

- lorsque survient un accident qui entraîne des blessures graves ou le décès d’un ou de plusieurs travailleurs, l'enquête permet d'identifier les causes et les circonstances qui ont contribué à l’accident, en vue d’apporter les corrections qui en éviteront la répétition;
- lorsqu’un travailleur exerce son droit au refus de travailler, l'intervention vise à identifier, en collaboration avec les parties, les correctifs à apporter pour éliminer le risque;
- lorsqu’une plainte est reçue, l'intervention vise à s'assurer que les mesures préventives appropriées sont en place, par rapport aux dangers identifiés. Toute personne peut porter plainte à la CSST, même si elle n’est pas touchée directement par la loi et les

règlements. Cependant, les travailleurs sont encouragés à informer d'abord leur comité de santé et de sécurité ou leur syndicat de l'objet de leur plainte ou, sinon, à en discuter avec leur employeur;
- lorsqu'un programme d'intervention est développé par la CSST, le programme provincial s'applique;
- lorsque des interventions sont réalisées sur plusieurs lieux de travail en lien avec un danger spécifique dans une région donnée, le programme régional s'applique;
- lorsque la démarche vise à s'assurer de la mise en application de la loi et des règlements et la mise en place de mesures préventives sur les lieux de travail, l'intervention de type loi et règlements s'applique;
- lorsque l'inspecteur apporte son soutien lors d'une démarche de prévention dans un établissement ou sur un chantier (par exemple par de l'information, de la formation ou de l'assistance technique), l'intervention de type assistance s'applique;
- lorsque l'inspecteur est amené à sensibiliser un groupe sur tout sujet touchant à la prévention (par exemple lors d'une présentation, d'un congrès, d'un colloque ou d'une exposition), l'intervention de type promotion de la prévention s'applique. Un dossier de promotion est alors créé.

Dans les établissements des groupes prioritaires I, II et III, le travail de l'inspecteur est également axé sur la prise en charge de la prévention par le milieu. En plus de faire une inspection formelle, l'inspecteur contrôle l'application du programme de prévention et fournit des conseils et de l'information au comité de santé et de sécurité. Ses pouvoirs permettent à l'inspecteur d'imposer des mesures qui vont de l'avis de correction à la suspension des travaux ou à la fermeture des lieux de travail. Une personne qui ne se conforme pas à un ordre d'un inspecteur est passible d'une poursuite.

Notes: les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus (ancien tableau 4.2) ont été retirées, puisqu'elle ne sont plus disponibles. Les informations de l'ancien tableau 4.3 sont maintenant réparties sur deux tableaux (dossiers d'intervention, tableau 4.2; dossiers de promotion, tableau 4.3).

À compter de l'année 2010, les données relatives aux lieux visités, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Le tableau 4.5 présente maintenant la répartition des constats d'infraction signifiés selon l'article de loi (236 ou 237).

À signaler, entre 2014 et 2015 :

- Hausse de 1,9 % des dépenses en matière de prévention
- Hausse de 0,4 % des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés, dont une augmentation de 2,3 % pour les dossiers de type Loi et règlements et une diminution de 5,7 % pour les dossiers de type Plainte
- Baisse de 2,9 % des dossiers de promotion créés
- Baisse pour la majorité des lieux visités, mais augmentation de 1,8 % pour les chantiers
- Baisse de 5,2 % des dérogations constatées et de 19,5 % des constats d'infraction signifiés

Tableau 4.1
Répartition des dépenses en matière de prévention en 2015
selon la catégorie de dépense

	Dépenses (en '000 de $)	% des dépenses
Services de santé au travail	69 459	54,8
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail	24 503	19,3
Subventions aux associations sectorielles paritaires	20 992	16,6
Subventions aux associations syndicales et patronales	11 472	9,1
Autres subventions pour la formation et l'information	281	0,2
Total	**126 707**	**100**

Tableau 4.2
Répartition des dossiers d'intervention créés en 2015 selon le type d'intervention

	Nombre	%
Dossiers d'intervention en prévention-inspection		
Assistance	183	1,1
Enquête	33	0,2
Loi et règlements	13 364	77,1
Plainte	3 694	21,3
Programme provincial	15	0,1
Refus de travailler	49	0,3
Total	**17 338**	**100**

Tableau 4.3
Répartition des dossiers de promotion créés en 2015 selon le genre d'activité de promotion

	Nombre	%
Dossiers de promotion		
Colloque	2	2,0
Exposition	4	4,0
Présentation	55	55,0
Autre ou non codé	39	39,0
Total	**100**	**100**

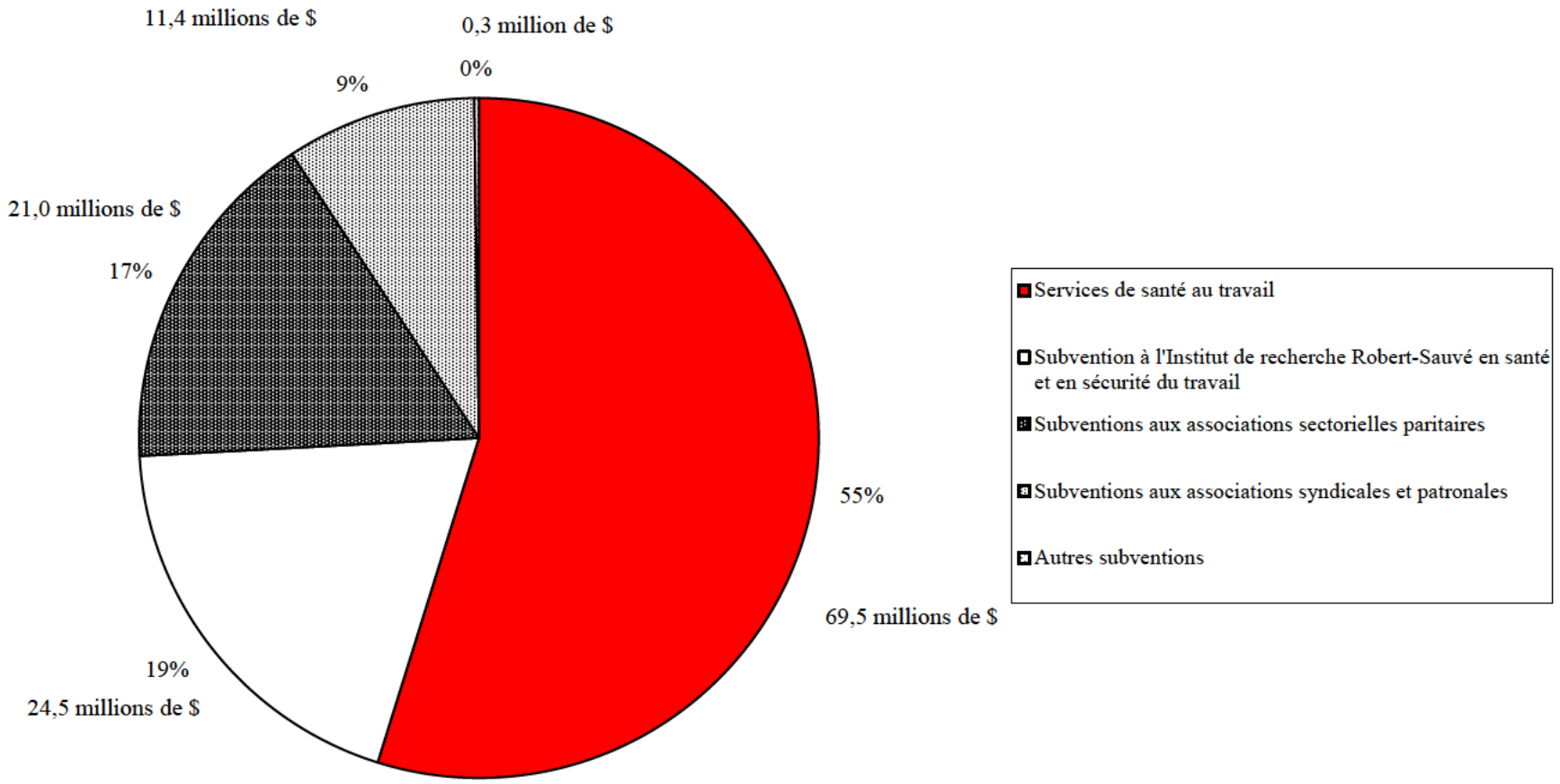
Tableau 4.4
Employeurs, établissements, chantiers de construction et autres lieux visités en 2015

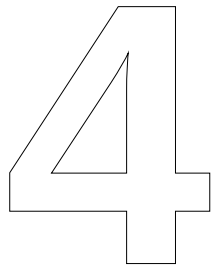
	Nombre
Employeurs visités	12 102
Établissements visités	9 369
Chantiers visités	7 278
Autres lieux	293
Lieux non classés	182

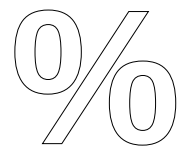
Tableau 4.5
Décisions prises en 2015
selon le type de décision

		Nombre
Dérogations constatées		68 809
Décisions prises : arrêts des machines, fermeture des lieux, scellés apposés		3 972
Constats d'infraction signifiés		3 713
constats signifiés en vertu de l'article 236	*3 579*	
constats signifiés en vertu de l'article 237	*134*	

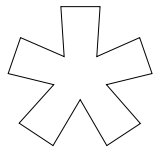
Graphique 4.1
Répartition relative des dépenses en matière de prévention en 2015

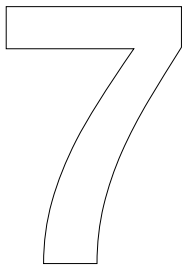






Section 5
Financement





Description

La CSST perçoit annuellement auprès des employeurs les sommes nécessaires au financement du régime de santé et de sécurité au travail.

Chaque année, la CSST prévoit ses besoins financiers. Ces besoins découlent de l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) et de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP), soit la totalité du coût des lésions professionnelles qui surviendront au cours de l'année, du coût du programme *Pour une maternité sans danger* des dépenses relatives à la prévention, des frais d'administration et des autres frais, de même que les sommes nécessaires à la capitalisation graduelle de la CSST.

La cotisation de chaque employeur est établie à partir des salaires qu'il déclare et de sa classification dans une unité.

L'employeur dont les activités économiques sont de natures différentes est classifié dans plus d'une unité d'activité. L'employeur peut bénéficier de classifications multiples lorsqu'il existe plus d'une unité pour les activités économiques exercées et qu'il n'existe aucune unité regroupant l'ensemble de ses activités.

Notes explicatives

Taux moyen de cotisation

Le taux moyen de cotisation décrété est fixé à 1,94 $ en 2015.

Masse salariale assurable

La CSST considère aux fins de cotisation le salaire brut des travailleurs de chacun des employeurs jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable fixé à 70 000 $ en 2015.

Cotisation

Les cotisations représentent les quotes-parts que versent les employeurs pour acquitter les dépenses du régime de la santé et de la sécurité du travail, c'est-à-dire les dépenses de la CSST. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus en 2015 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures. Les cotisations de tous les dossiers d'expérience sont présentées, sans égard à la masse salariale assurable qu'ils ont déclarée.

Dossier d'expérience, dossier d'employeur

Un employeur est considéré comme une personne physique ou morale qui, en vertu d'un contrat de louage de services personnels ou d'un contrat d'apprentissage, même sans rémunération, utilise les services d'un travailleur. Les données se réfèrent aux dossiers d'expérience des employeurs qui ont déclaré au moins 1 $ en masse salariale assurable. Certains dossiers peuvent n'avoir été ouverts que pendant une partie de l'année 2015.
Un employeur possède un ou plusieurs dossiers d'expérience, selon la diversité des activités exercées. Une unité de classification est associée à chaque dossier d'expérience. Le dossier d'employeur regroupe l'ensemble des activités exercées par un même employeur.

Notes: les informations du tableau 5.3 sont présentées selon la catégorie de tarification, puisque la répartition selon le secteur de tarification n'est plus disponible.

De 2008 à 2011, les informations sur les employeurs membres d'une mutuelle (tableau 5.4 et graphique 5.4) excluaient les employeurs ayant une masse salariale à 0 $.

Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives au financement ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires. Pour cette raison, ces informations ont été lues au 30 juin de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année de référence. Deux informations relatives aux employeurs sont présentées. Les ***employeurs*** *correspondent au nombre de dossiers d'employeurs ouverts pendant au moins une journée en 2015, qu'une masse salariale leur soit associée ou non; cette donnée est lue au 31 décembre de l'année présentée. Le* ***nombre de dossiers d'employeurs ayant déclaré une masse salariale*** *correspond aux dossiers associés à des employeurs ayant déclaré une masse salariale pour l'année de référence, lus au 30 juin de l'année suivante.*

À signaler, entre 2014 et 2015 :

- Hausse de 0,4 % des dossiers d'employeurs et de 1,3 % de la masse salariale assurable et baisse de 2,2 % des cotisations
- Légère baisse, de 0,7 %, des employeurs membres d'une mutuelle, hausse de 1,2 % de leur masse salariale et de 0,6 % de leurs cotisations
- Augmentation de 0,3 % de la proportion des mutuelles regroupant 50 employeurs ou plus

Tableau 5.1
Répartition du taux moyen de cotisation décrété par 100 $ de masse salariale assurable en 2015 selon la composante du taux de cotisation

	(en $)	(en %)
Coût des lésions professionnelles	1,27	65,5
Programme *Pour une maternité sans danger*	0,17	8,8
Programmes de prévention	0,10	5,2
Frais d'administration et autres frais	0,37	19,1
Amortissement de déficits	0,03	1,5
Total	**1,94**	**100**

Tableau 5.2a

Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2015 selon le mode de tarification de l'employeur[1]

	Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[2]		Cotisations[3]	
	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Tarification au taux de l'unité	148 248	72,9	18 227	13,5	366 511	13,6
Tarification au taux personnalisé	53 607	26,3	60 087	44,4	1 359 157	50,4
Mode de tarification rétrospectif	1 622	0,8	56 899	42,1	970 594	36,0
Total	**203 477**	**100**	**135 213**	**100**	**2 697 455** [4]	**100**

1. Mode de tarification de l'employeur enregistré dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2016, pour l'année 2015.
2. Masse salariale assurable inscrite dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2016, pour l'année 2015.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 135,0 milliards de dollars en 2015.
3. Cotisations reçues au 30 juin 2016 pour 2015 seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année 2015 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à 2015. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 569,6 millions de dollars en 2015.
4. Des ajustements, pour lesquels le régime de cotisation n'est pas inscrit, sont inclus dans le total.

Tableau 5.2b

Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2015 selon le degré de personnalisation des employeurs au taux personnalisé

	Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[2]		Cotisations[3]	
	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Taux personnalisé court terme (primaire)						
Degré de personnalisation de 0,1 % à 33 %	6 898	12,9	2 895	4,8	65 588	4,8
Degré de personnalisation de 34 % à 66 %	10 785	20,1	8 524	14,2	205 296	15,1
Degré de personnalisation de 67 % à 100 %	32 750	61,1	38 456	64,0	901 014	66,3
Indéterminé	3 174	5,9	10 211	17,0	187 258	13,8
Total	**53 607**	**100**	**60 087**	**100**	**1 359 157**	**100**
Taux personnalisé long terme (excédentaire)						
Degré de personnalisation de 0,1 % à 33 %	20 950	39,1	18 883	31,4	443 958	32,7
Degré de personnalisation de 34 % à 66 %	1 284	2,4	8 714	14,5	152 249	11,2
Degré de personnalisation de 67 % à 100 %	28 123	52,5	22 178	36,9	571 842	42,1
Indéterminé	3 250	6,1	10 311	17,2	191 108	14,1
Total	**53 607**	**100**	**60 087**	**100**	**1 359 157**	**100**

Tableau 5.3

Répartition des dossiers d'expérience, des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2015 selon la catégorie de tarification du dossier d'expérience

	Dossiers d'expérience		Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[1]		Cotisations[2]	
	Nombre	%	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Ensemble des secteurs de tarification[3]	241 468	92,9	200 521	91,6	130 734	96,7	2 480 816	92,0
Dossiers de travailleurs auxiliaires	6 662	2,6	6 662	3,0	3 917	2,9	84 707	3,1
Dossiers de protection personnelle	11 797	4,5	11 797	5,4	563	0,4	12 078	0,4
Total	**259 927**	**100**	**203 477** [4]	**100**	**135 213**	**100**	**2 697 455** [5, 6]	**100**

1. Masse salariale assurable inscrite dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2016, pour l'année 2015. Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 135,0 milliards de dollars en 2015.
2. Cotisations reçues au 30 juin 2016 pour 2015 seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année 2015 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à 2015. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 569,6 millions de dollars en 2015.
3. Les 5 secteurs de tarification sont les suivants: primaire, manufacturier, construction, transport et entreposage et services.
4. Les dossiers d'employeurs qui se retrouvent dans plus d'un secteur de tarification ne figurent qu'une seule fois au total.
5. Un montant de 764 190 $ est compris dans le total pour les dossiers de stagiaires.
6. Un montant de 119 089 247 $ est compris dans le total auquel aucun secteur de tarification n'est associé.

Tableau 5.4a

Répartition des mutuelles de prévention et des employeurs membres d'une mutuelle selon l'année d'adhésion à la mutuelle

	2014			**2015**
	Total	Renouvellement	Nouvelle adhésion	Total
Mutuelles de prévention ouvertes	110	103	5	108
Employeurs membres d'une mutuelle[1]	29 026	26 900	1 920	28 820

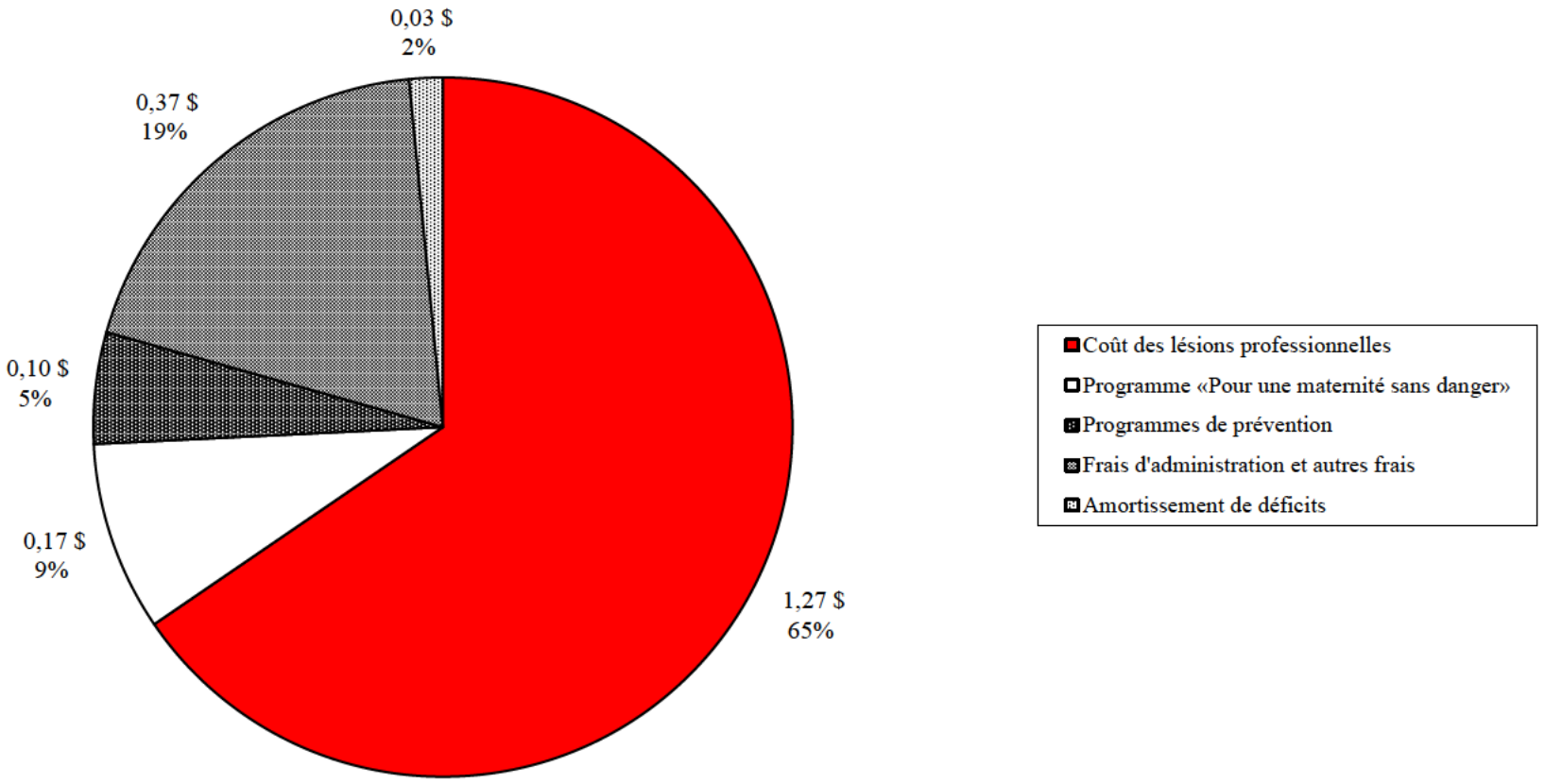
Tableau 5.4b

Données financières et répartition des mutuelles de prévention ouvertes pour 2014 et 2015 selon le nombre d'employeurs membres d'une mutuelle

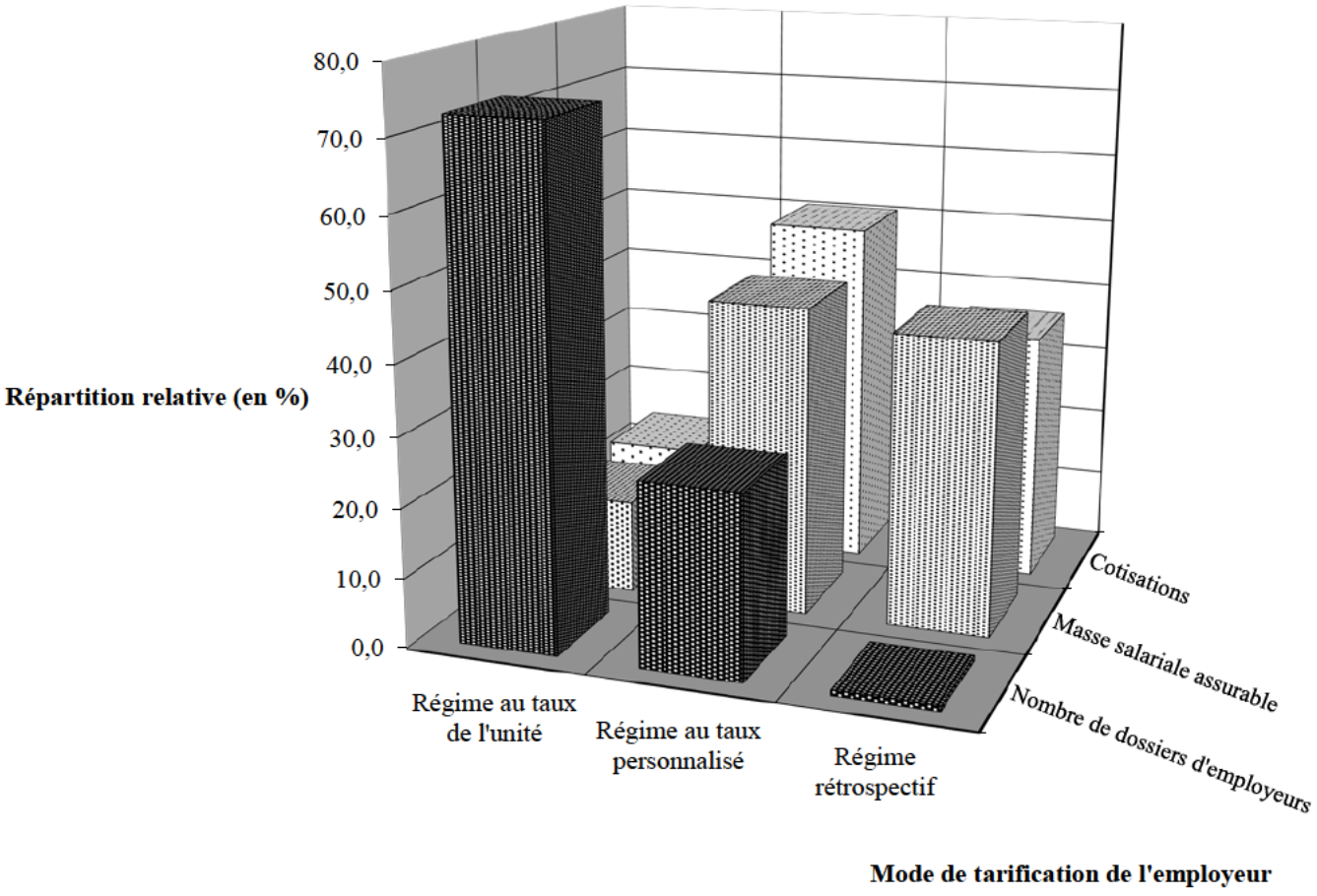
	2014		**2015**	
Masse salariale assurable[2] (en milliards de $)	26,06		26,36	
Cotisation[3] (en millions de $)	661,72		665,65	
Nombre d'employeurs membres d'une mutuelle[1]	Nombre de mutuelles	%	Nombre de mutuelles	%
Moins de 10 employeurs	12	10,9	11	10,2
De 10 à 19 employeurs	8	7,3	7	6,5
De 20 à 49 employeurs	18	16,4	19	17,6
De 50 à 99 employeurs	21	19,1	19	17,6
De 100 à 199 employeurs	12	10,9	14	13,0
De 200 à 499 employeurs	21	19,1	20	18,5
500 employeurs ou plus	18	16,4	18	16,7
Total	110	100	108	100

1. Employeurs ouverts au moins une journée au cours de l'année. Les employeurs ayant une masse salariale à 0 $ sont retenus.
2. Pour 2014, masse salariale assurable définitive ou estimée enregistrée dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2015, pour l'année 2014.
   Pour 2015, masse salariale assurable définitive ou estimée enregistrée dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2016, pour l'année 2015.
3. Pour 2014, cotisations reçues au 30 juin 2015 pour l'année 2014 seulement. Pour 2015, cotisations reçues au 30 juin 2016 pour l'année 2015 seulement.
   Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année présentée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année présentée.

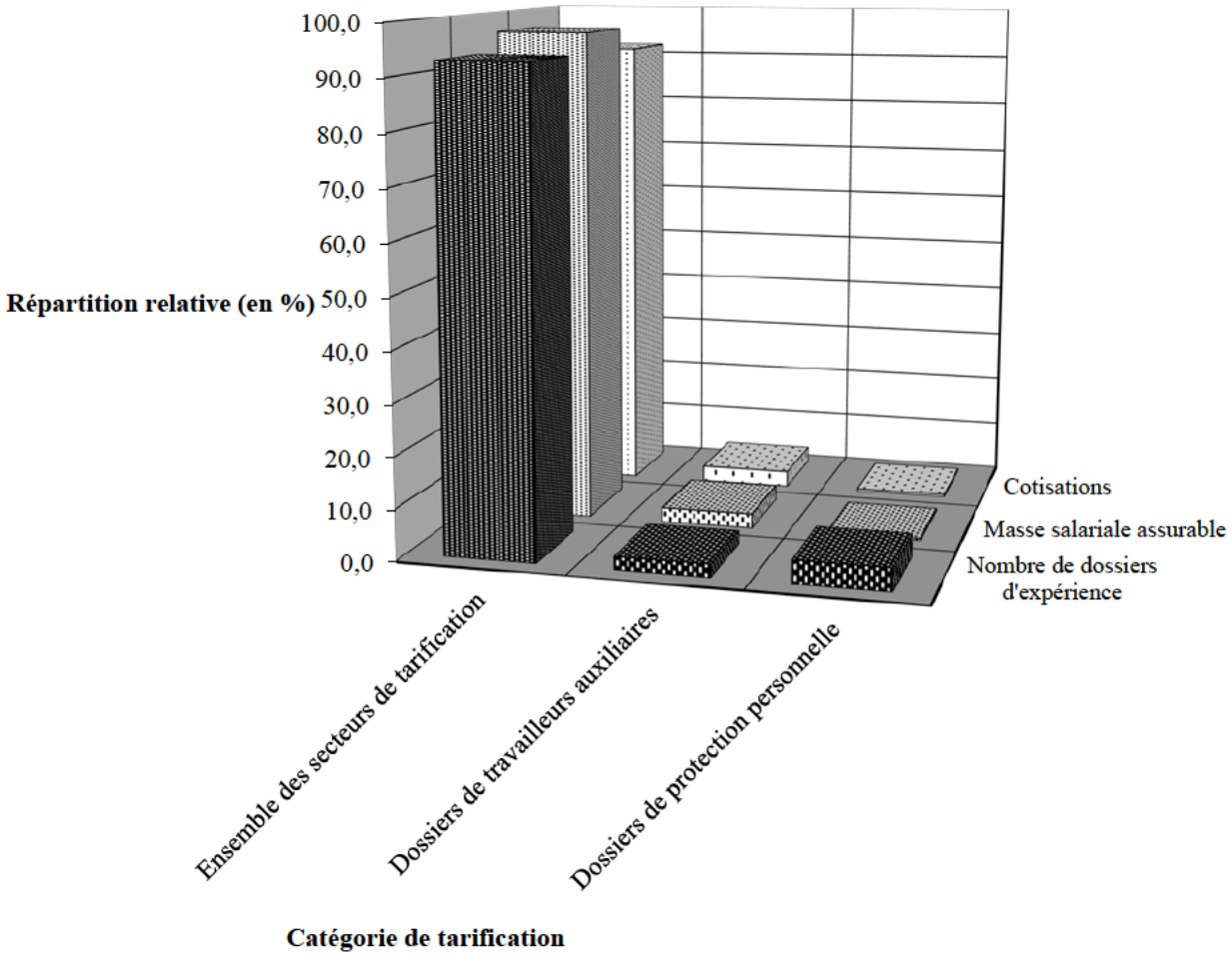
Graphique 5.1
Répartition relative du taux moyen de cotisation décrété en 2015
selon la composante du taux de cotisation



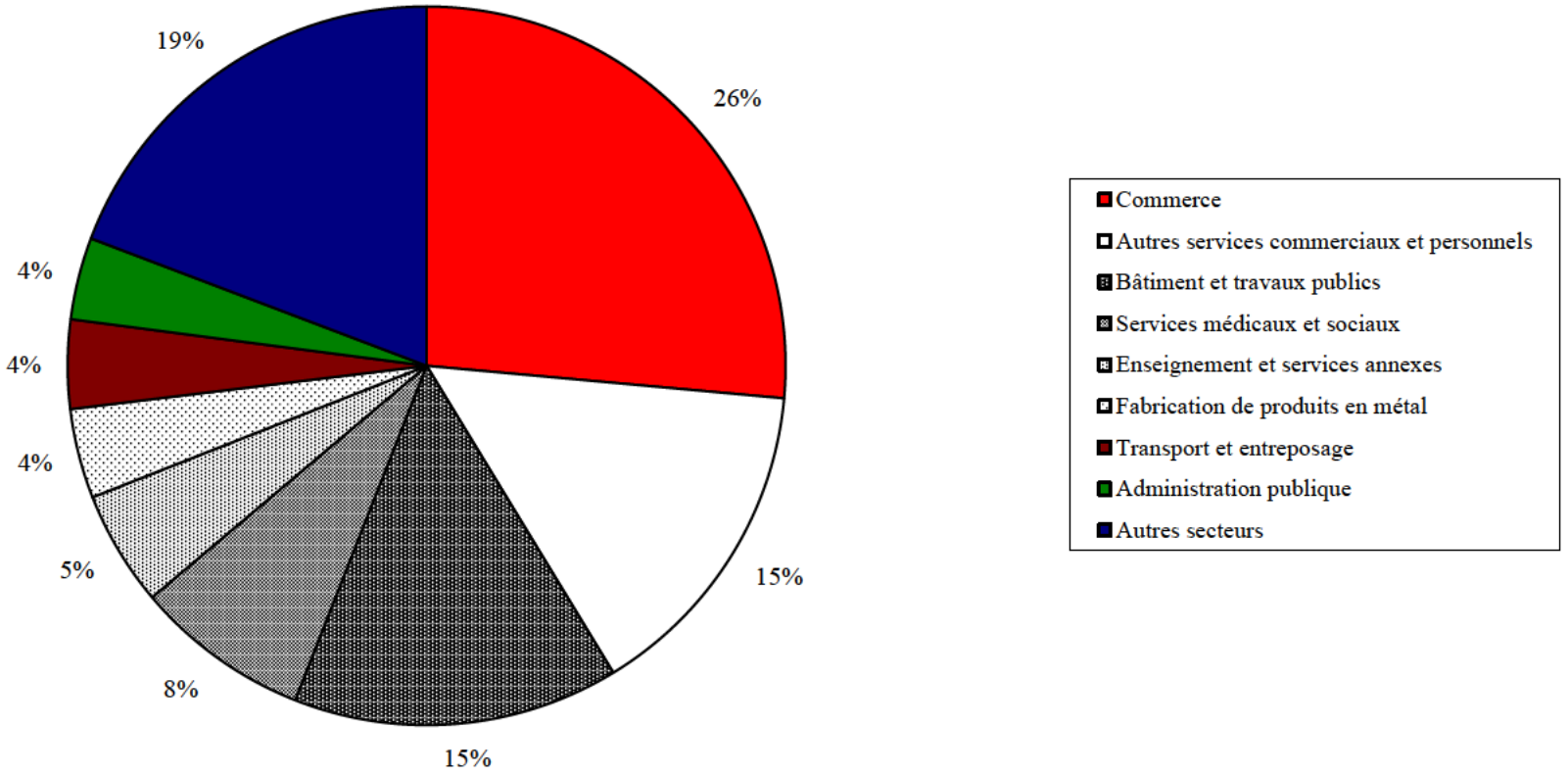
Graphique 5.2
Répartition relative des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2015 selon le mode de tarification de l'employeur



Graphique 5.3
Répartition relative des dossiers d'expérience, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2015 selon la catégorie de tarification



Graphique 5.4
Répartition relative de la masse salariale de 2015 des employeurs membres d'une mutuelle en 2015, selon le secteur d'activité économique principal



Section 6
Processus de contestation

Description

Recours et conciliation

La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* et la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* accordent un recours au travailleur qui croit avoir été congédié, suspendu, déplacé, victime de mesures discriminatoires, de représailles ou de toute autre sanction parce qu'il a subi une lésion professionnelle ou qu'il a exercé un droit que lui confère la loi. Ces lois permettent à la CSST de tenter de concilier ce travailleur, s'il y consent, et son employeur. Si la conciliation échoue, la Commission rend une décision.

Révision administrative

L'entrée en vigueur de la *Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant certaines dispositions législatives,* le 1er avril 1998, marque le début de la révision administrative à la CSST (et l'abolition des bureaux de révision, créés par l'entrée en vigueur de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* le 19 août 1985).

Toutes les demandes de révision faites à la suite d'une décision rendue par la CSST font l'objet d'une révision administrative sans audition. La mise en place de ce processus de révision administrative a pour objectifs d'humaniser, de simplifier et d'accélérer les services à la clientèle. Il s'agit d'une activité centralisée qui relève directement du président du conseil d'administration et chef de la direction.

Notes: À compter de 2010, les données relatives à la DRA ont été modifiées pour tenir compte d'une part de nouvelles données au système et d'autre part d'une maturité de 2 mois.

Au tableau 6.1, les demandes d'une autre partie inscrites par la Direction de la révision administrative sont maintenant réparties selon le domaine d'intervention.

À signaler, entre 2014 et 2015 :

- Hausse de 8,0 % des demandes inscrites par la Direction de la révision administrative (DRA), dont une hausse de 30,5 % des demandes relatives au financement, de 10,0 % pour la prévention-inspection, de 5,6 % pour le programme Pour une maternité sans danger et de 5,0 % pour la réparation

- Légère baisse de 0,2 % des plaintes reçues et de 2,1 % des plaintes finalisées par le processus de recours et conciliation; légère baisse (à 82,0 %) des plaintes réglées par conciliation

Tableau 6.1
Répartition des demandes inscrites par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2015
selon le domaine d'intervention

		Nombre	%
Réparation	• Demandes des travailleurs	**21 487**	**40,8**
	• Demandes des employeurs	**22 754**	**43,2**
	• *Total*	***44 241***	***84,0***
Financement	• Demandes des travailleurs	**19**	**0,0**
	• Demandes des employeurs	**7 629**	**14,5**
	• *Total*	***7 648***	***14,5***
Prévention-inspection	• Demandes des travailleurs	**58**	**0,1**
	• Demandes des employeurs	**349**	**0,7**
	• *Total*	***407***	***0,8***
Programme			
Pour une maternité sans danger	• Demandes des travailleurs	**177**	**0,3**
	• Demandes des employeurs	**31**	**0,1**
	• *Total*	***208***	***0,4***
Indéterminé			
	• Demandes des travailleurs	**0**	**0,0**
	• Demandes des employeurs	**0**	**0,0**
	• *Total*	***0***	***0,0***
Total	• *Demandes des travailleurs*	***21 741***	***41,3***
	• *Demandes des employeurs*	***30 763***	***58,4***
	• *Demandes d'une autre partie* [1]	***188***	***0,4***
Total		**52 692**	**100**

1. Demandes faites par une partie autre qu'un travailleur ou un employeur.

Note - À compter de 2010, les données relatives à la DRA ont été modifiées pour tenir compte d'une part de nouvelles données au système et d'autre part d'une maturité de 2 mois.

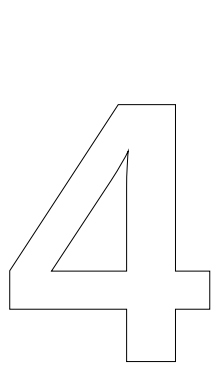
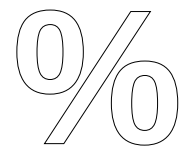
Tableau 6.2

Répartition des décisions rendues par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2015 selon le demandeur

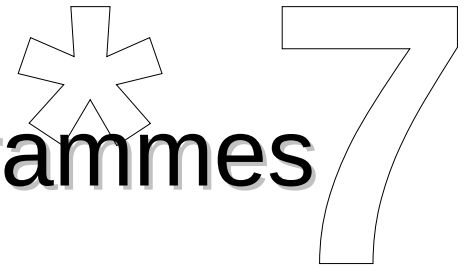
		Nombre	%
Modification de la décision de 1ère instance	• Demandes des travailleurs	1 751	3,9
	• Demandes des employeurs	997	2,2
	• Demandes d'une autre partie	8	0,0
	• *Total*	*2 756*	*6,1*
Maintien de la décision de 1ère instance	• Demandes des travailleurs	17 495	38,6
	• Demandes des employeurs	24 949	55,0
	• Demandes d'une autre partie	145	0,3
	• *Total*	*42 589*	*93,9*
Total	• *Demandes des travailleurs*	*19 246*	42,4
	• *Demandes des employeurs*	*25 946*	57,2
	• *Demandes d'une autre partie*	*153*	*0,3*
Total		**45 345**	**100**

Tableau 6.3
Répartition des plaintes reçues et des plaintes finalisées en 2015
selon l'article de loi concerné par le recours

	Article 32 LATMP		**Article 227 LSST**		**Articles 245 et 246 LATMP**		**Total**	
Plaintes reçues	1 910		388		0		**2 298**	
Plaintes finalisées	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
• Conciliation réussie	1 445	81,8	416	82,5	0	-	**1 861**	**82,0**
• Demande acceptée	34	1,9	17	3,4	0	-	**51**	**2,2**
• Demande rejetée	65	3,7	11	2,2	0	-	**76**	**3,3**
• Demande déclarée irrecevable	222	12,6	60	11,9	0	-	**282**	**12,4**
• Total des décisions	321	18,2	88	17,5	0	-	**409**	**18,0**
Total des plaintes réglées (conciliation ou décision)	1 766	100	504	100	0	-	**2 270**	**100**
• Fermeture administrative	68		12		0		**80**	
• Total	**1 834**		**516**		**0**		**2 350**	

Section 7
Volet statistique des programmes de réparation



Description

Cette section regroupe des informations concernant les dossiers ouverts et acceptés selon quelques variables d'intérêt : âge du travailleur, sexe, siège de la lésion, nature de la lésion, catégorie de lésion, genre d'accident ou d'exposition, agent causal de la lésion, agent causal secondaire, profession du travailleur. Également, des statistiques sur les décès y sont présentées.

Notes explicatives

Siège de la lésion

Identification de la partie du corps qui est directement affectée par la nature de la blessure ou de la maladie.

Nature de la lésion

Identification des principales caractéristiques physiques de la blessure ou de la maladie.

Genre d'accident ou d'exposition

Description de la manière dont la blessure ou la maladie a été produite ou infligée par l'agent causal de la lésion.

Agent causal

Identification de l'objet, la substance, l'exposition ou le mouvement du corps qui a produit ou infligé directement la blessure ou la maladie.

Agent causal secondaire

Identification de l'objet, la substance ou la personne qui a généré l'agent causal de la lésion ou qui a contribué au genre d'accident ou d'exposition.

À signaler, entre 2014 et 2015 :

- Lésions professionnelles :
  - Baisse de 0,7 % des accidents du travail
  - Hausse de 2,2 % des maladies professionnelles
  - Baisse de 4,3 % de la proportion des maladies professionnelles associées à un trouble de l'oreille ou de l'audition

- Décès :
  - Hausse de 21,1 % des décès associés à un accident du travail
  - Hausse de 18,7 % des décès associés à une maladie professionnelle
  - Hausse de 116,7 % de la proportion des décès accidentels résultant d'un contact avec des objets ou de l'équipement
  - Baisse de 14,3 % de la proportion des décès accidentels résultant d'une chute
  - Baisse de 9,5 % de la proportion des décès accidentels résultant d'un accident de transport
  - Hausse de 25,5 % des décès pour maladie professionnelle associés à l'amiante
  - Baisse de 20,0 % des décès pour maladie professionnelle associés à la silice

Tableau 7.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2015 et acceptés[1] selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
2010 ou antérieures	10	0,0	7	0,1
2011	4	0,0	1	0,0
2012	13	0,0	9	0,2
2013	48	0,1	17	0,3
2014	6 102	7,5	730	12,5
2015	75 588	92,4	5 089	86,9
Total	**81 765**	**100**	**5 853**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptés au 1er mars 2016; incluant 1 952 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.2

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2015 et acceptés[1]
selon les caractéristiques des bénéficiaires et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle	
		Nombre	%	Nombre	%
Sexe du travailleur	• Féminin	29 770	36,4	507	8,7
	• Masculin	51 995	63,6	5 346	91,3
	• *Total*	*81 765*	*100*	*5 853*	*100*
Âge du travailleur à la lésion professionnelle	• Moins de 20 ans	2 521	3,1	11	0,2
	• 20 à 24 ans	7 848	9,6	40	0,7
	• 25 à 34 ans	17 524	21,4	147	2,5
	• 35 à 44 ans	18 751	22,9	273	4,7
	• 45 à 54 ans	21 138	25,9	817	14,0
	• 55 à 64 ans	12 883	15,8	1 990	34,0
	• 65 ans ou plus	1 100	1,3	2 575	44,0
	• *Total*	*81 765*	*100*	*5 853*	*100*
Âge entier moyen du travailleur à la lésion professionnelle	• **Féminin**		**41**		**53**
	• **Masculin**		**41**		**63**
	• ***Total***		***41***		***62***

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptés au 1er mars 2016; incluant 1 952 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.3

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2015 et acceptés[1]
selon le siège de la lésion et l'âge du travailleur à l'accident

		Moins de 20 ans		20 à 24 ans		25 à 34 ans		35 à 44 ans		45 à 54 ans		55 à 64 ans		65 ans ou plus		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Tête	• Région crânienne	97	3,8	244	3,1	377	2,2	395	2,1	404	1,9	247	1,9	36	3,3	**1 800**	**2,2**
	• Oreille(s)	1	0,0	7	0,1	23	0,1	23	0,1	20	0,1	25	0,2	1	0,1	**100**	**0,1**
	• Visage	103	4,1	388	4,9	801	4,6	753	4,0	712	3,4	434	3,4	47	4,3	**3 238**	**4,0**
	• Autres parties de la tête	7	0,3	32	0,4	67	0,4	95	0,5	81	0,4	46	0,4	8	0,7	**336**	**0,4**
	• *Total*	*208*	*8,3*	*671*	*8,5*	*1 268*	*7,2*	*1 266*	*6,8*	*1 217*	*5,8*	*752*	*5,8*	*92*	*8,4*	***5 474***	***6,7***
Cou	• Cou, sauf siège interne	0	0,0	8	0,1	18	0,1	18	0,1	16	0,1	4	0,0	0	0,0	**64**	**0,1**
	• Région cervicale	55	2,2	205	2,6	548	3,1	673	3,6	586	2,8	293	2,3	17	1,5	**2 377**	**2,9**
	• Autres parties du cou	0	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	0	0,0	2	0,0	0	0,0	**5**	**0,0**
	• *Total*	*55*	*2,2*	*214*	*2,7*	*567*	*3,2*	*692*	*3,7*	*602*	*2,8*	*299*	*2,3*	*17*	*1,5*	***2 446***	***3,0***
Tronc	• Épaules	102	4,0	439	5,6	1 045	6,0	1 245	6,6	1 693	8,0	1 046	8,1	104	9,5	**5 674**	**6,9**
	• Thorax	25	1,0	88	1,1	275	1,6	373	2,0	562	2,7	427	3,3	42	3,8	**1 792**	**2,2**
	• Dos, colonne vertébrale	486	19,3	1 869	23,8	4 819	27,5	5 211	27,8	5 391	25,5	2 828	22,0	166	15,1	**20 770**	**25,4**
	• Abdomen	6	0,2	23	0,3	47	0,3	62	0,3	77	0,4	49	0,4	4	0,4	**268**	**0,3**
	• Région pelvienne	11	0,4	62	0,8	126	0,7	175	0,9	247	1,2	218	1,7	22	2,0	**861**	**1,1**
	• Autres parties du tronc	7	0,3	37	0,5	104	0,6	138	0,7	146	0,7	105	0,8	21	1,9	**558**	**0,7**
	• *Total*	*637*	*25,3*	*2 518*	*32,1*	*6 416*	*36,6*	*7 204*	*38,4*	*8 116*	*38,4*	*4 673*	*36,3*	*359*	*32,6*	***29 923***	***36,6***
Membres supérieurs	• Bras	125	5,0	304	3,9	738	4,2	900	4,8	1 153	5,5	662	5,1	46	4,2	**3 928**	**4,8**
	• Poignet(s)	97	3,8	287	3,7	621	3,5	564	3,0	616	2,9	383	3,0	40	3,6	**2 608**	**3,2**
	• Main(s), sauf doigt(s) seulement	200	7,9	429	5,5	704	4,0	648	3,5	686	3,2	407	3,2	28	2,5	**3 102**	**3,8**
	• Doigt(s), ongle(s)	487	19,3	1 106	14,1	1 895	10,8	1 773	9,5	1 906	9,0	1 164	9,0	93	8,5	**8 424**	**10,3**
	• Autres parties des membres supérieurs	19	0,8	65	0,8	130	0,7	139	0,7	151	0,7	88	0,7	8	0,7	**600**	**0,7**
	• *Total*	*928*	*36,8*	*2 191*	*27,9*	*4 088*	*23,3*	*4 024*	*21,5*	*4 512*	*21,3*	*2 704*	*21,0*	*215*	*19,5*	***18 662***	***22,8***
Membres inférieurs	• Jambe(s)	171	6,8	558	7,1	1 276	7,3	1 451	7,7	1 923	9,1	1 325	10,3	137	12,5	**6 841**	**8,4**
	• Cheville(s)	134	5,3	471	6,0	1 049	6,0	937	5,0	922	4,4	555	4,3	42	3,8	**4 110**	**5,0**
	• Pied(s), sauf orteil(s) seulement	114	4,5	253	3,2	467	2,7	486	2,6	577	2,7	339	2,6	31	2,8	**2 267**	**2,8**
	• Orteil(s), ongle(s) d'orteil(s)	32	1,3	60	0,8	113	0,6	106	0,6	121	0,6	76	0,6	5	0,5	**513**	**0,6**
	• Autres parties des membres inférieurs	19	0,8	46	0,6	110	0,6	123	0,7	137	0,6	93	0,7	7	0,6	**535**	**0,7**
	• *Total*	*470*	*18,6*	*1 388*	*17,7*	*3 015*	*17,2*	*3 103*	*16,5*	*3 680*	*17,4*	*2 388*	*18,5*	*222*	*20,2*	***14 266***	***17,4***
Systèmes corporels		65	2,6	311	4,0	787	4,5	670	3,6	633	3,0	304	2,4	12	1,1	**2 782**	**3,4**
Sièges multiples		131	5,2	415	5,3	1 058	6,0	1 474	7,9	1 742	8,2	1 234	9,6	123	11,2	**6 177**	**7,6**
Appareils prosthétiques (prothèses)		9	0,4	53	0,7	126	0,7	132	0,7	410	1,9	382	3,0	41	3,7	**1 153**	**1,4**
Autres ou indéterminé		18	0,7	87	1,1	199	1,1	186	1,0	226	1,1	147	1,1	19	1,7	**882**	**1,1**
Total		**2 521**	**100**	**7 848**	**100**	**17 524**	**100**	**18 751**	**100**	**21 138**	**100**	**12 883**	**100**	**1 100**	**100**	**81 765**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptés au 1er mars 2016; incluant 1 862 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.4

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2015 et acceptés[1] selon le genre d'accident ou d'exposition

		Nombre	%
Contacts avec des objets ou de l'équipement	• Heurter un objet	4 696	5,7
	• Frappé par un objet	8 454	10,3
	• Coincé ou écrasé par de l'équipement ou des objets	4 075	5,0
	• Frottement ou abrasion par friction ou pression	3 288	4,0
	• Autres contacts avec des objets ou de l'équipement	954	1,2
	• *Total*	*21 467*	*26,3*
Chutes	• Chute à un niveau inférieur	4 027	4,9
	• Saut à un niveau inférieur	152	0,2
	• Chute au même niveau	7 997	9,8
	• Autres chutes	901	1,1
	• *Total*	*13 077*	*16,0*
Réactions du corps et efforts	• Réaction du corps *(s'étirer, marcher, glisser, trébucher, …)*	13 326	16,3
	• Effort excessif	13 076	16,0
	• Mouvement répétitif	629	0,8
	• État corporel, n.c.a.	28	0,0
	• Autres réactions du corps et efforts	3 127	3,8
	• *Total*	*30 186*	*36,9*
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	• Contact avec le courant électrique	190	0,2
	• Contact avec des températures extrêmes	1 241	1,5
	• Exposition à des substances caustiques, nocives ou allergènes	2 238	2,7
	• Exposition au bruit	36	0,0
	• Exposition au rayonnement	29	0,0
	• Exposition à un événement traumatisant ou stressant, n.c.a.	441	0,5
	• Autres expositions à des substances ou à des environnements nocifs	250	0,3
	• *Total*	*4 425*	*5,4*
Accidents de transport	• Accident de la route	982	1,2
	• Accident hors route, sauf ferroviaire, aérien ou nautique	241	0,3
	• Piéton, non-passager heurté par un véhicule, un équipement mobile	106	0,1
	• Accident ferroviaire	6	0,0
	• Accident de véhicule nautique	5	0,0
	• Accident d'aéronef	4	0,0
	• Autres accidents de transport	38	0,0
	• *Total*	1 382	*1,7*
Feux et explosions		67	0,1
Voies de fait et actes violents	• Voies de fait et acte violent par une ou des personnes	2 021	2,5
	• Attaque par des animaux	93	0,1
	• Autres voies de fait et actes violents	11	0,0
	• *Total*	*2 125*	*2,6*
Autres ou indéterminé		9 036	11,1
Total		**81 765**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptés au 1er mars 2016; incluant 1 862 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.5

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2015 et acceptés[1]
selon la nature de la lésion

		Nombre	%
Blessure ou trouble traumatique	• Blessure traumatique aux os, aux nerfs ou à la moëlle épinière	5 922	7,2
	• Blessure traumatique aux muscles, tendons, ligaments, articulations, etc.	33 286	40,7
	• Plaie ouverte	6 436	7,9
	• Plaie ou contusion superficielle	10 757	13,2
	• Brûlure	1 568	1,9
	• Blessure intracrânienne	931	1,1
	• Blessures ou troubles traumatiques multiples	1 842	2,3
	• Autres blessures ou troubles traumatiques	2 448	3,0
	• Total	*63 190*	*77,3*
Maladie ou trouble systémique	• Maladie du système nerveux ou des organes sensoriels	881	1,1
	• Maladie de l'appareil respiratoire	128	0,2
	• Maladie ou trouble de l'appareil digestif	418	0,5
	• Maladie ou trouble du système musculo-squelettique	5 359	6,6
	• Maladie de la peau ou du tissu sous-cutané	323	0,4
	• Autres maladies ou troubles systémiques	11	0,0
	• Total	*7 120*	*8,7*
Maladie infectieuse ou parasitaire		1 329	1,6
Néoplasme, tumeur, cancer		1	0,0
Symptômes, signes et états mal définis	• Symptômes impliquant le système nerveux ou musculo-squelettique	64	0,1
	• Autres symptômes, signes ou états mal définis	6	0,0
	• Total	*70*	*0,1*
Autres maladies, états ou troubles	• Dommages aux appareils prosthétiques (prothèses)	816	1,0
	• Trouble ou syndrome mental	990	1,2
	• Autres maladies, états ou troubles	38	0,0
	• Total	*1 844*	*2,3*
Maladies, états ou troubles multiples		260	0,3
Autres ou indéterminée		7 951	9,7
Total		**81 765**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptés au 1er mars 2016; incluant 1 862 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.6a

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2015 et acceptés[1]
selon l'agent causal de la lésion

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	1 066	1,3
Contenants	5 273	6,4
Mobilier et appareils	1 946	2,4
Machinerie	2 029	2,5
Pièces et matériaux	8 194	10,0
Personnes, plantes, animaux et minéraux	30 101	36,8
Structures et surfaces	11 470	14,0
Outils, instruments et matériel	4 818	5,9
Véhicules	2 990	3,7
Autres ou indéterminé	13 878	17,0
Total	**81 765**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptés au 1er mars 2016; incluant 1 862 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.6b

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2015 et acceptés[1]
selon l'agent causal secondaire

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	322	0,4
Contenants	3 655	4,5
Mobilier et appareils	1 345	1,6
Machinerie	1 305	1,6
Pièces et matériaux	4 244	5,2
Personnes, plantes, animaux et minéraux	15 981	19,5
Structures et surfaces	4 299	5,3
Outils, instruments et matériel	3 495	4,3
Véhicules	2 133	2,6
Autres ou indéterminé	44 986	55,0
Total	**81 765**	**100**

Tableau 7.7

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2015 et acceptés[1]
selon la profession du travailleur et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
Directeurs, administrateurs et personnel assimilé	951	1,2	18	0,3
Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques	602	0,7	21	0,4
Travailleurs spécialisés des sciences sociales et secteurs connexes	646	0,8	1	0,0
Enseignants et personnel assimilé	3 135	3,8	19	0,3
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs assimilés	9 488	11,6	54	0,9
Professionnels des domaines artistique et littéraire et personnel assimilé	253	0,3	3	0,1
Travailleurs spécialisés des sports et loisirs	223	0,3	1	0,0
Personnel administratif et travailleurs assimilés	4 276	5,2	33	0,6
Travailleurs spécialisés dans la vente	4 435	5,4	50	0,9
Travailleurs spécialisés dans les services	9 205	11,3	119	2,0
Agriculteurs, horticulteurs et éleveurs	762	0,9	18	0,3
Travailleurs forestiers et bûcherons	243	0,3	50	0,9
Mineurs, carriers, foreurs de puits et travailleurs assimilés	340	0,4	78	1,3
Travailleurs des industries de transformation	3 050	3,7	274	4,7
Usineurs et travailleurs des secteurs connexes	2 700	3,3	258	4,4
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	6 119	7,5	547	9,3
Travailleurs de bâtiment	5 225	6,4	630	10,8
Personnel d'exploitation des transports	3 598	4,4	184	3,1
Manutentionnaires et travailleurs assimilés	7 165	8,8	407	7,0
Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines	814	1,0	110	1,9
Autres ou indéterminée	18 535	22,7	2 978	50,9
Total	**81 765**	**100**	**5 853**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptés au 1er mars 2016; incluant 1 952 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.8

Répartition des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2015 et acceptés[1]
selon la nature de la maladie et l'âge du travailleur à la maladie

		Moins de 20 ans		20 à 24 ans		25 à 34 ans		35 à 44 ans		45 à 54 ans		55 à 64 ans		65 ans ou plus		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Blessures et troubles traumatiques	• Entorse, foulure, déchirure	2	18,2	0	0,0	3	2,0	2	0,7	6	0,7	4	0,2	0	0,0	**17**	**0,3**
	• Blessure traumatique aux muscles, tendons, etc.	1	9,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Autres intoxications ou effets toxiques	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Blessure ou trouble traumatique avec diagnostic imprécis	0	0,0	0	0,0	1	0,7	0	0,0	3	0,4	2	0,1	0	0,0	**6**	**0,1**
	• Autres blessures ou troubles traumatiques	0	0,0	0	0,0	3	2,0	3	1,1	2	0,2	2	0,1	1	0,0	**11**	**0,2**
	• Total	*3*	*27,3*	*0*	*0,0*	*7*	*4,8*	*5*	*1,8*	*12*	*1,5*	*8*	*0,4*	*1*	*0,0*	***36***	***0,6***
Maladies et troubles systémiques	• Trouble du système nerveux périphérique	1	9,1	2	5,0	19	12,9	23	8,4	29	3,5	13	0,7	0	*0,0*	**87**	**1,5**
	• Trouble de l'œil, des annexes ou de la vue	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Trouble de l'oreille, de la mastoïde ou de l'audition	0	0,0	0	0,0	10	6,8	60	22,0	411	50,3	1 317	66,2	1 800	69,9	**3 598**	**61,5**
	• Syndrome de Raynaud	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,7	0	0,0	9	0,5	0	0,0	**11**	**0,2**
	• Bronchopneumopathie obstructive chronique ou état apparenté	0	0,0	1	2,5	4	2,7	3	1,1	3	0,4	3	0,2	0	0,0	**14**	**0,2**
	• Pneumoconiose	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,4	2	0,2	12	0,6	74	2,9	**89**	**1,5**
	• Autres maladies de l'appareil respiratoire	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	**1**	**0,0**
	• Entérite ou colite non infectieuse	0	0,0	1	2,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Affections du rachis (dos)	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Inflammation, rhumatisme, sauf le rachis	2	18,2	14	35,0	37	25,2	70	25,6	82	10,0	46	2,3	1	0,0	**252**	**4,3**
	• Infection de la peau ou du tissu sous-cutané	0	0,0	1	2,5	3	2,0	1	0,4	2	0,2	1	0,1	0	0,0	**8**	**0,1**
	• Dermatite	1	9,1	5	12,5	6	4,1	10	3,7	13	1,6	6	0,3	0	0,0	**41**	**0,7**
	• Autres maladies ou troubles systémiques	0	0,0	0	0,0	1	0,7	3	1,1	1	0,1	2	0,1	0	0,0	**7**	**0,1**
	• Total	*4*	*36,4*	*24*	*60,0*	*80*	*54,4*	*174*	*63,7*	*543*	*66,5*	*1 409*	*70,8*	*1 876*	*72,9*	***4 110***	***70,2***
Maladies infectieuses et parasitaires		0	0,0	1	2,5	0	0,0	0	0,0	6	0,7	1	0,1	0	*0,0*	**8**	**0,1**
Néoplasmes, tumeurs et cancers		0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	7	0,4	46	1,8	**53**	**0,9**
Symptômes, signes et états mal définis		0	0,0	0	0,0	2	1,4	0	0,0	1	0,1	0	0,0	0	0,0	**3**	**0,1**
Autres maladies, états ou troubles		0	0,0	0	0,0	1	0,7	1	0,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**2**	**0,0**
Autres ou indéterminé		4	36,4	15	37,5	57	38,8	93	34,1	255	31,2	565	28,4	652	25,3	**1 641**	**28,0**
Total		**11**	**100**	**40**	**100**	**147**	**100**	**273**	**100**	**817**	**100**	**1 990**	**100**	**2 575**	**100**	**5 853**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptés au 1er mars 2016; incluant 90 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.9

Répartition des décès pour l'année 2015[1]
selon la catégorie de prestation et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	Débours (en '000 de $)	Nombre	Débours (en '000 de $)
Indemnités de décès	66	3 441	121	8 444
Sans indemnités de décès	3	—	6	—
Total	**69**	**3 441**	**127**	**8 444**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2015, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015; décès acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.10

Répartition des décès pour l'année 2015[1]
selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
2010 ou antérieures	0	0,0	1	0,8
2011	1	1,4	0	0,0
2012	1	1,4	3	2,4
2013	8	11,6	10	7,9
2014	17	24,6	58	45,7
2015	42	60,9	55	43,3
Total	**69**	**100**	**127**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2015, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.11

Répartition des décès pour l'année 2015[1]
selon les caractéristiques des travailleurs décédés et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle	
		Nombre	%	Nombre	%
Sexe du travailleur	• Féminin	7	10,1	6	4,7
	• Masculin	62	89,9	121	95,3
	• *Total*	*69*	*100*	*127*	*100*
Âge du travailleur au décès	• Moins de 20 ans	0	0,0	0	—
	• 20 à 24 ans	0	0,0	0	—
	• 25 à 34 ans	13	18,8	0	—
	• 35 à 44 ans	16	23,2	0	—
	• 45 à 54 ans	22	31,9	1	0,8
	• 55 à 64 ans	12	17,4	7	5,5
	• 65 ans ou plus	6	8,7	119	93,7
	• *Total*	*69*	*100*	*127*	*100*

Âge entier moyen du travailleur au décès	**• Féminin**	**47**	**81**
	• Masculin	**47**	**75**
	• Total	***47***	***76***

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2015, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.12

Répartition des décès pour l'année 2015 pour accident du travail[1]
selon le siège de la lésion

	Nombre	%
Tête	15	21,7
Cou, y compris la gorge	2	2,9
Tronc	13	18,8
Membres supérieurs	1	1,4
Membres inférieurs	2	2,9
Systèmes corporels	11	15,9
Sièges multiples	25	36,2
Autres ou indéterminé	0	0,0
Total	**69**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2015, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 2 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.13

Répartition des décès pour l'année 2015 pour accident du travail[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

	Nombre	%
Contacts avec des objets ou de l'équipement	26	37,7
Chutes	12	17,4
Réactions du corps et efforts	1	1,4
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	8	11,6
Accidents de transport	19	27,5
Feux et explosions	1	1,4
Voies de fait et actes violents	2	2,9
Autres ou indéterminé	0	0,0
Total	**69**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2015, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 2 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.14a

Répartition des décès pour l'année 2015 pour accident du travail[1]
selon l'agent causal de la lésion

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	1	1,4
Contenants	0	0,0
Mobilier et appareils	0	0,0
Machinerie	5	7,2
Pièces et matériaux	6	8,7
Personnes, plantes, animaux et minéraux	11	15,9
Structures et surfaces	14	20,3
Outils, instruments et matériel	5	7,2
Véhicules	21	30,4
Autres ou indéterminé	6	8,7
Total	**69**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2015, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 2 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.14b

Répartition des décès pour l'année 2015 pour accident du travail[1]
selon l'agent causal secondaire

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	0	0,0
Contenants	2	2,9
Mobilier et appareils	0	0,0
Machinerie	3	4,3
Pièces et matériaux	3	4,3
Personnes, plantes, animaux et minéraux	7	10,1
Structures et surfaces	6	8,7
Outils, instruments et matériel	2	2,9
Véhicules	9	13,0
Autres ou indéterminé	37	53,6
Total	**69**	**100**

Tableau 7.15

Répartition des décès pour l'année 2015[1]
selon la profession du travailleur au décès

	Nombre	%
Directeurs, administrateurs et personnel assimilé	2	1,0
Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques	2	1,0
Enseignants et personnel assimilé	2	1,0
Personnel administratif et travailleurs assimilés	5	2,6
Travailleurs spécialisés dans la vente	3	1,5
Travailleurs spécialisés dans les services	9	4,6
Agriculteurs, horticulteurs, éleveurs	2	1,0
Travailleurs forestiers et bûcherons	6	3,1
Mineurs, carriers, foreurs de puits et travailleurs assimilés	10	5,1
Travailleurs des industries de transformation	15	7,7
Usineurs et travailleurs des secteurs connexes	16	8,2
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	23	11,7
Travailleurs du bâtiment	65	33,2
Personnel d'exploitation des transports	15	7,7
Manutentionnaires et travailleurs assimilés	14	7,1
Travailleurs, n.c.a.	5	2,6
Autres ou indéterminée	2	1,0
Total	**196**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2015, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Note: Les nombres inférieurs à 2 sont regroupés avec Autres ou indéterminée.

Tableau 7.16

Répartition des décès pour l'année 2015 pour maladie professionnelle[1]
selon la nature de la maladie

	Nombre	%
Asthme	1	0,8
Alvéolite allergique extrinsèque ou pneumonite	1	0,8
Amiantose	25	19,7
Silicose	3	2,4
Tumeur maligne (cancer)	36	28,3
Mésothéliome	60	47,2
Autres ou indéterminée	1	0,8
Total	**127**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2015, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés.

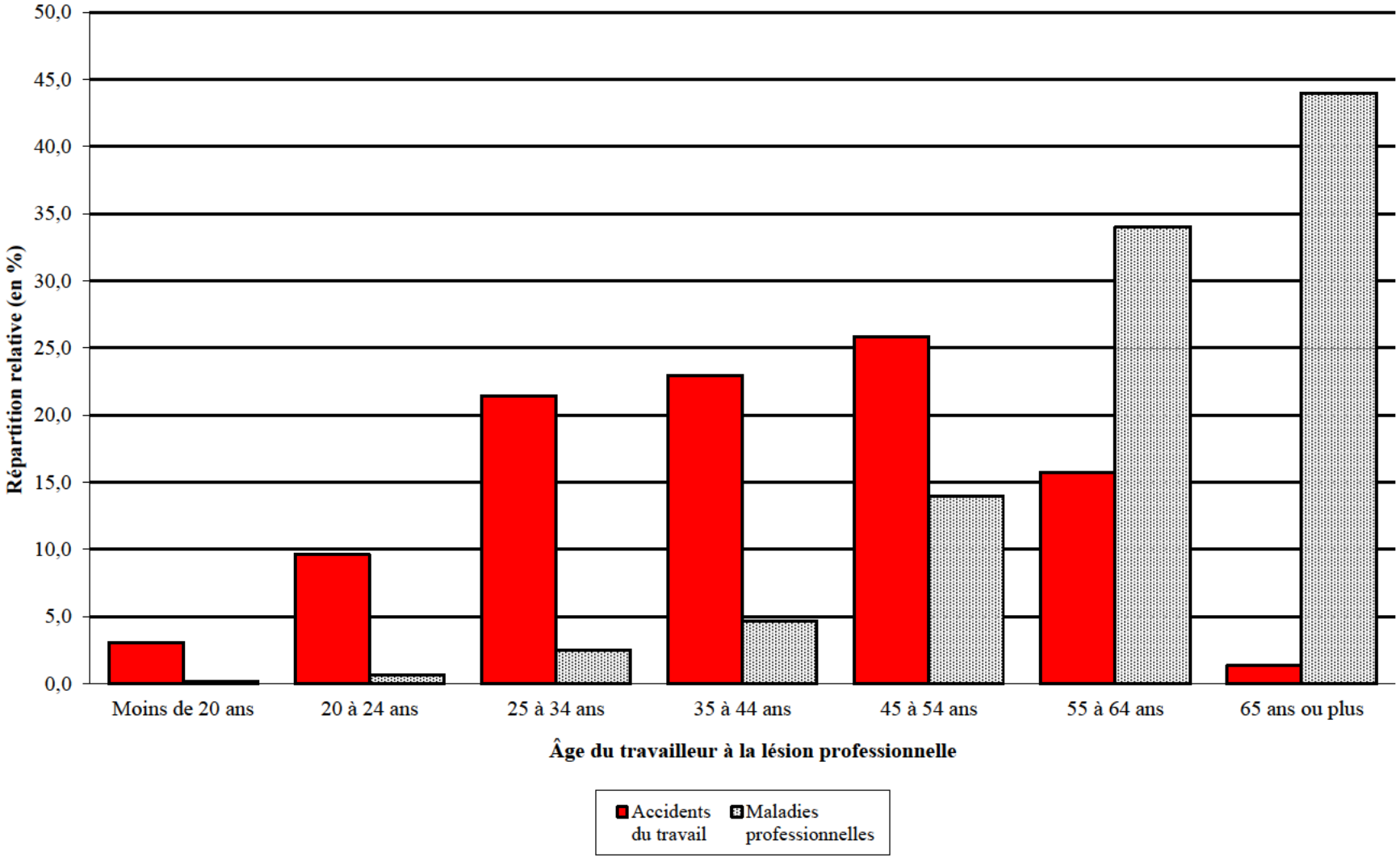
Tableau 7.17

Répartition des décès pour l'année 2015 pour maladie professionnelle[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

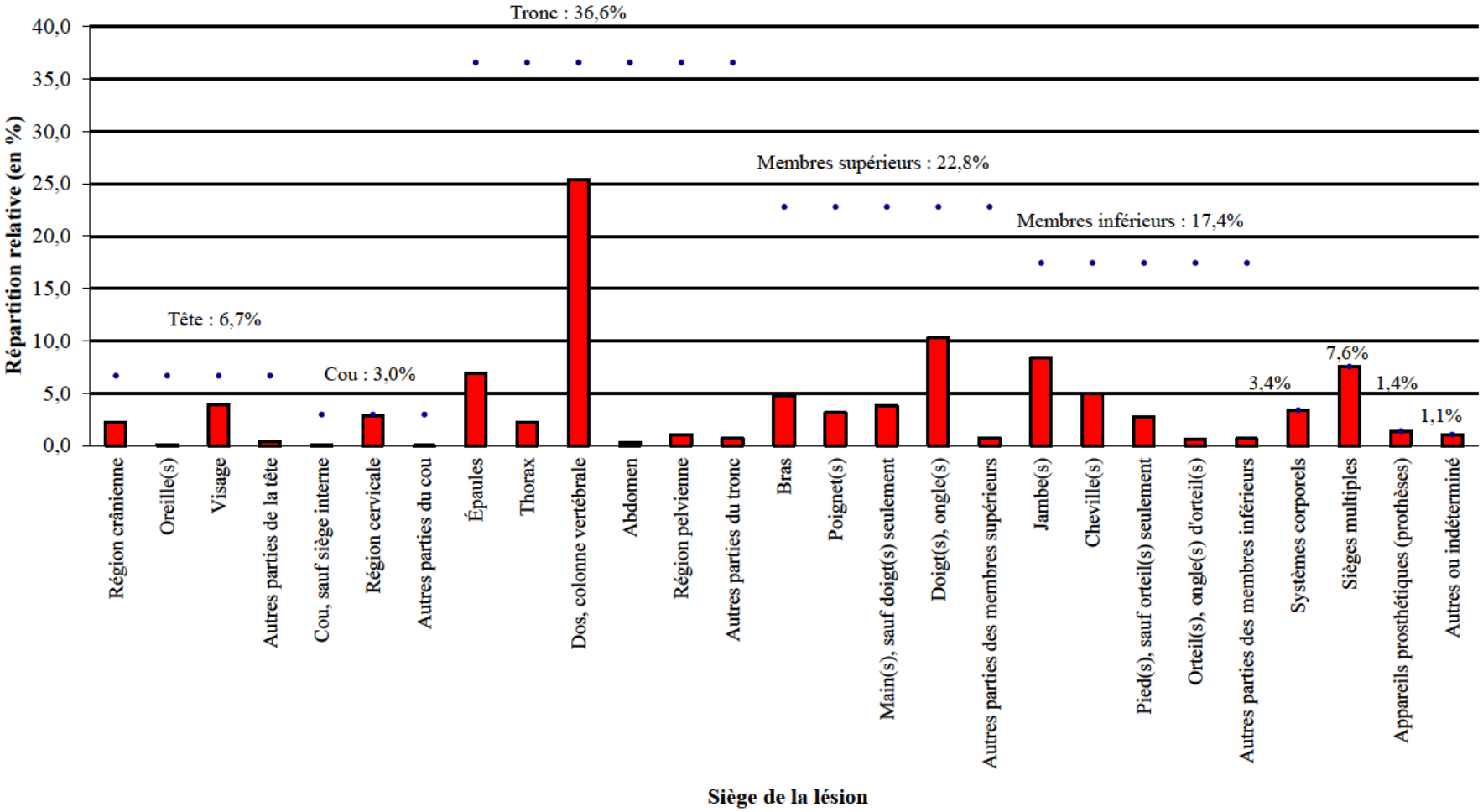
		Nombre	%
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	• Amiantose, mésothéliome ou lésion d'une autre nature dont l'agent causal ou l'agent causal secondaire est l'amiante	118	92,9
	• Silicose ou lésion d'une autre nature dont l'agent causal ou l'agent causal secondaire est la silice	4	3,1
	• Autres	4	3,1
	Total	*126*	*99,2*
Autres ou indéterminé		1	0,8
Total		**127**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2015, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés.

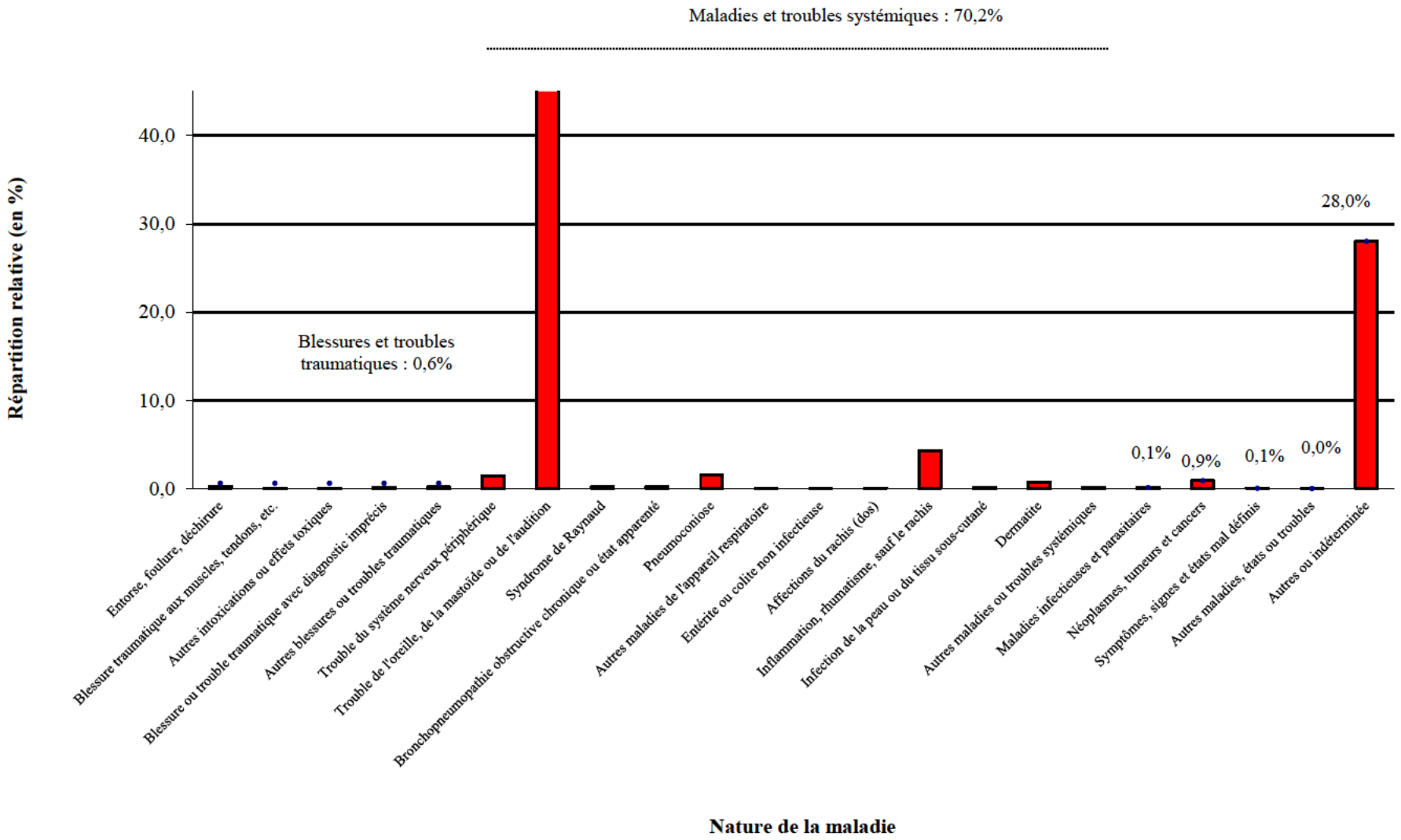
Graphique 7.1
Répartition relative des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2015 et acceptés selon l'âge du travailleur à la lésion professionnelle

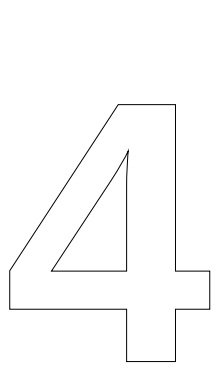
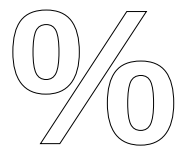


Graphique 7.2
Répartition relative des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2015 et acceptés selon le siège de la lésion

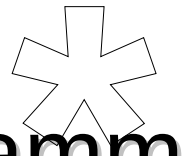
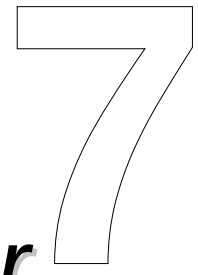


Graphique 7.3
Répartition relative des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2015 et acceptés selon la nature de la maladie



Section 8
Volet statistique du programme
Pour une maternité sans danger

Description

Cette section regroupe des informations concernant les réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger* selon quelques variables d'intérêt : âge de la travailleuse, catégorie du retrait, nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation, nature de l'agresseur, profession.

À signaler, entre 2014 et 2015 :

- Légère baisse, de 0,1 %, des réclamations du programme Pour une maternité sans danger acceptées, dont une baisse de 0,1 % pour les travailleuses enceintes et une baisse de 1,1 % pour les travailleuses qui allaitent
- Baisse de 0,6 % de la proportion des réclamations associées à un agresseur de nature ergonomique
- Baisse de 0,5 % de la proportion des réclamations associées à un agresseur de nature biologique

Tableau 8.1

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2015 et acceptées[1] selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Moins de 20 ans	538	1,6	0	0,0	**538**	**1,6**
20 à 24 ans	5 569	17,0	19	7,3	**5 588**	**16,9**
25 à 29 ans	12 363	37,7	71	27,4	**12 434**	**37,6**
30 à 34 ans	9 664	29,5	124	47,9	**9 788**	**29,6**
35 à 39 ans	3 943	12,0	38	14,7	**3 981**	**12,0**
40 ans ou plus	722	2,2	7	2,7	**729**	**2,2**
Total	**32 799**	**100**	**259**	**100**	**33 058**	**100**
Âge entier moyen de la réclamante		**29**		**31**		**29**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptées au 1er mars 2016, avec ou sans paiement.

Tableau 8.2

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2015 et acceptées[1] selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation

	Nombre	%
1re à 4e	1 881	5,7
5e à 9e	10 093	30,8
10e à 13e	5 123	15,6
14e à 17e	2 156	6,6
18e à 22e	1 590	4,8
23e à 26e	881	2,7
27e à 30e	587	1,8
31e à 35e	178	0,5
36e ou plus	11	0,0
Indéterminé	10 299	31,4
Total	**32 799**	**100**

Nombre moyen de semaines de grossesse	**11**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptées au 1er mars 2016, avec ou sans paiement.

Tableau 8.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2015 et acceptées[1] selon la nature de l'agresseur et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Agresseur chimique		3 351	10,2	74	28,6	**3 425**	**10,4**
Agresseur physique		180	0,5	0	0,0	**180**	**0,5**
Agresseur ergonomique	• Horaires de travail	1 515	4,6	0	0,0	**1 515**	**4,6**
	• Charge de travail	390	1,2	1	0,4	**391**	**1,2**
	• Postures de travail	3 671	11,2	0	0,0	**3 671**	**11,1**
	• Soulever, pousser, tirer	1 238	3,8	0	0,0	**1 238**	**3,7**
	• Autres efforts physiques	339	1,0	0	0,0	**339**	**1,0**
	• Autres risques ergonomiques	1 260	3,8	0	0,0	**1 260**	**3,8**
	• *Total*	*8 413*	*25,7*	*1*	*0,4*	***8 414***	***25,5***
Agresseur biologique		8 526	26,0	22	8,5	**8 548**	**25,9**
Agresseur à la sécurité du travail		1 912	5,8	0	0,0	**1 912**	**5,8**
Autres ou indéterminé		10 417	31,8	162	62,5	**10 579**	**32,0**
Total		**32 799**	**100**	**259**	**100**	**33 058**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptées au 1er mars 2016, avec ou sans paiement.

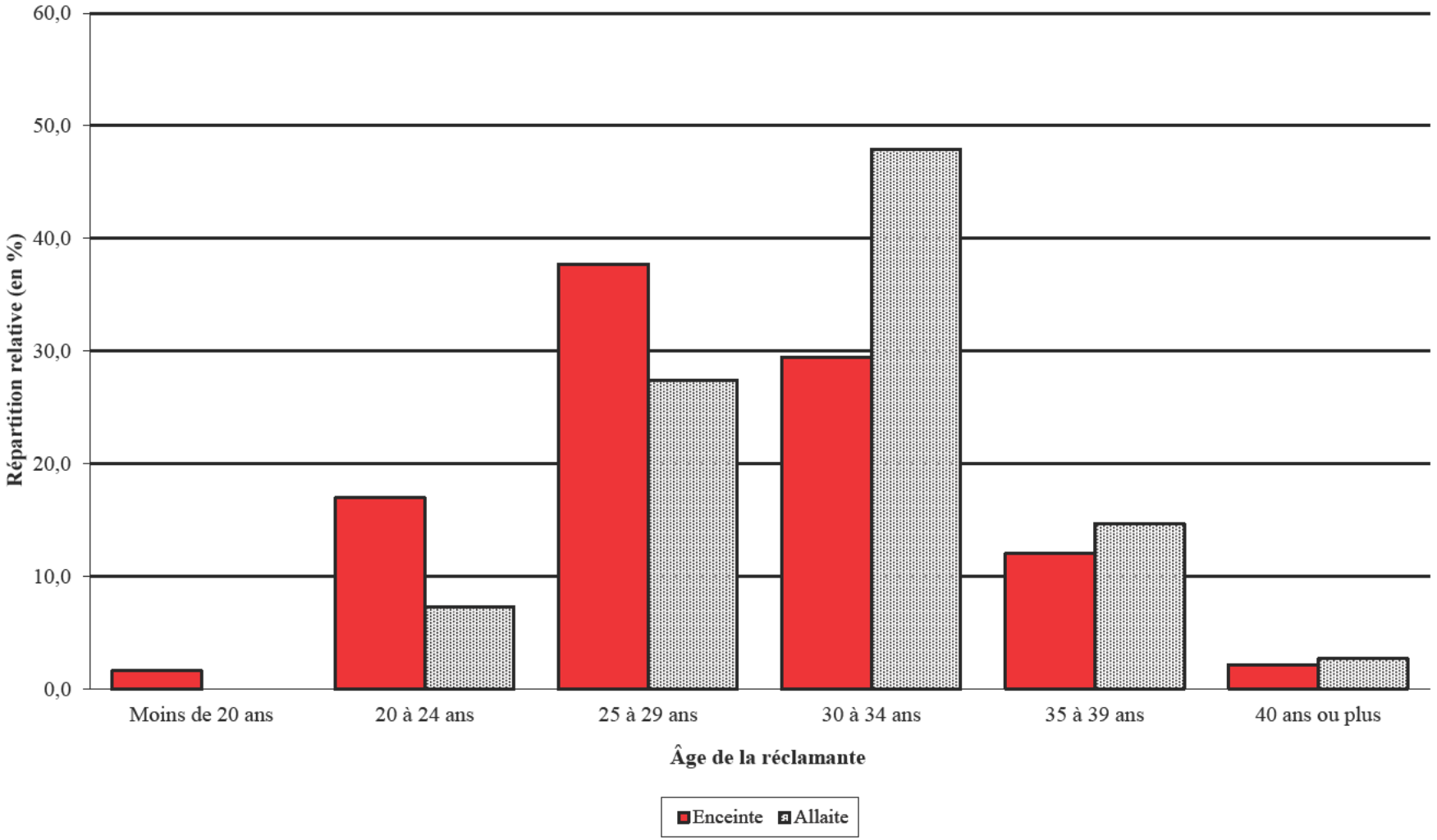
Tableau 8.4

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2015 et acceptées[1] selon la profession de la travailleuse et la catégorie du retrait

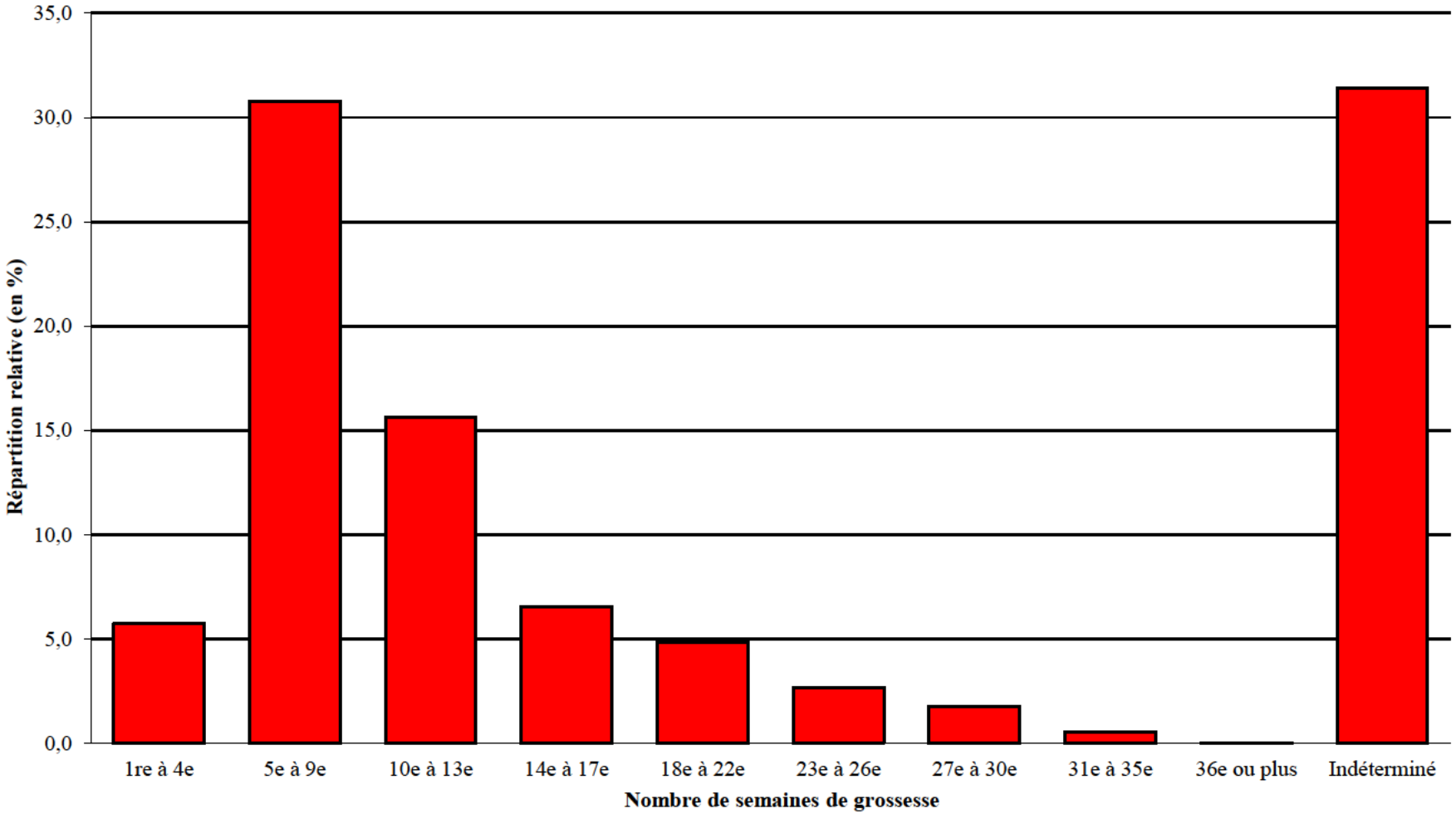
	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Technicienne en sciences naturelles	106	0,3	5	1,9	**111**	**0,3**
Enseignante	3 964	12,1	2	0,8	**3 966**	**12,0**
Infirmière	4 790	14,6	27	10,4	**4 817**	**14,6**
Autre personnel médical	1 808	5,5	18	6,9	**1 826**	**5,5**
Secrétaire	155	0,5	2	0,8	**157**	**0,5**
Caissière	878	2,7	1	0,4	**879**	**2,7**
Employée de bureau	372	1,1	2	0,8	**374**	**1,1**
Vendeuse	1 656	5,0	4	1,5	**1 660**	**5,0**
Commis	194	0,6	0	0,0	**194**	**0,6**
Travailleuse des aliments	336	1,0	0	0,0	**336**	**1,0**
Barmaid	2 151	6,6	0	0,0	**2 151**	**6,5**
Préposée à l'entretien	342	1,0	0	0,0	**342**	**1,0**
Services personnels	1 631	5,0	3	1,2	**1 634**	**4,9**
Autre travailleuse des services	177	0,5	0	0,0	**177**	**0,5**
Couturière	58	0,2	0	0,0	**58**	**0,2**
Travailleuse du textile	25	0,1	1	0,4	**26**	**0,1**
Manutentionnaire	254	0,8	3	1,2	**257**	**0,8**
Travailleuse de l'imprimerie	39	0,1	1	0,4	**40**	**0,1**
Autres ou indéterminée	13 863	42,3	190	73,4	**14 053**	**42,5**
Total	**32 799**	**100**	**259**	**100**	**33 058**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptées au 1er mars 2016, avec ou sans paiement.

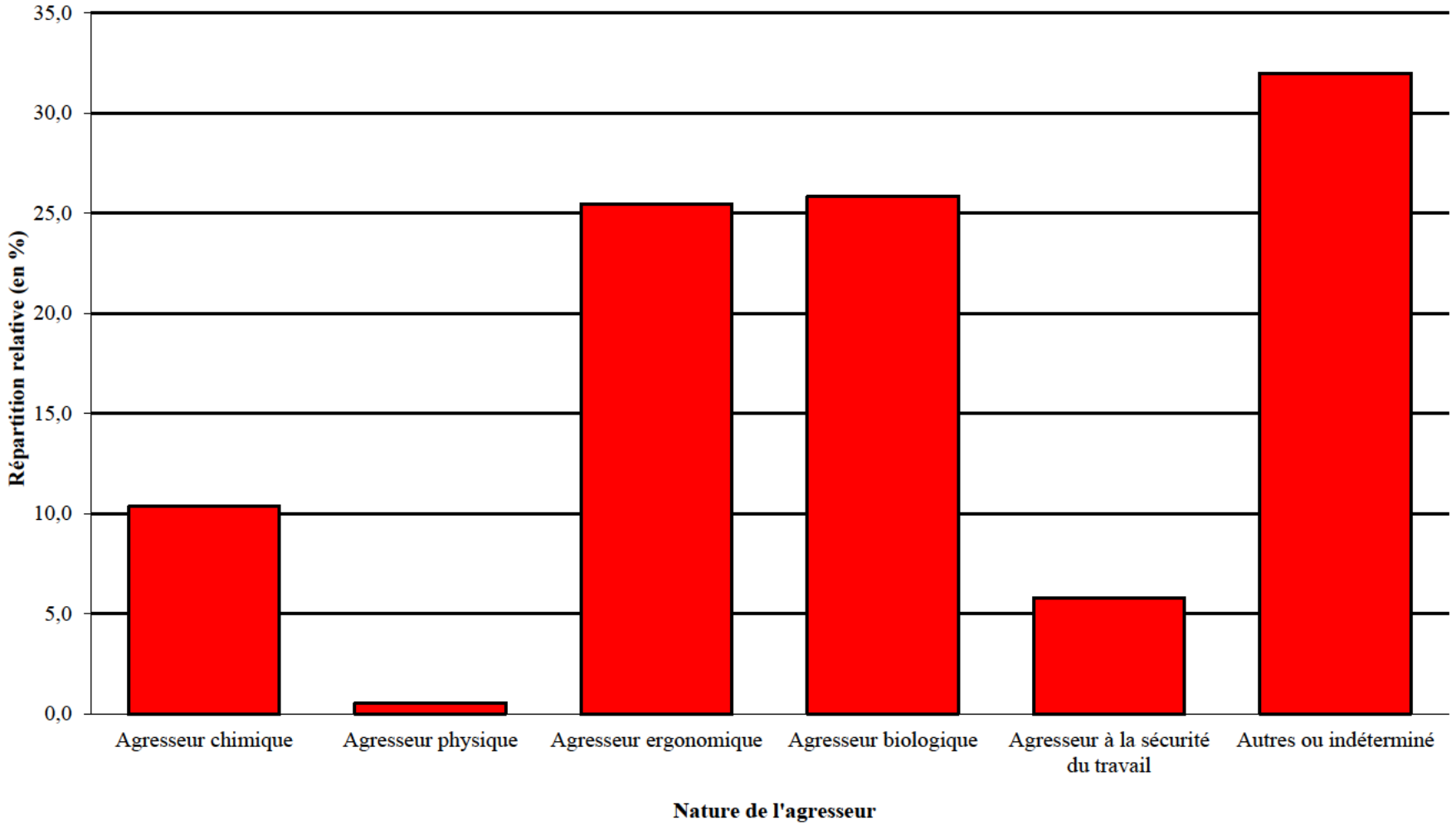
Graphique 8.1
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2015 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait



Graphique 8.2
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2015 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation



Graphique 8.3
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2015 et acceptées selon la nature de l'agresseur



Section 9
Statistiques selon le secteur d’activité économique

Description

Toutes les entreprises appartiennent à une branche d'activité économique déterminée en fonction de leur activité principale. Les secteurs d'activité économique sont déterminés à partir de la « classification des activités économiques du Québec » et sont rattachés aux employeurs inscrits à la Commission.

Les 32 secteurs d'activité économique sont répartis en six groupes selon un ordre de priorité, qui tient compte de la fréquence et de la gravité des lésions professionnelles.

Les tableaux dans cette section reprennent certains résultats des sections précédentes et les ventilent par secteur d'activité économique du dossier d'expérience de l'employeur. Les sujets suivants sont couverts :

- dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie de lésion;
- décès inscrits;
- réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger*;
- travailleurs couverts, établissements actifs et mécanismes de prévention;
- dossiers d'intervention en prévention-inspection créés;
- visites effectuées et dérogations constatées;
- décisions prises lors des interventions et constats d'infraction signifiés.

Notes: puisque les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ne sont plus disponibles, le tableau présente maintenant la répartition du nombre d'établissements, sans égard au nombre de travailleurs (tableau 9.4) .

La répartition du nombre de travailleurs selon le secteur d'activité économique n'étant pas disponible, cette donnée a été retirée du tableau. L'estimation du nombre total de travailleurs couverts est présentée à la section 1 (tableau 1.2).

Les décès associés à des employeurs non assurés sont maintenant répartis dans les secteurs. Leur nombre est mentionné.

À compter de l'année 2010, les données relatives aux visites, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Tableau 9.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2015 et acceptés[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	6 153	7,5	263	4,5	**6 416**	**7,3**
	• Industrie chimique	573	0,7	21	0,4	**594**	**0,7**
	• Forêt et scieries	1 107	1,4	84	1,4	**1 191**	**1,4**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	745	0,9	100	1,7	**845**	**1,0**
	• Fabrication de produits en métal	2 835	3,5	90	1,5	**2 925**	**3,3**
	• *Total*	*11 413*	*14,0*	*558*	*9,5*	***11 971***	***13,7***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 333	1,6	62	1,1	**1 395**	**1,6**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	1 311	1,6	57	1,0	**1 368**	**1,6**
	• Fabrication d'équipement de transport	1 867	2,3	99	1,7	**1 966**	**2,2**
	• Première transformation des métaux	953	1,2	193	3,3	**1 146**	**1,3**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	669	0,8	38	0,6	**707**	**0,8**
	• *Total*	*6 133*	*7,5*	*449*	*7,7*	***6 582***	***7,5***
Groupe III	• Administration publique	4 757	5,8	85	1,5	**4 842**	**5,5**
	• Industrie des aliments et boissons	3 667	4,5	158	2,7	**3 825**	**4,4**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	375	0,5	18	0,3	**393**	**0,4**
	• Industrie du papier et activités diverses	576	0,7	71	1,2	**647**	**0,7**
	• Transport et entreposage	4 939	6,0	95	1,6	**5 034**	**5,7**
	• *Total*	*14 314*	*17,5*	*427*	*7,3*	***14 741***	***16,8***

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptés au 1er mars 2016; incluant 1 952 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 9.1 (suite)

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2015 et acceptés[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	11 660	14,3	181	3,1	**11 841**	**13,5**
	• Industrie du cuir	42	0,1	1	0,0	**43**	**0,0**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	682	0,8	31	0,5	**713**	**0,8**
	• Industrie du tabac	5	0,0	3	0,1	**8**	**0,0**
	• Industrie textile	246	0,3	20	0,3	**266**	**0,3**
	• *Total*	*12 635*	*15,5*	*236*	*4,0*	***12 871***	***14,7***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	9 764	11,9	126	2,2	**9 890**	**11,3**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	1 886	2,3	47	0,8	**1 933**	**2,2**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	289	0,4	17	0,3	**306**	**0,3**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	36	0,0	3	0,1	**39**	**0,0**
	• Fabrication de produits électriques	462	0,6	22	0,4	**484**	**0,6**
	• *Total*	*12 437*	*15,2*	*215*	*3,7*	***12 652***	***14,4***
Groupe VI	• Agriculture	943	1,2	24	0,4	**967**	**1,1**
	• Bonneterie et habillement	156	0,2	9	0,2	**165**	**0,2**
	• Enseignement et services annexes	3 584	4,4	29	0,5	**3 613**	**4,1**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	774	0,9	12	0,2	**786**	**0,9**
	• Services médicaux et sociaux	16 466	20,1	96	1,6	**16 562**	**18,9**
	• Chasse et pêche	28	0,0	0	0,0	**28**	**0,0**
	• Industries manufacturières diverses	276	0,3	16	0,3	**292**	**0,3**
	• *Total*	*22 227*	*27,2*	*186*	*3,2*	***22 413***	***25,6***
Indéterminé ou employeurs non assurés		2 606	3,2	3 782	64,6	**6 388**	**7,3**
Total		**81 765**	**100**	**5 853**	**100**	**87 618**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptés au 1er mars 2016; incluant 1 952 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 9.2

Répartition des décès pour l'année 2015[1]

selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	10	14,5	46	36,2	**56**	**28,6**
	• Industrie chimique	0	0,0	1	0,8	**1**	**0,5**
	• Forêt et scieries	6	8,7	0	0,0	**6**	**3,1**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	3	4,3	17	13,4	**20**	**10,2**
	• Fabrication de produits en métal	0	0,0	1	0,8	**1**	**0,5**
	• Total	*19*	*27,5*	*65*	*51,2*	***84***	***42,9***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	0	0,0	2	1,6	**2**	**1,0**
	• Fabrication d'équipement de transport	1	1,4	15	11,8	**16**	**8,2**
	• Première transformation des métaux	4	5,8	5	3,9	**9**	**4,6**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	2	2,9	2	1,6	**4**	**2,0**
	• Total	*7*	*10,1*	*24*	*18,9*	***31***	***15,8***
Groupe III	• Administration publique	4	5,8	6	4,7	**10**	**5,1**
	• Industrie des aliments et boissons	1	1,4	0	0,0	**1**	**0,5**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industrie du papier et activités diverses	1	1,4	4	3,1	**5**	**2,6**
	• Transport et entreposage	14	20,3	7	5,5	**21**	**10,7**
	• Total	*20*	*29,0*	*17*	*13,4*	***37***	***18,9***

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2015, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015, acceptés avec ou sans indemnités de décès.
2. Les 5 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
   Accident du travail: 2 cas dans transport et entreposage; maladie professionnelle:1 cas dans administration publique et 2 cas dans transport et entreposage.

Tableau 9.2 (suite)

Répartition des décès pour l'année 2015[1]

selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	9	13,0	4	3,1	**13**	**6,6**
	• Industrie du cuir	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industrie du tabac	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industrie textile	0	0,0	2	1,6	**2**	**1,0**
	• *Total*	*9*	*13,0*	*6*	*4,7*	***15***	***7,7***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	9	13,0	4	3,1	**13**	**6,6**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	2	2,9	2	1,6	**4**	**2,0**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	1	1,4	1	0,8	**2**	**1,0**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	0	0,0	1	0,8	**1**	**0,5**
	• Fabrication de produits électriques	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• *Total*	*12*	*17,4*	*8*	*6,3*	***20***	***10,2***
Groupe VI	• Agriculture	1	1,4	0	0,0	**1**	**0,5**
	• Bonneterie et habillement	0	0,0	1	0,8	**1**	**0,5**
	• Enseignement et services annexes	1	1,4	4	3,1	**5**	**2,6**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Services médicaux et sociaux	0	0,0	1	0,8	**1**	**0,5**
	• Chasse et pêche	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industries manufacturières diverses	0	0,0	1	0,8	**1**	**0,5**
	• *Total*	*2*	*2,9*	*7*	*5,5*	***9***	***4,6***
Indéterminé[2]		0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
Total		**69**	**100**	**127**	**100**	**196**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2015, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015, acceptés avec ou sans indemnités de décès.
2. Les 5 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
   Accident du travail: 2 cas dans transport et entreposage; maladie professionnelle:1 cas dans administration publique et 2 cas dans transport et entreposage.

Tableau 9.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2015 et acceptées[1] selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	161	0,5	5	1,9	**166**	**0,5**
	• Industrie chimique	172	0,5	3	1,2	**175**	**0,5**
	• Forêt et scieries	44	0,1	0	0,0	**44**	**0,1**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	46	0,1	1	0,4	**47**	**0,1**
	• Fabrication de produits en métal	114	0,3	7	2,7	**121**	**0,4**
	• *Total*	*537*	*1,6*	*16*	*6,2*	***553***	***1,7***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	125	0,4	8	3,1	**133**	**0,4**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	174	0,5	27	10,4	**201**	**0,6**
	• Fabrication d'équipement de transport	134	0,4	6	2,3	**140**	**0,4**
	• Première transformation des métaux	19	0,1	2	0,8	**21**	**0,1**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	26	0,1	0	0,0	**26**	**0,1**
	• *Total*	*478*	*1,5*	*43*	*16,6*	***521***	***1,6***
Groupe III	• Administration publique	608	1,9	4	1,5	**612**	**1,9**
	• Industrie des aliments et boissons	523	1,6	0	0,0	**523**	**1,6**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	52	0,2	2	0,8	**54**	**0,2**
	• Industrie du papier et activités diverses	42	0,1	0	0,0	**42**	**0,1**
	• Transport et entreposage	178	0,5	0	0,0	**178**	**0,5**
	• *Total*	*1 403*	*4,3*	*6*	*2,3*	***1 409***	***4,3***

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptées au 1er mars 2016, avec ou sans paiement.

Tableau 9.3 (suite)

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2015 et acceptées[1] selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	4 805	14,6	12	4,6	**4 817**	**14,6**
	• Industrie du cuir	21	0,1	1	0,4	**22**	**0,1**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	15	0,0	1	0,4	**16**	**0,0**
	• Industrie du tabac	3	0,0	0	0,0	**3**	**0,0**
	• Industrie textile	30	0,1	0	0,0	**30**	**0,1**
	• Total	*4 874*	*14,9*	*14*	*5,4*	***4 888***	***14,8***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	5 294	16,1	27	10,4	**5 321**	**16,1**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	75	0,2	2	0,8	**77**	**0,2**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	119	0,4	3	1,2	**122**	**0,4**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	4	0,0	0	0,0	**4**	**0,0**
	• Fabrication de produits électriques	69	0,2	2	0,8	**71**	**0,2**
	• Total	*5 561*	*17,0*	*34*	*13,1*	***5 595***	***16,9***
Groupe VI	• Agriculture	500	1,5	23	8,9	**523**	**1,6**
	• Bonneterie et habillement	66	0,2	0	0,0	**66**	**0,2**
	• Enseignement et services annexes	3 703	11,3	7	2,7	**3 710**	**11,2**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	152	0,5	0	0,0	**152**	**0,5**
	• Services médicaux et sociaux	15 399	46,9	116	44,8	**15 515**	**46,9**
	• Chasse et pêche	1	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Industries manufacturières diverses	93	0,3	0	0,0	**93**	**0,3**
	• Total	*19 914*	*60,7*	*146*	*56,4*	***20 060***	***60,7***
Indéterminé		32	0,1	0	0,0	**32**	**0,1**
Total		**32 799**	**100**	**259**	**100**	**33 058**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptées au 1er mars 2016, avec ou sans paiement.

Tableau 9.4

Répartition des établissements actifs en 2015
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre d'établissements actifs[1]	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	29 967	11,0
	• Industrie chimique	741	0,3
	• Forêt et scieries	1 836	0,7
	• Mines, carrières et puits de pétrole	671	0,2
	• Fabrication de produits en métal	2 942	1,1
	• *Total*	*36 157*	*13,3*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	2 047	0,8
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	845	0,3
	• Fabrication d'équipement de transport	640	0,2
	• Première transformation des métaux	156	0,1
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	766	0,3
	• *Total*	*4 454*	*1,6*
Groupe III	• Administration publique	7 262	2,7
	• Industrie des aliments et boissons	2 086	0,8
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	668	0,2
	• Industrie du papier et activités diverses	276	0,1
	• Transport et entreposage	11 295	4,1
	• *Total*	*21 587*	*7,9*
Total partiel		***62 198***	***22,8***

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 9.4 (suite)
Répartition des établissements actifs en 2015
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre d'établissements actifs[1]	%
Groupe IV	• Commerce	57 355	21,1
	• Industrie du cuir	116	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	749	0,3
	• Industrie du tabac	8	0,0
	• Industrie textile	468	0,2
	• *Total*	*58 696*	*21,6*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	78 574	28,9
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	3 122	1,1
	• Imprimerie, édition et activités annexes	1 977	0,7
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	85	0,0
	• Fabrication de produits électriques	822	0,3
	• *Total*	*84 580*	*31,1*
Groupe VI	• Agriculture	12 545	4,6
	• Bonneterie et habillement	848	0,3
	• Enseignement et services annexes	7 102	2,6
	• Finances, assurances et affaires immobilières	16 187	5,9
	• Services médicaux et sociaux	28 173	10,3
	• Chasse et pêche	805	0,3
	• Industries manufacturières diverses	1 170	0,4
	• *Total*	*66 830*	*24,5*
Indéterminé		11	0,0
Total		**272 315**	**100**

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 9.5

Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2015 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	7 076	40,6
	• Industrie chimique	107	0,6
	• Forêt et scieries	205	1,2
	• Mines, carrières et puits de pétrole	131	0,8
	• Fabrication de produits en métal	600	3,4
	• *Total*	*8 119*	*46,6*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	402	2,3
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	218	1,3
	• Fabrication d'équipement de transport	158	0,9
	• Première transformation des métaux	99	0,6
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	145	0,8
	• *Total*	*1 022*	*5,9*
Groupe III	• Administration publique	503	2,9
	• Industrie des aliments et boissons	437	2,5
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	114	0,7
	• Industrie du papier et activités diverses	144	0,8
	• Transport et entreposage	524	3,0
	• *Total*	*1 722*	*9,9*

Tableau 9.5 (suite)
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2015
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	2 662	15,3
	• Industrie du cuir	18	0,1
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	120	0,7
	• Industrie du tabac	0	0,0
	• Industrie textile	47	0,3
	• Total	*2 847*	*16,3*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	1 722	9,9
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	214	1,2
	• Imprimerie, édition et activités annexes	121	0,7
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	8	0,0
	• Fabrication de produits électriques	103	0,6
	• Total	*2 168*	*12,4*
Groupe VI	• Agriculture	178	1,0
	• Bonneterie et habillement	47	0,3
	• Enseignement et services annexes	184	1,1
	• Finances, assurances et affaires immobilières	175	1,0
	• Services médicaux et sociaux	547	3,1
	• Chasse et pêche	15	0,1
	• Industries manufacturières diverses	91	0,5
	• Total	*1 237*	*7,1*
Indéterminé		300	1,7
Total		**17 415**	**100**

Tableau 9.6
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2015
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Visites		Dérogations	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	11 926	34,6	20 698	30,1
	• Industrie chimique	287	0,8	544	0,8
	• Forêt et scieries	519	1,5	975	1,4
	• Mines, carrières et puits de pétrole	471	1,4	1 009	1,5
	• Fabrication de produits en métal	1 590	4,6	4 212	6,1
	• *Total*	*14 793*	*42,9*	*27 438*	*39,9*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	979	2,8	2 152	3,1
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	572	1,7	1 561	2,3
	• Fabrication d'équipement de transport	373	1,1	757	1,1
	• Première transformation des métaux	288	0,8	607	0,9
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	326	0,9	603	0,9
	• *Total*	*2 538*	*7,4*	*5 680*	*8,3*
Groupe III	• Administration publique	971	2,8	1 607	2,3
	• Industrie des aliments et boissons	1 046	3,0	1 732	2,5
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	233	0,7	490	0,7
	• Industrie du papier et activités diverses	392	1,1	634	0,9
	• Transport et entreposage	935	2,7	1 672	2,4
	• *Total*	*3 577*	*10,4*	*6 135*	*8,9*

Tableau 9.6 (suite)
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2015
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Visites		Dérogations	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	6 185	17,9	14 852	21,6
	• Industrie du cuir	32	0,1	62	0,1
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	289	0,8	647	0,9
	• Industrie du tabac	0	0,0	0	0,0
	• Industrie textile	150	0,4	306	0,4
	• *Total*	*6 656*	*19,3*	*15 867*	*23,1*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	3 133	9,1	5 462	7,9
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	380	1,1	723	1,1
	• Imprimerie, édition et activités annexes	313	0,9	996	1,4
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	18	0,1	10	0,0
	• Fabrication de produits électriques	211	0,6	488	0,7
	• *Total*	*4 055*	*11,7*	*7 679*	*11,2*
Groupe VI	• Agriculture	387	1,1	783	1,1
	• Bonneterie et habillement	148	0,4	265	0,4
	• Enseignement et services annexes	377	1,1	1 245	1,8
	• Finances, assurances et affaires immobilières	385	1,1	719	1,0
	• Services médicaux et sociaux	1 027	3,0	1 582	2,3
	• Chasse et pêche	11	0,0	6	0,0
	• Industries manufacturières diverses	166	0,5	426	0,6
	• *Total*	*2 501*	*7,2*	*5 026*	*7,3*
Indéterminé		395	1,1	984	1,4
Total		**34 515**	**100**	**68 809**	**100**

Tableau 9.7
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2015
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	1 847	46,5	1 824	49,1
	• Industrie chimique	25	0,6	20	0,5
	• Forêt et scieries	89	2,2	50	1,3
	• Mines, carrières et puits de pétrole	42	1,1	30	0,8
	• Fabrication de produits en métal	194	4,9	158	4,3
	• Total	*2 197*	*55,3*	*2 082*	*56,1*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	102	2,6	119	3,2
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	49	1,2	40	1,1
	• Fabrication d'équipement de transport	31	0,8	24	0,6
	• Première transformation des métaux	43	1,1	22	0,6
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	32	0,8	37	1,0
	• Total	*257*	*6,5*	*242*	*6,5*
Groupe III	• Administration publique	96	2,4	85	2,3
	• Industrie des aliments et boissons	80	2,0	124	3,3
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	7	0,2	17	0,5
	• Industrie du papier et activités diverses	46	1,2	30	0,8
	• Transport et entreposage	88	2,2	80	2,2
	• Total	*317*	*8,0*	*336*	*9,0*

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Tableau 9.7 (suite)
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2015
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	343	8,6	295	7,9
	• Industrie du cuir	0	0,0	0	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	29	0,7	37	1,0
	• Industrie du tabac	0	0,0	0	0,0
	• Industrie textile	10	0,3	25	0,7
	• Total	*382*	*9,6*	*357*	*9,6*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	346	8,7	223	6,0
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	55	1,4	27	0,7
	• Imprimerie, édition et activités annexes	24	0,6	33	0,9
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	2	0,1	2	0,1
	• Fabrication de produits électriques	27	0,7	20	0,5
	• Total	*454*	*11,4*	*305*	*8,2*
Groupe VI	• Agriculture	53	1,3	37	1,0
	• Bonneterie et habillement	11	0,3	16	0,4
	• Enseignement et services annexes	45	1,1	17	0,5
	• Finances, assurances et affaires immobilières	41	1,0	30	0,8
	• Services médicaux et sociaux	78	2,0	37	1,0
	• Chasse et pêche	2	0,1	0	0,0
	• Industries manufacturières diverses	20	0,5	16	0,4
	• Total	*250*	*6,3*	*153*	*4,1*
Indéterminé		115	2,9	238	6,4
Total		**3 972**	**100**	**3 713**	**100**

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Section 10
Statistiques selon la direction régionale

Description

À des fins administratives, la CSST a subdivisé le territoire québécois en 21 régions administratives comportant chacune un bureau régional. Les dossiers inscrits à la Commission sont rattachés à une région administrative selon les municipalités où résident les travailleurs accidentés ou atteints d'une maladie professionnelle. Dans le cas des données portant sur la prévention-inspection, le lieu correspond généralement à la région responsable du traitement du dossier de l'établissement ou du chantier de construction.

Les tableaux dans cette section reprennent certains résultats des sections précédentes et les ventilent par direction régionale. Les sujets suivants sont couverts :

- dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie de lésion;
- décès inscrits;
- réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger*;
- établissements actifs et mécanismes de prévention;
- dossiers d'intervention en prévention-inspection créés et dossiers de promotion créés;
- visites effectuées et dérogations constatées;
- décisions prises lors des interventions et constats d'infraction signifiés.

Notes: puisque les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ne sont plus disponibles, le tableau présente maintenant la répartition du nombre d'établissements, sans égard au nombre de travailleurs (tableau 10.4).

À compter de l'année 2010, les données relatives aux visites, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Tableau 10.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2015 et acceptés[1]
selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	15 015	18,4	370	6,3	**15 385**	**17,6**
Total partiel	*15 015*	*18,4*	*370*	*6,3*	***15 385***	***17,6***
Longueuil	5 383	6,6	155	2,6	**5 538**	**6,3**
Saint-Jean-sur-Richelieu	3 081	3,8	193	3,3	**3 274**	**3,7**
Valleyfield	3 425	4,2	201	3,4	**3 626**	**4,1**
Yamaska	4 115	5,0	227	3,9	**4 342**	**5,0**
Total partiel	*16 004*	*19,6*	*776*	*13,3*	***16 780***	***19,2***
Abitibi-Témiscamingue	1 730	2,1	206	3,5	**1 936**	**2,2**
Bas-Saint-Laurent	2 247	2,7	201	3,4	**2 448**	**2,8**
Capitale-Nationale	7 892	9,7	833	14,2	**8 725**	**10,0**
Chaudière-Appalaches	5 650	6,9	744	12,7	**6 394**	**7,3**
Côte-Nord	1 225	1,5	186	3,2	**1 411**	**1,6**
Estrie	3 337	4,1	235	4,0	**3 572**	**4,1**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	932	1,1	91	1,6	**1 023**	**1,2**
Lanaudière	6 171	7,5	271	4,6	**6 442**	**7,4**
Laurentides	6 512	8,0	371	6,3	**6 883**	**7,9**
Laval	4 204	5,1	66	1,1	**4 270**	**4,9**
Mauricie et Centre-du-Québec	5 712	7,0	702	12,0	**6 414**	**7,3**
Outaouais	2 183	2,7	175	3,0	**2 358**	**2,7**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 943	3,6	626	10,7	**3 569**	**4,1**
Total partiel	*50 738*	*62,1*	*4 707*	*80,4*	***55 445***	***63,3***
Indéterminée	8	0,0	0	0,0	**8**	**0,0**
Total	**81 765**	**100**	**5 853**	**100**	**87 618**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptés au 1er mars 2016; incluant 1 952 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 10.2

Répartition des décès pour l'année 2015[1]
selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	4	5,8	30	23,6	**34**	**17,3**
Total partiel	*4*	*5,8*	*30*	*23,6*	***34***	***17,3***
Longueuil	3	4,3	8	6,3	**11**	**5,6**
Saint-Jean-sur-Richelieu	2	2,9	4	3,1	**6**	**3,1**
Valleyfield	6	8,7	3	2,4	**9**	**4,6**
Yamaska	1	1,4	6	4,7	**7**	**3,6**
Total partiel	*12*	*17,4*	*21*	*16,5*	***33***	***16,8***
Abitibi-Témiscamingue	2	2,9	0	0,0	**2**	**1,0**
Bas-Saint-Laurent	3	4,3	0	0,0	**3**	**1,5**
Capitale-Nationale	8	11,6	13	10,2	**21**	**10,7**
Chaudière-Appalaches	4	5,8	9	7,1	**13**	**6,6**
Côte-Nord	4	5,8	2	1,6	**6**	**3,1**
Estrie	3	4,3	10	7,9	**13**	**6,6**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2	2,9	0	0,0	**2**	**1,0**
Lanaudière	3	4,3	9	7,1	**12**	**6,1**
Laurentides	11	15,9	10	7,9	**21**	**10,7**
Laval	1	1,4	8	6,3	**9**	**4,6**
Mauricie et Centre-du-Québec	6	8,7	8	6,3	**14**	**7,1**
Outaouais	2	2,9	3	2,4	**5**	**2,6**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	4	5,8	4	3,1	**8**	**4,1**
Total partiel	*53*	*76,8*	*76*	*59,8*	***129***	***65,8***
Indéterminée	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
Total	**69**	**100**	**127**	**100**	**196**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2015, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2015, acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 10.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2015 et acceptées[1] selon la direction régionale et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	7 462	22,8	28	10,8	**7 490**	**22,7**
Total partiel	*7 462*	*22,8*	*28*	*10,8*	***7 490***	***22,7***
Longueuil	2 120	6,5	14	5,4	**2 134**	**6,5**
Saint-Jean-sur-Richelieu	943	2,9	1	0,4	**944**	**2,9**
Valleyfield	878	2,7	4	1,5	**882**	**2,7**
Yamaska	1 324	4,0	8	3,1	**1 332**	**4,0**
Total partiel	*5 265*	*16,1*	*27*	*10,4*	***5 292***	***16,0***
Abitibi-Témiscamingue	892	2,7	11	4,2	**903**	**2,7**
Bas-Saint-Laurent	989	3,0	8	3,1	**997**	**3,0**
Capitale-Nationale	4 089	12,5	60	23,2	**4 149**	**12,6**
Chaudière-Appalaches	2 093	6,4	28	10,8	**2 121**	**6,4**
Côte-Nord	431	1,3	2	0,8	**433**	**1,3**
Estrie	1 411	4,3	33	12,7	**1 444**	**4,4**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	302	0,9	2	0,8	**304**	**0,9**
Lanaudière	1 555	4,7	13	5,0	**1 568**	**4,7**
Laurentides	2 132	6,5	4	1,5	**2 136**	**6,5**
Laval	1 486	4,5	8	3,1	**1 494**	**4,5**
Mauricie et Centre-du-Québec	2 211	6,7	10	3,9	**2 221**	**6,7**
Outaouais	1 153	3,5	21	8,1	**1 174**	**3,6**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 328	4,0	4	1,5	**1 332**	**4,0**
Total partiel	*20 072*	*61,2*	*204*	*78,8*	***20 276***	***61,3***
Total	**32 799**	**100**	**259**	**100**	**33 058**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015, acceptées au 1er mars 2016, avec ou sans paiement.

Tableau 10.4

Répartition des établissements actifs en 2015[1]
selon la direction régionale

	Nombre d'établissements actifs	%
Île-de-Montréal–1	12 762	4,7
Île-de-Montréal–2	19 203	7,1
Île-de-Montréal–3	32 199	11,8
Total partiel	*64 164*	*23,6*
Longueuil	16 297	6,0
Saint-Jean-sur-Richelieu	8 745	3,2
Valleyfield	8 469	3,1
Yamaska	12 347	4,5
Total partiel	*45 858*	*16,8*
Abitibi-Témiscamingue	6 758	2,5
Bas-Saint-Laurent	9 201	3,4
Capitale-Nationale	24 072	8,8
Chaudière-Appalaches	16 444	6,0
Côte-Nord	4 019	1,5
Estrie	11 444	4,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 801	1,8
Lanaudière	15 261	5,6
Laurentides	19 230	7,1
Laval	11 295	4,1
Mauricie et Centre-du-Québec	19 217	7,1
Outaouais	9 349	3,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11 202	4,1
Total partiel	162 293	*59,6*
Total	**272 315**	**100**

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 10.5
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection et des dossiers de promotion créés en 2015 selon la direction régionale

	Dossiers d'intervention		Dossiers de promotion	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	1 603	9,2	10	10,0
Île-de-Montréal–2	1 195	6,9	1	1,0
Île-de-Montréal–3	1 253	7,2	1	1,0
Total partiel	*4 051*	*23,3*	*12*	*12,0*
Longueuil	719	4,1	2	2,0
Saint-Jean-sur-Richelieu	594	3,4	1	1,0
Valleyfield	283	1,6	0	0,0
Yamaska	749	4,3	0	0,0
Total partiel	*2 345*	*13,5*	*3*	*3,0*
Abitibi-Témiscamingue	564	3,2	0	0,0
Bas-Saint-Laurent	432	2,5	3	3,0
Capitale-Nationale	1 287	7,4	25	25,0
Chaudière-Appalaches	929	5,3	0	0,0
Côte-Nord	535	3,1	8	8,0
Estrie	865	5,0	20	20,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	332	1,9	0	0,0
Lanaudière	1 002	5,8	5	5,0
Laurentides	1 331	7,6	1	1,0
Laval	911	5,2	0	0,0
Mauricie et Centre-du-Québec	1 163	6,7	4	4,0
Outaouais	789	4,5	6	6,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	879	5,0	13	13,0
Total partiel	*11 019*	*63,3*	*85*	*85,0*
Total	**17 415**	**100**	**100**	**100**

Tableau 10.6
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2015
selon la direction régionale

	Visites		Dérogations	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	3 400	9,9	4 932	7,2
Île-de-Montréal–2	2 768	8,0	6 828	9,9
Île-de-Montréal–3	2 265	6,6	3 682	5,4
Total partiel	*8 433*	*24,4*	*15 442*	*22,4*
Longueuil	1 885	5,5	4 145	6,0
Saint-Jean-sur-Richelieu	1 126	3,3	2 535	3,7
Valleyfield	628	1,8	2 077	3,0
Yamaska	1 770	5,1	3 540	5,1
Total partiel	*5 409*	*15,7*	*12 297*	*17,9*
Abitibi-Témiscamingue	1 378	4,0	1 657	2,4
Bas-Saint-Laurent	783	2,3	2 026	2,9
Capitale-Nationale	2 631	7,6	5 454	7,9
Chaudière-Appalaches	1 843	5,3	4 767	6,9
Côte-Nord	1 015	2,9	2 853	4,1
Estrie	1 513	4,4	2 502	3,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	583	1,7	1 189	1,7
Lanaudière	1 516	4,4	2 932	4,3
Laurentides	2 202	6,4	3 173	4,6
Laval	1 930	5,6	5 049	7,3
Mauricie et Centre-du-Québec	2 445	7,1	4 249	6,2
Outaouais	1 173	3,4	2 024	2,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 650	4,8	3 180	4,6
Indéterminée	11	0,0	15	0,0
Total partiel	*20 673*	*59,9*	*41 070*	*59,7*
Total	**34 515**	**100**	**68 809**	**100**

Tableau 10.7
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2015
selon la direction régionale

	Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	458	11,5	723	19,5
Île-de-Montréal–2	92	2,3	151	4,1
Île-de-Montréal–3	175	4,4	48	1,3
Total partiel	*725*	*18,3*	*922*	*24,8*
Longueuil	208	5,2	252	6,8
Saint-Jean-sur-Richelieu	163	4,1	171	4,6
Valleyfield	111	2,8	141	3,8
Yamaska	275	6,9	294	7,9
Total partiel	*757*	*19,1*	*858*	*23,1*
Abitibi-Témiscamingue	99	2,5	44	1,2
Bas-Saint-Laurent	196	4,9	191	5,1
Capitale-Nationale	189	4,8	151	4,1
Chaudière-Appalaches	326	8,2	227	6,1
Côte-Nord	121	3,0	62	1,7
Estrie	140	3,5	139	3,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	39	1,0	34	0,9
Lanaudière	170	4,3	170	4,6
Laurentides	364	9,2	326	8,8
Laval	212	5,3	194	5,2
Mauricie et Centre-du-Québec	297	7,5	176	4,7
Outaouais	122	3,1	84	2,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	212	5,3	135	3,6
Indéterminée	3	0,1	0	0,0
Total partiel	*2 490*	*62,7*	*1 933*	*52,1*
Total	**3 972**	**100**	**3 713**	**100**

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

POUR NOUS JOINDRE

1 844 838-0808

cnesst.gouv.qc.ca

DC200-1046-23 (2016-10)



Statistiques annuelles

2016

Commission des normes, de l'équité,
de la santé et de la sécurité du travail
cnesst.gouv.qc.ca

CNESST

Statistiques annuelles

2016

Le document Statistiques annuelles 2016
a été préparé par le Centre de la statistique et de l'information de gestion,
Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information

Directrice de la comptabilité et de la gestion de l'information
Danielle Lamarche

Directeur du Centre de la statistique et de l'information de gestion
Jacques Aubin

Responsable du projet et réalisation
Sylvie Blouin

Collaboration
Guillaume Fortin et Pascal Gélinas du Centre de la statistique et de l'information de gestion,
Anne Bédard de la Vice-présidence à l'équité salariale, Éric Lebrun de la Vice-présidence aux normes du travail

Conception de la page couverture
Direction des communications et des relations publiques

Impression
Imprimerie de la CNESST

Reproduction autorisée avec mention de la source.

Pour tout renseignement sur le contenu, s'adresser au
Centre de la statistique et de l'information de gestion,
Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
524, rue Bourdages
C.P. 1200, terminus postal
Québec (Québec) G1K 7E2

© Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail du Québec, 2017
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2017
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2017
ISBN 978-2-550-79753-1 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-79754-8 (PDF)

Novembre 2017
www.cnesst.gouv.qc.ca

Table des matières

Liste des tableaux et graphiques **5**

Introduction **13**

Section 1 **Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail** **17**

Section 2 **Volet financier des programmes de réparation** **31**

Section 3 **Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*** **51**

Section 4 **Prévention-inspection** **59**

Section 5 **Financement du régime de santé et sécurité du travail** **71**

Section 6 **Processus de contestation en matière de santé et sécurité du travail** **83**

Section 7 **Volet statistique des programmes de réparation** **91**

Section 8 **Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*** **115**

Section 9 **Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail** **127**

Section 10 **Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail** **145**

Section 11 **Les normes du travail** **157**

Section 12 **L'équité salariale** **173**

Liste des tableaux et graphiques

Section 1 Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail

Tableau 1.1 Informations générales sur les lésions professionnelles et le programme *Pour une maternité sans danger* 23

Tableau 1.2 Informations générales sur la prévention-inspection 24

Tableau 1.3 Informations générales sur le financement 25

Tableau 1.4 Informations générales sur le processus de contestation 26

Tableau 1.5 Informations générales sur l'état des résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) 27

Graphique 1.1 Répartition relative des produits du FSST en 2016 28

Graphique 1.2 Répartition relative des charges du FSST en 2016 29

Section 2 Volet financier des programmes de réparation

Tableau 2.1 Répartition des lésions professionnelles avec paiement en 2016 selon la catégorie de prestation 37

Tableau 2.2 Répartition des prestations des lésions professionnelles avec paiement en 2016 selon l'année de la lésion professionnelle et la catégorie de prestation 38

Tableau 2.3 Répartition des lésions professionnelles indemnisées en 2016 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 39

Tableau 2.4 Répartition des lésions professionnelles avec des frais d'assistance médicale en 2016 selon la catégorie de frais d'assistance médicale et la catégorie de la lésion professionnelle 40

Tableau 2.5 Répartition des lésions professionnelles avec des frais de réadaptation en 2016 selon la catégorie de frais de réadaptation et la catégorie de la lésion professionnelle 41

Tableau 2.6 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2016 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu et la catégorie de la lésion professionnelle 42

Tableau 2.7 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2016 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 43

Tableau 2.8 Répartition du total des jours indemnisés pour les lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2016 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu, l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 44
Tableau 2.9 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2016 selon la catégorie d'indemnité pour préjudice corporel et la catégorie de la lésion professionnelle 45
Tableau 2.10 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2016 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 46
Tableau 2.11 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour incapacité permanente en 2016 selon la catégorie d'indemnité pour incapacité permanente 47
Tableau 2.12 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2016 selon la catégorie d'indemnités de décès et la catégorie de la lésion professionnelle 48
Tableau 2.13 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2016 selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle 49
Graphique 2.1 Répartition relative des prestations des programmes de réparation en 2016 50

Section 3 Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*

Tableau 3.1 Répartition des réclamations traitées en 2016 selon l'année de l'événement et la catégorie du retrait 55
Tableau 3.2 Répartition des réclamations traitées en 2016 selon la catégorie de prestation et la catégorie du retrait 56
Graphique 3.1 Répartition relative des prestations du programme *Pour une maternité sans danger* en 2016 57

Section 4 Prévention-inspection

Tableau 4.1 Répartition des dépenses en matière de prévention en 2016 selon la catégorie de dépense 65
Tableau 4.2 Répartition des dossiers d'intervention créés en 2016 selon le type d'intervention 66
Tableau 4.3 Répartition des dossiers de promotion créés en 2016 selon le genre d'activité de promotion 67

Tableau 4.4 Employeurs, établissements, chantiers de construction et autres lieux visités en 2016 68
Tableau 4.5 Décisions prises en 2016 selon le type de décision 69
Graphique 4.1 Répartition relative des dépenses en matière de prévention en 2016 70

Section 5 Financement du régime de santé et sécurité du travail

Tableau 5.1 Répartition du taux moyen de cotisation décrété par 100 $ de masse salariale assurable en 2016 selon la composante du taux de cotisation 75
Tableau 5.2a Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon le mode de tarification de l'employeur 76
Tableau 5.2b Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon le degré de personnalisation des employeurs au taux personnalisé 76
Tableau 5.3 Répartition des dossiers d'expérience, des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon la catégorie de tarification du dossier d'expérience 77
Tableau 5.4a Répartition des mutuelles de prévention et des employeurs membres d'une mutuelle selon l'année d'adhésion à la mutuelle 78
Tableau 5.4b Données financières et répartition des mutuelles de prévention ouvertes pour 2015 et 2016 selon le nombre d'employeurs membres d'une mutuelle 78
Graphique 5.1 Répartition relative du taux moyen de cotisation décrété en 2016 selon la composante du taux de cotisation 79
Graphique 5.2 Répartition relative des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon le mode de tarification de l'employeur 80
Graphique 5.3 Répartition relative des dossiers d'expérience, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon la catégorie de tarification 81
Graphique 5.4 Répartition relative de la masse salariale de 2016 des employeurs membres d'une mutuelle en 2016, selon le secteur d'activité économique principal 82

Section 6 Processus de contestation en matière de santé et sécurité du travail

Tableau 6.1 Répartition des demandes inscrites par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2016 selon le domaine d'intervention 87

Tableau 6.2 Répartition des décisions rendues par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2016 selon le demandeur 88

Tableau 6.3 Répartition des plaintes reçues et des plaintes finalisées en 2016 selon l'article de loi concerné par le recours 89

Section 7 Volet statistique des programmes de réparation

Tableau 7.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 95

Tableau 7.2 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon les caractéristiques des bénéficiaires et la catégorie de la lésion professionnelle 96

Tableau 7.3 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés selon le siège de la lésion et l'âge du travailleur à l'accident 97

Tableau 7.4 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés selon le genre d'accident ou d'exposition 98

Tableau 7.5 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés selon la nature de la lésion 99

Tableau 7.6a Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés selon l'agent causal de la lésion 100

Tableau 7.6b Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés selon l'agent causal secondaire 100

Tableau 7.7 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon la profession du travailleur et la catégorie de la lésion professionnelle 101

Tableau 7.8 Répartition des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon la nature de la maladie et l'âge du travailleur à la maladie 102

Tableau 7.9 Répartition des décès pour l'année 2016 selon la catégorie de prestation et la catégorie de la lésion professionnelle 103

Tableau 7.10 Répartition des décès pour l'année 2016 selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle 104

Tableau 7.11 Répartition des décès pour l'année 2016 selon les caractéristiques des travailleurs décédés et la catégorie de la lésion professionnelle 105
Tableau 7.12 Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail selon le siège de la lésion 106
Tableau 7.13 Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail selon le genre d'accident ou d'exposition 107
Tableau 7.14a Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail selon l'agent causal de la lésion 108
Tableau 7.14b Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail selon l'agent causal secondaire 108
Tableau 7.15 Répartition des décès pour l'année 2016 selon la profession du travailleur au décès 109
Tableau 7.16 Répartition des décès pour l'année 2016 pour maladie professionnelle selon la nature de la maladie 110
Tableau 7.17 Répartition des décès pour l'année 2016 pour maladie professionnelle selon le genre d'accident ou d'exposition 111
Graphique 7.1 Répartition relative des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon l'âge du travailleur à la lésion professionnelle 112
Graphique 7.2 Répartition relative des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés selon le siège de la lésion 113
Graphique 7.3 Répartition relative des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon la nature de la maladie 114

Section 8 Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*

Tableau 8.1 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait 119

Tableau 8.2 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation 120

Tableau 8.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon la nature de l'agresseur et la catégorie du retrait 121

Tableau 8.4 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon la profession de la travailleuse et la catégorie du retrait 122

Graphique 8.1 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait 123

Graphique 8.2 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation 124

Graphique 8.3 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon la nature de l'agresseur 125

Section 9 Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail

Tableau 9.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle 130

Tableau 9.2 Répartition des décès pour l'année 2016 selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle 132

Tableau 9.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait 134

Tableau 9.4 Répartition des établissements actifs en 2016 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 136

Tableau 9.5 Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2016 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 138
Tableau 9.6 Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2016 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 140
Tableau 9.7 Répartition des décisions prises lors des interventions de 2016 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 142

Section 10 Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail

Tableau 10.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle 149
Tableau 10.2 Répartition des décès pour l'année 2016 selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle 150
Tableau 10.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2016 et acceptées selon la direction régionale et la catégorie du retrait 151
Tableau 10.4 Répartition des établissements actifs en 2016 selon la direction régionale 152
Tableau 10.5 Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection et des dossiers de promotion créés en 2016 selon la direction régionale 153
Tableau 10.6 Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2016 selon la direction régionale 154
Tableau 10.7 Répartition des décisions prises lors des interventions de 2016 selon la direction régionale 155

Section 11 Les normes du travail

Tableau 11.1 Traitement des recours en lien avec les normes du travail, selon le type 161
Tableau 11.2 Mode de réception des recours déposés 162
Tableau 11.3a Répartition des recours déposés selon le sexe du plaignant et le type 163
Tableau 11.3b Répartition des recours déposés selon l'âge du plaignant et le type 163
Tableau 11.4 Recours déposés selon le secteur d'activité et le type 164
Tableau 11.5 Traitement des demandes d'étalement des heures de travail 165
Tableau 11.6 Demandes de révision traitées 166
Tableau 11.7 Répartition des recours déposés en 2016 selon la région administrative et le type 167
Tableau 11.8 Résultats liés au traitement des recours pécuniaires 168
Tableau 11.9 Résultats liés au traitement des recours pour pratique interdite 169
Tableau 11.10 Résultats liés au traitement des recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante 170
Tableau 11.11 Résultats liés au traitement des recours pour harcèlement psychologique 171

Section 12 L'équité salariale

Tableau 12.1 Application de la Loi sur l'équité salariale 177
Tableau 12.2 Vérifications en lien avec l'équité salariale 178
Tableau 12.3 Traitement des recours en lien avec l'équité salariale 179

4 %

Introduction * 7

Notes explicatives

Depuis le 1er janvier 2016, la Commission des normes du travail, la Commission de l'équité salariale et la Commission de la santé et de la sécurité du travail sont regroupées pour créer la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

Contenu

La publication Statistiques annuelles présente des tableaux et graphiques qui permettent de détailler certaines informations relatives aux principales fonctions de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et à sa clientèle.

Cette publication est constituée de douze sections : Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail, Volet financier des programmes de réparation, Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*, Prévention-inspection, Financement du régime de santé et sécurité du travail, Processus de contestation en matière de santé et sécurité du travail, Volet statistique des programmes de réparation, Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*, Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail, Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail, Les normes du travail et L'équité salariale.

Les informations relatives aux décisions rendues et à la description de la lésion (nature de la lésion, siège de la lésion, genre d'accident ou d'exposition, agent causal et agent causal secondaire de la lésion) reflètent l'image des fichiers informatiques au 1er mars suivant l'année de référence. Les informations traitant de prévention, de contestation et de décès reflètent l'image des fichiers informatiques au 31 décembre de l'année de référence. Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives au financement du régime de santé et sécurité du travail ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires. Pour cette raison, ces informations ont été lues au 30 juin de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année de référence.

Structure

Toutes les sections ont une structure similaire : une description des informations présentées, des notes explicatives, et une série de tableaux et graphiques.

Particularité de certaines données

1) Employeurs tenus personnellement au paiement des prestations

Les tableaux présentant les dossiers indemnisés excluent les dossiers pour des lésions survenues chez les employeurs tenus personnellement au paiement des prestations. Les tableaux présentant les dossiers ouverts les incluent, et leur nombre est précisé dans la note explicative accompagnant le tableau.

2) Données relatives aux décès

Les décès présentés dans les tableaux répondent aux critères suivants :
- ils ont été inscrits au cours de l'année de référence;
- ils sont la conséquence d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle enregistré à la CNESST;
- la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année de référence. Les décès présentés ne sont pas nécessairement survenus au cours de l'année de référence.

Ces critères permettent de retenir seulement les décès indemnisables par les différentes lois appliquées par la CNESST. Certains travailleurs, comme par exemple un employeur décédé qui n'était pas inscrit à la CNESST ou un travailleur qui avait un emploi non couvert par les différents régimes administrés par la CNESST, sont exclus des statistiques sur les décès.

4 %

Section 1
Informations générales
en lien avec la santé et la
sécurité du travail

* 7

Description

Lorsqu'un travailleur est victime d'un accident du travail, l'employeur ou son représentant doit être prévenu dès que possible. Quand le travailleur n'est pas en mesure de le faire lui-même, un collègue de travail, son délégué syndical ou une autre personne disponible peut s'en charger pour lui.

Le travailleur doit recevoir rapidement les premiers soins nécessaires. Si son état le justifie, il sera transporté dans un établissement de santé ou chez un médecin de son choix, ou à son domicile. C'est à l'employeur de payer ou de rembourser les frais de ce transport.

Dans le cas d'un accident mineur qui ne rend pas le travailleur incapable d'occuper son emploi au-delà de la journée où la lésion s'est manifestée, il n'y a pas lieu d'avertir la CNESST. L'employeur doit payer au travailleur son salaire habituel pour la partie de la journée où il n'a pu travailler à cause de sa lésion. Toutefois, la loi exige l'enregistrement de cet accident dans un registre que signe le travailleur.

Par contre, si un travailleur est incapable d'exercer son travail au-delà de cette journée, la CNESST doit en être avisée. Le travailleur doit alors remettre à son employeur une attestation médicale. C'est le médecin du travailleur qui lui fournit cette attestation, où il inscrit son diagnostic et la durée probable de l'absence. L'employeur doit indemniser le travailleur pendant les quatorze premiers jours civils d'absence et faire parvenir à la CNESST une demande de remboursement. Elle correspond à 90 % du salaire net du travailleur, jusqu'à concurrence du salaire maximum assurable, pour chaque jour ou partie de jour où il aurait normalement travaillé. Si le travailleur est absent pendant plus de quatorze jours, il doit produire lui-même une demande à la CNESST. Le travailleur doit remplir le formulaire *Réclamation du travailleur*, en envoyer un exemplaire à la direction régionale de la CNESST la plus près de chez lui et en remettre un exemplaire à son employeur. La CNESST lui verse directement son indemnité de remplacement du revenu. Le travailleur a le droit de réintégrer son emploi ou un emploi équivalent dès qu'il redevient capable de l'exercer. S'il en est incapable, l'employeur doit lui offrir le premier emploi convenable disponible dans un de ses établissements.

S'il s'agit d'un accident grave ayant causé des blessures sérieuses à un ou plusieurs travailleurs ou entraîné leur décès, l'employeur doit le signaler immédiatement à la CNESST afin qu'un inspecteur puisse entreprendre une enquête.

Il se peut qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un travailleur subisse une atteinte permanente à son intégrité physique ou psychique. Il a alors droit à une indemnité forfaitaire pour préjudice corporel.

Tous les frais d'assistance médicale reliés à une lésion professionnelle sont à la charge de la CNESST. Celle-ci paie les services donnés par les médecins, les dentistes, les optométristes et, sur ordonnance, ceux du personnel paramédical, notamment les physiothérapeutes,

les ergothérapeutes et les chiropraticiens. De plus, elle paie les médicaments et les soins hospitaliers, de même que le prix des orthèses et des prothèses lorsqu'elles sont prescrites.

Le médecin choisi par un travailleur pour le prendre en charge joue un rôle extrêmement important tout au long du processus d'indemnisation et de réadaptation. Ses rapports sont déterminants et la CNESST, dans ses décisions, est liée par son avis sur plusieurs points : le diagnostic, la date ou la période prévisible de consolidation de la lésion et la nature, la nécessité, la quantité ou la durée des soins ou des traitements administrés ou prescrits. De plus, c'est le médecin qui détermine les séquelles et les limitations fonctionnelles pouvant résulter d'une lésion et qui établit l'existence ou le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique du travailleur.

Les demandes de prestations sont faites en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*[1] ou de la *Loi* (fédérale) *sur l'indemnisation des agents de l'État*.

La marche à suivre dans le cas d'une maladie professionnelle est sensiblement la même que celle décrite dans le cas des accidents du travail.

Notes explicatives

Lésion ou réclamation avec paiement

Une lésion (réclamation, dans le cas du programme *Pour une maternité sans danger*) est « avec paiement » pour une année donnée si des transactions monétaires ont été effectuées pendant cette année.

Lésion indemnisée

Une lésion est indemnisée pour une année donnée si des montants ont été versés sous forme d'indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès, pendant cette année.

[1] Pour les dossiers de lésions survenues avant le 19 août 1985, les demandes de prestations ont été faites en vertu de la *Loi sur les accidents du travail* ou de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières.*

Dossier ouvert

Un dossier est ouvert pour une année donnée si un accident du travail ou une maladie professionnelle a été inscrit entre le 1er janvier et le 31 décembre de cette année. L'inscription est réalisée sur réception :

- d'une demande de remboursement des quatorze premiers jours par l'employeur;
- d'une demande du travailleur dans le but de recevoir de l'indemnité de remplacement du revenu de la CNESST à compter du quinzième jour d'absence;
- d'une déclaration d'un décès relié à un accident du travail ou une maladie professionnelle par l'employeur ou par la famille du défunt;
- d'une demande de remboursement de frais d'assistance médicale (selon le montant de remboursement demandé, il peut ne pas y avoir de dossier ouvert).

Il est à noter qu'il ne faut pas confondre l'année où survient la lésion professionnelle et l'année d'ouverture du dossier. Une lésion peut être déclarée à la CNESST un certain temps après que se soit produit l'accident du travail ou manifestée la maladie professionnelle.

Dossier « accepté » et « autre »

Un dossier est *accepté* lorsque la dernière décision inscrite au 1er mars de l'année suivant la lésion est « demande d'indemnisation acceptée » ou dossier avec frais seulement.

Un dossier est classé *autre* lorsque au 1er mars de l'année suivant la lésion, la décision est : « demande d'indemnisation refusée » ou « en suspens et en attente d'une décision ».

Décès

Un décès est comptabilisé si, au 31 décembre de l'année visée, il est en relation avec la lésion professionnelle et que la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; il peut être accepté avec ou sans indemnités de décès.

Notes: les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ont été retirées du tableau 1.2, puisqu'elles ne sont plus disponibles.

À compter de l'année 2009, la CNESST a révisé son estimation du nombre de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail. Le nombre présenté maintenant correspond au nombre total de travailleurs en emploi au Québec, duquel on soustrait une estimation du nombre de travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés à la CNESST.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Dossiers ouverts et acceptés
  - Hausse de 0,5 % des accidents du travail
  - Hausse de 40,7 % des maladies professionnelles

- Décès
  - Hausse de 15,9 % des accidents du travail
  - Hausse de 7,9 % des maladies professionnelles

- Programme Pour une maternité sans danger (PMSD)
  - Hausse de 0,1 % des réclamations acceptées

- Stabilité du nombre de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail

- Hausse de 1,9 % des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés

Tableau 1.1

Informations générales sur les lésions professionnelles et le programme *Pour une maternité sans danger*

				2016	2015
Lésions professionnelles	• Avec paiement[1]	> Nombre de lésions professionnelles (LAT)		**13 242**	13 636
		> Nombre d'accidents du travail (LATMP)		**240 674**	194 571
		> Nombre de maladies professionnelles (LATMP)		**70 645**	61 382
		> Nombre total de lésions professionnelles		***324 561***	*269 589*
	• Indemnisées[2]	> Nombre de lésions professionnelles (LAT)		**8 935**	9 504
		> Nombre d'accidents du travail (LATMP)		**131 343**	129 752
		> Nombre de maladies professionnelles (LATMP)		**12 651**	11 375
		> Nombre total de lésions professionnelles		***152 929***	*150 631*
	• Dossiers ouverts[3]	> Nombre d'accidents du travail	» Acceptés[4]	**82 179**	81 765
			» Autres[5]	**14 678**	15 696
			» *Total*	***96 857***	*97 461*
		> Nombre de maladies professionnelles	» Acceptés[4]	**8 235**	5 853
			» Autres[5]	**5 182**	7 244
			» *Total*	***13 417***	*13 097*
		> Nombre total de lésions professionnelles	» Acceptés[4]	***90 414***	*87 618*
			» Autres[5]	***19 860***	*22 940*
			» *Total*	***110 274***	*110 558*
	• Décès[6]	> Nombre d'accidents du travail		**80**	69
		> Nombre de maladies professionnelles		**137**	127
		> Nombre total de lésions professionnelles		***217***	*196*
Programme *Pour une maternité sans danger*		• Nombre de réclamations avec paiement[7]		**45 249**	44 951
		• Nombre de réclamations inscrites[8]	> Acceptées[9]	**33 080**	33 058
			> Autres[10]	**2 584**	2 407
			> Total	***35 664***	*35 465*

1. Lésions professionnelles avec des transactions monétaires pendant l'année visée. En 2016, 2 dossiers ont été payés selon la LAT et la LATMP; en 2015, cette situation touche 1 dossier.
2. Lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès.
3. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; avec ou sans paiement; incluant 2 260 dossiers d'employeurs non assurés pour 2016 et 2 541 dossiers pour 2015.
4. Dossiers pour lesquels, au 1er mars de l'année suivante, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée » ou dossiers avec frais seulement.
5. Dossiers pour lesquels, au 1er mars de l'année suivante, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation refusée », « en suspens » ou « inconnue ».
6. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; décès acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés pour 2016 et 5 dossiers pour 2015.
7. Réclamations avec des transactions monétaires pendant l'année visée.
8. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; avec ou sans paiement; incluant 7 dossiers d'employeurs non assurés pour 2016 et 5 dossiers pour 2015.
9. Demandes acceptées au 1er mars de l'année suivante.
10. Demandes refusées ou en attente d'une décision au 1er mars de l'année suivante.

Tableau 1.2
Informations générales sur la prévention-inspection

	2016	2015
Estimation du nombre total de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail[1] (en millions)	**3,8**	3,8
Nombre d'établissements[2]	**270 118**	272 315
Nombre de dossiers d'intervention en prévention-inspection créés	**17 743**	17 415
Paiements pour les services de santé au travail (en '000 de $)	**69 467**	69 459
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (en '000 de $)	**23 316**	24 503
Subventions aux associations sectorielles paritaires (en '000 de $)	**20 793**	20 992
Subventions aux associations syndicales et patronales (en '000 de $)	**11 447**	11 472
Autres subventions (en '000 de $)	**223**	281

1. Sources : CANSIM, Statistique Canada, Enquête sur la population active; Revenu Québec.
   Le nombre présenté correspond au nombre total de travailleurs en emploi duquel on retranche une estimation des travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés par la CNESST.
2. Les établissements qui n'ont été ouverts que durant une partie de l'année de référence sont compris.

Tableau 1.3
Informations générales sur le financement

	2016	2015
Employeurs[1]	**225 230**	224 919
Nombre de dossiers d'employeurs ayant déclaré une masse salariale[2]	**203 101**	203 477
Nombre de dossiers d'expérience[2]	**258 535**	259 927
Masse salariale assurable (en milliards de $)[3]	**138,4**	135,2
Cotisation des employeurs (en millions de $)[4]	**2 614,2**	2 697,5
Taux moyen de cotisation décrété (en $)	**1,84**	1,94
Salaire maximum annuel assurable (en $)	**71 500**	70 000
Salaire annuel moyen des travailleurs québécois (en $)[5]	**45 020**	44 341

**Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives aux employeurs ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires.*

1. Nombre de dossiers d'employeurs ouverts pendant au moins une journée au cours de l'année présentée, qu'une masse salariale leur soit associée ou non.
   Ce nombre correspond au total des employeurs réguliers et des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations (ETP).
2. Dossiers associés à des employeurs ayant déclaré une masse salariale pour l'année visée, au 30 juin de l'année suivante.
3. Masse salariale assurable définitive ou estimée pour l'année visée inscrite dans les fichiers de la CNESST au 30 juin de l'année suivante.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 139,0 milliards de dollars en 2016 et à 135,0 milliards de dollars en 2015.
4. Cotisations reçues au 30 juin de l'année suivante pour l'année visée seulement.
   Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année visée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année visée.
   Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 535,2 millions de dollars en 2016 et à 2 569,6 millions de dollars en 2015.
5. Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail.
   Rémunération hebdomadaire moyenne, ramenée sur une base annuelle; estimation non désaisonnalisée.
   Estimation excluant le temps supplémentaire, pour l'ensemble des employés (employés à salaire fixe et salariés rémunérés à l'heure).

Tableau 1.4
Informations générales sur le processus de contestation

		2016	2015
Recours et conciliation	**Article 32 LATMP**		
	• Nombre de plaintes reçues	**1 883**	1 910
	• Nombre de plaintes finalisées	**1 851**	1 834
	Article 227 LSST		
	• Nombre de plaintes reçues	**506**	388
	• Nombre de plaintes finalisées	**495**	516
	Article 245 LATMP		
	• Nombre de demandes reçues	**0**	0
	• Nombre de demandes finalisées	**0**	0
	Total		
	• Nombre de plaintes reçues	***2 389***	***2 298***
	• Nombre de plaintes finalisées	***2 346***	***2 350***

		2016	2015
Révision	**Direction de la révision administrative**		
	• Nombre de demandes inscrites	**60 412**	52 692
	• Nombre de décisions rendues	**45 817**	45 345
	• Nombre de dossiers clos [1]	**53 059**	51 243

1. L'écart entre le nombre de dossiers clos et le nombre de décisions rendues s'explique par les désistements, les cas de fermeture administrative et les cas d'absence de juridiction.

Note - Données de l'année présentée observées avec deux mois de maturité.

Tableau 1.5

Informations générales sur l'état des résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) (en '000 de $)

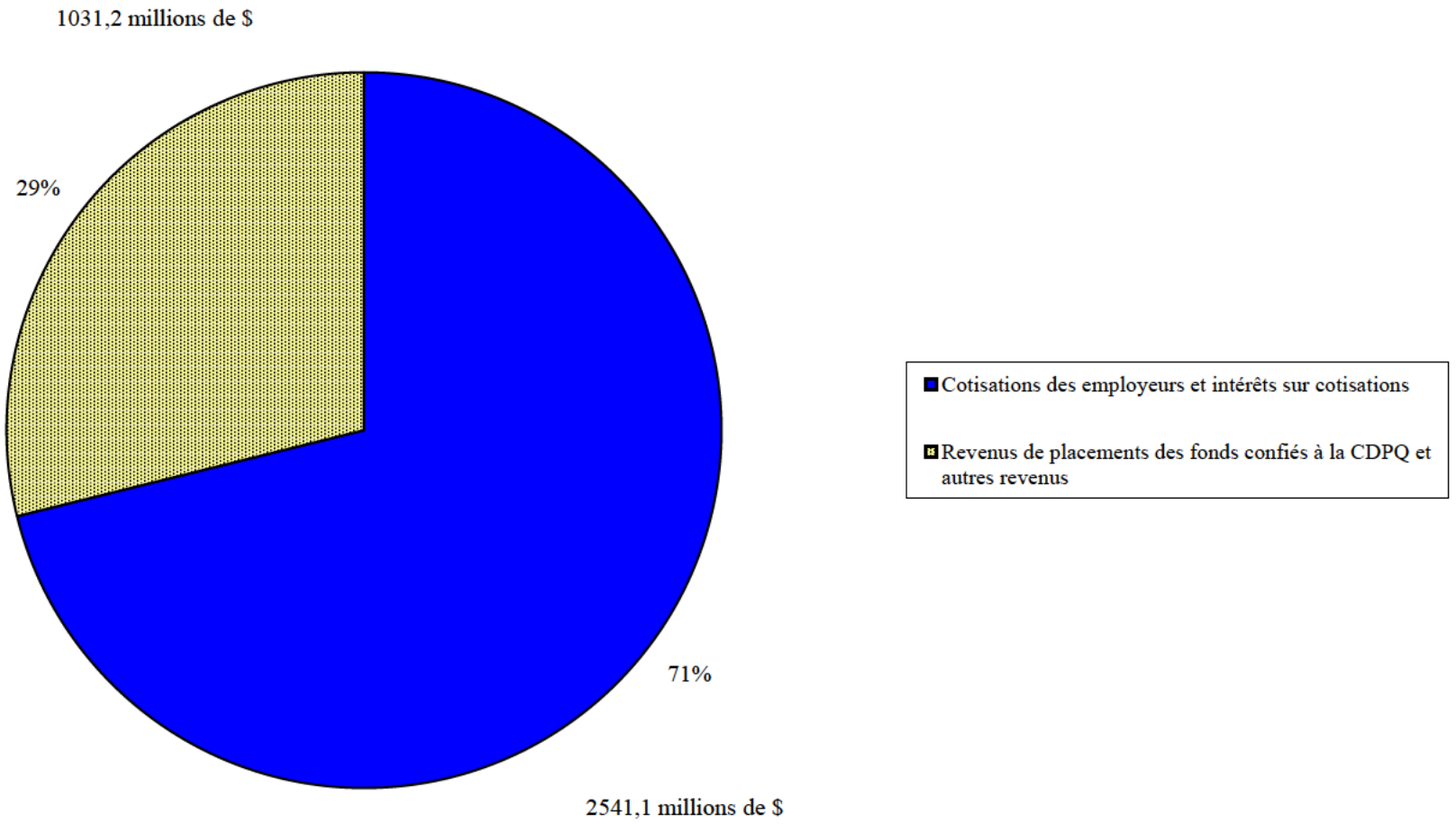
		2016	2015*
Produits	• Cotisations des employeurs et intérêts sur cotisations	**2 541 127**	2 574 284
	• Revenus de placements des fonds confiés à la CDPQ	**992 676**	1 161 150
	• Autres[1]	**38 449**	37 872
	• *Total*	***3 572 252***	*3 773 306*
Charges	• Programmes de réparation		
	> Prestations	**2 001 937**	1 926 688
	> Variation du passif actuariel	**177 298**	78 370
	> *Total*	***2 179 235***	***2 005 058***
	• Programme *Pour une maternité sans danger*		
	> Prestations	**236 020**	231 922
	> Variation du passif actuariel	**7 064**	373
	> *Total*	***243 084***	*232 295*
	• Subventions accordées pour des programmes de prévention	**125 246**	126 707
	• Charges administratives[1]		
	> Frais d'administration	**445 460**	434 979
	> Charges financières	**6 480**	5 666
	> Variation du passif actuariel	**39 614**	(3 557)
	> *Total*	***491 554***	437 088
	• Financement de tribunaux administratifs		
	> Contributions au financement de tribunaux administratifs rechargées par la CNESST	**60 280**	63 848
	> Variation du passif actuariel	**(2 357)**	(2 815)
	> *Total*	***57 923***	61 033
	• Créances douteuses rechargées par la CNESST	**10 733**	15 235
	• *Total*	***3 107 775***	*2 877 416*
Résultat net et résultat global		**464 477**	895 890
composé de	Résultat relatif à l'application de la politique de capitalisation	**25 285**	37 531
	Surplus (Déficit) relatif au taux de rendement réel	**262 486**	484 545
	Variations des obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées[1]	**(11 354)**	(3 708)
	Surplus (Déficit) des opérations de l'exercice courant	**188 060**	377 522
Actif		**15 629 510**	14 955 028
Passif		**14 342 567**	14 132 562
(Déficit) Surplus cumulé		**1 286 943**	822 466
Niveau de capitalisation[2]		**109,0%**	105,8%

1. Le passif actuariel comprend dorénavant une provision pour les obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées dont la survenance est prévue après la date de clôture des états financiers mais qui résultent d'expositions encourues en milieu de travail avant cette date chez les employeurs tenus de cotiser.

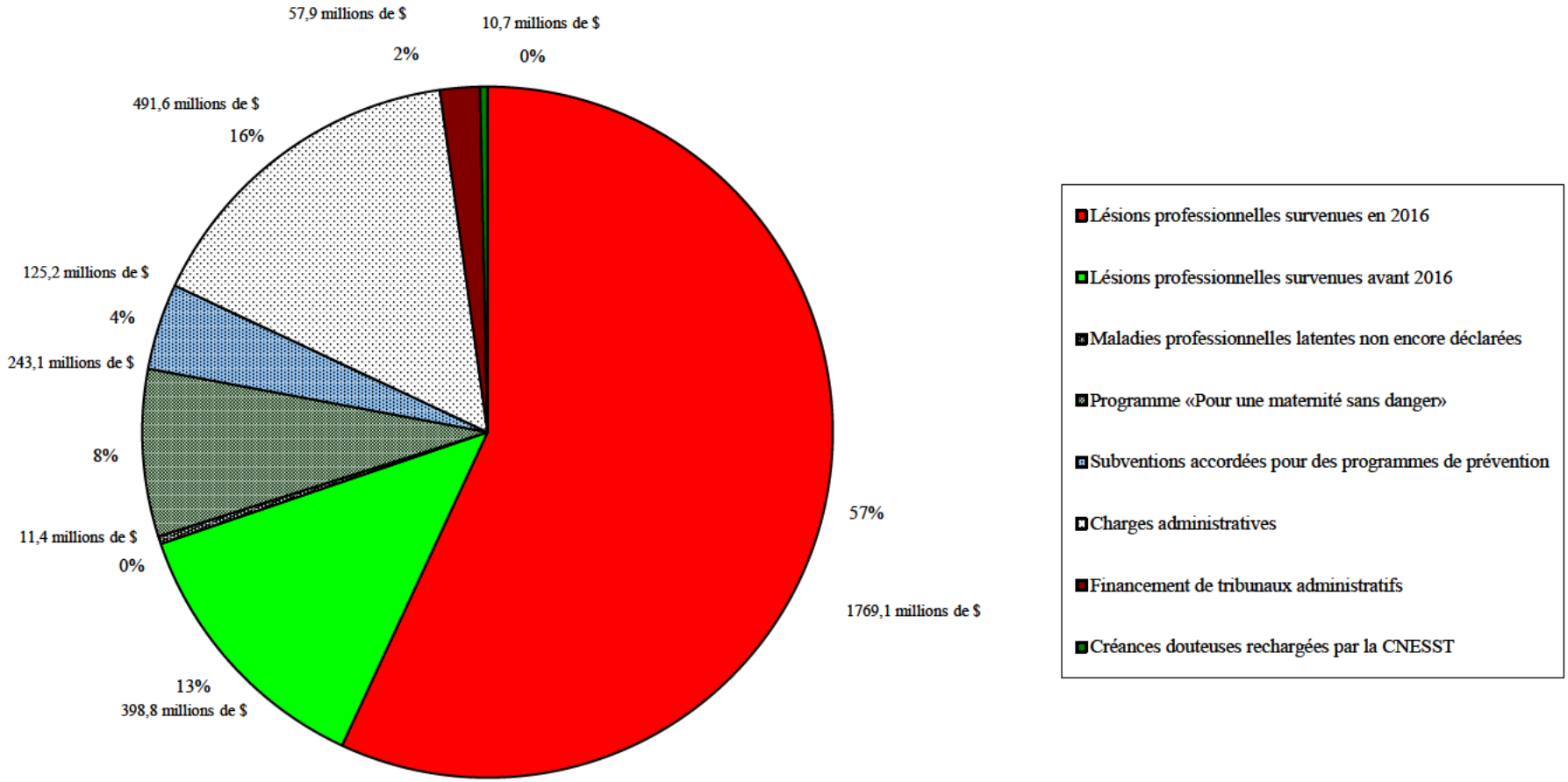
2. Le niveau de capitalisation effectif aux fins de la tarification est quant à lui de 114,5 % pour 2016 et 111,2 % pour 2015.
Il correspond à la proportion du total de l'actif sur le total du passif en excluant les obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées.

* Données révisées suite à un retraitement.

Graphique 1.1
Répartition relative des produits du FSST en 2016



Graphique 1.2
Répartition relative des charges du FSST en 2016



4 %

Section 2
Volet financier des programmes de réparation

*7

Description

La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP) est entrée en vigueur le 19 août 1985. Cette loi s'applique aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, ainsi qu'aux rechutes, récidives et aggravations, survenus à compter de cette date. Pour les événements survenus avant le 19 août 1985, la *Loi sur les accidents du travail* (LAT) s'applique.

Les frais de réparation

La loi reconnaît au travailleur victime d'une lésion professionnelle le droit à l'assistance médicale qu'exige son état en raison de cette lésion.

La loi accorde également au travailleur atteint de façon permanente dans son intégrité physique ou psychique en raison de sa lésion professionnelle le droit à la réadaptation qu'exige son état en vue de sa réinsertion sociale et professionnelle. Ce droit est l'un des éléments centraux du régime.

Les indemnités de remplacement du revenu

Les sommes déboursées pour interruption de travail représentent la part la plus importante des débours de la Commission pour la réparation des lésions professionnelles.

L'indemnité de remplacement du revenu est versée au travailleur :
- pendant toute la période où il est incapable d'exercer son emploi en raison de sa lésion
- et si les séquelles de sa lésion l'empêchent de reprendre son emploi, pendant toute la période nécessaire à sa réadaptation afin de reprendre son emploi, un emploi équivalent ou un emploi convenable.

Lorsque le travailleur devient apte à occuper un emploi, l'indemnité de remplacement du revenu cesse d'être versée, en tout ou en partie, selon l'une ou l'autre des hypothèses suivantes :
- Si le travailleur redevient capable d'occuper son emploi ou un emploi équivalent, l'indemnité cesse d'être versée. Cependant, si le délai d'exercice de son droit au retour au travail est expiré, l'indemnité est maintenue pendant une période maximale d'une année. À l'expiration de ce délai ou lorsque le travailleur réintègre son emploi, un emploi équivalent, ou qu'il refuse de le faire sans raison valable, l'indemnité cesse de lui être versée selon la première éventualité.
- Si l'emploi convenable auquel le travailleur a été réadapté est disponible, l'indemnité est réduite du revenu net retenu qu'il tire ou pourrait tirer de cet emploi convenable.

- Si l'emploi convenable auquel le travailleur a été réadapté n'est pas disponible, l'indemnité est maintenue pendant un maximum d'une année. À l'expiration de ce délai ou lorsque le travailleur retourne à cet emploi ou lorsqu'il refuse de le faire sans raison valable, l'indemnité est réduite du revenu qu'il pourrait recevoir de cet emploi convenable.

L'indemnité de remplacement du revenu versée à un travailleur reconnu apte à occuper un emploi convenable est révisée périodiquement.

Par ailleurs, le travailleur qui au moment de son accident est âgé de 60 ans ou plus, ou de 55 ans ou plus en cas de maladie professionnelle, et qui ne peut retourner à son emploi parce qu'il est atteint de façon permanente dans son intégrité physique ou psychique a droit à l'indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'occupe pas un nouvel emploi. Toutefois, il y a une modification à la LATMP par suite de l'adoption de la loi 35 en juin 1992 : si l'employeur de ce travailleur lui offre un emploi jugé convenable par la CNESST, il devra l'accepter. Ainsi, le travailleur a droit à l'indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'occupe pas un nouvel emploi ou un emploi convenable disponible chez son employeur.

Les indemnités pour stabilisation économique et sociale

Versées en vertu de la LAT, ces indemnités visent à faciliter le retour à la vie normale et la réinsertion dans la société du travailleur atteint d'une incapacité à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle. L'indemnité prend la forme d'une assistance financière pour la stabilisation économique et de services de consultation dans le domaine de la psychologie de service social pour la stabilisation sociale.

Les indemnités pour préjudice corporel et les indemnités pour incapacité permanente

Il se peut qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un travailleur soit atteint d'une façon permanente dans son intégrité physique ou psychique. Il a alors droit à une rente d'incapacité permanente (LAT) ou à une indemnité forfaitaire pour préjudice corporel (LATMP).

Le montant de cette indemnité forfaitaire n'est pas le même pour tous les travailleurs. Il varie selon le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique et l'âge de la personne au moment de la lésion. Cette indemnité s'appliquant à l'ensemble du préjudice corporel, elle est établie en tenant compte du déficit anatomo-physiologique (les séquelles diagnostiquées médicalement), du préjudice esthétique, ainsi que des douleurs et de la perte de jouissance de la vie qui en résultent.

Les indemnités de décès

En cas de décès du travailleur, des indemnités sont prévues pour ses personnes à charge. Ainsi, le conjoint survivant a droit au versement temporaire d'une indemnité de remplacement du revenu, en plus d'une indemnité forfaitaire. Une rente mensuelle est versée à chaque enfant à charge jusqu'à sa majorité.

Note: dans cette section, le nombre de lésions présenté pour une catégorie de prestation donnée peut varier d'un tableau à l'autre. En effet, pour être retenu dans le calcul du nombre, un dossier doit avoir un total de débours non nul (≠ 0$) au niveau de détail présenté; ce niveau de détail varie selon les tableaux.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Hausse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - 6,7 % pour les frais d'assistance médicale
  - 5,7 % pour les frais de réadaptation
  - 5,3 % pour les indemnités de remplacement du revenu en consolidation médicale et réadaptation
  - 0,5 % pour les indemnités de remplacement du revenu en postréadaptation
  - 10,5 % pour les indemnités pour préjudice corporel
- Baisse des débours associés aux lésions professionnelles pour la catégorie de prestation suivante :
  - -1,2 % pour les indemnités de décès

  Ces catégories de prestation sont versées en vertu de la LATMP

- Baisse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - -15,6 % pour les indemnités de stabilisation économique et sociale
  - -4,5 % pour les indemnités pour incapacité permanente

  Ces catégories de prestation sont versées en vertu de la LAT

Tableau 2.1
Répartition des lésions professionnelles avec paiement en 2016
selon la catégorie de prestation

	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Frais d'assistance médicale	285 117	451 151	22,5
Frais de réadaptation	24 018	74 794	3,7
Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	91 715	613 188	30,6
Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	45 970	628 183	31,4
Indemnités de stabilisation économique et sociale	213	2 294	0,1
Indemnités pour préjudice corporel	20 265	135 230	6,8
Indemnités pour incapacité permanente	6 946	59 947	3,0
Indemnités de décès	1 204	37 151	1,9
Total	**324 571** [2]	**2 001 937** [3]	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de prestation, elle ne figure qu'une fois au total.
2. De ce nombre, 170 719 lésions professionnelles n'ont que des frais au dossier.
3. Un montant de 28 899 690 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.
   Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

Tableau 2.2

Répartition des prestations des lésions professionnelles avec paiement en 2016
selon l'année de la lésion professionnelle et la catégorie de prestation

(en '000 de $)

	Frais d'assistance médicale	Frais de réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	Indemnités de stabilisation économique et sociale	Indemnités pour préjudice corporel	Indemnités pour incapacité permanente	Indemnités de décès	**Total**[1]
2011 ou antérieures	117 738	42 282	67 060	520 589	2 294	21 972	59 947	18 350	**850 233**
2012	9 245	3 479	23 568	35 462	—	6 601	—	1 596	**79 952**
2013	14 672	6 403	45 701	38 416	—	14 494	—	3 026	**122 711**
2014	30 639	9 597	81 498	26 098	—	26 533	—	5 807	**180 170**
2015	119 496	11 311	180 679	7 297	—	51 218	—	6 464	**376 464**
2016	159 361	1 722	214 681	322	—	14 411	—	1 909	**392 406**
Total	**451 151**	**74 794**	**613 188**	**628 183**	**2 294**	**135 230**	**59 947**	**37 151**	**2 001 937**

1. Un montant de 28 899 690 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.
Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

Tableau 2.3

Répartition des lésions professionnelles indemnisées en 2016[1]
selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle		
	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours
2011 ou antérieures	8 935	99 058	100,0	35 438	530 777	43,3	4 300	60 378	39,6
2012	—	—	—	3 301	61 411	5,0	285	5 816	3,8
2013	—	—	—	4 611	93 116	7,6	410	8 520	5,6
2014	—	—	—	7 631	122 814	10,0	1 119	17 121	11,2
2015	—	—	—	22 766	201 657	16,5	4 501	44 000	28,9
2016	—	—	—	57 598	214 870	17,5	2 053	16 452	10,8
Total	**8 935**	**99 058**	**100**	**131 343**	**1 224 645** [3]	**100**	**12 651**	**152 288**	**100**

1. Lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès.
2. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
3. Un montant de -2 765 724 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.4

Répartition des lésions professionnelles avec des frais d'assistance médicale en 2016[1]
selon la catégorie de frais d'assistance médicale et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Services de professionnels de la santé		1 510	957	6,7	191 151	92 803	25,8	28 423	10 226	13,2
Soins ou traitements fournis par les établissements de santé		701	1 904	13,4	74 365	69 934	19,4	3 875	2 730	3,5
Médicaments et produits pharmaceutiques		1 820	4 653	32,7	32 569	45 076	12,5	1 612	2 871	3,7
Prothèses et orthèses		3 904	3 924	27,6	10 495	8 894	2,5	47 755	55 107	71,4
Soins et traitements dispensés par les intervenants de la santé	• Physiothérapie	159	257	1,8	57 482	69 849	19,4	1 729	1 502	1,9
	• Ergothérapie	23	37	0,3	25 060	28 707	8,0	545	557	0,7
	• Autres	342	343	2,4	9 012	8 694	2,4	7 779	1 467	1,9
	• *Total*	*491*	*637*	*4,5*	*64 235*	*107 250*	*29,8*	*9 504*	*3 525*	*4,6*
Aides techniques et frais		1 308	1 478	10,4	12 653	7 250	2,0	5 982	1 864	2,4
Frais de déplacement et de séjour		1 050	523	3,7	36 312	12 764	3,5	3 450	684	0,9
Autres frais		90	159	1,1	1 405	15 715	4,4	204	225	0,3
Total		**6 344**	**14 234**	**100**	**211 277**	**359 685**	**100**	**67 525**	**77 232**	**100**

1. Un montant de 31 368 617 $ est compris dans les frais d'assistance médicale pour des demandes de remboursement de frais pour lesquelles la CNESST n'a pas ouvert de dossier.
2. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.5

Répartition des lésions professionnelles avec des frais de réadaptation en 2016
selon la catégorie de frais de réadaptation et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Réadaptation professionnelle	• Programme de recyclage, mobilité professionnelle et réinsertion du conjoint survivant	0	0	0,0	5	5	0,0	0	0	0,0
	• Service professionnel externe	111	192	3,1	8 897	20 815	32,0	317	541	16,0
	• Programmes de formation	3	3	0,1	1 310	7 548	11,6	87	466	13,8
	• Adaptation d'un poste de travail	0	0	0,0	116	157	0,2	6	14	0,4
	• Subventions à l'employeur et à la création d'emploi	0	0	0,0	75	421	0,6	9	38	1,1
	• Subventions pour un projet — travailleur	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
	• *Total*	*113*	*195*	*3,1*	*9 661*	*28 946*	*44,4*	*372*	*1 058*	*31,3*
Réadaptation sociale	• Services professionnels d'intervention psychosociale	106	126	2,0	2 082	3 773	5,8	64	118	3,5
	• Adaptation du domicile	77	423	6,7	305	3 295	5,1	11	162	4,8
	• Adaptation du véhicule principal	56	150	2,4	192	566	0,9	1	0	0,0
	• Aide personnelle à domicile	473	3 573	57,0	1 879	11 674	17,9	107	603	17,8
	• Frais de garde d'enfants	0	0	0,0	12	21	0,0	1	0	0,0
	• Frais d'entretien courant du domicile	1 081	1 801	28,7	10 762	16 872	25,9	953	1 439	42,6
	• *Total*	*1 389*	*6 072*	*96,9*	*13 489*	*36 200*	*55,6*	*1 057*	*2 322*	*68,7*
Total		**1 410**	**6 267**	**100**	**21 272**	**65 146** [2]	**100**	**1 337**	**3 381**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -110 997 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.6

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2016
selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Consolidation médicale et réadaptation	• 14 premiers jours payés par l'employeur, remboursable par la CNESST	51	47	0,2	62 137	48 268	4,2	793	627	0,8
	• Consolidation médicale	167	2 690	11,2	63 933	468 823	41,1	1 580	16 879	22,2
	• Réadaptation	35	330	1,4	6 754	57 054	5,0	348	2 934	3,9
	• Autres indemnités	29	401	1,7	3 582	14 148	1,2	215	986	1,3
	• *Total*	*175*	*3 468*	*14,4*	*89 854*	*588 292*	*51,5*	*1 686*	*21 427*	*28,2*
Postréadaptation		1 293	20 587	85,6	40 716	553 042	48,5	3 961	54 554	71,8
Total		**1 397**	**24 056**	**100**	**126 540**	**1 141 334** [2]	**100**	**5 320**	**75 981**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -2 174 312 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.7

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2016 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
2011 ou antérieures	1 396	24 056	100,0	34 989	514 915	45,1	3 505	48 679	64,1
2012	—	—	—	3 118	55 303	4,8	201	3 727	4,9
2013	—	—	—	4 025	78 185	6,9	261	5 932	7,8
2014	—	—	—	5 876	101 406	8,9	286	6 190	8,1
2015	—	—	—	20 431	180 089	15,8	585	7 887	10,4
2016	—	—	—	57 459	211 437	18,5	483	3 566	4,7
Total	**1 396**	**24 056**	**100**	**125 898**	**1 141 334** [2]	**100**	**5 321**	**75 981**	**100**

1. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
2. Un montant de -2 174 312 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.8

Répartition du total des jours indemnisés pour les lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2016 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu[1], l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

Consolidation médicale et réadaptation

	Lésion professionnelle LAT		Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail		Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2011 ou antérieures	37 059	100,0	678 473	8,8	47 845	17,9
2012	—	—	275 512	3,6	10 370	3,9
2013	—	—	532 774	6,9	24 634	9,2
2014	—	—	969 225	12,5	47 525	17,8
2015	—	—	2 300 465	29,7	81 894	30,6
2016	—	—	2 994 739	38,6	54 946	20,6
Total	**37 059**	**100**	**7 751 188**	**100**	**267 213**	**100**

Postréadaptation

	Lésion professionnelle LAT		Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail		Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2011 ou antérieures	219 971	100,0	5 219 343	81,3	486 674	80,1
2012	—	—	395 222	6,2	34 998	5,8
2013	—	—	424 826	6,6	41 729	6,9
2014	—	—	299 057	4,7	25 957	4,3
2015	—	—	79 901	1,2	15 451	2,5
2016	—	—	1 891	0,0	3 066	0,5
Total	**219 971**	**100**	**6 420 240**	**100**	**607 876**	**100**

Total

	Lésion professionnelle LAT		Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail		Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2011 ou antérieures	257 030	100,0	5 897 816	41,6	534 519	61,1
2012	—	—	670 734	4,7	45 368	5,2
2013	—	—	957 600	6,8	66 363	7,6
2014	—	—	1 268 282	8,9	73 482	8,4
2015	—	—	2 380 366	16,8	97 345	11,1
2016	—	—	2 996 630	21,1	58 012	6,6
Total	**257 030**	**100**	**14 171 428**	**100**	**875 089**	**100**

1. Le nombre de jours selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu est estimé à partir de la répartition des montants versés en IRR selon la catégorie d'indemnité.

Tableau 2.9

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2016
selon la catégorie d'indemnité pour préjudice corporel et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
				Accident du travail			Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée au travailleur	134	1 462	98,1	12 528	70 671	99,9	7 605	62 825	99,8
Indemnité versée à d'autres personnes	2	29	1,9	35	103	0,1	17	141	0,2
Total	**136**	**1 490**	**100**	**12 540**	**70 774** [2]	**100**	**7 611**	**62 965**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -178 250 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.10

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2016 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
2011 ou antérieures	136	1 490	100,0	1 247	12 915	18,2	849	7 567	12,0
2012	—	—	—	661	5 887	8,3	104	714	1,1
2013	—	—	—	1 669	12 892	18,2	188	1 602	2,5
2014	—	—	—	3 647	19 162	27,1	876	7 371	11,7
2015	—	—	—	4 724	18 150	25,6	4 003	33 068	52,5
2016	—	—	—	577	1 768	2,5	1 591	12 643	20,1
Total	**136**	**1 490**	**100**	**12 525**	**70 774** [2]	**100**	**7 604**	**62 965**	**100**

1. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
2. Un montant de -178 250 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.11

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour incapacité permanente en 2016 selon la catégorie d'indemnité pour incapacité permanente

	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée en vertu de la LAT	6 923	59 804	99,8
Indemnité versée en vertu de la LIVASMC[1]	28	143	0,2
Total	**6 946**	**59 947**	**100**

1. LIVASMC : Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et carrières.
2. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.12

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2016
selon la catégorie d'indemnités de décès et la catégorie de la lésion professionnelle

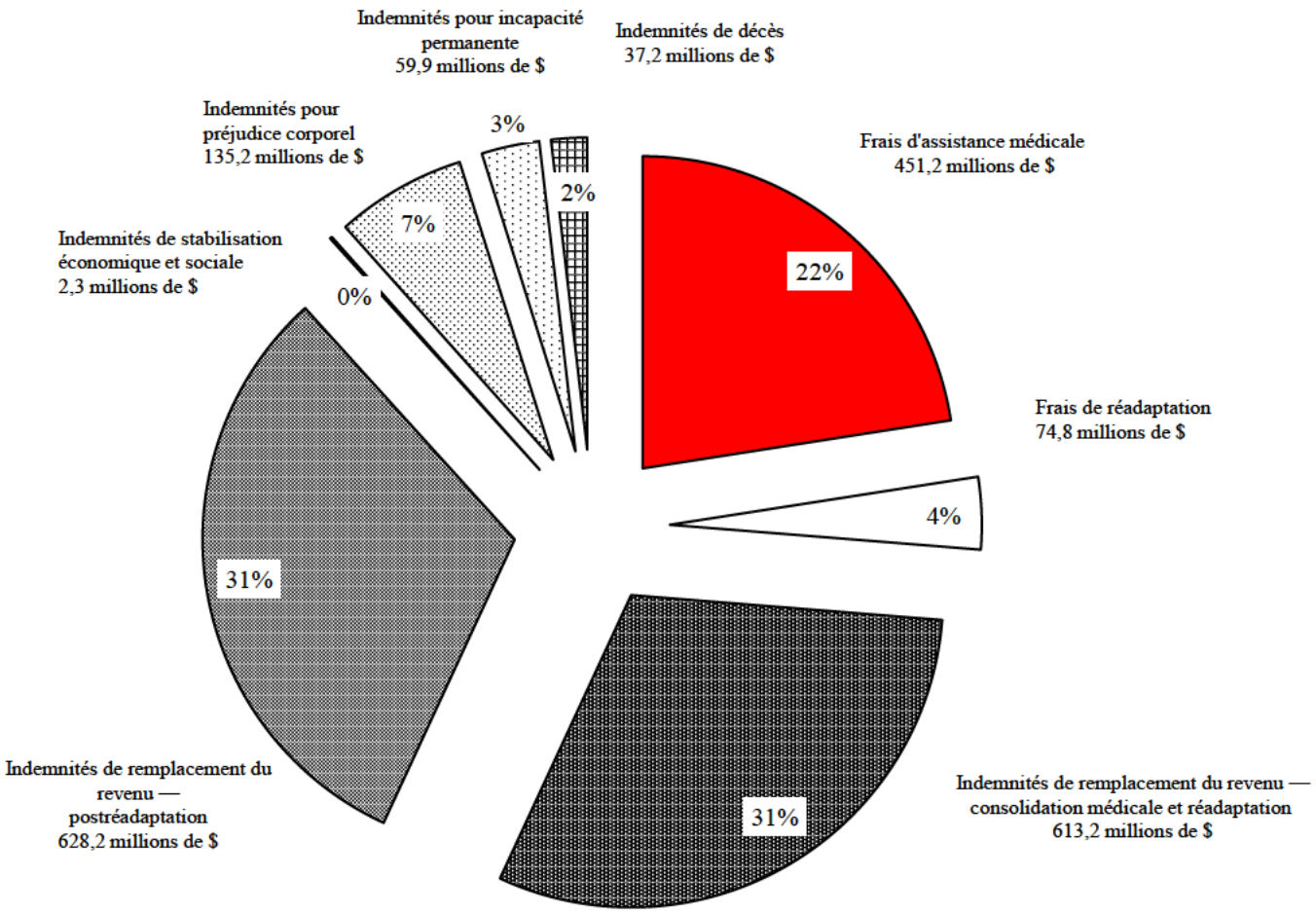
		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée en vertu de la LAT	• Forfaitaires option et frais	0	0	0,0	—	—	—	—	—	—
	• Rentes	635	10 280	91,2	—	—	—	—	—	—
	• *Total*	*635*	*10 280*	*91,2*	—	—	—	—	—	—
Indemnité versée en vertu de la LATMP	• Forfaitaires	9	927	8,2	133	8 312	66,3	159	12 207	91,5
	• Rentes	3	26	0,2	328	3 788	30,2	39	416	3,1
	• Intérêts	7	12	0,1	41	125	1,0	101	168	1,3
	• Autres indemnités	6	26	0,2	65	312	2,5	124	551	4,1
	• *Total*	*10*	*991*	*8,8*	*376*	*12 538*	*100,0*	*183*	*13 342*	*100,0*
Total		**645**	**11 271**	**100**	**376**	**12 538**	**100**	**183**	**13 342**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.13
Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2016
selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
				Accident du travail			Maladie professionnelle		
	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours
2011 ou antérieures	636	10 286	91,3	200	2 157	17,2	13	218	1,6
2012	0	0	0,0	18	224	1,8	8	562	4,2
2013	2	258	2,3	28	1 871	14,9	9	735	5,5
2014	0	0	0,0	34	2 740	21,9	31	3 379	25,3
2015	5	499	4,4	56	3 888	31,0	73	5 162	38,7
2016	2	227	2,0	40	1 657	13,2	49	3 286	24,6
Total	**645**	**11 271**	**100**	**376**	**12 538**	**100**	**183**	**13 342**	**100**

Graphique 2.1
Répartition relative des prestations des programmes de réparation en 2016



4 %

Section 3 * 7
Volet financier du programme
Pour une maternité sans danger

Description

La Commission applique depuis 1981 le programme *Pour une maternité sans danger*. L'objectif du programme est le maintien en emploi sans danger de la travailleuse enceinte ou qui allaite, en favorisant l'élimination des dangers ou, à défaut, l'affectation à d'autres tâches ne comportant pas de danger, quand il y a effectivement attestation médicale de l'existence de dangers physiques pour elle, à cause de sa grossesse, ou pour l'enfant à naître ou allaité.

La travailleuse enceinte ou qui allaite qui désire obtenir une affectation ou si c'est impossible un retrait préventif doit fournir à son employeur un certificat médical. Dans le cas de la femme enceinte, le rapport doit attester que ses conditions de travail comportent des dangers physiques pour l'enfant à naître ou, à cause de son état, pour elle-même. Quant à la travailleuse qui allaite, ce rapport doit faire état du danger que comportent les tâches qu'elle exécute, pour l'enfant allaité. Le médecin traitant, avant de délivrer un certificat, doit obligatoirement consulter le médecin responsable des services de santé de l'établissement où elle travaille ou, s'il n'y en a pas, le directeur de santé publique de la région où est situé l'établissement. Sans cette consultation, le certificat n'est pas valide.

Le certificat médical doit être présenté à l'employeur, ce qui constitue une demande d'affectation.

L'admissibilité des réclamations repose sur une analyse individuelle de chacun des cas soumis à la CNESST. Sa décision s'appuie sur l'information contenue sur le certificat médical, sur l'analyse fournie par l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dans son rapport d'évaluation du poste de travail et sur tout renseignement obtenu en communiquant avec la travailleuse, son médecin traitant et son employeur.

Si l'employeur est dans l'impossibilité d'affecter immédiatement la travailleuse à des tâches non dangereuses, elle peut cesser de travailler jusqu'à son accouchement ou à la fin de la période d'allaitement. Dans ce cas, l'employeur lui verse son salaire habituel pendant les cinq premiers jours ouvrables. Par la suite, elle recevra une indemnité équivalant à 90% de son revenu net jusqu'à concurrence du salaire maximum assurable, en vigueur durant l'année de la demande.

La travailleuse qui exerce son droit à l'affectation ou au retrait préventif bénéficie d'une protection juridique. En effet, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) stipule que la travailleuse conserve, pendant et après l'affectation ou la cessation de travail, tous les avantages liés à l'emploi qu'elle occupait avant son affectation ou son retrait préventif du travail. À la fin de la mesure préventive, l'employeur a l'obligation de réintégrer la travailleuse dans son emploi habituel, et avec tous les avantages qui y sont reliés.

Notes explicatives

Décision quant à l'admissibilité des demandes

Les réclamations sont acceptables lorsque les conditions du poste de travail comportent des dangers pour la santé de la travailleuse, celle de l'enfant à naître ou celle de l'enfant allaité.

Les principales raisons de la CNESST de refuser les réclamations sont que les conditions de travail ne comportent pas de réels dangers, que le retrait est exercé pour des raisons médicales personnelles sans lien avec le travail ou que les conditions d'admissibilité au programme n'étaient pas satisfaites.

Les réclamations « autres » réfèrent aux cas refusés et aux cas où la CNESST est en période d'analyse de la demande et n'a pas encore pris de décision.

Mise en garde face aux statistiques sur le nombre de réclamations inscrites et les prestations

Les sommes déboursées durant l'année de référence concernent l'ensemble des travailleuses enceintes ou qui allaitent qui bénéficient d'un retrait préventif ou d'une affectation, quelle que soit l'année d'enregistrement de la demande. Les sommes comprennent les frais et les indemnités de remplacement du revenu versés à la travailleuse.

Bien qu'un dossier ait été inscrit au cours d'une année, il est possible que les indemnités n'aient été versées que l'année suivante. En effet, une demande peut être formulée dès le début de la grossesse, mais le danger pour la mère ou le fœtus peut se situer plus tard au cours de la gestation. On doit donc établir une relation entre les prestations versées et le nombre de réclamations avec paiement, plutôt qu'avec le nombre de réclamations inscrites.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Débours associés aux réclamations PMSD:
  - Hausse de 2,1 % pour les frais d'assistance médicale
  - Hausse de 1,8 % pour les indemnités de remplacement du revenu

Tableau 3.1

Répartition des réclamations traitées en 2016[1]
selon l'année de l'événement et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte			Travailleuse qui allaite			**Total**		
	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	**Nombre[2]**	**Débours (en '000 de $)**	**% des débours**
2011 ou antérieures	306	23	0,0	6	63	0,9	**312**	**87**	**0,0**
2012	103	15	0,0	4	27	0,4	**107**	**42**	**0,0**
2013	170	69	0,0	25	337	4,6	**195**	**405**	**0,2**
2014	377	299	0,1	55	776	10,5	**432**	**1 075**	**0,5**
2015	13 630	71 307	31,2	184	3 273	44,3	**13 814**	**74 581**	**31,6**
2016	30 086	156 915	68,6	307	2 915	39,4	**30 393**	**159 830**	**67,7**
Total	**44 668**	**228 628**	**100**	**581**	**7 392**	**100**	**45 249**	**236 020**	**100**

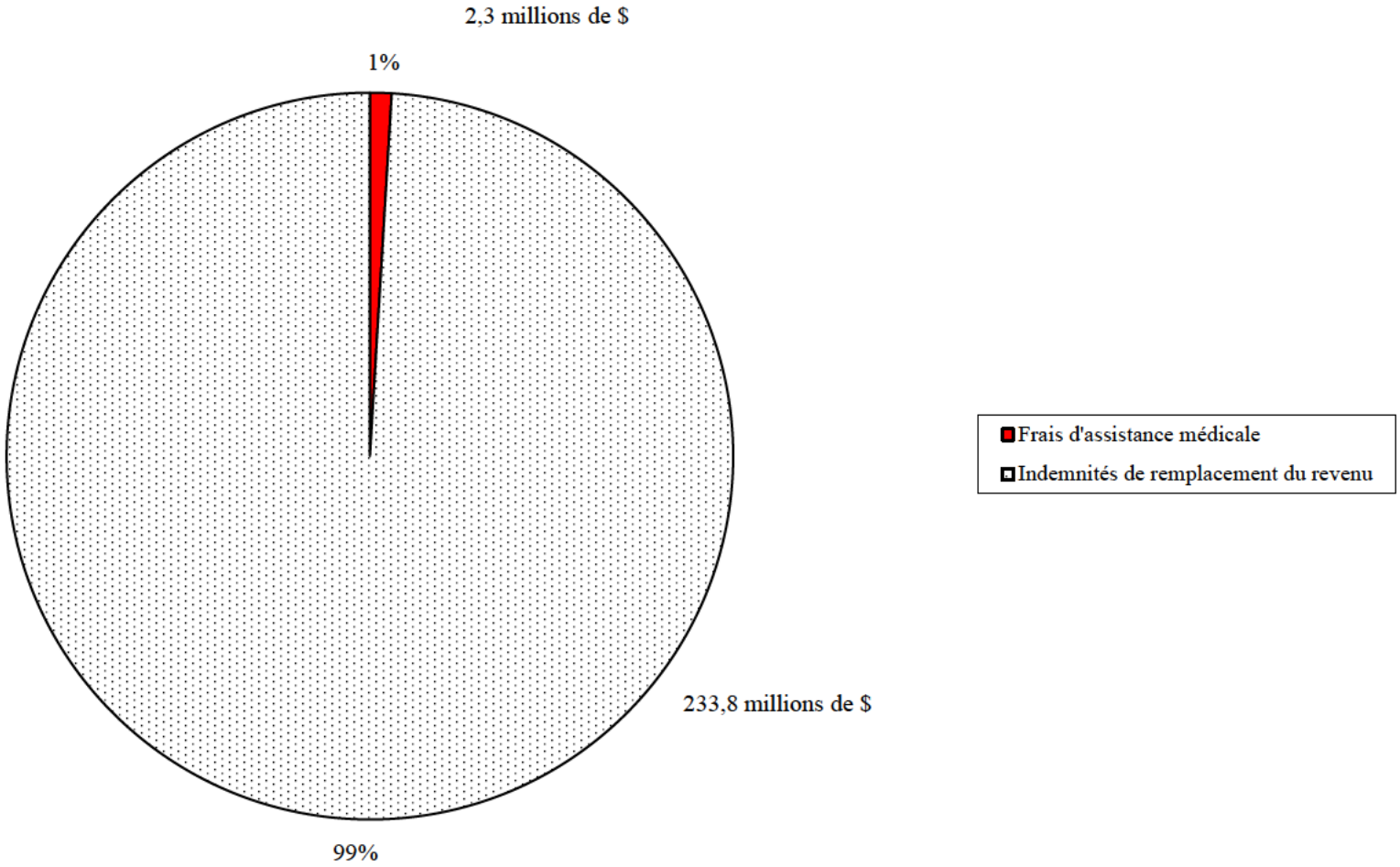
1. Réclamations avec des transactions monétaires.
2. Les réclamations qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année d'événement ne figurent qu'une fois au total.

Tableau 3.2
Répartition des réclamations traitées en 2016[1]
selon la catégorie de prestation et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte			Travailleuse qui allaite			**Total**		
	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	**Nombre[2]**	**Débours (en '000 de $)**	**% des débours**
Frais d'assistance médicale	29 646	2 243	1,0	270	20	0,3	**29 916**	**2 263**	**1,0**
Indemnités de remplacement du revenu	35 074	226 385	99,0	479	7 372	99,7	**35 553**	**233 757**	**99,0**
Total	**44 668**	**228 628**	**100**	**581**	**7 392**	**100**	**45 249**	**236 020**	**100**

1. Réclamations avec des transactions monétaires.
2. Si une réclamation relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Graphique 3.1
Répartition relative des prestations du programme Pour une maternité sans danger en 2016



4 %

Section 4
Prévention - inspection

* 7

Description

La *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) adoptée en 1979 inscrit la prévention dans une démarche systématique et obligatoire dont elle confie la responsabilité aux employeurs et aux travailleurs. Elle établit clairement les droits et obligations de chacun en cette matière tout en leur donnant les moyens nécessaires pour déceler les dangers présents dans leur milieu de travail de façon à les éliminer ou à les maîtriser.

Notes explicatives

Programme de prévention

Le premier de ces moyens, c'est le programme de prévention que l'employeur doit élaborer avec la participation des travailleurs. Comme il s'agit d'une planification d'activités pour éliminer les causes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en tenant compte des particularités du milieu, chaque établissement aura son propre programme. Tous les programmes doivent cependant être conformes à la LSST. Seuls les employeurs qui appartiennent aux secteurs d'activité économique désignés par règlement (l'ensemble des établissements appartenant aux groupes I, II et III) sont actuellement tenus d'élaborer un programme de prévention.

Programme de santé

L'accès à des services de santé en milieu de travail est un élément essentiel de toute démarche de prévention dans un établissement. Pour les employeurs et les travailleurs des groupes prioritaires I, II et III, ces services sont assurés par le réseau public, plus précisément par les équipes de santé au travail mises en place par les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux ou, dans certains cas, par des services de santé reconnus par la CNESST.

Les médecins, le personnel infirmier, les techniciens en hygiène et les hygiénistes qui font partie des équipes de santé au travail s'occupent principalement de recueillir des données sur la santé des travailleurs et sur les risques auxquels ils sont exposés, et aussi d'élaborer et d'appliquer les programmes de santé qui font partie des programmes de prévention des établissements.

Comité de santé et de sécurité

C’est habituellement sur les lieux mêmes du travail que surviennent les accidents du travail et les maladies professionnelles. C’est donc là que doit s’établir la collaboration entre employeurs et travailleurs pour tout ce qui touche la prévention. Une façon d’y parvenir, c’est de former un comité paritaire de santé et de sécurité. Cette mesure est applicable aux établissements comptant 21 travailleurs ou plus des groupes prioritaires I et II. Ceci confère au comité des fonctions précises et des pouvoirs de décision considérables qui touchent, entre autres, l’approbation du programme de santé, le choix du médecin responsable des services de santé, le choix des équipements individuels de protection et les programmes de formation et d’information.

Représentant à la prévention

Les travailleurs d’un établissement appartenant à un secteur des groupes prioritaires I et II et comptant 21 travailleurs ou plus ont la possibilité de désigner parmi eux un ou plusieurs représentants à la prévention. Ce représentant a pour fonction de déceler les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs à l’intérieur de l’établissement. Il peut consacrer une partie de ses heures de travail à inspecter les lieux, à mener des enquêtes, à formuler des recommandations et à assister les travailleurs dans l’exercice des droits qui leur sont reconnus par la loi.

Dossiers d’intervention créés et mesures prises

Même si la loi incite les employeurs et les travailleurs à prendre eux-mêmes en charge la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, elle a prévu d’autres moyens pour assurer la protection de la santé et la sécurité des travailleurs. Un de ces moyens, c’est l’intervention d’un inspecteur de la CNESST dans un établissement pour y faire corriger une situation, que ce soit dans le cadre de ses activités normales, en réponse à une plainte, à la suite d’un accident ou lors de l’exercice du droit au refus de travailler par un travailleur.

Les interventions de l'inspecteur sont de huit types :

- lorsque survient un accident qui entraîne des blessures graves ou le décès d’un ou de plusieurs travailleurs, l'enquête permet d'identifier les causes et les circonstances qui ont contribué à l’accident, en vue d’apporter les corrections qui en éviteront la répétition;
- lorsqu’un travailleur exerce son droit au refus de travailler, l'intervention vise à identifier, en collaboration avec les parties, les correctifs à apporter pour éliminer le risque;
- lorsqu’une plainte est reçue, l'intervention vise à s'assurer que les mesures préventives appropriées sont en place, par rapport aux dangers identifiés. Toute personne peut porter plainte à la CNESST, même si elle n’est pas touchée directement par la loi et les

règlements. Cependant, les travailleurs sont encouragés à informer d'abord leur comité de santé et de sécurité ou leur syndicat de l'objet de leur plainte ou, sinon, à en discuter avec leur employeur;

- lorsqu'un programme d'intervention est développé par la CNESST, le programme provincial s'applique;
- lorsque des interventions sont réalisées sur plusieurs lieux de travail en lien avec un danger spécifique dans une région donnée, le programme régional s'applique;
- lorsque la démarche vise à s'assurer de la mise en application de la loi et des règlements et la mise en place de mesures préventives sur les lieux de travail, l'intervention de type loi et règlements s'applique;
- lorsque l'inspecteur apporte son soutien lors d'une démarche de prévention dans un établissement ou sur un chantier (par exemple par de l'information, de la formation ou de l'assistance technique), l'intervention de type assistance s'applique;
- lorsque l'inspecteur est amené à sensibiliser un groupe sur tout sujet touchant à la prévention (par exemple lors d'une présentation, d'un congrès, d'un colloque ou d'une exposition), l'intervention de type promotion de la prévention s'applique. Un dossier de promotion est alors créé.

Dans les établissements des groupes prioritaires I, II et III, le travail de l'inspecteur est également axé sur la prise en charge de la prévention par le milieu. En plus de faire une inspection formelle, l'inspecteur contrôle l'application du programme de prévention et fournit des conseils et de l'information au comité de santé et de sécurité. Ses pouvoirs permettent à l'inspecteur d'imposer des mesures qui vont de l'avis de correction à la suspension des travaux ou à la fermeture des lieux de travail. Une personne qui ne se conforme pas à un ordre d'un inspecteur est passible d'une poursuite.

Notes: les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus (ancien tableau 4.2) ont été retirées, puisqu'elles ne sont plus disponibles. Les informations de l'ancien tableau 4.3 sont maintenant réparties sur deux tableaux (dossiers d'intervention, tableau 4.2; dossiers de promotion, tableau 4.3).

À compter de l'année 2010, les données relatives aux lieux visités, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Le tableau 4.5 présente maintenant la répartition des constats d'infraction signifiés selon l'article de loi (236 ou 237).

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Baisse de 1,2 % des dépenses en matière de prévention
- Hausse de 1,9 % des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés, dont une augmentation de 3,1 % pour les dossiers de type Loi et règlements et une diminution de 1,8 % pour les dossiers de type Plainte
- Baisse de 23,0 % des dossiers de promotion créés
- Baisse pour la majorité des lieux visités, mais augmentation de 2,8 % pour les chantiers
- Baisse de 0,9 % des dérogations constatées et hausse de 3,9 % des constats d'infraction signifiés

Tableau 4.1
Répartition des dépenses en matière de prévention en 2016
selon la catégorie de dépense

	Dépenses (en '000 de $)	% des dépenses
Services de santé au travail	69 467	55,5
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail	23 316	18,6
Subventions aux associations sectorielles paritaires	20 793	16,6
Subventions aux associations syndicales et patronales	11 447	9,1
Autres subventions pour la formation et l'information	223	0,2
Total	**125 246**	**100**

Tableau 4.2
Répartition des dossiers d'intervention créés en 2016 selon le type d'intervention

	Nombre	%
Dossiers d'intervention en prévention-inspection		
Assistance	117	0,7
Enquête	47	0,3
Loi et règlements	14 101	79,5
Plainte	3 421	19,3
Programme provincial	8	0,0
Refus de travailler	49	0,3
Total	**17 743**	**100**

Tableau 4.3
Répartition des dossiers de promotion créés en 2016 selon le genre d'activité de promotion

	Nombre	%
Dossiers de promotion		
Colloque	4	5,2
Exposition	7	9,1
Présentation	56	72,7
Autre ou non codé	10	13,0
Total	**77**	**100**

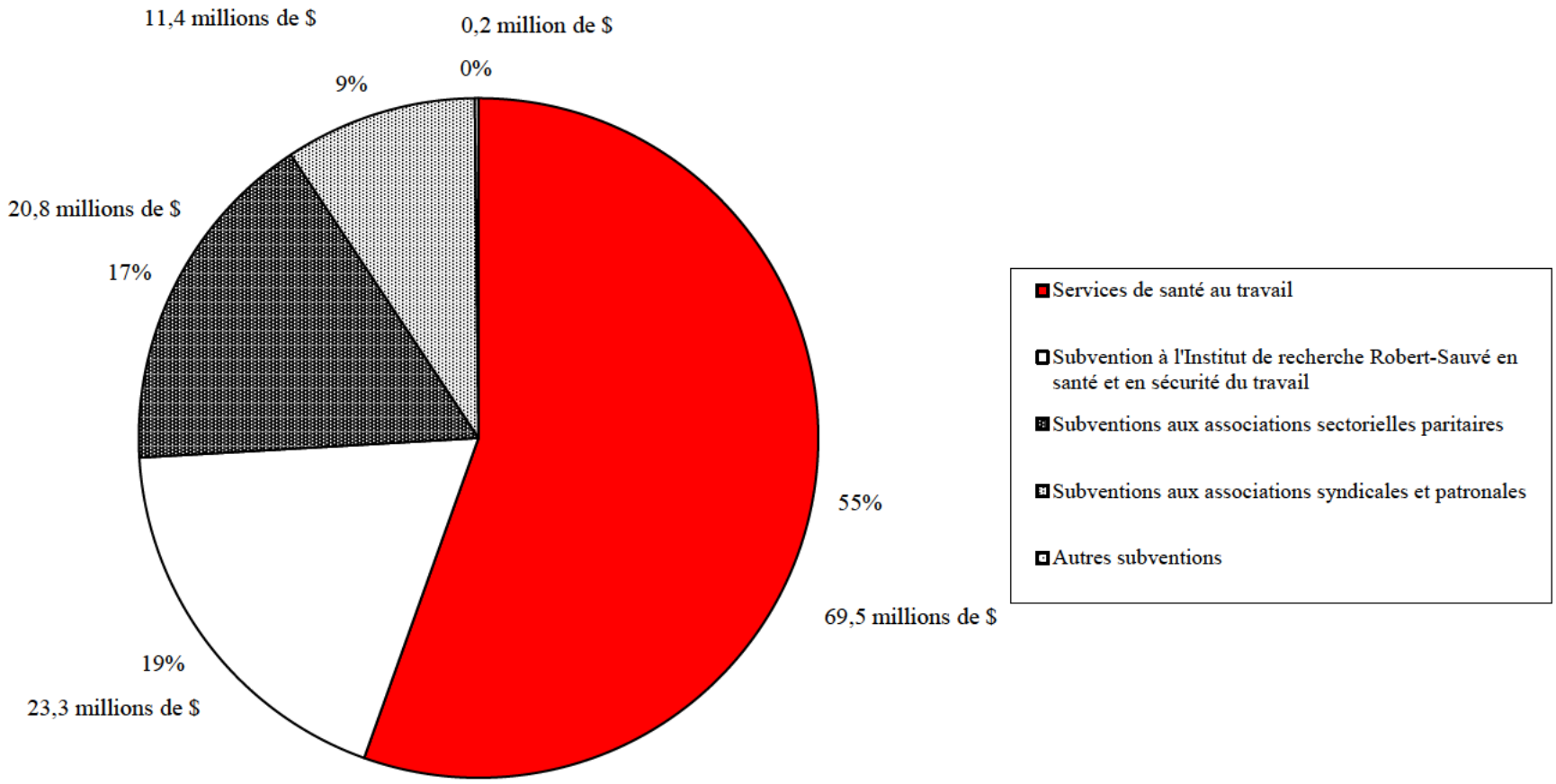
Tableau 4.4
Employeurs, établissements, chantiers de construction et autres lieux visités en 2016

	Nombre
Employeurs visités	12 090
Établissements visités	9 221
Chantiers visités	7 485
Autres lieux	278
Lieux non classés	148

Tableau 4.5
Décisions prises en 2016
selon le type de décision

		Nombre
Dérogations constatées		68 217
Décisions prises : arrêts des machines, fermeture des lieux, scellés apposés		3 537
Constats d'infraction signifiés		3 856
constats signifiés en vertu de l'article 236	*3 700*	
constats signifiés en vertu de l'article 237	*156*	

Graphique 4.1
Répartition relative des dépenses en matière de prévention en 2016



4 %

Section 5
Financement du régime de santé et sécurité du travail

* 7

Description

La CNESST perçoit annuellement auprès des employeurs les sommes nécessaires au financement du régime de santé et de sécurité du travail.

Chaque année, la CNESST prévoit ses besoins financiers. Ces besoins découlent de l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) et de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP), soit la totalité du coût des lésions professionnelles qui surviendront au cours de l'année, du coût du programme *Pour une maternité sans danger* des dépenses relatives à la prévention, des frais d'administration et des autres frais, de même que les sommes nécessaires à la capitalisation graduelle de la CNESST.

La cotisation de chaque employeur est établie à partir des salaires qu'il déclare et de sa classification dans une unité.

L'employeur dont les activités économiques sont de natures différentes est classifié dans plus d'une unité d'activité. L'employeur peut bénéficier de classifications multiples lorsqu'il existe plus d'une unité pour les activités économiques exercées et qu'il n'existe aucune unité regroupant l'ensemble de ses activités.

Notes explicatives

Taux moyen de cotisation

Le taux moyen de cotisation décrété est fixé à 1,84 $ en 2016.

Masse salariale assurable

La CNESST considère aux fins de cotisation le salaire brut des travailleurs de chacun des employeurs jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable fixé à 71 500 $ en 2016.

Cotisation

Les cotisations représentent les quotes-parts que versent les employeurs pour acquitter les dépenses du régime de santé et de sécurité du travail, c'est-à-dire les dépenses de la CNESST. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus en 2015 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures. Les cotisations de tous les dossiers d'expérience sont présentées, sans égard à la masse salariale assurable qu'ils ont déclarée.

Dossier d'expérience, dossier d'employeur

Un employeur est considéré comme une personne physique ou morale qui, en vertu d'un contrat de louage de services personnels ou d'un contrat d'apprentissage, même sans rémunération, utilise les services d'un travailleur. Les données se réfèrent aux dossiers d'expérience des employeurs qui ont déclaré au moins 1 $ en masse salariale assurable. Certains dossiers peuvent n'avoir été ouverts que pendant une partie de l'année 2016.
Un employeur possède un ou plusieurs dossiers d'expérience, selon la diversité des activités exercées. Une unité de classification est associée à chaque dossier d'expérience. Le dossier d'employeur regroupe l'ensemble des activités exercées par un même employeur.

Notes: les informations du tableau 5.3 sont présentées selon la catégorie de tarification, puisque la répartition selon le secteur de tarification n'est plus disponible.

De 2008 à 2011, les informations sur les employeurs membres d'une mutuelle (tableau 5.4 et graphique 5.4) excluaient les employeurs ayant une masse salariale à 0 $.

Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives au financement ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires. Pour cette raison, ces informations ont été lues au 30 juin de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année de référence. Deux informations relatives aux employeurs sont présentées. Les ***employeurs*** *correspondent au nombre de dossiers d'employeurs ouverts pendant au moins une journée en 2016, qu'une masse salariale leur soit associée ou non; cette donnée est lue au 31 décembre de l'année présentée. Le* ***nombre de dossiers d'employeurs ayant déclaré une masse salariale*** *correspond aux dossiers associés à des employeurs ayant déclaré une masse salariale pour l'année de référence, lus au 30 juin de l'année suivante.*

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Baisse de 0,2 % des dossiers d'employeurs, hausse de 2,3 % de la masse salariale assurable et baisse de 3,1 % des cotisations
- Légère baisse, de 0,4 %, des employeurs membres d'une mutuelle, hausse de 4,3 % de leur masse salariale et de 0,7 % de leurs cotisations
- Augmentation de 0,6 % de la proportion des mutuelles regroupant 50 employeurs ou plus

Tableau 5.1
Répartition du taux moyen de cotisation décrété par 100 $ de masse salariale assurable en 2016 selon la composante du taux de cotisation

	(en $)	(en %)
Coût des lésions professionnelles	1,23	66,8
Programme *Pour une maternité sans danger*	0,17	9,2
Programmes de prévention	0,09	4,9
Frais d'administration et autres frais	0,36	19,6
Amortissement de déficits	-0,01	-0,5
Total	**1,84**	**100**

Tableau 5.2a

Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon le mode de tarification de l'employeur[1]

	Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[2]		Cotisations[3]	
	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Tarification au taux de l'unité	148 975	73,4	18 760	13,6	352 609	13,5
Tarification au taux personnalisé	52 628	25,9	60 973	44,1	1 327 386	50,8
Mode de tarification rétrospectif	1 498	0,7	58 636	42,4	933 435	35,7
Total	**203 101**	**100**	**138 369**	**100**	**2 614 211** [4]	**100**

1. Mode de tarification de l'employeur enregistré dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2017, pour l'année 2016.
2. Masse salariale assurable inscrite dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2017, pour l'année 2016.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 139,0 milliards de dollars en 2016.
3. Cotisations reçues au 30 juin 2017 pour 2016 seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année 2016 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à 2016. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 535,2 millions de dollars en 2016.
4. Des ajustements, pour lesquels le régime de cotisation n'est pas inscrit, sont inclus dans le total.

Tableau 5.2b

Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon le degré de personnalisation des employeurs au taux personnalisé

	Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[2]		Cotisations[3]	
	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Taux personnalisé court terme (primaire)						
Degré de personnalisation de 0,1 % à 33 %	6 869	13,1	2 927	4,8	63 499	4,8
Degré de personnalisation de 34 % à 66 %	10 780	20,5	9 037	14,8	202 688	15,3
Degré de personnalisation de 67 % à 100 %	31 732	60,3	38 574	63,3	870 639	65,6
Indéterminé	3 247	6,2	10 435	17,1	190 560	14,4
Total	**52 628**	**100**	**60 973**	**100**	**1 327 386**	**100**
Taux personnalisé long terme (excédentaire)						
Degré de personnalisation de 0,1 % à 33 %	20 833	39,6	19 373	31,8	430 950	32,5
Degré de personnalisation de 34 % à 66 %	1 081	2,1	8 164	13,4	139 420	10,5
Degré de personnalisation de 67 % à 100 %	27 407	52,1	22 923	37,6	563 084	42,4
Indéterminé	3 307	6,3	10 514	17,2	193 932	14,6
Total	**52 628**	**100**	**60 973**	**100**	**1 327 386**	**100**

Tableau 5.3

Répartition des dossiers d'expérience, des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon la catégorie de tarification du dossier d'expérience

	Dossiers d'expérience		Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[1]		Cotisations[2]	
	Nombre	%	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Ensemble des secteurs de tarification[3]	240 452	93,0	200 137	91,7	133 730	96,6	2 406 254	92,0
Dossiers de travailleurs auxiliaires	6 583	2,5	6 583	3,0	4 072	2,9	83 598	3,2
Dossiers de protection personnelle	11 500	4,4	11 500	5,3	568	0,4	11 448	0,4
Total	**258 535**	**100**	**203 101** [4]	**100**	**138 369**	**100**	**2 614 211** [5, 6]	**100**

1. Masse salariale assurable inscrite dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2017, pour l'année 2016. Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 139,0 milliards de dollars en 2016.
2. Cotisations reçues au 30 juin 2017 pour 2016 seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année 2016 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à 2016. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 535,2 millions de dollars en 2016.
3. Les 5 secteurs de tarification sont les suivants: primaire, manufacturier, construction, transport et entreposage et services.
4. Les dossiers d'employeurs qui se retrouvent dans plus d'un secteur de tarification ne figurent qu'une seule fois au total.
5. Un montant de 753 750 $ est compris dans le total pour les dossiers de stagiaires.
6. Un montant de 112 157 674 $ est compris dans le total auquel aucun secteur de tarification n'est associé.

Tableau 5.4a

Répartition des mutuelles de prévention et des employeurs membres d'une mutuelle selon l'année d'adhésion à la mutuelle

	2015			**2016**
	Total	Renouvellement	Nouvelle adhésion	Total
Mutuelles de prévention ouvertes	108	90	8	98
Employeurs membres d'une mutuelle[1]	28 820	26 553	2 150	28 703

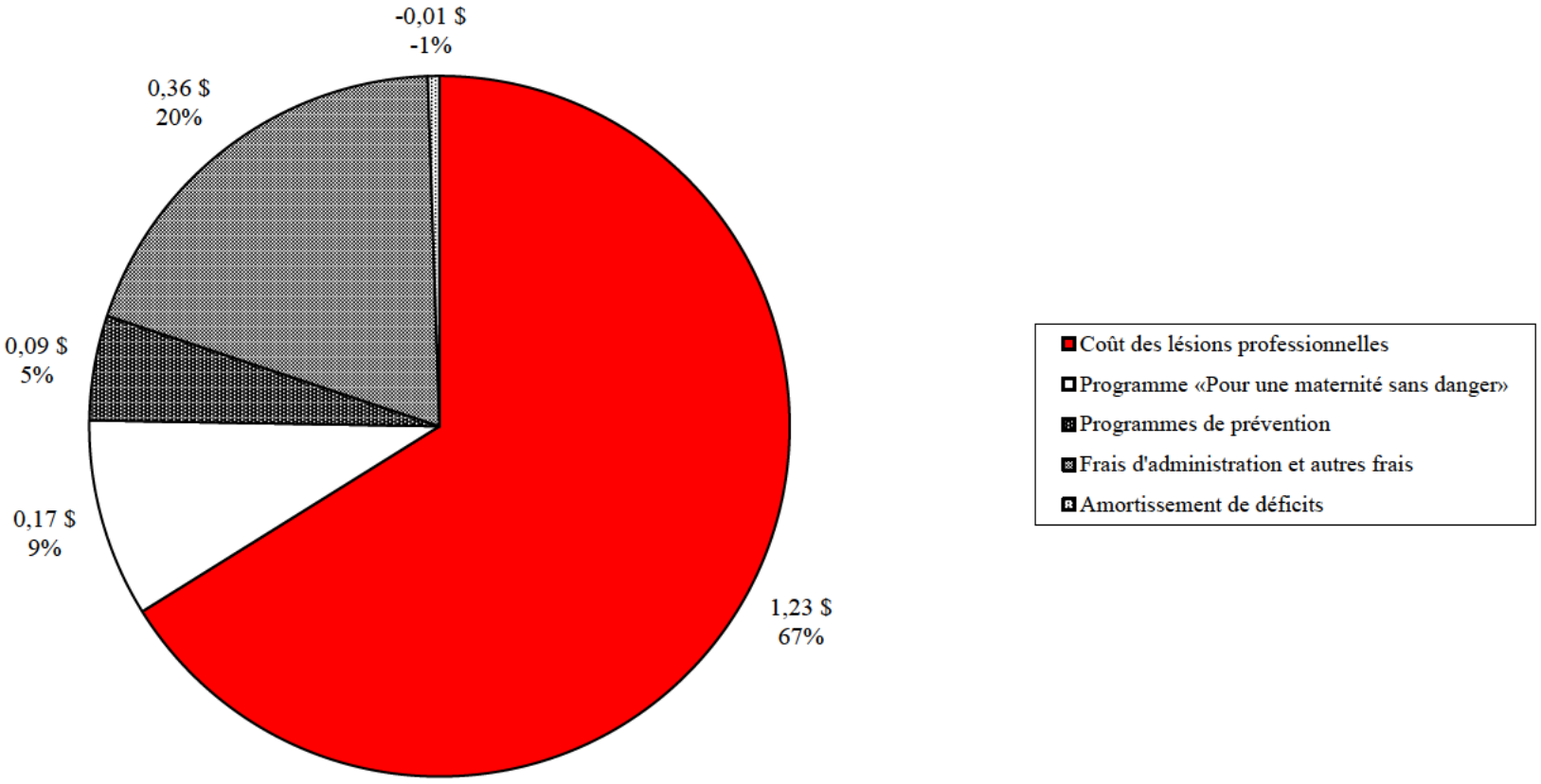
Tableau 5.4b

Données financières et répartition des mutuelles de prévention ouvertes pour 2015 et 2016 selon le nombre d'employeurs membres d'une mutuelle

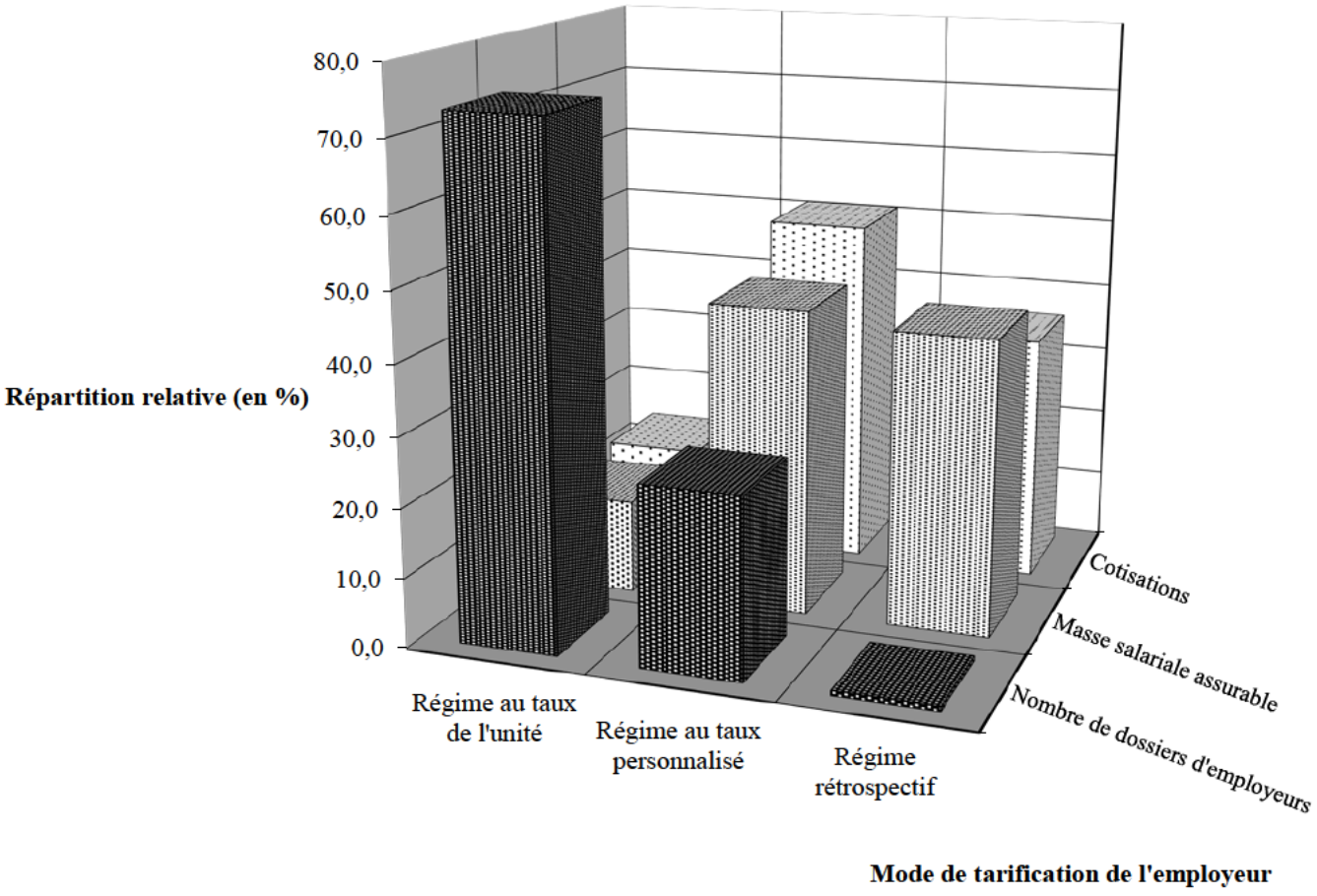
	2015		**2016**	
Masse salariale assurable[2] (en milliards de $)	26,36		27,50	
Cotisation[3] (en millions de $)	665,65		670,05	
Nombre d'employeurs membres d'une mutuelle[1]	Nombre de mutuelles	%	Nombre de mutuelles	%
Moins de 10 employeurs	11	10,2	11	11,2
De 10 à 19 employeurs	7	6,5	4	4,1
De 20 à 49 employeurs	19	17,6	18	18,4
De 50 à 99 employeurs	19	17,6	17	17,3
De 100 à 199 employeurs	14	13,0	18	18,4
De 200 à 499 employeurs	20	18,5	15	15,3
500 employeurs ou plus	18	16,7	15	15,3
Total	108	100	98	100

1. Employeurs ouverts au moins une journée au cours de l'année. Les employeurs ayant une masse salariale à 0 $ sont retenus.
2. Pour 2015, masse salariale assurable définitive ou estimée enregistrée dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2016, pour l'année 2015.
   Pour 2016, masse salariale assurable définitive ou estimée enregistrée dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2017, pour l'année 2016.
3. Pour 2015, cotisations reçues au 30 juin 2016 pour l'année 2015 seulement. Pour 2016, cotisations reçues au 30 juin 2017 pour l'année 2016 seulement.
   Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année présentée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année présentée.

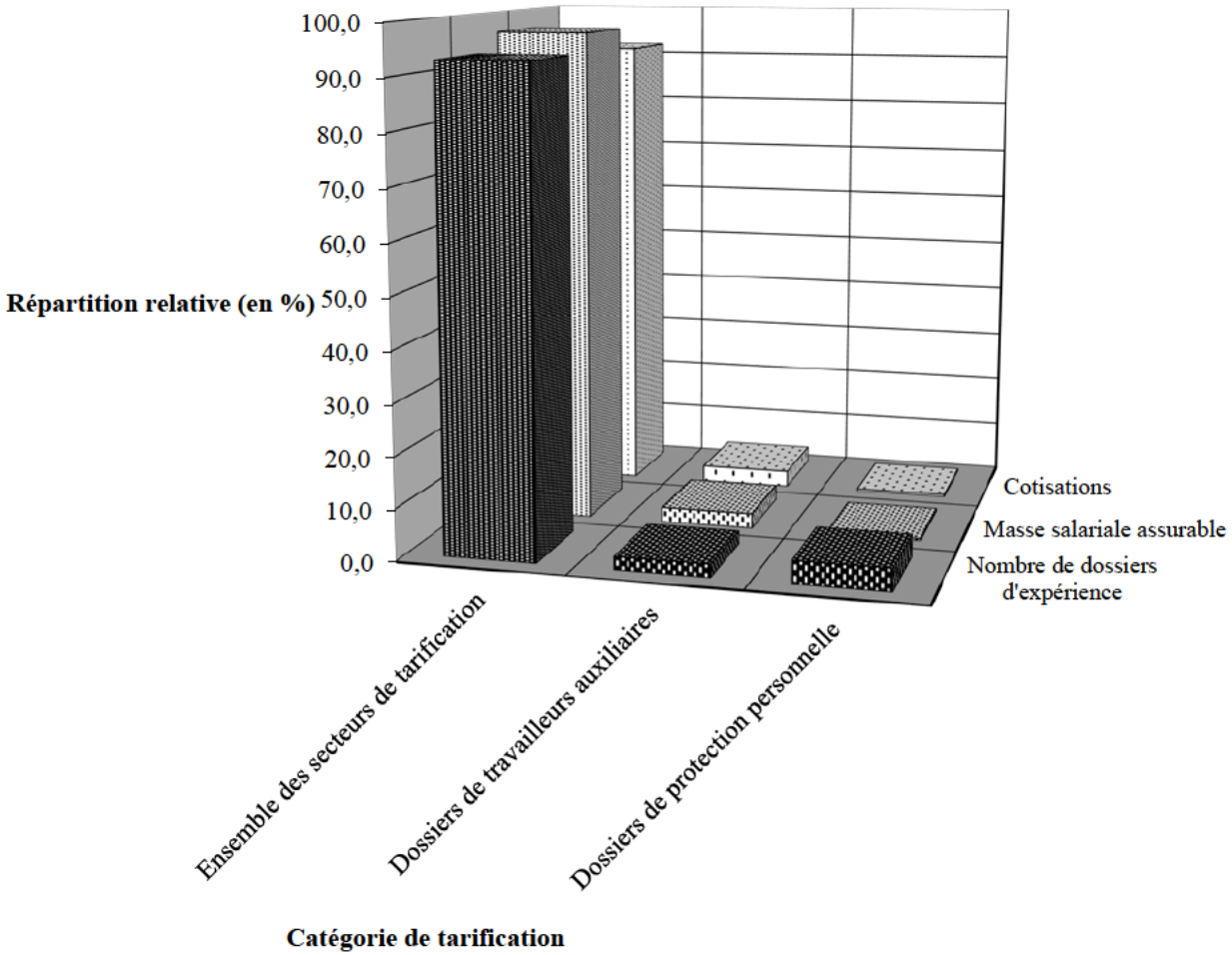
Graphique 5.1
Répartition relative du taux moyen de cotisation décrété en 2016
selon la composante du taux de cotisation



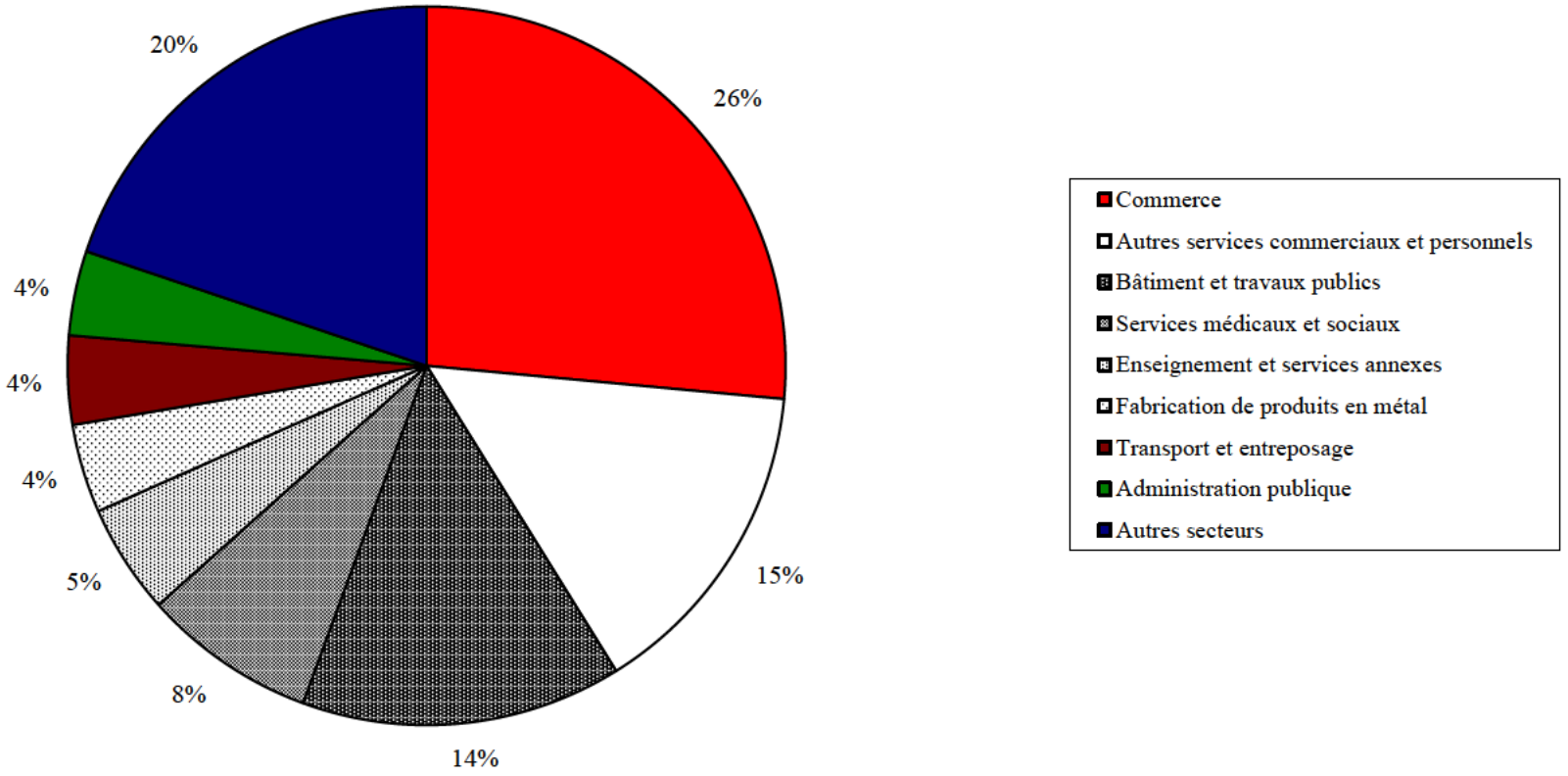
Graphique 5.2
Répartition relative des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon le mode de tarification de l'employeur



Graphique 5.3
Répartition relative des dossiers d'expérience, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2016 selon la catégorie de tarification



Graphique 5.4
Répartition relative de la masse salariale de 2016 des employeurs membres d'une mutuelle en 2016, selon le secteur d'activité économique principal



4 %

Section 6
Processus de contestation en matière de santé et sécurité du travail

* 7

Description

Recours et conciliation

La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* et la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* accordent un recours au travailleur qui croit avoir été congédié, suspendu, déplacé, victime de mesures discriminatoires, de représailles ou de toute autre sanction parce qu'il a subi une lésion professionnelle ou qu'il a exercé un droit que lui confère la loi. Ces lois permettent à la CNESST de tenter de concilier ce travailleur, s'il y consent, et son employeur. Si la conciliation échoue, la Commission rend une décision.

Révision administrative

L'entrée en vigueur de la *Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant certaines dispositions législatives,* le 1er avril 1998, marque le début de la révision administrative à la CNESST (et l'abolition des bureaux de révision, créés par l'entrée en vigueur de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* le 19 août 1985).

Toutes les demandes de révision faites à la suite d'une décision rendue par la CNESST en matière de santé et de sécurité du travail font l'objet d'une révision administrative sans audition. La mise en place de ce processus de révision administrative a pour objectifs d'humaniser, de simplifier et d'accélérer les services à la clientèle. Il s'agit d'une activité centralisée qui relève directement du président du conseil d'administration et chef de la direction.

Notes: À compter de 2010, les données relatives à la DRA ont été modifiées pour tenir compte d'une part de nouvelles données au système et d'autre part d'une maturité de 2 mois.

Au tableau 6.1, les demandes d'une autre partie inscrites par la Direction de la révision administrative sont maintenant réparties selon le domaine d'intervention.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Hausse de 14,7 % des demandes inscrites en matière de santé et de sécurité du travail par la Direction de la révision administrative (DRA), dont une hausse de 19,9 % des demandes relatives à la réparation et des baisses respectives de 13,7 % pour le financement, de 6,1 % pour la prévention-inspection et de 10,6 % pour le programme Pour une maternité sans danger

- Hausse de 4,0 % des plaintes reçues en matière de santé et de sécurité du travail et légère baisse, de 0,2 %, des plaintes finalisées par le processus de recours et conciliation; hausse (à 83,5 %) des plaintes réglées par conciliation

Tableau 6.1
Répartition des demandes inscrites par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2016 selon le domaine d'intervention

		Nombre	%
Réparation	• Demandes des travailleurs	**22 318**	**36,9**
	• Demandes des employeurs	**30 737**	**50,9**
	• *Total*	***53 055***	***87,8***
Financement	• Demandes des travailleurs	**14**	**0,0**
	• Demandes des employeurs	**6 589**	**10,9**
	• *Total*	***6 603***	***10,9***
Prévention-inspection	• Demandes des travailleurs	**55**	**0,1**
	• Demandes des employeurs	**327**	**0,5**
	• *Total*	***382***	***0,6***
Programme			
Pour une maternité sans danger	• Demandes des travailleurs	**162**	**0,3**
	• Demandes des employeurs	**24**	**0,0**
	• *Total*	***186***	***0,3***
Indéterminé			
	• Demandes des travailleurs	**0**	**0,0**
	• Demandes des employeurs	**0**	**0,0**
	• *Total*	***0***	***0,0***
Total	• *Demandes des travailleurs*	***22 549***	***37,3***
	• *Demandes des employeurs*	***37 677***	***62,4***
	• *Demandes d'une autre partie* [1]	***186***	***0,3***
Total		**60 412**	**100**

1. Demandes faites par une partie autre qu'un travailleur ou un employeur.

Note - À compter de 2010, les données relatives à la DRA ont été modifiées pour tenir compte d'une part de nouvelles données au système et d'autre part d'une maturité de 2 mois.

Tableau 6.2
Répartition des décisions rendues par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2016 selon le demandeur

		Nombre	%
Modification de la décision de 1ère instance	• Demandes des travailleurs	1 797	3,9
	• Demandes des employeurs	1 029	2,2
	• Demandes d'une autre partie	5	0,0
	• *Total*	*2 831*	*6,2*
Maintien de la décision de 1ère instance	• Demandes des travailleurs	15 786	34,5
	• Demandes des employeurs	27 077	59,1
	• Demandes d'une autre partie	123	0,3
	• *Total*	*42 986*	*93,8*
Total	• *Demandes des travailleurs*	*17 583*	38,4
	• *Demandes des employeurs*	*28 106*	61,3
	• *Demandes d'une autre partie*	*128*	*0,3*
Total		**45 817**	**100**

Tableau 6.3
Répartition des plaintes reçues et des plaintes finalisées en 2016
selon l'article de loi concerné par le recours

	Article 32 LATMP		**Article 227 LSST**		**Articles 245 et 246 LATMP**		**Total**	
Plaintes reçues	1 883		506		0		**2 389**	
Plaintes finalisées	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
• Conciliation réussie	1 480	83,1	411	85,1	0	-	**1 891**	**83,5**
• Demande acceptée	40	2,2	15	3,1	0	-	**55**	**2,4**
• Demande rejetée	53	3,0	10	2,1	0	-	**63**	**2,8**
• Demande déclarée irrecevable	209	11,7	47	9,7	0	-	**256**	**11,3**
• Total des décisions	302	16,9	72	14,9	0	-	**374**	**16,5**
Total des plaintes réglées (conciliation ou décision)	1 782	100	483	100	0	-	**2 265**	**100**
• Fermeture administrative	69		12		0		**81**	
• Total	**1 851**		**495**		**0**		**2 346**	

4 %

Section 7
Volet statistique des programmes de réparation

*7

Description

Cette section regroupe des informations concernant les dossiers ouverts et acceptés selon quelques variables d'intérêt : âge du travailleur, sexe, siège de la lésion, nature de la lésion, catégorie de lésion, genre d'accident ou d'exposition, agent causal de la lésion, agent causal secondaire, profession du travailleur. Également, des statistiques sur les décès y sont présentées.

Notes explicatives

Siège de la lésion

Identification de la partie du corps qui est directement affectée par la nature de la blessure ou de la maladie.

Nature de la lésion

Identification des principales caractéristiques physiques de la blessure ou de la maladie.

Genre d'accident ou d'exposition

Description de la manière dont la blessure ou la maladie a été produite ou infligée par l'agent causal de la lésion.

Agent causal

Identification de l'objet, la substance, l'exposition ou le mouvement du corps qui a produit ou infligé directement la blessure ou la maladie.

Agent causal secondaire

Identification de l'objet, la substance ou la personne qui a généré l'agent causal de la lésion ou qui a contribué au genre d'accident ou d'exposition.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Lésions professionnelles :
  - Hausse de 0,5 % des accidents du travail
  - Hausse de 40,7 % des maladies professionnelles
  - Baisse de 1,5 % de la proportion des maladies professionnelles associées à un trouble de l'oreille ou de l'audition *(cette proportion pourrait cependant être sous-estimée en raison de la hausse des dossiers non codés)*

- Décès :
  - Hausse de 15,9 % des décès associés à un accident du travail
  - Hausse de 7,9 % des décès associés à une maladie professionnelle
  - Baisse de 12,7 % de la proportion des décès accidentels résultant d'un contact avec des objets ou de l'équipement
  - Hausse de 8,6 % de la proportion des décès accidentels résultant d'une réaction du corps ou d'un effort
  - Hausse de 3,6 % de la proportion des décès accidentels résultant d'un feu ou d'une explosion
  - Hausse de 2,5 % des décès pour maladie professionnelle associés à l'amiante
  - Hausse de 100,0 % des décès pour maladie professionnelle associés à la silice

Tableau 7.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés[1]
selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
2011 ou antérieures	10	0,0	17	0,2
2012	2	0,0	2	0,0
2013	17	0,0	12	0,1
2014	63	0,1	30	0,4
2015	5 168	6,3	810	9,8
2016	76 919	93,6	7 364	89,4
Total	**82 179**	**100**	**8 235**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 782 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.2

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés[1]
selon les caractéristiques des bénéficiaires et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle	
		Nombre	%	Nombre	%
Sexe du travailleur	• Féminin	30 823	37,5	652	7,9
	• Masculin	51 356	62,5	7 583	92,1
	• *Total*	*82 179*	*100*	*8 235*	*100*
Âge du travailleur à la lésion professionnelle	• Moins de 20 ans	2 507	3,1	11	0,1
	• 20 à 24 ans	7 653	9,3	38	0,5
	• 25 à 34 ans	17 606	21,4	142	1,7
	• 35 à 44 ans	18 716	22,8	310	3,8
	• 45 à 54 ans	20 641	25,1	1 080	13,1
	• 55 à 64 ans	13 839	16,8	3 142	38,2
	• 65 ans ou plus	1 217	1,5	3 512	42,6
	• *Total*	*82 179*	*100*	*8 235*	*100*
Âge entier moyen du travailleur à la lésion professionnelle	• **Féminin**		**41**		**55**
	• **Masculin**		**41**		**63**
	• ***Total***		***41***		***62***

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 782 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.3

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés[1]
selon le siège de la lésion et l'âge du travailleur à l'accident

		Moins de 20 ans		20 à 24 ans		25 à 34 ans		35 à 44 ans		45 à 54 ans		55 à 64 ans		65 ans ou plus		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Tête	• Région crânienne	154	6,1	287	3,8	470	2,7	429	2,3	492	2,4	306	2,2	49	4,0	**2 187**	**2,7**
	• Oreille(s)	2	0,1	10	0,1	18	0,1	26	0,1	21	0,1	25	0,2	2	0,2	**104**	**0,1**
	• Visage	105	4,2	355	4,6	744	4,2	665	3,6	671	3,3	405	2,9	35	2,9	**2 980**	**3,6**
	• Autres parties de la tête	12	0,5	26	0,3	79	0,4	58	0,3	72	0,3	58	0,4	4	0,3	**309**	**0,4**
	• Total	*273*	*10,9*	*678*	*8,9*	*1 311*	*7,4*	*1 178*	*6,3*	*1 256*	*6,1*	*794*	*5,7*	*90*	*7,4*	***5 580***	***6,8***
Cou	• Cou, sauf siège interne	2	0,1	8	0,1	15	0,1	16	0,1	13	0,1	7	0,1	1	0,1	**62**	**0,1**
	• Région cervicale	51	2,0	199	2,6	619	3,5	606	3,2	595	2,9	324	2,3	13	1,1	**2 407**	**2,9**
	• Autres parties du cou	0	0,0	0	0,0	1	0,0	4	0,0	1	0,0	0	0,0	0	0,0	**6**	**0,0**
	• Total	*53*	*2,1*	*207*	*2,7*	*635*	*3,6*	*626*	*3,3*	*609*	*3,0*	*331*	*2,4*	*14*	*1,2*	***2 475***	***3,0***
Tronc	• Épaules	124	4,9	420	5,5	1 157	6,6	1 365	7,3	1 734	8,4	1 306	9,4	127	10,4	**6 233**	**7,6**
	• Thorax	22	0,9	81	1,1	276	1,6	349	1,9	494	2,4	419	3,0	60	4,9	**1 701**	**2,1**
	• Dos, colonne vertébrale	421	16,8	1 821	23,8	4 705	26,7	5 277	28,2	5 160	25,0	3 043	22,0	183	15,0	**20 610**	**25,1**
	• Abdomen	10	0,4	22	0,3	49	0,3	52	0,3	82	0,4	58	0,4	5	0,4	**278**	**0,3**
	• Région pelvienne	8	0,3	41	0,5	127	0,7	161	0,9	243	1,2	224	1,6	29	2,4	**833**	**1,0**
	• Autres parties du tronc	8	0,3	43	0,6	116	0,7	145	0,8	152	0,7	116	0,8	8	0,7	**588**	**0,7**
	• Total	*593*	*23,7*	*2 428*	*31,7*	*6 430*	*36,5*	*7 349*	*39,3*	*7 865*	*38,1*	*5 166*	*37,3*	*412*	*33,9*	***30 243***	***36,8***
Membres supérieurs	• Bras	97	3,9	297	3,9	750	4,3	988	5,3	1 142	5,5	668	4,8	70	5,8	**4 012**	**4,9**
	• Poignet(s)	120	4,8	355	4,6	674	3,8	600	3,2	604	2,9	439	3,2	35	2,9	**2 827**	**3,4**
	• Main(s), sauf doigt(s) seulement	176	7,0	407	5,3	708	4,0	608	3,2	650	3,1	470	3,4	33	2,7	**3 052**	**3,7**
	• Doigt(s), ongle(s)	479	19,1	1 046	13,7	1 787	10,1	1 668	8,9	1 818	8,8	1 233	8,9	118	9,7	**8 149**	**9,9**
	• Autres parties des membres supérieurs	24	1,0	54	0,7	120	0,7	150	0,8	156	0,8	84	0,6	10	0,8	**598**	**0,7**
	• Total	*896*	*35,7*	*2 159*	*28,2*	*4 039*	*22,9*	*4 014*	*21,4*	*4 370*	*21,2*	*2 894*	*20,9*	*266*	*21,9*	***18 638***	***22,7***
Membres inférieurs	• Jambe(s)	180	7,2	499	6,5	1 228	7,0	1 468	7,8	1 874	9,1	1 466	10,6	124	10,2	**6 839**	**8,3**
	• Cheville(s)	132	5,3	441	5,8	1 056	6,0	949	5,1	922	4,5	529	3,8	49	4,0	**4 078**	**5,0**
	• Pied(s), sauf orteil(s) seulement	98	3,9	277	3,6	499	2,8	454	2,4	498	2,4	374	2,7	27	2,2	**2 227**	**2,7**
	• Orteil(s), ongle(s) d'orteil(s)	22	0,9	58	0,8	110	0,6	79	0,4	117	0,6	89	0,6	2	0,2	**477**	**0,6**
	• Autres parties des membres inférieurs	18	0,7	47	0,6	111	0,6	124	0,7	142	0,7	84	0,6	10	0,8	**536**	**0,7**
	• Total	*450*	*17,9*	*1 322*	*17,3*	*3 004*	*17,1*	*3 074*	*16,4*	*3 553*	*17,2*	*2 542*	*18,4*	*212*	*17,4*	***14 157***	***17,2***
Systèmes corporels		70	2,8	299	3,9	750	4,3	685	3,7	578	2,8	268	1,9	14	1,2	**2 664**	**3,2**
Sièges multiples		126	5,0	428	5,6	1 133	6,4	1 415	7,6	1 771	8,6	1 272	9,2	143	11,8	**6 288**	**7,7**
Appareils prosthétiques (prothèses)		8	0,3	32	0,4	85	0,5	112	0,6	374	1,8	377	2,7	41	3,4	**1 029**	**1,3**
Autres ou indéterminé		38	1,5	100	1,3	219	1,2	263	1,4	265	1,3	195	1,4	25	2,1	**1 105**	**1,3**
Total		**2 507**	**100**	**7 653**	**100**	**17 606**	**100**	**18 716**	**100**	**20 641**	**100**	**13 839**	**100**	**1 217**	**100**	**82 179**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 668 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.4

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés[1] selon le genre d'accident ou d'exposition

		Nombre	%
Contacts avec des objets ou de l'équipement	• Heurter un objet	4 452	5,4
	• Frappé par un objet	7 586	9,2
	• Coincé ou écrasé par de l'équipement ou des objets	3 518	4,3
	• Frottement ou abrasion par friction ou pression	2 738	3,3
	• Autres contacts avec des objets ou de l'équipement	873	1,1
	• *Total*	*19 167*	*23,3*
Chutes	• Chute à un niveau inférieur	3 302	4,0
	• Saut à un niveau inférieur	133	0,2
	• Chute au même niveau	7 472	9,1
	• Autres chutes	879	1,1
	• *Total*	*11 786*	*14,3*
Réactions du corps et efforts	• Réaction du corps *(s'étirer, marcher, glisser, trébucher, …)*	12 742	15,5
	• Effort excessif	11 438	13,9
	• Mouvement répétitif	694	0,8
	• État corporel, n.c.a.	20	0,0
	• Autres réactions du corps et efforts	2 690	3,3
	• *Total*	*27 584*	*33,6*
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	• Contact avec le courant électrique	152	0,2
	• Contact avec des températures extrêmes	961	1,2
	• Exposition à des substances caustiques, nocives ou allergènes	1 831	2,2
	• Exposition au bruit	31	0,0
	• Exposition au rayonnement	33	0,0
	• Exposition à un événement traumatisant ou stressant, n.c.a.	458	0,6
	• Autres expositions à des substances ou à des environnements nocifs	194	0,2
	• *Total*	*3 660*	*4,5*
Accidents de transport	• Accident de la route	889	1,1
	• Accident hors route, sauf ferroviaire, aérien ou nautique	213	0,3
	• Piéton, non-passager heurté par un véhicule, un équipement mobile	76	0,1
	• Accident ferroviaire	8	0,0
	• Accident de véhicule nautique	5	0,0
	• Accident d'aéronef	5	0,0
	• Autres accidents de transport	29	0,0
	• *Total*	1 225	*1,5*
Feux et explosions		62	0,1
Voies de fait et actes violents	• Voies de fait et acte violent par une ou des personnes	2 065	2,5
	• Attaque par des animaux	91	0,1
	• Autres voies de fait et actes violents	16	0,0
	• *Total*	*2 172*	*2,6*
Autres ou indéterminé		16 523	20,1
Total		**82 179**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 668 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.5

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés[1]
selon la nature de la lésion

		Nombre	%
Blessure ou trouble traumatique	• Blessure traumatique aux os, aux nerfs ou à la moëlle épinière	5 104	6,2
	• Blessure traumatique aux muscles, tendons, ligaments, articulations, etc.	30 391	37,0
	• Plaie ouverte	5 633	6,9
	• Plaie ou contusion superficielle	9 494	11,6
	• Brûlure	1 238	1,5
	• Blessure intracrânienne	958	1,2
	• Blessures ou troubles traumatiques multiples	1 304	1,6
	• Autres blessures ou troubles traumatiques	2 207	2,7
	• *Total*	*56 329*	*68,5*
Maladie ou trouble systémique	• Maladie du système nerveux ou des organes sensoriels	752	0,9
	• Maladie de l'appareil respiratoire	60	0,1
	• Maladie ou trouble de l'appareil digestif	390	0,5
	• Maladie ou trouble du système musculo-squelettique	5 422	6,6
	• Maladie de la peau ou du tissu sous-cutané	266	0,3
	• Autres maladies ou troubles systémiques	5	0,0
	• *Total*	*6 895*	*8,4*
Maladie infectieuse ou parasitaire		1 032	1,3
Néoplasme, tumeur, cancer		2	0,0
Symptômes, signes et états mal définis	• Symptômes impliquant le système nerveux ou musculo-squelettique	65	0,1
	• Autres symptômes, signes ou états mal définis	8	0,0
	• *Total*	*73*	*0,1*
Autres maladies, états ou troubles	• Dommages aux appareils prosthétiques (prothèses)	683	0,8
	• Trouble ou syndrome mental	1 013	1,2
	• Autres maladies, états ou troubles	56	0,1
	• *Total*	*1 752*	*2,1*
Maladies, états ou troubles multiples		740	0,9
Autres ou indéterminée		15 356	18,7
Total		**82 179**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 668 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.6a

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés[1]
selon l'agent causal de la lésion

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	915	1,1
Contenants	4 143	5,0
Mobilier et appareils	1 474	1,8
Machinerie	1 601	1,9
Pièces et matériaux	7 279	8,9
Personnes, plantes, animaux et minéraux	28 936	35,2
Structures et surfaces	9 426	11,5
Outils, instruments et matériel	4 536	5,5
Véhicules	2 591	3,2
Autres ou indéterminé	21 278	25,9
Total	**82 179**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 668 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.6b

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés[1]
selon l'agent causal secondaire

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	323	0,4
Contenants	3 249	4,0
Mobilier et appareils	1 281	1,6
Machinerie	1 219	1,5
Pièces et matériaux	4 098	5,0
Personnes, plantes, animaux et minéraux	13 237	16,1
Structures et surfaces	3 983	4,8
Outils, instruments et matériel	3 059	3,7
Véhicules	1 889	2,3
Autres ou indéterminé	49 841	60,6
Total	**82 179**	**100**

Tableau 7.7

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés[1] selon la profession du travailleur et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
Directeurs, administrateurs et personnel assimilé	839	1,0	32	0,4
Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques	665	0,8	51	0,6
Travailleurs spécialisés des sciences sociales et secteurs connexes	635	0,8	1	0,0
Enseignants et personnel assimilé	2 818	3,4	31	0,4
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs assimilés	8 841	10,8	42	0,5
Professionnels des domaines artistique et littéraire et personnel assimilé	206	0,3	5	0,1
Travailleurs spécialisés des sports et loisirs	217	0,3	8	0,1
Personnel administratif et travailleurs assimilés	4 003	4,9	42	0,5
Travailleurs spécialisés dans la vente	3 988	4,9	61	0,7
Travailleurs spécialisés dans les services	8 380	10,2	198	2,4
Agriculteurs, horticulteurs et éleveurs	748	0,9	20	0,2
Travailleurs forestiers et bûcherons	253	0,3	122	1,5
Mineurs, carriers, foreurs de puits et travailleurs assimilés	299	0,4	88	1,1
Travailleurs des industries de transformation	2 771	3,4	360	4,4
Usineurs et travailleurs des secteurs connexes	2 683	3,3	375	4,6
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	5 257	6,4	675	8,2
Travailleurs de bâtiment	4 723	5,7	885	10,7
Personnel d'exploitation des transports	3 160	3,8	274	3,3
Manutentionnaires et travailleurs assimilés	7 229	8,8	529	6,4
Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines	774	0,9	197	2,4
Autres ou indéterminée	23 690	28,8	4 239	51,5
Total	**82 179**	**100**	**8 235**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 782 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.8

Répartition des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2016 et acceptés[1]
selon la nature de la maladie et l'âge du travailleur à la maladie

		Moins de 20 ans		20 à 24 ans		25 à 34 ans		35 à 44 ans		45 à 54 ans		55 à 64 ans		65 ans ou plus		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Blessures et troubles traumatiques	• Entorse, foulure, déchirure	0	0,0	0	0,0	1	0,7	3	1,0	3	0,3	3	0,1	0	0,0	**10**	**0,1**
	• Blessure traumatique aux muscles, tendons, etc.	0	0,0	1	2,6	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	0	0,0	**2**	**0,0**
	• Autres intoxications ou effets toxiques	0	0,0	0	0,0	2	1,4	1	0,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**3**	**0,0**
	• Blessure ou trouble traumatique avec diagnostic imprécis	0	0,0	1	2,6	1	0,7	1	0,3	2	0,2	1	0,0	0	0,0	**6**	**0,1**
	• Autres blessures ou troubles traumatiques	1	9,1	0	0,0	0	0,0	4	1,3	1	0,1	1	0,0	0	0,0	**7**	**0,1**
	• Total	*1*	*9,1*	*2*	*5,3*	*4*	*2,8*	*9*	*2,9*	*6*	*0,6*	*6*	*0,2*	*0*	*0,0*	***28***	***0,3***
Maladies et troubles systémiques	• Trouble du système nerveux périphérique	0	0,0	1	2,6	12	8,5	22	7,1	15	1,4	25	0,8	0	*0,0*	**75**	**0,9**
	• Trouble de l'œil, des annexes ou de la vue	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Trouble de l'oreille, de la mastoïde ou de l'audition	0	0,0	0	0,0	9	6,3	77	24,8	610	56,5	1 963	62,5	2 283	65,0	**4 942**	**60,0**
	• Syndrome de Raynaud	0	0,0	0	0,0	1	0,7	1	0,3	4	0,4	17	0,5	1	0,0	**24**	**0,3**
	• Bronchopneumopathie obstructive chronique ou état apparenté	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,3	1	0,1	7	0,2	1	0,0	**10**	**0,1**
	• Pneumoconiose	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	0,4	19	0,6	70	2,0	**93**	**1,1**
	• Autres maladies de l'appareil respiratoire	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Entérite ou colite non infectieuse	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Affections du rachis (dos)	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Inflammation, rhumatisme, sauf le rachis	5	45,5	12	31,6	46	32,4	74	23,9	64	5,9	45	1,4	3	0,1	**249**	**3,0**
	• Infection de la peau ou du tissu sous-cutané	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Dermatite	3	27,3	6	15,8	10	7,0	6	1,9	14	1,3	10	0,3	0	0,0	**49**	**0,6**
	• Autres maladies ou troubles systémiques	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	5	0,2	1	0,0	**7**	**0,1**
	• Total	*8*	*72,7*	*19*	*50,0*	*78*	*54,9*	*183*	*59,0*	*715*	*66,2*	*2 091*	*66,5*	*2 359*	*67,2*	***5 453***	***66,2***
Maladies infectieuses et parasitaires		0	0,0	0	0,0	3	2,1	2	0,6	1	0,1	1	0,0	1	*0,0*	**8**	**0,1**
Néoplasmes, tumeurs et cancers		0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	0,3	7	0,2	52	1,5	**62**	**0,8**
Symptômes, signes et états mal définis		0	0,0	0	0,0	2	1,4	3	1,0	1	0,1	0	0,0	0	0,0	**6**	**0,1**
Autres maladies, états ou troubles		0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
Autres ou indéterminé		2	18,2	17	44,7	55	38,7	113	36,5	354	32,8	1 036	33,0	1 100	31,3	**2 677**	**32,5**
Total		**11**	**100**	**38**	**100**	**142**	**100**	**310**	**100**	**1 080**	**100**	**3 142**	**100**	**3 512**	**100**	**8 235**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 114 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.9

Répartition des décès pour l'année 2016[1]
selon la catégorie de prestation et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	Débours (en '000 de $)	Nombre	Débours (en '000 de $)
Indemnités de décès	72	4 143	126	9 012
Sans indemnités de décès	8	—	11	—
Total	**80**	**4 143**	**137**	**9 012**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; décès acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.10

Répartition des décès pour l'année 2016[1]
selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
2011 ou antérieures	0	0,0	0	0,0
2012	0	0,0	2	1,5
2013	1	1,3	5	3,6
2014	6	7,5	12	8,8
2015	23	28,8	55	40,1
2016	50	62,5	63	46,0
Total	**80**	**100**	**137**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.11

Répartition des décès pour l'année 2016[1]
selon les caractéristiques des travailleurs décédés et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle	
		Nombre	%	Nombre	%
Sexe du travailleur	• Féminin	7	8,8	7	5,1
	• Masculin	73	91,3	130	94,9
	• *Total*	*80*	*100*	*137*	*100*
Âge du travailleur au décès	• Moins de 20 ans	1	1,3	0	—
	• 20 à 24 ans	5	6,3	0	—
	• 25 à 34 ans	13	16,3	0	—
	• 35 à 44 ans	12	15,0	0	—
	• 45 à 54 ans	17	21,3	0	—
	• 55 à 64 ans	18	22,5	12	8,8
	• 65 ans ou plus	14	17,5	125	91,2
	• *Total*	*80*	*100*	*137*	*100*

Âge entier moyen du travailleur au décès	**• Féminin**	**45**	**72**
	• Masculin	**48**	**75**
	• Total	***48***	***75***

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.12

Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail[1]
selon le siège de la lésion

	Nombre	%
Tête	14	17,5
Cou, y compris la gorge	7	8,8
Tronc	17	21,3
Membres supérieurs	2	2,5
Membres inférieurs	3	3,8
Systèmes corporels	7	8,8
Sièges multiples	30	37,5
Autres ou indéterminé	0	0,0
Total	**80**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 1 dossier d'employeur non assuré.

Tableau 7.13

Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

	Nombre	%
Contacts avec des objets ou de l'équipement	20	25,0
Chutes	15	18,8
Réactions du corps et efforts	8	10,0
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	11	13,8
Accidents de transport	21	26,3
Feux et explosions	4	5,0
Voies de fait et actes violents	1	1,3
Autres ou indéterminé	0	0,0
Total	**80**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 1 dossier d'employeur non assuré.

Tableau 7.14a

Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail[1]
selon l'agent causal de la lésion

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	5	6,3
Contenants	1	1,3
Mobilier et appareils	1	1,3
Machinerie	10	12,5
Pièces et matériaux	9	11,3
Personnes, plantes, animaux et minéraux	9	11,3
Structures et surfaces	16	20,0
Outils, instruments et matériel	2	2,5
Véhicules	21	26,3
Autres ou indéterminé	6	7,5
Total	**80**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 1 dossier d'employeur non assuré.

Tableau 7.14b

Répartition des décès pour l'année 2016 pour accident du travail[1]
selon l'agent causal secondaire

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	1	1,3
Contenants	3	3,8
Mobilier et appareils	1	1,3
Machinerie	10	12,5
Pièces et matériaux	6	7,5
Personnes, plantes, animaux et minéraux	6	7,5
Structures et surfaces	10	12,5
Outils, instruments et matériel	6	7,5
Véhicules	11	13,8
Autres ou indéterminé	26	32,5
Total	**80**	**100**

Tableau 7.15

Répartition des décès pour l'année 2016[1]
selon la profession du travailleur au décès

	Nombre	%
Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques	2	0,9
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs assimilés	3	1,4
Personnel administratif et travailleurs assimilés	3	1,4
Travailleurs spécialisés dans la vente	6	2,8
Travailleurs spécialisés dans les services	16	7,4
Agriculteurs, horticulteurs, éleveurs	5	2,3
Travailleurs forestiers et bûcherons	3	1,4
Mineurs, carriers, foreurs de puits et travailleurs assimilés	19	8,8
Travailleurs des industries de transformation	13	6,0
Usineurs et travailleurs des secteurs connexes	22	10,1
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	13	6,0
Travailleurs du bâtiment	73	33,6
Personnel d'exploitation des transports	14	6,5
Manutentionnaires et travailleurs assimilés	16	7,4
Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines	5	2,3
Travailleurs, n.c.a.	2	0,9
Autres ou indéterminée	2	0,9
Total	**217**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Note: Les nombres inférieurs à 2 sont regroupés avec Autres ou indéterminée.

Tableau 7.16

Répartition des décès pour l'année 2016 pour maladie professionnelle[1]
selon la nature de la maladie

	Nombre	%
Maladie de l'appareil respiratoire, non précisée	1	0,7
Asthme	1	0,7
Amiantose	28	20,4
Silicose	4	2,9
Pneumoconiose, nca	1	0,7
Tumeur maligne (cancer)	38	27,7
Mésothéliome	64	46,7
Autres ou indéterminée	0	0,0
Total	**137**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; incluant 4 dossiers d'employeurs non assurés.

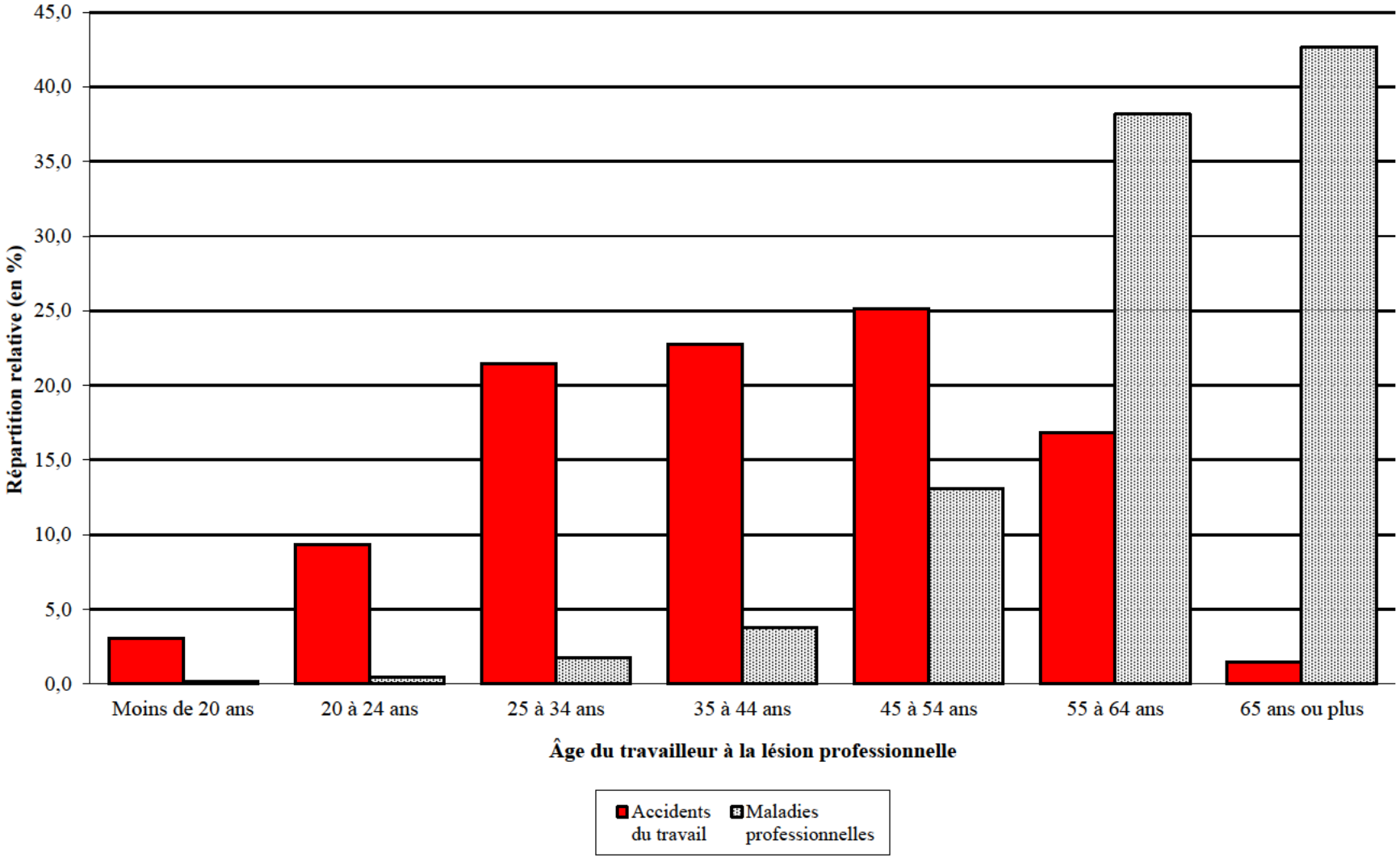
Tableau 7.17

Répartition des décès pour l'année 2016 pour maladie professionnelle[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

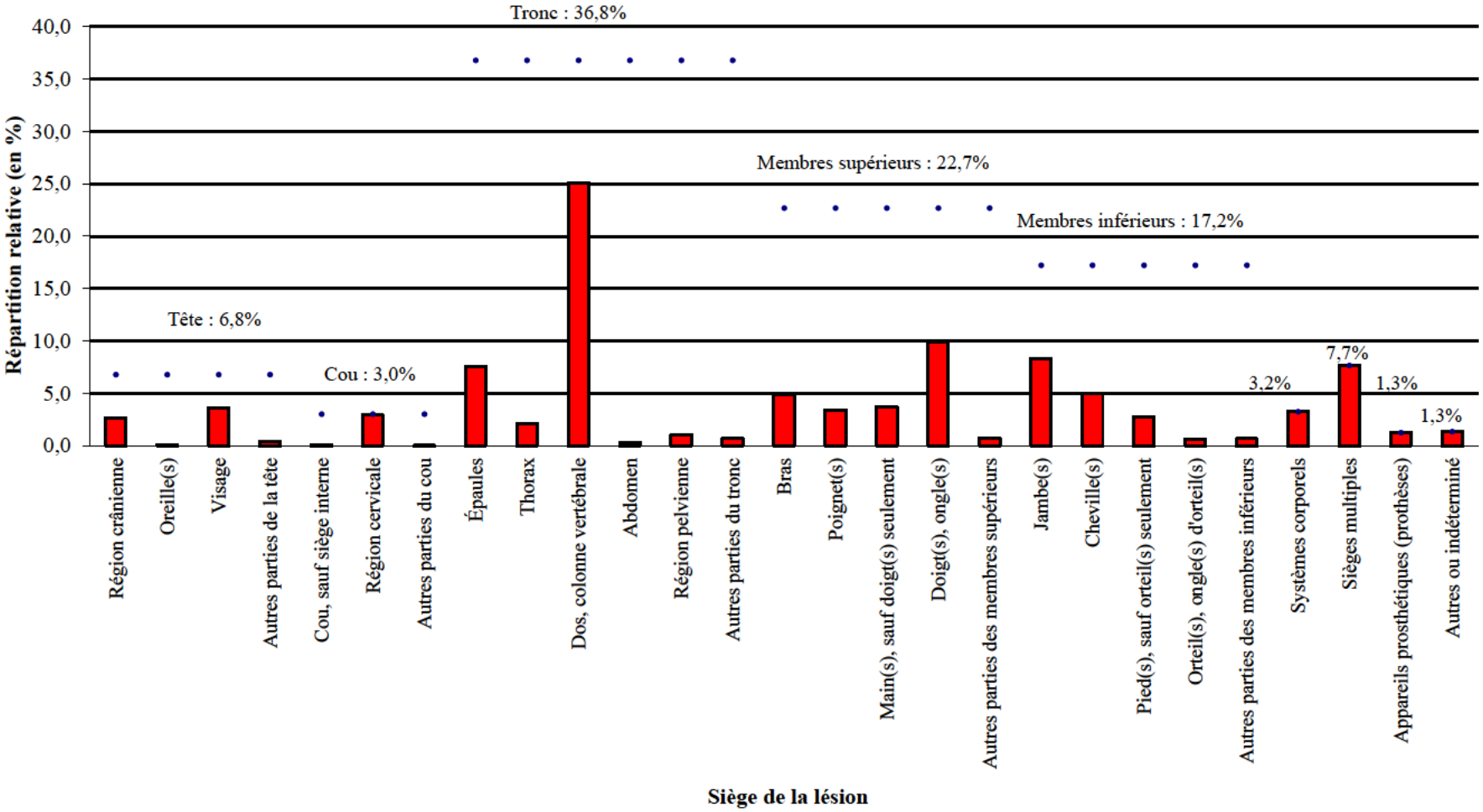
		Nombre	%
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	• Amiantose, mésothéliome ou lésion d'une autre nature dont l'agent causal ou l'agent causal secondaire est l'amiante	121	88,3
	• Silicose ou lésion d'une autre nature dont l'agent causal ou l'agent causal secondaire est la silice	8	5,8
	• Autres	8	5,8
	Total	*137*	*100,0*
Autres ou indéterminé		0	0,0
Total		**137**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016; incluant 4 dossiers d'employeurs non assurés.

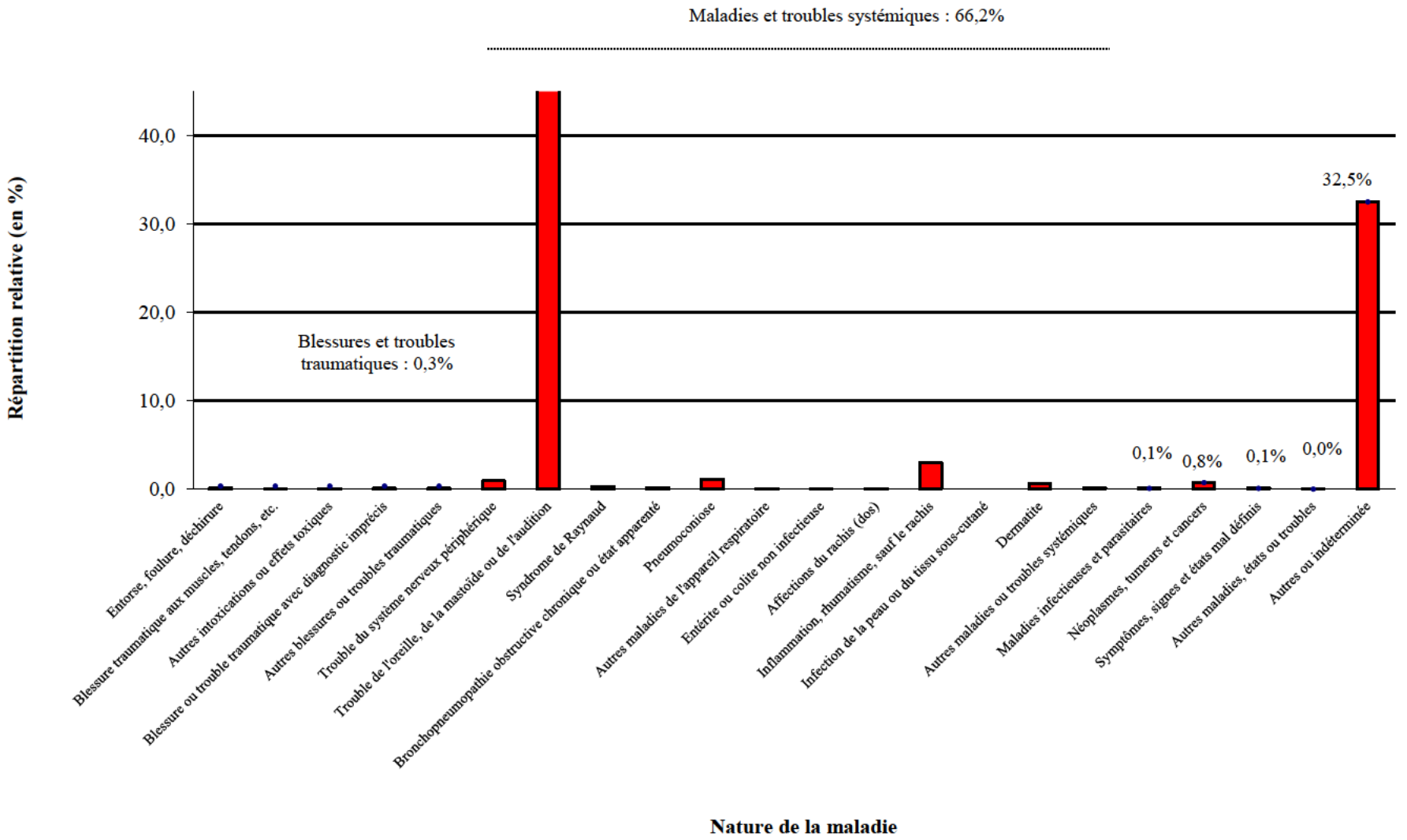
Graphique 7.1
Répartition relative des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon l'âge du travailleur à la lésion professionnelle



Graphique 7.2
Répartition relative des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2016 et acceptés selon le siège de la lésion



Graphique 7.3
Répartition relative des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2016 et acceptés selon la nature de la maladie



4 %

Section 8 *

Volet statistique du programme

Pour une maternité sans danger

Description

Cette section regroupe des informations concernant les réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger* selon quelques variables d'intérêt : âge de la travailleuse, catégorie du retrait, nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation, nature de l'agresseur, profession.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Légère hausse, de 0,1 %, des réclamations du programme Pour une maternité sans danger acceptées, dont une baisse de 0,1 % pour les travailleuses enceintes et une hausse de 17,4 % pour les travailleuses qui allaitent
- Baisse de 1,8 % de la proportion des réclamations associées à un agresseur de nature ergonomique
- Baisse de 1,0 % de la proportion des réclamations associées à un agresseur de nature biologique

Tableau 8.1

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2016 et acceptées[1] selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Moins de 20 ans	517	1,6	0	0,0	**517**	**1,6**
20 à 24 ans	5 467	16,7	15	4,9	**5 482**	**16,6**
25 à 29 ans	12 614	38,5	113	37,2	**12 727**	**38,5**
30 à 34 ans	9 511	29,0	111	36,5	**9 622**	**29,1**
35 à 39 ans	3 904	11,9	56	18,4	**3 960**	**12,0**
40 ans ou plus	763	2,3	9	3,0	**772**	**2,3**
Total	**32 776**	**100**	**304**	**100**	**33 080**	**100**
Âge entier moyen de la réclamante		**29**		**31**		**29**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptées au 1er mars 2017, avec ou sans paiement.

Tableau 8.2

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2016 et acceptées[1] selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation

	Nombre	%
1re à 4e	1 847	5,6
5e à 9e	9 958	30,4
10e à 13e	5 152	15,7
14e à 17e	2 095	6,4
18e à 22e	1 571	4,8
23e à 26e	825	2,5
27e à 30e	521	1,6
31e à 35e	207	0,6
36e ou plus	12	0,0
Indéterminé	10 588	32,3
Total	**32 776**	**100**

Nombre moyen de semaines de grossesse	**11**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptées au 1er mars 2017, avec ou sans paiement.

Tableau 8.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2016 et acceptées[1] selon la nature de l'agresseur et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Agresseur chimique		3 353	10,2	77	25,3	**3 430**	**10,4**
Agresseur physique		219	0,7	0	0,0	**219**	**0,7**
Agresseur ergonomique	• Horaires de travail	1 541	4,7	0	0,0	**1 541**	**4,7**
	• Charge de travail	286	0,9	0	0,0	**286**	**0,9**
	• Postures de travail	3 303	10,1	0	0,0	**3 303**	**10,0**
	• Soulever, pousser, tirer	1 026	3,1	1	0,3	**1 027**	**3,1**
	• Autres efforts physiques	229	0,7	0	0,0	**229**	**0,7**
	• Autres risques ergonomiques	1 463	4,5	1	0,3	**1 464**	**4,4**
	• *Total*	*7 848*	*23,9*	*2*	*0,7*	***7 850***	***23,7***
Agresseur biologique		8 210	25,0	25	8,2	**8 235**	**24,9**
Agresseur à la sécurité du travail		2 493	7,6	0	0,0	**2 493**	**7,5**
Autres ou indéterminé		10 653	32,5	200	65,8	**10 853**	**32,8**
Total		**32 776**	**100**	**304**	**100**	**33 080**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptées au 1er mars 2017, avec ou sans paiement.

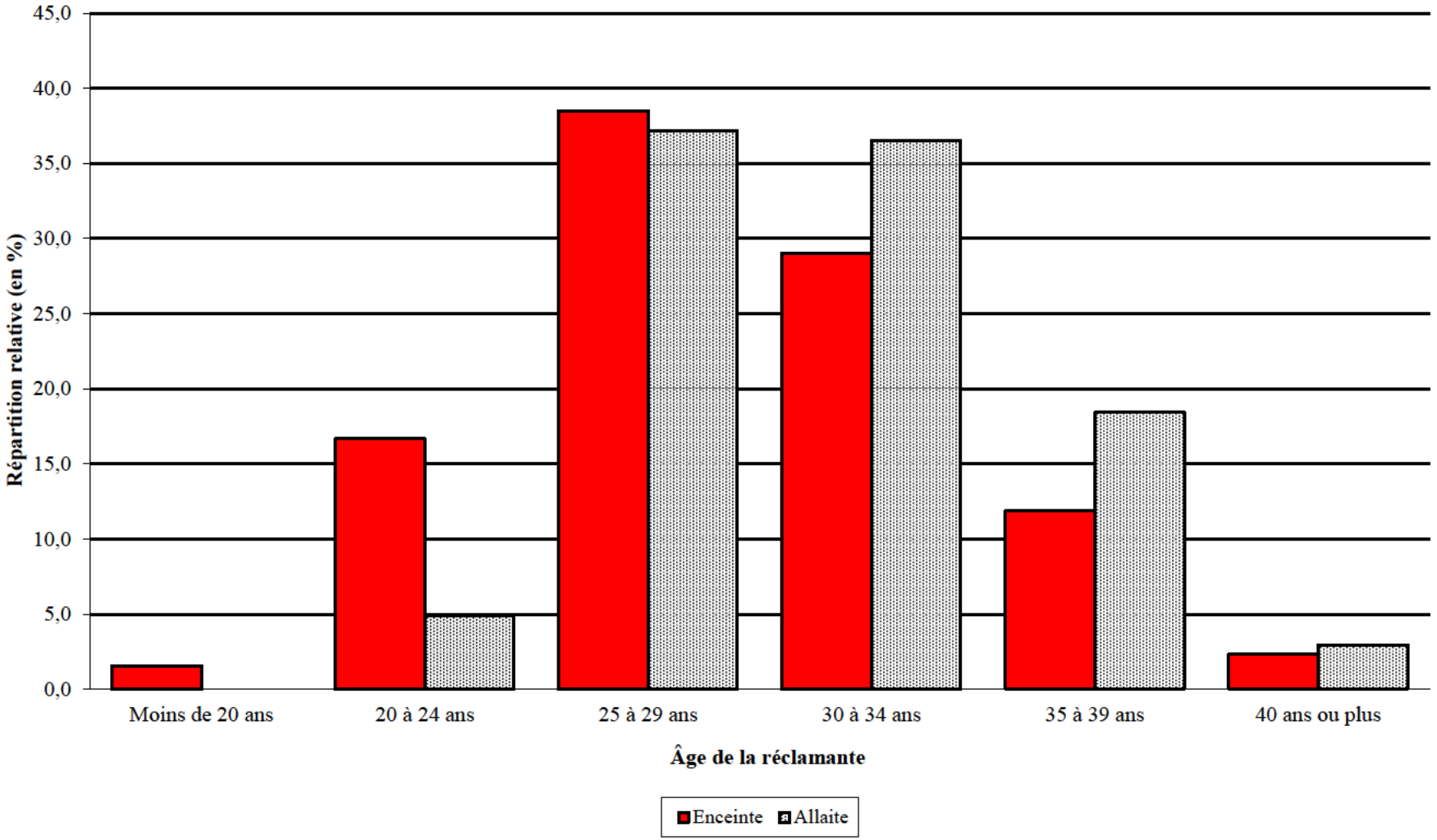
Tableau 8.4

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2016 et acceptées[1] selon la profession de la travailleuse et la catégorie du retrait

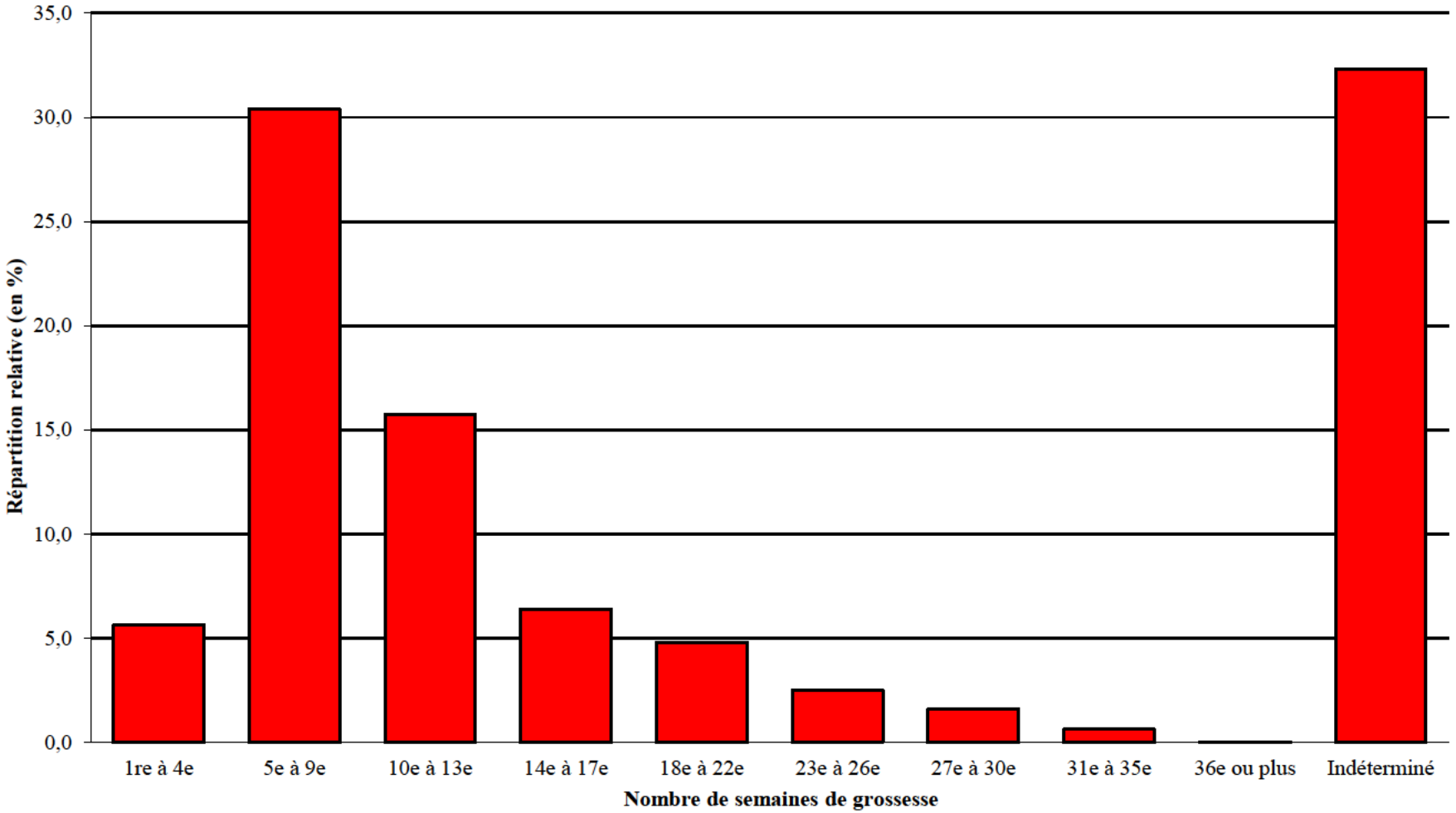
	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Technicienne en sciences naturelles	117	0,4	6	2,0	**123**	**0,4**
Enseignante	3 938	12,0	4	1,3	**3 942**	**11,9**
Infirmière	4 677	14,3	29	9,5	**4 706**	**14,2**
Autre personnel médical	2 012	6,1	21	6,9	**2 033**	**6,1**
Secrétaire	129	0,4	1	0,3	**130**	**0,4**
Caissière	937	2,9	0	0,0	**937**	**2,8**
Employée de bureau	363	1,1	0	0,0	**363**	**1,1**
Vendeuse	1 476	4,5	1	0,3	**1 477**	**4,5**
Commis	256	0,8	2	0,7	**258**	**0,8**
Travailleuse des aliments	335	1,0	0	0,0	**335**	**1,0**
Barmaid	2 069	6,3	0	0,0	**2 069**	**6,3**
Préposée à l'entretien	278	0,8	2	0,7	**280**	**0,8**
Services personnels	1 438	4,4	3	1,0	**1 441**	**4,4**
Autre travailleuse des services	223	0,7	1	0,3	**224**	**0,7**
Couturière	69	0,2	1	0,3	**70**	**0,2**
Travailleuse du textile	12	0,0	0	0,0	**12**	**0,0**
Manutentionnaire	431	1,3	4	1,3	**435**	**1,3**
Travailleuse de l'imprimerie	18	0,1	0	0,0	**18**	**0,1**
Autres ou indéterminée	13 998	42,7	229	75,3	**14 227**	**43,0**
Total	**32 776**	**100**	**304**	**100**	**33 080**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptées au 1er mars 2017, avec ou sans paiement.

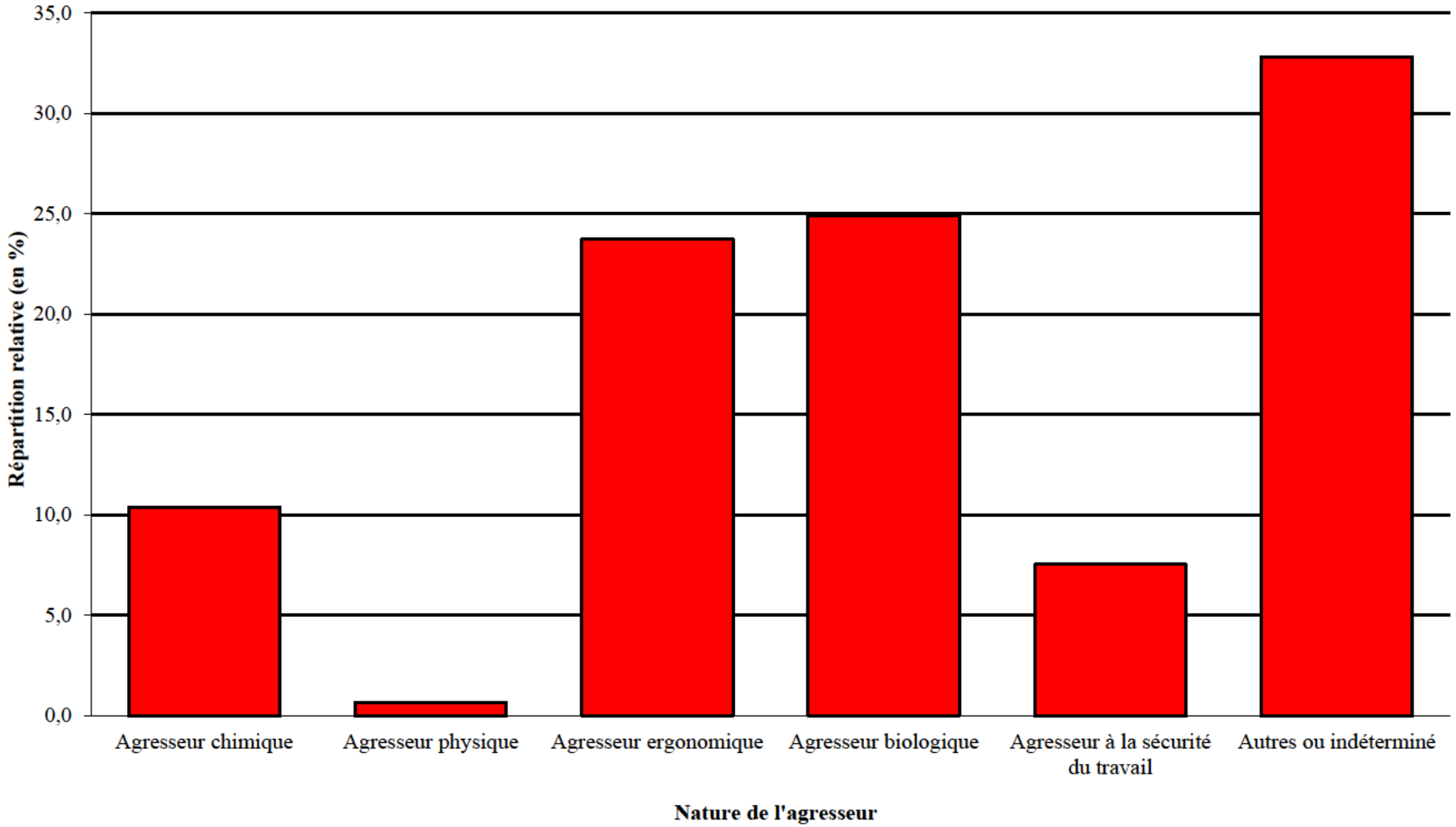
Graphique 8.1
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2016 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait



Graphique 8.2
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2016 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation



Graphique 8.3
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2016 et acceptées selon la nature de l'agresseur



4 %

Section 9
Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail

* 7

Description

Toutes les entreprises appartiennent à une branche d'activité économique déterminée en fonction de leur activité principale. Les secteurs d'activité économique sont déterminés à partir de la « classification des activités économiques du Québec » et sont rattachés aux employeurs inscrits à la Commission.

Les 32 secteurs d'activité économique sont répartis en six groupes selon un ordre de priorité, qui tient compte de la fréquence et de la gravité des lésions professionnelles.

Les tableaux dans cette section reprennent certains résultats des sections précédentes et les ventilent par secteur d'activité économique du dossier d'expérience de l'employeur. Les sujets suivants sont couverts :

- dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie de lésion;
- décès inscrits;
- réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger*;
- travailleurs couverts, établissements actifs et mécanismes de prévention;
- dossiers d'intervention en prévention-inspection créés;
- visites effectuées et dérogations constatées;
- décisions prises lors des interventions et constats d'infraction signifiés.

Notes: puisque les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ne sont plus disponibles, le tableau présente maintenant la répartition du nombre d'établissements, sans égard au nombre de travailleurs (tableau 9.4) .

La répartition du nombre de travailleurs selon le secteur d'activité économique n'étant pas disponible, cette donnée a été retirée du tableau. L'estimation du nombre total de travailleurs couverts est présentée à la section 1 (tableau 1.2).

Les décès associés à des employeurs non assurés sont maintenant répartis dans les secteurs. Leur nombre est mentionné.

À compter de l'année 2010, les données relatives aux visites, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Tableau 9.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	6 031	7,3	176	2,1	**6 207**	**6,9**
	• Industrie chimique	523	0,6	9	0,1	**532**	**0,6**
	• Forêt et scieries	954	1,2	76	0,9	**1 030**	**1,1**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	791	1,0	98	1,2	**889**	**1,0**
	• Fabrication de produits en métal	2 788	3,4	79	1,0	**2 867**	**3,2**
	• *Total*	*11 087*	*13,5*	*438*	*5,3*	***11 525***	***12,7***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 396	1,7	57	0,7	**1 453**	**1,6**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	1 310	1,6	45	0,5	**1 355**	**1,5**
	• Fabrication d'équipement de transport	1 710	2,1	58	0,7	**1 768**	**2,0**
	• Première transformation des métaux	908	1,1	141	1,7	**1 049**	**1,2**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	679	0,8	26	0,3	**705**	**0,8**
	• *Total*	*6 003*	*7,3*	*327*	*4,0*	***6 330***	***7,0***
Groupe III	• Administration publique	4 687	5,7	88	1,1	**4 775**	**5,3**
	• Industrie des aliments et boissons	3 789	4,6	107	1,3	**3 896**	**4,3**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	455	0,6	11	0,1	**466**	**0,5**
	• Industrie du papier et activités diverses	603	0,7	55	0,7	**658**	**0,7**
	• Transport et entreposage	4 834	5,9	72	0,9	**4 906**	**5,4**
	• *Total*	*14 368*	*17,5*	*333*	*4,0*	***14 701***	***16,3***

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 782 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 9.1 (suite)

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	11 876	14,5	129	1,6	**12 005**	**13,3**
	• Industrie du cuir	35	0,0	3	0,0	**38**	**0,0**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	746	0,9	19	0,2	**765**	**0,8**
	• Industrie du tabac	8	0,0	3	0,0	**11**	**0,0**
	• Industrie textile	241	0,3	8	0,1	**249**	**0,3**
	• *Total*	*12 906*	*15,7*	*162*	*2,0*	***13 068***	***14,5***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	10 124	12,3	130	1,6	**10 254**	**11,3**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	1 769	2,2	30	0,4	**1 799**	**2,0**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	277	0,3	11	0,1	**288**	**0,3**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	30	0,0	4	0,0	**34**	**0,0**
	• Fabrication de produits électriques	500	0,6	19	0,2	**519**	**0,6**
	• *Total*	*12 700*	*15,5*	*194*	*2,4*	***12 894***	***14,3***
Groupe VI	• Agriculture	1 033	1,3	21	0,3	**1 054**	**1,2**
	• Bonneterie et habillement	158	0,2	13	0,2	**171**	**0,2**
	• Enseignement et services annexes	3 680	4,5	21	0,3	**3 701**	**4,1**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	784	1,0	6	0,1	**790**	**0,9**
	• Services médicaux et sociaux	16 782	20,4	84	1,0	**16 866**	**18,7**
	• Chasse et pêche	37	0,0	1	0,0	**38**	**0,0**
	• Industries manufacturières diverses	289	0,4	10	0,1	**299**	**0,3**
	• *Total*	*22 763*	*27,7*	*156*	*1,9*	***22 919***	***25,3***
Indéterminé ou employeurs non assurés		2 352	2,9	6 625	80,4	**8 977**	**9,9**
Total		**82 179**	**100**	**8 235**	**100**	**90 414**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 782 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 9.2

Répartition des décès pour l'année 2016[1]

selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	20	25,0	41	29,9	**61**	**28,1**
	• Industrie chimique	0	0,0	4	2,9	**4**	**1,8**
	• Forêt et scieries	4	5,0	0	0,0	**4**	**1,8**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	1	1,3	25	18,2	**26**	**12,0**
	• Fabrication de produits en métal	3	3,8	4	2,9	**7**	**3,2**
	• Total	*28*	*35,0*	*74*	*54,0*	***102***	***47,0***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	2	2,5	0	0,0	**2**	**0,9**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	1	1,3	0	0,0	**1**	**0,5**
	• Fabrication d'équipement de transport	0	0,0	5	3,6	**5**	**2,3**
	• Première transformation des métaux	0	0,0	6	4,4	**6**	**2,8**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	3	3,8	5	3,6	**8**	**3,7**
	• Total	*6*	*7,5*	*16*	*11,7*	***22***	***10,1***
Groupe III	• Administration publique	3	3,8	8	5,8	**11**	**5,1**
	• Industrie des aliments et boissons	0	0,0	3	2,2	**3**	**1,4**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industrie du papier et activités diverses	0	0,0	1	0,7	**1**	**0,5**
	• Transport et entreposage	12	15,0	9	6,6	**21**	**9,7**
	• Total	*15*	*18,8*	*21*	*15,3*	***36***	***16,6***

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016, acceptés avec ou sans indemnités de décès.
2. Les 5 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
   Accident du travail: 1 cas dans transport et entreposage; maladie professionnelle: 4 cas dans transport et entreposage.

Tableau 9.2 (suite)

Répartition des décès pour l'année 2016[1]

selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	14	17,5	3	2,2	**17**	**7,8**
	• Industrie du cuir	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	0	0,0	4	2,9	**4**	**1,8**
	• Industrie du tabac	0	0,0	1	0,7	**1**	**0,5**
	• Industrie textile	0	0,0	1	0,7	**1**	**0,5**
	• *Total*	*14*	*17,5*	*9*	*6,6*	***23***	***10,6***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	10	12,5	2	1,5	**12**	**5,5**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	1	1,3	0	0,0	**1**	**0,5**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	0	0,0	3	2,2	**3**	**1,4**
	• Fabrication de produits électriques	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• *Total*	*11*	*13,8*	*5*	*3,6*	***16***	***7,4***
Groupe VI	• Agriculture	5	6,3	0	0,0	**5**	**2,3**
	• Bonneterie et habillement	0	0,0	1	0,7	**1**	**0,5**
	• Enseignement et services annexes	0	0,0	2	1,5	**2**	**0,9**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	0	0,0	1	0,7	**1**	**0,5**
	• Services médicaux et sociaux	1	1,3	6	4,4	**7**	**3,2**
	• Chasse et pêche	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industries manufacturières diverses	0	0,0	2	1,5	**2**	**0,9**
	• *Total*	*6*	*7,5*	*12*	*8,8*	***18***	***8,3***
Indéterminé[2]		0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
Total		**80**	**100**	**137**	**100**	**217**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016, acceptés avec ou sans indemnités de décès.
2. Les 5 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
   Accident du travail: 1 cas dans transport et entreposage; maladie professionnelle: 4 cas dans transport et entreposage.

Tableau 9.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2016 et acceptées[1] selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	171	0,5	8	2,6	**179**	**0,5**
	• Industrie chimique	164	0,5	5	1,6	**169**	**0,5**
	• Forêt et scieries	33	0,1	1	0,3	**34**	**0,1**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	54	0,2	0	0,0	**54**	**0,2**
	• Fabrication de produits en métal	116	0,4	6	2,0	**122**	**0,4**
	• *Total*	*538*	*1,6*	*20*	*6,6*	***558***	***1,7***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	137	0,4	6	2,0	**143**	**0,4**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	160	0,5	19	6,3	**179**	**0,5**
	• Fabrication d'équipement de transport	98	0,3	12	3,9	**110**	**0,3**
	• Première transformation des métaux	16	0,0	5	1,6	**21**	**0,1**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	23	0,1	0	0,0	**23**	**0,1**
	• *Total*	*434*	*1,3*	*42*	*13,8*	***476***	***1,4***
Groupe III	• Administration publique	533	1,6	4	1,3	**537**	**1,6**
	• Industrie des aliments et boissons	527	1,6	0	0,0	**527**	**1,6**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	60	0,2	0	0,0	**60**	**0,2**
	• Industrie du papier et activités diverses	26	0,1	0	0,0	**26**	**0,1**
	• Transport et entreposage	137	0,4	0	0,0	**137**	**0,4**
	• *Total*	*1 283*	*3,9*	*4*	*1,3*	***1 287***	***3,9***

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptées au 1er mars 2017, avec ou sans paiement.

Tableau 9.3 (suite)

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2016 et acceptées[1] selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	4 810	14,7	14	4,6	**4 824**	**14,6**
	• Industrie du cuir	13	0,0	1	0,3	**14**	**0,0**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	26	0,1	0	0,0	**26**	**0,1**
	• Industrie du tabac	2	0,0	0	0,0	**2**	**0,0**
	• Industrie textile	31	0,1	0	0,0	**31**	**0,1**
	• Total	*4 882*	*14,9*	*15*	*4,9*	***4 897***	***14,8***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	5 253	16,0	34	11,2	**5 287**	**16,0**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	66	0,2	2	0,7	**68**	**0,2**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	111	0,3	5	1,6	**116**	**0,4**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	6	0,0	0	0,0	**6**	**0,0**
	• Fabrication de produits électriques	69	0,2	1	0,3	**70**	**0,2**
	• Total	*5 505*	*16,8*	*42*	*13,8*	***5 547***	***16,8***
Groupe VI	• Agriculture	590	1,8	18	5,9	**608**	**1,8**
	• Bonneterie et habillement	82	0,3	0	0,0	**82**	**0,2**
	• Enseignement et services annexes	3 555	10,8	6	2,0	**3 561**	**10,8**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	189	0,6	1	0,3	**190**	**0,6**
	• Services médicaux et sociaux	15 584	47,5	155	51,0	**15 739**	**47,6**
	• Chasse et pêche	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industries manufacturières diverses	92	0,3	0	0,0	**92**	**0,3**
	• Total	*20 092*	*61,3*	*180*	*59,2*	***20 272***	***61,3***
Indéterminé		42	0,1	1	0,3	**43**	**0,1**
Total		**32 776**	**100**	**304**	**100**	**33 080**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptées au 1er mars 2017, avec ou sans paiement.

Tableau 9.4

Répartition des établissements actifs en 2016
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre d'établissements actifs[1]	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	29 917	11,1
	• Industrie chimique	745	0,3
	• Forêt et scieries	1 856	0,7
	• Mines, carrières et puits de pétrole	665	0,2
	• Fabrication de produits en métal	2 935	1,1
	• *Total*	*36 118*	*13,4*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	2 026	0,8
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	854	0,3
	• Fabrication d'équipement de transport	638	0,2
	• Première transformation des métaux	153	0,1
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	754	0,3
	• *Total*	*4 425*	*1,6*
Groupe III	• Administration publique	7 433	2,8
	• Industrie des aliments et boissons	2 146	0,8
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	650	0,2
	• Industrie du papier et activités diverses	275	0,1
	• Transport et entreposage	11 352	4,2
	• *Total*	*21 856*	*8,1*
Total partiel		***62 399***	***23,1***

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 9.4 (suite)
Répartition des établissements actifs en 2016
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre d'établissements actifs[1]	%
Groupe IV	• Commerce	56 894	21,1
	• Industrie du cuir	106	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	763	0,3
	• Industrie du tabac	9	0,0
	• Industrie textile	478	0,2
	• *Total*	*58 250*	*21,6*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	79 007	29,2
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	3 060	1,1
	• Imprimerie, édition et activités annexes	1 902	0,7
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	84	0,0
	• Fabrication de produits électriques	822	0,3
	• *Total*	*84 875*	*31,4*
Groupe VI	• Agriculture	12 486	4,6
	• Bonneterie et habillement	801	0,3
	• Enseignement et services annexes	7 140	2,6
	• Finances, assurances et affaires immobilières	16 029	5,9
	• Services médicaux et sociaux	26 137	9,7
	• Chasse et pêche	809	0,3
	• Industries manufacturières diverses	1 171	0,4
	• *Total*	*64 573*	*23,9*
Indéterminé		21	0,0
Total		**270 118**	**100**

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 9.5

Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2016 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	7 540	42,5
	• Industrie chimique	162	0,9
	• Forêt et scieries	325	1,8
	• Mines, carrières et puits de pétrole	163	0,9
	• Fabrication de produits en métal	801	4,5
	• *Total*	*8 991*	*50,7*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	533	3,0
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	258	1,5
	• Fabrication d'équipement de transport	181	1,0
	• Première transformation des métaux	81	0,5
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	204	1,1
	• *Total*	*1 257*	*7,1*
Groupe III	• Administration publique	482	2,7
	• Industrie des aliments et boissons	541	3,0
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	138	0,8
	• Industrie du papier et activités diverses	127	0,7
	• Transport et entreposage	500	2,8
	• *Total*	*1 788*	*10,1*

Tableau 9.5 (suite)
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2016
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	2 223	12,5
	• Industrie du cuir	16	0,1
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	202	1,1
	• Industrie du tabac	2	0,0
	• Industrie textile	106	0,6
	• *Total*	*2 549*	*14,4*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	1 343	7,6
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	185	1,0
	• Imprimerie, édition et activités annexes	146	0,8
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	9	0,1
	• Fabrication de produits électriques	156	0,9
	• *Total*	*1 839*	*10,4*
Groupe VI	• Agriculture	161	0,9
	• Bonneterie et habillement	64	0,4
	• Enseignement et services annexes	170	1,0
	• Finances, assurances et affaires immobilières	153	0,9
	• Services médicaux et sociaux	588	3,3
	• Chasse et pêche	2	0,0
	• Industries manufacturières diverses	152	0,9
	• *Total*	*1 290*	*7,3*
Indéterminé		29	0,2
Total		**17 743**	**100**

Tableau 9.6
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2016
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Visites		Dérogations	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	12 167	36,4	22 302	32,7
	• Industrie chimique	305	0,9	781	1,1
	• Forêt et scieries	672	2,0	1 429	2,1
	• Mines, carrières et puits de pétrole	552	1,7	1 574	2,3
	• Fabrication de produits en métal	1 846	5,5	4 872	7,1
	• *Total*	*15 542*	*46,5*	*30 958*	*45,4*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 221	3,7	2 955	4,3
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	551	1,6	1 257	1,8
	• Fabrication d'équipement de transport	415	1,2	1 028	1,5
	• Première transformation des métaux	265	0,8	392	0,6
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	450	1,3	897	1,3
	• *Total*	*2 902*	*8,7*	*6 529*	*9,6*
Groupe III	• Administration publique	835	2,5	1 196	1,8
	• Industrie des aliments et boissons	1 067	3,2	1 955	2,9
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	280	0,8	682	1,0
	• Industrie du papier et activités diverses	312	0,9	691	1,0
	• Transport et entreposage	830	2,5	1 295	1,9
	• *Total*	*3 324*	*9,9*	*5 819*	*8,5*

Tableau 9.6 (suite)
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2016
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Visites		Dérogations	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	4 985	14,9	11 732	17,2
	• Industrie du cuir	51	0,2	286	0,4
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	450	1,3	1 281	1,9
	• Industrie du tabac	6	0,0	17	0,0
	• Industrie textile	255	0,8	852	1,2
	• *Total*	*5 747*	*17,2*	*14 168*	*20,8*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	2 601	7,8	4 391	6,4
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	335	1,0	548	0,8
	• Imprimerie, édition et activités annexes	281	0,8	761	1,1
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	12	0,0	6	0,0
	• Fabrication de produits électriques	266	0,8	817	1,2
	• *Total*	*3 495*	*10,4*	*6 523*	*9,6*
Groupe VI	• Agriculture	344	1,0	516	0,8
	• Bonneterie et habillement	125	0,4	488	0,7
	• Enseignement et services annexes	329	1,0	499	0,7
	• Finances, assurances et affaires immobilières	292	0,9	447	0,7
	• Services médicaux et sociaux	1 004	3,0	1 411	2,1
	• Chasse et pêche	3	0,0	0	0,0
	• Industries manufacturières diverses	299	0,9	806	1,2
	• *Total*	*2 396*	*7,2*	*4 167*	*6,1*
Indéterminé		44	0,1	53	0,1
Total		**33 450**	**100**	**68 217**	**100**

Tableau 9.7
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2016
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	1 858	52,5	2 102	54,5
	• Industrie chimique	16	0,5	15	0,4
	• Forêt et scieries	58	1,6	62	1,6
	• Mines, carrières et puits de pétrole	34	1,0	42	1,1
	• Fabrication de produits en métal	183	5,2	142	3,7
	• *Total*	*2 149*	*60,8*	*2 363*	*61,3*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	102	2,9	122	3,2
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	51	1,4	59	1,5
	• Fabrication d'équipement de transport	32	0,9	25	0,6
	• Première transformation des métaux	20	0,6	27	0,7
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	55	1,6	39	1,0
	• *Total*	*260*	*7,4*	*272*	*7,1*
Groupe III	• Administration publique	75	2,1	42	1,1
	• Industrie des aliments et boissons	93	2,6	97	2,5
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	23	0,7	16	0,4
	• Industrie du papier et activités diverses	16	0,5	28	0,7
	• Transport et entreposage	82	2,3	70	1,8
	• *Total*	*289*	*8,2*	*253*	*6,6*

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Tableau 9.7 (suite)
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2016
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	255	7,2	248	6,4
	• Industrie du cuir	6	0,2	1	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	51	1,4	32	0,8
	• Industrie du tabac	0	0,0	0	0,0
	• Industrie textile	14	0,4	9	0,2
	• Total	*326*	*9,2*	*290*	*7,5*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	248	7,0	197	5,1
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	37	1,0	35	0,9
	• Imprimerie, édition et activités annexes	23	0,7	16	0,4
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	1	0,0	0	0,0
	• Fabrication de produits électriques	16	0,5	15	0,4
	• Total	*325*	*9,2*	*263*	*6,8*
Groupe VI	• Agriculture	50	1,4	41	1,1
	• Bonneterie et habillement	5	0,1	5	0,1
	• Enseignement et services annexes	30	0,8	18	0,5
	• Finances, assurances et affaires immobilières	29	0,8	56	1,5
	• Services médicaux et sociaux	44	1,2	28	0,7
	• Chasse et pêche	1	0,0	2	0,1
	• Industries manufacturières diverses	10	0,3	18	0,5
	• Total	*169*	*4,8*	*168*	*4,4*
Indéterminé		19	0,5	247	6,4
Total		**3 537**	**100**	**3 856**	**100**

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

4 %

Section 10
Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail

* 7

Description

À des fins administratives, la CNESST a subdivisé le territoire québécois en 21 régions administratives comportant chacune un bureau régional. Les dossiers inscrits à la Commission sont rattachés à une région administrative selon les municipalités où résident les travailleurs accidentés ou atteints d'une maladie professionnelle. Dans le cas des données portant sur la prévention-inspection, le lieu correspond généralement à la région responsable du traitement du dossier de l'établissement ou du chantier de construction.

Les tableaux dans cette section reprennent certains résultats des sections précédentes et les ventilent par direction régionale. Les sujets suivants sont couverts :

- dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie de lésion;
- décès inscrits;
- réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger*;
- établissements actifs et mécanismes de prévention;
- dossiers d'intervention en prévention-inspection créés et dossiers de promotion créés;
- visites effectuées et dérogations constatées;
- décisions prises lors des interventions et constats d'infraction signifiés.

Notes: puisque les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ne sont plus disponibles, le tableau présente maintenant la répartition du nombre d'établissements, sans égard au nombre de travailleurs (tableau 10.4).

À compter de l'année 2010, les données relatives aux visites, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Tableau 10.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2016 et acceptés[1]
selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	14 922	18,2	324	3,9	**15 246**	**16,9**
Total partiel	*14 922*	*18,2*	*324*	*3,9*	***15 246***	***16,9***
Longueuil	5 459	6,6	293	3,6	**5 752**	**6,4**
Saint-Jean-sur-Richelieu	3 135	3,8	459	5,6	**3 594**	**4,0**
Valleyfield	3 219	3,9	283	3,4	**3 502**	**3,9**
Yamaska	3 978	4,8	508	6,2	**4 486**	**5,0**
Total partiel	*15 791*	*19,2*	*1 543*	*18,7*	***17 334***	***19,2***
Abitibi-Témiscamingue	1 771	2,2	250	3,0	**2 021**	**2,2**
Bas-Saint-Laurent	2 286	2,8	312	3,8	**2 598**	**2,9**
Capitale-Nationale	7 889	9,6	919	11,2	**8 808**	**9,7**
Chaudière-Appalaches	5 491	6,7	739	9,0	**6 230**	**6,9**
Côte-Nord	1 274	1,6	322	3,9	**1 596**	**1,8**
Estrie	3 310	4,0	461	5,6	**3 771**	**4,2**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	918	1,1	124	1,5	**1 042**	**1,2**
Lanaudière	6 421	7,8	598	7,3	**7 019**	**7,8**
Laurentides	6 911	8,4	651	7,9	**7 562**	**8,4**
Laval	4 164	5,1	164	2,0	**4 328**	**4,8**
Mauricie et Centre-du-Québec	5 857	7,1	645	7,8	**6 502**	**7,2**
Outaouais	2 150	2,6	245	3,0	**2 395**	**2,6**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 003	3,7	938	11,4	**3 941**	**4,4**
Total partiel	*51 445*	*62,6*	*6 368*	*77,3*	***57 813***	***63,9***
Indéterminée	21	0,0	0	0,0	**21**	**0,0**
Total	**82 179**	**100**	**8 235**	**100**	**90 414**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptés au 1er mars 2017; incluant 1 782 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 10.2

Répartition des décès pour l'année 2016[1]
selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	7	8,8	24	17,5	**31**	**14,3**
Total partiel	*7*	*8,8*	*24*	*17,5*	***31***	***14,3***
Longueuil	10	12,5	8	5,8	**18**	**8,3**
Saint-Jean-sur-Richelieu	4	5,0	2	1,5	**6**	**2,8**
Valleyfield	2	2,5	3	2,2	**5**	**2,3**
Yamaska	4	5,0	10	7,3	**14**	**6,5**
Total partiel	*20*	*25,0*	*23*	*16,8*	***43***	***19,8***
Abitibi-Témiscamingue	9	11,3	3	2,2	**12**	**5,5**
Bas-Saint-Laurent	1	1,3	1	0,7	**2**	**0,9**
Capitale-Nationale	4	5,0	10	7,3	**14**	**6,5**
Chaudière-Appalaches	10	12,5	14	10,2	**24**	**11,1**
Côte-Nord	3	3,8	2	1,5	**5**	**2,3**
Estrie	1	1,3	8	5,8	**9**	**4,1**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1	1,3	0	0,0	**1**	**0,5**
Lanaudière	6	7,5	17	12,4	**23**	**10,6**
Laurentides	5	6,3	9	6,6	**14**	**6,5**
Laval	1	1,3	8	5,8	**9**	**4,1**
Mauricie et Centre-du-Québec	7	8,8	13	9,5	**20**	**9,2**
Outaouais	1	1,3	2	1,5	**3**	**1,4**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	4	5,0	3	2,2	**7**	**3,2**
Total partiel	*53*	*66,3*	*90*	*65,7*	***143***	***65,9***
Indéterminée	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
Total	**80**	**100**	**137**	**100**	**217**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2016, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016, acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 5 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 10.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2016 et acceptées[1] selon la direction régionale et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	7 185	21,9	34	11,2	**7 219**	**21,8**
Total partiel	*7 185*	*21,9*	*34*	*11,2*	***7 219***	***21,8***
Longueuil	2 121	6,5	12	3,9	**2 133**	**6,4**
Saint-Jean-sur-Richelieu	963	2,9	2	0,7	**965**	**2,9**
Valleyfield	867	2,6	4	1,3	**871**	**2,6**
Yamaska	1 413	4,3	6	2,0	**1 419**	**4,3**
Total partiel	*5 364*	*16,4*	*24*	*7,9*	***5 388***	***16,3***
Abitibi-Témiscamingue	954	2,9	12	3,9	**966**	**2,9**
Bas-Saint-Laurent	928	2,8	5	1,6	**933**	**2,8**
Capitale-Nationale	3 932	12,0	86	28,3	**4 018**	**12,1**
Chaudière-Appalaches	2 177	6,6	26	8,6	**2 203**	**6,7**
Côte-Nord	417	1,3	2	0,7	**419**	**1,3**
Estrie	1 446	4,4	33	10,9	**1 479**	**4,5**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	337	1,0	3	1,0	**340**	**1,0**
Lanaudière	1 673	5,1	11	3,6	**1 684**	**5,1**
Laurentides	2 141	6,5	8	2,6	**2 149**	**6,5**
Laval	1 478	4,5	9	3,0	**1 487**	**4,5**
Mauricie et Centre-du-Québec	2 257	6,9	16	5,3	**2 273**	**6,9**
Outaouais	1 189	3,6	31	10,2	**1 220**	**3,7**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 298	4,0	4	1,3	**1 302**	**3,9**
Total partiel	*20 227*	*61,7*	*246*	*80,9*	***20 473***	***61,9***
Total	**32 776**	**100**	**304**	**100**	**33 080**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, acceptées au 1er mars 2017, avec ou sans paiement.

Tableau 10.4

Répartition des établissements actifs en 2016[1]
selon la direction régionale

	Nombre d'établissements actifs	%
Île-de-Montréal–1	12 533	4,6
Île-de-Montréal–2	19 065	7,1
Île-de-Montréal–3	32 152	11,9
Total partiel	*63 750*	*23,6*
Longueuil	16 343	6,1
Saint-Jean-sur-Richelieu	8 740	3,2
Valleyfield	8 371	3,1
Yamaska	12 307	4,6
Total partiel	*45 761*	*16,9*
Abitibi-Témiscamingue	6 745	2,5
Bas-Saint-Laurent	9 005	3,3
Capitale-Nationale	23 913	8,9
Chaudière-Appalaches	16 235	6,0
Côte-Nord	3 914	1,4
Estrie	11 273	4,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 751	1,8
Lanaudière	15 176	5,6
Laurentides	19 152	7,1
Laval	11 296	4,2
Mauricie et Centre-du-Québec	18 888	7,0
Outaouais	9 163	3,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11 096	4,1
Total partiel	160 607	*59,5*
Total	**270 118**	**100**

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 10.5
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection et des dossiers de promotion créés en 2016 selon la direction régionale

	Dossiers d'intervention		Dossiers de promotion	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	1 684	9,5	12	15,6
Île-de-Montréal–2	1 094	6,2	11	14,3
Île-de-Montréal–3	945	5,3	0	0,0
Total partiel	*3 723*	*21,0*	*23*	*29,9*
Longueuil	747	4,2	3	3,9
Saint-Jean-sur-Richelieu	485	2,7	2	2,6
Valleyfield	300	1,7	0	0,0
Yamaska	756	4,3	0	0,0
Total partiel	*2 288*	*12,9*	*5*	*6,5*
Abitibi-Témiscamingue	670	3,8	0	0,0
Bas-Saint-Laurent	711	4,0	3	3,9
Capitale-Nationale	1 402	7,9	20	26,0
Chaudière-Appalaches	1 058	6,0	0	0,0
Côte-Nord	388	2,2	2	2,6
Estrie	951	5,4	5	6,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	390	2,2	0	0,0
Lanaudière	900	5,1	6	7,8
Laurentides	1 221	6,9	1	1,3
Laval	936	5,3	1	1,3
Mauricie et Centre-du-Québec	1 139	6,4	1	1,3
Outaouais	820	4,6	4	5,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 146	6,5	6	7,8
Total partiel	*11 732*	*66,1*	*49*	*63,6*
Total	**17 743**	**100**	**77**	**100**

Tableau 10.6
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2016
selon la direction régionale

	Visites		Dérogations	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	3 355	10,0	4 810	7,1
Île-de-Montréal–2	2 516	7,5	6 779	9,9
Île-de-Montréal–3	1 805	5,4	3 486	5,1
Total partiel	*7 676*	*22,9*	*15 075*	*22,1*
Longueuil	1 835	5,5	3 741	5,5
Saint-Jean-sur-Richelieu	958	2,9	2 402	3,5
Valleyfield	597	1,8	1 826	2,7
Yamaska	1 606	4,8	3 433	5,0
Total partiel	*4 996*	*14,9*	*11 402*	*16,7*
Abitibi-Témiscamingue	1 523	4,6	2 905	4,3
Bas-Saint-Laurent	1 077	3,2	2 863	4,2
Capitale-Nationale	2 619	7,8	5 106	7,5
Chaudière-Appalaches	1 852	5,5	4 835	7,1
Côte-Nord	762	2,3	1 803	2,6
Estrie	1 782	5,3	2 845	4,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	638	1,9	1 312	1,9
Lanaudière	1 355	4,1	2 460	3,6
Laurentides	2 031	6,1	3 748	5,5
Laval	1 857	5,6	4 063	6,0
Mauricie et Centre-du-Québec	2 150	6,4	3 671	5,4
Outaouais	1 196	3,6	2 026	3,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 924	5,8	4 083	6,0
Indéterminée	12	0,0	20	0,0
Total partiel	*20 778*	*62,1*	*41 740*	*61,2*
Total	**33 450**	**100**	**68 217**	**100**

Tableau 10.7
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2016
selon la direction régionale

	Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	477	13,5	642	16,6
Île-de-Montréal–2	95	2,7	120	3,1
Île-de-Montréal–3	124	3,5	69	1,8
Total partiel	*696*	*19,7*	*831*	*21,6*
Longueuil	176	5,0	219	5,7
Saint-Jean-sur-Richelieu	119	3,4	162	4,2
Valleyfield	81	2,3	146	3,8
Yamaska	227	6,4	307	8,0
Total partiel	*603*	*17,0*	*834*	*21,6*
Abitibi-Témiscamingue	97	2,7	88	2,3
Bas-Saint-Laurent	205	5,8	163	4,2
Capitale-Nationale	180	5,1	164	4,3
Chaudière-Appalaches	201	5,7	226	5,9
Côte-Nord	93	2,6	80	2,1
Estrie	147	4,2	132	3,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	37	1,0	37	1,0
Lanaudière	165	4,7	242	6,3
Laurentides	390	11,0	441	11,4
Laval	202	5,7	213	5,5
Mauricie et Centre-du-Québec	230	6,5	181	4,7
Outaouais	93	2,6	72	1,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	196	5,5	152	3,9
Indéterminée	2	0,1	0	0,0
Total partiel	*2 238*	*63,3*	*2 191*	*56,8*
Total	**3 537**	**100**	**3 856**	**100**

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

4 %

Section 11
Les normes du travail

* 7

Description

Le secteur Normes du travail de la CNESST surveille la mise en œuvre et l'application des normes du travail, en particulier par l'exercice des fonctions suivantes :

- Informer et renseigner les salariés et les employeurs sur leurs droits et leurs obligations prévus à la Loi sur les normes du travail (LNT);
- Surveiller l'application des normes du travail et, s'il y a lieu, transmettre ses recommandations au ministre;
- Recevoir les plaintes des salariés et les indemniser dans la mesure prévue par la LNT et les règlements;
- Tenter d'amener les employeurs et les salariés à s'entendre quant à leurs mésententes relatives à l'application de la LNT et des règlements.

Les tableaux dans cette section présentent des informations relatives aux recours déposés et leur traitement, aux demandes d'étalement des heures de travail, ainsi qu'aux demandes de révision traitées.

Note : Le terme «recours» réfère ici à la notion de plaintes au sens de la Loi sur les normes du travail.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Hausse de 1,4 % des recours déposés avec une hausse pour tous les types de recours sauf pécuniaire
- Baisse de 2,0 % des recours traités

Tableau 11.1
Traitement des recours en lien avec les normes du travail, selon le type

	recours pécuniaire		**recours pour pratique interdite**		**recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante**		**recours pour harcèlement psychologique**		**Total**	
	2016	2015	**2016**	2015	**2016**	2015	**2016**	2015	**2016**	2015
Recours déposés[1]	**16 445**	16 681	**5 354**	4 977	**6 344**	6 320	**4 400**	4 113	**32 543**	32 091
Réouverture	**283**	424	**63**	65	**91**	89	**89**	59	**526**	637
Recours traités[1]	**16 445**	17 292	**4 973**	4 903	**6 015**	6 102	**4 377**	4 164	**31 810**	32 461
Recours fermés sans dépôt officiel de plainte	2 063	2 025	876	874	849	945	760	827	4 548	4 671
Recours traités **sans** intervention juridique	12 023	11 820	3 325	3 101	3 976	3 822	3 466	3 164	22 790	21 907
Recours traitées **avec** intervention juridique	2 359	3 447	772	928	1 190	1 335	151	173	4 472	5 883

1. Incluant les recours fermés sans dépôt officiel de plainte.

Tableau 11.2

Mode de réception des recours déposés[1]

	2016	2015
En ligne	**18 476**	17 717
Téléphone	**12 381**	13 038
Autre	**1 686**	1 336
Total	**32 543**	32 091

1. Incluant les recours fermés sans dépôt officiel de plainte.

Tableau 11.3a

Répartition des recours déposés[1] selon le sexe du plaignant et le type

	2016				
	recours pécuniaire	**recours pour pratique interdite**	**recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante**	**recours pour harcèlement psychologique**	**Total**
Homme	8 643	2 259	3 120	1 848	**15 870**
Femme	7 802	3 095	3 224	2 552	**16 673**
Total	**16 445**	**5 354**	**6 344**	**4 400**	**32 543**

Tableau 11.3b

Répartition des recours déposés[1] selon l'âge du plaignant et le type

	2016				
	recours pécuniaire	**recours pour pratique interdite**	**recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante**	**recours pour harcèlement psychologique**	**Total**
15 à 24 ans	2 727	579	332	458	**4 096**
25 à 34 ans	3 683	1 355	1 066	918	**7 022**
35 à 44 ans	2 874	1 133	1 256	926	**6 189**
45 à 54 ans	2 762	991	1 573	1 021	**6 347**
55 à 64 ans	1 898	612	1 207	567	**4 284**
64 ans ou plus	323	98	234	70	**725**
indéterminé	2 178	586	676	440	**3 880**
Total	**16 445**	**5 354**	**6 344**	**4 400**	**32 543**

1. Incluant les recours fermés sans dépôt officiel de plainte.

Tableau 11.4

Recours déposés selon le secteur d'activité et le type[1,2,3]

	2016				
	recours pécuniaire	**recours pour pratique interdite**	**recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante**	**recours pour harcèlement psychologique**	**Total**
Administrations et services publics	183	111	170	129	**593**
Agriculture, foresterie, pêche et mines	243	77	114	70	**504**
Arts, loisirs et culture	618	265	394	268	**1 545**
Autres services	1 511	471	519	355	**2 856**
Commerce de détail	1 812	728	907	608	**4 055**
Commerce de gros	845	404	543	346	**2 138**
Construction	860	212	251	123	**1 446**
Fabrication (manufacturier)	1 007	484	619	334	**2 444**
Finances, assurances et services immobiliers	858	389	519	298	**2 064**
Hébergement et services de restauration	2 521	543	536	477	**4 077**
Services d'enseignement	230	103	144	90	**567**
Services professionnels	1 613	557	686	452	**3 308**
Soins de santé et assistance sociale	848	462	546	388	**2 244**
Transport et entreposage	550	149	198	104	**1 001**

1. Incluant les recours fermés sans dépôt officiel de plainte.
2. Les recours pour lesquels le secteur d'activité est indéterminé ne sont pas présentés.
3. Un recours peut être associé à plusieurs secteurs d'activité.

Tableau 11.5
Traitement des demandes d'étalement des heures de travail

	2016	2015
Demandes reçues	**135**	217
Nouvelles demandes	74	96
Renouvellement	61	121
Demandes terminées	**153**	198
Autorisées	113	153
Refusées	27	36
Désistements	13	9
Salariés visés par les autorisations	**3 717**	7 389

Tableau 11.6
Demandes de révision traitées

	2016	2015
Demandes reçues au cours de l'exercice	**1 029**	941
Demandes traitées au cours de l'exercice	**989**	1 076
Demandes accordées	261	246
Demandes refusées	700	807
Demandes réglées sans la nécessité d'une décision	28	23

Tableau 11.7

Répartition des recours déposés[1] en 2016 selon la région administrative et le type

	recours pécuniaire	recours pour pratique interdite	recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante	recours pour harcèlement psychologique	Total
Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec	206	104	109	70	**489**
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	373	127	182	119	**801**
Capitale-Nationale	1 402	423	510	309	**2 644**
Centre-du-Québec et Mauricie	790	256	297	193	**1 536**
Chaudière-Appalaches	629	213	251	153	**1 246**
Côte-Nord	125	48	66	35	**274**
Estrie	536	184	182	159	**1 061**
Lanaudière	1 110	361	415	267	**2 153**
Laurentides	1 354	424	527	374	**2 679**
Laval	944	340	415	278	**1 977**
Montérégie	3 028	1 002	1 171	822	**6 023**
Montréal	4 687	1 517	1 772	1 308	**9 284**
Outaouais	641	187	220	160	**1 208**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	499	141	203	123	**966**
Hors Québec	121	27	24	30	**202**
Total	**16 445**	**5 354**	**6 344**	**4 400**	**32 543**

1. Incluant les recours fermés sans dépôt officiel de plainte.

Tableau 11.8
Résultats liés au traitement des recours pécuniaires

	2016		2015	
Sans intervention juridique	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Litige résolu	8 021	66,7	7 738	65,4
Désistement	2 148	17,9	2 159	18,3
Non-admissibilité du salarié	1 465	12,2	1 378	11,7
Faillite	170	1,4	312	2,6
Preuve insuffisante pour établir la réclamation	219	1,8	233	2,0
Total des recours traités sans intervention juridique	**12 023**	**100**	11 820	100

	2016		2015	
Avec intervention juridique[1]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Absence de compétence de la Commission	9	0,4	17	0,5
Déboutement et recours non fondé	9	0,4	4	0,1
Désistement sans règlement	36	1,5	73	2,1
Règlement hors cour	776	32,9	1 451	42,1
Règlement avant poursuite (PRD)	398	16,9	0	0,0
Jugement exécuté	237	10,0	375	10,9
Faillite	401	17,0	577	16,7
Faits nouveaux	69	2,9	100	2,9
Insolvabilité	411	17,4	839	24,3
Préavis non exigible des administrateurs	13	0,6	11	0,3
Total des recours traités avec intervention juridique	**2 359**	**100**	3 447	100

1. L'intervention juridique renvoie à la prise en charge complète d'un recours par les avocats de la Commission, ceux-ci pouvant agir à tous les stades de son traitement.

Tableau 11.9
Résultats liés au traitement des recours pour pratique interdite

	2016		2015	
Sans dépôt au TAT[1]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Non-admissibilité du salarié	1 150	34,6	954	30,8
Désistement	539	16,2	510	16,4
Entente	1 480	44,5	1 467	47,3
Recours transmis au TAT - non-représentation	156	4,7	170	5,5
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**3 325**	**100**	3 101	100

	2016		2015	
Avec dépôt au TAT	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Absence de compétence de la Commission	3	0,4	1	0,1
Décision favorable	18	2,3	20	2,2
Décision défavorable	36	4,7	40	4,3
Faillite de l'employeur	16	2,1	19	2,0
Non-représentation	40	5,2	68	7,3
Règlement hors cour	570	73,8	673	72,6
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	89	11,5	107	11,5
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**772**	**100**	928	100
Total des recours traités **avec** dépôt au TAT **sans audience** devant le TAT	718	93,0	868	93,5
Total des recours traités **avec** dépôt au TAT **avec audience** devant le TAT	54	7,0	60	6,5

1. Tribunal administratif du travail.

Tableau 11.10
Résultats liés au traitement des recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante

	2016		2015	
Sans dépôt au TAT[1]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Non-admissibilité du salarié	876	22,0	819	21,4
Désistement	663	16,7	612	16,0
Entente	2 213	55,7	2 167	56,7
Recours transmis au TAT - non-représentation	224	5,6	224	5,9
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**3 976**	**100**	3 822	100

	2016		2015	
Avec dépôt au TAT	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Absence de compétence de la Commission	2	0,2	3	0,2
Décision favorable	30	2,5	24	1,8
Décision défavorable	43	3,6	51	3,8
Faillite de l'employeur	25	2,1	25	1,9
Non-représentation	57	4,8	82	6,1
Règlement hors cour	903	75,9	1 007	75,5
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	130	10,9	143	10,7
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**1 190**	**100**	1 335	100
Total des recours traités **avec** dépôt au TAT **sans audience** devant le TAT	1 117	93,9	1 260	94,4
Total des recours traités **avec** dépôt au TAT **avec audience** devant le TAT	73	6,1	75	5,6

1. Tribunal administratif du travail.

Tableau 11.11
Résultats liés au traitement des recours pour harcèlement psychologique

	2016		2015	
Sans dépôt au TAT[1]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Irrecevabilité	820	23,7	708	22,4
Critères en harcèlement non satisfaits	1 187	34,3	1 021	32,3
Désistement	480	13,8	529	16,7
Entente	388	11,2	371	11,7
Recours fermé avec un autre type de recours[2]	150	4,3	121	3,8
Recours non fondé	420	12,1	389	12,3
Aucune entente	21	0,6	25	0,8
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**3 466**	**100**	3 164	100

	2016		2015	
Avec dépôt au TAT	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Décision favorable	5	3,3	1	0,6
Décision défavorable	5	3,3	4	2,3
Employeur en faillite, introuvable	2	1,3	5	2,9
Non-représentation	11	7,3	9	5,2
Règlement hors cour	115	76,2	145	83,8
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	13	8,6	9	5,2
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**151**	**100**	173	100
Total des recours traités **avec** dépôt au TAT **sans audience** devant le TAT	141	93,4	168	97,1
Total des recours traités **avec** dépôt au TAT **avec audience** devant le TAT	10	6,6	5	2,9

1. Tribunal administratif du travail.
2. Pratique interdite, congédiement fait sans une cause juste et suffisante.

4 %

Section 12
L’équité salariale

* 7

Description

Le secteur Équité salariale de la CNESST voit à l'application de la Loi sur l'équité salariale, afin que le travail féminin soit rémunéré à sa juste valeur.

Les tableaux dans cette section présentent le bilan de l'application de la Loi sur l'équité salariale basé sur la Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale (DEMES), les interventions réalisées dans le cadre du programme de vérification et le traitement des recours en lien avec l'équité salariale.

Note : Le terme «recours» réfère ici aux notions de plaintes et différends au sens de la Loi sur l'équité salariale.

À signaler, entre 2015 et 2016 :

- Hausse de 2,0 % des entreprises assujetties à la Loi sur l'équité salariale
- Hausse de 2,8 % de la proportion des entreprises ayant déclaré avoir réalisé leur exercice d'équité salariale
- 48,6 % des entreprises ayant déclaré en 2016 avoir réalisé leur 1ère évaluation du maintien de l'équité salariale

- 11 613 recours déposés à la Commission en 2016 et 97,0 % réglés à la satisfaction des parties

Tableau 12.1

Application de la Loi sur l'équité salariale[1]

		2016	2015	2014	2013	2012
Entreprises assujetties à la Loi sur l'équité salariale selon la DEMES	nombre	**35 507**	34 794	33 593	30 901	23 099
Entreprises ayant déclaré avoir réalisé leur exercice d'équité salariale	nombre	**27 963**	26 117	23 606	21 416	14 688
parmi celles dont le délai était venu à échéance	%	**87,1**	84,3	79,7	75,8	82,1
Entreprises ayant déclaré avoir réalisé leur 1ère évaluation du maintien de	nombre	**9 761**	6 583	6 366	n.d.	n.d.
l'équité salariale parmi celles dont le délai était venu à échéance	%	**48,6** *	76,7	83,6	n.d.	n.d.

1. Toutes les données sur l'application de la Loi sur l'équité salariale proviennent de la Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale (DEMES).

* Le nombre d'employeurs devant réaliser une première évaluation du maintien a doublé en 2016.
Ceux-ci ayant un an pour déclarer la réalisation de leurs obligations, les données sur l'évaluation du maintien en 2016 ne seront «matures» qu'à la fin de l'année 2017.

Source: VPES.

Tableau 12.2
Vérifications en lien avec l'équité salariale

	2016	2015 [1]	2014	2013	2012
Vérifications complétées	**644**	3 197	835	n.d.	n.d.
Employeurs pour lesquels des correctifs ont été demandés	**236**	1 206	715	n.d.	n.d.

1. Une opération massive a été réalisée en 2015.
Source: VPES.

Tableau 12.3
Traitement des recours en lien avec l'équité salariale

	2016	2015	2014	2013	2012
Recours déposés à la Commission[1]	**11 613** [2]	86	121	656	514
Recours réglés à la satisfaction des parties - enquêtes et conciliations (%)	**97,0**	94,8 *	n.d.	n.d.	n.d.

1. Un très grand nombre de recours visent le secteur parapublic.
2. Des échéances particulières sont prévues dans la loi en 2016.

* Le nouveau processus d'enquête favorisant le règlement des recours à la satisfaction des parties étant en vigueur depuis le 1er avril 2015, la donnée pour 2015 couvre la période du 1er avril au 31 décembre.

Source: VPES.

POUR NOUS JOINDRE

1 844 838-0808

cnesst.gouv.qc.ca

DC200-1046-24 (2017-11)



Statistiques annuelles

2017

Commission des normes, de l'équité,
de la santé et de la sécurité du travail
cnesst.gouv.qc.ca

CNESST

Statistiques annuelles

2017

Le document Statistiques annuelles 2017
a été préparé par le Centre de la statistique et de l'information de gestion,
Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information

Directrice de la comptabilité et de la gestion de l'information
Danielle Lamarche

Directeur du Centre de la statistique et de l'information de gestion
Jacques Aubin

Responsable du projet et réalisation
Sylvie Blouin et Dominic Thériault

Collaboration
Guillaume Fortin et Pascal Gélinas du Centre de la statistique et de l'information de gestion,
Anne Bédard de la Vice-présidence à l'équité salariale, Éric Lebrun de la Vice-présidence aux normes du travail

Conception de la page couverture
Direction des communications et des relations publiques

Impression
Imprimerie de la CNESST

Reproduction autorisée avec mention de la source.

Pour tout renseignement sur le contenu, s'adresser au
Centre de la statistique et de l'information de gestion,
Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
524, rue Bourdages
C.P. 1200, terminus postal
Québec (Québec) G1K 7E2

© Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail du Québec, 2018
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2018
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2018
ISBN 978-2-550-81707-9 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-81708-6 (PDF)

Juillet 2018
www.cnesst.gouv.qc.ca

Table des matières

Liste des tableaux et graphiques **5**

Introduction **13**

Section 1 **Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail** **17**

Section 2 **Volet financier des programmes de réparation** **31**

Section 3 **Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*** **51**

Section 4 **Prévention-inspection** **59**

Section 5 **Financement du régime de santé et sécurité du travail** **71**

Section 6 **Processus de contestation en matière de santé et sécurité du travail** **83**

Section 7 **Volet statistique des programmes de réparation** **91**

Section 8 **Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*** **115**

Section 9 **Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail** **127**

Section 10 **Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail** **145**

Section 11 **Les normes du travail** **157**

Section 12 **L'équité salariale** **177**

Liste des tableaux et graphiques

Section 1 Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail

Tableau 1.1 Informations générales sur les lésions professionnelles et le programme *Pour une maternité sans danger* 23

Tableau 1.2 Informations générales sur la prévention-inspection 24

Tableau 1.3 Informations générales sur le financement 25

Tableau 1.4 Informations générales sur le processus de contestation 26

Tableau 1.5 Informations générales sur l'état des résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) 27

Graphique 1.1 Répartition relative des produits du FSST en 2017 28

Graphique 1.2 Répartition relative des charges du FSST en 2017 29

Section 2 Volet financier des programmes de réparation

Tableau 2.1 Répartition des lésions professionnelles avec paiement en 2017 selon la catégorie de prestation 37

Tableau 2.2 Répartition des prestations des lésions professionnelles avec paiement en 2017 selon l'année de la lésion professionnelle et la catégorie de prestation 38

Tableau 2.3 Répartition des lésions professionnelles indemnisées en 2017 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 39

Tableau 2.4 Répartition des lésions professionnelles avec des frais d'assistance médicale en 2017 selon la catégorie de frais d'assistance médicale et la catégorie de la lésion professionnelle 40

Tableau 2.5 Répartition des lésions professionnelles avec des frais de réadaptation en 2017 selon la catégorie de frais de réadaptation et la catégorie de la lésion professionnelle 41

Tableau 2.6 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2017 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu et la catégorie de la lésion professionnelle 42

Tableau 2.7 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2017 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 43

Tableau 2.8 Répartition du total des jours indemnisés pour les lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2017 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu, l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 44
Tableau 2.9 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2017 selon la catégorie d'indemnité pour préjudice corporel et la catégorie de la lésion professionnelle 45
Tableau 2.10 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2017 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 46
Tableau 2.11 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour incapacité permanente en 2017 selon la catégorie d'indemnité pour incapacité permanente 47
Tableau 2.12 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2017 selon la catégorie d'indemnités de décès et la catégorie de la lésion professionnelle 48
Tableau 2.13 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2017 selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle 49
Graphique 2.1 Répartition relative des prestations des programmes de réparation en 2017 50

Section 3 Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*

Tableau 3.1 Répartition des réclamations traitées en 2017 selon l'année de l'événement et la catégorie du retrait 55
Tableau 3.2 Répartition des réclamations traitées en 2017 selon la catégorie de prestation et la catégorie du retrait 56
Graphique 3.1 Répartition relative des prestations du programme *Pour une maternité sans danger* en 2017 57

Section 4 Prévention-inspection

Tableau 4.1 Répartition des dépenses en matière de prévention en 2017 selon la catégorie de dépense 65
Tableau 4.2 Répartition des dossiers d'intervention créés en 2017 selon le type d'intervention 66
Tableau 4.3 Répartition des dossiers de promotion créés en 2017 selon le genre d'activité de promotion 67

Tableau 4.4 Visites effectuées et employeurs, établissements, chantiers de construction et autres lieux visités en 2017 68
Tableau 4.5 Décisions prises en 2017 selon le type de décision 69
Graphique 4.1 Répartition relative des dépenses en matière de prévention en 2017 70

Section 5 Financement du régime de santé et sécurité du travail

Tableau 5.1 Répartition du taux moyen de cotisation décrété par 100 $ de masse salariale assurable en 2017 selon la composante du taux de cotisation 75
Tableau 5.2a Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2017 selon le mode de tarification de l'employeur 76
Tableau 5.2b Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2017 selon le degré de personnalisation des employeurs au taux personnalisé 76
Tableau 5.3 Répartition des dossiers d'expérience, des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2017 selon la catégorie de tarification du dossier d'expérience 77
Tableau 5.4a Répartition des mutuelles de prévention et des employeurs membres d'une mutuelle selon l'année d'adhésion à la mutuelle 78
Tableau 5.4b Données financières et répartition des mutuelles de prévention ouvertes pour 2016 et 2017 selon le nombre d'employeurs membres d'une mutuelle 78
Graphique 5.1 Répartition relative du taux moyen de cotisation décrété en 2017 selon la composante du taux de cotisation 79
Graphique 5.2 Répartition relative des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2017 selon le mode de tarification de l'employeur 80
Graphique 5.3 Répartition relative des dossiers d'expérience, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2017 selon la catégorie de tarification 81
Graphique 5.4 Répartition relative de la masse salariale de 2017 des employeurs membres d'une mutuelle en 2017, selon le secteur d'activité économique principal 82

Section 6 Processus de contestation en matière de santé et sécurité du travail

Tableau 6.1 Répartition des demandes inscrites par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2017 selon le domaine d'intervention 87

Tableau 6.2 Répartition des décisions rendues par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2017 selon le demandeur 88

Tableau 6.3 Répartition des plaintes reçues et des plaintes finalisées en 2017 selon l'article de loi concerné par le recours 89

Section 7 Volet statistique des programmes de réparation

Tableau 7.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2017 et acceptés selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 95

Tableau 7.2 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2017 et acceptés selon les caractéristiques des bénéficiaires et la catégorie de la lésion professionnelle 96

Tableau 7.3 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2017 et acceptés selon le siège de la lésion et l'âge du travailleur à l'accident 97

Tableau 7.4 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2017 et acceptés selon le genre d'accident ou d'exposition 98

Tableau 7.5 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2017 et acceptés selon la nature de la lésion 99

Tableau 7.6a Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2017 et acceptés selon l'agent causal de la lésion 100

Tableau 7.6b Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2017 et acceptés selon l'agent causal secondaire 100

Tableau 7.7 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2017 et acceptés selon la profession du travailleur et la catégorie de la lésion professionnelle 101

Tableau 7.8 Répartition des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2017 et acceptés selon la nature de la maladie et l'âge du travailleur à la maladie 102

Tableau 7.9 Répartition des décès pour l'année 2017 selon la catégorie de prestation et la catégorie de la lésion professionnelle 103

Tableau 7.10 Répartition des décès pour l'année 2017 selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle 104

Tableau 7.11 Répartition des décès pour l'année 2017 selon les caractéristiques des travailleurs décédés et la catégorie de la lésion professionnelle 105
Tableau 7.12 Répartition des décès pour l'année 2017 pour accident du travail selon le siège de la lésion 106
Tableau 7.13 Répartition des décès pour l'année 2017 pour accident du travail selon le genre d'accident ou d'exposition 107
Tableau 7.14a Répartition des décès pour l'année 2017 pour accident du travail selon l'agent causal de la lésion 108
Tableau 7.14b Répartition des décès pour l'année 2017 pour accident du travail selon l'agent causal secondaire 108
Tableau 7.15 Répartition des décès pour l'année 2017 selon la profession du travailleur au décès 109
Tableau 7.16 Répartition des décès pour l'année 2017 pour maladie professionnelle selon la nature de la maladie 110
Tableau 7.17 Répartition des décès pour l'année 2017 pour maladie professionnelle selon le genre d'accident ou d'exposition 111
Graphique 7.1 Répartition relative des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2017 et acceptés selon l'âge du travailleur à la lésion professionnelle 112
Graphique 7.2 Répartition relative des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2017 et acceptés selon le siège de la lésion 113
Graphique 7.3 Répartition relative des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2017 et acceptés selon la nature de la maladie 114

Section 8 Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*

Tableau 8.1 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2017 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait 119

Tableau 8.2 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2017 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation 120

Tableau 8.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2017 et acceptées selon la nature de l'agresseur et la catégorie du retrait 121

Tableau 8.4 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2017 et acceptées selon la profession de la travailleuse et la catégorie du retrait 122

Graphique 8.1 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2017 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait 123

Graphique 8.2 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2017 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation 124

Graphique 8.3 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2017 et acceptées selon la nature de l'agresseur 125

Section 9 Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail

Tableau 9.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2017 et acceptés selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle 130

Tableau 9.2 Répartition des décès pour l'année 2017 selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle 132

Tableau 9.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2017 et acceptées selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait 134

Tableau 9.4 Répartition des établissements actifs en 2017 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 136

Tableau 9.5 Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2017 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 138
Tableau 9.6 Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2017 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 140
Tableau 9.7 Répartition des décisions prises lors des interventions de 2017 selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 142

Section 10 Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail

Tableau 10.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2017 et acceptés selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle 149
Tableau 10.2 Répartition des décès pour l'année 2017 selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle 150
Tableau 10.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2017 et acceptées selon la direction régionale et la catégorie du retrait 151
Tableau 10.4 Répartition des établissements actifs en 2017 selon la direction régionale 152
Tableau 10.5 Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection et des dossiers de promotion créés en 2017 selon la direction régionale 153
Tableau 10.6 Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2017 selon la direction régionale 154
Tableau 10.7 Répartition des décisions prises lors des interventions de 2017 selon la direction régionale 155

Section 11 Les normes du travail

Tableau 11.1 Réception des demandes et traitement des recours en lien avec les normes du travail, selon le type de demande 160
Tableau 11.2 Mode de réception des demandes déposées 161
Tableau 11.3a Répartition des demandes déposées selon le sexe du plaignant et le type de demande 162
Tableau 11.3b Répartition des demandes déposées selon l'âge du plaignant et le type de demande 162
Tableau 11.4 Demandes déposées selon le secteur d'activité et le type de demande 163
Tableau 11.5 Activités de médiation, d'enquête et demandes d'étalement des heures de travail traitées, selon le bureau 164
Tableau 11.6 Traitement des demandes d'étalement des heures de travail 165
Tableau 11.7 Demandes de révision traitées 166
Tableau 11.8 Poursuites pénales 167
Tableau 11.9 Participation de la CNESST aux activités de conciliation du TAT en lien avec les normes du travail 168
Tableau 11.10 Répartition des demandes déposées en 2017 selon la région administrative et le type de demande 169
Tableau 11.11 Répartition des infractions déclarées dans les recours pécuniaires traités en 2017 selon la région administrative 170
Tableau 11.12 Répartition des recours traités pour pratique interdite en 2017 selon le motif invoqué par le salarié 171
Tableau 11.13 Résultats liés au traitement des recours pécuniaires 172
Tableau 11.14 Résultats liés au traitement des recours pour pratique interdite 173
Tableau 11.15 Résultats liés au traitement des recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante 174
Tableau 11.16 Résultats liés au traitement des recours pour harcèlement psychologique 175
Tableau 11.17 Activités de surveillance réalisées par secteur d'activité économique 176

Section 12 L'équité salariale

Tableau 12.1 Application de la Loi sur l'équité salariale 180
Tableau 12.2 Vérifications en lien avec l'équité salariale 181
Tableau 12.3 Traitement des recours en lien avec l'équité salariale 182

Introduction

Notes explicatives

Depuis le 1er janvier 2016, la Commission des normes du travail, la Commission de l'équité salariale et la Commission de la santé et de la sécurité du travail sont regroupées pour créer la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

Contenu

La publication Statistiques annuelles présente des tableaux et graphiques qui permettent de détailler certaines informations relatives aux principales fonctions de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et à sa clientèle.

Cette publication est constituée de douze sections : Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail, Volet financier des programmes de réparation, Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*, Prévention-inspection, Financement du régime de santé et sécurité du travail, Processus de contestation en matière de santé et sécurité du travail, Volet statistique des programmes de réparation, Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*, Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail, Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail, Les normes du travail et L'équité salariale.

Les informations relatives aux décisions rendues et à la description de la lésion (nature de la lésion, siège de la lésion, genre d'accident ou d'exposition, agent causal et agent causal secondaire de la lésion) reflètent l'image des fichiers informatiques au 1er mars suivant l'année de référence. Les informations traitant de prévention, de contestation et de décès reflètent l'image des fichiers informatiques au 31 décembre de l'année de référence. Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives au financement du régime de santé et sécurité du travail ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires. Pour cette raison, ces informations ont été lues au 30 juin de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année de référence.

Structure

Toutes les sections ont une structure similaire : une description des informations présentées, des notes explicatives, et une série de tableaux et graphiques.

Particularité de certaines données

1) Employeurs tenus personnellement au paiement des prestations

Les tableaux présentant les dossiers indemnisés excluent les dossiers pour des lésions survenues chez les employeurs tenus personnellement au paiement des prestations. Les tableaux présentant les dossiers ouverts les incluent, et leur nombre est précisé dans la note explicative accompagnant le tableau.

2) Données relatives aux décès

Les décès présentés dans les tableaux répondent aux critères suivants :
- ils ont été inscrits au cours de l'année de référence;
- ils sont la conséquence d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle enregistré à la CNESST;
- la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année de référence. Les décès présentés ne sont pas nécessairement survenus au cours de l'année de référence.

Ces critères permettent de retenir seulement les décès indemnisables par les différentes lois appliquées par la CNESST. Certains travailleurs, comme par exemple un employeur décédé qui n'était pas inscrit à la CNESST ou un travailleur qui avait un emploi non couvert par les différents régimes administrés par la CNESST, sont exclus des statistiques sur les décès.

Section 1
Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail

Description

Lorsqu'un travailleur est victime d'un accident du travail, l'employeur ou son représentant doit être prévenu dès que possible. Quand le travailleur n'est pas en mesure de le faire lui-même, un collègue de travail, son délégué syndical ou une autre personne disponible peut s'en charger pour lui.

Le travailleur doit recevoir rapidement les premiers soins nécessaires. Si son état le justifie, il sera transporté dans un établissement de santé ou chez un médecin de son choix, ou à son domicile. C'est à l'employeur de payer ou de rembourser les frais de ce transport.

Dans le cas d'un accident mineur qui ne rend pas le travailleur incapable d'occuper son emploi au-delà de la journée où la lésion s'est manifestée, il n'y a pas lieu d'avertir la CNESST. L'employeur doit payer au travailleur son salaire habituel pour la partie de la journée où il n'a pu travailler à cause de sa lésion. Toutefois, la loi exige l'enregistrement de cet accident dans un registre que signe le travailleur.

Par contre, si un travailleur est incapable d'exercer son travail au-delà de cette journée, la CNESST doit en être avisée. Le travailleur doit alors remettre à son employeur une attestation médicale. C'est le médecin du travailleur qui lui fournit cette attestation, où il inscrit son diagnostic et la durée probable de l'absence. L'employeur doit indemniser le travailleur pendant les quatorze premiers jours civils d'absence et faire parvenir à la CNESST une demande de remboursement. Elle correspond à 90 % du salaire net du travailleur, jusqu'à concurrence du salaire maximum assurable, pour chaque jour ou partie de jour où il aurait normalement travaillé. Si le travailleur est absent pendant plus de quatorze jours, il doit produire lui-même une demande à la CNESST. Le travailleur doit remplir le formulaire *Réclamation du travailleur*, en envoyer un exemplaire à la direction régionale de la CNESST la plus près de chez lui et en remettre un exemplaire à son employeur. La CNESST lui verse directement son indemnité de remplacement du revenu. Le travailleur a le droit de réintégrer son emploi ou un emploi équivalent dès qu'il redevient capable de l'exercer. S'il en est incapable, l'employeur doit lui offrir le premier emploi convenable disponible dans un de ses établissements.

S'il s'agit d'un accident grave ayant causé des blessures sérieuses à un ou plusieurs travailleurs ou entraîné leur décès, l'employeur doit le signaler immédiatement à la CNESST afin qu'un inspecteur puisse entreprendre une enquête.

Il se peut qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un travailleur subisse une atteinte permanente à son intégrité physique ou psychique. Il a alors droit à une indemnité forfaitaire pour préjudice corporel.

Tous les frais d'assistance médicale reliés à une lésion professionnelle sont à la charge de la CNESST. Celle-ci paie les services donnés par les médecins, les dentistes, les optométristes et, sur ordonnance, ceux du personnel paramédical, notamment les physiothérapeutes,

les ergothérapeutes et les chiropraticiens. De plus, elle paie les médicaments et les soins hospitaliers, de même que le prix des orthèses et des prothèses lorsqu'elles sont prescrites.

Le médecin choisi par un travailleur pour le prendre en charge joue un rôle extrêmement important tout au long du processus d'indemnisation et de réadaptation. Ses rapports sont déterminants et la CNESST, dans ses décisions, est liée par son avis sur plusieurs points : le diagnostic, la date ou la période prévisible de consolidation de la lésion et la nature, la nécessité, la quantité ou la durée des soins ou des traitements administrés ou prescrits. De plus, c'est le médecin qui détermine les séquelles et les limitations fonctionnelles pouvant résulter d'une lésion et qui établit l'existence ou le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique du travailleur.

Les demandes de prestations sont faites en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*[1] ou de la *Loi* (fédérale) *sur l'indemnisation des agents de l'État*.

La marche à suivre dans le cas d'une maladie professionnelle est sensiblement la même que celle décrite dans le cas des accidents du travail.

Notes explicatives

Lésion ou réclamation avec paiement

Une lésion (réclamation, dans le cas du programme *Pour une maternité sans danger*) est « avec paiement » pour une année donnée si des transactions monétaires ont été effectuées pendant cette année.

Lésion indemnisée

Une lésion est indemnisée pour une année donnée si des montants ont été versés sous forme d'indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès, pendant cette année.

[1] Pour les dossiers de lésions survenues avant le 19 août 1985, les demandes de prestations ont été faites en vertu de la *Loi sur les accidents du travail* ou de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières.*

Dossier ouvert

Un dossier est ouvert pour une année donnée si un accident du travail ou une maladie professionnelle a été inscrit entre le 1er janvier et le 31 décembre de cette année. L'inscription est réalisée sur réception :

- d'une demande de remboursement des quatorze premiers jours par l'employeur;
- d'une demande du travailleur dans le but de recevoir de l'indemnité de remplacement du revenu de la CNESST à compter du quinzième jour d'absence;
- d'une déclaration d'un décès relié à un accident du travail ou une maladie professionnelle par l'employeur ou par la famille du défunt;
- d'une demande de remboursement de frais d'assistance médicale (selon le montant de remboursement demandé, il peut ne pas y avoir de dossier ouvert).

Il est à noter qu'il ne faut pas confondre l'année où survient la lésion professionnelle et l'année d'ouverture du dossier. Une lésion peut être déclarée à la CNESST un certain temps après que se soit produit l'accident du travail ou manifestée la maladie professionnelle.

Dossier « accepté » et « autre »

Un dossier est *accepté* lorsque la dernière décision inscrite au 1er mars de l'année suivant la lésion est « demande d'indemnisation acceptée » ou dossier avec frais seulement.

Un dossier est classé *autre* lorsqu'au 1er mars de l'année suivant la lésion, la décision est : « demande d'indemnisation refusée » ou « en suspens et en attente d'une décision ».

Décès

Un décès est comptabilisé si, au 31 décembre de l'année visée, il est en relation avec la lésion professionnelle et que la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; il peut être accepté avec ou sans indemnités de décès.

Notes: les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ont été retirées du tableau 1.2, puisqu'elles ne sont plus disponibles.

À compter de l'année 2009, la CNESST a révisé son estimation du nombre de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail. Le nombre présenté maintenant correspond au nombre total de travailleurs en emploi au Québec, duquel on soustrait une estimation du nombre de travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés à la CNESST.

À signaler, entre 2016 et 2017 :

- Dossiers ouverts et acceptés
  - Hausse de 4,9 % des accidents du travail
  - Hausse de 20,4 % des maladies professionnelles

- Décès
  - Baisse de 22,5 % des accidents du travail
  - Hausse de 22,6 % des maladies professionnelles

- Programme Pour une maternité sans danger (PMSD)
  - Baisse de 2,1 % des réclamations acceptées

- Hausse de 2,6 % du nombre de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail

- Baisse de 3,6 % des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés

Tableau 1.1
Informations générales sur les lésions professionnelles et le programme *Pour une maternité sans danger*

				2017	2016
Lésions professionnelles	• Avec paiement[1]	> Nombre de lésions professionnelles (LAT)		**12 336**	13 242
		> Nombre d'accidents du travail (LATMP)		**230 442**	240 674
		> Nombre de maladies professionnelles (LATMP)		**76 672**	70 645
		> Nombre total de lésions professionnelles		***319 450***	*324 561*
	• Indemnisées[2]	> Nombre de lésions professionnelles (LAT)		**8 348**	8 935
		> Nombre d'accidents du travail (LATMP)		**136 920**	131 343
		> Nombre de maladies professionnelles (LATMP)		**15 172**	12 651
		> Nombre total de lésions professionnelles		***160 440***	*152 929*
	• Dossiers ouverts[3]	> Nombre d'accidents du travail	» Acceptés[4]	**86 223**	82 179
			» Autres[5]	**15 510**	14 678
			» Total	***101 733***	*96 857*
		> Nombre de maladies professionnelles	» Acceptés[4]	**9 912**	8 235
			» Autres[5]	**5 040**	5 182
			» Total	***14 952***	*13 417*
		> Nombre total de lésions professionnelles	» Acceptés[4]	***96 135***	*90 414*
			» Autres[5]	***20 550***	*19 860*
			» Total	***116 685***	*110 274*
	• Décès[6]	> Nombre d'accidents du travail		**62**	80
		> Nombre de maladies professionnelles		**168**	137
		> Nombre total de lésions professionnelles		***230***	*217*
Programme *Pour une maternité sans danger*		• Nombre de réclamations avec paiement[7]		**44 187**	45 249
		• Nombre de réclamations inscrites[8]	> Acceptées[9]	**32 389**	33 080
			> Autres[10]	**2 252**	2 584
			> Total	***34 641***	*35 664*

1. Lésions professionnelles avec des transactions monétaires pendant l'année visée. En 2017, 1 dossier a été payé selon la LAT et la LATMP; en 2016, cette situation touche 2 dossiers.
2. Lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès.
3. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; avec ou sans paiement; incluant 2 282 dossiers d'employeurs non assurés pour 2017 et 2 260 dossiers pour 2016.
4. Dossiers pour lesquels, au 1er mars de l'année suivante, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée » ou dossiers avec frais seulement.
5. Dossiers pour lesquels, au 1er mars de l'année suivante, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée », « en suspens » ou « inconnue ».
6. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; décès acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 2 dossiers d'employeurs non assurés pour 2017 et 5 dossiers pour 2016.
7. Réclamations avec des transactions monétaires pendant l'année visée.
8. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; avec ou sans paiement; incluant 6 dossiers d'employeurs non assurés pour 2017 et 7 dossiers pour 2016.
9. Demandes acceptées au 1er mars de l'année suivante.
10. Demandes refusées ou en attente d'une décision au 1er mars de l'année suivante.

Tableau 1.2
Informations générales sur la prévention-inspection

	2017	2016
Estimation du nombre total de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail[1] (en millions)	**3,9**	3,8
Nombre d'établissements[2]	**271 851**	270 118
Nombre de dossiers d'intervention en prévention-inspection créés	**17 113**	17 743
Paiements pour les services de santé au travail (en '000 de $)	**69 971**	69 467
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (en '000 de $)	**23 688**	23 316
Subventions aux associations sectorielles paritaires (en '000 de $)	**21 997**	20 793
Subventions aux associations syndicales et patronales (en '000 de $)	**11 041**	11 447
Autres subventions (en '000 de $)	**255**	223

1. Sources : CANSIM, Statistique Canada, Enquête sur la population active; Agence du revenu du Québec.
Le nombre présenté correspond au nombre total de travailleurs en emploi duquel on retranche une estimation des travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés par la CNESST.
2. Les établissements qui n'ont été ouverts que durant une partie de l'année de référence sont compris.

Tableau 1.3
Informations générales sur le financement

	2017	2016
Employeurs[1]	**224 241**	225 230
Nombre de dossiers d'employeurs ayant déclaré une masse salariale[2]	**203 839**	203 101
Nombre de dossiers d'expérience[2]	**259 404**	258 535
Masse salariale assurable (en milliards de $)[3]	**144,8**	138,4
Cotisation des employeurs (en millions de $)[4]	**2 673,3**	2 614,2
Taux moyen de cotisation décrété (en $)	**1,77**	1,84
Salaire maximum annuel assurable (en $)	**72 500**	71 500
Salaire annuel moyen des travailleurs québécois (en $)[5]	**46 094**	45 020

**Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives aux employeurs ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires.*

1. Nombre de dossiers d'employeurs ouverts pendant au moins une journée au cours de l'année présentée, qu'une masse salariale leur soit associée ou non.
   Ce nombre correspond au total des employeurs réguliers et des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations (ETP).
2. Dossiers associés à des employeurs ayant déclaré une masse salariale pour l'année visée, au 30 juin de l'année suivante.
3. Masse salariale assurable définitive ou estimée pour l'année visée inscrite dans les fichiers de la CNESST au 30 juin de l'année suivante.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 145,0 milliards de dollars en 2017 et à 139,0 milliards de dollars en 2016.
4. Cotisations reçues au 30 juin de l'année suivante pour l'année visée seulement.
   Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année visée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année visée.
   Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 612,7 millions de dollars en 2017 et à 2 535,2 millions de dollars en 2016.
5. Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail.
   Rémunération hebdomadaire moyenne, ramenée sur une base annuelle; estimation non désaisonnalisée.
   Estimation excluant le temps supplémentaire, pour l'ensemble des employés (employés à salaire fixe et salariés rémunérés à l'heure).

Tableau 1.4
Informations générales sur le processus de contestation

		2017	2016
Recours et conciliation	**Article 32 LATMP**		
	• Nombre de plaintes reçues	**1 893**	1 883
	• Nombre de plaintes finalisées	**1 783**	1 851
	Article 227 LSST		
	• Nombre de plaintes reçues	**386**	506
	• Nombre de plaintes finalisées	**441**	495
	Article 245 LATMP		
	• Nombre de demandes reçues	**0**	0
	• Nombre de demandes finalisées	**0**	0
	Total		
	• Nombre de plaintes reçues	***2 279***	***2 389***
	• Nombre de plaintes finalisées	***2 224***	***2 346***

		2017	2016
Révision	**Direction de la révision administrative**		
	• Nombre de demandes inscrites	**62 754**	60 412
	• Nombre de demandes terminées en matière de santé et de sécurité du travail :		
	• Décision de première instance modifiée	**2 433**	2 831
	• Décision de première instance maintenue	**39 800**	42 986
	Total partiel	***42 233***	*45 817*
	• Désistement	**4 099**	3 315
	• Autres demandes	**3 312**	3 927
	• Total du nombre de dossiers clos[1]	**49 644**	53 059

1. L'écart entre le nombre de dossiers clos et le nombre de décisions rendues s'explique par les désistements, les cas de fermeture administrative et les cas d'absence de juridiction.

Note - Données de l'année présentée observées avec deux mois de maturité.

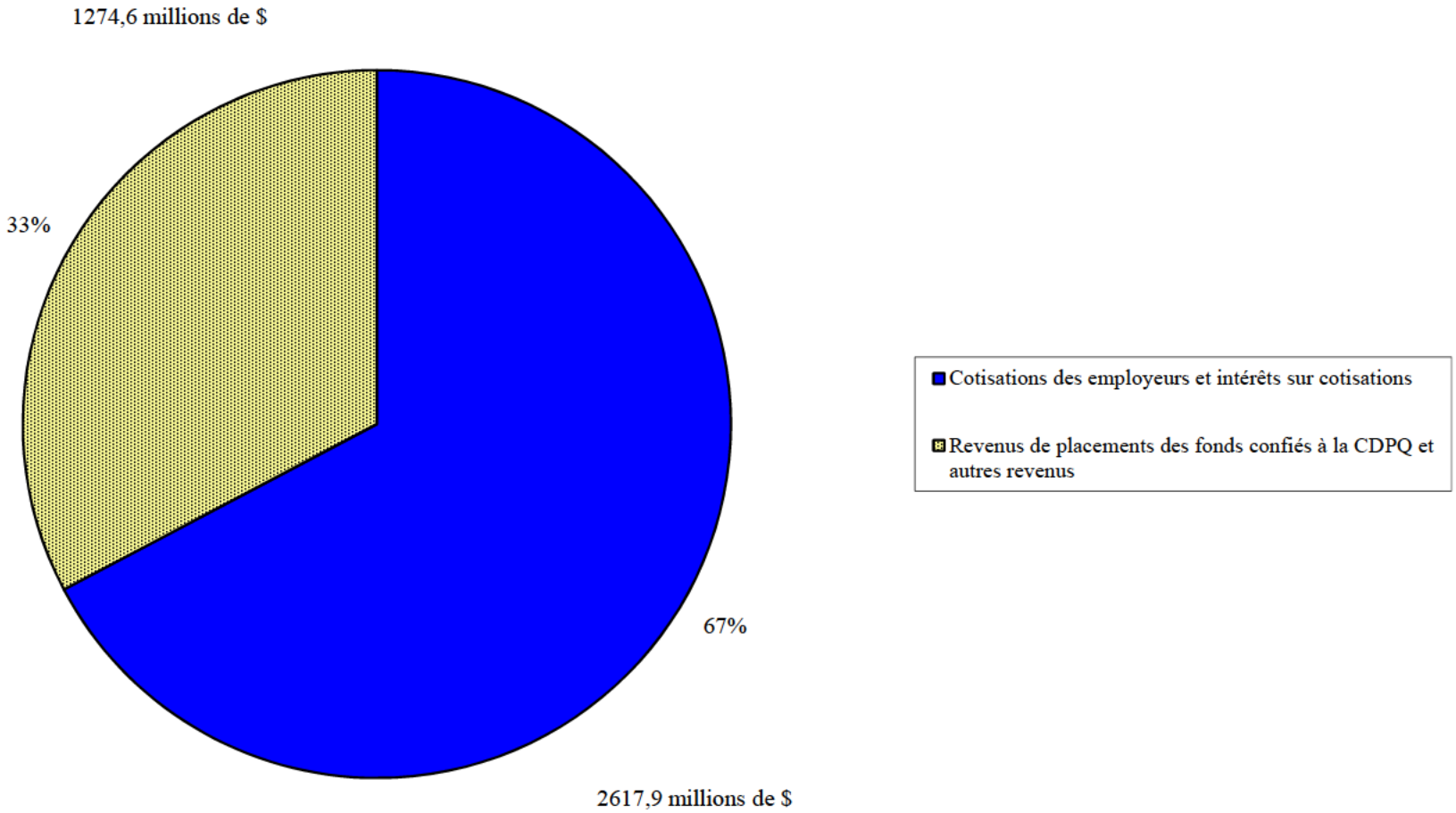
Tableau 1.5
Informations générales sur l'état des résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) (en '000 de $)

		2017	2016
Produits	• Cotisations des employeurs et intérêts sur cotisations	**2 617 927**	2 541 127
	• Revenus de placements des fonds confiés à la CDPQ	**1 239 032**	992 676
	• Autres[1]	**35 613**	38 449
	• Total	***3 892 572***	*3 572 252*
Charges	• Programmes de réparation		
	> Prestations	**2 106 014**	2 001 937
	> Variation du passif actuariel	**556 846**	177 298
	> Total	***2 662 860***	***2 179 235***
	• Programme Pour une maternité sans danger		
	> Prestations	**229 230**	236 020
	> Variation du passif actuariel	**1 694**	7 064
	> Total	***230 924***	*243 084*
	• Subventions accordées pour des programmes de prévention	**126 952**	125 246
	• Charges administratives[1]		
	> Frais d'administration	**427 393**	445 460
	> Charges financières	**4 493**	6 480
	> Variation du passif actuariel	**14 068**	39 614
	> Total	***445 954***	491 554
	• Financement de tribunaux administratifs		
	> Contributions au financement de tribunaux administratifs rechargées par la CNESST	**58 918**	60 280
	> Variation du passif actuariel	**952**	(2 357)
	> Total	***59 870***	57 923
	• Créances douteuses rechargées par la CNESST	**11 886**	10 733
	• Total	***3 538 446***	*3 107 775*
Résultat net et résultat global		**354 126**	464 477
composé de	Résultat relatif à l'application de la politique de capitalisation	**32 036**	25 285
	Surplus (Déficit) relatif au taux de rendement réel	**435 627**	262 486
	Variations des obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées[1]	**(402 138)**	(11 354)
	Surplus (Déficit) des opérations de l'exercice courant	**288 601**	188 060
Actif		**16 457 300**	15 629 510
Passif		**14 816 231**	14 342 567
(Déficit) Surplus cumulé		**1 641 069**	1 286 943
Niveau de capitalisation[2]		**111,1%**	109,0%

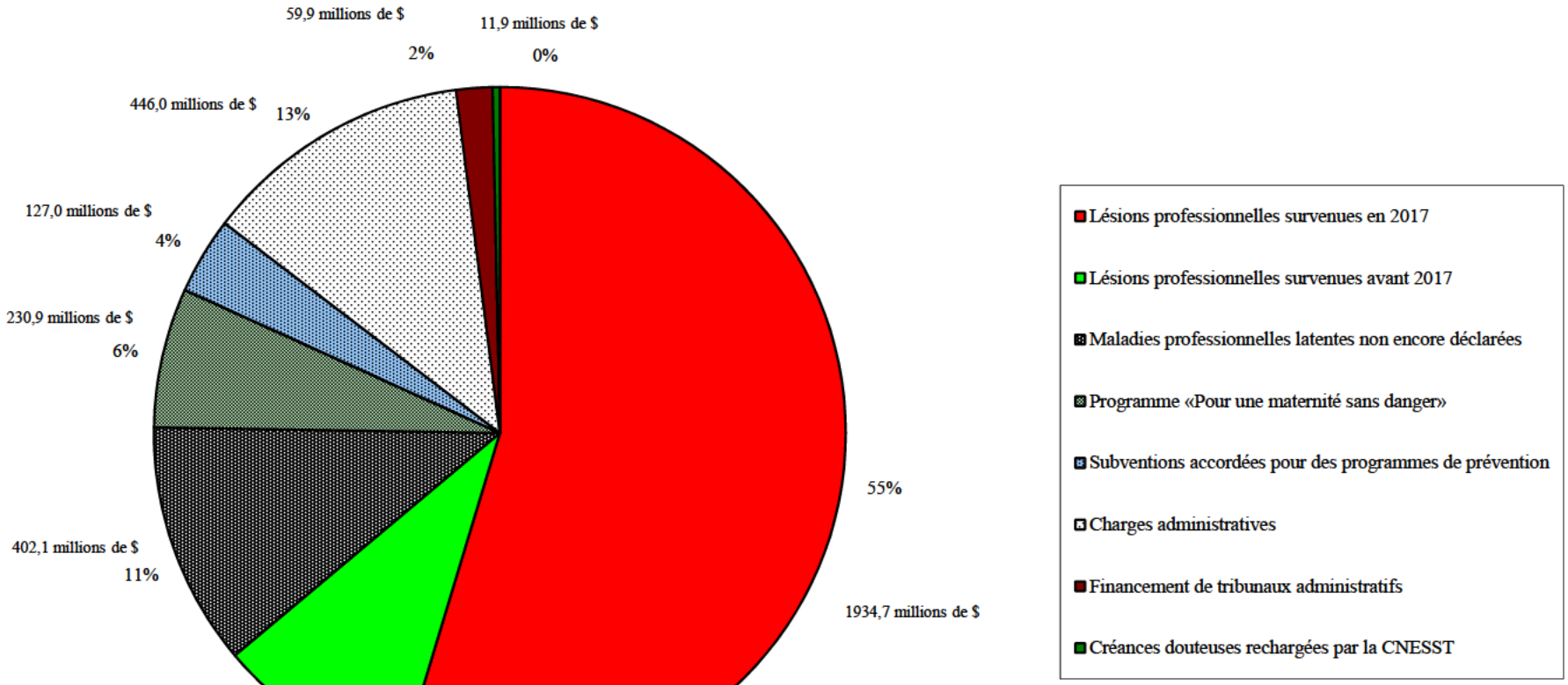
1. Le passif actuariel comprend dorénavant une provision pour les obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées dont la survenance est prévue après la date de clôture des états financiers mais qui résultent d'expositions encourues en milieu de travail avant cette date chez les employeurs tenus de cotiser.

2. Le niveau de capitalisation effectif aux fins de la tarification est quant à lui de 120,0 % pour 2017 et 114,5 % pour 2016.
Il correspond à la proportion du total de l'actif sur le total du passif en excluant les obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées.

Graphique 1.1
Répartition relative des produits du FSST en 2017



Graphique 1.2
Répartition relative des charges du FSST en 2017



Section 2
Volet financier des programmes de réparation

Description

La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP) est entrée en vigueur le 19 août 1985. Cette loi s'applique aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, ainsi qu'aux rechutes, récidives et aggravations, survenus à compter de cette date. Pour les événements survenus avant le 19 août 1985, la *Loi sur les accidents du travail* (LAT) s'applique.

Les frais de réparation

La loi reconnaît au travailleur victime d'une lésion professionnelle le droit à l'assistance médicale qu'exige son état en raison de cette lésion.

La loi accorde également au travailleur atteint de façon permanente dans son intégrité physique ou psychique en raison de sa lésion professionnelle le droit à la réadaptation qu'exige son état en vue de sa réinsertion sociale et professionnelle. Ce droit est l'un des éléments centraux du régime.

Les indemnités de remplacement du revenu

Les sommes déboursées pour interruption de travail représentent la part la plus importante des débours de la Commission pour la réparation des lésions professionnelles.

L'indemnité de remplacement du revenu est versée au travailleur :
- pendant toute la période où il est incapable d'exercer son emploi en raison de sa lésion
- et si les séquelles de sa lésion l'empêchent de reprendre son emploi, pendant toute la période nécessaire à sa réadaptation afin de reprendre son emploi, un emploi équivalent ou un emploi convenable.

Lorsque le travailleur devient apte à occuper un emploi, l'indemnité de remplacement du revenu cesse d'être versée, en tout ou en partie, selon l'une ou l'autre des hypothèses suivantes :
- Si le travailleur redevient capable d'occuper son emploi ou un emploi équivalent, l'indemnité cesse d'être versée. Cependant, si le délai d'exercice de son droit au retour au travail est expiré, l'indemnité est maintenue pendant une période maximale d'une année. À l'expiration de ce délai ou lorsque le travailleur réintègre son emploi, un emploi équivalent, ou qu'il refuse de le faire sans raison valable, l'indemnité cesse de lui être versée selon la première éventualité.
- Si l'emploi convenable auquel le travailleur a été réadapté est disponible, l'indemnité est réduite du revenu net retenu qu'il tire ou pourrait tirer de cet emploi convenable.

- Si l'emploi convenable auquel le travailleur a été réadapté n'est pas disponible, l'indemnité est maintenue pendant un maximum d'une année. À l'expiration de ce délai ou lorsque le travailleur retourne à cet emploi ou lorsqu'il refuse de le faire sans raison valable, l'indemnité est réduite du revenu qu'il pourrait recevoir de cet emploi convenable.

L'indemnité de remplacement du revenu versée à un travailleur reconnu apte à occuper un emploi convenable est révisée périodiquement.

Par ailleurs, le travailleur qui au moment de son accident est âgé de 60 ans ou plus, ou de 55 ans ou plus en cas de maladie professionnelle, et qui ne peut retourner à son emploi parce qu'il est atteint de façon permanente dans son intégrité physique ou psychique a droit à l'indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'occupe pas un nouvel emploi. Toutefois, il y a une modification à la LATMP par suite de l'adoption de la loi 35 en juin 1992 : si l'employeur de ce travailleur lui offre un emploi jugé convenable par la CNESST, il devra l'accepter. Ainsi, le travailleur a droit à l'indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'occupe pas un nouvel emploi ou un emploi convenable disponible chez son employeur.

Les indemnités pour stabilisation économique et sociale

Versées en vertu de la LAT, ces indemnités visent à faciliter le retour à la vie normale et la réinsertion dans la société du travailleur atteint d'une incapacité à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle. L'indemnité prend la forme d'une assistance financière pour la stabilisation économique et de services de consultation dans le domaine de la psychologie de service social pour la stabilisation sociale.

Les indemnités pour préjudice corporel et les indemnités pour incapacité permanente

Il se peut qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un travailleur soit atteint d'une façon permanente dans son intégrité physique ou psychique. Il a alors droit à une rente d'incapacité permanente (LAT) ou à une indemnité forfaitaire pour préjudice corporel (LATMP).

Le montant de cette indemnité forfaitaire n'est pas le même pour tous les travailleurs. Il varie selon le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique et l'âge de la personne au moment de la lésion. Cette indemnité s'appliquant à l'ensemble du préjudice corporel, elle est établie en tenant compte du déficit anatomo-physiologique (les séquelles diagnostiquées médicalement), du préjudice esthétique, ainsi que des douleurs et de la perte de jouissance de la vie qui en résultent.

Les indemnités de décès

En cas de décès du travailleur, des indemnités sont prévues pour ses personnes à charge. Ainsi, le conjoint survivant a droit au versement temporaire d'une indemnité de remplacement du revenu, en plus d'une indemnité forfaitaire. Une rente mensuelle est versée à chaque enfant à charge jusqu'à sa majorité.

Note: dans cette section, le nombre de lésions présenté pour une catégorie de prestation donnée peut varier d'un tableau à l'autre. En effet, pour être retenu dans le calcul du nombre, un dossier doit avoir un total de débours non nul (≠ 0$) au niveau de détail présenté; ce niveau de détail varie selon les tableaux.

À signaler, entre 2016 et 2017 :

- Hausse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - 6,9 % pour les frais d'assistance médicale
  - 7,4 % pour les indemnités de remplacement du revenu en consolidation médicale et réadaptation
  - 1,3 % pour les indemnités de remplacement du revenu en postréadaptation
  - 18,3 % pour les indemnités pour préjudice corporel
  - 2,9 % pour les indemnités de décès

- Baisse des débours associés aux lésions professionnelles pour la catégorie de prestation suivante :
  - -4,0 % pour les frais de réadaptation

  Ces catégories de prestation sont versées en vertu de la LATMP

- Baisse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - -14,1 % pour les indemnités de stabilisation économique et sociale
  - -5,5 % pour les indemnités pour incapacité permanente

  Ces catégories de prestation sont versées en vertu de la LAT

Tableau 2.1

Répartition des lésions professionnelles avec paiement en 2017
selon la catégorie de prestation

	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Frais d'assistance médicale	279 449	482 486	22,9
Frais de réadaptation	24 106	71 813	3,4
Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	97 086	658 382	31,3
Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	45 582	636 485	30,2
Indemnités de stabilisation économique et sociale	183	1 971	0,1
Indemnités pour préjudice corporel	22 414	160 009	7,6
Indemnités pour incapacité permanente	6 530	56 651	2,7
Indemnités de décès	1 189	38 217	1,8
Total	**319 462** [2]	**2 106 014** [3]	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de prestation, elle ne figure qu'une fois au total.
2. De ce nombre, 158 100 lésions professionnelles n'ont que des frais au dossier.
3. Un montant de 27 942 975 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.
   Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

Tableau 2.2

Répartition des prestations des lésions professionnelles avec paiement en 2017
selon l'année de la lésion professionnelle et la catégorie de prestation

(en '000 de $)

	Frais d'assistance médicale	Frais de réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	Indemnités de stabilisation économique et sociale	Indemnités pour préjudice corporel	Indemnités pour incapacité permanente	Indemnités de décès	**Total**[1]
2012 ou antérieures	121 391	41 597	66 387	527 528	1 971	23 476	56 651	18 631	**857 632**
2013	9 572	3 898	25 940	38 848	-	7 464	-	1 331	**87 052**
2014	13 992	5 527	45 062	36 032	-	13 873	-	3 957	**118 443**
2015	31 564	8 277	86 761	26 585	-	28 426	-	6 225	**187 837**
2016	135 198	11 032	198 684	7 324	-	60 395	-	6 068	**418 700**
2017	170 769	1 482	235 549	168	-	26 375	-	2 006	**436 349**
Total	**482 486**	**71 813**	**658 382**	**636 485**	**1 971**	**160 009**	**56 651**	**38 217**	**2 106 014**

1. Un montant de 27 942 975 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.
Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

Tableau 2.3

Répartition des lésions professionnelles indemnisées en 2017[1]
selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle		
	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (en '000 de $)	% des débours
2012 ou antérieures	8 348	92 191	100,0	35 628	539 352	42,2	4 385	63 101	34,6
2013	-	-	-	3 464	66 161	5,2	320	7 422	4,1
2014	-	-	-	4 578	89 528	7,0	394	9 396	5,1
2015	-	-	-	7 928	127 348	10,0	1 422	20 648	11,3
2016	-	-	-	24 757	219 820	17,2	5 214	52 650	28,8
2017	-	-	-	60 571	234 816	18,4	3 446	29 283	16,0
Total	**8 348**	**92 191**	**100**	**136 920**	**1 277 025** [3]	**100**	**15 172**	**182 499**	**100**

1. Lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès.
2. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
3. Un montant de -1 496 207 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.4

Répartition des lésions professionnelles avec des frais d'assistance médicale en 2017[1]
selon la catégorie de frais d'assistance médicale et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Services de professionnels de la santé		1 324	909	7,1	177 068	100 079	26,8	29 753	11 402	11,9
Soins ou traitements fournis par les établissements de santé		620	1 779	13,8	76 137	71 363	19,1	4 032	2 987	3,1
Médicaments et produits pharmaceutiques		1 690	3 975	30,9	32 395	41 592	11,1	1 529	2 892	3,0
Prothèses et orthèses		3 518	3 926	30,5	10 537	9 280	2,5	55 395	72 601	75,9
Soins et traitements dispensés par les intervenants de la santé	• Physiothérapie	170	275	2,1	62 821	75 081	20,1	1 868	1 556	1,6
	• Ergothérapie	20	19	0,1	29 105	32 609	8,7	599	603	0,6
	• Autres	198	202	1,6	9 834	9 106	2,4	6 330	1 177	1,2
	• *Total*	*356*	*496*	*3,9*	*70 117*	*116 796*	*31,2*	*8 183*	*3 336*	*3,5*
Aides techniques et frais		1 185	1 176	9,1	12 850	6 889	1,8	5 675	1 633	1,7
Frais de déplacement et de séjour		966	467	3,6	36 256	12 291	3,3	3 399	642	0,7
Autres frais		89	136	1,1	1 336	15 647	4,2	164	189	0,2
Total		**5 783**	**12 865**	**100**	**200 154**	**373 939**	**100**	**73 533**	**95 682**	**100**

1. Un montant de 29 468 175 $ est compris dans les frais d'assistance médicale pour des demandes de remboursement de frais pour lesquelles la CNESST n'a pas ouvert de dossier.
2. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.5

Répartition des lésions professionnelles avec des frais de réadaptation en 2017
selon la catégorie de frais de réadaptation et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Réadaptation professionnelle	• Programme de recyclage, mobilité professionnelle et réinsertion du conjoint survivant	0	0	0,0	2	3	0,0	0	0	0,0
	• Service professionnel externe	119	207	3,4	8 605	19 656	31,5	285	608	18,2
	• Programmes de formation	2	1	0,0	1 246	6 217	10,0	67	274	8,2
	• Adaptation d'un poste de travail	1	1	0,0	129	170	0,3	12	14	0,4
	• Subventions à l'employeur et à la création d'emploi	0	0	0,0	79	447	0,7	5	34	1,0
	• Subventions pour un projet — travailleur	0	0	0,0	1	21	0,0	0	0	0,0
	• *Total*	*121*	*209*	*3,4*	*9 343*	*26 514*	*42,5*	*330*	*929*	*27,8*
Réadaptation sociale	• Services professionnels d'intervention psychosociale	89	157	2,6	1 992	3 574	5,7	76	150	4,5
	• Adaptation du domicile	62	385	6,4	279	2 791	4,5	10	134	4,0
	• Adaptation du véhicule principal	48	97	1,6	169	396	0,6	1	0	0,0
	• Aide personnelle à domicile	463	3 492	57,8	1 922	12 176	19,5	117	654	19,6
	• Frais de garde d'enfants	0	0	0,0	11	14	0,0	0	0	0,0
	• Frais d'entretien courant du domicile	1 052	1 707	28,2	11 133	16 959	27,2	970	1 476	44,1
	• *Total*	*1 349*	*5 838*	*96,6*	*13 847*	*35 909*	*57,5*	*1 084*	*2 415*	*72,2*
Total		**1 374**	**6 046**	**100**	**21 398**	**62 423** [2]	**100**	**1 334**	**3 344**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -51 307 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.6

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2017
selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Consolidation médicale et réadaptation	• 14 premiers jours payés par l'employeur, remboursable par la CNESST	42	46	0,2	65 875	53 102	4,4	796	683	0,9
	• Consolidation médicale	148	2 441	11,4	68 472	507 641	42,4	1 530	16 371	21,3
	• Réadaptation	29	238	1,1	6 588	58 897	4,9	310	3 386	4,4
	• Autres indemnités	32	104	0,5	3 216	14 683	1,2	185	790	1,0
	• *Total*	*144*	*2 829*	*13,2*	*95 265*	*634 323*	*53,0*	*1 677*	*21 229*	*27,7*
Postréadaptation		1 148	18 628	86,8	40 570	562 339	47,0	3 864	55 518	72,3
Total		**1 245**	**21 457**	**100**	**132 225**	**1 196 662** [2]	**100**	**5 255**	**76 747**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -1 181 116 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.7
Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2017
selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
				Accident du travail			Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
2012 ou antérieures	1 244	21 457	100,0	35 162	523 814	43,8	3 419	48 643	63,4
2013	-	-	-	3 269	59 462	5,0	226	5 325	6,9
2014	-	-	-	3 953	76 041	6,4	214	5 053	6,6
2015	-	-	-	6 216	106 335	8,9	319	7 011	9,1
2016	-	-	-	22 510	199 125	16,6	495	6 883	9,0
2017	-	-	-	60 423	231 885	19,4	574	3 832	5,0
Total	**1 244**	**21 457**	**100**	**131 533**	**1 196 662** [2]	**100**	**5 247**	**76 747**	**100**

1. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
2. Un montant de -1 181 116 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.8

Répartition du total des jours indemnisés pour les lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu en 2017 selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu[1], l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

Consolidation médicale et réadaptation

	Lésion professionnelle LAT		Accident du travail		Lésion professionnelle LATMP Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2012 ou antérieures	30 409	100,0	673 079	8,2	46 757	17,8
2013	–	–	289 179	3,5	14 276	5,4
2014	–	–	520 853	6,3	25 383	9,7
2015	–	–	1 006 345	12,2	49 713	18,9
2016	–	–	2 517 725	30,6	67 277	25,6
2017	–	–	3 215 541	39,1	59 388	22,6
Total	**30 409**	**100**	**8 222 722**	**100**	**262 795**	**100**

Postréadaptation

	Lésion professionnelle LAT		Accident du travail		Lésion professionnelle LATMP Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2012 ou antérieures	200 236	100,0	5 269 543	81,7	491 041	79,7
2013	–	–	411 219	6,4	40 435	6,6
2014	–	–	403 498	6,3	32 547	5,3
2015	–	–	290 246	4,5	32 696	5,3
2016	–	–	76 348	1,2	18 168	2,9
2017	–	–	1 172	0,0	1 327	0,2
Total	**200 236**	**100**	**6 452 026**	**100**	**616 213**	**100**

Total

	Lésion professionnelle LAT		Accident du travail		Lésion professionnelle LATMP Maladie professionnelle	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2012 ou antérieures	230 645	100,0	5 942 622	40,5	537 798	61,2
2013	–	–	700 398	4,8	54 711	6,2
2014	–	–	924 351	6,3	57 930	6,6
2015	–	–	1 296 591	8,8	82 409	9,4
2016	–	–	2 594 073	17,7	85 445	9,7
2017	–	–	3 216 713	21,9	60 715	6,9
Total	**230 645**	**100**	**14 674 748**	**100**	**879 008**	**100**

1. Le nombre de jours selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu est estimé à partir de la répartition des montants versés en IRR selon la catégorie d'indemnité.

Tableau 2.9

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2017
selon la catégorie d'indemnité pour préjudice corporel et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée au travailleur	121	1 322	100,0	12 137	69 024	99,9	10 154	89 605	100,0
Indemnité versée à d'autres personnes	1	0	0,0	19	50	0,1	9	7	0,0
Total	**122**	**1 322**	**100**	**12 145**	**69 074** [2]	**100**	**10 156**	**89 612**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -234 453 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.10

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel en 2017 selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle		
	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
2012 ou antérieures	122	1 322	100,0	1 264	12 695	18,4	1 000	9 458	10,6
2013	–	–		689	6 421	9,3	115	1 044	1,2
2014	–	–		1 634	11 990	17,4	205	1 883	2,1
2015	–	–		3 490	18 227	26,4	1 163	10 199	11,4
2016	–	–		4 515	18 118	26,2	4 775	42 276	47,2
2017	–	–		548	1 623	2,4	2 899	24 752	27,6
Total	**122**	**1 322**	**100**	**12 140**	**69 074** [2]	**100**	**10 157**	**89 612**	**100**

1. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
2. Un montant de -234 453 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.11

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour incapacité permanente en 2017 selon la catégorie d'indemnité pour incapacité permanente

	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée en vertu de la LAT	6 512	56 534	99,8
Indemnité versée en vertu de la LIVASMC[1]	22	117	0,2
Total	**6 530**	**56 651**	**100**

1. LIVASMC : Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et carrières.
2. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.12

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2017
selon la catégorie d'indemnités de décès et la catégorie de la lésion professionnelle

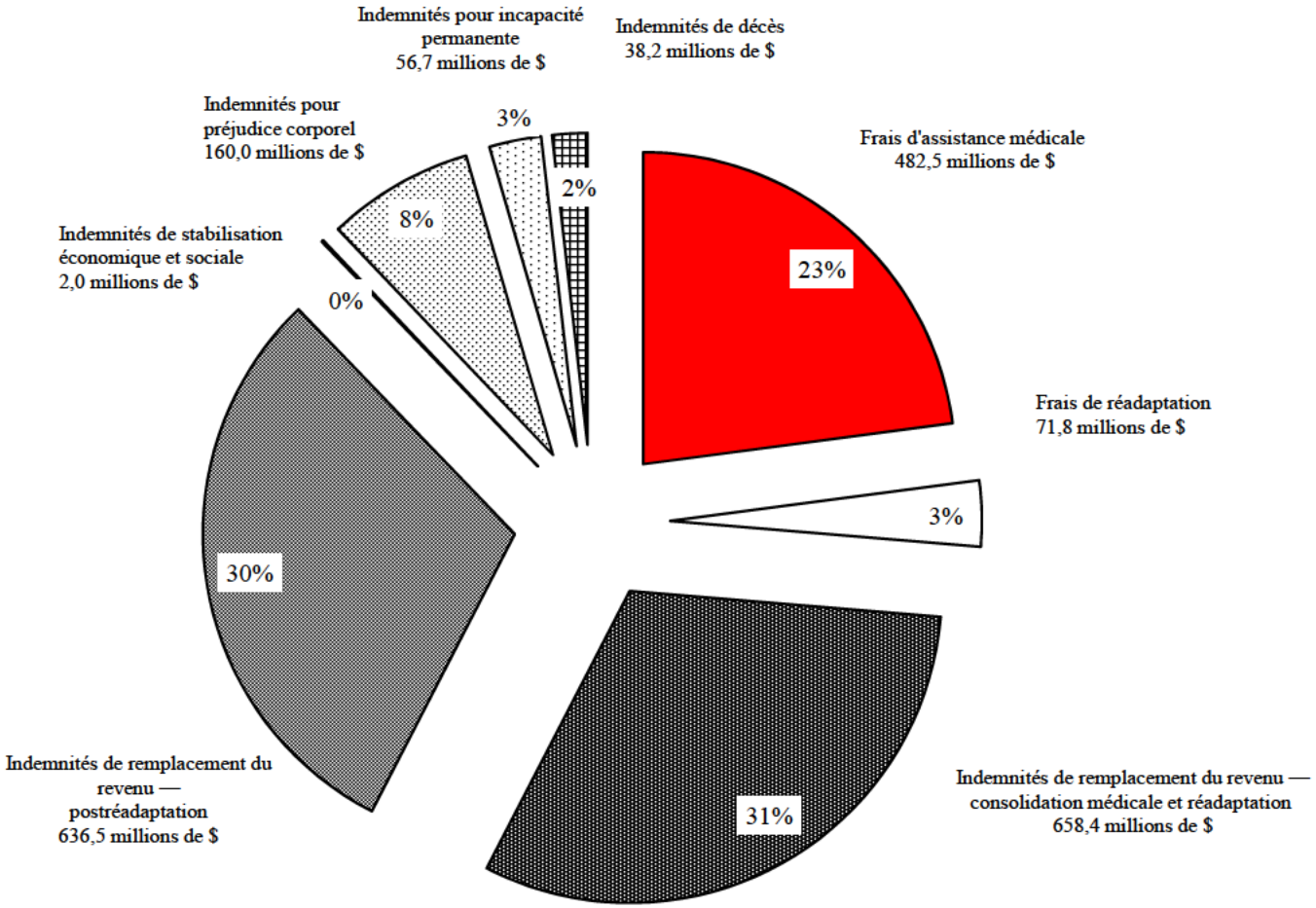
		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP					
					Accident du travail			Maladie professionnelle		
		Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[1]	Débours (en '000 de $)	% des débours
Indemnité versée en vertu de la LAT	• Forfaitaires option et frais	0	0	0,0	—	—	—	—	—	—
	• Rentes	606	9 947	92,2	—	—	—	—	—	—
	• *Total*	*606*	*9 947*	*92,2*	—	—	—	—	—	—
Indemnité versée en vertu de la LATMP	• Forfaitaires	9	754	7,0	138	7 255	64,3	182	14 716	91,2
	• Rentes	3	42	0,4	319	3 635	32,2	35	582	3,6
	• Intérêts	6	8	0,1	34	107	0,9	119	157	1,0
	• Autres indemnités	7	38	0,4	59	292	2,6	155	686	4,2
	• *Total*	*11*	*842*	*7,8*	*360*	*11 289*	*100,0*	*212*	*16 139*	*100,0*
Total		**617**	**10 788**	**100**	**360**	**11 289**	**100**	**212**	**16 139**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.13
Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès en 2017
selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP – Accident du travail			Lésion professionnelle LATMP – Maladie professionnelle		
	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre	Débours (en '000 de $)	% des débours
2012 ou antérieures	607	9 953	92,3	195	2 235	19,8	13	232	1,4
2013	0	0	0,0	16	284	2,5	5	343	2,1
2014	0	0	0,0	21	1 692	15,0	12	906	5,6
2015	3	204	1,9	43	2 823	25,0	32	3 090	19,1
2016	6	517	4,8	51	2 937	26,0	92	7 187	44,5
2017	1	114	1,1	34	1 318	11,7	58	4 382	27,1
Total	**617**	**10 788**	**100**	**360**	**11 289**	**100**	**212**	**16 140**	**100**

Graphique 2.1
Répartition relative des prestations des programmes de réparation en 2017



Section 3
Volet financier du programme
Pour une maternité sans danger

Description

La Commission applique depuis 1981 le programme *Pour une maternité sans danger*. L'objectif du programme est le maintien en emploi sans danger de la travailleuse enceinte ou qui allaite, en favorisant l'élimination des dangers ou, à défaut, l'affectation à d'autres tâches ne comportant pas de danger, quand il y a effectivement attestation médicale de l'existence de dangers physiques pour elle, à cause de sa grossesse, ou pour l'enfant à naître ou allaité.

La travailleuse enceinte ou qui allaite qui désire obtenir une affectation ou si c'est impossible un retrait préventif doit fournir à son employeur un certificat médical. Dans le cas de la femme enceinte, le rapport doit attester que ses conditions de travail comportent des dangers physiques pour l'enfant à naître ou, à cause de son état, pour elle-même. Quant à la travailleuse qui allaite, ce rapport doit faire état du danger que comportent les tâches qu'elle exécute, pour l'enfant allaité. Le médecin traitant, avant de délivrer un certificat, doit obligatoirement consulter le médecin responsable des services de santé de l'établissement où elle travaille ou, s'il n'y en a pas, le directeur de santé publique de la région où est situé l'établissement. Sans cette consultation, le certificat n'est pas valide.

Le certificat médical doit être présenté à l'employeur, ce qui constitue une demande d'affectation.

L'admissibilité des réclamations repose sur une analyse individuelle de chacun des cas soumis à la CNESST. Sa décision s'appuie sur l'information contenue sur le certificat médical, sur l'analyse fournie par l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dans son rapport d'évaluation du poste de travail et sur tout renseignement obtenu en communiquant avec la travailleuse, son médecin traitant et son employeur.

Si l'employeur est dans l'impossibilité d'affecter immédiatement la travailleuse à des tâches non dangereuses, elle peut cesser de travailler jusqu'à son accouchement ou à la fin de la période d'allaitement. Dans ce cas, l'employeur lui verse son salaire habituel pendant les cinq premiers jours ouvrables. Par la suite, elle recevra une indemnité équivalant à 90% de son revenu net jusqu'à concurrence du salaire maximum assurable, en vigueur durant l'année de la demande.

La travailleuse qui exerce son droit à l'affectation ou au retrait préventif bénéficie d'une protection juridique. En effet, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) stipule que la travailleuse conserve, pendant et après l'affectation ou la cessation de travail, tous les avantages liés à l'emploi qu'elle occupait avant son affectation ou son retrait préventif du travail. À la fin de la mesure préventive, l'employeur a l'obligation de réintégrer la travailleuse dans son emploi habituel, et avec tous les avantages qui y sont reliés.

Notes explicatives

Décision quant à l'admissibilité des demandes

Les réclamations sont acceptables lorsque les conditions du poste de travail comportent des dangers pour la santé de la travailleuse, celle de l'enfant à naître ou celle de l'enfant allaité.

Les principales raisons de la CNESST de refuser les réclamations sont que les conditions de travail ne comportent pas de réels dangers, que le retrait est exercé pour des raisons médicales personnelles sans lien avec le travail ou que les conditions d'admissibilité au programme n'étaient pas satisfaites.

Les réclamations « autres » réfèrent aux cas refusés et aux cas où la CNESST est en période d'analyse de la demande et n'a pas encore pris de décision.

Mise en garde face aux statistiques sur le nombre de réclamations inscrites et les prestations

Les sommes déboursées durant l'année de référence concernent l'ensemble des travailleuses enceintes ou qui allaitent qui bénéficient d'un retrait préventif ou d'une affectation, quelle que soit l'année d'enregistrement de la demande. Les sommes comprennent les frais et les indemnités de remplacement du revenu versés à la travailleuse.

Bien qu'un dossier ait été inscrit au cours d'une année, il est possible que les indemnités n'aient été versées que l'année suivante. En effet, une demande peut être formulée dès le début de la grossesse, mais le danger pour la mère ou le fœtus peut se situer plus tard au cours de la gestation. On doit donc établir une relation entre les prestations versées et le nombre de réclamations avec paiement, plutôt qu'avec le nombre de réclamations inscrites.

À signaler, entre 2016 et 2017 :

- Débours associés aux réclamations PMSD:
  - Baisse de 2,7 % pour les frais d'assistance médicale
  - Baisse de 2,9 % pour les indemnités de remplacement du revenu

Tableau 3.1

Répartition des réclamations traitées en 2017[1]
selon l'année de l'événement et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte			Travailleuse qui allaite			**Total**		
	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	**Nombre[2]**	**Débours (en '000 de $)**	**% des débours**
2012 ou antérieures	102	12	0,0	4	59	0,8	**106**	**71**	**0,0**
2013	69	33	0,0	8	179	2,3	**77**	**212**	**0,1**
2014	170	68	0,0	16	269	3,5	**186**	**337**	**0,1**
2015	400	369	0,2	67	954	12,3	**467**	**1 323**	**0,6**
2016	13 659	71 358	32,2	222	3 990	51,4	**13 881**	**75 347**	**32,9**
2017	29 205	149 629	67,6	265	2 311	29,8	**29 470**	**151 940**	**66,3**
Total	**43 605**	**221 469**	**100**	**582**	**7 761**	**100**	**44 187**	**229 230**	**100**

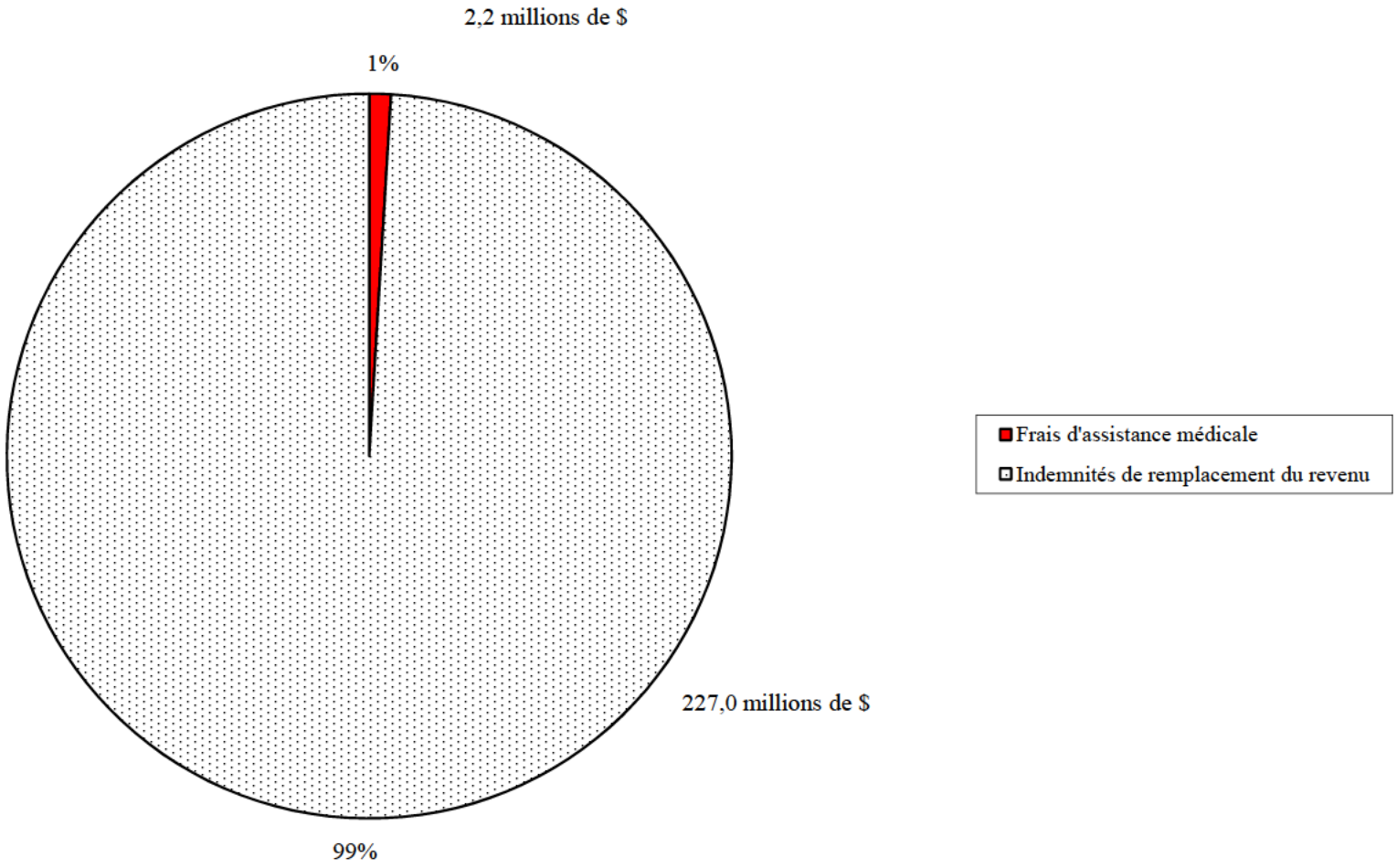
1. Réclamations avec des transactions monétaires.
2. Les réclamations qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année d'événement ne figurent qu'une fois au total.

Tableau 3.2
Répartition des réclamations traitées en 2017[1]
selon la catégorie de prestation et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte			Travailleuse qui allaite			**Total**		
	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	Nombre[2]	Débours (en '000 de $)	% des débours	**Nombre[2]**	**Débours (en '000 de $)**	**% des débours**
Frais d'assistance médicale	28 297	2 179	1,0	262	22	0,3	**28 559**	**2 201**	**1,0**
Indemnités de remplacement du revenu	34 356	219 290	99,0	477	7 739	99,7	**34 833**	**227 029**	**99,0**
Total	**43 605**	**221 469**	**100**	**582**	**7 761**	**100**	**44 187**	**229 230**	**100**

1. Réclamations avec des transactions monétaires.
2. Si une réclamation relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Graphique 3.1
Répartition relative des prestations du programme Pour une maternité sans danger en 2017



Section 4
Prévention - inspection

Description

La *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) adoptée en 1979 inscrit la prévention dans une démarche systématique et obligatoire dont elle confie la responsabilité aux employeurs et aux travailleurs. Elle établit clairement les droits et obligations de chacun en cette matière tout en leur donnant les moyens nécessaires pour déceler les dangers présents dans leur milieu de travail de façon à les éliminer ou à les maîtriser.

Notes explicatives

Programme de prévention

Le premier de ces moyens, c'est le programme de prévention que l'employeur doit élaborer avec la participation des travailleurs. Comme il s'agit d'une planification d'activités pour éliminer les causes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en tenant compte des particularités du milieu, chaque établissement aura son propre programme. Tous les programmes doivent cependant être conformes à la LSST. Seuls les employeurs qui appartiennent aux secteurs d'activité économique désignés par règlement (l'ensemble des établissements appartenant aux groupes I, II et III) sont actuellement tenus d'élaborer un programme de prévention.

Programme de santé

L'accès à des services de santé en milieu de travail est un élément essentiel de toute démarche de prévention dans un établissement. Pour les employeurs et les travailleurs des groupes prioritaires I, II et III, ces services sont assurés par le réseau public, plus précisément par les équipes de santé au travail mises en place par les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux ou, dans certains cas, par des services de santé reconnus par la CNESST.

Les médecins, le personnel infirmier, les techniciens en hygiène et les hygiénistes qui font partie des équipes de santé au travail s'occupent principalement de recueillir des données sur la santé des travailleurs et sur les risques auxquels ils sont exposés, et aussi d'élaborer et d'appliquer les programmes de santé qui font partie des programmes de prévention des établissements.

Comité de santé et de sécurité

C’est habituellement sur les lieux mêmes du travail que surviennent les accidents du travail et les maladies professionnelles. C’est donc là que doit s’établir la collaboration entre employeurs et travailleurs pour tout ce qui touche la prévention. Une façon d’y parvenir, c’est de former un comité paritaire de santé et de sécurité. Cette mesure est applicable aux établissements comptant 21 travailleurs ou plus des groupes prioritaires I et II. Ceci confère au comité des fonctions précises et des pouvoirs de décision considérables qui touchent, entre autres, l’approbation du programme de santé, le choix du médecin responsable des services de santé, le choix des équipements individuels de protection et les programmes de formation et d’information.

Représentant à la prévention

Les travailleurs d’un établissement appartenant à un secteur des groupes prioritaires I et II et comptant 21 travailleurs ou plus ont la possibilité de désigner parmi eux un ou plusieurs représentants à la prévention. Ce représentant a pour fonction de déceler les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs à l’intérieur de l’établissement. Il peut consacrer une partie de ses heures de travail à inspecter les lieux, à mener des enquêtes, à formuler des recommandations et à assister les travailleurs dans l’exercice des droits qui leur sont reconnus par la loi.

Dossiers d’intervention créés et mesures prises

Même si la loi incite les employeurs et les travailleurs à prendre eux-mêmes en charge la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, elle a prévu d’autres moyens pour assurer la protection de la santé et la sécurité des travailleurs. Un de ces moyens, c’est l’intervention d’un inspecteur de la CNESST dans un établissement pour y faire corriger une situation, que ce soit dans le cadre de ses activités normales, en réponse à une plainte, à la suite d’un accident ou lors de l’exercice du droit au refus de travailler par un travailleur.

Les interventions de l'inspecteur sont de huit types :

- lorsque survient un accident qui entraîne des blessures graves ou le décès d’un ou de plusieurs travailleurs, l'enquête permet d'identifier les causes et les circonstances qui ont contribué à l’accident, en vue d’apporter les corrections qui en éviteront la répétition;
- lorsqu’un travailleur exerce son droit au refus de travailler, l'intervention vise à identifier, en collaboration avec les parties, les correctifs à apporter pour éliminer le risque;
- lorsqu’une plainte est reçue, l'intervention vise à s'assurer que les mesures préventives appropriées sont en place, par rapport aux dangers identifiés. Toute personne peut porter plainte à la CNESST, même si elle n’est pas touchée directement par la loi et les

règlements. Cependant, les travailleurs sont encouragés à informer d'abord leur comité de santé et de sécurité ou leur syndicat de l'objet de leur plainte ou, sinon, à en discuter avec leur employeur;

- lorsqu'un programme d'intervention est développé par la CNESST, le programme provincial s'applique;
- lorsque des interventions sont réalisées sur plusieurs lieux de travail en lien avec un danger spécifique dans une région donnée, le programme régional s'applique;
- lorsque la démarche vise à s'assurer de la mise en application de la loi et des règlements et la mise en place de mesures préventives sur les lieux de travail, l'intervention de type loi et règlements s'applique;
- lorsque l'inspecteur apporte son soutien lors d'une démarche de prévention dans un établissement ou sur un chantier (par exemple par de l'information, de la formation ou de l'assistance technique), l'intervention de type assistance s'applique;
- lorsque l'inspecteur est amené à sensibiliser un groupe sur tout sujet touchant à la prévention (par exemple lors d'une présentation, d'un congrès, d'un colloque ou d'une exposition), l'intervention de type promotion de la prévention s'applique. Un dossier de promotion est alors créé.

Dans les établissements des groupes prioritaires I, II et III, le travail de l'inspecteur est également axé sur la prise en charge de la prévention par le milieu. En plus de faire une inspection formelle, l'inspecteur contrôle l'application du programme de prévention et fournit des conseils et de l'information au comité de santé et de sécurité. Ses pouvoirs permettent à l'inspecteur d'imposer des mesures qui vont de l'avis de correction à la suspension des travaux ou à la fermeture des lieux de travail. Une personne qui ne se conforme pas à un ordre d'un inspecteur est passible d'une poursuite.

Notes: les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus (ancien tableau 4.2) ont été retirées, puisqu'elles ne sont plus disponibles. Les informations de l'ancien tableau 4.3 sont maintenant réparties sur deux tableaux (dossiers d'intervention, tableau 4.2; dossiers de promotion, tableau 4.3).

À compter de l'année 2010, les données relatives aux lieux visités, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Le tableau 4.5 présente maintenant la répartition des constats d'infraction signifiés selon l'article de loi (236 ou 237).

À signaler, entre 2016 et 2017 :

- Baisse de 1,4 % des dépenses en matière de prévention
- Baisse de 3,6 % des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés, dont une diminution de 2,8 % pour les dossiers de type Loi et règlements et une diminution de 6,3 % pour les dossiers de type Plainte
- Baisse pour l'ensemble des lieux visités, et baisse de 4,0 % des employeurs visités
- Baisse de 4,0 % des dérogations constatées et hausse de 5,5 % des constats d'infraction signifiés

Tableau 4.1
Répartition des dépenses en matière de prévention en 2017
selon la catégorie de dépense

	Dépenses (en '000 de $)	% des dépenses
Services de santé au travail	69 971	55,1
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail	23 688	18,7
Subventions aux associations sectorielles paritaires	21 997	17,3
Subventions aux associations syndicales et patronales	11 041	8,7
Autres subventions pour la formation et l'information	255	0,2
Total	**126 952**	**100**

Tableau 4.2
Répartition des dossiers d'intervention créés en 2017 selon le type d'intervention

Dossiers d'intervention en prévention-inspection	Nombre	%
Assistance	124	0,7
Enquête	45	0,3
Loi et règlements	13 703	80,1
Plainte	3 205	18,7
Programme provincial	5	0,0
Refus de travailler	31	0,2
Total	**17 113**	**100**

Tableau 4.3
Répartition des dossiers de promotion créés en 2017 selon le genre d'activité de promotion

Dossiers de promotion	Nombre	%
Colloque	4	7,8
Exposition	1	2,0
Présentation	30	58,8
Autre ou non codé	16	31,4
Total	**51**	**100**

Tableau 4.4
Visites effectuées et employeurs, établissements, chantiers de construction et autres lieux visités en 2017

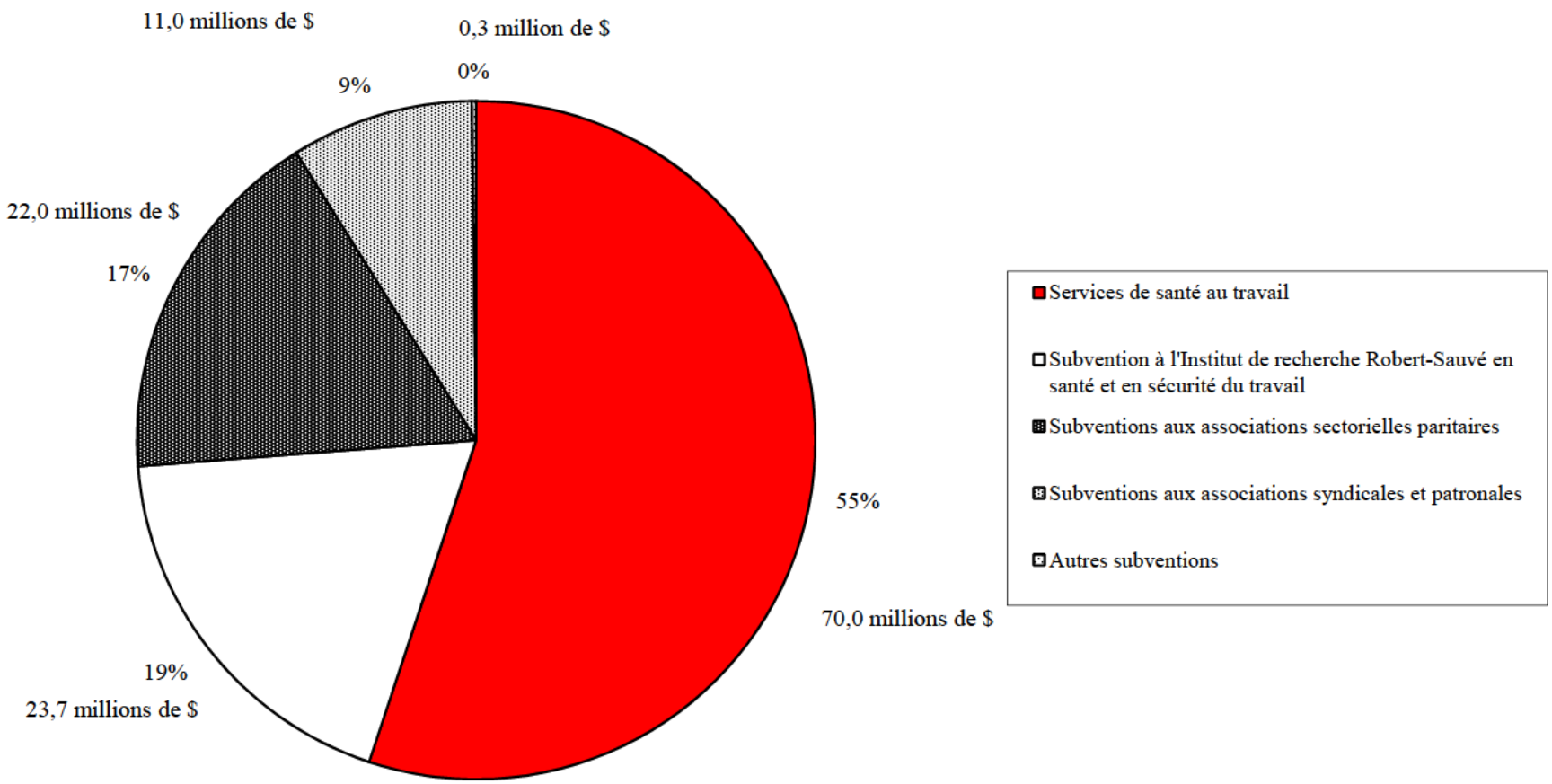
		Nombre
Visites effectuées		33 361
Employeurs visités[1]		11 610
Établissements visités	*9 023*	
Chantiers visités	*7 347*	
Autres lieux	*243*	
Lieux non classés	*145*	

1. Plusieurs types de lieu peuvent avoir fait l'objet d'une visite chez un même employeur.
Le nombre d'employeurs visités est donc inférieur à la somme des lieux visités.

Tableau 4.5
Décisions prises en 2017
selon le type de décision

		Nombre
Dérogations constatées		65 489
Décisions prises : arrêts des machines, fermeture des lieux, scellés apposés		3 430
Constats d'infraction signifiés		4 068
constats signifiés en vertu de l'article 236	*3 941*	
constats signifiés en vertu de l'article 237	*127*	

Graphique 4.1
Répartition relative des dépenses en matière de prévention en 2017



Section 5
Financement du régime de santé et sécurité du travail

Description

La CNESST perçoit annuellement auprès des employeurs les sommes nécessaires au financement du régime de santé et de sécurité du travail.

Chaque année, la CNESST prévoit ses besoins financiers. Ces besoins découlent de l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) et de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP), soit la totalité du coût des lésions professionnelles qui surviendront au cours de l'année, du coût du programme *Pour une maternité sans danger* des dépenses relatives à la prévention, des frais d'administration et des autres frais, de même que les sommes nécessaires à la capitalisation graduelle de la CNESST.

La cotisation de chaque employeur est établie à partir des salaires qu'il déclare et de sa classification dans une unité.

L'employeur dont les activités économiques sont de natures différentes est classifié dans plus d'une unité d'activité. L'employeur peut bénéficier de classifications multiples lorsqu'il existe plus d'une unité pour les activités économiques exercées et qu'il n'existe aucune unité regroupant l'ensemble de ses activités.

Notes explicatives

Taux moyen de cotisation

Le taux moyen de cotisation décrété est fixé à 1,77 $ en 2017.

Masse salariale assurable

La CNESST considère aux fins de cotisation le salaire brut des travailleurs de chacun des employeurs jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable fixé à 72 500 $ en 2017.

Cotisation

Les cotisations représentent les quotes-parts que versent les employeurs pour acquitter les dépenses du régime de santé et de sécurité du travail, c'est-à-dire les dépenses de la CNESST. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus en 2017 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures. Les cotisations de tous les dossiers d'expérience sont présentées, sans égard à la masse salariale assurable qu'ils ont déclarée.

Dossier d'expérience, dossier d'employeur

Un employeur est considéré comme une personne physique ou morale qui, en vertu d'un contrat de louage de services personnels ou d'un contrat d'apprentissage, même sans rémunération, utilise les services d'un travailleur. Les données se réfèrent aux dossiers d'expérience des employeurs qui ont déclaré au moins 1 $ en masse salariale assurable. Certains dossiers peuvent n'avoir été ouverts que pendant une partie de l'année 2017.

Un employeur possède un ou plusieurs dossiers d'expérience, selon la diversité des activités exercées. Une unité de classification est associée à chaque dossier d'expérience. Le dossier d'employeur regroupe l'ensemble des activités exercées par un même employeur.

Notes: les informations du tableau 5.3 sont présentées selon la catégorie de tarification, puisque la répartition selon le secteur de tarification n'est plus disponible.

De 2008 à 2011, les informations sur les employeurs membres d'une mutuelle (tableau 5.4 et graphique 5.4) excluaient les employeurs ayant une masse salariale à 0 $.

Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives au financement ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires. Pour cette raison, ces informations ont été lues au 30 juin de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année de référence. Deux informations relatives aux employeurs sont présentées. Les ***employeurs*** *correspondent au nombre de dossiers d'employeurs ouverts pendant au moins une journée en 2016, qu'une masse salariale leur soit associée ou non; cette donnée est lue au 31 décembre de l'année présentée. Le* ***nombre de dossiers d'employeurs ayant déclaré une masse salariale*** *correspond aux dossiers associés à des employeurs ayant déclaré une masse salariale pour l'année de référence, lus au 30 juin de l'année suivante.*

À signaler, entre 2016 et 2017 :

- Hausse de 0,4 % des dossiers d'employeurs, de 4,7 % de la masse salariale assurable et de 2,3 % des cotisations
- Légère baisse, de 0,4 %, des employeurs membres d'une mutuelle, hausse de 5,2 % de leur masse salariale et de 1,6 % de leurs cotisations
- Diminution de 1,6 % de la proportion des mutuelles regroupant 50 employeurs ou plus

Tableau 5.1

Répartition du taux moyen de cotisation décrété par 100 $ de masse salariale assurable en 2017 selon la composante du taux de cotisation

	(en $)	(en %)
Coût des lésions professionnelles	1,22	68,9
Programme Pour une maternité sans danger	0,17	9,6
Programmes de prévention	0,10	5,6
Frais d'administration et autres frais	0,35	19,8
Amortissement de déficits	-0,07	-4,0
Total	**1,77**	**100**

Tableau 5.2a

Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2017 selon le mode de tarification de l'employeur[1]

	Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[2]		Cotisations[3]	
	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Tarification au taux de l'unité	149 984	73,6	19 883	13,7	367 103	13,7
Tarification au taux personnalisé	52 345	25,7	63 973	44,2	1 353 956	50,6
Mode de tarification rétrospectif	1 510	0,7	60 958	42,1	951 710	35,6
Total	**203 839**	**100**	**144 813**	**100**	**2 673 303** [4]	**100**

1. Mode de tarification de l'employeur enregistré dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2018, pour l'année 2017.
2. Masse salariale assurable inscrite dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2018, pour l'année 2017.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 145,0 milliards de dollars en 2017.
3. Cotisations reçues au 30 juin 2018 pour 2017 seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année 2017 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à 2017. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 612,7 millions de dollars en 2017.
4. Des ajustements, pour lesquels le régime de cotisation n'est pas inscrit, sont inclus dans le total.

Tableau 5.2b

Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2017 selon le degré de personnalisation des employeurs au taux personnalisé

	Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[2]		Cotisations[3]	
	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Taux personnalisé court terme (primaire)						
Degré de personnalisation de 0,1 % à 33 %	6 862	13,1	3 106	4,9	64 081	4,7
Degré de personnalisation de 34 % à 66 %	10 701	20,4	9 571	15,0	204 189	15,1
Degré de personnalisation de 67 % à 100 %	31 515	60,2	40 044	62,6	886 625	65,5
Indéterminé	3 267	6,2	11 252	17,6	199 061	14,7
Total	**52 345**	**100**	**63 973**	**100**	**1 353 956**	**100**
Taux personnalisé long terme (excédentaire)						
Degré de personnalisation de 0,1 % à 33 %	20 811	39,8	20 386	31,9	432 487	31,9
Degré de personnalisation de 34 % à 66 %	991	1,9	8 055	12,6	135 959	10,0
Degré de personnalisation de 67 % à 100 %	27 214	52,0	24 202	37,8	583 251	43,1
Indéterminé	3 329	6,4	11 330	17,7	202 259	14,9
Total	**52 345**	**100**	**63 973**	**100**	**1 353 956**	**100**

Tableau 5.3

Répartition des dossiers d'expérience, des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2017 selon la catégorie de tarification du dossier d'expérience

	Dossiers d'expérience		Dossiers d'employeurs		Masse salariale assurable[1]		Cotisations[2]	
	Nombre	%	Nombre	%	(en '000 000 de $)	%	(en '000 de $)	%
Ensemble des secteurs de tarification[3]	241 140	93,0	200 692	91,7	139 776	96,5	2 466 183	92,3
Dossiers de travailleurs auxiliaires	6 566	2,5	6 566	3,0	4 440	3,1	88 163	3,3
Dossiers de protection personnelle	11 698	4,5	11 698	5,3	597	0,4	11 508	0,4
Total	**259 404**	**100**	**203 839** [4]	**100**	**144 813**	**100**	**2 673 303** [5, 6]	**100**

1. Masse salariale assurable inscrite dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2018, pour l'année 2017. Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 145,0 milliards de dollars en 2017.
2. Cotisations reçues au 30 juin 2018 pour 2017 seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année 2017 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à 2017. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 612,7 millions de dollars en 2017.
3. Les 5 secteurs de tarification sont les suivants: primaire, manufacturier, construction, transport et entreposage et services.
4. Les dossiers d'employeurs qui se retrouvent dans plus d'un secteur de tarification ne figurent qu'une seule fois au total.
5. Un montant de 746 448 $ est compris dans le total pour les dossiers de stagiaires.
6. Un montant de 106 701 185 $ est compris dans le total auquel aucun secteur de tarification n'est associé.

Tableau 5.4a

Répartition des mutuelles de prévention et des employeurs membres d'une mutuelle selon l'année d'adhésion à la mutuelle

	2016			**2017**
	Total	Renouvellement	Nouvelle adhésion	Total
Mutuelles de prévention ouvertes	98	96	6	102
Employeurs membres d'une mutuelle[1]	28 703	26 549	2 032	28 581

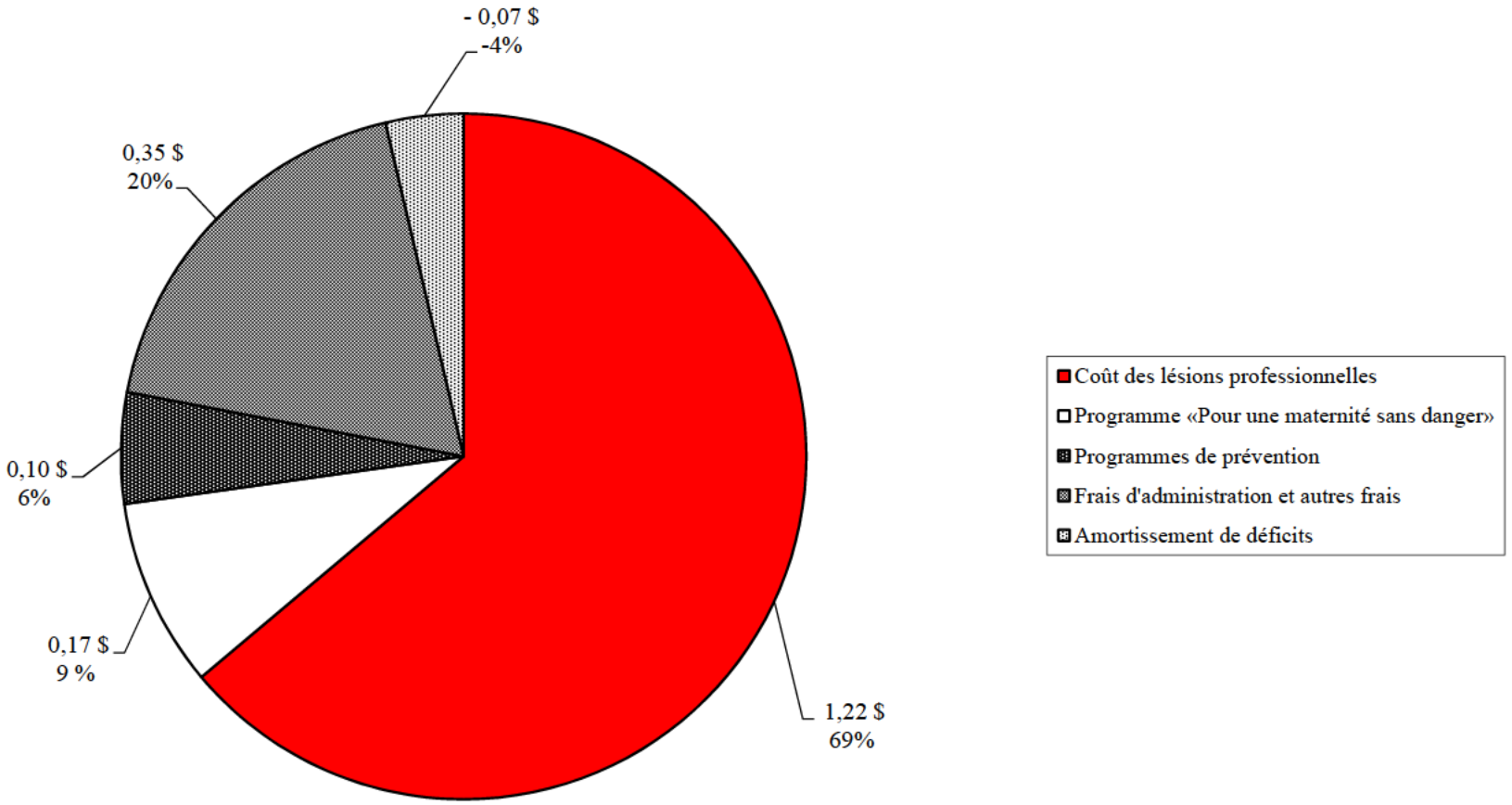
Tableau 5.4b

Données financières et répartition des mutuelles de prévention ouvertes pour 2016 et 2017 selon le nombre d'employeurs membres d'une mutuelle

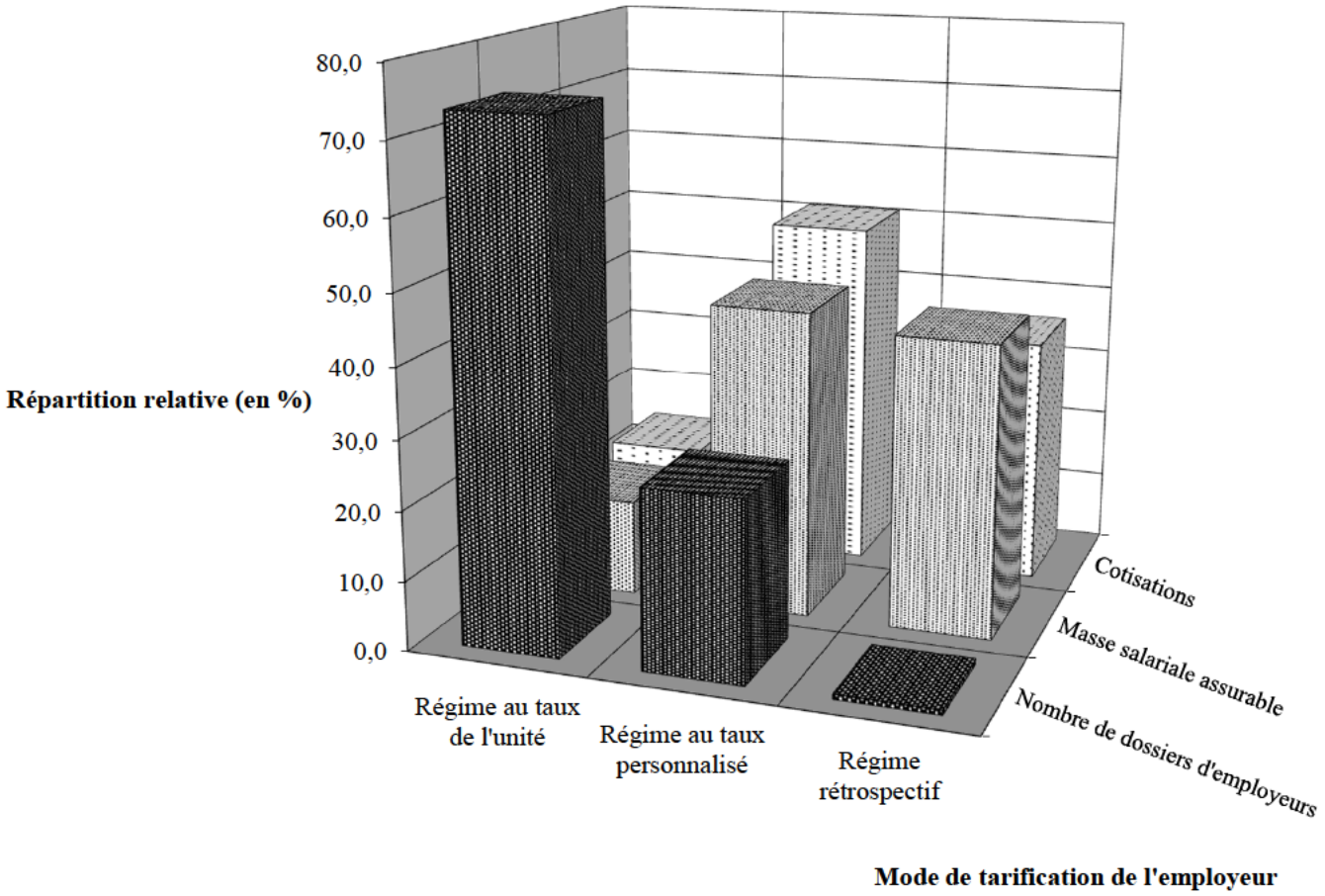
	2016		**2017**	
Masse salariale assurable[2] (en milliards de $)	27,50		28,92	
Cotisation[3] (en millions de $)	670,05		680,80	
Nombre d'employeurs membres d'une mutuelle[1]	Nombre de mutuelles	%	Nombre de mutuelles	%
Moins de 10 employeurs	11	11,2	12	11,8
De 10 à 19 employeurs	4	4,1	6	5,9
De 20 à 49 employeurs	18	18,4	18	17,6
De 50 à 99 employeurs	17	17,3	21	20,6
De 100 à 199 employeurs	18	18,4	11	10,8
De 200 à 499 employeurs	15	15,3	17	16,7
500 employeurs ou plus	15	15,3	17	16,7
Total	98	100	102	100

1. Employeurs ouverts au moins une journée au cours de l'année. Les employeurs ayant une masse salariale à 0 $ sont retenus.
2. Pour 2016, masse salariale assurable définitive ou estimée enregistrée dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2017, pour l'année 2016.
   Pour 2017, masse salariale assurable définitive ou estimée enregistrée dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2018, pour l'année 2017.
3. Pour 2016, cotisations reçues au 30 juin 2017 pour l'année 2016 seulement. Pour 2017, cotisations reçues au 30 juin 2018 pour l'année 2017 seulement.
   Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année présentée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année présentée.

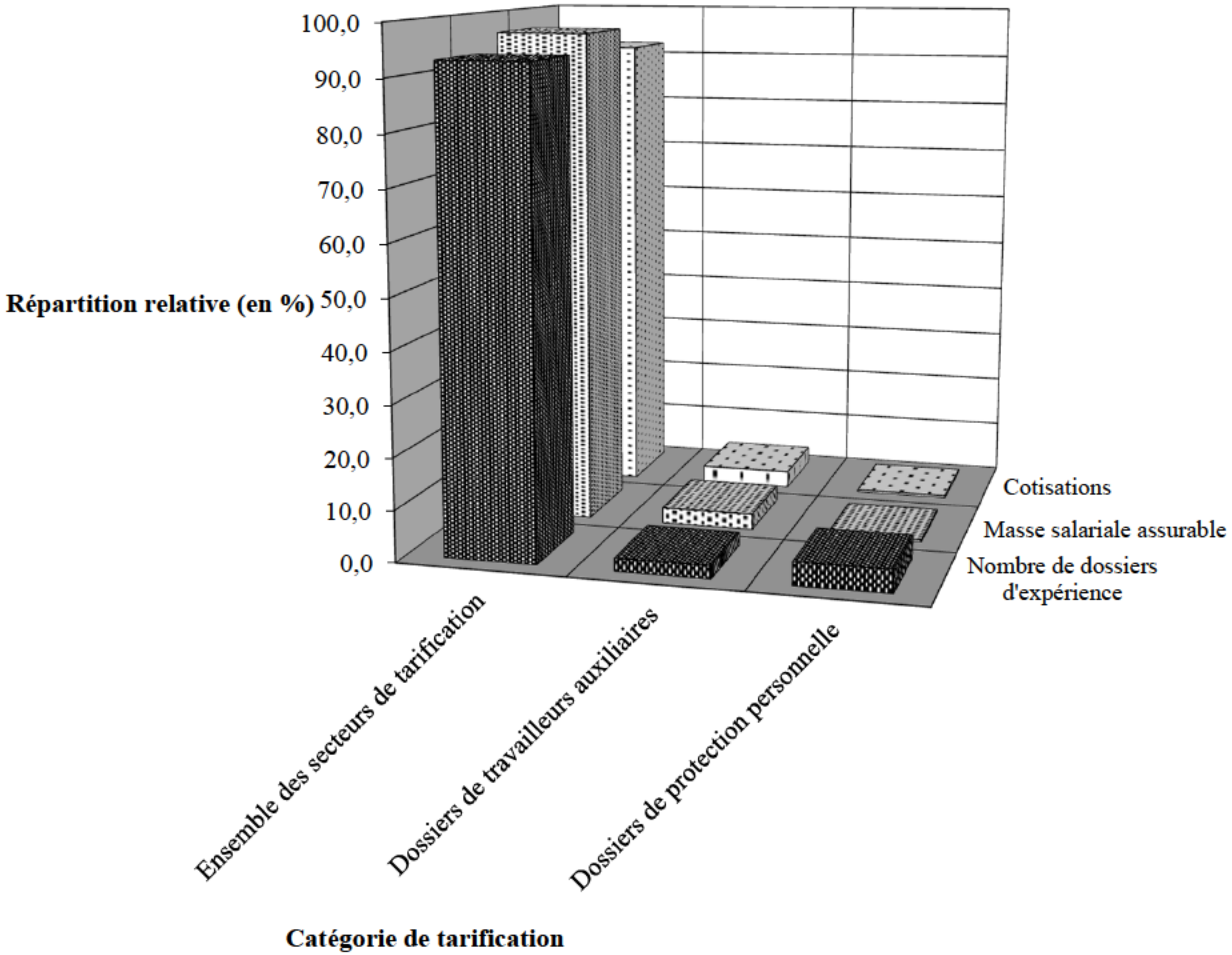
Graphique 5.1
Répartition relative du taux moyen de cotisation décrété en 2017
selon la composante du taux de cotisation



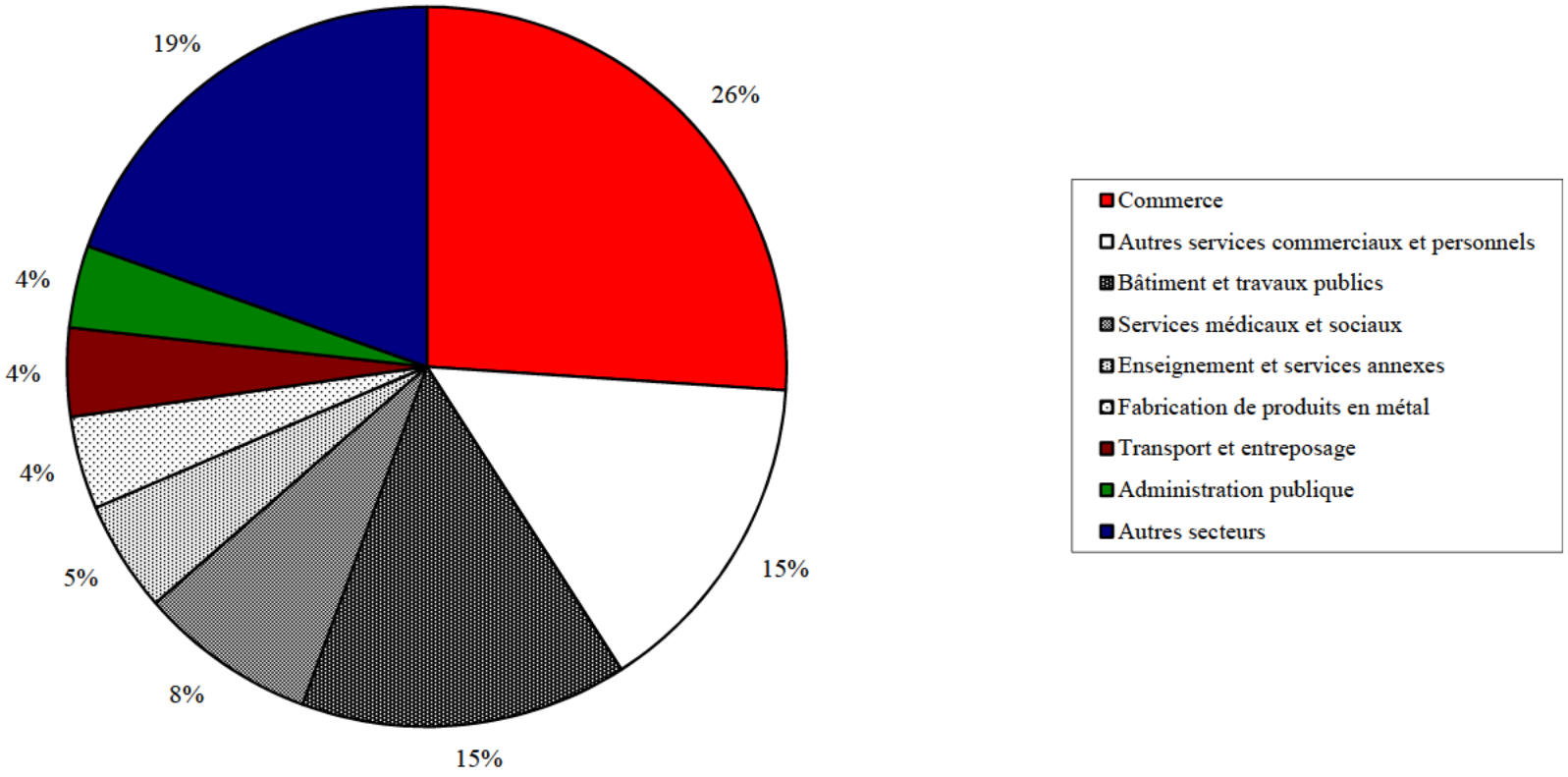
Graphique 5.2
Répartition relative des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2017 selon le mode de tarification de l'employeur



Graphique 5.3
Répartition relative des dossiers d'expérience, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2017 selon la catégorie de tarification



Graphique 5.4
Répartition relative de la masse salariale de 2017 des employeurs membres d'une mutuelle en 2017, selon le secteur d'activité économique principal



Section 6
Processus de contestation en matière de santé et sécurité du travail

Description

Recours et conciliation

La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* et la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* accordent un recours au travailleur qui croit avoir été congédié, suspendu, déplacé, victime de mesures discriminatoires, de représailles ou de toute autre sanction parce qu'il a subi une lésion professionnelle ou qu'il a exercé un droit que lui confère la loi. Ces lois permettent à la CNESST de tenter de concilier ce travailleur, s'il y consent, et son employeur. Si la conciliation échoue, la Commission rend une décision.

Révision administrative

L'entrée en vigueur de la *Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant certaines dispositions législatives*, le 1er avril 1998, marque le début de la révision administrative à la CNESST (et l'abolition des bureaux de révision, créés par l'entrée en vigueur de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* le 19 août 1985).

Toutes les demandes de révision faites à la suite d'une décision rendue par la CNESST en matière de santé et de sécurité du travail font l'objet d'une révision administrative sans audition. La mise en place de ce processus de révision administrative a pour objectifs d'humaniser, de simplifier et d'accélérer les services à la clientèle. Il s'agit d'une activité centralisée qui relève directement du président du conseil d'administration et chef de la direction.

Notes: À compter de 2010, les données relatives à la DRA ont été modifiées pour tenir compte d'une part de nouvelles données au système et d'autre part d'une maturité de 2 mois.

Au tableau 6.1, les demandes d'une autre partie inscrites par la Direction de la révision administrative sont maintenant réparties selon le domaine d'intervention.

À signaler, entre 2016 et 2017 :

- Hausse de 3,9 % des demandes inscrites en matière de santé et de sécurité du travail par la Direction de la révision administrative (DRA), dont une hausse de 3,4 % des demandes relatives à la réparation, de 8,1 % pour le financement, de 22,6 % pour le programme Pour une maternité sans danger, et enfin une baisse de 26,7 % pour la prévention-inspection.

- Hausse de 4,6 % des plaintes reçues en matière de santé et de sécurité du travail et baisse de 5,4 %, des plaintes finalisées par le processus de recours et conciliation; baisse (à 83,1 %) des plaintes réglées par conciliation

Tableau 6.1
Répartition des demandes inscrites par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2017
selon le domaine d'intervention

		Nombre	%
Réparation	• Demandes des travailleurs	**22 322**	**35,6**
	• Demandes des employeurs	**32 527**	**51,8**
	• *Total*	***54 849***	***87,4***
Financement	• Demandes des travailleurs	**14**	**0,0**
	• Demandes des employeurs	**7 123**	**11,4**
	• *Total*	***7 137***	***11,4***
Prévention-inspection	• Demandes des travailleurs	**20**	**0,0**
	• Demandes des employeurs	**260**	**0,4**
	• *Total*	***280***	***0,4***
Programme			
Pour une maternité sans danger	• Demandes des travailleurs	**211**	**0,3**
	• Demandes des employeurs	**17**	**0,0**
	• *Total*	***228***	***0,4***
Indéterminé	• Demandes des travailleurs	**0**	**0,0**
	• Demandes des employeurs	**0**	**0,0**
	• *Total*	***0***	***0,0***
Total	• *Demandes des travailleurs*	***22 567***	***36,0***
	• *Demandes des employeurs*	***39 927***	***63,6***
	• *Demandes d'une autre partie* [1]	***260***	***0,4***
Total		**62 754**	**100**

1. Demandes faites par une partie autre qu'un travailleur ou un employeur.

Note - À compter de 2010, les données relatives à la DRA ont été modifiées pour tenir compte d'une part de nouvelles données au système et d'autre part d'une maturité de 2 mois.

Tableau 6.2
Répartition des demandes terminées par la Direction de la révision administrative (DRA) en 2017 selon le demandeur

		Nombre	%
Modification de la demande de 1ère instance	• Demandes des travailleurs	1 623	3,8
	• Demandes des employeurs	801	1,9
	• Demandes d'une autre partie	9	0,0
	• *Total*	*2 433*	*5,8*
Maintien de la demande de 1ère instance	• Demandes des travailleurs	14 264	33,8
	• Demandes des employeurs	25 373	60,1
	• Demandes d'une autre partie	163	0,4
	• *Total*	*39 800*	*94,2*
Total	• *Demandes des travailleurs*	*15 887*	37,6
	• *Demandes des employeurs*	*26 174*	62,0
	• *Demandes d'une autre partie*	*172*	*0,4*
Total		**42 233**	**100**

Tableau 6.3
Répartition des plaintes reçues et des plaintes finalisées en 2017
selon l'article de loi concerné par le recours

	Article 32 LATMP		**Article 227 LSST**		**Articles 245 et 246 LATMP**		**Total**	
Plaintes reçues	1 893		386		0		**2 279**	
Plaintes finalisées	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
• Conciliation réussie	1 451	84,5	328	77,2	0	-	**1 779**	**83,1**
• Demande acceptée	29	1,7	13	3,1	0	-	**42**	**2,0**
• Demande rejetée	44	2,6	12	2,8	0	-	**56**	**2,6**
• Demande déclarée irrecevable	193	11,2	72	16,9	0	-	**265**	**12,4**
• Total des décisions	266	15,5	97	22,8	0	-	**363**	**16,9**
Total des plaintes réglées (conciliation ou décision)	1 717	100	425	100	0	-	**2 142**	**100**
• Fermeture administrative	66		16		0		**82**	
• Total	**1 783**		**441**		**0**		**2 224**	

Section 7
Volet statistique des programmes de réparation

Description

Cette section regroupe des informations concernant les dossiers ouverts et acceptés selon quelques variables d'intérêt : âge du travailleur, sexe, siège de la lésion, nature de la lésion, catégorie de lésion, genre d'accident ou d'exposition, agent causal de la lésion, agent causal secondaire, profession du travailleur. Également, des statistiques sur les décès y sont présentées.

Notes explicatives

Siège de la lésion

Identification de la partie du corps qui est directement affectée par la nature de la blessure ou de la maladie.

Nature de la lésion

Identification des principales caractéristiques physiques de la blessure ou de la maladie.

Genre d'accident ou d'exposition

Description de la manière dont la blessure ou la maladie a été produite ou infligée par l'agent causal de la lésion.

Agent causal

Identification de l'objet, la substance, l'exposition ou le mouvement du corps qui a produit ou infligé directement la blessure ou la maladie.

Agent causal secondaire

Identification de l'objet, la substance ou la personne qui a généré l'agent causal de la lésion ou qui a contribué au genre d'accident ou d'exposition.

À signaler, entre 2016 et 2017 :

- Lésions professionnelles :
  - Hausse de 4,9 % des accidents du travail
  - Hausse de 20,4 % des maladies professionnelles
  - Hausse de 12,5 % de la proportion des maladies professionnelles associées à un trouble de l'oreille ou de l'audition

  (Note : en 2016, la proportion pouvait être sous-estimée en raison d'un très fort volume de dossiers non codés. La hausse de la proportion, entre 2016 et 2017, pourrait donc être moindre, avec un volume de non codés similaire.)

- Décès :
  - Baisse de 22,5 % des décès associés à un accident du travail
  - Hausse de 22,6 % des décès associés à une maladie professionnelle
  - Baisse de 2,7 % de la proportion des décès accidentels résultant d'une chute
  - Baisse de 7,3 % de la proportion des décès accidentels résultant d'une exposition à des substances ou à des environnements nocifs
  - Hausse de 17,2 % de la proportion des décès accidentels résultant d'accidents de transport
  - Baisse de 5,0 % de la proportion des décès accidentels résultant d'un feu ou d'une explosion
  - Hausse de 19,8 % des décès pour maladie professionnelle associés à l'amiante
  - Hausse de 12,5 % des décès pour maladie professionnelle associés à la silice

Tableau 7.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2017 et acceptés[1]
selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
2012 ou antérieures	6	0,0	20	0,2
2013	0	0,0	4	0,0
2014	8	0,0	10	0,1
2015	56	0,1	26	0,3
2016	5 789	6,7	856	8,6
2017	80 364	93,2	8 996	90,8
Total	**86 223**	**100**	**9 912**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptés au 1er mars 2018; incluant 1 840 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.2

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2017 et acceptés[1]
selon les caractéristiques des bénéficiaires et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle	
		Nombre	%	Nombre	%
Sexe du travailleur	• Féminin	32 818	38,1	896	9,0
	• Masculin	53 405	61,9	9 016	91,0
	• *Total*	*86 223*	*100*	*9 912*	*100*
Âge du travailleur à la lésion professionnelle	• Moins de 20 ans	2 656	3,1	7	0,1
	• 20 à 24 ans	8 095	9,4	35	0,4
	• 25 à 34 ans	18 307	21,2	189	1,9
	• 35 à 44 ans	19 820	23,0	368	3,7
	• 45 à 54 ans	21 101	24,5	1 217	12,3
	• 55 à 64 ans	14 861	17,2	3 438	34,7
	• 65 ans ou plus	1 383	1,6	4 658	47,0
	• *Total*	*86 223*	*100*	*9 912*	*100*
Âge entier moyen du travailleur à la lésion professionnelle	**• Féminin**		**42**		**58**
	• Masculin		**41**		**64**
	• Total		***41***		***63***

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptés au 1er mars 2018; incluant 1 840 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.3

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2017 et acceptés[1]
selon le siège de la lésion et l'âge du travailleur à l'accident

		Moins de 20 ans		20 à 24 ans		25 à 34 ans		35 à 44 ans		45 à 54 ans		55 à 64 ans		65 ans ou plus		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Tête	• Région crânienne	153	5,8	338	4,2	496	2,7	510	2,6	542	2,6	366	2,5	57	4,1	**2 462**	**2,9**
	• Oreille(s)	1	0,0	5	0,1	24	0,1	24	0,1	35	0,2	26	0,2	6	0,4	**121**	**0,1**
	• Visage	91	3,4	331	4,1	707	3,9	649	3,3	583	2,8	407	2,7	35	2,5	**2 803**	**3,3**
	• Autres parties de la tête	11	0,4	23	0,3	60	0,3	58	0,3	69	0,3	43	0,3	6	0,4	**270**	**0,3**
	• Total	*256*	*9,6*	*697*	*8,6*	*1 287*	*7,0*	*1 241*	*6,3*	*1 229*	*5,8*	*842*	*5,7*	*104*	*7,5*	***5 656***	***6,6***
Cou	• Cou, sauf siège interne	0	0,0	5	0,1	17	0,1	14	0,1	7	0,0	1	0,0	0	0,0	**44**	**0,1**
	• Région cervicale	28	1,1	184	2,3	628	3,4	667	3,4	609	2,9	331	2,2	29	2,1	**2 476**	**2,9**
	• Autres parties du cou	0	0,0	0	0,0	1	0,0	2	0,0	2	0,0	0	0,0	0	0,0	**5**	**0,0**
	• Total	*28*	*1,1*	*189*	*2,3*	*646*	*3,5*	*683*	*3,4*	*618*	*2,9*	*332*	*2,2*	*29*	*2,1*	***2 525***	***2,9***
Tronc	• Épaules	139	5,2	472	5,8	1 244	6,8	1 484	7,5	1 863	8,8	1 460	9,8	136	9,8	**6 798**	**7,9**
	• Thorax	30	1,1	100	1,2	271	1,5	320	1,6	552	2,6	475	3,2	48	3,5	**1 796**	**2,1**
	• Dos, colonne vertébrale	493	18,6	1 922	23,7	4 804	26,2	5 593	28,2	5 254	24,9	3 285	22,1	201	14,5	**21 552**	**25,0**
	• Abdomen	7	0,3	21	0,3	73	0,4	39	0,2	75	0,4	59	0,4	5	0,4	**279**	**0,3**
	• Région pelvienne	17	0,6	42	0,5	128	0,7	179	0,9	258	1,2	231	1,6	38	2,7	**893**	**1,0**
	• Autres parties du tronc	10	0,4	37	0,5	139	0,8	143	0,7	171	0,8	124	0,8	8	0,6	**632**	**0,7**
	• Total	*696*	*26,2*	*2 594*	*32,0*	*6 659*	*36,4*	*7 758*	*39,1*	*8 173*	*38,7*	*5 634*	*37,9*	*436*	*31,5*	***31 950***	***37,1***
Membres supérieurs	• Bras	110	4,1	330	4,1	752	4,1	1 021	5,2	1 143	5,4	742	5,0	56	4,0	**4 154**	**4,8**
	• Poignet(s)	118	4,4	345	4,3	757	4,1	691	3,5	658	3,1	483	3,3	47	3,4	**3 099**	**3,6**
	• Main(s), sauf doigt(s) seulement	221	8,3	468	5,8	715	3,9	646	3,3	608	2,9	476	3,2	56	4,0	**3 190**	**3,7**
	• Doigt(s), ongle(s)	476	17,9	1 057	13,1	1 899	10,4	1 739	8,8	1 708	8,1	1 267	8,5	103	7,4	**8 249**	**9,6**
	• Autres parties des membres supérieurs	29	1,1	98	1,2	188	1,0	164	0,8	192	0,9	128	0,9	12	0,9	**811**	**0,9**
	• Total	*954*	*35,9*	*2 298*	*28,4*	*4 311*	*23,5*	*4 261*	*21,5*	*4 309*	*20,4*	*3 096*	*20,8*	*274*	*19,8*	***19 503***	***22,6***
Membres inférieurs	• Jambe(s)	198	7,5	561	6,9	1 361	7,4	1 542	7,8	1 907	9,0	1 588	10,7	152	11,0	**7 309**	**8,5**
	• Cheville(s)	142	5,3	482	6,0	1 113	6,1	1 042	5,3	930	4,4	564	3,8	65	4,7	**4 338**	**5,0**
	• Pied(s), sauf orteil(s) seulement	99	3,7	306	3,8	499	2,7	508	2,6	529	2,5	371	2,5	35	2,5	**2 347**	**2,7**
	• Orteil(s), ongle(s) d'orteil(s)	37	1,4	64	0,8	101	0,6	101	0,5	122	0,6	85	0,6	10	0,7	**520**	**0,6**
	• Autres parties des membres inférieurs	24	0,9	63	0,8	138	0,8	152	0,8	173	0,8	102	0,7	12	0,9	**664**	**0,8**
	• Total	*500*	*18,8*	*1 476*	*18,2*	*3 212*	*17,5*	*3 345*	*16,9*	*3 661*	*17,3*	*2 710*	*18,2*	*274*	*19,8*	***15 178***	***17,6***
Systèmes corporels		66	2,5	262	3,2	721	3,9	690	3,5	623	3,0	287	1,9	22	1,6	**2 671**	**3,1**
Sièges multiples		123	4,6	470	5,8	1 200	6,6	1 557	7,9	1 954	9,3	1 470	9,9	190	13,7	**6 964**	**8,1**
Appareils prosthétiques (prothèses)		14	0,5	38	0,5	86	0,5	112	0,6	357	1,7	365	2,5	35	2,5	**1 007**	**1,2**
Autres ou indéterminé		19	0,7	71	0,9	185	1,0	173	0,9	177	0,8	125	0,8	19	1,4	**769**	**0,9**
Total		**2 656**	**100**	**8 095**	**100**	**18 307**	**100**	**19 820**	**100**	**21 101**	**100**	**14 861**	**100**	**1 383**	**100**	**86 223**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptés au 1er mars 2018; incluant1 665 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.4

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2017 et acceptés[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

		Nombre	%
Contacts avec des objets ou de l'équipement	• Heurter un objet	5 225	6,1
	• Frappé par un objet	9 055	10,5
	• Coincé ou écrasé par de l'équipement ou des objets	4 403	5,1
	• Frottement ou abrasion par friction ou pression	3 090	3,6
	• Autres contacts avec des objets ou de l'équipement	1 133	1,3
	• *Total*	*22 906*	*26,6*
Chutes	• Chute à un niveau inférieur	4 368	5,1
	• Saut à un niveau inférieur	175	0,2
	• Chute au même niveau	10 383	12,0
	• Autres chutes	1 095	1,3
	• *Total*	*16 021*	*18,6*
Réactions du corps et efforts	• Réaction du corps (s'étirer, marcher, glisser, trébucher, …)	15 677	18,2
	• Effort excessif	15 711	18,2
	• Mouvement répétitif	1 595	1,8
	• État corporel, n.c.a.	20	0,0
	• Autres réactions du corps et efforts	2 896	3,4
	• *Total*	*35 899*	*41,6*
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	• Contact avec le courant électrique	161	0,2
	• Contact avec des températures extrêmes	1 175	1,4
	• Exposition à des substances caustiques, nocives ou allergènes	1 822	2,1
	• Exposition au bruit	34	0,0
	• Exposition au rayonnement	42	0,0
	• Exposition à un événement traumatisant ou stressant, n.c.a.	588	0,7
	• Autres expositions à des substances ou à des environnements nocifs	228	0,3
	• *Total*	*4 050*	*4,7*
Accidents de transport	• Accident de la route	1 118	1,3
	• Accident hors route, sauf ferroviaire, aérien ou nautique	329	0,4
	• Piéton, non-passager heurté par un véhicule, un équipement mobile	110	0,1
	• Accident ferroviaire	12	0,0
	• Accident de véhicule nautique	6	0,0
	• Accident d'aéronef	3	0,0
	• Autres accidents de transport	39	0,0
	• *Total*	1 617	*1,9*
Feux et explosions		73	0,1
Voies de fait et actes violents	• Voies de fait et acte violent par une ou des personnes	2 538	2,9
	• Attaque par des animaux	105	0,1
	• Autres voies de fait et actes violents	27	0,0
	• *Total*	*2 670*	*3,1*
Autres ou indéterminé		2 987	3,5
Total		**86 223**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptés au 1er mars 2018; incluant 1 665 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.5

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2017 et acceptés[1]
selon la nature de la lésion

		Nombre	%
Blessure ou trouble traumatique	• Blessure traumatique aux os, aux nerfs ou à la moëlle épinière	6 805	7,9
	• Blessure traumatique aux muscles, tendons, ligaments, articulations, etc.	38 910	45,1
	• Plaie ouverte	6 636	7,7
	• Plaie ou contusion superficielle	11 406	13,2
	• Brûlure	1 461	1,7
	• Blessure intracrânienne	1 352	1,6
	• Blessures ou troubles traumatiques multiples	1 871	2,2
	• Autres blessures ou troubles traumatiques	2 543	2,9
	• *Total*	*70 984*	*82,3*
Maladie ou trouble systémique	• Maladie du système nerveux ou des organes sensoriels	877	1,0
	• Maladie de l'appareil respiratoire	85	0,1
	• Maladie ou trouble de l'appareil digestif	419	0,5
	• Maladie ou trouble du système musculo-squelettique	7 667	8,9
	• Maladie de la peau ou du tissu sous-cutané	264	0,3
	• Autres maladies ou troubles systémiques	6	0,0
	• *Total*	*9 318*	*10,8*
Maladie infectieuse ou parasitaire		1 050	1,2
Néoplasme, tumeur, cancer		1	0,0
Symptômes, signes et états mal définis	• Symptômes impliquant le système nerveux ou musculo-squelettique	83	0,1
	• Autres symptômes, signes ou états mal définis	44	0,1
	• *Total*	*127*	*0,1*
Autres maladies, états ou troubles	• Dommages aux appareils prosthétiques (prothèses)	748	0,9
	• Trouble ou syndrome mental	1 212	1,4
	• Autres maladies, états ou troubles	41	0,0
	• *Total*	*2 001*	*2,3*
Maladies, états ou troubles multiples		1 150	1,3
Autres ou indéterminée		1 592	1,8
Total		**86 223**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptés au 1er mars 2018; incluant 1 665 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.6a

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2017 et acceptés[1]
selon l'agent causal de la lésion

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	991	1,1
Contenants	5 574	6,5
Mobilier et appareils	2 028	2,4
Machinerie	2 193	2,5
Pièces et matériaux	7 983	9,3
Personnes, plantes, animaux et minéraux	37 548	43,5
Structures et surfaces	12 869	14,9
Outils, instruments et matériel	5 619	6,5
Véhicules	3 402	3,9
Autres ou indéterminé	8 016	9,3
Total	**86 223**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptés au 1er mars 2018; incluant 1 665 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.6b

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2017 et acceptés[1]
selon l'agent causal secondaire

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	430	0,5
Contenants	4 426	5,1
Mobilier et appareils	1 701	2,0
Machinerie	1 642	1,9
Pièces et matériaux	5 180	6,0
Personnes, plantes, animaux et minéraux	20 198	23,4
Structures et surfaces	5 023	5,8
Outils, instruments et matériel	4 706	5,5
Véhicules	2 382	2,8
Autres ou indéterminé	40 535	47,0
Total	**86 223**	**100**

Tableau 7.7

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2017 et acceptés[1] selon la profession du travailleur et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
Directeurs, administrateurs et personnel assimilé	1 248	1,4	80	0,8
Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques	931	1,1	60	0,6
Travailleurs spécialisés des sciences sociales et secteurs connexes	751	0,9	1	0,0
Enseignants et personnel assimilé	4 047	4,7	78	0,8
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs assimilés	10 817	12,5	49	0,5
Professionnels des domaines artistique et littéraire et personnel assimilé	408	0,5	13	0,1
Travailleurs spécialisés des sports et loisirs	339	0,4	5	0,1
Personnel administratif et travailleurs assimilés	5 423	6,3	70	0,7
Travailleurs spécialisés dans la vente	5 431	6,3	91	0,9
Travailleurs spécialisés dans les services	11 342	13,2	345	3,5
Agriculteurs, horticulteurs et éleveurs	950	1,1	34	0,3
Travailleurs forestiers et bûcherons	324	0,4	149	1,5
Mineurs, carriers, foreurs de puits et travailleurs assimilés	340	0,4	125	1,3
Travailleurs des industries de transformation	3 410	4,0	453	4,6
Usineurs et travailleurs des secteurs connexes	3 086	3,6	631	6,4
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	6 490	7,5	989	10,0
Travailleurs de bâtiment	5 940	6,9	1 217	12,3
Personnel d'exploitation des transports	4 339	5,0	426	4,3
Manutentionnaires et travailleurs assimilés	8 637	10,0	1 189	12,0
Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines	1 114	1,3	241	2,4
Autres ou indéterminée	10 856	12,6	3 666	37,0
Total	**86 223**	**100**	**9 912**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptés au 1er mars 2018; incluant 1 840 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.8

Répartition des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2017 et acceptés[1]
selon la nature de la maladie et l'âge du travailleur à la maladie

		Moins de 20 ans		20 à 24 ans		25 à 34 ans		35 à 44 ans		45 à 54 ans		55 à 64 ans		65 ans ou plus		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Blessures et troubles traumatiques	• Entorse, foulure, déchirure	0	0,0	1	2,9	0	0,0	5	1,4	3	0,2	4	0,1	2	0,0	**15**	**0,2**
	• Blessure traumatique aux muscles, tendons, etc.	0	0,0	0	0,0	1	0,5	0	0,0	2	0,2	0	0,0	0	0,0	**3**	**0,0**
	• Autres intoxications ou effets toxiques	0	0,0	0	0,0	3	1,6	1	0,3	1	0,1	1	0,0	0	0,0	**6**	**0,1**
	• Blessure ou trouble traumatique avec diagnostic imprécis	0	0,0	2	5,7	0	0,0	0	0,0	3	0,2	0	0,0	0	0,0	**5**	**0,1**
	• Autres blessures ou troubles traumatiques	0	0,0	0	0,0	3	1,6	7	1,9	7	0,6	2	0,1	0	0,0	**19**	**0,2**
	• *Total*	*0*	*0,0*	*3*	*8,6*	*7*	*3,7*	*13*	*3,5*	*16*	*1,3*	*7*	*0,2*	*2*	*0,0*	***48***	***0,5***
Maladies et troubles systémiques	• Trouble du système nerveux périphérique	0	0,0	4	11,4	24	12,7	20	5,4	40	3,3	21	0,6	3	*0,1*	**112**	**1,1**
	• Trouble de l'œil, des annexes ou de la vue	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Trouble de l'oreille, de la mastoïde ou de l'audition	0	0,0	0	0,0	25	13,2	139	37,8	778	63,9	2 587	75,2	3 662	78,6	**7 191**	**72,5**
	• Syndrome de Raynaud	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	1,1	1	0,1	12	0,3	1	0,0	**18**	**0,2**
	• Bronchopneumopathie obstructive chronique ou état apparenté	0	0,0	0	0,0	4	2,1	8	2,2	3	0,2	3	0,1	0	0,0	**18**	**0,2**
	• Pneumoconiose	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	5	0,4	15	0,4	88	1,9	**108**	**1,1**
	• Autres maladies de l'appareil respiratoire	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,0	**2**	**0,0**
	• Entérite ou colite non infectieuse	0	0,0	0	0,0	2	1,1	2	0,5	1	0,1	1	0,0	0	0,0	**6**	**0,1**
	• Affections du rachis (dos)	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Inflammation, rhumatisme, sauf le rachis	1	14,3	18	51,4	62	32,8	86	23,4	80	6,6	61	1,8	3	0,1	**311**	**3,1**
	• Infection de la peau ou du tissu sous-cutané	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Dermatite	3	42,9	1	2,9	12	6,3	8	2,2	11	0,9	12	0,3	0	0,0	**47**	**0,5**
	• Autres maladies ou troubles systémiques	0	0,0	0	0,0	2	1,1	0	0,0	1	0,1	2	0,1	0	0,0	**5**	**0,1**
	• *Total*	*4*	*57,1*	*23*	*65,7*	*131*	*69,3*	*267*	*72,6*	*921*	*75,7*	*2 715*	*79,0*	*3 759*	*80,7*	***7 820***	***78,9***
Maladies infectieuses et parasitaires		0	0,0	0	0,0	6	3,2	1	0,3	5	0,4	2	0,1	0	*0,0*	**14**	**0,1**
Néoplasmes, tumeurs et cancers		0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,3	3	0,2	13	0,4	71	1,5	**88**	**0,9**
Symptômes, signes et états mal définis		0	0,0	0	0,0	2	1,1	1	0,3	1	0,1	1	0,0	0	0,0	**5**	**0,1**
Autres maladies, états ou troubles		0	0,0	0	0,0	1	0,5	1	0,3	4	0,3	1	0,0	1	0,0	**8**	**0,1**
Autres ou indéterminé		3	42,9	9	25,7	42	22,2	84	22,8	267	21,9	699	20,3	825	17,7	**1 929**	**19,5**
Total		**7**	**100**	**35**	**100**	**189**	**100**	**368**	**100**	**1 217**	**100**	**3 438**	**100**	**4 658**	**100**	**9 912**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptés au 1er mars 2018; incluant 175 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.9

Répartition des décès pour l'année 2017[1]
selon la catégorie de prestation et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	Débours (en '000 de $)	Nombre	Débours (en '000 de $)
Indemnités de décès	56	2 360	160	12 725
Sans indemnités de décès	6	—	8	—
Total	**62**	**2 360**	**168**	**12 725**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2017, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017; décès acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 2 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.10

Répartition des décès pour l'année 2017[1]
selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle	
	Nombre	%	Nombre	%
2012 ou antérieures	0	0,0	2	1,2
2013	0	0,0	3	1,8
2014	2	3,2	8	4,8
2015	3	4,8	15	8,9
2016	14	22,6	68	40,5
2017	43	69,4	72	42,9
Total	**62**	**100**	**168**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2017, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 2 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.11

Répartition des décès pour l'année 2017[1]
selon les caractéristiques des travailleurs décédés et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle	
		Nombre	%	Nombre	%
Sexe du travailleur	• Féminin	2	3,2	3	1,8
	• Masculin	60	96,8	165	98,2
	• *Total*	*62*	*100*	*168*	*100*
Âge du travailleur au décès	• Moins de 20 ans	0	0,0	0	—
	• 20 à 24 ans	4	6,5	0	—
	• 25 à 34 ans	8	12,9	0	—
	• 35 à 44 ans	9	14,5	0	—
	• 45 à 54 ans	22	35,5	1	0,6
	• 55 à 64 ans	16	25,8	14	8,3
	• 65 ans ou plus	3	4,8	153	91,1
	• *Total*	*62*	*100*	*168*	*100*
Âge entier moyen du travailleur au décès	• **Féminin**	**34**		**76**	
	• **Masculin**	**48**		**76**	
	• ***Total***	***47***		***76***	

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2017, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 2 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 7.12

Répartition des décès pour l'année 2017 pour accident du travail[1]
selon le siège de la lésion

	Nombre	%
Tête	10	16,1
Cou, y compris la gorge	2	3,2
Tronc	8	12,9
Membres supérieurs	0	0,0
Membres inférieurs	2	3,2
Systèmes corporels	4	6,5
Sièges multiples	36	58,1
Autres ou indéterminé	0	0,0
Total	**62**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2017, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 1 dossier d'employeur non assuré.

Tableau 7.13

Répartition des décès pour l'année 2017 pour accident du travail[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

	Nombre	%
Contacts avec des objets ou de l'équipement	15	24,2
Chutes	10	16,1
Réactions du corps et efforts	5	8,1
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	4	6,5
Accidents de transport	27	43,5
Feux et explosions	0	0,0
Voies de fait et actes violents	1	1,6
Autres ou indéterminé	0	0,0
Total	**62**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2017, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 1 dossier d'employeur non assuré.

Tableau 7.14a

Répartition des décès pour l'année 2017 pour accident du travail[1]
selon l'agent causal de la lésion

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	2	3,2
Contenants	1	1,6
Mobilier et appareils	0	0,0
Machinerie	5	8,1
Pièces et matériaux	3	4,8
Personnes, plantes, animaux et minéraux	7	11,3
Structures et surfaces	15	24,2
Outils, instruments et matériel	1	1,6
Véhicules	28	45,2
Autres ou indéterminé	0	0,0
Total	**62**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2017, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017; acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 1 dossier d'employeur non assuré.

Tableau 7.14b

Répartition des décès pour l'année 2017 pour accident du travail[1]
selon l'agent causal secondaire

	Nombre	%
Produits et composés chimiques	0	0,0
Contenants	4	6,5
Mobilier et appareils	1	1,6
Machinerie	6	9,7
Pièces et matériaux	3	4,8
Personnes, plantes, animaux et minéraux	5	8,1
Structures et surfaces	5	8,1
Outils, instruments et matériel	1	1,6
Véhicules	13	21,0
Autres ou indéterminé	24	38,7
Total	**62**	**100**

Tableau 7.15

Répartition des décès pour l'année 2017[1]
selon la profession du travailleur au décès

	Nombre	%
Directeurs, administrateurs et personnel assimilé	3	1,3
Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques	3	1,3
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs assimilés	2	0,9
Professionnels des domaines artistique et littéraire et personnel assimilé	2	0,9
Travailleurs spécialisés dans la vente	4	1,7
Travailleurs spécialisés dans les services	19	8,3
Agriculteurs, horticulteurs, éleveurs	4	1,7
Mineurs, carriers, foreurs de puits et travailleurs assimilés	13	5,7
Travailleurs des industries de transformation	30	13,0
Usineurs et travailleurs des secteurs connexes	16	7,0
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	16	7,0
Travailleurs du bâtiment	79	34,3
Personnel d'exploitation des transports	18	7,8
Manutentionnaires et travailleurs assimilés	9	3,9
Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines	6	2,6
Travailleurs, n.c.a.	3	1,3
Autres ou indéterminée	3	1,3
Total	**230**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2017, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017; incluant 2 dossiers d'employeurs non assurés.

Note: Les nombres inférieurs à 2 sont regroupés avec Autres ou indéterminée.

Tableau 7.16

Répartition des décès pour l'année 2017 pour maladie professionnelle[1]
selon la nature de la maladie

	Nombre	%
Maladie de l'appareil respiratoire, non précisée	0	0,0
Asthme	2	1,2
Amiantose	24	14,3
Silicose	4	2,4
Pneumoconiose, nca	1	0,6
Tumeur maligne (cancer)	57	33,9
Mésothéliome	78	46,4
Autres ou indéterminée	2	1,2
Total	**168**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2017, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017; incluant 1 dossier d'employeur non assuré.

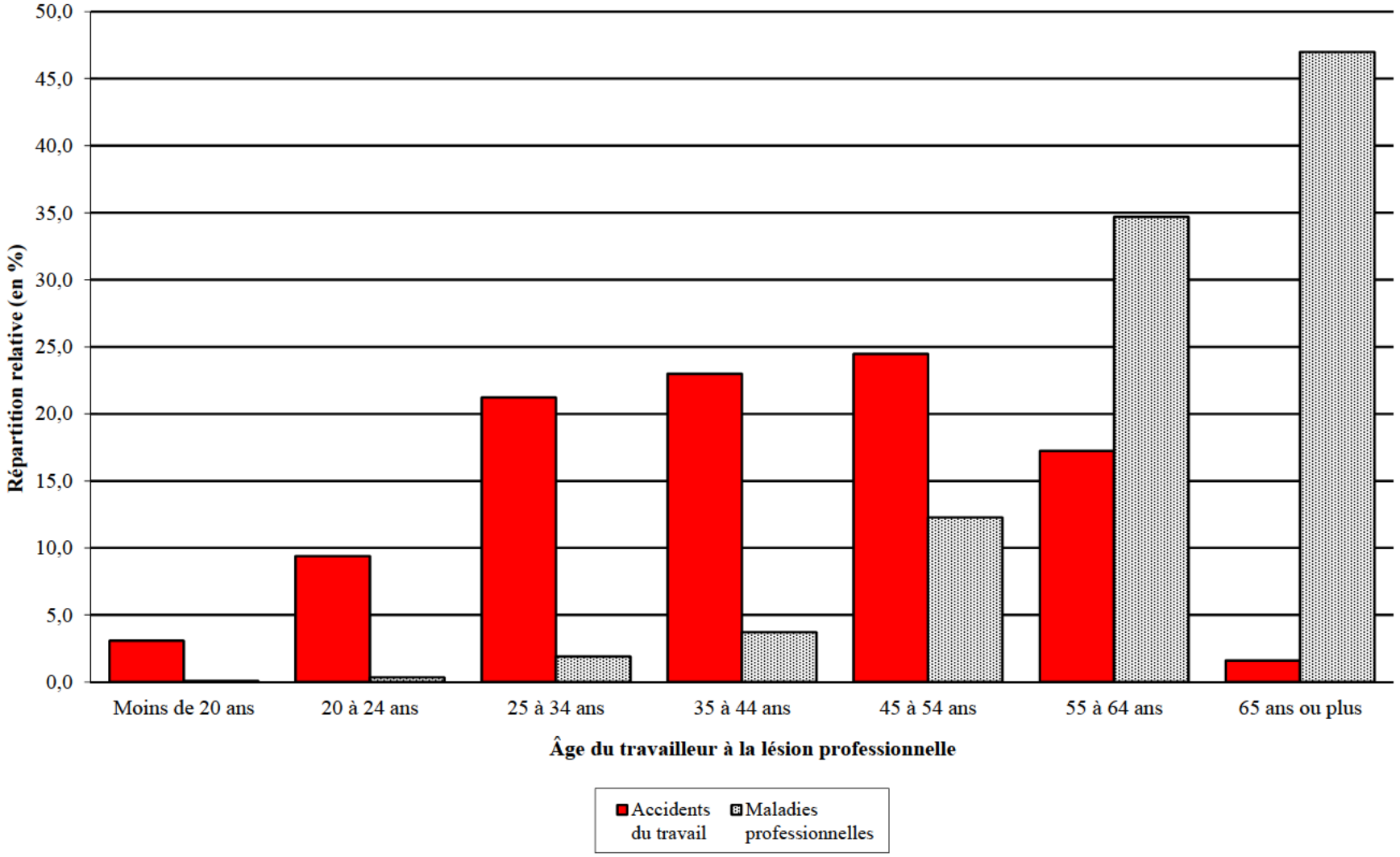
Tableau 7.17

Répartition des décès pour l'année 2017 pour maladie professionnelle[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

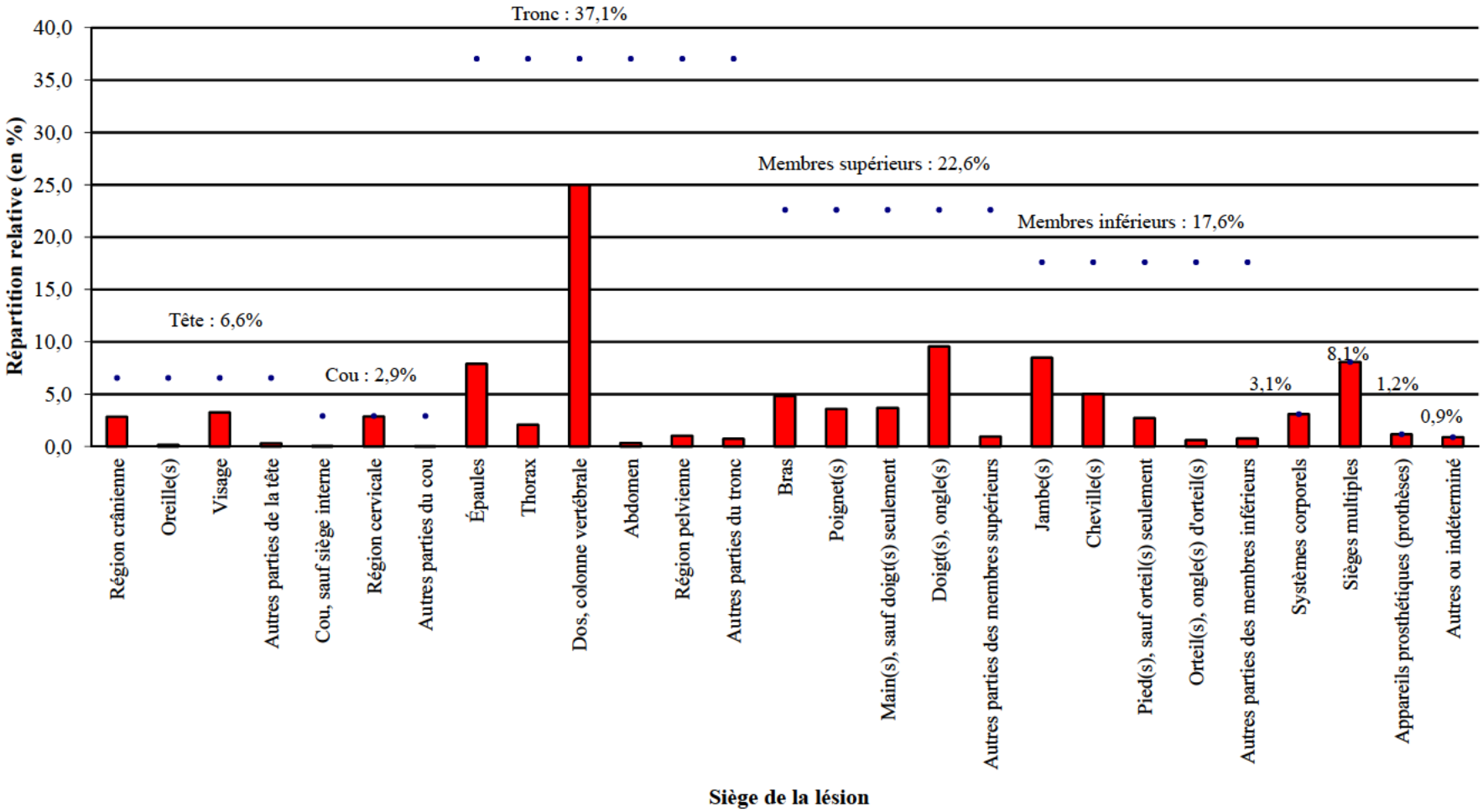
		Nombre	%
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	• Amiantose, mésothéliome ou lésion d'une autre nature dont l'agent causal ou l'agent causal secondaire est l'amiante	145	86,3
	• Silicose ou lésion d'une autre nature dont l'agent causal ou l'agent causal secondaire est la silice	9	5,4
	• Autres	14	8,3
	Total	*168*	*100,0*
Autres ou indéterminé		0	0,0
Total		**168**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2017, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017; incluant 1 dossier d'employeur non assuré.

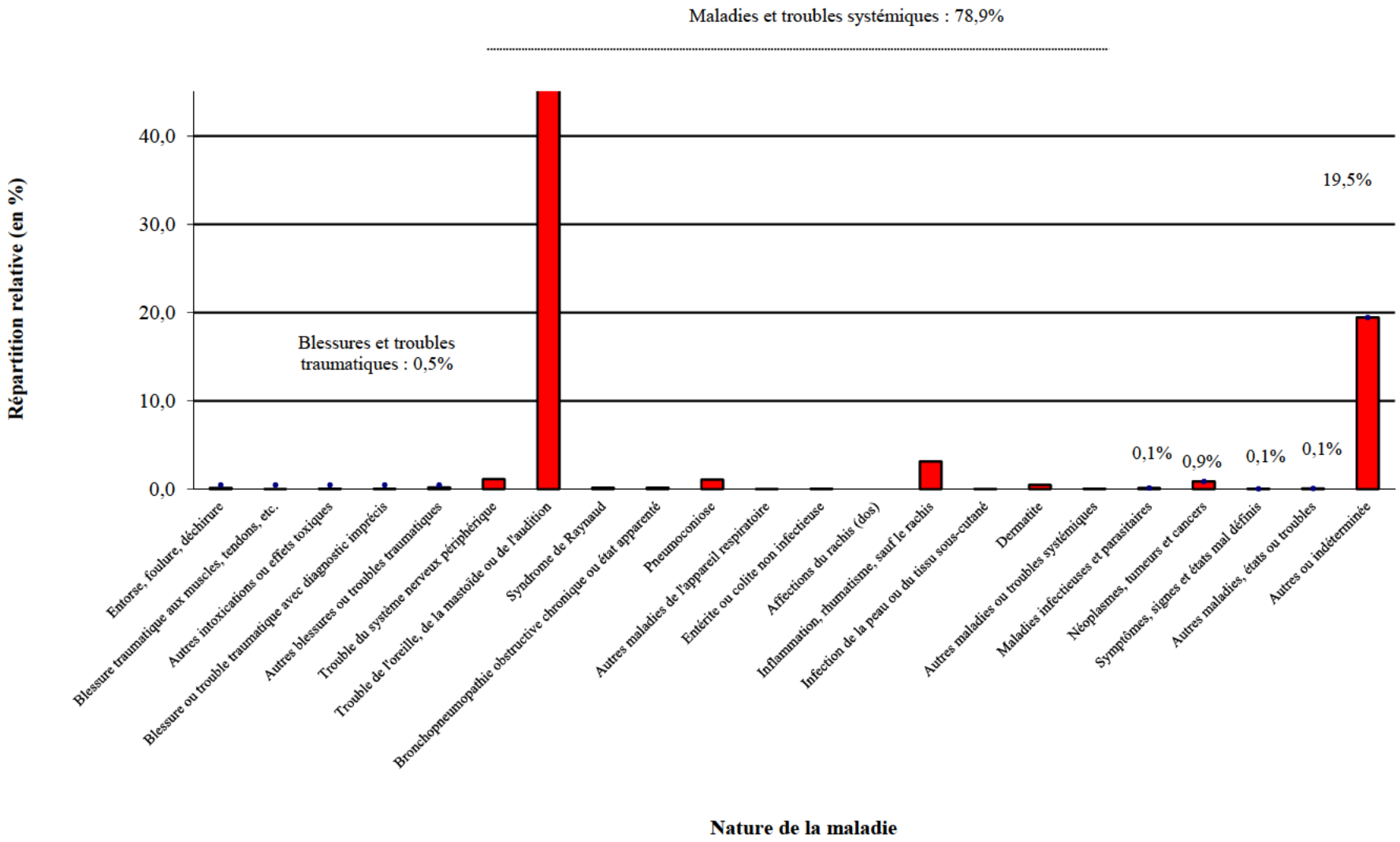
Graphique 7.1
Répartition relative des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2017 et acceptés selon l'âge du travailleur à la lésion professionnelle



Graphique 7.2
Répartition relative des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2017 et acceptés selon le siège de la lésion



Graphique 7.3
Répartition relative des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2017 et acceptés selon la nature de la maladie



Section 8
Volet statistique du programme
Pour une maternité sans danger

Description

Cette section regroupe des informations concernant les réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger* selon quelques variables d'intérêt : âge de la travailleuse, catégorie du retrait, nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation, nature de l'agresseur, profession.

À signaler, entre 2016 et 2017 :

- Baisse de 2,1 %, des réclamations du programme Pour une maternité sans danger acceptées, dont une baisse de 2,0 % pour les travailleuses enceintes et une baisse de 13,8 % pour les travailleuses qui allaitent

Tableau 8.1

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2017 et acceptées[1] selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Moins de 20 ans	485	1,5	1	0,4	**486**	**1,5**
20 à 24 ans	5 317	16,5	18	6,9	**5 335**	**16,5**
25 à 29 ans	12 439	38,7	86	32,8	**12 525**	**38,7**
30 à 34 ans	9 125	28,4	108	41,2	**9 233**	**28,5**
35 à 39 ans	3 933	12,2	41	15,6	**3 974**	**12,3**
40 ans ou plus	828	2,6	8	3,1	**836**	**2,6**
Total	**32 127**	**100**	**262**	**100**	**32 389**	**100**
Âge entier moyen de la réclamante		**29**		**31**		**29**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptées au 1er mars 2018, avec ou sans paiement.

Tableau 8.2

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2017 et acceptées[1] selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation

	Nombre	%
1re à 4e	1 765	5,5
5e à 9e	10 067	31,3
10e à 13e	5 175	16,1
14e à 17e	2 146	6,7
18e à 22e	1 621	5,0
23e à 26e	820	2,6
27e à 30e	506	1,6
31e à 35e	204	0,6
36e ou plus	13	0,0
Indéterminé	9 810	30,5
Total	**32 127**	**100**

Nombre moyen de semaines de grossesse	**11**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptées au 1er mars 2018, avec ou sans paiement.

Tableau 8.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2017 et acceptées[1] selon la nature de l'agresseur et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Agresseur chimique		3 472	10,8	61	23,3	**3 533**	**10,9**
Agresseur physique		300	0,9	0	0,0	**300**	**0,9**
Agresseur ergonomique	• Horaires de travail	1 450	4,5	1	0,4	**1 451**	**4,5**
	• Charge de travail	531	1,7	0	0,0	**531**	**1,6**
	• Postures de travail	3 437	10,7	0	0,0	**3 437**	**10,6**
	• Soulever, pousser, tirer	983	3,1	0	0,0	**983**	**3,0**
	• Autres efforts physiques	305	0,9	1	0,4	**306**	**0,9**
	• Autres risques ergonomiques	1 753	5,5	1	0,4	**1 754**	**5,4**
	• *Total*	*8 459*	*26,3*	*3*	*1,1*	***8 462***	***26,1***
Agresseur biologique		7 828	24,4	21	8,0	**7 849**	**24,2**
Agresseur à la sécurité du travail		2 178	6,8	1	0,4	**2 179**	**6,7**
Autres ou indéterminé		9 890	30,8	176	67,2	**10 066**	**31,1**
Total		**32 127**	**100**	**262**	**100**	**32 389**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptées au 1er mars 2018, avec ou sans paiement.

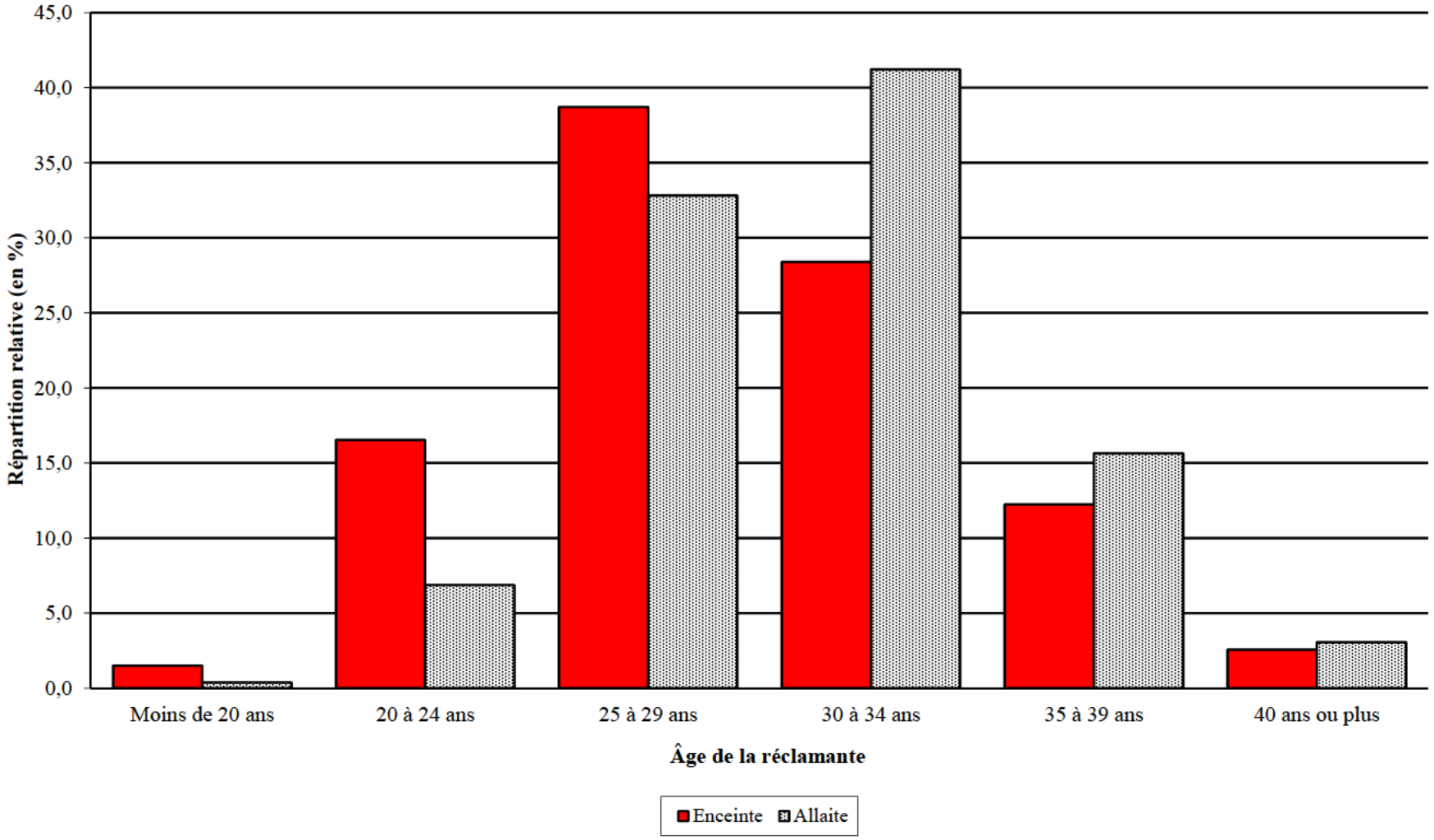
Tableau 8.4

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2017 et acceptées[1] selon la profession de la travailleuse et la catégorie du retrait

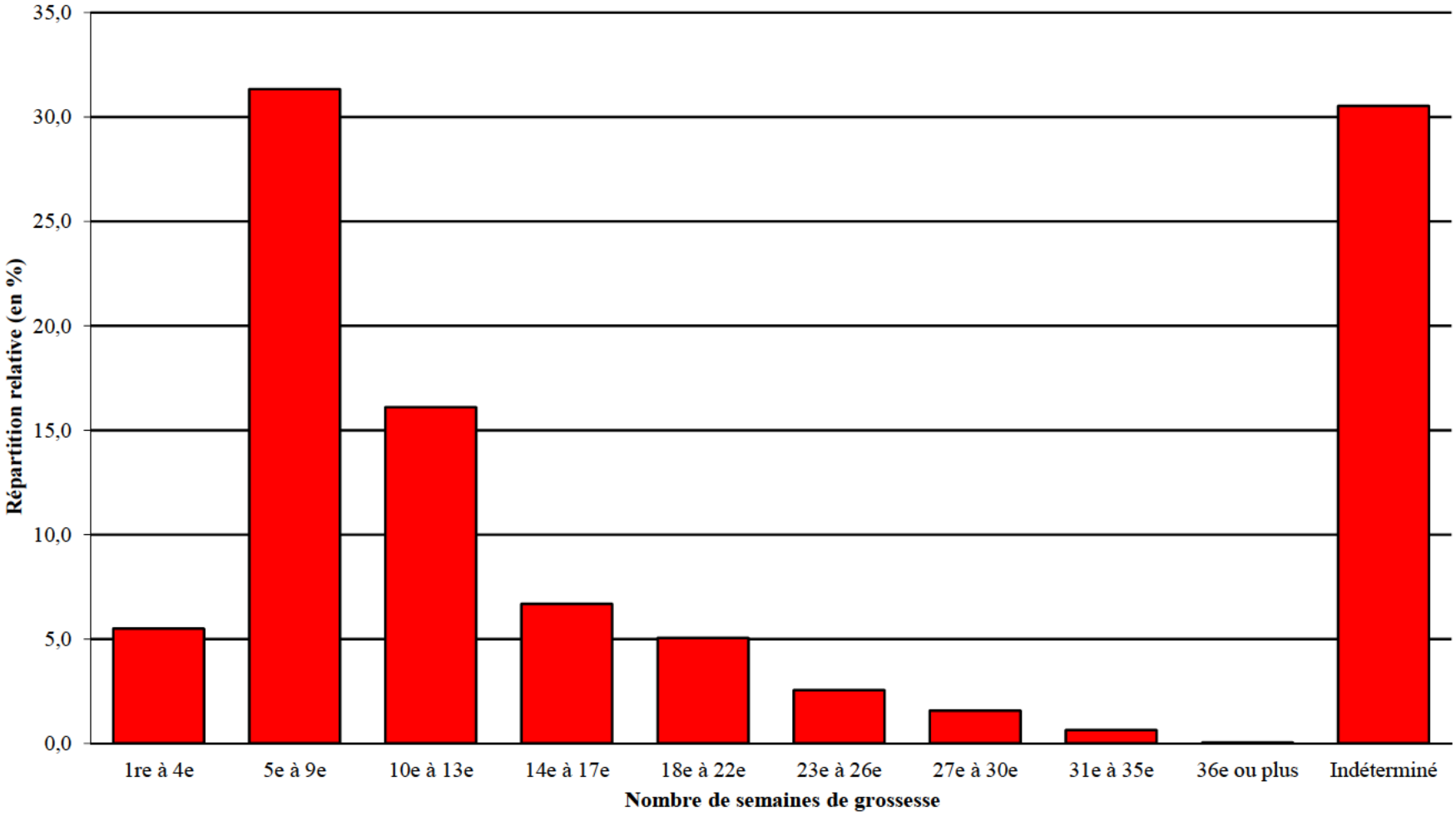
	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Technicienne en sciences naturelles	121	0,4	0	0,0	**121**	**0,4**
Enseignante	4 010	12,5	0	0,0	**4 010**	**12,4**
Infirmière	4 900	15,3	26	9,9	**4 926**	**15,2**
Autre personnel médical	1 748	5,4	28	10,7	**1 776**	**5,5**
Secrétaire	123	0,4	1	0,4	**124**	**0,4**
Caissière	948	3,0	0	0,0	**948**	**2,9**
Employée de bureau	380	1,2	1	0,4	**381**	**1,2**
Vendeuse	1 556	4,8	2	0,8	**1 558**	**4,8**
Commis	245	0,8	1	0,4	**246**	**0,8**
Travailleuse des aliments	375	1,2	0	0,0	**375**	**1,2**
Barmaid	2 079	6,5	0	0,0	**2 079**	**6,4**
Préposée à l'entretien	281	0,9	0	0,0	**281**	**0,9**
Services personnels	1 227	3,8	1	0,4	**1 228**	**3,8**
Autre travailleuse des services	291	0,9	1	0,4	**292**	**0,9**
Couturière	47	0,1	0	0,0	**47**	**0,1**
Travailleuse du textile	21	0,1	0	0,0	**21**	**0,1**
Manutentionnaire	486	1,5	2	0,8	**488**	**1,5**
Travailleuse de l'imprimerie	22	0,1	0	0,0	**22**	**0,1**
Autres ou indéterminée	13 267	41,3	199	76,0	**13 466**	**41,6**
Total	**32 127**	**100**	**262**	**100**	**32 389**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptées au 1er mars 2018, avec ou sans paiement.

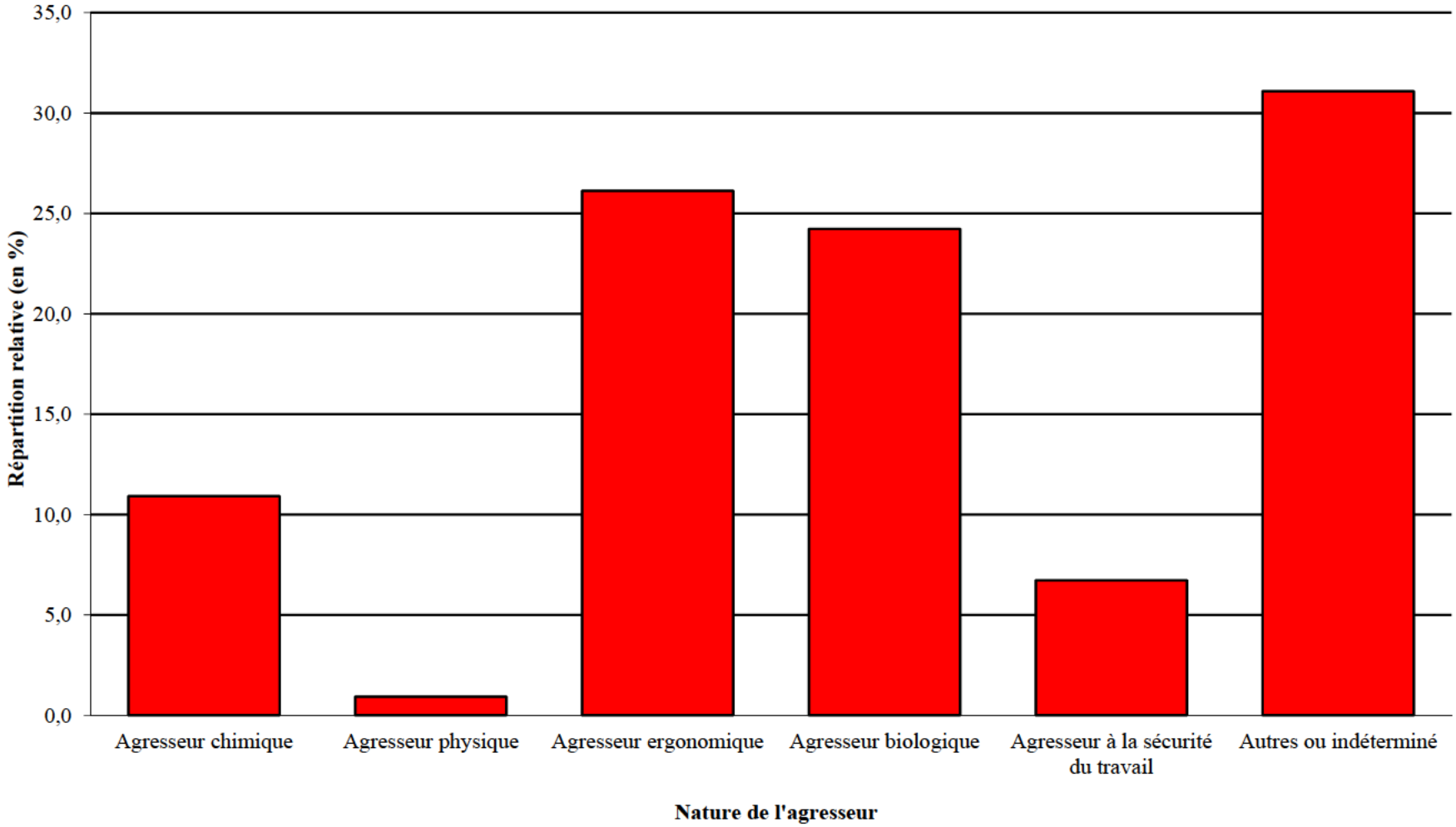
Graphique 8.1
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2017 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait



Graphique 8.2
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2017 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation



Graphique 8.3
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2017 et acceptées selon la nature de l'agresseur



Section 9
Statistiques selon le secteur d’activité économique – santé et sécurité du travail

Description

Toutes les entreprises appartiennent à une branche d'activité économique déterminée en fonction de leur activité principale. Les secteurs d'activité économique sont déterminés à partir de la « classification des activités économiques du Québec » et sont rattachés aux employeurs inscrits à la Commission.

Les 32 secteurs d'activité économique sont répartis en six groupes selon un ordre de priorité, qui tient compte de la fréquence et de la gravité des lésions professionnelles.

Les tableaux dans cette section reprennent certains résultats des sections précédentes et les ventilent par secteur d'activité économique du dossier d'expérience de l'employeur. Les sujets suivants sont couverts :

- dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie de lésion;
- décès inscrits;
- réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger*;
- travailleurs couverts, établissements actifs et mécanismes de prévention;
- dossiers d'intervention en prévention-inspection créés;
- visites effectuées et dérogations constatées;
- décisions prises lors des interventions et constats d'infraction signifiés.

Notes: puisque les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ne sont plus disponibles, le tableau présente maintenant la répartition du nombre d'établissements, sans égard au nombre de travailleurs (tableau 9.4) .

La répartition du nombre de travailleurs selon le secteur d'activité économique n'étant pas disponible, cette donnée a été retirée du tableau. L'estimation du nombre total de travailleurs couverts est présentée à la section 1 (tableau 1.2).

Les décès associés à des employeurs non assurés sont maintenant répartis dans les secteurs. Leur nombre est mentionné.

À compter de l'année 2010, les données relatives aux visites, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Tableau 9.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2017 et acceptés[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	6 459	7,5	133	1,3	**6 592**	**6,9**
	• Industrie chimique	566	0,7	18	0,2	**584**	**0,6**
	• Forêt et scieries	945	1,1	41	0,4	**986**	**1,0**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	889	1,0	78	0,8	**967**	**1,0**
	• Fabrication de produits en métal	2 787	3,2	69	0,7	**2 856**	**3,0**
	• *Total*	*11 646*	*13,5*	*339*	*3,4*	***11 985***	***12,5***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 449	1,7	53	0,5	**1 502**	**1,6**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	1 435	1,7	19	0,2	**1 454**	**1,5**
	• Fabrication d'équipement de transport	1 869	2,2	68	0,7	**1 937**	**2,0**
	• Première transformation des métaux	849	1,0	40	0,4	**889**	**0,9**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	625	0,7	11	0,1	**636**	**0,7**
	• *Total*	*6 227*	*7,2*	*191*	*1,9*	***6 418***	***6,7***
Groupe III	• Administration publique	4 843	5,6	72	0,7	**4 915**	**5,1**
	• Industrie des aliments et boissons	4 064	4,7	120	1,2	**4 184**	**4,4**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	478	0,6	6	0,1	**484**	**0,5**
	• Industrie du papier et activités diverses	538	0,6	28	0,3	**566**	**0,6**
	• Transport et entreposage	5 194	6,0	58	0,6	**5 252**	**5,5**
	• *Total*	*15 117*	*17,5*	*284*	*2,9*	***15 401***	***16,0***

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptés au 1er mars 2018; incluant 1 840 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 9.1 (suite)

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2017 et acceptés[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	12 418	14,4	119	1,2	**12 537**	**13,0**
	• Industrie du cuir	24	0,0	2	0,0	**26**	**0,0**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	790	0,9	24	0,2	**814**	**0,8**
	• Industrie du tabac	4	0,0	0	0,0	**4**	**0,0**
	• Industrie textile	307	0,4	8	0,1	**315**	**0,3**
	• *Total*	*13 543*	*15,7*	*153*	*1,5*	***13 696***	***14,2***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	10 805	12,5	121	1,2	**10 926**	**11,4**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	1 773	2,1	24	0,2	**1 797**	**1,9**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	303	0,4	9	0,1	**312**	**0,3**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	39	0,0	1	0,0	**40**	**0,0**
	• Fabrication de produits électriques	431	0,5	15	0,2	**446**	**0,5**
	• *Total*	*13 351*	*15,5*	*170*	*1,7*	***13 521***	***14,1***
Groupe VI	• Agriculture	1 095	1,3	20	0,2	**1 115**	**1,2**
	• Bonneterie et habillement	152	0,2	11	0,1	**163**	**0,2**
	• Enseignement et services annexes	4 039	4,7	19	0,2	**4 058**	**4,2**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	788	0,9	4	0,0	**792**	**0,8**
	• Services médicaux et sociaux	17 571	20,4	89	0,9	**17 660**	**18,4**
	• Chasse et pêche	28	0,0	0	0,0	**28**	**0,0**
	• Industries manufacturières diverses	281	0,3	12	0,1	**293**	**0,3**
	• *Total*	*23 954*	*27,8*	*155*	*1,6*	***24 109***	***25,1***
Indéterminé ou employeurs non assurés		2 385	2,8	8 620	87,0	**11 005**	**11,4**
Total		**86 223**	**100**	**9 912**	**100**	**96 135**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptés au 1er mars 2018; incluant 1 840 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 9.2

Répartition des décès pour l'année 2017[1]

selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	16	25,8	47	28,0	**63**	**27,4**
	• Industrie chimique	1	1,6	3	1,8	**4**	**1,7**
	• Forêt et scieries	4	6,5	0	0,0	**4**	**1,7**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	2	3,2	22	13,1	**24**	**10,4**
	• Fabrication de produits en métal	1	1,6	2	1,2	**3**	**1,3**
	• *Total*	*24*	*38,7*	*74*	*44,0*	***98***	***42,6***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	0	0,0	3	1,8	**3**	**1,3**
	• Fabrication d'équipement de transport	0	0,0	7	4,2	**7**	**3,0**
	• Première transformation des métaux	0	0,0	12	7,1	**12**	**5,2**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	1	1,6	6	3,6	**7**	**3,0**
	• *Total*	*1*	*1,6*	*28*	*16,7*	***29***	***12,6***
Groupe III	• Administration publique	2	3,2	16	9,5	**18**	**7,8**
	• Industrie des aliments et boissons	1	1,6	2	1,2	**3**	**1,3**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	0	0,0	1	0,6	**1**	**0,4**
	• Industrie du papier et activités diverses	0	0,0	9	5,4	**9**	**3,9**
	• Transport et entreposage	12	19,4	9	5,4	**21**	**9,1**
	• *Total*	*15*	*24,2*	*37*	*22,0*	***52***	***22,6***

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2017, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017, acceptés avec ou sans indemnités de décès.
2. Les 2 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
   Accident du travail: 1 cas dans administration publique; maladie professionnelle: 1 cas dans administration publique.

Tableau 9.2 (suite)

Répartition des décès pour l'année 2017[1]

selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	8	12,9	6	3,6	**14**	**6,1**
	• Industrie du cuir	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	1	1,6	5	3,0	**6**	**2,6**
	• Industrie du tabac	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industrie textile	0	0,0	1	0,6	**1**	**0,4**
	• *Total*	*9*	*14,5*	*12*	*7,1*	***21***	***9,1***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	8	12,9	2	1,2	**10**	**4,3**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	2	3,2	3	1,8	**5**	**2,2**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	0	0,0	4	2,4	**4**	**1,7**
	• Fabrication de produits électriques	0	0,0	1	0,6	**1**	**0,4**
	• *Total*	*10*	*16,1*	*10*	*6,0*	***20***	***8,7***
Groupe VI	• Agriculture	2	3,2	1	0,6	**3**	**1,3**
	• Bonneterie et habillement	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Enseignement et services annexes	1	1,6	2	1,2	**3**	**1,3**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Services médicaux et sociaux	0	0,0	4	2,4	**4**	**1,7**
	• Chasse et pêche	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• Industries manufacturières diverses	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
	• *Total*	*3*	*4,8*	*7*	*4,2*	***10***	***4,3***
Indéterminé[2]		0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
Total		**62**	**100**	**168**	**100**	**230**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2017, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017, acceptés avec ou sans indemnités de décès.
2. Les 2 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
   Accident du travail: 1 cas dans administration publique; maladie professionnelle: 1 cas dans administration publique.

Tableau 9.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2017 et acceptées[1] selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	191	0,6	5	1,9	**196**	**0,6**
	• Industrie chimique	160	0,5	1	0,4	**161**	**0,5**
	• Forêt et scieries	40	0,1	0	0,0	**40**	**0,1**
	• Mines, carrières et puits de pétrole	54	0,2	2	0,8	**56**	**0,2**
	• Fabrication de produits en métal	132	0,4	1	0,4	**133**	**0,4**
	• *Total*	*577*	*1,8*	*9*	*3,4*	***586***	***1,8***
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	140	0,4	5	1,9	**145**	**0,4**
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	166	0,5	19	7,3	**185**	**0,6**
	• Fabrication d'équipement de transport	110	0,3	15	5,7	**125**	**0,4**
	• Première transformation des métaux	21	0,1	1	0,4	**22**	**0,1**
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	23	0,1	0	0,0	**23**	**0,1**
	• *Total*	*460*	*1,4*	*40*	*15,3*	***500***	***1,5***
Groupe III	• Administration publique	561	1,7	10	3,8	**571**	**1,8**
	• Industrie des aliments et boissons	606	1,9	0	0,0	**606**	**1,9**
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	60	0,2	1	0,4	**61**	**0,2**
	• Industrie du papier et activités diverses	32	0,1	1	0,4	**33**	**0,1**
	• Transport et entreposage	173	0,5	1	0,4	**174**	**0,5**
	• *Total*	*1 432*	*4,5*	*13*	*5,0*	***1 445***	***4,5***

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptées au 1er mars 2018, avec ou sans paiement.

Tableau 9.3 (suite)

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2017 et acceptées[1] selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
		Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Groupe IV	• Commerce	4 655	14,5	4	1,5	**4 659**	**14,4**
	• Industrie du cuir	21	0,1	0	0,0	**21**	**0,1**
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	41	0,1	2	0,8	**43**	**0,1**
	• Industrie du tabac	3	0,0	0	0,0	**3**	**0,0**
	• Industrie textile	30	0,1	0	0,0	**30**	**0,1**
	• *Total*	*4 750*	*14,8*	*6*	*2,3*	***4 756***	***14,7***
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	5 088	15,8	17	6,5	**5 105**	**15,8**
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	69	0,2	3	1,1	**72**	**0,2**
	• Imprimerie, édition et activités annexes	86	0,3	3	1,1	**89**	**0,3**
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	1	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**
	• Fabrication de produits électriques	72	0,2	0	0,0	**72**	**0,2**
	• *Total*	*5 316*	*16,5*	*23*	*8,8*	***5 339***	***16,5***
Groupe VI	• Agriculture	567	1,8	23	8,8	**590**	**1,8**
	• Bonneterie et habillement	87	0,3	0	0,0	**87**	**0,3**
	• Enseignement et services annexes	3 470	10,8	0	0,0	**3 470**	**10,7**
	• Finances, assurances et affaires immobilières	154	0,5	1	0,4	**155**	**0,5**
	• Services médicaux et sociaux	15 195	47,3	145	55,3	**15 340**	**47,4**
	• Chasse et pêche	4	0,0	0	0,0	**4**	**0,0**
	• Industries manufacturières diverses	92	0,3	1	0,4	**93**	**0,3**
	• *Total*	*19 569*	*60,9*	*170*	*64,9*	***19 739***	***60,9***
Indéterminé		23	0,1	1	0,4	**24**	**0,1**
Total		**32 127**	**100**	**262**	**100**	**32 389**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptées au 1er mars 2018, avec ou sans paiement.

Tableau 9.4

Répartition des établissements actifs en 2017
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre d'établissements actifs[1]	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	30 029	11,0
	• Industrie chimique	745	0,3
	• Forêt et scieries	1 845	0,7
	• Mines, carrières et puits de pétrole	672	0,2
	• Fabrication de produits en métal	2 897	1,1
	• *Total*	*36 188*	*13,3*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 995	0,7
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	840	0,3
	• Fabrication d'équipement de transport	641	0,2
	• Première transformation des métaux	156	0,1
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	745	0,3
	• *Total*	*4 377*	*1,6*
Groupe III	• Administration publique	7 528	2,8
	• Industrie des aliments et boissons	2 197	0,8
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	644	0,2
	• Industrie du papier et activités diverses	260	0,1
	• Transport et entreposage	11 568	4,3
	• *Total*	*22 197*	*8,2*
Total partiel		***62 762***	***23,1***

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 9.4 (suite)
Répartition des établissements actifs en 2017
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre d'établissements actifs[1]	%
Groupe IV	• Commerce	56 915	20,9
	• Industrie du cuir	117	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	742	0,3
	• Industrie du tabac	9	0,0
	• Industrie textile	458	0,2
	• *Total*	*58 241*	*21,4*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	79 772	29,3
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	2 989	1,1
	• Imprimerie, édition et activités annexes	1 889	0,7
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	88	0,0
	• Fabrication de produits électriques	839	0,3
	• *Total*	*85 577*	*31,5*
Groupe VI	• Agriculture	12 554	4,6
	• Bonneterie et habillement	781	0,3
	• Enseignement et services annexes	7 227	2,7
	• Finances, assurances et affaires immobilières	16 162	5,9
	• Services médicaux et sociaux	26 585	9,8
	• Chasse et pêche	810	0,3
	• Industries manufacturières diverses	1 141	0,4
	• *Total*	*65 260*	*24,0*
Indéterminé		11	0,0
Total		**271 851**	**100**

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 9.5
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2017
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	7 462	43,6
	• Industrie chimique	249	1,5
	• Forêt et scieries	231	1,3
	• Mines, carrières et puits de pétrole	149	0,9
	• Fabrication de produits en métal	624	3,6
	• *Total*	*8 715*	*50,9*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	470	2,7
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	223	1,3
	• Fabrication d'équipement de transport	143	0,8
	• Première transformation des métaux	78	0,5
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	121	0,7
	• *Total*	*1 035*	*6,0*
Groupe III	• Administration publique	459	2,7
	• Industrie des aliments et boissons	452	2,6
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	61	0,4
	• Industrie du papier et activités diverses	113	0,7
	• Transport et entreposage	357	2,1
	• *Total*	*1 442*	*8,4*

Tableau 9.5 (suite)
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2017
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	2 206	12,9
	• Industrie du cuir	25	0,1
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	165	1,0
	• Industrie du tabac	0	0,0
	• Industrie textile	61	0,4
	• *Total*	*2 457*	*14,4*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	1 584	9,3
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	195	1,1
	• Imprimerie, édition et activités annexes	98	0,6
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	8	0,0
	• Fabrication de produits électriques	163	1,0
	• *Total*	*2 048*	*12,0*
Groupe VI	• Agriculture	195	1,1
	• Bonneterie et habillement	27	0,2
	• Enseignement et services annexes	202	1,2
	• Finances, assurances et affaires immobilières	234	1,4
	• Services médicaux et sociaux	463	2,7
	• Chasse et pêche	16	0,1
	• Industries manufacturières diverses	106	0,6
	• *Total*	*1 243*	*7,3*
Indéterminé		173	1,0
Total		**17 113**	**100**

Tableau 9.6
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2017
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Visites		Dérogations	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	12 176	36,5	21 025	32,1
	• Industrie chimique	484	1,5	1 110	1,7
	• Forêt et scieries	563	1,7	1 061	1,6
	• Mines, carrières et puits de pétrole	437	1,3	1 302	2,0
	• Fabrication de produits en métal	1 829	5,5	4 482	6,8
	• *Total*	*15 489*	*46,4*	*28 980*	*44,3*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 045	3,1	2 355	3,6
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	662	2,0	1 495	2,3
	• Fabrication d'équipement de transport	304	0,9	557	0,9
	• Première transformation des métaux	248	0,7	402	0,6
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	407	1,2	901	1,4
	• *Total*	*2 666*	*8,0*	*5 710*	*8,7*
Groupe III	• Administration publique	863	2,6	1 169	1,8
	• Industrie des aliments et boissons	1 049	3,1	1 925	2,9
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	181	0,5	466	0,7
	• Industrie du papier et activités diverses	276	0,8	554	0,8
	• Transport et entreposage	685	2,1	991	1,5
	• *Total*	*3 054*	*9,2*	*5 105*	*7,8*

Tableau 9.6 (suite)
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2017
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Visites		Dérogations	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	4 880	14,6	11 669	17,8
	• Industrie du cuir	74	0,2	259	0,4
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	394	1,2	1 045	1,6
	• Industrie du tabac	2	0,0	0	0,0
	• Industrie textile	168	0,5	573	0,9
	• *Total*	*5 518*	*16,5*	*13 546*	*20,7*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	3 014	9,0	5 650	8,6
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	294	0,9	433	0,7
	• Imprimerie, édition et activités annexes	286	0,9	720	1,1
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	20	0,1	37	0,1
	• Fabrication de produits électriques	351	1,1	804	1,2
	• *Total*	*3 965*	*11,9*	*7 644*	*11,7*
Groupe VI	• Agriculture	423	1,3	751	1,1
	• Bonneterie et habillement	83	0,2	198	0,3
	• Enseignement et services annexes	327	1,0	543	0,8
	• Finances, assurances et affaires immobilières	459	1,4	771	1,2
	• Services médicaux et sociaux	882	2,6	1 171	1,8
	• Chasse et pêche	18	0,1	7	0,0
	• Industries manufacturières diverses	221	0,7	550	0,8
	• *Total*	*2 413*	*7,2*	*3 991*	*6,1*
Indéterminé		256	0,8	513	0,8
Total		**33 361**	**100**	**65 489**	**100**

Tableau 9.7
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2017
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	1 657	48,3	2 092	51,4
	• Industrie chimique	26	0,8	33	0,8
	• Forêt et scieries	44	1,3	67	1,6
	• Mines, carrières et puits de pétrole	31	0,9	29	0,7
	• Fabrication de produits en métal	148	4,3	185	4,5
	• *Total*	*1 906*	*55,6*	*2 406*	*59,1*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	88	2,6	105	2,6
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	68	2,0	71	1,7
	• Fabrication d'équipement de transport	25	0,7	29	0,7
	• Première transformation des métaux	20	0,6	27	0,7
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	39	1,1	48	1,2
	• *Total*	*240*	*7,0*	*280*	*6,9*
Groupe III	• Administration publique	100	2,9	71	1,7
	• Industrie des aliments et boissons	80	2,3	134	3,3
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	19	0,6	24	0,6
	• Industrie du papier et activités diverses	41	1,2	33	0,8
	• Transport et entreposage	86	2,5	71	1,7
	• *Total*	*326*	*9,5*	*333*	*8,2*

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Tableau 9.7 (suite)
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2017
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	243	7,1	281	6,9
	• Industrie du cuir	0	0,0	1	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	34	1,0	34	0,8
	• Industrie du tabac	0	0,0	0	0,0
	• Industrie textile	16	0,5	18	0,4
	• *Total*	*293*	*8,5*	*334*	*8,2*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	336	9,8	258	6,3
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	27	0,8	18	0,4
	• Imprimerie, édition et activités annexes	23	0,7	24	0,6
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	1	0,0	2	0,0
	• Fabrication de produits électriques	17	0,5	15	0,4
	• *Total*	*404*	*11,8*	*317*	*7,8*
Groupe VI	• Agriculture	63	1,8	37	0,9
	• Bonneterie et habillement	0	0,0	5	0,1
	• Enseignement et services annexes	32	0,9	14	0,3
	• Finances, assurances et affaires immobilières	53	1,5	34	0,8
	• Services médicaux et sociaux	20	0,6	42	1,0
	• Chasse et pêche	2	0,1	1	0,0
	• Industries manufacturières diverses	21	0,6	18	0,4
	• *Total*	*191*	*5,6*	*151*	*3,7*
Indéterminé		70	2,0	247	6,1
Total		**3 430**	**100**	**4 068**	**100**

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Section 10
Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail

Description

À des fins administratives, la CNESST a subdivisé le territoire québécois en 21 régions administratives comportant chacune un bureau régional. Les dossiers inscrits à la Commission sont rattachés à une région administrative selon les municipalités où résident les travailleurs accidentés ou atteints d'une maladie professionnelle. Dans le cas des données portant sur la prévention-inspection, le lieu correspond généralement à la région responsable du traitement du dossier de l'établissement ou du chantier de construction.

Les tableaux dans cette section reprennent certains résultats des sections précédentes et les ventilent par direction régionale. Les sujets suivants sont couverts :

- dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie de lésion;
- décès inscrits;
- réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger*;
- établissements actifs et mécanismes de prévention;
- dossiers d'intervention en prévention-inspection créés et dossiers de promotion créés;
- visites effectuées et dérogations constatées;
- décisions prises lors des interventions et constats d'infraction signifiés.

Notes: puisque les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ne sont plus disponibles, le tableau présente maintenant la répartition du nombre d'établissements, sans égard au nombre de travailleurs (tableau 10.4).

À compter de l'année 2010, les données relatives aux visites, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Tableau 10.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2017 et acceptés[1] selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	15 268	17,7	538	5,4	**15 806**	**16,4**
Total partiel	*15 268*	*17,7*	*538*	*5,4*	***15 806***	***16,4***
Longueuil	5 682	6,6	398	4,0	**6 080**	**6,3**
Saint-Jean-sur-Richelieu	3 223	3,7	531	5,4	**3 754**	**3,9**
Valleyfield	3 588	4,2	284	2,9	**3 872**	**4,0**
Yamaska	4 258	4,9	695	7,0	**4 953**	**5,2**
Total partiel	*16 751*	*19,4*	*1 908*	*19,2*	***18 659***	***19,4***
Abitibi-Témiscamingue	1 735	2,0	338	3,4	**2 073**	**2,2**
Bas-Saint-Laurent	2 136	2,5	399	4,0	**2 535**	**2,6**
Capitale-Nationale	8 520	9,9	856	8,6	**9 376**	**9,8**
Chaudière-Appalaches	5 542	6,4	736	7,4	**6 278**	**6,5**
Côte-Nord	1 280	1,5	258	2,6	**1 538**	**1,6**
Estrie	3 516	4,1	682	6,9	**4 198**	**4,4**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	933	1,1	128	1,3	**1 061**	**1,1**
Lanaudière	6 953	8,1	802	8,1	**7 755**	**8,1**
Laurentides	7 239	8,4	949	9,6	**8 188**	**8,5**
Laval	4 423	5,1	215	2,2	**4 638**	**4,8**
Mauricie et Centre-du-Québec	6 405	7,4	767	7,7	**7 172**	**7,5**
Outaouais	2 371	2,7	317	3,2	**2 688**	**2,8**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 142	3,6	1 019	10,3	**4 161**	**4,3**
Total partiel	*54 195*	*62,9*	*7 466*	*75,3*	***61 661***	***64,1***
Indéterminée	9	0,0	0	0,0	**9**	**0,0**
Total	**86 223**	**100**	**9 912**	**100**	**96 135**	**100**

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptés au 1er mars 2018; incluant 1 840 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 10.2

Répartition des décès pour l'année 2017[1]

selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail		Maladie professionnelle		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	2	3,2	31	18,5	**33**	**14,3**
Total partiel	*2*	*3,2*	*31*	*18,5*	***33***	***14,3***
Longueuil	1	1,6	15	8,9	**16**	**7,0**
Saint-Jean-sur-Richelieu	4	6,5	3	1,8	**7**	**3,0**
Valleyfield	1	1,6	4	2,4	**5**	**2,2**
Yamaska	4	6,5	7	4,2	**11**	**4,8**
Total partiel	*10*	*16,1*	*29*	*17,3*	***39***	***17,0***
Abitibi-Témiscamingue	3	4,8	3	1,8	**6**	**2,6**
Bas-Saint-Laurent	3	4,8	1	0,6	**4**	**1,7**
Capitale-Nationale	4	6,5	10	6,0	**14**	**6,1**
Chaudière-Appalaches	0	0,0	10	6,0	**10**	**4,3**
Côte-Nord	3	4,8	0	0,0	**3**	**1,3**
Estrie	6	9,7	11	6,5	**17**	**7,4**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2	3,2	2	1,2	**4**	**1,7**
Lanaudière	3	4,8	8	4,8	**11**	**4,8**
Laurentides	5	8,1	25	14,9	**30**	**13,0**
Laval	0	0,0	14	8,3	**14**	**6,1**
Mauricie et Centre-du-Québec	10	16,1	13	7,7	**23**	**10,0**
Outaouais	2	3,2	4	2,4	**6**	**2,6**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	9	14,5	7	4,2	**16**	**7,0**
Total partiel	*50*	*80,6*	*108*	*64,3*	***158***	***68,7***
Indéterminée	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**
Total	**62**	**100**	**168**	**100**	**230**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre 2017, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017, acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 2 dossiers d'employeurs non assurés.

Tableau 10.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites en 2017 et acceptées[1] selon la direction régionale et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte		Travailleuse qui allaite		**Total**	
	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	7 075	22,0	31	11,8	**7 106**	**21,9**
Total partiel	*7 075*	*22,0*	*31*	*11,8*	***7 106***	***21,9***
Longueuil	2 061	6,4	12	4,6	**2 073**	**6,4**
Saint-Jean-sur-Richelieu	969	3,0	9	3,4	**978**	**3,0**
Valleyfield	858	2,7	3	1,1	**861**	**2,7**
Yamaska	1 315	4,1	5	1,9	**1 320**	**4,1**
Total partiel	*5 203*	*16,2*	*29*	*11,1*	***5 232***	***16,2***
Abitibi-Témiscamingue	927	2,9	10	3,8	**937**	**2,9**
Bas-Saint-Laurent	935	2,9	6	2,3	**941**	**2,9**
Capitale-Nationale	3 937	12,3	51	19,5	**3 988**	**12,3**
Chaudière-Appalaches	2 026	6,3	26	9,9	**2 052**	**6,3**
Côte-Nord	407	1,3	1	0,4	**408**	**1,3**
Estrie	1 448	4,5	35	13,4	**1 483**	**4,6**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	271	0,8	6	2,3	**277**	**0,9**
Lanaudière	1 704	5,3	10	3,8	**1 714**	**5,3**
Laurentides	2 173	6,8	9	3,4	**2 182**	**6,7**
Laval	1 466	4,6	11	4,2	**1 477**	**4,6**
Mauricie et Centre-du-Québec	2 120	6,6	11	4,2	**2 131**	**6,6**
Outaouais	1 068	3,3	21	8,0	**1 089**	**3,4**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 367	4,3	5	1,9	**1 372**	**4,2**
Total partiel	*19 849*	*61,8*	*202*	*77,1*	***20 051***	***61,9***
Total	**32 127**	**100**	**262**	**100**	**32 389**	**100**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017, acceptées au 1er mars 2018, avec ou sans paiement.

Tableau 10.4

Répartition des établissements actifs en 2017[1]
selon la direction régionale

	Nombre d'établissements actifs	%
Île-de-Montréal–1	12 553	4,6
Île-de-Montréal–2	19 045	7,0
Île-de-Montréal–3	32 726	12,0
Total partiel	*64 324*	*23,7*
Longueuil	16 520	6,1
Saint-Jean-sur-Richelieu	8 897	3,3
Valleyfield	8 530	3,1
Yamaska	12 430	4,6
Total partiel	*46 377*	*17,1*
Abitibi-Témiscamingue	6 770	2,5
Bas-Saint-Laurent	8 952	3,3
Capitale-Nationale	23 842	8,8
Chaudière-Appalaches	16 325	6,0
Côte-Nord	3 931	1,4
Estrie	11 314	4,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 762	1,8
Lanaudière	15 345	5,6
Laurentides	19 464	7,2
Laval	11 364	4,2
Mauricie et Centre-du-Québec	18 783	6,9
Outaouais	9 248	3,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11 050	4,1
Total partiel	161 150	*59,3*
Total	**271 851**	**100**

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 10.5
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection et des dossiers de promotion créés en 2017 selon la direction régionale

	Dossiers d'intervention		Dossiers de promotion	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	1 794	10,5	9	17,6
Île-de-Montréal–2	766	4,5	8	15,7
Île-de-Montréal–3	993	5,8	1	2,0
Total partiel	*3 553*	*20,8*	*18*	*35,3*
Longueuil	754	4,4	3	5,9
Saint-Jean-sur-Richelieu	570	3,3	0	0,0
Valleyfield	298	1,7	0	0,0
Yamaska	756	4,4	0	0,0
Total partiel	*2 378*	*13,9*	*3*	*5,9*
Abitibi-Témiscamingue	548	3,2	0	0,0
Bas-Saint-Laurent	546	3,2	3	5,9
Capitale-Nationale	1 451	8,5	1	2,0
Chaudière-Appalaches	965	5,6	0	0,0
Côte-Nord	371	2,2	4	7,8
Estrie	907	5,3	3	5,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	400	2,3	0	0,0
Lanaudière	720	4,2	7	13,7
Laurentides	1 484	8,7	1	2,0
Laval	1 145	6,7	4	7,8
Mauricie et Centre-du-Québec	1 004	5,9	4	7,8
Outaouais	937	5,5	1	2,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	704	4,1	2	3,9
Total partiel	*11 182*	*65,3*	*30*	*58,8*
Total	**17 113**	**100**	**51**	**100**

Tableau 10.6
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées en 2017
selon la direction régionale

	Visites		Dérogations	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	3 725	11,2	6 168	9,4
Île-de-Montréal–2	1 765	5,3	3 996	6,1
Île-de-Montréal–3	2 181	6,5	4 180	6,4
Total partiel	*7 671*	*23,0*	*14 344*	*21,9*
Longueuil	1 942	5,8	3 895	5,9
Saint-Jean-sur-Richelieu	1 053	3,2	2 795	4,3
Valleyfield	677	2,0	1 681	2,6
Yamaska	1 767	5,3	3 600	5,5
Total partiel	*5 439*	*16,3*	*11 971*	*18,3*
Abitibi-Témiscamingue	1 228	3,7	2 413	3,7
Bas-Saint-Laurent	955	2,9	2 399	3,7
Capitale-Nationale	2 810	8,4	5 444	8,3
Chaudière-Appalaches	1 947	5,8	4 535	6,9
Côte-Nord	721	2,2	1 184	1,8
Estrie	1 602	4,8	2 671	4,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	652	2,0	1 369	2,1
Lanaudière	1 273	3,8	1 996	3,0
Laurentides	2 363	7,1	4 677	7,1
Laval	2 086	6,3	4 636	7,1
Mauricie et Centre-du-Québec	2 152	6,5	3 114	4,8
Outaouais	1 159	3,5	2 080	3,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 290	3,9	2 621	4,0
Indéterminée	13	0,0	35	0,1
Total partiel	*20 251*	*60,7*	*39 174*	*59,8*
Total	**33 361**	**100**	**65 489**	**100**

Tableau 10.7
Répartition des décisions prises lors des interventions de 2017
selon la direction régionale

	Décisions prises[1]		Constats d'infraction[2]	
	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	530	15,5	853	21,0
Île-de-Montréal–2	97	2,8	115	2,8
Île-de-Montréal–3	133	3,9	146	3,6
Total partiel	*760*	*22,2*	*1 114*	*27,4*
Longueuil	148	4,3	249	6,1
Saint-Jean-sur-Richelieu	95	2,8	104	2,6
Valleyfield	115	3,4	104	2,6
Yamaska	211	6,2	232	5,7
Total partiel	*569*	*16,6*	*689*	*16,9*
Abitibi-Témiscamingue	63	1,8	63	1,5
Bas-Saint-Laurent	144	4,2	187	4,6
Capitale-Nationale	209	6,1	222	5,5
Chaudière-Appalaches	147	4,3	215	5,3
Côte-Nord	57	1,7	59	1,5
Estrie	138	4,0	117	2,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	35	1,0	58	1,4
Lanaudière	138	4,0	139	3,4
Laurentides	411	12,0	462	11,4
Laval	219	6,4	315	7,7
Mauricie et Centre-du-Québec	281	8,2	215	5,3
Outaouais	113	3,3	78	1,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	141	4,1	135	3,3
Indéterminée	5	0,1	0	0,0
Total partiel	*2 101*	*61,3*	*2 265*	*55,7*
Total	**3 430**	**100**	**4 068**	**100**

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Section 11
Les normes du travail

Description

Le secteur Normes du travail de la CNESST surveille la mise en œuvre et l'application des normes du travail, en particulier par l'exercice des fonctions suivantes :

- Informer et renseigner les salariés et les employeurs sur leurs droits et leurs obligations prévus à la Loi sur les normes du travail (LNT);
- Surveiller l'application des normes du travail et, s'il y a lieu, transmettre ses recommandations au ministre;
- Recevoir les plaintes des salariés et les indemniser dans la mesure prévue par la LNT et les règlements;
- Tenter d'amener les employeurs et les salariés à s'entendre quant à leurs mésententes relatives à l'application de la LNT et des règlements.

Les tableaux dans cette section présentent des informations relatives aux demandes déposées et leur traitement, aux activités de médiation, d'enquête et demandes d'étalement des heures de travail, aux demandes de révision, aux poursuites pénales, aux activités de conciliation du TAT en lien avec les normes du travail, ainsi qu'aux normes en infraction déclarées dans les recours pécuniaires. Les tableaux présentent également les résultats de traitement des différents recours.

Note : Le terme «recours» réfère ici à la notion de plaintes au sens de la Loi sur les normes du travail.

À signaler, entre 2016 et 2017 :

- Hausse de 10,1 % des demandes déposées avec une hausse pour tous les types de demande
- Hausse de 10,8 % des demandes traitées
- 77,4 % des conciliations effectuées en 2017 conclues par une entente

Tableau 11.1

Réception des demandes[1] et traitement des recours en lien avec les normes du travail, selon le type de demande

	Pécuniaire		Pratique interdite		Congédiement fait sans une cause juste et suffisante		Harcèlement psychologique		Administrative		Total	
	2017	2016	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016	**2017**	2016 [2]
Demandes déposées[1]	**16 935**	16 445	**5 680**	5 354	**8 439**	6 344	**4 669**	4 400	**2 756**	2 391	**38 479**	34 934
Demandes traitées[1]	**17 059**	16 445	**5 422**	4 973	**8 173**	6 015	**4 528**	4 377	**2 729**	2 399	**37 911**	34 209
Demandes fermées sans dépôt officiel de plainte[3]	2 377	2 063	1 435	876	3 478	849	993	760	630	500	8 913	5 048
Recours traités sans intervention juridique	12 196	12 023	3 278	3 325	3 607	3 976	3 400	3 466	2 090	1 896	24 571	24 686
Recours traités avec intervention juridique	2 486	2 359	709	772	1 088	1 190	135	151	9	3	4 427	4 475

1. Incluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Données non comparables à celles présentées en 2016, qui excluaient les demandes administratives.

3. Demandes non recevables sans écrit et règlement hâtif après réception.

Tableau 11.2

Mode de réception des demandes déposées[1]

	2017	2016 [2]
En ligne	**20 656**	18 892
Téléphone	**16 301**	14 310
Autre	**1 522**	1 732
Total	**38 479**	34 934

1. Incluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Données non comparables à celles présentées en 2016, qui excluaient les demandes administratives.

Tableau 11.3a

Répartition des demandes déposées[1] selon le sexe du plaignant et le type de demande

	2017					
	Pécuniaire	**Pratique interdite**	**Congédiement fait sans une cause juste et suffisante**	**Harcèlement psychologique**	**Administrative**	**Total**
Homme	8 836	2 443	4 151	1 895	1 338	**18 663**
Femme	8 099	3 237	4 288	2 774	1 418	**19 816**
Total	**16 935**	**5 680**	**8 439**	**4 669**	**2 756**	**38 479**

1. Incluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

Tableau 11.3b

Répartition des demandes déposées[1] selon l'âge du plaignant et le type de demande

	2017					
	Pécuniaire	**Pratique interdite**	**Congédiement fait sans une cause juste et suffisante**	**Harcèlement psychologique**	**Administrative**	**Total**
15 à 24 ans	2 764	661	917	492	462	**5 296**
25 à 34 ans	3 709	1 321	1 690	891	523	**8 134**
35 à 44 ans	2 940	1 217	1 780	1 053	440	**7 430**
45 à 54 ans	2 770	1 024	1 755	999	362	**6 910**
55 à 64 ans	2 013	696	1 339	658	277	**4 983**
65 ans ou plus	342	89	227	58	41	**757**
Indéterminé	2 397	672	731	518	651	**4 969**
Total	**16 935**	**5 680**	**8 439**	**4 669**	**2 756**	**38 479**

1. Incluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

Tableau 11.4

Demandes déposées[1] selon le secteur d'activité et le type de demande[2,3]

	2017					
	Pécuniaire	**Pratique interdite**	**Congédiement fait sans une cause juste et suffisante**	**Harcèlement psychologique**	**Administrative**	**Total**
Administrations et services publics	208	111	170	146	19	**654**
Agriculture, foresterie, pêche et mines	262	67	124	56	41	**550**
Arts, loisirs et culture	668	231	407	239	95	**1 640**
Autres services	1 369	460	640	342	219	**3 030**
Commerce de détail	1 784	768	1 168	660	240	**4 620**
Commerce de gros	776	361	583	253	89	**2 062**
Construction	811	211	323	130	135	**1 610**
Fabrication (manufacturier)	1 183	577	831	446	91	**3 128**
Finances, assurances et services immobiliers	875	408	645	332	82	**2 342**
Hébergement et services de restauration	2 347	552	832	436	391	**4 558**
Services d'enseignement	195	99	127	104	20	**545**
Services professionnels	1 560	572	861	435	181	**3 609**
Soins de santé et assistance sociale	994	482	650	410	148	**2 684**
Transport et entreposage	548	152	218	121	84	**1 123**

1. Incluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Les demandes pour lesquelles le secteur d'activité est indéterminé ne sont pas présentées.

3. Une demande peut être associée à plusieurs secteurs d'activité.

Tableau 11.5
Activités de médiation, d'enquête et demandes d'étalement des heures de travail traitées, selon le bureau

	2017			
	Médiations réalisées	**Enquêtes pécuniaires réalisées**	**Enquêtes harcèlement psychologique réalisées**	**Étalement des heures de travail**
Capitale-Nationale	349	471	69	2
Chaudière-Appalaches	243	150	30	0
Bas-Saint-Laurent	92	196	0	0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	82	198	27	20
Côte-Nord	16	127	0	1
Montérégie	801	913	61	4
Estrie	155	451	50	3
Mauricie et Centre-du-Québec	225	360	46	22
Montréal	1 364	1 880	171	63
Outaouais	174	143	13	6
Abitibi-Témiscamingue	92	175	3	1
Laval	745	3	110	0
Laurentides	1	1 179	0	3
Lanaudière	0	0	0	0
Faillite	0	234	0	0
Équipe d'enquête spécialisée	0	25	0	0
Total	**4 339**	**6 505**	**580**	**125**

Tableau 11.6
Traitement des demandes d'étalement des heures de travail

	2017	2016
Demandes reçues	**123**	135
Nouvelles demandes	80	74
Renouvellement	43	61
Demandes terminées	**125**	153
Autorisées	100	113
Refusées	17	27
Désistements	8	13
Salariés visés par les autorisations	**1 848**	3 717

Tableau 11.7
Demandes de révision traitées

	2017	2016
Demandes reçues au cours de l'exercice	**963**	1 029
Demandes traitées au cours de l'exercice	**992**	989
Demandes accordées	331	261
Demandes refusées	633	700
Demandes réglées sans la nécessité d'une décision	28	28

Tableau 11.8
Poursuites pénales

	2017	2016
Nombre de fiches de dénonciation produites[1]	**707**	633
Nombre d'employeurs condamnés	**193**	141
Montant des amendes[2]	**183 310,00 $**	196 434,50 $

1. Anciennement, rapports d'infraction.

2. La Commission ne perçoit pas les revenus des amendes. Elles sont payables au ministre des Finances et versées au fonds consolidé du revenu.

Tableau 11.9

Participation de la CNESST aux activités de conciliaton du TAT[1,2,3] en lien avec les normes du travail

	2017	2016
Conciliations effectuées	**629**	619
Avec entente	487	462
Sans entente	142	157
Taux de règlement[4]	**77,4%**	74,6%

1. Tribunal administratif du travail.

2. Les avocats de la CNESST représentent le salarié lors de la conciliation.

3. Les activités de conciliation sont liées au traitement des recours pour une pratique interdite, pour un congédiement sans une cause juste et suffisante et pour harcèlement psychologique.

4. Proportion des conciliations qui se concluent par une entente par rapport au total des conciliations effectuées.

Tableau 11.10

Répartition des demandes déposées[1] en 2017 selon la région administrative et le type de demande

	Pécuniaire	Pratique interdite	Congédiement fait sans une cause juste et suffisante	Harcèlement psychologique	Administrative	Total
Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec	254	105	130	75	36	**600**
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	376	136	184	113	74	**883**
Capitale-Nationale	1 534	453	681	348	249	**3 265**
Centre-du-Québec et Mauricie	822	270	434	214	147	**1 887**
Chaudière-Appalaches	701	226	332	195	111	**1 565**
Côte-Nord	155	55	91	67	23	**391**
Estrie	529	190	269	163	107	**1 258**
Lanaudière	1 039	369	509	289	155	**2 361**
Laurentides	1 467	452	653	352	233	**3 157**
Laval	907	343	505	304	128	**2 187**
Montérégie	3 088	1 092	1 615	834	586	**7 215**
Montréal	4 891	1 595	2 449	1 421	719	**11 075**
Outaouais	603	224	312	164	109	**1 412**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	489	149	239	115	73	**1 065**
Hors Québec	80	21	36	15	6	**158**
Total	**16 935**	**5 680**	**8 439**	**4 669**	**2 756**	**38 479**

1. Incluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

Tableau 11.11

Répartition des infractions déclarées dans les recours pécuniaires traités[1] en 2017 selon la région administrative

	Avis de cessation	Congés pour raisons familiales	Jours fériés	Fête nationale	Salaires	Pourboires	Vacances	Frais liés à l'emploi	Total
Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec	85	0	20	10	157	1	130	10	**413**
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	153	1	39	15	177	2	147	21	**556**
Capitale-Nationale	558	1	132	77	797	21	694	73	**2 353**
Centre-du-Québec et Mauricie	343	0	111	52	451	10	413	55	**1 435**
Chaudière-Appalaches	312	1	67	32	345	8	334	38	**1 137**
Côte-Nord	69	0	12	11	64	1	61	10	**229**
Estrie	195	1	54	35	313	7	271	30	**907**
Lanaudière	406	1	115	52	547	25	527	56	**1 728**
Laurentides	519	4	164	82	769	23	679	81	**2 322**
Laval	406	1	91	58	498	13	487	41	**1 595**
Montérégie	1 303	7	332	144	1 628	43	1 601	134	**5 193**
Montréal	1 777	13	544	248	2 476	103	2 219	187	**7 568**
Outaouais	249	2	67	31	286	14	283	24	**957**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	216	1	51	21	278	3	247	30	**848**
Hors Québec	42	0	99	12	149	3	132	16	**454**
Total[2]	**6 634**	**33**	**1 899**	**882**	**8 935**	**278**	**8 226**	**808**	**27 695**

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Le nombre d'infractions déclarées diffère du nombre de recours, car un recours peut porter sur plusieurs infractions.

Tableau 11.12

Répartition des recours traités[1] pour pratique interdite en 2017
selon le motif invoqué par le salarié

	Nombre
Absence pour maladie ou accident	1842
Dénonciation - Lutte contre la corruption	4
Âge de la retraite	41
Années de service (retraite)	2
Blessure d'acte criminel	1
Congé pour raison familiale	203
Débiteur alimentaire	1
Décès d'acte criminel	3
Demande de sommes dues	667
Disparition enfant mineur	0
Droit prévu à la Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite	0
Éluder l'application de la loi	315
Éluder l'application de la Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite	0
Enquête de la Commission	128
Exercice d'un droit (autre droit)	826
Loi électorale	10
Loi inspecteur général de la ville de Montréal	0
Refus d'heures supplémentaires	97
Renseignements ou témoignage	69
Retour de congé de maternité	164
Retour de congé de paternité	46
Retour de congé parental	167
Saisie-arrêt	37
Salariée enceinte	348
Suicide du conjoint ou enfant	2
Victime d'un acte criminel	32
Divulgation actes répréhensibles	2
Signalement de maltraitance	1
Information au syndic d'un ordre professionnel	0
Total[2]	**5 008**

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Le nombre de motifs diffère du nombre de recours, car un recours peut porter sur plusieurs motifs.

Tableau 11.13

Résultats liés au traitement des recours pécuniaires[1]

	2017		2016	
Sans intervention juridique	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Litige résolu	8 069	66,2	8 021	66,7
Désistement	2 320	19,0	2 148	17,9
Non-admissibilité du salarié	1 457	11,9	1 465	12,2
Faillite	147	1,2	170	1,4
Preuve insuffisante pour établir la réclamation	203	1,7	219	1,8
Total des recours traités sans intervention juridique	**12 196**	**100**	12 023	100

	2017		2016	
Avec intervention juridique[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Absence de compétence de la Commission	16	0,6	9	0,4
Déboutement et recours non fondé	3	0,1	9	0,4
Désistement sans règlement	50	2,0	36	1,5
Règlement hors cour	856	34,4	776	32,9
Règlement avant poursuite (PRD)	311	12,5	398	16,9
Jugement exécuté	221	8,9	237	10,0
Faillite	501	20,2	401	17,0
Faits nouveaux	141	5,7	69	2,9
Insolvabilité	362	14,6	411	17,4
Préavis non exigible des administrateurs	25	1,0	13	0,6
Total des recours traités avec intervention juridique	**2 486**	**100**	2 359	100

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. L'intervention juridique renvoie à la prise en charge complète d'un recours par les avocats de la Commission, ceux-ci pouvant agir à tous les stades de son traitement.

Tableau 11.14

Résultats liés au traitement des recours pour pratique interdite[1]

	2017		2016	
Sans dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Non-admissibilité du salarié	1 111	33,9	1 150	34,6
Désistement	541	16,5	539	16,2
Entente	1 459	44,5	1 480	44,5
Recours transmis au TAT - non-représentation	167	5,1	156	4,7
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**3 278**	**100**	3 325	100

	2017		2016	
Avec dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Absence de compétence de la Commission	1	0,1	3	0,4
Décision favorable	22	3,1	18	2,3
Décision défavorable	25	3,5	36	4,7
Faillite de l'employeur	18	2,5	16	2,1
Non-représentation	76	10,7	40	5,2
Règlement hors cour	445	62,8	570	73,8
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	122	17,2	89	11,5
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**709**	**100**	772	100

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Tribunal administratif du travail.

Tableau 11.15

Résultats liés au traitement des recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante[1]

	2017		2016	
Sans dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Non-admissibilité du salarié	836	23,2	876	22,0
Désistement	582	16,1	663	16,7
Entente	1 971	54,6	2 213	55,7
Recours transmis au TAT - non-représentation	218	6,0	224	5,6
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**3 607**	**100**	3 976	100

	2017		2016	
Avec dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Absence de compétence de la Commission	4	0,4	2	0,2
Décision favorable	30	2,8	30	2,5
Décision défavorable	29	2,7	43	3,6
Faillite de l'employeur	23	2,1	25	2,1
Non-représentation	90	8,3	57	4,8
Règlement hors cour	755	69,4	903	75,9
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	157	14,4	130	10,9
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**1 088**	**100**	1 190	100

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Tribunal administratif du travail.

Tableau 11.16

Résultats liés au traitement des recours pour harcèlement psychologique[1]

	2017		2016	
Sans dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Irrecevabilité	802	23,6	820	23,7
Critères en harcèlement non satisfaits	1 151	33,9	1 187	34,3
Désistement	537	15,8	480	13,8
Entente	399	11,7	388	11,2
Recours fermé avec un autre type de recours[3]	121	3,6	150	4,3
Recours non fondé	367	10,8	420	12,1
Aucune entente	23	0,7	21	0,6
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**3 400**	**100**	3 466	100

	2017		2016	
Avec dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Décision favorable	6	4,4	5	3,3
Décision défavorable	6	4,4	5	3,3
Employeur en faillite, introuvable	3	2,2	2	1,3
Non-représentation	13	9,6	11	7,3
Règlement hors cour	90	66,7	115	76,2
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	17	12,6	13	8,6
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**135**	**100**	151	100

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Tribunal administratif du travail.

3. Pratique interdite, congédiement fait sans une cause juste et suffisante.

Tableau 11.17

Activités de surveillance réalisées par secteur d'activité économique[1,2]

	2017
	Nombre d'activités réalisées
Administrations et services publics	14
Agriculture, foresterie, pêche et mines	81
Arts, loisirs et culture	43
Autres services	136
Commerce de détail	182
Commerce de gros	108
Construction	97
Fabrication (manufacturier)	213
Finances, assurances et services immobiliers	70
Hébergement et services de restauration	315
Services d'enseignement	15
Services professionnels	167
Soins de santé et assistance sociale	73
Transport et entreposage	89

1. Les activités de surveillance pour lesquelles le secteur d'activité est indéterminé ne sont pas présentées.
2. Une activité de surveillance peut viser plus d'un employeur et plus d'un secteur d'activité économique.

Section 12
L'équité salariale

Description

Le secteur Équité salariale de la CNESST voit à l'application de la Loi sur l'équité salariale, afin que le travail féminin soit rémunéré à sa juste valeur.

Les tableaux dans cette section présentent le bilan de l'application de la Loi sur l'équité salariale basé sur la Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale (DEMES), les interventions réalisées dans le cadre du programme de vérification et le traitement des recours en lien avec l'équité salariale.

Note : Le terme «recours» réfère ici aux notions de plaintes et différends au sens de la Loi sur l'équité salariale.

À signaler, en 2017 :

- 92,1 % des entreprises ont déclaré en 2017 avoir réalisé leur exercice initial d'équité salariale
- 69,2 % des entreprises ont déclaré en 2017 avoir réalisé leur 1ère évaluation du maintien de l'équité salariale
- 211 recours déposés à la Commission en 2017; 81,9 % des recours réglés l'ont été à la satisfaction des parties

Tableau 12.1

Application de la Loi sur l'équité salariale[1]

		2017	2016	2015	2014	2013
Entreprises assujetties à la Loi sur l'équité salariale selon la DEMES	nombre	**35 294**	35 507	34 794	33 593	30 901
Entreprises ayant déclaré avoir réalisé leur exercice d'équité salariale parmi celles dont le délai était venu à échéance	nombre	**29 756**	28 648 [2]	26 747 [2]	23 606	21 416
	%	**92,1**	89,2 [2]	86,3 [2]	79,7	75,8
Entreprises ayant déclaré avoir réalisé leur 1ère évaluation du maintien de l'équité salariale parmi celles dont le délai était venu à échéance	nombre	**14 593**	13 594 [2]	7 050 [2]	6 366	n.d.
	%	**69,2**	65,9 [2,3]	73,2 [2]	83,6	n.d.
Taux de production de la DEMES (%)[1]	%	**73,1**	66,9	68,3	58,6	57,5

1. Toutes les données sur l'application de la Loi sur l'équité salariale proviennent de la Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale (DEMES).
2. Données révisées pour inclure les employeurs ayant réalisé leurs travaux avant l'échéance.
3. Le nombre d'employeurs devant réaliser une première évaluation du maintien a doublé en 2016.
   Ceux-ci ayant un an pour déclarer la réalisation de leurs obligations, les données sur l'évaluation du maintien en 2016 ne seront «matures» qu'à la fin de l'année 2017.

Source: VPES.

Tableau 12.2
Vérifications en lien avec l'équité salariale

	2017	2016	2015 [1]	2014	2013
Vérifications réalisées	**2 051**	644	3 197	835	n.d.
Employeurs pour lesquels des correctifs ont été demandés	**1 398**	236	1 206	715	n.d.

1. Une opération massive a été réalisée en 2015.
Source: VPES.

Tableau 12.3
Traitement des recours en lien avec l'équité salariale

	2017	2016	2015	2014	2013
Recours déposés[1]	**211**	11 613 [2]	86	121	656
Plaintes	**206**	11 605	82	118	650
Différends	**5**	8	4	3	6
Recours traités (total)	**309**	1 777	733 *	541	1 446
Règlement à la satisfaction des parties - Enquête	**121**	326	292 *	0	0
Règlement à la satisfaction des parties - Conciliation	**132**	1 398	403 *	166	954
Décisions rendues	**56**	53	38 *	375	492

1. Un très grand nombre de recours visent le secteur parapublic.
2. Des échéances particulières étaient prévues dans la loi en 2016.

* Un nouveau processus d'enquête favorisant le règlement des recours à la satisfaction des parties étant en vigueur depuis le 1er avril 2015, la donnée pour 2015 couvre la période du 1er avril au 31 décembre.

Source: VPES.

Pour nous joindre

1 844 838-0808

cnesst.gouv.qc.ca

DC200-1046-25 (2018-07)



Statistiques annuelles

2018

Commission des normes, de l'équité,
de la santé et de la sécurité du travail
cnesst.gouv.qc.ca

CNESST

Statistiques annuelles

2018

Le document Statistiques annuelles 2018
a été préparé par la Direction de la statistique et de l'information de gestion,
Direction générale de la comptabilité et de la gestion de l'information

Directrice générale de la comptabilité et de la gestion de l'information
Danielle Lamarche

Directeur de la statistique et de l'information de gestion
Jacques Aubin

Responsable du projet et réalisation
Sylvie Blouin et Dominic Thériault

Collaboration
Guillaume Fortin, Pascal Gélinas et Julien Cloutier de la Direction de la statistique et de l'information de gestion,
Vice-présidence à l'équité salariale et Vice-présidence aux normes du travail

Conception de la page couverture
Direction générale des communications

Reproduction autorisée avec mention de la source.

Pour tout renseignement sur le contenu, s'adresser au
Direction de la statistique et de l'information de gestion,
Direction générale de la comptabilité et de la gestion de l'information
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
524, rue Bourdages
C.P. 1200, terminus postal
Québec (Québec) G1K 7E2

© Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail du Québec, 2019
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2019
ISBN 978-2-550-85117-2 (PDF)

Septembre 2019
www.cnesst.gouv.qc.ca

Table des matières

Liste des tableaux et graphiques **5**

Introduction **13**

Section 1 **Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail** **17**

Section 2 **Volet financier des programmes de réparation** **31**

Section 3 **Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*** **51**

Section 4 **Prévention-inspection** **59**

Section 5 **Financement du régime de santé et de sécurité du travail** **71**

Section 6 **Processus de contestation en matière de santé et de sécurité du travail** **83**

Section 7 **Volet statistique des programmes de réparation** **91**

Section 8 **Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*** **115**

Section 9 **Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail** **127**

Section 10 **Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail** **145**

Section 11 **Les normes du travail** **157**

Section 12 **L'équité salariale** **177**

Liste des tableaux et graphiques

Section 1 Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail

Tableau 1.1 Informations générales sur les lésions professionnelles et le programme *Pour une maternité sans danger* 23

Tableau 1.2 Informations générales sur la prévention-inspection 24

Tableau 1.3 Informations générales sur le financement 25

Tableau 1.4 Informations générales sur le processus de contestation 26

Tableau 1.5 Informations générales sur l'état des résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) 27

Graphique 1.1 Répartition relative des produits du FSST en 2018 28

Graphique 1.2 Répartition relative des charges du FSST en 2018 29

Section 2 Volet financier des programmes de réparation

Tableau 2.1 Répartition des lésions professionnelles avec paiement selon la catégorie de prestation 37

Tableau 2.2 Répartition des prestations des lésions professionnelles avec paiement selon l'année de la lésion professionnelle et la catégorie de prestation 38

Tableau 2.3 Répartition des lésions professionnelles indemnisées selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 39

Tableau 2.4 Répartition des lésions professionnelles avec des frais d'assistance médicale selon la catégorie de frais d'assistance médicale et la catégorie de la lésion professionnelle 40

Tableau 2.5 Répartition des lésions professionnelles avec des frais de réadaptation selon la catégorie de frais de réadaptation et la catégorie de la lésion professionnelle 41

Tableau 2.6 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu et la catégorie de la lésion professionnelle 42

Tableau 2.7 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 43

Tableau 2.8 Répartition du total des jours indemnisés pour les lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu, l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 44
Tableau 2.9 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel selon la catégorie d'indemnité pour préjudice corporel et la catégorie de la lésion professionnelle 45
Tableau 2.10 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 46
Tableau 2.11 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour incapacité permanente selon la catégorie d'indemnité pour incapacité permanente 47
Tableau 2.12 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès selon la catégorie d'indemnités de décès et la catégorie de la lésion professionnelle 48
Tableau 2.13 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle 49
Graphique 2.1 Répartition relative des prestations des programmes de réparation en 2018 50

Section 3 Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*

Tableau 3.1 Répartition des réclamations traitées selon l'année de l'événement et la catégorie du retrait 55
Tableau 3.2 Répartition des réclamations traitées selon la catégorie de prestation et la catégorie du retrait 56
Graphique 3.1 Répartition relative des prestations du programme *Pour une maternité sans danger* en 2018 57

Section 4 Prévention-inspection

Tableau 4.1 Répartition des dépenses en matière de prévention selon la catégorie de dépense 65
Tableau 4.2 Répartition des dossiers d'intervention créés selon le type d'intervention 66
Tableau 4.3 Répartition des dossiers de promotion créés selon le genre d'activité de promotion 67
Tableau 4.4 Visites effectuées et employeurs, établissements, chantiers de construction et autres lieux visités 68

Tableau 4.5 Décisions prises selon le type de décision 69
Graphique 4.1 Répartition relative des dépenses en matière de prévention en 2018 70

Section 5 Financement du régime de santé et de sécurité du travail

Tableau 5.1 Répartition du taux moyen de cotisation décrété par 100 $ de masse salariale assurable selon la composante du taux de cotisation 75
Tableau 5.2a Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations selon le mode de tarification de l'employeur 76
Tableau 5.2b Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations selon le degré de personnalisation des employeurs au taux personnalisé 76
Tableau 5.3 Répartition des dossiers d'expérience, des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations selon la catégorie de tarification du dossier d'expérience 77
Tableau 5.4a Répartition des mutuelles de prévention et des employeurs membres d'une mutuelle selon l'année d'adhésion à la mutuelle 78
Tableau 5.4b Données financières et répartition des mutuelles de prévention ouvertes pour 2017 et 2018 selon le nombre d'employeurs membres d'une mutuelle 78
Graphique 5.1 Répartition relative du taux moyen de cotisation décrété en 2018 selon la composante du taux de cotisation 79
Graphique 5.2 Répartition relative des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2018 selon le mode de tarification de l'employeur 80
Graphique 5.3 Répartition relative des dossiers d'expérience, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2018 selon la catégorie de tarification 81
Graphique 5.4 Répartition relative de la masse salariale de 2018 des employeurs membres d'une mutuelle en 2018, selon le secteur d'activité économique principal 82

Section 6 Processus de contestation en matière de santé et de sécurité du travail

Tableau 6.1 Répartition des demandes inscrites par la Direction de la révision administrative (DRA) selon le domaine d'intervention 87

Tableau 6.2 Répartition des demandes terminées par la Direction de la révision administrative (DRA) selon le demandeur 88

Tableau 6.3 Répartition des recours déposés et des recours finalisés selon l'article de loi concerné par le recours 89

Section 7 Volet statistique des programmes de réparation

Tableau 7.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 95

Tableau 7.2 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés selon les caractéristiques des bénéficiaires et la catégorie de la lésion professionnelle 96

Tableau 7.3 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés selon le siège de la lésion et l'âge du travailleur à l'accident 97

Tableau 7.4 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés selon le genre d'accident ou d'exposition 98

Tableau 7.5 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés selon la nature de la lésion 99

Tableau 7.6a Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés selon l'agent causal de la lésion 100

Tableau 7.6b Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés selon l'agent causal secondaire 100

Tableau 7.7 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés selon la profession du travailleur et la catégorie de la lésion professionnelle 101

Tableau 7.8 Répartition des dossiers pour maladies professionnelles ouverts et acceptés selon la nature de la maladie et l'âge du travailleur à la maladie 102

Tableau 7.9 Répartition des décès selon la catégorie de prestation et la catégorie de la lésion professionnelle 103

Tableau 7.10 Répartition des décès selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle 104

Tableau 7.11 Répartition des décès selon les caractéristiques des travailleurs décédés et la catégorie de la lésion professionnelle 105

Tableau 7.12 Répartition des décès pour accident du travail selon le siège de la lésion 106

Tableau 7.13 Répartition des décès pour accident du travail selon le genre d'accident ou d'exposition 107
Tableau 7.14a Répartition des décès pour accident du travail selon l'agent causal de la lésion 108
Tableau 7.14b Répartition des décès pour accident du travail selon l'agent causal secondaire 108
Tableau 7.15 Répartition des décès selon la profession du travailleur au décès 109
Tableau 7.16 Répartition des décès pour maladie professionnelle selon la nature de la maladie 110
Tableau 7.17 Répartition des décès pour maladie professionnelle selon le genre d'accident ou d'exposition 111
Graphique 7.1 Répartition relative des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2018 et acceptés selon l'âge du travailleur à la lésion professionnelle 112
Graphique 7.2 Répartition relative des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2018 et acceptés selon le siège de la lésion 113
Graphique 7.3 Répartition relative des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2018 et acceptés selon la nature de la maladie 114

Section 8 Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*

Tableau 8.1 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait 119

Tableau 8.2 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation 120

Tableau 8.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites et acceptées selon la nature de l'agresseur et la catégorie du retrait 121

Tableau 8.4 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites et acceptées selon la profession de la travailleuse et la catégorie du retrait 122

Graphique 8.1 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2018 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait 123

Graphique 8.2 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2018 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation 124

Graphique 8.3 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2018 et acceptées selon la nature de l'agresseur 125

Section 9 Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail

Tableau 9.1 SCIAN Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés selon le secteur SCIAN et la catégorie de la lésion professionnelle 129

Tableau 9.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle 130

Tableau 9.2 Répartition des décès selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle 132

Tableau 9.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites et acceptées selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait 134
Tableau 9.4 Répartition des établissements actifs selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 136
Tableau 9.5 Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 138
Tableau 9.6 Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 140
Tableau 9.7 Répartition des décisions prises lors des interventions selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 142

Section 10 Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail

Tableau 10.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle 149
Tableau 10.2 Répartition des décès selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle 150
Tableau 10.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites et acceptées selon la direction régionale et la catégorie du retrait 151
Tableau 10.4 Répartition des établissements actifs selon la direction régionale 152
Tableau 10.5 Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection et des dossiers de promotion créés selon la direction régionale 153
Tableau 10.6 Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées selon la direction régionale 154
Tableau 10.7 Répartition des décisions prises lors des interventions selon la direction régionale 155

Section 11 Les normes du travail

Tableau 11.1 Traitement des recours en lien avec les normes du travail, selon le type 160
Tableau 11.2 Mode de réception des recours déposés 161
Tableau 11.3a Répartition des recours déposés selon le sexe du plaignant et le type 162
Tableau 11.3b Répartition des recours déposés selon l'âge du plaignant et le type 162
Tableau 11.4 Recours déposés selon le secteur d'activité et le type 163
Tableau 11.5 Activités de médiation, d'enquête et demandes d'étalement des heures de travail traitées, selon le bureau 164
Tableau 11.6 Traitement des demandes d'étalement des heures de travail 165
Tableau 11.7 Demandes de révision traitées 166
Tableau 11.8 Poursuites pénales 167
Tableau 11.9 Participation de la CNESST aux activités de conciliation du TAT en lien avec les normes du travail 168
Tableau 11.10 Répartition des demandes déposées selon la région administrative et le type de demande 169
Tableau 11.11 Répartition des normes en infraction déclarées dans les recours pécuniaires traités selon la région administrative 170
Tableau 11.12 Répartition des recours traités pour pratique interdite selon le motif invoqué par le salarié 171
Tableau 11.13 Résultats liés au traitement des recours pécuniaires 172
Tableau 11.14 Résultats liés au traitement des recours pour pratique interdite 173
Tableau 11.15 Résultats liés au traitement des recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante 174
Tableau 11.16 Résultats liés au traitement des recours pour harcèlement psychologique 175
Tableau 11.17 Activités de surveillance réalisées par secteur d'activité 176

Section 12 L'équité salariale

Tableau 12.1 Application de la Loi sur l'équité salariale 180
Tableau 12.2 Vérifications en lien avec l'équité salariale 181
Tableau 12.3 Traitement des recours en lien avec l'équité salariale 182

Introduction

Notes explicatives

Depuis le 1er janvier 2016, la Commission des normes du travail, la Commission de l'équité salariale et la Commission de la santé et de la sécurité du travail sont regroupées pour créer la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

Contenu

La publication Statistiques annuelles présente des tableaux et graphiques qui permettent de détailler certaines informations relatives aux principales fonctions de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et à sa clientèle.

Cette publication est constituée de douze sections : Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail, Volet financier des programmes de réparation, Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*, Prévention-inspection, Financement du régime de santé et de sécurité du travail, Processus de contestation en matière de santé et de sécurité du travail, Volet statistique des programmes de réparation, Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*, Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail, Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail, Les normes du travail et L'équité salariale.

Les informations relatives aux décisions rendues et à la description de la lésion (nature de la lésion, siège de la lésion, genre d'accident ou d'exposition, agent causal et agent causal secondaire de la lésion) reflètent l'image des fichiers informatiques au 1er mars suivant l'année de référence. Les informations traitant de prévention, de contestation et de décès reflètent l'image des fichiers informatiques au 31 décembre de l'année de référence. Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives au financement du régime de santé et sécurité du travail ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires. Pour cette raison, ces informations ont été lues au 30 juin de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année de référence.

Structure

Toutes les sections ont une structure similaire : une description des informations présentées, des notes explicatives, et une série de tableaux et graphiques.

Particularité de certaines données

1) Employeurs tenus personnellement au paiement des prestations

Les tableaux présentant les dossiers indemnisés excluent les dossiers pour des lésions survenues chez les employeurs tenus personnellement au paiement des prestations. Les tableaux présentant les dossiers ouverts les incluent, et leur nombre est précisé dans la note explicative accompagnant le tableau.

2) Données relatives aux décès

Les décès présentés dans les tableaux répondent aux critères suivants :
- ils ont été inscrits au cours de l'année de référence;
- ils sont la conséquence d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle enregistré à la CNESST;
- la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année de référence. Les décès présentés ne sont pas nécessairement survenus au cours de l'année de référence.

Ces critères permettent de retenir seulement les décès indemnisables par les différentes lois appliquées par la CNESST. Certains travailleurs, comme par exemple un employeur décédé qui n'était pas inscrit à la CNESST ou un travailleur qui avait un emploi non couvert par les différents régimes administrés par la CNESST, sont exclus des statistiques sur les décès.

Section 1
Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail

Description

Lorsqu'un travailleur est victime d'un accident du travail, l'employeur ou son représentant doit être prévenu dès que possible. Quand le travailleur n'est pas en mesure de le faire lui-même, un collègue de travail, son délégué syndical ou une autre personne disponible peut s'en charger pour lui.

Le travailleur doit recevoir rapidement les premiers soins nécessaires. Si son état le justifie, il sera transporté dans un établissement de santé ou chez un médecin de son choix, ou à son domicile. C'est à l'employeur de payer ou de rembourser les frais de ce transport.

Dans le cas d'un accident mineur qui ne rend pas le travailleur incapable d'occuper son emploi au-delà de la journée où la lésion s'est manifestée, il n'y a pas lieu d'avertir la CNESST. L'employeur doit payer au travailleur son salaire habituel pour la partie de la journée où il n'a pu travailler à cause de sa lésion. Toutefois, la loi exige l'enregistrement de cet accident dans un registre que signe le travailleur.

Par contre, si un travailleur est incapable d'exercer son travail au-delà de cette journée, la CNESST doit en être avisée. Le travailleur doit alors remettre à son employeur une attestation médicale. C'est le médecin du travailleur qui lui fournit cette attestation, où il inscrit son diagnostic et la durée probable de l'absence. L'employeur doit indemniser le travailleur pendant les quatorze premiers jours civils d'absence et faire parvenir à la CNESST une demande de remboursement. Elle correspond à 90 % du salaire net du travailleur, jusqu'à concurrence du salaire maximum assurable, pour chaque jour ou partie de jour où il aurait normalement travaillé. Si le travailleur est absent pendant plus de quatorze jours, il doit produire lui-même une demande à la CNESST. Le travailleur doit remplir le formulaire *Réclamation du travailleur*, en envoyer un exemplaire à la direction régionale de la CNESST la plus près de chez lui et en remettre un exemplaire à son employeur. La CNESST lui verse directement son indemnité de remplacement du revenu. Le travailleur a le droit de réintégrer son emploi ou un emploi équivalent dès qu'il redevient capable de l'exercer. S'il en est incapable, l'employeur doit lui offrir le premier emploi convenable disponible dans un de ses établissements.

S'il s'agit d'un accident grave ayant causé des blessures sérieuses à un ou plusieurs travailleurs ou entraîné leur décès, l'employeur doit le signaler immédiatement à la CNESST afin qu'un inspecteur puisse entreprendre une enquête.

Il se peut qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un travailleur subisse une atteinte permanente à son intégrité physique ou psychique. Il a alors droit à une indemnité forfaitaire pour préjudice corporel.

Tous les frais d'assistance médicale reliés à une lésion professionnelle sont à la charge de la CNESST. Celle-ci paie les services donnés par les médecins, les dentistes, les optométristes et, sur ordonnance, ceux du personnel paramédical, notamment les physiothérapeutes, les ergothérapeutes et les chiropraticiens. De plus, elle paie les médicaments et les soins hospitaliers, de même que le prix des orthèses et des prothèses lorsqu'elles sont prescrites.

Le médecin choisi par un travailleur pour le prendre en charge joue un rôle extrêmement important tout au long du processus d'indemnisation et de réadaptation. Ses rapports sont déterminants et la CNESST, dans ses décisions, est liée par son avis sur plusieurs points : le diagnostic, la date ou la période prévisible de consolidation de la lésion et la nature, la nécessité, la quantité ou la durée des soins ou des traitements administrés ou prescrits. De plus, c'est le médecin qui détermine les séquelles et les limitations fonctionnelles pouvant résulter d'une lésion et qui établit l'existence ou le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique du travailleur.

Les demandes de prestations sont faites en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*[1] ou de la *Loi* (fédérale) *sur l'indemnisation des agents de l'État*.

La marche à suivre dans le cas d'une maladie professionnelle est sensiblement la même que celle décrite dans le cas des accidents du travail.

Notes explicatives

Lésion ou réclamation avec paiement

Une lésion (réclamation, dans le cas du programme *Pour une maternité sans danger*) est « avec paiement » pour une année donnée si des transactions monétaires ont été effectuées pendant cette année.

Lésion indemnisée

Une lésion est indemnisée pour une année donnée si des montants ont été versés sous forme d'indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès, pendant cette année.

[1] Pour les dossiers de lésions survenues avant le 19 août 1985, les demandes de prestations ont été faites en vertu de la *Loi sur les accidents du travail* ou de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières*.

Dossier ouvert

Un dossier est ouvert pour une année donnée si un accident du travail ou une maladie professionnelle a été inscrit entre le 1er janvier et le 31 décembre de cette année. L'inscription est réalisée sur réception :

- d'une demande de remboursement des quatorze premiers jours par l'employeur;
- d'une demande du travailleur dans le but de recevoir de l'indemnité de remplacement du revenu de la CNESST à compter du quinzième jour d'absence;
- d'une déclaration d'un décès relié à un accident du travail ou une maladie professionnelle par l'employeur ou par la famille du défunt;
- d'une demande de remboursement de frais d'assistance médicale (selon le montant de remboursement demandé, il peut ne pas y avoir de dossier ouvert).

Il est à noter qu'il ne faut pas confondre l'année où survient la lésion professionnelle et l'année d'ouverture du dossier. Une lésion peut être déclarée à la CNESST un certain temps après que se soit produit l'accident du travail ou manifestée la maladie professionnelle.

Dossier « accepté » et « autre »

Un dossier est *accepté* lorsque la dernière décision inscrite au 1er mars de l'année suivant la lésion est « demande d'indemnisation acceptée » ou dossier avec frais seulement.

Un dossier est classé *autre* lorsqu'au 1er mars de l'année suivant la lésion, la décision est : « demande d'indemnisation refusée » ou « en suspens et en attente d'une décision ».

Décès

Un décès est comptabilisé si, au 31 décembre de l'année visée, il est en relation avec la lésion professionnelle et que la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; il peut être accepté avec ou sans indemnités de décès.

Notes: les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ont été retirées du tableau 1.2, puisqu'elles ne sont plus disponibles.

À compter de l'année 2009, la CNESST a révisé son estimation du nombre de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail. Le nombre présenté maintenant correspond au nombre total de travailleurs en emploi au Québec, duquel on soustrait une estimation du nombre de travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés à la CNESST.

À signaler, entre 2017 et 2018 :

- Dossiers ouverts et acceptés
  - Hausse de 6,4 % des accidents du travail
  - Hausse de 18,0 % des maladies professionnelles

- Décès
  - Stabilité des accidents du travail
  - Baisse de -2,4 % des maladies professionnelles

- Programme Pour une maternité sans danger (PMSD)
  - Hausse de 1,8 % des réclamations acceptées

- Stabilité du nombre de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail

- Hausse de 2,3 % des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés

Tableau 1.1

Informations générales sur les lésions professionnelles et le programme *Pour une maternité sans danger*

				2018	2017
Lésions professionnelles	• Avec paiement[1]	> Nombre de lésions professionnelles (LAT)		**11 574**	12 336
		> Nombre d'accidents du travail (LATMP)		**229 509**	230 442
		> Nombre de maladies professionnelles (LATMP)		**85 541**	76 672
		> Nombre total de lésions professionnelles		***326 624***	*319 450*
	• Indemnisées[2]	> Nombre de lésions professionnelles (LAT)		**7 793**	8 348
		> Nombre d'accidents du travail (LATMP)		**143 679**	136 920
		> Nombre de maladies professionnelles (LATMP)		**14 783**	15 172
		> Nombre total de lésions professionnelles		***166 255***	*160 440*
	• Dossiers ouverts[3]	> Nombre d'accidents du travail	» Acceptés[4]	**91 711**	86 223
			» Autres[5]	**17 465**	15 510
			» *Total*	***109 176***	*101 733*
		> Nombre de maladies professionnelles	» Acceptés[4]	**11 695**	9 912
			» Autres[5]	**5 715**	5 040
			» *Total*	***17 410***	*14 952*
		> Nombre total de lésions professionnelles	» Acceptés[4]	***103 406***	*96 135*
			» Autres[5]	***23 180***	*20 550*
			» *Total*	***126 586***	*116 685*
	• Décès[6]	> Nombre d'accidents du travail		**62**	62
		> Nombre de maladies professionnelles		**164**	168
		> Nombre total de lésions professionnelles		***226***	*230*
Programme *Pour une maternité sans danger*		• Nombre de réclamations avec paiement[7]		**45 581**	44 187
		• Nombre de réclamations inscrites[8]	> Acceptées[9]	**32 980**	32 389
			> Autres[10]	**2 708**	2 252
			> *Total*	***35 688***	*34 641*

1. Lésions professionnelles avec des transactions monétaires pendant l'année visée. En 2018, 3 dossiers ont été payés selon la LAT et la LATMP; en 2017, cette situation touche 1 dossier.
2. Lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès.
3. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; avec ou sans paiement; incluant 2 444 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 2 282 dossiers pour 2017.
4. Dossiers pour lesquels, au 1er mars de l'année suivante, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée » ou dossiers avec frais seulement.
5. Dossiers pour lesquels, au 1er mars de l'année suivante, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation refusée », « en suspens » ou « inconnue ».
6. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; décès acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 2 dossiers pour 2017.
7. Réclamations avec des transactions monétaires pendant l'année visée.
8. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; avec ou sans paiement; incluant 11 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 6 dossiers pour 2017.
9. Demandes acceptées au 1er mars de l'année suivante.
10. Demandes refusées ou en attente d'une décision au 1er mars de l'année suivante.

Tableau 1.2
Informations générales sur la prévention-inspection

	2018	2017
Estimation du nombre total de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail[1] (M)	**3,9**	3,9
Nombre d'établissements[2]	**272 077**	271 851
Nombre de dossiers d'intervention en prévention-inspection créés	**17 502**	17 113
Paiements pour les services de santé au travail (k$)	**72 230**	69 971
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (k$)	**24 488**	23 688
Subventions aux associations sectorielles paritaires (k$)	**23 540**	21 997
Subventions aux associations syndicales et patronales (k$)	**11 611**	11 041
Autres subventions (k$)	**217**	255

1. Sources : CANSIM, Statistique Canada, Enquête sur la population active; Agence du revenu du Québec.
   Le nombre présenté correspond au nombre total de travailleurs en emploi duquel on retranche une estimation des travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés par la CNESST.
2. Les établissements qui n'ont été ouverts que durant une partie de l'année de référence sont compris.

Tableau 1.3
Informations générales sur le financement

	2018	2017
Employeurs[1]	**223 949**	224 241
Nombre de dossiers d'employeurs ayant déclaré une masse salariale[2]	**203 864**	203 839
Nombre de dossiers d'expérience[2]	**258 316**	259 404
Masse salariale assurable (G$)[3]	**152,8**	144,8
Cotisation des employeurs (M$)[4]	**2 882,0**	2 673,3
Taux moyen de cotisation décrété ($)	**1,79**	1,77
Salaire maximum annuel assurable ($)	**74 000**	72 500
Salaire annuel moyen des travailleurs québécois ($)[5]	**47 536**	46 094

**Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives aux employeurs ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires.*

1. Nombre de dossiers d'employeurs ouverts pendant au moins une journée au cours de l'année présentée, qu'une masse salariale leur soit associée ou non.
   Ce nombre correspond au total des employeurs réguliers et des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations (ETP).
2. Dossiers associés à des employeurs ayant déclaré une masse salariale pour l'année visée, au 30 juin de l'année suivante.
3. Masse salariale assurable définitive ou estimée pour l'année visée inscrite dans les fichiers de la CNESST au 30 juin de l'année suivante.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 153,5 milliards de dollars en 2018 et à 145,0 milliards de dollars en 2017.
4. Cotisations reçues au 30 juin de l'année suivante pour l'année visée seulement.
   Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année visée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année visée.
   Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 844,0 millions de dollars en 2018 et à 2 612,7 millions de dollars en 2017.
5. Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail.
   Rémunération hebdomadaire moyenne, ramenée sur une base annuelle; estimation non désaisonnalisée.
   Estimation excluant le temps supplémentaire, pour l'ensemble des employés (employés à salaire fixe et salariés rémunérés à l'heure).

Tableau 1.4
Informations générales sur le processus de contestation

		2018	2017
Recours et médiation	**Article 32 LATMP**		
	• Nombre de recours déposés	**2 007**	1 893
	• Nombre de recours finalisés	**1 951**	1 783
	Article 227 LSST		
	• Nombre de recours déposés	**368**	386
	• Nombre de recours finalisés	**372**	441
	Article 245 LATMP		
	• Nombre de demandes reçues	**0**	0
	• Nombre de demandes finalisées	**0**	0
	Total		
	• Nombre de recours déposés	***2 375***	***2 279***
	• Nombre de recours finalisés	***2 323***	***2 224***

		2018	2017
Révision	**Direction de la révision administrative**		
	• Nombre de demandes inscrites	**64 510**	62 754
	• Nombre de demandes terminées en matière de santé et de sécurité du travail :		
	• Décision de première instance modifiée	**2 669**	2 433
	• Décision de première instance maintenue	**46 323**	39 800
	Total partiel	***48 992***	*42 233*
	• Désistement	**6 466**	4 099
	• Autres demandes	**4 118**	3 312
	• Total du nombre de dossiers clos[1]	**59 576**	49 644

1. L'écart entre le nombre de dossiers clos et le nombre de décisions rendues s'explique par les désistements, les cas de fermeture administrative et les cas d'absence de juridiction.

Note - Données de l'année présentée observées avec deux mois de maturité.

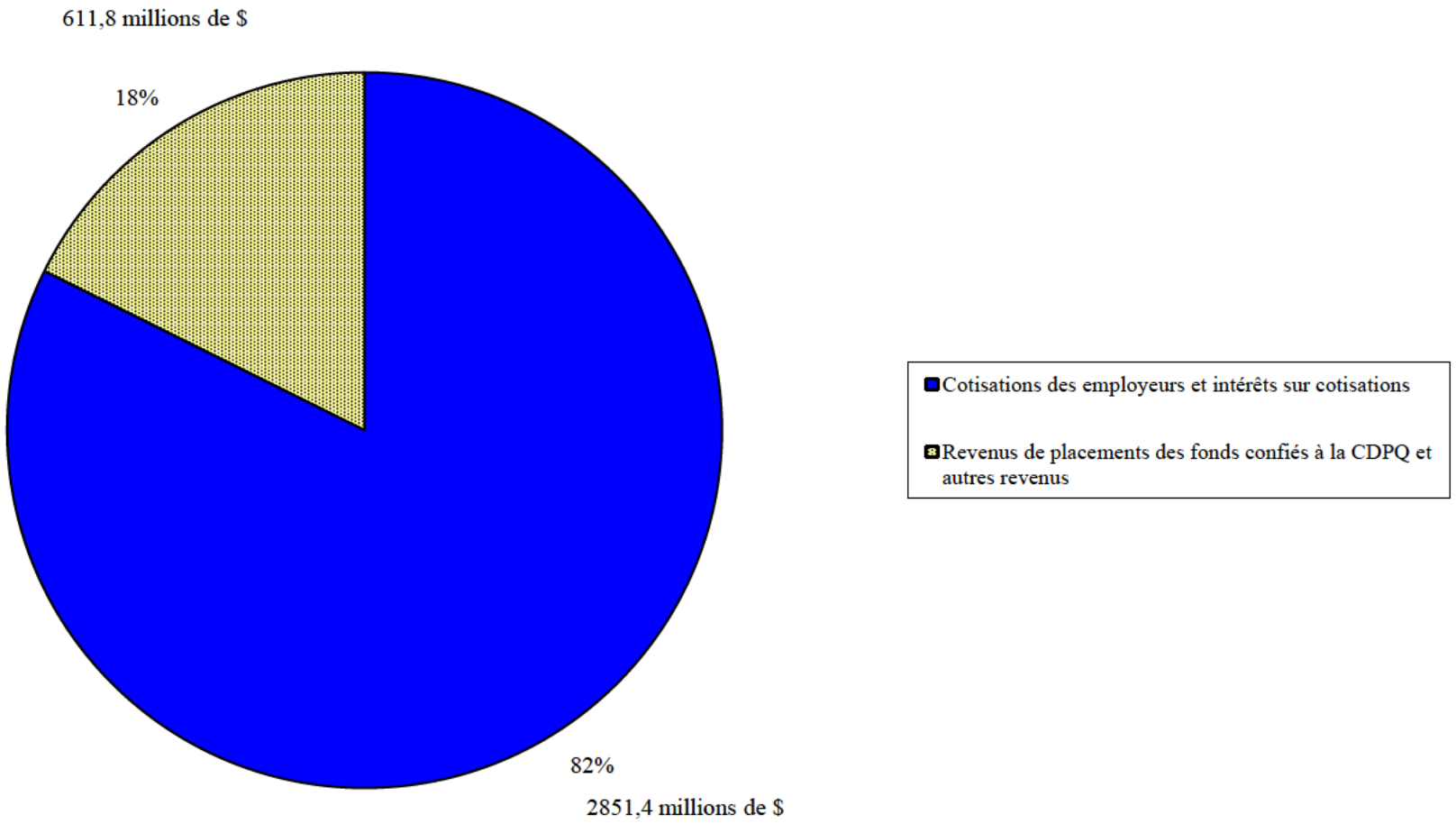
Tableau 1.5
Informations générales sur l'état des résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) (k$)

		2018	2017
Produits	• Cotisations des employeurs et intérêts sur cotisations	**2 851 406**	2 617 927
	• Revenus de placements des fonds confiés à la CDPQ	**574 129**	1 239 032
	• Autres	**37 702**	35 613
	• *Total*	***3 463 237***	*3 892 572*
Charges	• Programmes de réparation		
	> Prestations	**2 223 465**	2 106 014
	> Variation du passif actuariel	**636 441**	556 846
	> *Total*	***2 859 906***	***2 662 860***
	• Programme *Pour une maternité sans danger*		
	> Prestations	**224 774**	229 230
	> Variation du passif actuariel	**(6 385)**	1 694
	> *Total*	***218 389***	*230 924*
	• Subventions accordées pour des programmes de prévention	**132 087**	126 952
	• Charges administratives		
	> Frais d'administration	**442 673**	427 393
	> Charges financières	**6 055**	4 493
	> Variation du passif actuariel	**21 624**	14 068
	> *Total*	***470 352***	445 954
	• Financement de tribunaux administratifs		
	> Contributions au financement de tribunaux administratifs rechargées par la CNESST	**58 032**	58 918
	> Variation du passif actuariel	**2 405**	952
	> *Total*	***60 437***	59 870
	• Créances douteuses rechargées par la CNESST	**11 256**	11 886
	• *Total*	***3 752 427***	*3 538 446*
Résultat net et résultat global		**(289 190)**	354 126
composé de	Résultat relatif à l'application de la politique de capitalisation	**84 562**	32 036
	Surplus (Déficit) relatif au taux de rendement réel	**(385 222)**	435 627
	Variations des obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées[1]	**(180 247)**	(402 138)
	Surplus (Déficit) des opérations de l'exercice courant	**191 717**	288 601
Actif		**16 905 895**	16 457 300
Passif		**15 554 016**	14 816 231
Surplus (Déficit) cumulé		**1 351 879**	1 641 069
Niveau de capitalisation[2]		**108,7%**	111,1%

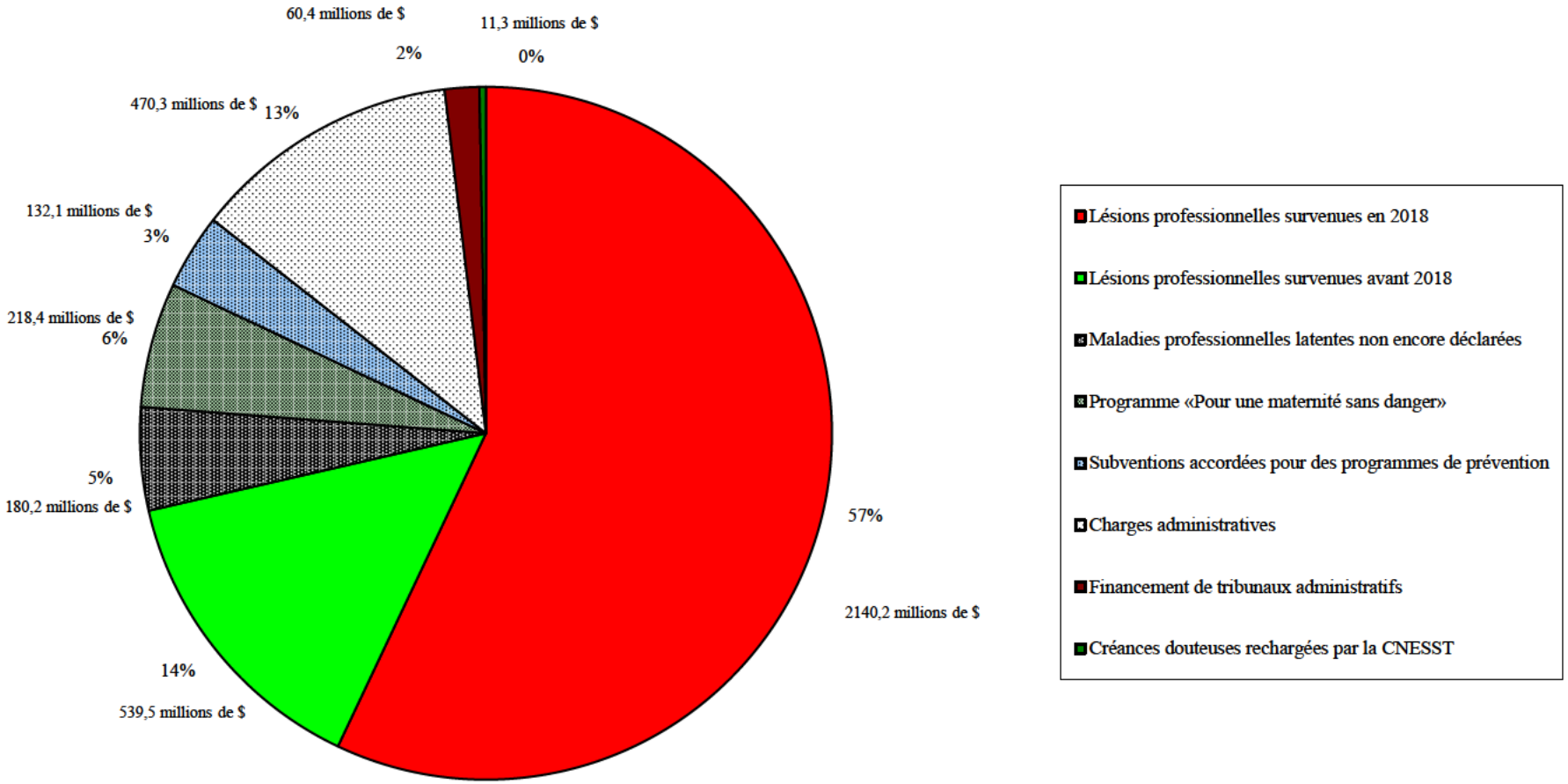
1. Le passif actuariel comprend dorénavant une provision pour les obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées dont la survenance est prévue après la date de clôture des états financiers mais qui résultent d'expositions encourues en milieu de travail avant cette date chez les employeurs tenus de cotiser.

2. Le niveau de capitalisation effectif aux fins de la tarification est quant à lui de 118,4 % pour 2018 et 120,0 % pour 2017.
Il correspond à la proportion du total de l'actif sur le total du passif en excluant les obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées.

Graphique 1.1
Répartition relative des produits du FSST en 2018



Graphique 1.2
Répartition relative des charges du FSST en 2018



Section 2
Volet financier des programmes de réparation

Description

La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP) est entrée en vigueur le 19 août 1985. Cette loi s'applique aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, ainsi qu'aux rechutes, récidives et aggravations, survenus à compter de cette date. Pour les événements survenus avant le 19 août 1985, la *Loi sur les accidents du travail* (LAT) s'applique.

Les frais de réparation

La loi reconnaît au travailleur victime d'une lésion professionnelle le droit à l'assistance médicale qu'exige son état en raison de cette lésion.

La loi accorde également au travailleur atteint de façon permanente dans son intégrité physique ou psychique en raison de sa lésion professionnelle le droit à la réadaptation qu'exige son état en vue de sa réinsertion sociale et professionnelle. Ce droit est l'un des éléments centraux du régime.

Les indemnités de remplacement du revenu

Les sommes déboursées pour interruption de travail représentent la part la plus importante des débours de la Commission pour la réparation des lésions professionnelles.

L'indemnité de remplacement du revenu est versée au travailleur :
- pendant toute la période où il est incapable d'exercer son emploi en raison de sa lésion
- et si les séquelles de sa lésion l'empêchent de reprendre son emploi, pendant toute la période nécessaire à sa réadaptation afin de reprendre son emploi, un emploi équivalent ou un emploi convenable.

Lorsque le travailleur devient apte à occuper un emploi, l'indemnité de remplacement du revenu cesse d'être versée, en tout ou en partie, selon l'une ou l'autre des hypothèses suivantes :
- Si le travailleur redevient capable d'occuper son emploi ou un emploi équivalent, l'indemnité cesse d'être versée. Cependant, si le délai d'exercice de son droit au retour au travail est expiré, l'indemnité est maintenue pendant une période maximale d'une année. À l'expiration de ce délai ou lorsque le travailleur réintègre son emploi, un emploi équivalent, ou qu'il refuse de le faire sans raison valable, l'indemnité cesse de lui être versée selon la première éventualité.
- Si l'emploi convenable auquel le travailleur a été réadapté est disponible, l'indemnité est réduite du revenu net retenu qu'il tire ou pourrait tirer de cet emploi convenable.

- Si l'emploi convenable auquel le travailleur a été réadapté n'est pas disponible, l'indemnité est maintenue pendant un maximum d'une année. À l'expiration de ce délai ou lorsque le travailleur retourne à cet emploi ou lorsqu'il refuse de le faire sans raison valable, l'indemnité est réduite du revenu qu'il pourrait recevoir de cet emploi convenable.

L'indemnité de remplacement du revenu versée à un travailleur reconnu apte à occuper un emploi convenable est révisée périodiquement.

Par ailleurs, le travailleur qui au moment de son accident est âgé de 60 ans ou plus, ou de 55 ans ou plus en cas de maladie professionnelle, et qui ne peut retourner à son emploi parce qu'il est atteint de façon permanente dans son intégrité physique ou psychique a droit à l'indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'occupe pas un nouvel emploi. Toutefois, il y a une modification à la LATMP par suite de l'adoption de la loi 35 en juin 1992 : si l'employeur de ce travailleur lui offre un emploi jugé convenable par la CNESST, il devra l'accepter. Ainsi, le travailleur a droit à l'indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'occupe pas un nouvel emploi ou un emploi convenable disponible chez son employeur.

Les indemnités pour stabilisation économique et sociale

Versées en vertu de la LAT, ces indemnités visent à faciliter le retour à la vie normale et la réinsertion dans la société du travailleur atteint d'une incapacité à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle. L'indemnité prend la forme d'une assistance financière pour la stabilisation économique et de services de consultation dans le domaine de la psychologie de service social pour la stabilisation sociale.

Les indemnités pour préjudice corporel et les indemnités pour incapacité permanente

Il se peut qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un travailleur soit atteint d'une façon permanente dans son intégrité physique ou psychique. Il a alors droit à une rente d'incapacité permanente (LAT) ou à une indemnité forfaitaire pour préjudice corporel (LATMP).

Le montant de cette indemnité forfaitaire n'est pas le même pour tous les travailleurs. Il varie selon le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique et l'âge de la personne au moment de la lésion. Cette indemnité s'appliquant à l'ensemble du préjudice corporel, elle est établie en tenant compte du déficit anatomo-physiologique (les séquelles diagnostiquées médicalement), du préjudice esthétique, ainsi que des douleurs et de la perte de jouissance de la vie qui en résultent.

Les indemnités de décès

En cas de décès du travailleur, des indemnités sont prévues pour ses personnes à charge. Ainsi, le conjoint survivant a droit au versement temporaire d'une indemnité de remplacement du revenu, en plus d'une indemnité forfaitaire. Une rente mensuelle est versée à chaque enfant à charge jusqu'à sa majorité.

Note: dans cette section, le nombre de lésions présenté pour une catégorie de prestation donnée peut varier d'un tableau à l'autre. En effet, pour être retenu dans le calcul du nombre, un dossier doit avoir un total de débours non nul (≠ 0$) au niveau de détail présenté; ce niveau de détail varie selon les tableaux.

À signaler, entre 2017 et 2018 :

- Hausse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - 9,2 % pour les frais d'assistance médicale
  - 10,1 % pour les indemnités de remplacement du revenu en consolidation médicale et réadaptation
  - 1,1 % pour les indemnités de remplacement du revenu en postréadaptation
  - 2,0 % pour les indemnités pour préjudice corporel

- Baisse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - -0,1 % pour les frais de réadaptation
  - -0,1 % pour les indemnités de décès

  Ces catégories de prestation sont versées en vertu de la LATMP

- Baisse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - -22,4 % pour les indemnités de stabilisation économique et sociale
  - -5,0 % pour les indemnités pour incapacité permanente

  Ces catégories de prestation sont versées en vertu de la LAT

Tableau 2.1
Répartition des lésions professionnelles avec paiement
selon la catégorie de prestation

	2018			2017		
	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours
Frais d'assistance médicale	284 337	526 725	23,7	279 449	482 486	22,9
Frais de réadaptation	24 856	71 707	3,2	24 106	71 813	3,4
Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	104 354	724 860	32,6	97 086	658 382	31,3
Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	45 460	643 455	28,9	45 582	636 485	30,2
Indemnités de stabilisation économique et sociale	155	1 529	0,1	183	1 971	0,1
Indemnités pour préjudice corporel	22 273	163 188	7,3	22 414	160 009	7,6
Indemnités pour incapacité permanente	6 157	53 818	2,4	6 530	56 651	2,7
Indemnités de décès	1 143	38 183	1,7	1 189	38 217	1,8
Total	**326 637** [2]	**2 223 465** [3]	**100**	319 462 [2]	2 106 014 [3]	100

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de prestation, elle ne figure qu'une fois au total.
2. De ce nombre, 151 421 lésions professionnelles n'ont que des frais au dossier; ce nombre est de 158 100 lésions pour 2017.
3. Un montant de 36 682 134 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert en 2018; ce montant est de 27 942 975 $ pour 2017. Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

Tableau 2.2

Répartition des prestations des lésions professionnelles avec paiement selon l'année de la lésion professionnelle et la catégorie de prestation

									2018
									(k$)
	Frais d'assistance médicale	Frais de réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	Indemnités de stabilisation économique et sociale	Indemnités pour préjudice corporel	Indemnités pour incapacité permanente	Indemnités de décès	**Total**[1]
2013 ou antérieures	124 612	43 131	72 634	535 426	1 529	23 785	53 818	18 010	**872 946**
2014	9 877	3 292	26 090	35 601	-	7 467	-	1 698	**84 025**
2015	15 092	5 314	49 998	37 117	-	13 801	-	4 823	**126 146**
2016	33 278	8 214	92 646	27 926	-	24 227	-	5 057	**191 349**
2017	144 817	10 255	217 791	7 135	-	61 202	-	6 513	**447 714**
2018	199 048	1 500	265 701	250	-	32 705	-	2 081	**501 285**
Total	**526 725**	**71 707**	**724 860**	**643 455**	**1 529**	**163 188**	**53 818**	**38 183**	**2 223 465**

1. Un montant de 36 682 134 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.
Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

									2017
									(k$)
	Frais d'assistance médicale	Frais de réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	Indemnités de stabilisation économique et sociale	Indemnités pour préjudice corporel	Indemnités pour incapacité permanente	Indemnités de décès	Total[1]
2013 ou antérieures	130 963	45 495	92 326	566 376	1 971	30 940	56 651	19 961	944 684
2014	13 992	5 527	45 062	36 032	-	13 873	-	3 957	118 443
2015	31 564	8 277	86 761	26 585	-	28 426	-	6 225	187 837
2016	135 198	11 032	198 684	7 324	-	60 395	-	6 068	418 700
2017	170 769	1 482	235 549	168	-	26 375	-	2 006	436 349
2018	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	482 486	71 813	658 382	636 485	1 971	160 009	56 651	38 217	2 106 014

1. Un montant de 27 942 975 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.
Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

Tableau 2.3

Répartition des lésions professionnelles indemnisées[1]
selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
							Accident du travail						Maladie professionnelle					
	2018			2017			**2018**			2017			**2018**			2017		
	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (k$)	% des débours
2013 ou antérieures	7 793	85 818	100,0	8 348	92 191	100,0	35 872	556 766	41,1	39 092	605 513	47,4	4 217	62 619	33,9	4 705	70 522	38,6
2014	-	-	-	-	-	-	3 406	63 945	4,7	4 578	89 528	7,0	300	6 912	3,7	394	9 396	5,1
2015	-	-	-	-	-	-	4 828	95 705	7,1	7 928	127 348	10,0	389	10 035	5,4	1 422	20 648	11,3
2016	-	-	-	-	-	-	8 790	136 406	10,1	24 757	219 820	17,2	735	13 450	7,3	5 214	52 650	28,8
2017	-	-	-	-	-	-	26 698	236 948	17,5	60 571	234 816	18,4	5 094	55 693	30,2	3 446	29 283	16,0
2018	-	-	-	-	-	-	64 090	264 870	19,6	-	-	-	4 060	35 867	19,4	-	-	-
Total	**7 793**	**85 818**	**100**	8 348	92 191	**100**	**143 679**	**1 354 640** [3]	**100**	136 920	1 277 025 [3]	100	**14 783**	**184 576**	**100**	15 172	182 499	100

1. Lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès.
2. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
3. Un montant de -1 789 224 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert en 2018; ce montant est de -1 496 207 $ pour 2017.

Tableau 2.4

Répartition des lésions professionnelles avec des frais d'assistance médicale[1]
selon la catégorie de frais d'assistance médicale et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
								Accident du travail						Maladie professionnelle					
				2018			2017			**2018**			2017			**2018**			2017
		Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours
Services de professionnels de la santé		1 117	1 047	8,7	1 324	909	7,1	170 844	113 497	27,4	177 068	100 079	26,8	27 133	11 777	11,7	29 753	11 402	11,9
Soins ou traitements fournis par les établissements de santé		583	1 486	12,4	620	1 779	13,8	81 666	74 980	18,1	76 137	71 363	19,1	3 997	3 183	3,1	4 032	2 987	3,1
Médicaments et produits pharmaceutiques		1 620	3 770	31,4	1 690	3 975	30,9	32 923	41 169	10,0	32 395	41 592	11,1	1 577	2 977	2,9	1 529	2 892	3,0
Prothèses et orthèses		3 332	3 516	29,3	3 518	3 926	30,5	11 125	9 142	2,2	10 537	9 280	2,5	63 667	76 903	76,1	55 395	72 601	75,9
Soins et traitements dispensés par les intervenants de la santé	• Physiothérapie	151	244	2,0	170	275	2,1	69 210	87 713	21,2	62 821	75 081	20,1	2 081	1 869	1,8	1 868	1 556	1,6
	• Ergothérapie	15	23	0,2	20	19	0,1	31 093	39 254	9,5	29 105	32 609	8,7	697	788	0,8	599	603	0,6
	• Autres	130	143	1,2	198	202	1,6	11 382	10 249	2,5	9 834	9 106	2,4	5 249	973	1,0	6 330	1 177	1,2
	• *Total*	*268*	*409*	*3,4*	*356*	*496*	*3,9*	*77 514*	*137 215*	*33,2*	*70 117*	*116 796*	*31,2*	*7 320*	*3 630*	*3,6*	*8 183*	*3 336*	*3,5*
Aides techniques et frais		1 066	1 245	10,4	1 185	1 176	9,1	13 717	7 848	1,9	12 850	6 889	1,8	5 771	1 716	1,7	5 675	1 633	1,7
Frais de déplacement et de séjour		879	424	3,5	966	467	3,6	38 359	12 392	3,0	36 256	12 291	3,3	3 447	649	0,6	3 399	642	0,7
Autres frais		58	108	0,9	89	136	1,1	1 472	17 427	4,2	1 336	15 647	4,2	169	214	0,2	164	189	0,2
Total		**5 383**	**12 005**	**100**	5 783	12 865	100	**196 728**	**413 670**	**100**	200 154	373 939	100	**82 287**	**101 049**	**100**	73 533	95 682	100

1. Un montant de 38 528 035 $ est compris dans les frais d'assistance médicale pour des demandes de remboursement de frais pour lesquelles la CNESST n'a pas ouvert de dossier en 2018; ce montant est de 29 468 175 $ pour 2017.
2. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.5

Répartition des lésions professionnelles avec des frais de réadaptation
selon la catégorie de frais de réadaptation et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP						Lésion professionnelle - total (LAT et LATMP)					
					Accident du travail			Maladie professionnelle								
				2018			**2018**			**2018**			**2018**			2017
		Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours
Réadaptation professionnelle	• Programme de recyclage, mobilité professionnelle et réinsertion du conjoint survivant	0	0	0,0	5	13	0,0	1	1	0,0	6	14	0,0	2	3	0,0
	• Service professionnel externe	109	217	3,6	8 692	18 835	30,2	295	490	14,7	9 096	19 541	27,3	9 009	20 471	28,5
	• Programmes de formation	2	1	0,0	1 119	5 044	8,1	69	237	7,1	1 190	5 282	7,4	1 315	6 492	9,0
	• Adaptation d'un poste de travail	0	0	0,0	129	245	0,4	10	61	1,8	139	306	0,4	142	185	0,3
	• Subventions à l'employeur et à la création d'emploi	0	0	0,0	77	444	0,7	5	14	0,4	82	458	0,6	84	480	0,7
	• Subventions pour un projet — travailleur	0	0	0,0	2	148	0,2	0	0	0,0	2	148	0,2	1	21	0,0
	• *Total*	*110*	*217*	*3,6*	*9 385*	*24 728*	*39,7*	*344*	*803*	*24,1*	*9 839*	*25 749*	*35,9*	*9 794*	*27 652*	*38,5*
Réadaptation sociale	• Services professionnels d'intervention psychosociale	104	205	3,4	2 148	3 785	6,1	72	180	5,4	2 324	4 170	5,8	2 157	3 881	5,4
	• Adaptation du domicile	79	368	6,1	258	2 759	4,4	15	96	2,9	352	3 223	4,5	351	3 310	4,6
	• Adaptation du véhicule principal	55	176	2,9	179	524	0,8	3	2	0,1	237	701	1,0	218	493	0,7
	• Aide personnelle à domicile	450	3 379	55,8	1 998	12 494	20,1	134	709	21,2	2 582	16 583	23,1	2 502	16 321	22,7
	• Frais de garde d'enfants	0	0	0,0	7	7	0,0	1	4	0,1	8	11	0,0	11	14	0,0
	• Frais d'entretien courant du domicile	1 005	1 708	28,2	11 731	18 018	28,9	1 024	1 545	46,3	13 760	21 270	29,7	13 155	20 142	28,0
	• *Total*	*1 313*	*5 836*	*96,4*	*14 568*	*37 586*	*60,3*	*1 146*	*2 536*	*75,9*	*17 027*	*45 958*	*64,1*	*16 280*	*44 161*	*61,5*
Total		**1 331**	**6 053**	**100**	**22 119**	**62 315** [2]	**100**	**1 408**	**3 339**	**100**	**24 858**	**71 707**	**100**	**24 106**	**71 813**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -70 142 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.6

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
								Accident du travail						Maladie professionnelle					
		2018			2017			**2018**			2017			**2018**			2017		
		Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours
Consolidation médicale et réadaptation	• 14 premiers jours payés par l'employeur, remboursable par la CNESST	33	33	0,2	42	46	0,2	69 977	59 084	4,7	65 875	53 102	4,4	843	753	1,0	796	683	0,9
	• Consolidation médicale	142	2 661	13,7	148	2 441	11,4	75 787	566 980	44,6	68 472	507 641	42,4	1 729	19 650	25,0	1 530	16 371	21,3
	• Réadaptation	29	70	0,4	29	238	1,1	6 289	54 721	4,3	6 588	58 897	4,9	295	2 348	3,0	310	3 386	4,4
	• Autres indemnités	24	482	2,5	32	104	0,5	3 607	17 296	1,4	3 216	14 683	1,2	201	782	1,0	185	790	1,0
	• *Total*	*142*	*3 248*	*16,8*	*144*	*2 829*	*13,2*	*102 412*	*698 080*	*54,9*	*95 265*	*634 323*	*53,0*	*1 800*	*23 532*	*30,0*	*1 677*	*21 229*	*27,7*
Postréadaptation		1 005	16 125	83,2	1 148	18 628	86,8	40 673	572 368	45,1	40 570	562 339	47,0	3 782	54 963	70,0	3 864	55 518	72,3
Total		**1 084**	**19 372**	**100**	1 245	21 457	100	**138 854**	**1 270 448** [2]	**100**	132 225	1 196 662 [2]	100	**5 282**	**78 495**	**100**	5 255	76 747	100

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -1 662 455 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert en 2018; ce montant est de -1 181 116 $ pour 2017.

Tableau 2.7
Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
							Accident du travail						Maladie professionnelle					
	2018			2017			2018			2017			**2018**			2017		
	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours
2013 ou antérieures	1 084	19 372	100,0	1 244	21 457	100,0	35 447	539 549	42,5	38 431	583 276	48,7	3 376	49 139	62,6	3 645	53 968	70,3
2014	-	-	-	-	-	-	3 190	57 471	4,5	3 953	76 041	6,4	183	4 220	5,4	214	5 053	6,6
2015	-	-	-	-	-	-	4 168	80 996	6,4	6 216	106 335	8,9	252	6 119	7,8	319	7 011	9,1
2016	-	-	-	-	-	-	6 909	114 244	9,0	22 510	199 125	16,6	305	6 328	8,1	495	6 883	9,0
2017	-	-	-	-	-	-	24 393	216 573	17,0	60 423	231 885	19,4	592	8 353	10,6	574	3 832	5,0
2018	-	-	-	-	-	-	63 952	261 615	20,6	-	-	-	575	4 335	5,5	-	-	-
Total	**1 084**	**19 372**	**100**	1 244	21 457	100	**138 059**	**1 270 448** [2]	**100**	131 533	1 196 662 [2]	100	**5 283**	**78 495**	**100**	5 247	76 747	100

1. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
2. Un montant de -1 662 455 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert en 2018; ce montant est de -1 181 116 $ pour 2017.

Tableau 2.8

Répartition du total des jours indemnisés pour les lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu [1], l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

Consolidation médicale et réadaptation

	Lésion professionnelle LAT				Accident du travail				Lésion professionnelle LATMP Maladie professionnelle			
	2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2013 ou antérieures	32 826	100,0	30 409	100,0	725 926	8,2	962 258	11,7	46 268	16,5	61 034	23,2
2014	-	-	-	-	293 031	3,3	520 853	6,3	13 252	4,7	25 383	9,7
2015	-	-	-	-	552 518	6,3	1 006 345	12,2	32 902	11,7	49 713	18,9
2016	-	-	-	-	1 055 898	12,0	2 517 725	30,6	42 565	15,2	67 277	25,6
2017	-	-	-	-	2 694 035	30,5	3 215 541	39,1	85 410	30,5	59 388	22,6
2018	-	-	-	-	3 497 084	39,7	-	-	59 658	21,3	-	-
Total	**32 826**	**100**	30 409	100	**8 818 491**	**100**	8 222 722	100	**280 055**	**100**	262 795	100

Postréadaptation

	Lésion professionnelle LAT				Accident du travail				Lésion professionnelle LATMP Maladie professionnelle			
	2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2013 ou antérieures	162 984	100,0	200 236	100,0	5 297 146	82,0	5 680 762	88,0	475 452	80,6	531 475	86,2
2014	0	-	-	-	385 175	6,0	403 498	6,3	31 179	5,3	32 547	5,3
2015	0	-	-	-	397 806	6,2	290 246	4,5	36 365	6,2	32 696	5,3
2016	0	-	-	-	302 152	4,7	76 348	1,2	27 944	4,7	18 168	2,9
2017	0	-	-	-	73 831	1,1	1 172	0,0	16 583	2,8	1 327	0,2
2018	0	-	-	-	1 444	0,0	-	-	2 014	0,3	-	-
Total	**162 984**	**100**	200 236	100	**6 457 555**	**100**	6 452 026	100	**589 537**	**100**	616 213	100

Total

	Lésion professionnelle LAT				Accident du travail				Lésion professionnelle LATMP Maladie professionnelle			
	2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2013 ou antérieures	195 810	100,0	230 645	100,0	6 023 072	39,4	6 643 020	45,3	521 720	60,0	592 509	67,4
2014	0	-	-	-	678 206	4,4	924 351	6,3	44 431	5,1	57 930	6,6
2015	0	-	-	-	950 324	6,2	1 296 591	8,8	69 267	8,0	82 409	9,4
2016	0	-	-	-	1 358 050	8,9	2 594 073	17,7	70 509	8,1	85 445	9,7
2017	0	-	-	-	2 767 866	18,1	3 216 713	21,9	101 993	11,7	60 715	6,9
2018	0	-	-	-	3 498 528	22,9	-	-	61 672	7,1	-	-
Total	**195 810**	**100**	230 645	100	**15 276 046**	**100**	14 674 748	100	**869 592**	**100**	879 008	100

1. Le nombre de jours selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu est estimé à partir de la répartition des montants versés en IRR selon la catégorie d'indemnité.

Tableau 2.9

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel
selon la catégorie d'indemnité pour préjudice corporel et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
							Accident du travail						Maladie professionnelle					
	2018			2017			**2018**			2017			**2018**			2017		
	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours
Indemnité versée au travailleur	125	1 391	97,6	121	1 322	100,0	12 442	71 391	99,8	12 137	69 024	99,9	9 703	90 182	100,0	10 154	89 605	100,0
Indemnité versée à d'autres personnes	2	35	2,4	1	0	0,0	31	146	0,2	19	50	0,1	15	43	0,0	9	7	0,0
Total	**125**	**1 425**	**100**	122	1 322	100	**12 458**	**71 537** [2]	**100**	12 145	69 074 [2]	100	**9 709**	**90 225**	**100**	10 156	89 612	100

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -113 304 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert en 2018; ce montant est de -234 453 $ pour 2017.

Tableau 2.10

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
							Accident du travail						Maladie professionnelle					
	2018			2017			**2018**			2017			**2018**			2017		
	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours
2013 ou antérieures	125	1 425	100,0	122	1 322	100,0	1 242	13 552	18,9	1 953	19 116	27,6	876	8 808	9,8	1 115	10 502	11,7
2014	-	-	-	-	-	-	737	6 359	8,9	1 634	11 990	17,4	123	1 108	1,2	205	1 883	2,1
2015	-	-	-	-	-	-	1 678	12 254	17,1	3 490	18 227	26,4	171	1 548	1,7	1 163	10 199	11,4
2016	-	-	-	-	-	-	3 740	19 716	27,6	4 515	18 118	26,2	483	4 511	5,0	4 775	42 276	47,2
2017	-	-	-	-	-	-	4 503	17 910	25,0	548	1 623	2,4	4 568	43 292	48,0	2 899	24 752	27,6
2018	-	-	-	-	-	-	547	1 746	2,4	-	-	-	3 488	30 958	34,3	-	-	-
Total	**125**	**1 425**	**100**	122	1 322	100	**12 445**	**71 537** [2]	**100**	12 140	69 074 [2]	100	**9 703**	**90 225**	**100**	10 157	89 612	100

1. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
2. Un montant de -113 304 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert en 2018; ce montant est de -234 453 $ pour 2017.

Tableau 2.11

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour incapacité permanente selon la catégorie d'indemnité pour incapacité permanente

	2018			2017		
	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours
Indemnité versée en vertu de la LAT	6 139	53 716	99,8	6 512	56 534	99,8
Indemnité versée en vertu de la LIVASMC[1]	19	102	0,2	22	117	0,2
Total	**6 157**	**53 818**	**100**	6 530	56 651	100

1. LIVASMC : Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et carrières.
2. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.12

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès
selon la catégorie d'indemnités de décès et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
								Accident du travail						Maladie professionnelle					
		2018			2017			**2018**			2017			**2018**			2017		
		Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours
Indemnité versée en vertu de la LAT	• Forfaitaires option et frais	0	0	0,0	0	0	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	• Rentes	577	9 406	97,2	606	9 947	92,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	• *Total*	*577*	*9 406*	*97,2*	*606*	*9 947*	*92,2*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Indemnité versée en vertu de la LATMP	• Forfaitaires	3	233	2,4	9	754	7,0	135	8 700	68,7	138	7 255	64,3	182	14 446	91,1	182	14 716	91,2
	• Rentes	3	22	0,2	3	42	0,4	310	3 512	27,8	319	3 635	32,2	33	517	3,3	35	582	3,6
	• Intérêts	2	5	0,0	6	8	0,1	40	147	1,2	34	107	0,9	112	250	1,6	119	157	1,0
	• Autres indemnités	3	7	0,1	7	38	0,4	59	295	2,3	59	292	2,6	149	642	4,0	155	686	4,2
	• *Total*	*6*	*267*	*2,8*	*11*	*842*	*7,8*	*356*	*12 655*	*100,0*	*360*	*11 289*	*100,0*	*204*	*15 855*	*100,0*	*212*	*16 139*	*100,0*
Total		**583**	**9 673**	**100**	617	10 788	100	**356**	**12 655**	**100**	360	11 289	100	**204**	**15 855**	**100**	212	16 139	100

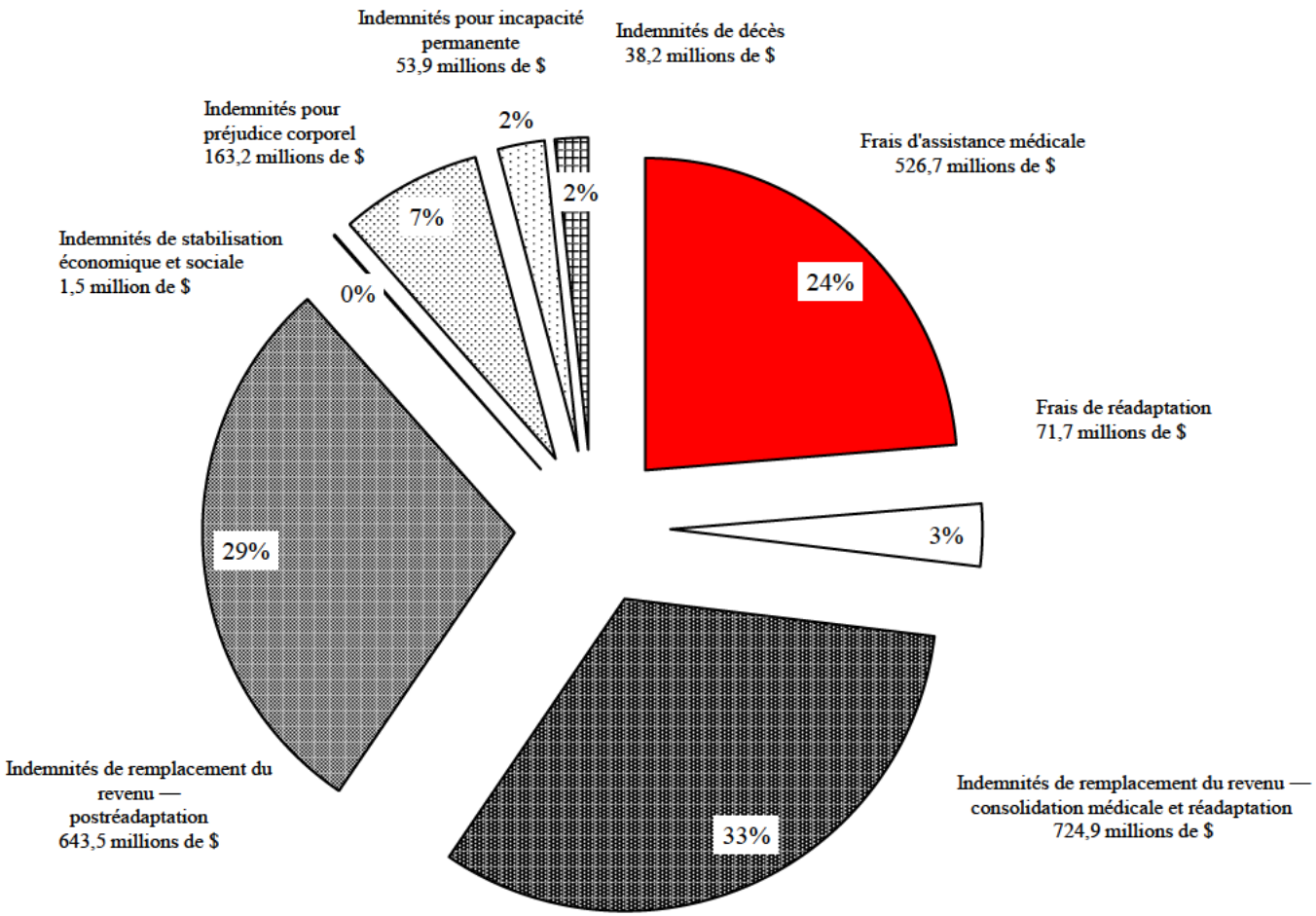
1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.13

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès
selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
							Accident du travail						Maladie professionnelle					
	2018			2017			**2018**			2017			**2018**			2017		
	Nombre	Débours (k$)	% des débours	Nombre	Débours (k$)	% des débours	Nombre	Débours (k$)	% des débours	Nombre	Débours (k$)	% des débours	Nombre	Débours (k$)	% des débours	Nombre	Débours (k$)	% des débours
2013 ou antérieures	578	9 410	97,3	607	9 953	92,3	182	2 071	16,4	211	2 519	22,3	23	766	4,8	18	575	3,6
2014	0	0	0,0	0	0	0,0	11	297	2,3	21	1 692	15,0	4	303	1,9	12	906	5,6
2015	1	138	1,4	3	204	1,9	38	2 819	22,3	43	2 823	25,0	8	922	5,8	32	3 090	19,1
2016	1	7	0,1	6	517	4,8	46	3 119	24,6	51	2 937	26,0	29	2 340	14,8	92	7 187	44,5
2017	2	115	1,2	1	114	1,1	47	2 870	22,7	34	1 318	11,7	84	7 042	44,4	58	4 382	27,1
2018	1	4	0,0	-	-	-	32	1 479	11,7	-	-	-	56	4 482	28,3	-	-	-
Total	**583**	**9 673**	**100**	617	10 788	100	**356**	**12 655**	**100**	360	11 289	100	**204**	**15 855**	**100**	212	16 140	100

Graphique 2.1
Répartition relative des prestations des programmes de réparation en 2018



Section 3
Volet financier du programme
Pour une maternité sans danger

Description

La Commission applique depuis 1981 le programme *Pour une maternité sans danger*. L'objectif du programme est le maintien en emploi sans danger de la travailleuse enceinte ou qui allaite, en favorisant l'élimination des dangers ou, à défaut, l'affectation à d'autres tâches ne comportant pas de danger, quand il y a effectivement attestation médicale de l'existence de dangers physiques pour elle, à cause de sa grossesse, ou pour l'enfant à naître ou allaité.

La travailleuse enceinte ou qui allaite qui désire obtenir une affectation ou si c'est impossible un retrait préventif doit fournir à son employeur un certificat médical. Dans le cas de la femme enceinte, le rapport doit attester que ses conditions de travail comportent des dangers physiques pour l'enfant à naître ou, à cause de son état, pour elle-même. Quant à la travailleuse qui allaite, ce rapport doit faire état du danger que comportent les tâches qu'elle exécute, pour l'enfant allaité. Le médecin traitant, avant de délivrer un certificat, doit obligatoirement consulter le médecin responsable des services de santé de l'établissement où elle travaille ou, s'il n'y en a pas, le directeur de santé publique de la région où est situé l'établissement. Sans cette consultation, le certificat n'est pas valide.

Le certificat médical doit être présenté à l'employeur, ce qui constitue une demande d'affectation.

L'admissibilité des réclamations repose sur une analyse individuelle de chacun des cas soumis à la CNESST. Sa décision s'appuie sur l'information contenue sur le certificat médical, sur l'analyse fournie par l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dans son rapport d'évaluation du poste de travail et sur tout renseignement obtenu en communiquant avec la travailleuse, son médecin traitant et son employeur.

Si l'employeur est dans l'impossibilité d'affecter immédiatement la travailleuse à des tâches non dangereuses, elle peut cesser de travailler jusqu'à son accouchement ou à la fin de la période d'allaitement. Dans ce cas, l'employeur lui verse son salaire habituel pendant les cinq premiers jours ouvrables. Par la suite, elle recevra une indemnité équivalant à 90% de son revenu net jusqu'à concurrence du salaire maximum assurable, en vigueur durant l'année de la demande.

La travailleuse qui exerce son droit à l'affectation ou au retrait préventif bénéficie d'une protection juridique. En effet, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) stipule que la travailleuse conserve, pendant et après l'affectation ou la cessation de travail, tous les avantages liés à l'emploi qu'elle occupait avant son affectation ou son retrait préventif du travail. À la fin de la mesure préventive, l'employeur a l'obligation de réintégrer la travailleuse dans son emploi habituel, et avec tous les avantages qui y sont reliés.

Notes explicatives

Décision quant à l'admissibilité des demandes

Les réclamations sont acceptables lorsque les conditions du poste de travail comportent des dangers pour la santé de la travailleuse, celle de l'enfant à naître ou celle de l'enfant allaité.

Les principales raisons de la CNESST de refuser les réclamations sont que les conditions de travail ne comportent pas de réels dangers, que le retrait est exercé pour des raisons médicales personnelles sans lien avec le travail ou que les conditions d'admissibilité au programme n'étaient pas satisfaites.

Les réclamations « autres » réfèrent aux cas refusés et aux cas où la CNESST est en période d'analyse de la demande et n'a pas encore pris de décision.

Mise en garde face aux statistiques sur le nombre de réclamations inscrites et les prestations

Les sommes déboursées durant l'année de référence concernent l'ensemble des travailleuses enceintes ou qui allaitent qui bénéficient d'un retrait préventif ou d'une affectation, quelle que soit l'année d'enregistrement de la demande. Les sommes comprennent les frais et les indemnités de remplacement du revenu versés à la travailleuse.

Bien qu'un dossier ait été inscrit au cours d'une année, il est possible que les indemnités n'aient été versées que l'année suivante. En effet, une demande peut être formulée dès le début de la grossesse, mais le danger pour la mère ou le fœtus peut se situer plus tard au cours de la gestation. On doit donc établir une relation entre les prestations versées et le nombre de réclamations avec paiement, plutôt qu'avec le nombre de réclamations inscrites.

À signaler, entre 2017 et 2018 :

- Débours associés aux réclamations PMSD:
  - Hausse de 3,3 % pour les frais d'assistance médicale
  - Baisse de -2,0 % pour les indemnités de remplacement du revenu

Tableau 3.1

Répartition des réclamations traitées[1]

selon l'année de l'événement et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte						Travailleuse qui allaite						**Total**					
			2018			2017			**2018**			2017			**2018**			2017	
	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	**Nombre[2]**	**Débours (k$)**	**% des débours**	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours
2013 ou antérieures	125	20	0,0	171	45	0,0	7	91	1,1	12	237	3,1	**132**	**111**	**0,0**	183	282	0,1
2014	66	16	0,0	170	68	0,0	8	160	1,9	16	269	3,5	**74**	**176**	**0,1**	186	337	0,1
2015	280	147	0,1	400	369	0,2	21	385	4,5	67	954	12,3	**301**	**532**	**0,2**	467	1 323	0,6
2016	888	784	0,4	13 659	71 358	32,2	90	1 446	17,0	222	3 990	51,4	**978**	**2 230**	**1,0**	13 881	75 347	32,9
2017	13 649	69 703	32,2	29 205	149 629	67,6	190	3 729	43,9	265	2 311	29,8	**13 839**	**73 433**	**32,7**	29 470	151 940	66,3
2018	30 010	145 599	67,3	-	-	-	250	2 692	31,7	-	-	-	**30 260**	**148 292**	**66,0**	-	-	-
Total	**45 015**	**216 270**	**100**	43 605	221 469	100	**566**	**8 504**	**100**	582	7 761	100	**45 581**	**224 773**	**100**	44 187	229 230	100

1. Réclamations avec des transactions monétaires.

2. Les réclamations qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année d'événement ne figurent qu'une fois au total.

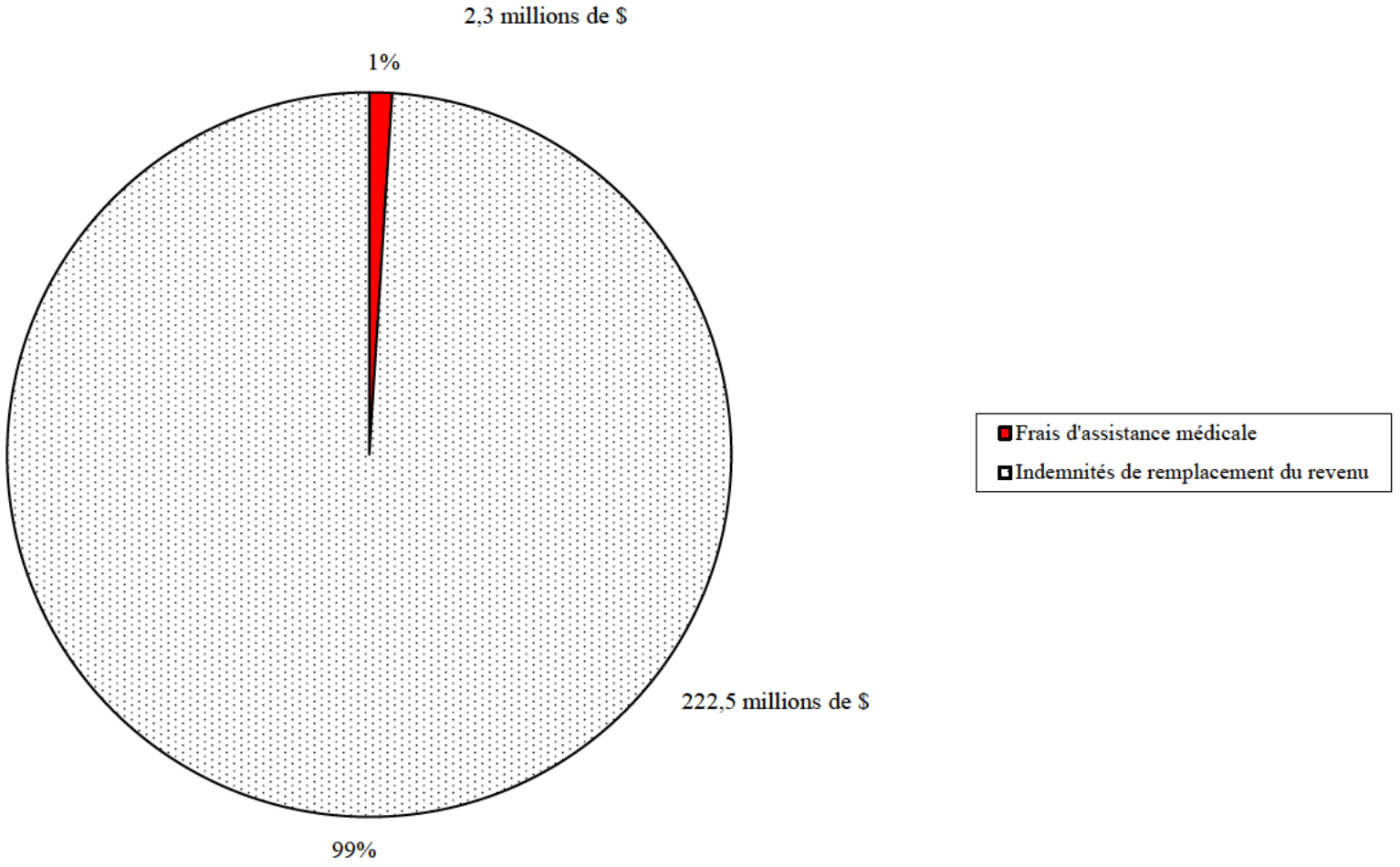
Tableau 3.2

Répartition des réclamations traitées[1]
selon la catégorie de prestation et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte						Travailleuse qui allaite						**Total**					
			2018			2017			**2018**			2017			**2018**			2017	
	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	**Nombre[2]**	**Débours (k$)**	**% des débours**	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours
Frais d'assistance médicale	29 656	2 258	1,0	28 297	2 179	1,0	238	16	0,2	262	22	0,3	**29 894**	**2 274**	**1,0**	28 559	2 201	1,0
Indemnités de remplacement du revenu	33 983	214 012	99,0	34 356	219 290	99,0	474	8 488	99,8	477	7 739	99,7	**34 457**	**222 500**	**99,0**	34 833	227 029	99,0
Total	**45 015**	**216 270**	**100**	43 605	221 469	100	**566**	**8 504**	**100**	**582**	**7 761**	**100**	**45 581**	**224 773**	**100**	44 187	229 230	100

1. Réclamations avec des transactions monétaires.
2. Si une réclamation relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Graphique 3.1
Répartition relative des prestations du programme Pour une maternité sans danger en 2018



Section 4
Prévention - inspection

Description

La *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) adoptée en 1979 inscrit la prévention dans une démarche systématique et obligatoire dont elle confie la responsabilité aux employeurs et aux travailleurs. Elle établit clairement les droits et obligations de chacun en cette matière tout en leur donnant les moyens nécessaires pour déceler les dangers présents dans leur milieu de travail de façon à les éliminer ou à les maîtriser.

Notes explicatives

Programme de prévention

Le premier de ces moyens, c'est le programme de prévention que l'employeur doit élaborer avec la participation des travailleurs. Comme il s'agit d'une planification d'activités pour éliminer les causes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en tenant compte des particularités du milieu, chaque établissement aura son propre programme. Tous les programmes doivent cependant être conformes à la LSST. Seuls les employeurs qui appartiennent aux secteurs d'activité économique désignés par règlement (l'ensemble des établissements appartenant aux groupes I, II et III) sont actuellement tenus d'élaborer un programme de prévention.

Programme de santé

L'accès à des services de santé en milieu de travail est un élément essentiel de toute démarche de prévention dans un établissement. Pour les employeurs et les travailleurs des groupes prioritaires I, II et III, ces services sont assurés par le réseau public, plus précisément par les équipes de santé au travail mises en place par les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux ou, dans certains cas, par des services de santé reconnus par la CNESST.

Les médecins, le personnel infirmier, les techniciens en hygiène et les hygiénistes qui font partie des équipes de santé au travail s'occupent principalement de recueillir des données sur la santé des travailleurs et sur les risques auxquels ils sont exposés, et aussi d'élaborer et d'appliquer les programmes de santé qui font partie des programmes de prévention des établissements.

Comité de santé et de sécurité

C'est habituellement sur les lieux mêmes du travail que surviennent les accidents du travail et les maladies professionnelles. C'est donc là que doit s'établir la collaboration entre employeurs et travailleurs pour tout ce qui touche la prévention. Une façon d'y parvenir, c'est de former un comité paritaire de santé et de sécurité. Cette mesure est applicable aux établissements comptant 21 travailleurs ou plus des groupes prioritaires I et II. Ceci confère au comité des fonctions précises et des pouvoirs de décision considérables qui touchent, entre autres, l'approbation du programme de santé, le choix du médecin responsable des services de santé, le choix des équipements individuels de protection et les programmes de formation et d'information.

Représentant à la prévention

Les travailleurs d'un établissement appartenant à un secteur des groupes prioritaires I et II et comptant 21 travailleurs ou plus ont la possibilité de désigner parmi eux un ou plusieurs représentants à la prévention. Ce représentant a pour fonction de déceler les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs à l'intérieur de l'établissement. Il peut consacrer une partie de ses heures de travail à inspecter les lieux, à mener des enquêtes, à formuler des recommandations et à assister les travailleurs dans l'exercice des droits qui leur sont reconnus par la loi.

Dossiers d'intervention créés et mesures prises

Même si la loi incite les employeurs et les travailleurs à prendre eux-mêmes en charge la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, elle a prévu d'autres moyens pour assurer la protection de la santé et la sécurité des travailleurs. Un de ces moyens, c'est l'intervention d'un inspecteur de la CNESST dans un établissement pour y faire corriger une situation, que ce soit dans le cadre de ses activités normales, en réponse à une plainte, à la suite d'un accident ou lors de l'exercice du droit au refus de travailler par un travailleur.

Les interventions de l'inspecteur sont de huit types :

- lorsque survient un accident qui entraîne des blessures graves ou le décès d'un ou de plusieurs travailleurs, l'enquête permet d'identifier les causes et les circonstances qui ont contribué à l'accident, en vue d'apporter les corrections qui en éviteront la répétition;
- lorsqu'un travailleur exerce son droit au refus de travailler, l'intervention vise à identifier, en collaboration avec les parties, les correctifs à apporter pour éliminer le risque;

- lorsqu'une plainte est reçue, l'intervention vise à s'assurer que les mesures préventives appropriées sont en place, par rapport aux dangers identifiés. Toute personne peut porter plainte à la CNESST, même si elle n'est pas touchée directement par la loi et les règlements. Cependant, les travailleurs sont encouragés à informer d'abord leur comité de santé et de sécurité ou leur syndicat de l'objet de leur plainte ou, sinon, à en discuter avec leur employeur;
- lorsqu'un programme d'intervention est développé par la CNESST, le programme provincial s'applique;
- lorsque des interventions sont réalisées sur plusieurs lieux de travail en lien avec un danger spécifique dans une région donnée, le programme régional s'applique;
- lorsque la démarche vise à s'assurer de la mise en application de la loi et des règlements et la mise en place de mesures préventives sur les lieux de travail, l'intervention de type loi et règlements s'applique;
- lorsque l'inspecteur apporte son soutien lors d'une démarche de prévention dans un établissement ou sur un chantier (par exemple par de l'information, de la formation ou de l'assistance technique), l'intervention de type assistance s'applique;
- lorsque l'inspecteur est amené à sensibiliser un groupe sur tout sujet touchant à la prévention (par exemple lors d'une présentation, d'un congrès, d'un colloque ou d'une exposition), l'intervention de type promotion de la prévention s'applique. Un dossier de promotion est alors créé.

Dans les établissements des groupes prioritaires I, II et III, le travail de l'inspecteur est également axé sur la prise en charge de la prévention par le milieu. En plus de faire une inspection formelle, l'inspecteur contrôle l'application du programme de prévention et fournit des conseils et de l'information au comité de santé et de sécurité. Ses pouvoirs permettent à l'inspecteur d'imposer des mesures qui vont de l'avis de correction à la suspension des travaux ou à la fermeture des lieux de travail. Une personne qui ne se conforme pas à un ordre d'un inspecteur est passible d'une poursuite.

Notes: les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus (ancien tableau 4.2) ont été retirées, puisqu'elles ne sont plus disponibles. Les informations de l'ancien tableau 4.3 sont maintenant réparties sur deux tableaux (dossiers d'intervention, tableau 4.2; dossiers de promotion, tableau 4.3).

À compter de l'année 2010, les données relatives aux lieux visités, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Le tableau 4.5 présente maintenant la répartition des constats d'infraction signifiés selon l'article de loi (236 ou 237).

À signaler, entre 2017 et 2018 :

- Hausse de 4,0 % des dépenses en matière de prévention
- Husse de 2,3 % des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés, dont une augmentation de 1,5 % pour les dossiers de type Loi et règlements et de 4,4 % pour les dossiers de type Plainte
- Hausse de 7,8 % des dossiers de promotion créés
- Baisse des lieux visités, dont une diminution de -6,5 % des chantiers visités
- Hausse de 0,6 % des dérogations constatées et baisse de -25,8 % des constats d'infraction signifiés

Tableau 4.1
Répartition des dépenses en matière de prévention
selon la catégorie de dépense

	2018		2017	
	Dépenses (k$)	% des dépenses	Dépenses (k$)	% des dépenses
Services de santé au travail	72 230	54,7	69 971	55,1
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail	24 488	18,5	23 688	18,7
Subventions aux associations sectorielles paritaires	23 540	17,8	21 997	17,3
Subventions aux associations syndicales et patronales	11 611	8,8	11 041	8,7
Autres subventions pour la formation et l'information	217	0,2	255	0,2
Total	**132 086**	**100**	126 952	100

Tableau 4.2
Répartition des dossiers d'intervention créés selon le type d'intervention

	2018		2017	
Dossiers d'intervention en prévention-inspection	Nombre	%	Nombre	%
Assistance	150	0,9	124	0,7
Enquête	48	0,3	45	0,3
Loi et règlements	13 913	79,5	13 703	80,1
Plainte	3 346	19,1	3 205	18,7
Programme provincial	3	0,0	5	0,0
Refus de travailler	42	0,2	31	0,2
Total	**17 502**	**100**	17 113	100

Tableau 4.3
Répartition des dossiers de promotion créés selon le genre d'activité de promotion

	2018		2017	
Dossiers de promotion	Nombre	%	Nombre	%
Colloque	3	5,5	4	7,8
Exposition	3	5,5	1	2,0
Présentation	32	58,2	30	58,8
Autre ou non codé	17	30,9	16	31,4
Total	**55**	**100**	51	100

Tableau 4.4
Employeurs, établissements, chantiers de construction et autres lieux visités

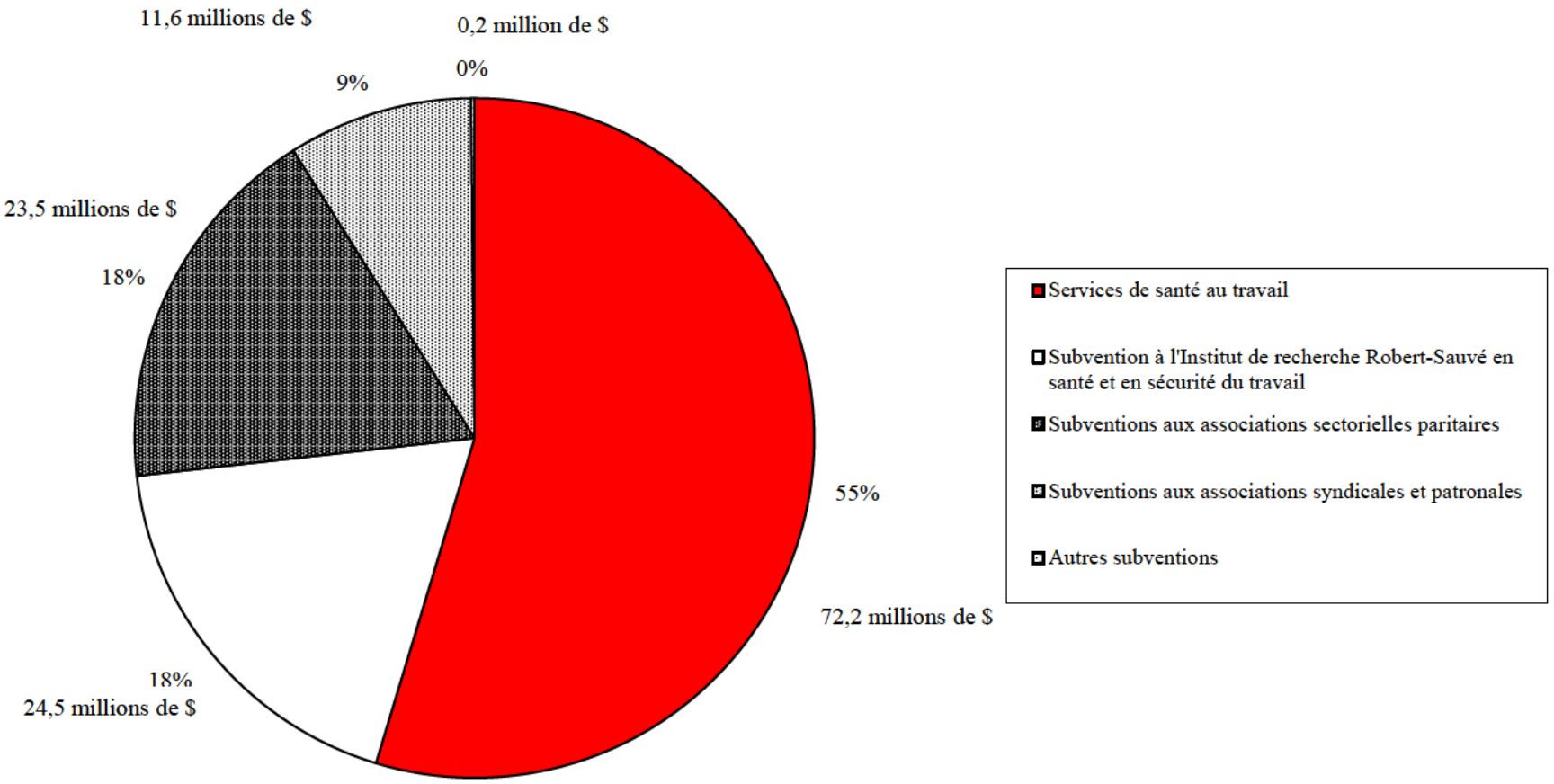
	2018	2017
	Nombre	Nombre
Visites effectuées	32 564	33 361
Employeurs visités[1]	11 431	11 610
Établissements visités	*9 050*	*9 023*
Chantiers visités	*6 871*	*7 347*
Autres lieux	*282*	*243*
Lieux non classés	*123*	*145*

1. Plusieurs types de lieu peuvent avoir fait l'objet d'une visite chez un même employeur.
Le nombre d'employeurs visités est donc inférieur à la somme des lieux visités.

Tableau 4.5
Décisions prises
selon le type de décision

	2018	2017
	Nombre	Nombre
Dérogations constatées	65 897	65 489
Décisions prises : arrêts des machines, fermeture des lieux, scellés apposés	3 138	3 430
Constats d'infraction signifiés	3 017	4 068
constats signifiés en vertu de l'article 236	*2 909*	*3 941*
constats signifiés en vertu de l'article 237	*108*	*127*

Graphique 4.1
Répartition relative des dépenses en matière de prévention en 2018



Section 5
Financement du régime de santé et de sécurité du travail

Description

La CNESST perçoit annuellement auprès des employeurs les sommes nécessaires au financement du régime de santé et de sécurité du travail.

Chaque année, la CNESST prévoit ses besoins financiers. Ces besoins découlent de l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) et de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP), soit la totalité du coût des lésions professionnelles qui surviendront au cours de l'année, du coût du programme *Pour une maternité sans danger* des dépenses relatives à la prévention, des frais d'administration et des autres frais, de même que les sommes nécessaires à la capitalisation graduelle de la CNESST.

La cotisation de chaque employeur est établie à partir des salaires qu'il déclare et de sa classification dans une unité.

L'employeur dont les activités économiques sont de natures différentes est classifié dans plus d'une unité d'activité. L'employeur peut bénéficier de classifications multiples lorsqu'il existe plus d'une unité pour les activités économiques exercées et qu'il n'existe aucune unité regroupant l'ensemble de ses activités.

Notes explicatives

Taux moyen de cotisation

Le taux moyen de cotisation décrété est fixé à 1,79 $ en 2018.

Masse salariale assurable

La CNESST considère aux fins de cotisation le salaire brut des travailleurs de chacun des employeurs jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable fixé à 74 000 $ en 2018.

Cotisation

Les cotisations représentent les quotes-parts que versent les employeurs pour acquitter les dépenses du régime de santé et de sécurité du travail, c'est-à-dire les dépenses de la CNESST. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus en 2018 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures. Les cotisations de tous les dossiers d'expérience sont présentées, sans égard à la masse salariale assurable qu'ils ont déclarée.

Dossier d'expérience, dossier d'employeur

Un employeur est considéré comme une personne physique ou morale qui, en vertu d'un contrat de louage de services personnels ou d'un contrat d'apprentissage, même sans rémunération, utilise les services d'un travailleur. Les données se réfèrent aux dossiers d'expérience des employeurs qui ont déclaré au moins 1 $ en masse salariale assurable. Certains dossiers peuvent n'avoir été ouverts que pendant une partie de l'année 2018.

Un employeur possède un ou plusieurs dossiers d'expérience, selon la diversité des activités exercées. Une unité de classification est associée à chaque dossier d'expérience. Le dossier d'employeur regroupe l'ensemble des activités exercées par un même employeur.

Notes: les informations du tableau 5.3 sont présentées selon la catégorie de tarification, puisque la répartition selon le secteur de tarification n'est plus disponible.

De 2008 à 2011, les informations sur les employeurs membres d'une mutuelle (tableau 5.4 et graphique 5.4) excluaient les employeurs ayant une masse salariale à 0 $.

Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives au financement ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires. Pour cette raison, ces informations ont été lues au 30 juin de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année de référence. Deux informations relatives aux employeurs sont présentées. Les ***employeurs*** *correspondent au nombre de dossiers d'employeurs ouverts pendant au moins une journée en 2018, qu'une masse salariale leur soit associée ou non; cette donnée est lue au 31 décembre de l'année présentée. Le* ***nombre de dossiers d'employeurs ayant déclaré une masse salariale*** *correspond aux dossiers associés à des employeurs ayant déclaré une masse salariale pour l'année de référence, lus au 30 juin de l'année suivante.*

À signaler, entre 2017 et 2018 :

- Stabilité des dossiers d'employeurs, hausse de 5,5 % de la masse salariale assurable et de 7,8 % des cotisations
- Légère hausse, de 0,2 %, des employeurs membres d'une mutuelle, hausse de 7,1 % de leur masse salariale et de 7,3 % de leurs cotisations
- Augmentation de 1,3 % de la proportion des mutuelles regroupant 50 employeurs ou plus

Tableau 5.1
Répartition du taux moyen de cotisation décrété par 100 $ de masse salariale assurable selon la composante du taux de cotisation

	2018		2017	
	$	%	$	%
Coût des lésions professionnelles	1,25	69,8	1,22	68,9
Programme *Pour une maternité sans danger*	0,17	9,5	0,17	9,6
Programmes de prévention	0,09	5,0	0,10	5,6
Frais d'administration et autres frais	0,35	19,6	0,35	19,8
Amortissement de surplus	-0,07	-3,9	-0,07	-4,0
Total	**1,79**	**100**	1,77	100

Tableau 5.2a

Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations selon le mode de tarification de l'employeur[1]

	Dossiers d'employeurs				Masse salariale assurable[2]				Cotisations[3]			
	2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
	Nombre	%	Nombre	%	(M$)	%	(M$)	%	(k$)	%	(k$)	%
Tarification au taux de l'unité	150 532	73,8	149 984	73,6	21 435	14,0	19 883	13,7	387 354	13,4	367 103	13,7
Tarification au taux personnalisé	51 764	25,4	52 345	25,7	67 156	44,0	63 973	44,2	1 440 725	50,0	1 353 956	50,6
Mode de tarification rétrospectif	1 568	0,8	1 510	0,7	64 193	42,0	60 958	42,1	1 052 844	36,5	951 710	35,6
Total	**203 864**	**100**	203 839	100	**152 783**	**100**	144 813	100	**2 882 043** [4]	**100**	2 673 303 [4]	100

1. Mode de tarification de l'employeur enregistré dans les fichiers de la Commission au 30 juin de l'année suivante, pour l'année visée.
2. Masse salariale assurable inscrite dans les fichiers de la Commission au 30 juin de l'année suivante, pour l'année visée.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 153,5 milliards de dollars en 2018 et à 145,0 milliards de dollars en 2017.
3. Cotisations reçues au 30 juin de l'année suivante pour l'année visée seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année visée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année visée. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 844,0 millions de dollars en 2018 et à 2 612,7 millions de dollars en 2017.
4. Des ajustements, pour lesquels le régime de cotisation n'est pas inscrit, sont inclus dans le total.

Tableau 5.2b

Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations selon le degré de personnalisation des employeurs au taux personnalisé

	Dossiers d'employeurs				Masse salariale assurable[2]				Cotisations[3]			
	2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
	Nombre	%	Nombre	%	(M$)	%	(M$)	%	(k$)	%	(k$)	%
Taux personnalisé court terme (primaire)												
Degré de personnalisation de 0,1 % à 33 %	6 800	13,1	6 862	13,1	3 323	4,9	3 106	4,9	69 977	4,9	64 081	4,7
Degré de personnalisation de 34 % à 66 %	10 469	20,2	10 701	20,4	9 901	14,7	9 571	15,0	214 433	14,9	204 189	15,1
Degré de personnalisation de 67 % à 100 %	31 153	60,2	31 515	60,2	42 254	62,9	40 044	62,6	952 110	66,1	886 625	65,5
Indéterminé	3 342	6,5	3 267	6,2	11 677	17,4	11 252	17,6	204 205	14,2	199 061	14,7
Total	**51 764**	**100**	52 345	100	**67 156**	**100**	63 973	100	**1 440 725**	**100**	1 353 956	100
Taux personnalisé long terme (excédentaire)												
Degré de personnalisation de 0,1 % à 33 %	20 542	39,7	20 811	39,8	21 650	32,2	20 386	31,9	461 832	32,1	432 487	31,9
Degré de personnalisation de 34 % à 66 %	904	1,7	991	1,9	7 735	11,5	8 055	12,6	133 535	9,3	135 959	10,0
Degré de personnalisation de 67 % à 100 %	26 919	52,0	27 214	52,0	26 013	38,7	24 202	37,8	637 956	44,3	583 251	43,1
Indéterminé	3 399	6,6	3 329	6,4	11 759	17,5	11 330	17,7	207 401	14,4	202 259	14,9
Total	**51 764**	**100**	52 345	100	**67 156**	**100**	63 973	100	**1 440 725**	**100**	1 353 956	100

Tableau 5.3

Répartition des dossiers d'expérience, des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations selon la catégorie de tarification du dossier d'expérience

	Dossiers d'expérience				Dossiers d'employeurs				Masse salariale assurable[1]				Cotisations[2]			
	2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	(M$)	%	(M$)	%	(k$)	%	(k$)	%
Ensemble des secteurs de tarification[3]	239 993	92,9	241 140	93,0	200 599	91,6	200 692	91,7	147 210	96,4	139 776	96,5	2 608 528	90,5	2 466 183	92,3
Dossiers de travailleurs auxiliaires	6 521	2,5	6 566	2,5	6 521	3,0	6 566	3,0	4 951	3,2	4 440	3,1	100 848	3,5	88 163	3,3
Dossiers de protection personnelle	11 802	4,6	11 698	4,5	11 802	5,4	11 698	5,3	622	0,4	597	0,4	11 903	0,4	11 508	0,4
Total	**258 316**	**100**	259 404	100	**203 864** [4]	**100**	203 839 [4]	100	**152 783**	**100**	144 813	100	**2 882 043** [5, 6]	**100**	2 673 303 [5, 6]	100

1. Mode de tarification de l'employeur enregistré dans les fichiers de la Commission au 30 juin de l'année suivante, pour l'année visée.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 153,5 milliards de dollars en 2018 et à 145,0 milliards de dollars en 2017.
2. Cotisations reçues au 30 juin de l'année suivante pour l'année visée seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année visée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année visée. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 844,0 millions de dollars en 2018 et à 2 612,7 millions de dollars en 2017.
3. Les 5 secteurs de tarification sont les suivants: primaire, manufacturier, construction, transport et entreposage et services.
4. Les dossiers d'employeurs qui se retrouvent dans plus d'un secteur de tarification ne figurent qu'une seule fois au total.
5. Un montant de 733 764 $ est compris dans le total pour les dossiers de stagiaires en 2018 et 746 448 $ en 2017.
6. Un montant de 160 030 244 $ est compris dans le total auquel aucun secteur de tarification n'est associé en 2018 et 106 701 185 $ en 2017.

Tableau 5.4a

Répartition des mutuelles de prévention et des employeurs membres d'une mutuelle selon l'année d'adhésion à la mutuelle

	2017			**2018**
	Total	Renouvellement	Nouvelle adhésion	Total
Mutuelles de prévention ouvertes	102	98	8	106
Employeurs membres d'une mutuelle[1]	28 581	26 655	1 986	28 641

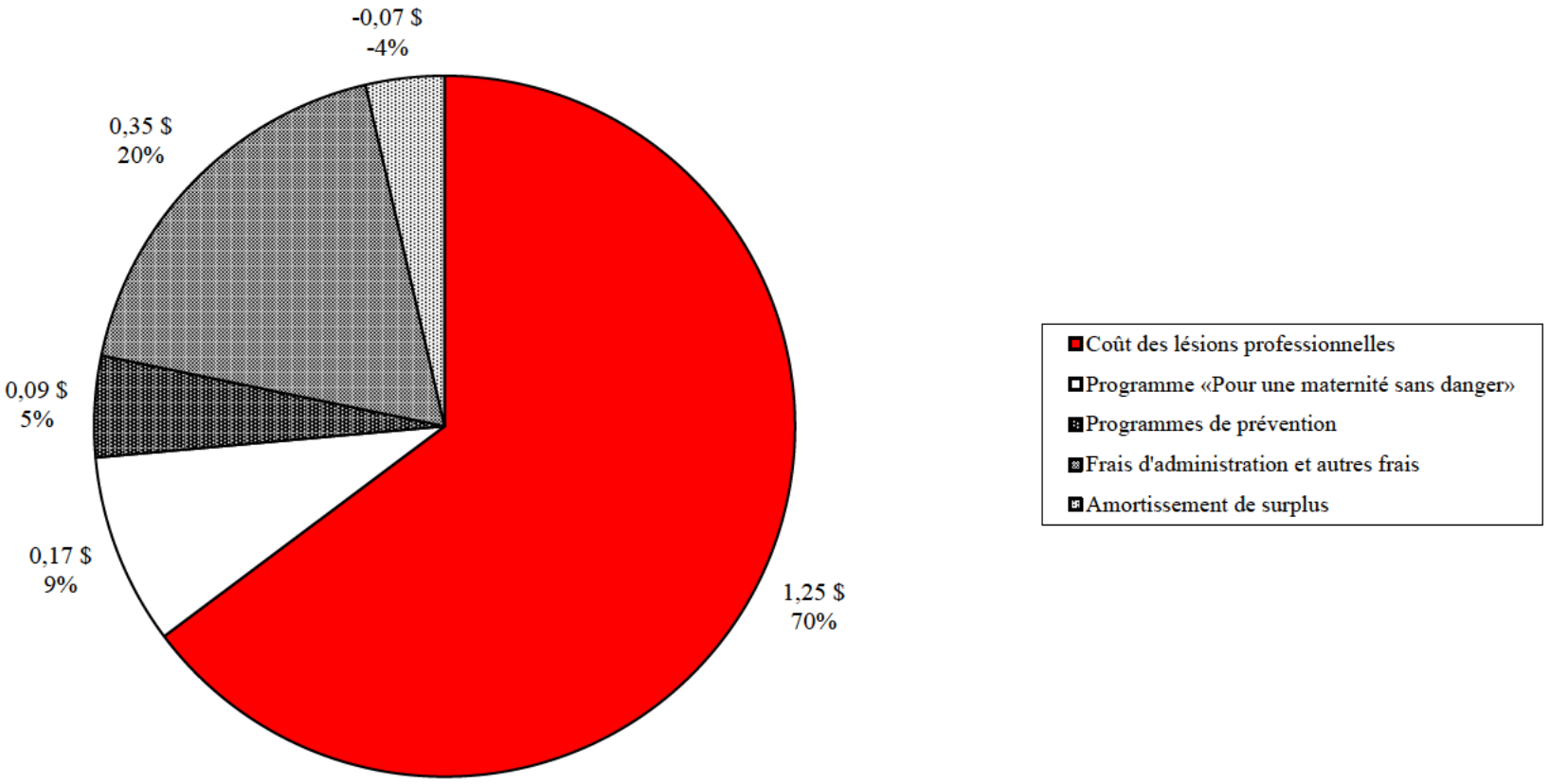
Tableau 5.4b

Données financières et répartition des mutuelles de prévention ouvertes pour 2017 et 2018 selon le nombre d'employeurs membres d'une mutuelle

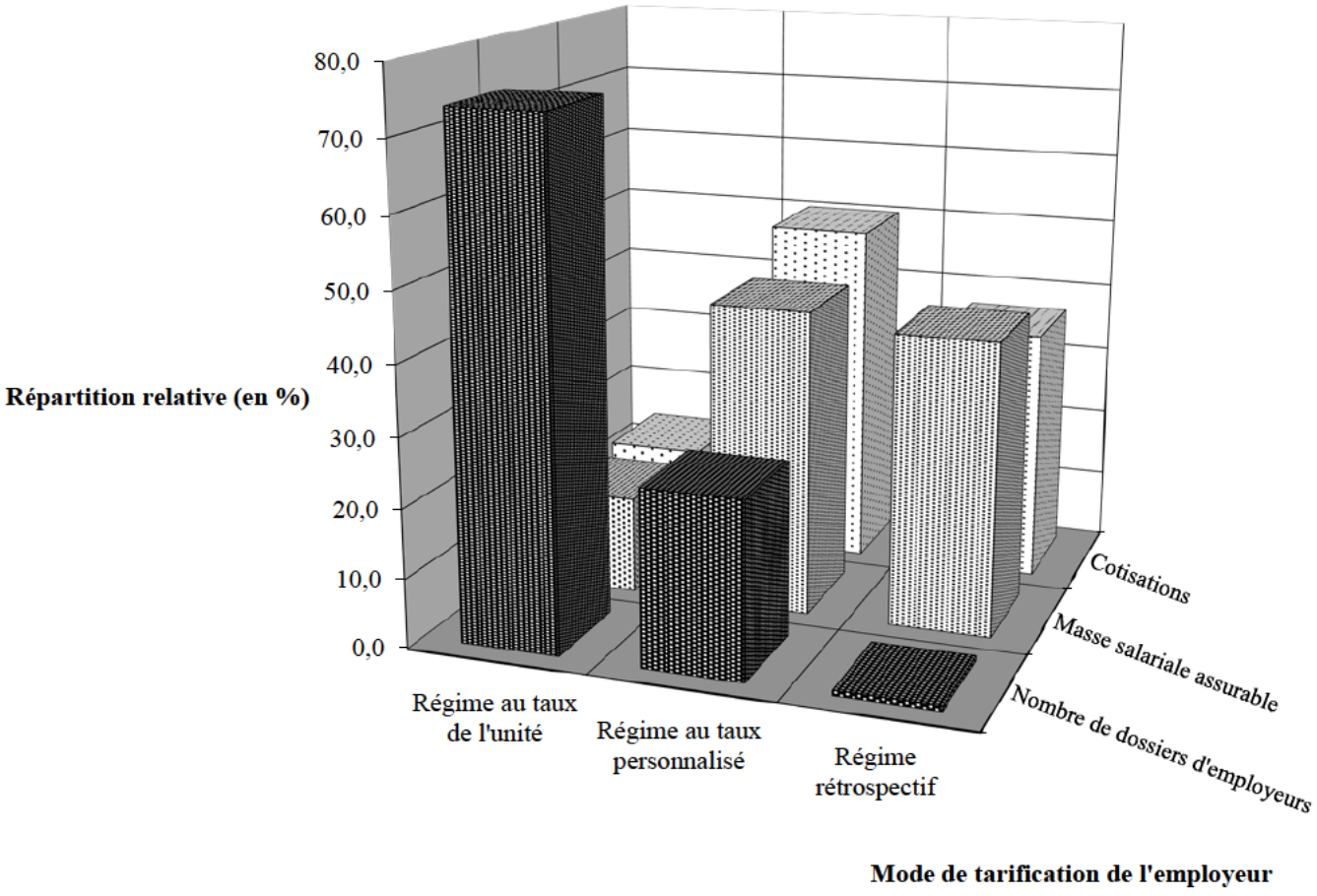
	2017		**2018**	
Masse salariale assurable[2] (G$)	28,92		30,98	
Cotisation[3] (M$)	680,80		730,76	
Nombre d'employeurs membres d'une mutuelle[1]	Nombre de mutuelles	%	Nombre de mutuelles	%
Moins de 10 employeurs	12	11,8	15	14,2
De 10 à 19 employeurs	6	5,9	6	5,7
De 20 à 49 employeurs	18	17,6	15	14,2
De 50 à 99 employeurs	21	20,6	22	20,8
De 100 à 199 employeurs	11	10,8	17	16,0
De 200 à 499 employeurs	17	16,7	16	15,1
500 employeurs ou plus	17	16,7	15	14,2
Total	102	100	106	100

1. Employeurs ouverts au moins une journée au cours de l'année. Les employeurs ayant une masse salariale à 0 $ sont retenus.
2. Pour 2017, masse salariale assurable définitive ou estimée enregistrée dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2018, pour l'année 2017.
   Pour 2018, masse salariale assurable définitive ou estimée enregistrée dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2019, pour l'année 2018.
3. Pour 2017, cotisations reçues au 30 juin 2018 pour l'année 2017 seulement. Pour 2018, cotisations reçues au 30 juin 2019 pour l'année 2018 seulement.
   Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année présentée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année présentée.

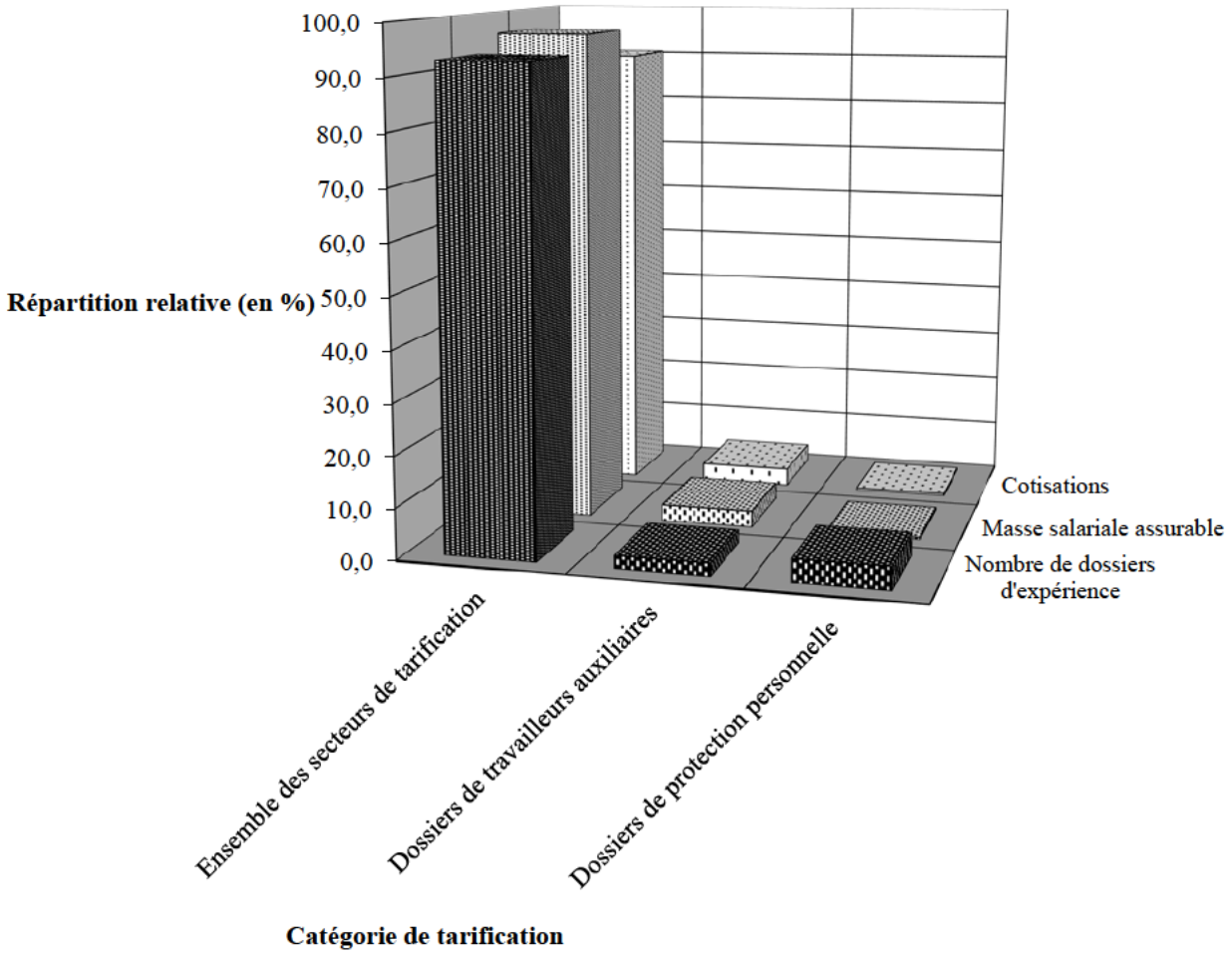
Graphique 5.1
Répartition relative du taux moyen de cotisation décrété en 2018
selon la composante du taux de cotisation



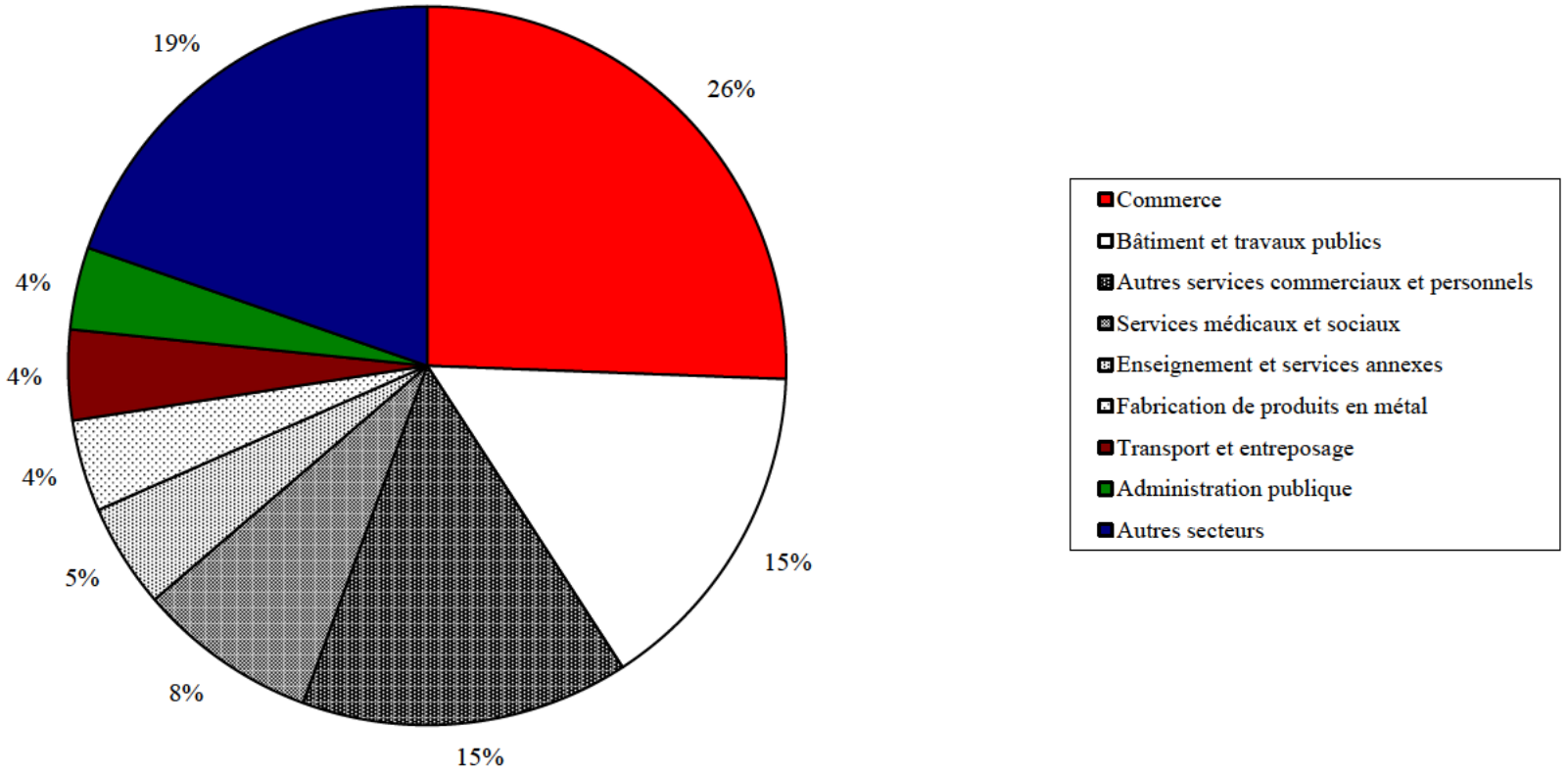
Graphique 5.2
Répartition relative des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2018 selon le mode de tarification de l'employeur



Graphique 5.3
Répartition relative des dossiers d'expérience, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2018 selon la catégorie de tarification



Graphique 5.4
Répartition relative de la masse salariale de 2018 des employeurs membres d'une mutuelle en 2018, selon le secteur d'activité économique principal



Section 6
Processus de contestation en matière de santé et de sécurité du travail

Description

Recours et médiation

La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* et la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* accordent un recours au travailleur qui croit avoir été congédié, suspendu, déplacé, victime de mesures discriminatoires, de représailles ou de toute autre sanction parce qu'il a subi une lésion professionnelle ou qu'il a exercé un droit que lui confère la loi. Ces lois permettent à la CNESST de tenter de mettre en œuvre un processus de médiation entre le travailleur et son employeur. Si le processus de médiation échoue, la Commission rend une décision.

Révision administrative

L'entrée en vigueur de la *Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant certaines dispositions législatives*, le 1er avril 1998, marque le début de la révision administrative à la CNESST (et l'abolition des bureaux de révision, créés par l'entrée en vigueur de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* le 19 août 1985).

Toutes les demandes de révision faites à la suite d'une décision rendue par la CNESST en matière de santé et de sécurité du travail font l'objet d'une révision administrative sans audition. La mise en place de ce processus de révision administrative a pour objectifs d'humaniser, de simplifier et d'accélérer les services à la clientèle. Il s'agit d'une activité centralisée qui relève directement du président du conseil d'administration et chef de la direction.

Notes: À compter de 2010, les données relatives à la DRA ont été modifiées pour tenir compte d'une part de nouvelles données au système et d'autre part d'une maturité de 2 mois.

Au tableau 6.1, les demandes d'une autre partie inscrites par la Direction de la révision administrative sont maintenant réparties selon le domaine d'intervention.

À signaler, entre 2017 et 2018 :

- Hausse de 2,8 % des demandes inscrites en matière de santé et de sécurité du travail par la Direction de la révision administrative (DRA), dont une baisse de -16,1 % des demandes relatives à la prévention-inspection, de -3,5 % pour le programme Pour une maternité sans danger et de -0,2 % pour le financement et une hausse de 3,3 % pour les demandes relatives à la réparation

- Hausse de 4,2 % des recours déposés en matière de santé et de sécurité du travail et hausse de 4,0 %, des recours finalisés par le processus de recours et de médiation; hausse (à 83,5 %) des recours réglés par médiation

Tableau 6.1
Répartition des demandes inscrites par la Direction de la révision administrative (DRA) selon le domaine d'intervention

		2018		2017	
		Nombre	%	Nombre	%
Réparation	• Demandes des travailleurs	**22 620**	**35,1**	22 322	35,6
	• Demandes des employeurs	**34 027**	**52,7**	32 527	51,8
	• *Total*	***56 647***	***87,8***	*54 849*	*87,4*
Financement	• Demandes des travailleurs	**14**	**0,0**	14	0,0
	• Demandes des employeurs	**7 106**	**11,0**	7 123	11,4
	• *Total*	***7 120***	***11,0***	*7 137*	*11,4*
Prévention-inspection	• Demandes des travailleurs	**24**	**0,0**	20	0,0
	• Demandes des employeurs	**211**	**0,3**	260	0,4
	• *Total*	***235***	***0,4***	*280*	*0,4*
Programme					
Pour une maternité sans danger	• Demandes des travailleurs	**200**	**0,3**	211	0,3
	• Demandes des employeurs	**20**	**0,0**	17	0,0
	• *Total*	***220***	***0,3***	*228*	*0,4*
Indéterminé					
	• Demandes des travailleurs	**0**	**0,0**	0	0,0
	• Demandes des employeurs	**0**	**0,0**	0	0,0
	• *Total*	***0***	***0,0***	*0*	*0,0*
Total	• *Demandes des travailleurs*	***22 858***	***35,4***	*22 567*	*36,0*
	• *Demandes des employeurs*	***41 364***	***64,1***	*39 927*	*63,6*
	• *Demandes d'une autre partie* [1]	***288***	***0,4***	*260*	*0,4*
Total		**64 510**	**100**	62 754	100

1. Demandes faites par une partie autre qu'un travailleur ou un employeur.

Note - À compter de 2010, les données relatives à la DRA ont été modifiées pour tenir compte d'une part de nouvelles données au système et d'autre part d'une maturité de 2 mois.

Tableau 6.2

Répartition des demandes terminées par la Direction de la révision administrative (DRA) selon le demandeur

		2018		2017	
		Nombre	%	Nombre	%
Modification de la demande de 1re instance	• Demandes des travailleurs	1 816	3,7	1 623	3,8
	• Demandes des employeurs	840	1,7	801	1,9
	• Demandes d'une autre partie	13	0,0	9	0,0
	• *Total*	*2 669*	*5,4*	*2 433*	*5,8*
Maintien de la demande de 1re instance	• Demandes des travailleurs	16 068	32,8	14 264	33,8
	• Demandes des employeurs	30 052	61,3	25 373	60,1
	• Demandes d'une autre partie	203	0,4	163	0,4
	• *Total*	*46 323*	*94,6*	*39 800*	*94,2*
Total	• *Demandes des travailleurs*	*17 884*	36,5	*15 887*	37,6
	• *Demandes des employeurs*	*30 892*	63,1	*26 174*	62,0
	• *Demandes d'une autre partie*	*216*	*0,4*	*172*	*0,4*
Total		**48 992**	**100**	42 233	100

Tableau 6.3

Répartition des recours déposés et des recours finalisés
selon l'article de loi concerné par le recours

	Article 32 LATMP		Article 227 LSST		Articles 245 et 246 LATMP		Total	
	2018	2017	**2018**	2017	**2018**	2017	**2018**	2017
Recours déposés	2 007	1 893	368	386	0	0	**2 375**	2 279

	2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
Recours finalisés	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
• Médiation réussie	1 554	83,1	1 451	84,5	307	85,8	328	77,2	0	-	0	-	**1 861**	**83,5**	1 779	83,1
• Demande acceptée	42	2,2	29	1,7	16	4,5	13	3,1	0	-	0	-	**58**	**2,6**	42	2,0
• Demande rejetée	38	2,0	44	2,6	9	2,5	12	2,8	0	-	0	-	**47**	**2,1**	56	2,6
• Demande déclarée irrecevable	236	12,6	193	11,2	26	7,3	72	16,9	0	-	0	-	**262**	**11,8**	265	12,4
• Total des décisions	316	16,9	266	15,5	51	14,2	97	22,8	0	-	0	-	**367**	**16,5**	363	16,9
Total des recours réglés (médiation ou décision)	1 870	100	1 717	100	358	100	425	100	0	-	0	-	**2 228**	**100**	2 142	100
• Fermeture administrative	81		66		14		16		0		0		**95**		82	
• Total	**1 951**		**1 783**		**372**		**441**		**0**		**0**		**2 323**		2 224	

Section 7
Volet statistique des programmes de réparation

Description

Cette section regroupe des informations concernant les dossiers ouverts et acceptés selon quelques variables d'intérêt : âge du travailleur, sexe, siège de la lésion, nature de la lésion, catégorie de lésion, genre d'accident ou d'exposition, agent causal de la lésion, agent causal secondaire, profession du travailleur. Également, des statistiques sur les décès y sont présentées.

Notes explicatives

Siège de la lésion

Identification de la partie du corps qui est directement affectée par la nature de la blessure ou de la maladie.

Nature de la lésion

Identification des principales caractéristiques physiques de la blessure ou de la maladie.

Genre d'accident ou d'exposition

Description de la manière dont la blessure ou la maladie a été produite ou infligée par l'agent causal de la lésion.

Agent causal

Identification de l'objet, la substance, l'exposition ou le mouvement du corps qui a produit ou infligé directement la blessure ou la maladie.

Agent causal secondaire

Identification de l'objet, la substance ou la personne qui a généré l'agent causal de la lésion ou qui a contribué au genre d'accident ou d'exposition.

À signaler, entre 2017 et 2018 :

- Lésions professionnelles :
  - Hausse de 6,4 % des accidents du travail
  - Hausse de 18,0 % des maladies professionnelles
  - Baisse de -2,3 % de la proportion des maladies professionnelles associées à un trouble de l'oreille ou de l'audition

- Décès :
  - Stabilité des décès associés à un accident du travail
  - Baisse de -2,4 % des décès associés à une maladie professionnelle
  - Hausse de 8,1 % de la proportion des décès accidentels résultant d'une chute
  - Baisse de -1,7 % de la proportion des décès accidentels résultant d'une réaction du corps ou d'un effort
  - Baisse de -1,6 % de la proportion des décès accidentels résultant d'une exposition à des substances ou à des environnements nocifs
  - Baisse de -6,4 % de la proportion des décès accidentels résultant d'accidents de transport
  - Hausse de 1,6 % de la proportion des décès accidentels résultant d'un feu ou d'une explosion
  - Baisse de -6,9 % des décès pour maladie professionnelle associés à l'amiante
  - Baisse de -22,2 % des décès pour maladie professionnelle associés à la silice
  - Hausse de 57,1 % des décès pour maladie professionnelle associés à d'autres substances *(incluant feu, flammes, fumée et gaz d'incendie)*

Tableau 7.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle			
	2018		2017		**2018**		2017	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
2013 ou antérieures	16	0,0	6	0,0	19	0,2	24	0,2
2014	1	0,0	8	0,0	6	0,1	10	0,1
2015	16	0,0	56	0,1	6	0,1	26	0,3
2016	50	0,1	5 789	6,7	20	0,2	856	8,6
2017	6 605	7,2	80 364	93,2	1 000	8,6	8 996	90,8
2018	85 023	92,7	-	-	10 644	91,0	-	-
Total	**91 711**	**100**	86 223	100	**11 695**	**100**	9 912	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 890 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 1 840 dossiers pour 2017.

Tableau 7.2

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon les caractéristiques des bénéficiaires et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail				Maladie professionnelle			
		2018		2017		**2018**		2017	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sexe du travailleur	• Féminin	35 295	38,5	32 818	38,1	1 112	9,5	896	9,0
	• Masculin	56 416	61,5	53 405	61,9	10 583	90,5	9 016	91,0
	• *Total*	*91 711*	*100*	*86 223*	*100*	*11 695*	*100*	*9 912*	*100*
Âge du travailleur à la lésion professionnelle	• Moins de 20 ans	2 845	3,1	2 656	3,1	7	0,1	7	0,1
	• 20 à 24 ans	8 437	9,2	8 095	9,4	34	0,3	35	0,4
	• 25 à 34 ans	19 631	21,4	18 307	21,2	180	1,5	189	1,9
	• 35 à 44 ans	21 309	23,2	19 820	23,0	374	3,2	368	3,7
	• 45 à 54 ans	21 576	23,5	21 101	24,5	1 299	11,1	1 217	12,3
	• 55 à 64 ans	16 315	17,8	14 861	17,2	3 998	34,2	3 438	34,7
	• 65 ans ou plus	1 598	1,7	1 383	1,6	5 803	49,6	4 658	47,0
	• *Total*	*91 711*	*100*	*86 223*	*100*	*11 695*	*100*	*9 912*	*100*
Âge entier moyen du travailleur à la lésion professionnelle	**• Féminin**	**42**		42		**62**		58	
	• Masculin	**41**		41		**65**		64	
	• Total	***41***		*41*		***64***		*63*	

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 890 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 1 840 dossiers pour 2017.

Tableau 7.3

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés[1]
selon le siège de la lésion et l'âge du travailleur à l'accident

																2018		2017	
		Moins de 20 ans		20 à 24 ans		25 à 34 ans		35 à 44 ans		45 à 54 ans		55 à 64 ans		65 ans ou plus		**Total**		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Tête	• Région crânienne	174	6,1	393	4,7	614	3,1	530	2,5	562	2,6	402	2,5	58	3,6	**2 733**	**3,0**	2 462	2,9
	• Oreille(s)	4	0,1	7	0,1	17	0,1	27	0,1	27	0,1	24	0,1	3	0,2	**109**	**0,1**	121	0,1
	• Visage	115	4,0	344	4,1	753	3,8	672	3,2	588	2,7	441	2,7	38	2,4	**2 951**	**3,2**	2 803	3,3
	• Autres parties de la tête	15	0,5	50	0,6	65	0,3	87	0,4	64	0,3	58	0,4	4	0,3	**343**	**0,4**	270	0,3
	• *Total*	*308*	*10,8*	*794*	*9,4*	*1 449*	*7,4*	*1 316*	*6,2*	*1 241*	*5,8*	*925*	*5,7*	*103*	*6,4*	***6 136***	***6,7***	*5 656*	*6,6*
Cou	• Cou, sauf siège interne	1	0,0	1	0,0	12	0,1	16	0,1	15	0,1	7	0,0	1	0,1	**53**	**0,1**	44	0,1
	• Région cervicale	38	1,3	197	2,3	624	3,2	655	3,1	615	2,9	355	2,2	28	1,8	**2 512**	**2,7**	2 476	2,9
	• Autres parties du cou	0	0,0	1	0,0	1	0,0	0	0,0	1	0,0	0	0,0	0	0,0	**3**	**0,0**	5	0,0
	• *Total*	*39*	*1,4*	*199*	*2,4*	*637*	*3,2*	*671*	*3,1*	*631*	*2,9*	*362*	*2,2*	*29*	*1,8*	***2 568***	***2,8***	*2 525*	*2,9*
Tronc	• Épaules	122	4,3	493	5,8	1 311	6,7	1 569	7,4	1 897	8,8	1 532	9,4	146	9,1	**7 070**	**7,7**	6 798	7,9
	• Thorax	25	0,9	84	1,0	286	1,5	368	1,7	460	2,1	525	3,2	90	5,6	**1 838**	**2,0**	1 796	2,1
	• Dos, colonne vertébrale	530	18,6	1 852	22,0	5 088	25,9	5 741	26,9	5 303	24,6	3 512	21,5	234	14,6	**22 260**	**24,3**	21 552	25,0
	• Abdomen	9	0,3	13	0,2	53	0,3	52	0,2	63	0,3	61	0,4	6	0,4	**257**	**0,3**	279	0,3
	• Région pelvienne	13	0,5	47	0,6	131	0,7	206	1,0	218	1,0	266	1,6	42	2,6	**923**	**1,0**	893	1,0
	• Autres parties du tronc	9	0,3	47	0,6	147	0,7	187	0,9	202	0,9	145	0,9	15	0,9	**752**	**0,8**	632	0,7
	• *Total*	*708*	*24,9*	*2 536*	*30,1*	*7 016*	*35,7*	*8 123*	*38,1*	*8 143*	*37,7*	*6 041*	*37,0*	*533*	*33,4*	***33 100***	***36,1***	*31 950*	*37,1*
Membres supérieurs	• Bras	134	4,7	332	3,9	840	4,3	1 141	5,4	1 160	5,4	854	5,2	81	5,1	**4 542**	**5,0**	4 154	4,8
	• Poignet(s)	133	4,7	341	4,0	778	4,0	689	3,2	672	3,1	497	3,0	49	3,1	**3 159**	**3,4**	3 099	3,6
	• Main(s), sauf doigt(s) seulement	195	6,9	431	5,1	792	4,0	668	3,1	629	2,9	481	2,9	46	2,9	**3 242**	**3,5**	3 190	3,7
	• Doigt(s), ongle(s)	484	17,0	1 116	13,2	1 982	10,1	1 823	8,6	1 702	7,9	1 343	8,2	111	6,9	**8 561**	**9,3**	8 249	9,6
	• Autres parties des membres supérieurs	32	1,1	98	1,2	216	1,1	250	1,2	215	1,0	155	1,0	11	0,7	**977**	**1,1**	811	0,9
	• *Total*	*978*	*34,4*	*2 318*	*27,5*	*4 608*	*23,5*	*4 571*	*21,5*	*4 378*	*20,3*	*3 330*	*20,4*	*298*	*18,6*	***20 481***	***22,3***	*19 503*	*22,6*
Membres inférieurs	• Jambe(s)	189	6,6	581	6,9	1 286	6,6	1 665	7,8	1 936	9,0	1 652	10,1	164	10,3	**7 473**	**8,1**	7 309	8,5
	• Cheville(s)	152	5,3	552	6,5	1 179	6,0	1 079	5,1	928	4,3	616	3,8	61	3,8	**4 567**	**5,0**	4 338	5,0
	• Pied(s), sauf orteil(s) seulement	138	4,9	272	3,2	513	2,6	487	2,3	538	2,5	376	2,3	40	2,5	**2 364**	**2,6**	2 347	2,7
	• Orteil(s), ongle(s) d'orteil(s)	35	1,2	46	0,5	108	0,6	116	0,5	111	0,5	78	0,5	7	0,4	**501**	**0,5**	520	0,6
	• Autres parties des membres inférieurs	21	0,7	66	0,8	172	0,9	178	0,8	161	0,7	133	0,8	14	0,9	**745**	**0,8**	664	0,8
	• *Total*	*535*	*18,8*	*1 517*	*18,0*	*3 258*	*16,6*	*3 525*	*16,5*	*3 674*	*17,0*	*2 855*	*17,5*	*286*	*17,9*	***15 650***	***17,1***	*15 178*	*17,6*
Systèmes corporels		58	2,0	354	4,2	858	4,4	833	3,9	731	3,4	421	2,6	32	2,0	**3 287**	**3,6**	2 671	3,1
Sièges multiples		174	6,1	555	6,6	1 452	7,4	1 899	8,9	2 235	10,4	1 798	11,0	227	14,2	**8 340**	**9,1**	6 964	8,1
Appareils prosthétiques (prothèses)		16	0,6	39	0,5	94	0,5	108	0,5	256	1,2	362	2,2	50	3,1	**925**	**1,0**	1 007	1,2
Autres ou indéterminé		29	1,0	125	1,5	259	1,3	263	1,2	287	1,3	221	1,4	40	2,5	**1 224**	**1,3**	769	0,9
Total		**2 845**	**100**	**8 437**	**100**	**19 631**	**100**	**21 309**	**100**	**21 576**	**100**	**16 315**	**100**	**1 598**	**100**	**91 711**	**100**	86 223	100

1 Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 715 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 1 665 dossiers pour 2017

Tableau 7.4

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

		2018		2017	
		Nombre	%	Nombre	%
Contacts avec des objets ou de l'équipement	• Heurter un objet	5 589	6,1	5 225	6,1
	• Frappé par un objet	8 886	9,7	9 055	10,5
	• Coincé ou écrasé par de l'équipement ou des objets	4 484	4,9	4 403	5,1
	• Frottement ou abrasion par friction ou pression	2 875	3,1	3 090	3,6
	• Autres contacts avec des objets ou de l'équipement	1 199	1,3	1 133	1,3
	• *Total*	*23 033*	*25,1*	*22 906*	*26,6*
Chutes	• Chute à un niveau inférieur	4 750	5,2	4 368	5,1
	• Saut à un niveau inférieur	142	0,2	175	0,2
	• Chute au même niveau	9 951	10,9	10 383	12,0
	• Autres chutes	1 367	1,5	1 095	1,3
	• *Total*	*16 210*	*17,7*	*16 021*	*18,6*
Réactions du corps et efforts	• Réaction du corps *(s'étirer, marcher, glisser, trébucher, …)*	13 589	14,8	15 677	18,2
	• Effort excessif	17 612	19,2	15 711	18,2
	• Mouvement répétitif	1 107	1,2	1 595	1,8
	• État corporel, n.c.a.	18	0,0	20	0,0
	• Autres réactions du corps et efforts	3 424	3,7	2 896	3,4
	• *Total*	*35 750*	*39,0*	*35 899*	*41,6*
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	• Contact avec le courant électrique	164	0,2	161	0,2
	• Contact avec des températures extrêmes	1 149	1,3	1 175	1,4
	• Exposition à des substances caustiques, nocives ou allergènes	2 141	2,3	1 822	2,1
	• Exposition au bruit	40	0,0	34	0,0
	• Exposition au rayonnement	51	0,1	42	0,0
	• Exposition à un événement traumatisant ou stressant, n.c.a.	636	0,7	588	0,7
	• Autres expositions à des substances ou à des environnements nocifs	299	0,3	228	0,3
	• *Total*	*4 480*	*4,9*	*4 050*	*4,7*
Accidents de transport	• Accident de la route	1 200	1,3	1 118	1,3
	• Accident hors route, sauf ferroviaire, aérien ou nautique	289	0,3	329	0,4
	• Piéton, non-passager heurté par un véhicule, un équipement mobile	118	0,1	110	0,1
	• Accident ferroviaire	2	0,0	12	0,0
	• Accident de véhicule nautique	13	0,0	6	0,0
	• Accident d'aéronef	4	0,0	3	0,0
	• Autres accidents de transport	40	0,0	39	0,0
	• *Total*	1 666	*1,8*	1 617	*1,9*
Feux et explosions		75	0,1	73	0,1
Voies de fait et actes violents	• Voies de fait et acte violent par une ou des personnes	2 980	3,2	2 538	2,9
	• Attaque par des animaux	119	0,1	105	0,1
	• Autres voies de fait et actes violents	139	0,2	27	0,0
	• *Total*	*3 238*	*3,5*	*2 670*	*3,1*
Autres ou indéterminé		7 259	7,9	2 987	3,5
Total		**91 711**	**100**	86 223	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 715 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 1 665 dossiers pour 2017.

Tableau 7.5

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés[1]
selon la nature de la lésion

		2018		2017	
		Nombre	%	Nombre	%
Blessure ou trouble traumatique	• Blessure traumatique aux os, aux nerfs ou à la moëlle épinière	6 740	7,3	6 805	7,9
	• Blessure traumatique aux muscles, tendons, ligaments, articulations, etc.	38 596	42,1	38 910	45,1
	• Plaie ouverte	6 516	7,1	6 636	7,7
	• Plaie ou contusion superficielle	11 593	12,6	11 406	13,2
	• Brûlure	1 479	1,6	1 461	1,7
	• Blessure intracrânienne	1 501	1,6	1 352	1,6
	• Blessures ou troubles traumatiques multiples	2 924	3,2	1 871	2,2
	• Autres blessures ou troubles traumatiques	2 709	3,0	2 543	2,9
	• Total	*72 058*	*78,6*	*70 984*	*82,3*
Maladie ou trouble systémique	• Maladie du système nerveux ou des organes sensoriels	814	0,9	877	1,0
	• Maladie de l'appareil respiratoire	89	0,1	85	0,1
	• Maladie ou trouble de l'appareil digestif	342	0,4	419	0,5
	• Maladie ou trouble du système musculo-squelettique	7 640	8,3	7 667	8,9
	• Maladie de la peau ou du tissu sous-cutané	277	0,3	264	0,3
	• Autres maladies ou troubles systémiques	16	0,0	6	0,0
	• Total	*9 178*	*10,0*	*9 318*	*10,8*
Maladie infectieuse ou parasitaire		1 364	1,5	1 050	1,2
Néoplasme, tumeur, cancer		5	0,0	1	0,0
Symptômes, signes et états mal définis	• Symptômes impliquant le système nerveux ou musculo-squelettique	86	0,1	83	0,1
	• Autres symptômes, signes ou états mal définis	78	0,1	44	0,1
	• Total	*164*	*0,2*	*127*	*0,1*
Autres maladies, états ou troubles	• Dommages aux appareils prosthétiques (prothèses)	684	0,7	748	0,9
	• Trouble ou syndrome mental	1 540	1,7	1 212	1,4
	• Autres maladies, états ou troubles	88	0,1	41	0,0
	• Total	*2 312*	*2,5*	*2 001*	*2,3*
Maladies, états ou troubles multiples		921	1,0	1 150	1,3
Autres ou indéterminée		5 709	6,2	1 592	1,8
Total		**91 711**	**100**	86 223	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 715 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 1 665 dossiers pour 2017.

Tableau 7.6a

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés[1]
selon l'agent causal de la lésion

	2018		2017	
	Nombre	%	Nombre	%
Produits et composés chimiques	1 021	1,1	991	1,1
Contenants	6 008	6,6	5 574	6,5
Mobilier et appareils	2 049	2,2	2 028	2,4
Machinerie	1 978	2,2	2 193	2,5
Pièces et matériaux	8 212	9,0	7 983	9,3
Personnes, plantes, animaux et minéraux	38 520	42,0	37 548	43,5
Structures et surfaces	12 350	13,5	12 869	14,9
Outils, instruments et matériel	5 395	5,9	5 619	6,5
Véhicules	3 424	3,7	3 402	3,9
Autres ou indéterminé	12 754	13,9	8 016	9,3
Total	**91 711**	**100**	86 223	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 715 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 1 665 dossiers pour 2017.

Tableau 7.6b

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés[1]
selon l'agent causal secondaire

	2018		2017	
	Nombre	%	Nombre	%
Produits et composés chimiques	452	0,5	430	0,5
Contenants	4 285	4,7	4 426	5,1
Mobilier et appareils	1 695	1,8	1 701	2,0
Machinerie	1 581	1,7	1 642	1,9
Pièces et matériaux	5 739	6,3	5 180	6,0
Personnes, plantes, animaux et minéraux	21 251	23,2	20 198	23,4
Structures et surfaces	5 090	5,6	5 023	5,8
Outils, instruments et matériel	5 227	5,7	4 706	5,5
Véhicules	2 547	2,8	2 382	2,8
Autres ou indéterminé	43 844	47,8	40 535	47,0
Total	**91 711**	**100**	86 223	100

Tableau 7.7

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon la profession du travailleur et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle			
	2018		2017		**2018**		2017	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Directeurs, administrateurs et personnel assimilé	1 139	1,2	1 248	1,4	83	0,7	80	0,8
Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques	868	0,9	931	1,1	85	0,7	60	0,6
Travailleurs spécialisés des sciences sociales et secteurs connexes	738	0,8	751	0,9	1	0,0	1	0,0
Enseignants et personnel assimilé	4 012	4,4	4 047	4,7	62	0,5	78	0,8
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs assimilés	11 305	12,3	10 817	12,5	68	0,6	49	0,5
Professionnels des domaines artistique et littéraire et personnel assimilé	297	0,3	408	0,5	10	0,1	13	0,1
Travailleurs spécialisés des sports et loisirs	335	0,4	339	0,4	11	0,1	5	0,1
Personnel administratif et travailleurs assimilés	5 523	6,0	5 423	6,3	110	0,9	70	0,7
Travailleurs spécialisés dans la vente	5 490	6,0	5 431	6,3	101	0,9	91	0,9
Travailleurs spécialisés dans les services	11 304	12,3	11 342	13,2	378	3,2	345	3,5
Agriculteurs, horticulteurs et éleveurs	840	0,9	950	1,1	40	0,3	34	0,3
Travailleurs forestiers et bûcherons	315	0,3	324	0,4	165	1,4	149	1,5
Mineurs, carriers, foreurs de puits et travailleurs assimilés	415	0,5	340	0,4	157	1,3	125	1,3
Travailleurs des industries de transformation	3 436	3,7	3 410	4,0	415	3,5	453	4,6
Usineurs et travailleurs des secteurs connexes	3 220	3,5	3 086	3,6	736	6,3	631	6,4
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	6 672	7,3	6 490	7,5	1 090	9,3	989	10,0
Travailleurs de bâtiment	6 260	6,8	5 940	6,9	1 471	12,6	1 217	12,3
Personnel d'exploitation des transports	4 248	4,6	4 339	5,0	472	4,0	426	4,3
Manutentionnaires et travailleurs assimilés	8 289	9,0	8 637	10,0	1 540	13,2	1 189	12,0
Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines	1 207	1,3	1 114	1,3	276	2,4	241	2,4
Autres ou indéterminée	15 798	17,2	10 856	12,6	4 424	37,8	3 666	37,0
Total	**91 711**	**100**	86 223	100	**11 695**	**100**	9 912	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 890 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 1 840 dossiers pour 2017.

Tableau 7.8

Répartition des dossiers pour maladies professionnelles ouverts et acceptés [1]
selon la nature de la maladie et l'âge du travailleur à la maladie

		Moins de 20 ans		20 à 24 ans		25 à 34 ans		35 à 44 ans		45 à 54 ans		55 à 64 ans		65 ans ou plus		2018 **Total**		2017 Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Blessures et troubles traumatiques	• Entorse, foulure, déchirure	0	0,0	1	2,9	1	0,6	7	1,9	5	0,4	4	0,1	0	0,0	**18**	**0,2**	15	0,2
	• Blessure traumatique aux muscles, tendons, etc.	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,5	0	0,0	1	0,0	0	0,0	**3**	**0,0**	3	0,0
	• Autres intoxications ou effets toxiques	0	0,0	0	0,0	1	0,6	1	0,3	1	0,1	0	0,0	0	0,0	**3**	**0,0**	6	0,1
	• Blessure ou trouble traumatique avec diagnostic imprécis	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	5	0,1
	• Autres blessures ou troubles traumatiques	1	14,3	1	2,9	5	2,8	3	0,8	10	0,8	3	0,1	0	0,0	**23**	**0,2**	19	0,2
	• Total	*1*	*14,3*	*2*	*5,9*	*7*	*3,9*	*13*	*3,5*	*16*	*1,2*	*8*	*0,2*	*0*	*0,0*	***47***	***0,4***	*48*	*0,5*
Maladies et troubles systémiques	• Trouble du système nerveux périphérique	0	0,0	2	5,9	17	9,4	35	9,4	31	2,4	22	0,6	0	*0,0*	**107**	**0,9**	112	1,1
	• Trouble de l'œil, des annexes ou de la vue	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	1	0,0
	• Trouble de l'oreille, de la mastoïde ou de l'audition	0	0,0	0	0,0	24	13,3	120	32,1	813	62,6	2 939	73,5	4 317	74,4	**8 213**	**70,2**	7 191	72,5
	• Syndrome de Raynaud	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	5	0,4	19	0,5	0	0,0	**24**	**0,2**	18	0,2
	• Bronchopneumopathie obstructive chronique ou état apparenté	0	0,0	0	0,0	0	0,0	5	1,3	1	0,1	2	0,1	1	0,0	**9**	**0,1**	18	0,2
	• Pneumoconiose	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	18	0,5	91	1,6	**109**	**0,9**	108	1,1
	• Autres maladies de l'appareil respiratoire	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,2	2	0,1	0	0,0	**4**	**0,0**	2	0,0
	• Entérite ou colite non infectieuse	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,3	1	0,1	0	0,0	0	0,0	**2**	**0,0**	6	0,1
	• Affections du rachis (dos)	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	0	0,0
	• Inflammation, rhumatisme, sauf le rachis	3	42,9	20	58,8	77	42,8	88	23,5	102	7,9	67	1,7	3	0,1	**360**	**3,1**	311	3,1
	• Infection de la peau ou du tissu sous-cutané	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	0,8	0	0,0	1	0,0	0	0,0	**4**	**0,0**	1	0,0
	• Dermatite	2	28,6	1	2,9	15	8,3	13	3,5	12	0,9	9	0,2	0	0,0	**52**	**0,4**	47	0,5
	• Autres maladies ou troubles systémiques	0	0,0	0	0,0	2	1,1	1	0,3	5	0,4	2	0,1	0	0,0	**10**	**0,1**	5	0,1
	• Total	*5*	*71,4*	*23*	*67,6*	*135*	*75,0*	*266*	*71,1*	*972*	*74,8*	*3 081*	*77,1*	*4 412*	*76,0*	***8 894***	***76,0***	*7 820*	*78,9*
Maladies infectieuses et parasitaires		0	0,0	1	2,9	2	1,1	4	1,1	4	0,3	5	0,1	3	*0,1*	**19**	**0,2**	14	0,1
Néoplasmes, tumeurs et cancers		0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	0,3	11	0,3	79	1,4	**94**	**0,8**	88	0,9
Symptômes, signes et états mal définis		0	0,0	0	0,0	1	0,6	4	1,1	2	0,2	1	0,0	0	0,0	**8**	**0,1**	5	0,1
Autres maladies, états ou troubles		0	0,0	1	2,9	0	0,0	1	0,3	1	0,1	4	0,1	0	0,0	**7**	**0,1**	8	0,1
Autres ou indéterminé		1	14,3	7	20,6	35	19,4	86	23,0	300	23,1	888	22,2	1 309	22,6	**2 626**	**22,5**	1 929	19,5
Total		**7**	**100**	**34**	**100**	**180**	**100**	**374**	**100**	**1 299**	**100**	**3 998**	**100**	**5 803**	**100**	**11 695**	**100**	9 912	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 175 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 175 pour 2017.

Tableau 7.9

Répartition des décès[1]
selon la catégorie de prestation et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle			
	2018		2017		**2018**		2017	
	Nombre	Débours (k$)	Nombre	Débours (k$)	Nombre	Débours (k$)	Nombre	Débours (k$)
Indemnités de décès	60	3 422	56	2 360	154	11 982	160	12 725
Sans indemnités de décès	2	-	6	-	10	-	8	-
Total	**62**	**3 422**	62	2 360	**164**	**11 982**	168	12 725

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1 er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 2 dossiers pour 2017.

Tableau 7.10

Répartition des décès[1]
selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle			
	2018		2017		**2018**		2017	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
2013 ou antérieures	0	0,0	0	0,0	4	2,4	5	3,0
2014	0	0,0	2	3,2	2	1,2	8	4,8
2015	1	1,6	3	4,8	4	2,4	15	8,9
2016	5	8,1	14	22,6	10	6,1	68	40,5
2017	18	29,0	43	69,4	67	40,9	72	42,9
2018	38	61,3	-	-	77	47,0	-	-
Total	**62**	**100**	62	100	**164**	**100**	168	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1 er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 2 dossiers pour 2017.

Tableau 7.11

Répartition des décès[1]

selon les caractéristiques des travailleurs décédés et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail				Maladie professionnelle			
		2018		2017		**2018**		2017	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sexe du travailleur	• Féminin	2	3,2	2	3,2	0	0,0	3	1,8
	• Masculin	60	96,8	60	96,8	164	100,0	165	98,2
	• *Total*	*62*	*100*	*62*	*100*	*164*	*100*	*168*	*100*
Âge du travailleur au décès	• Moins de 20 ans	1	1,6	0	0,0	0	0,0	0	0,0
	• 20 à 24 ans	6	9,7	4	6,5	0	0,0	0	0,0
	• 25 à 34 ans	8	12,9	8	12,9	0	0,0	0	0,0
	• 35 à 44 ans	13	21,0	9	14,5	0	0,0	0	0,0
	• 45 à 54 ans	14	22,6	22	35,5	1	0,6	1	0,6
	• 55 à 64 ans	17	27,4	16	25,8	11	6,7	14	8,3
	• 65 ans ou plus	3	4,8	3	4,8	152	92,7	153	91,1
	• *Total*	*62*	*100*	*62*	*100*	*164*	*100*	*168*	*100*

Âge entier moyen du travailleur au décès	**• Féminin**	**24**	34	**-**	76
	• Masculin	**45**	48	**76**	76
	• Total	***45***	*47*	***76***	*76*

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1 er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 2 dossiers pour 2017.

Tableau 7.12

Répartition des décès pour accident du travail[1]
selon le siège de la lésion

	2018		2017	
	Nombre	%	Nombre	%
Tête	13	21,0	10	16,1
Cou, y compris la gorge	4	6,5	2	3,2
Tronc	8	12,9	8	12,9
Membres supérieurs	0	0,0	0	0,0
Membres inférieurs	0	0,0	2	3,2
Systèmes corporels	8	12,9	4	6,5
Sièges multiples	29	46,8	36	58,1
Autres ou indéterminé	0	0,0	0	0,0
Total	**62**	**100**	62	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1 er janvier et le 31 décembre de l'année visée; on ne retrouve aucun dossier d'employeur non assuré pour 2018 et 1 dossier pour 2017.

Tableau 7.13

Répartition des décès pour accident du travail[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

	2018		2017	
	Nombre	%	Nombre	%
Contacts avec des objets ou de l'équipement	15	24,2	15	24,2
Chutes	15	24,2	10	16,1
Réactions du corps et efforts	4	6,5	5	8,1
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	3	4,8	4	6,5
Accidents de transport	23	37,1	27	43,5
Feux et explosions	1	1,6	0	0,0
Voies de fait et actes violents	1	1,6	1	1,6
Autres ou indéterminé	0	0,0	0	0,0
Total	**62**	**100**	62	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1 er janvier et le 31 décembre de l'année visée; on ne retrouve aucun dossier d'employeur non assuré pour 2018 et 1 dossier pour 2017.

Tableau 7.14a

Répartition des décès pour accident du travail[1]
selon l'agent causal de la lésion

	2018		2017	
	Nombre	%	Nombre	%
Produits et composés chimiques	1	1,6	2	3,2
Contenants	1	1,6	1	1,6
Mobilier et appareils	1	1,6	0	0,0
Machinerie	6	9,7	5	8,1
Pièces et matériaux	6	9,7	3	4,8
Personnes, plantes, animaux et minéraux	3	4,8	7	11,3
Structures et surfaces	19	30,6	15	24,2
Outils, instruments et matériel	2	3,2	1	1,6
Véhicules	23	37,1	28	45,2
Autres ou indéterminé	0	0,0	0	0,0
Total	**62**	**100**	62	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1 er janvier et le 31 décembre de l'année visée; on ne retrouve aucun dossier d'employeur non assuré pour 2018 et 1 dossier pour 2017.

Tableau 7.14b

Répartition des décès pour accident du travail[1]
selon l'agent causal secondaire

	2018		2017	
	Nombre	%	Nombre	%
Produits et composés chimiques	2	3,2	0	0,0
Contenants	2	3,2	4	6,5
Mobilier et appareils	0	0,0	1	1,6
Machinerie	3	4,8	6	9,7
Pièces et matériaux	5	8,1	3	4,8
Personnes, plantes, animaux et minéraux	12	19,4	5	8,1
Structures et surfaces	7	11,3	5	8,1
Outils, instruments et matériel	1	1,6	1	1,6
Véhicules	9	14,5	13	21,0
Autres ou indéterminé	21	33,9	24	38,7
Total	**62**	**100**	62	100

Tableau 7.15

Répartition des décès[1]
selon la profession du travailleur au décès

	2018		2017	
	Nombre	%	Nombre	%
Directeurs, administrateurs et personnel assimilé	2	0,9	3	1,3
Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques	3	1,3	3	1,3
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs assimilés	0	0,0	2	0,9
Professionnels des domaines artistique et littéraire et personnel assimilé	0	0,0	2	0,9
Personnel administratif et travailleurs assimilés	3	1,3	0	0,0
Travailleurs spécialisés dans la vente	3	1,3	4	1,7
Travailleurs spécialisés dans les services	31	13,7	19	8,3
Agriculteurs, horticulteurs, éleveurs	7	3,1	4	1,7
Travailleurs forestiers et bûcherons	2	0,9	0	0,0
Mineurs, carriers, foreurs de puits et travailleurs assimilés	10	4,4	13	5,7
Travailleurs des industries de transformation	17	7,5	30	13,0
Usineurs et travailleurs des secteurs connexes	14	6,2	16	7,0
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	22	9,7	16	7,0
Travailleurs du bâtiment	77	34,1	79	34,3
Personnel d'exploitation des transports	16	7,1	18	7,8
Manutentionnaires et travailleurs assimilés	10	4,4	9	3,9
Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines	4	1,8	6	2,6
Travailleurs, n.c.a.	3	1,3	3	1,3
Autres ou indéterminée	2	0,9	3	1,3
Total	**226**	**100**	230	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1 er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 2 dossiers pour 2017.

Note: Les nombres inférieurs à 2 sont regroupés avec Autres ou indéterminée.

Tableau 7.16

Répartition des décès pour maladie professionnelle[1]
selon la nature de la maladie

	2018		2017	
	Nombre	%	Nombre	%
Asthme	1	0,6	2	1,2
Maladie pulmonaire obstructive chronique	1	0,6	0	0,0
Amiantose	39	23,8	24	14,3
Silicose	3	1,8	4	2,4
Pneumoconiose, nca	0	0,0	1	0,6
Tumeur maligne (cancer)	65	39,6	57	33,9
Mésothéliome	55	33,5	78	46,4
Autres ou indéterminée	0	0,0	2	1,2
Total	**164**	**100**	168	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1 er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 1 dossier pour 2017.

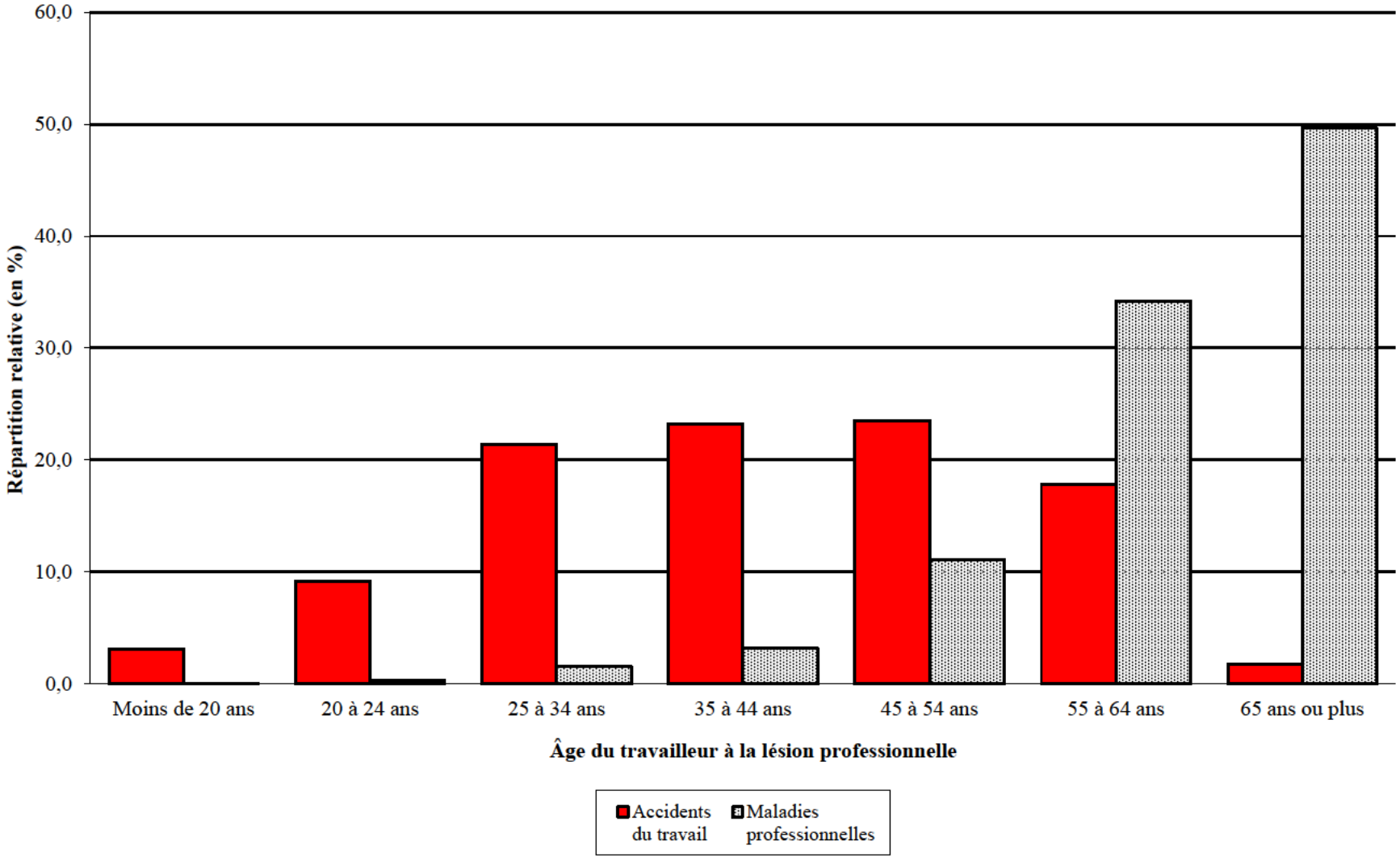
Tableau 7.17

Répartition des décès pour maladie professionnelle[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

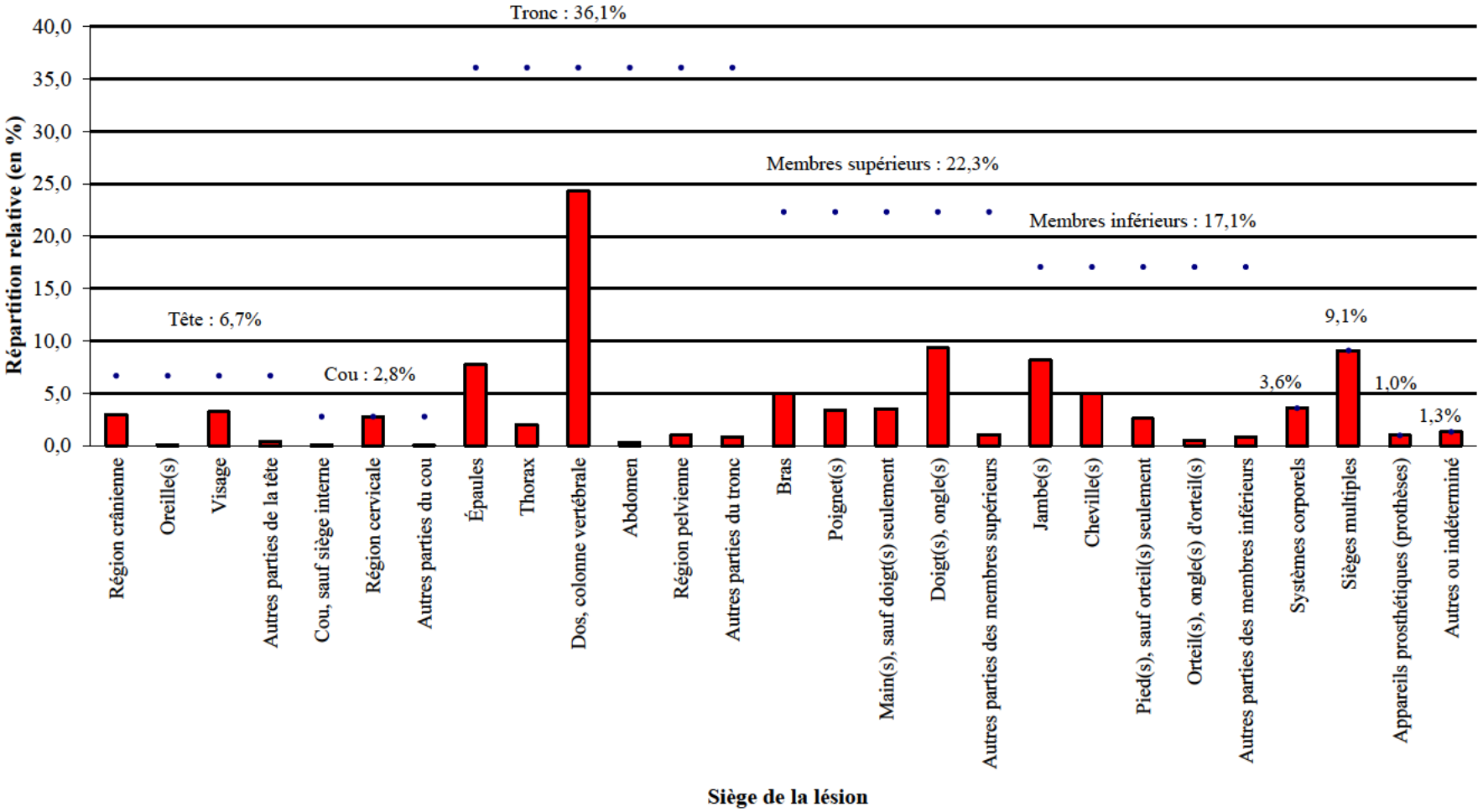
		2018		2017	
		Nombre	%	Nombre	%
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	• Amiantose, mésothéliome ou lésion d'une autre nature dont l'agent causal ou l'agent causal secondaire est l'amiante	135	82,3	145	86,3
	• Silicose ou lésion d'une autre nature dont l'agent causal ou l'agent causal secondaire est la silice	7	4,3	9	5,4
	• Autres	22	13,4	14	8,3
	Total	*164*	*100,0*	*168*	*100,0*
Autres ou indéterminé		0	0,0	0	0,0
Total		**164**	**100**	**168**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1 er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 1 dossier pour 2017.

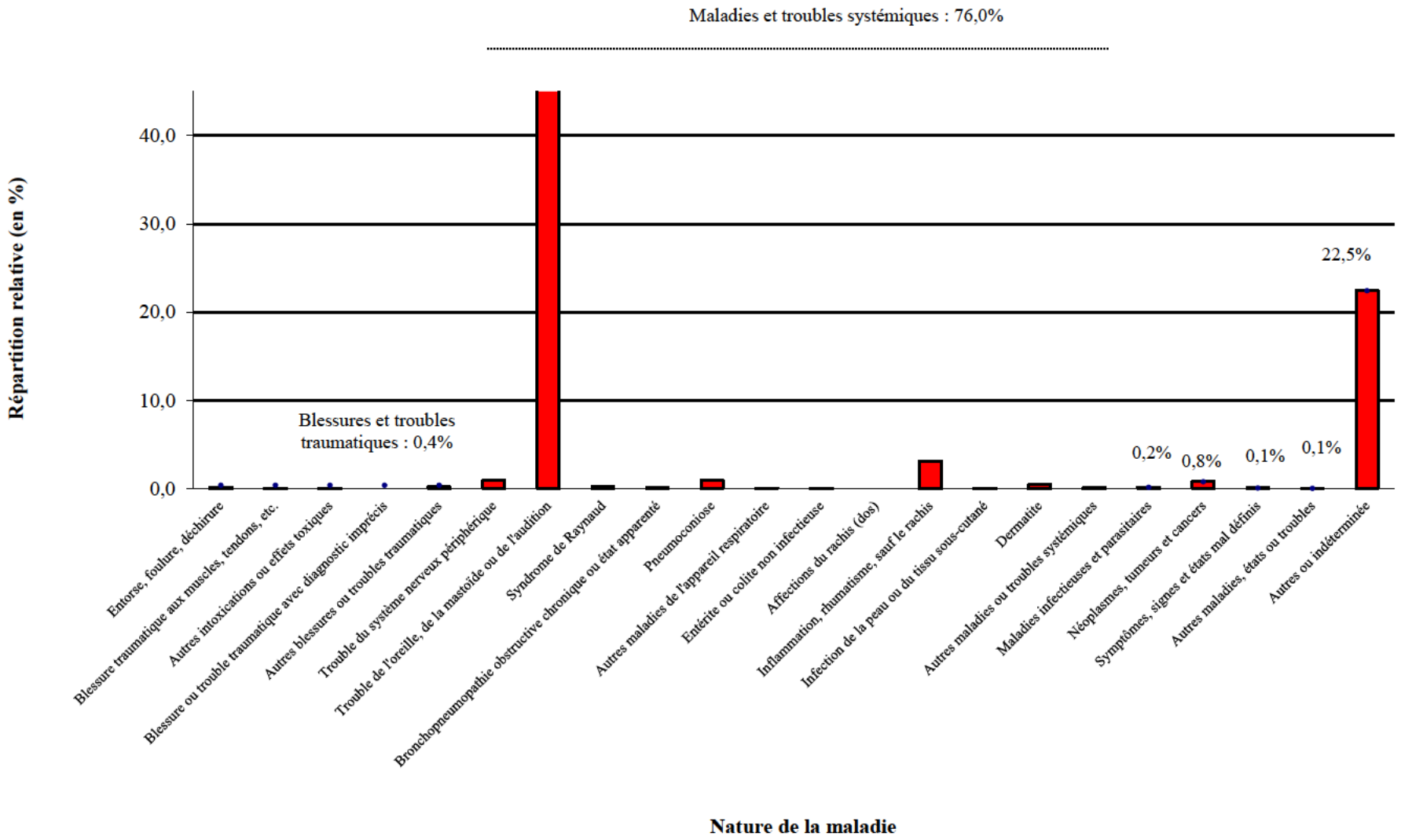
Graphique 7.1
Répartition relative des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2018 et acceptés selon l'âge du travailleur à la lésion professionnelle



Graphique 7.2
Répartition relative des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2018 et acceptés selon le siège de la lésion



Graphique 7.3
Répartition relative des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2018 et acceptés selon la nature de la maladie



Section 8
Volet statistique du programme
Pour une maternité sans danger

Description

Cette section regroupe des informations concernant les réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger* selon quelques variables d'intérêt : âge de la travailleuse, catégorie du retrait, nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation, nature de l'agresseur, profession.

À signaler, entre 2017 et 2018 :

- Hausse de 1,8 %, des réclamations du programme Pour une maternité sans danger acceptées, dont une hausse de 1,9 % pour les travailleuses enceintes et une baisse de -1,5 % pour les travailleuses qui allaitent

- Baisse de -2,2 % de la proportion des réclamations associées à un agresseur biologique et de 1,0 % chacun pour un agresseur de nature ergonomique ou chimique

Tableau 8.1

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites et acceptées[1] selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte				Travailleuse qui allaite				**Total**			
	2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Moins de 20 ans	504	1,5	485	1,5	0	0	1	0,4	**504**	**1,5**	486	1,5
20 à 24 ans	4 981	15,2	5 317	16,5	11	4,26	18	6,9	**4 992**	**15,1**	5 335	16,5
25 à 29 ans	12 869	39,3	12 439	38,7	93	36	86	32,8	**12 962**	**39,3**	12 525	38,7
30 à 34 ans	9 301	28,4	9 125	28,4	93	36	108	41,2	**9 394**	**28,5**	9 233	28,5
35 à 39 ans	4 179	12,8	3 933	12,2	50	19,4	41	15,6	**4 229**	**12,8**	3 974	12,3
40 ans ou plus	888	2,7	828	2,6	11	4,26	8	3,1	**899**	**2,7**	836	2,6
Total	**32 722**	**100**	**32 127**	**100**	**258**	100	**262**	100	**32 980**	**100**	32 389	100
Âge entier moyen de la réclamante	**29**		29		**31**		31		**29**		29	

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptées au 1er mars de l'année suivante, avec ou sans paiement.

Tableau 8.2

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites et acceptées[1] selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation

	2018		2017	
	Nombre	%	Nombre	%
1re à 4e	1 606	4,9	1 765	5,5
5e à 9e	9 601	29,3	10 067	31,3
10e à 13e	4 925	15,1	5 175	16,1
14e à 17e	1 985	6,1	2 146	6,7
18e à 22e	1 500	4,6	1 621	5,0
23e à 26e	790	2,4	820	2,6
27e à 30e	487	1,5	506	1,6
31e à 35e	171	0,5	204	0,6
36e ou plus	11	0,0	13	0,0
Indéterminé	11 646	35,6	9 810	30,5
Total	**32 722**	**100**	**32 127**	**100**
Nombre moyen de semaines de grossesse		**11**		**11**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptées au 1er mars de l'année suivante, avec ou sans paiement.

Tableau 8.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites et acceptées[1] selon la nature de l'agresseur et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte				Travailleuse qui allaite				**Total**			
		2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Agresseur chimique		3 195	9,8	3 472	10,8	70	27,1	61	23,3	**3 265**	**9,9**	3 533	10,9
Agresseur physique		147	0,4	300	0,9	1	0,4	0	0,0	**148**	**0,4**	300	0,9
Agresseur ergonomique	• Horaires de travail	1 441	4,4	1 450	4,5	2	0,8	1	0,4	**1 443**	**4,4**	1 451	4,5
	• Charge de travail	609	1,9	531	1,7	0	0,0	0	0,0	**609**	**1,8**	531	1,6
	• Postures de travail	3 281	10,0	3 437	10,7	1	0,4	0	0,0	**3 282**	**10,0**	3 437	10,6
	• Soulever, pousser, tirer	1 158	3,5	983	3,1	0	0,0	0	0,0	**1 158**	**3,5**	983	3,0
	• Autres efforts physiques	268	0,8	305	0,9	0	0,0	1	0,4	**268**	**0,8**	306	0,9
	• Autres risques ergonomiques	1 516	4,6	1 753	5,5	1	0,4	1	0,4	**1 517**	**4,6**	1 754	5,4
	• *Total*	*8 273*	*25,3*	*8 459*	*26,3*	*4*	*1,6*	*3*	*1,1*	***8 277***	***25,1***	*8 462*	*26,1*
Agresseur biologique		7 239	22,1	7 828	24,4	18	7,0	21	8,0	**7 257**	**22,0**	7 849	24,2
Agresseur à la sécurité du travail		2 134	6,5	2 178	6,8	1	0,4	1	0,4	**2 135**	**6,5**	2 179	6,7
Autres ou indéterminé		11 734	35,9	9 890	30,8	164	63,6	176	67,2	**11 898**	**36,1**	10 066	31,1
Total		**32 722**	**100**	32 127	100	**258**	**100**	262	100	**32 980**	**100**	32 389	100

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptées au 1er mars de l'année suivante, avec ou sans paiement.

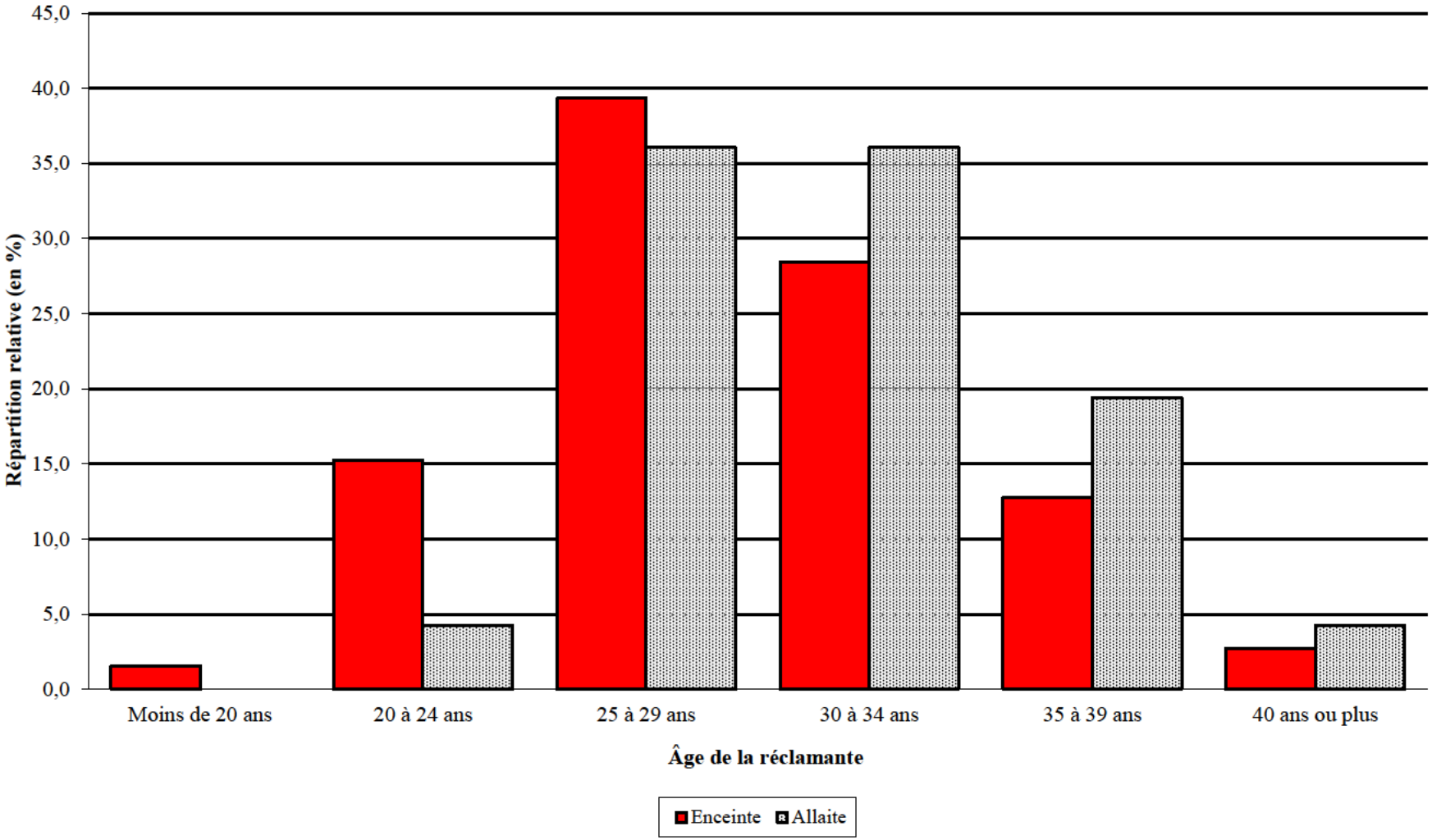
Tableau 8.4

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites et acceptées[1] selon la profession de la travailleuse et la catégorie du retrait

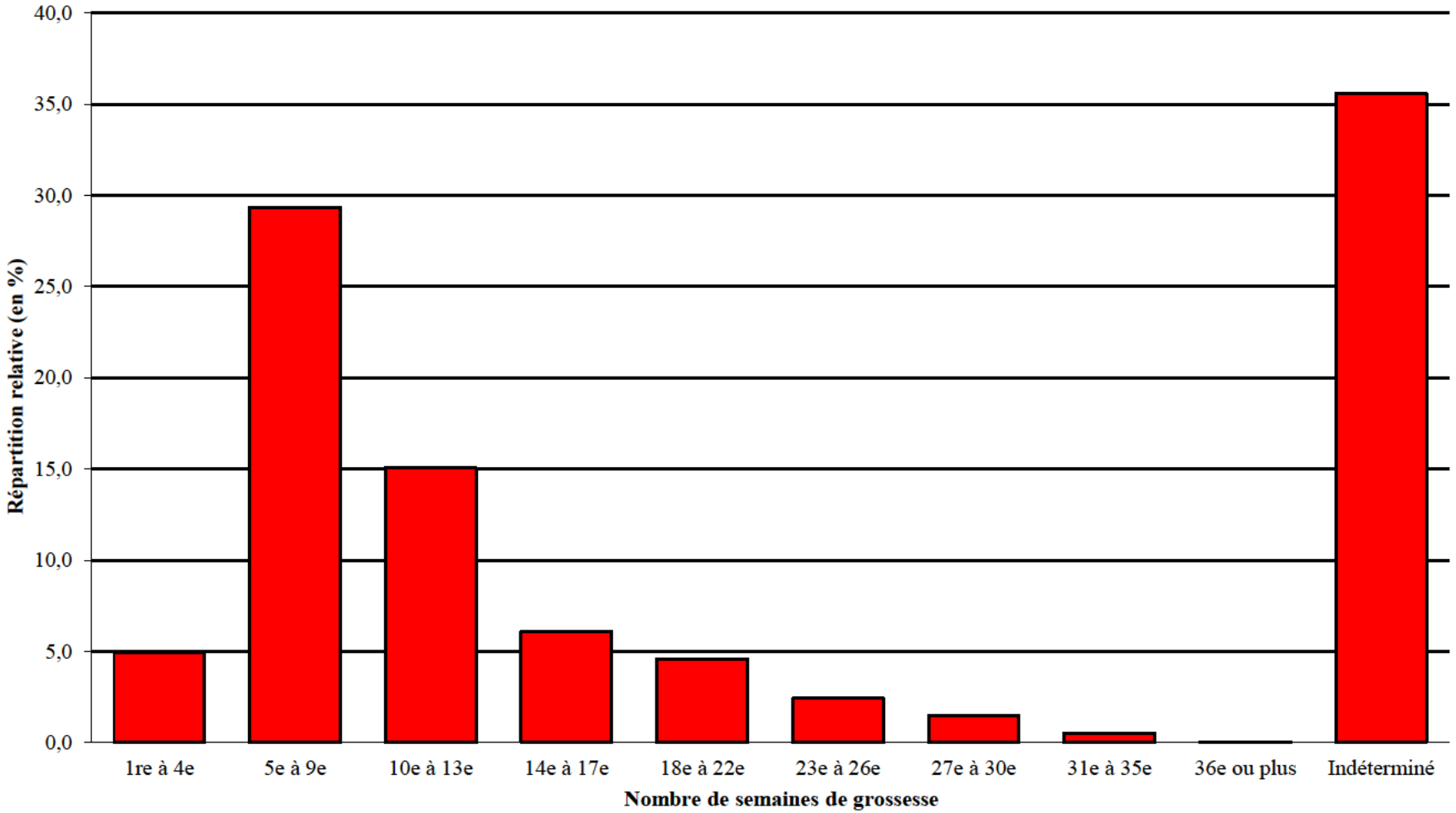
	Travailleuse enceinte				Travailleuse qui allaite				**Total**			
	2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Technicienne en sciences naturelles	106	0,3	121	0,4	3	1,2	0	0,0	**109**	**0,3**	121	0,4
Enseignante	3 736	11,4	4 010	12,5	3	1,2	0	0,0	**3 739**	**11,3**	4 010	12,4
Infirmière	4 758	14,5	4 900	15,3	28	10,9	26	9,9	**4 786**	**14,5**	4 926	15,2
Autre personnel médical	1 646	5,0	1 748	5,4	20	7,8	28	10,7	**1 666**	**5,1**	1 776	5,5
Secrétaire	148	0,5	123	0,4	0	0,0	1	0,4	**148**	**0,4**	124	0,4
Caissière	822	2,5	948	3,0	0	0,0	0	0,0	**822**	**2,5**	948	2,9
Employée de bureau	414	1,3	380	1,2	2	0,8	1	0,4	**416**	**1,3**	381	1,2
Vendeuse	1 278	3,9	1 556	4,8	2	0,8	2	0,8	**1 280**	**3,9**	1 558	4,8
Commis	221	0,7	245	0,8	2	0,8	1	0,4	**223**	**0,7**	246	0,8
Travailleuse des aliments	305	0,9	375	1,2	0	0,0	0	0,0	**305**	**0,9**	375	1,2
Barmaid	1 882	5,8	2 079	6,5	0	0,0	0	0,0	**1 882**	**5,7**	2 079	6,4
Préposée à l'entretien	303	0,9	281	0,9	0	0,0	0	0,0	**303**	**0,9**	281	0,9
Services personnels	1 230	3,8	1 227	3,8	2	0,8	1	0,4	**1 232**	**3,7**	1 228	3,8
Autre travailleuse des services	342	1,0	291	0,9	1	0,4	1	0,4	**343**	**1,0**	292	0,9
Couturière	55	0,2	47	0,1	0	0,0	0	0,0	**55**	**0,2**	47	0,1
Travailleuse du textile	12	0,0	21	0,1	0	0,0	0	0,0	**12**	**0,0**	21	0,1
Manutentionnaire	466	1,4	486	1,5	4	1,6	2	0,8	**470**	**1,4**	488	1,5
Travailleuse de l'imprimerie	15	0,0	22	0,1	0	0,0	0	0,0	**15**	**0,0**	22	0,1
Autres ou indéterminée	14 983	45,8	13 267	41,3	191	74,0	199	76,0	**15 174**	**46,0**	13 466	41,6
Total	**32 722**	**100**	32 127	100	**258**	**100**	262	100	**32 980**	**100**	32 389	100

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptées au 1er mars de l'année suivante, avec ou sans paiement.

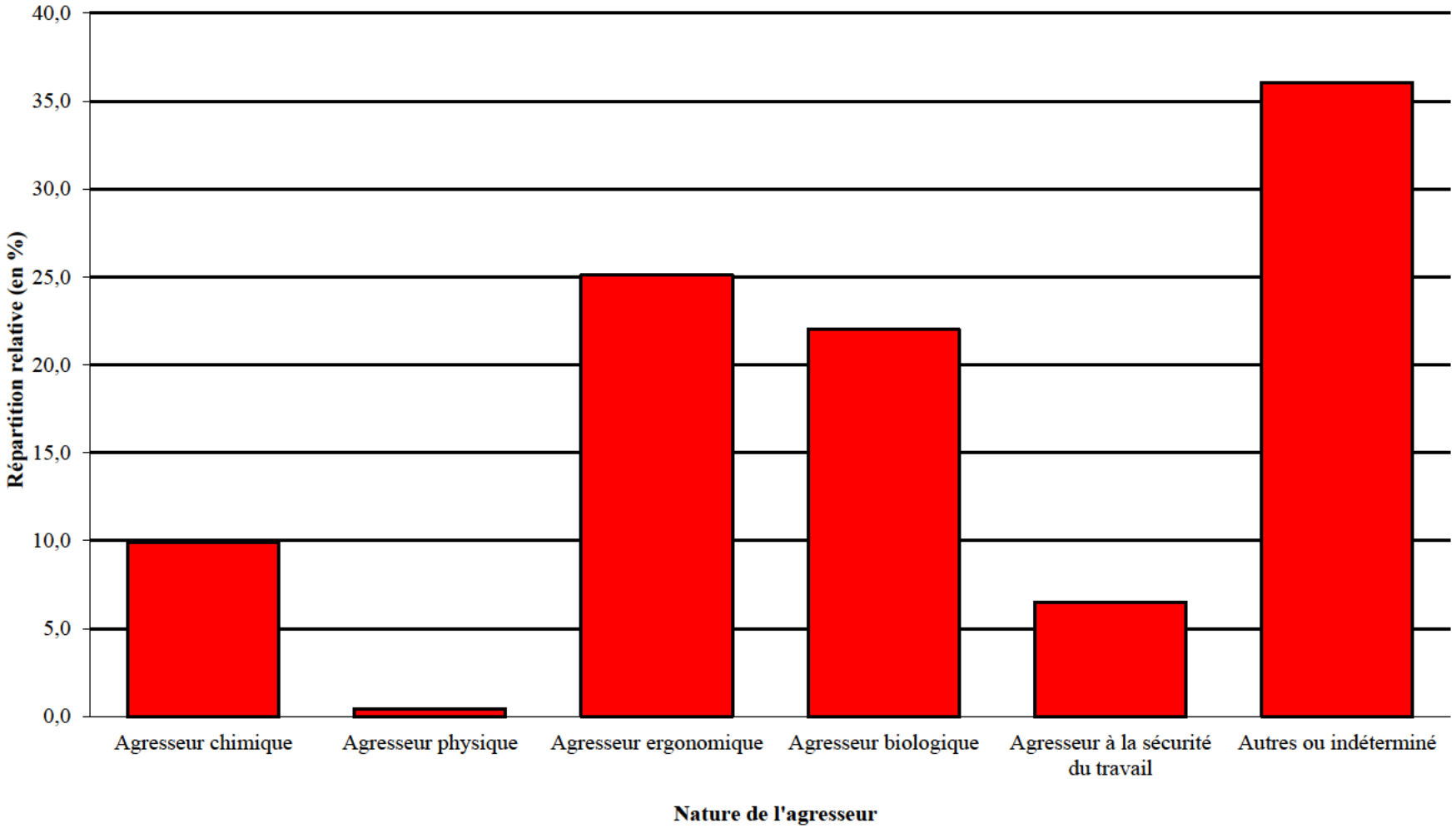
Graphique 8.1
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2018 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait



Graphique 8.2
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2018 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation



Graphique 8.3
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2018 et acceptées selon la nature de l'agresseur



Section 9
Statistiques selon le secteur d’activité économique – santé et sécurité du travail

Description

Toutes les entreprises appartiennent à une branche d'activité économique déterminée en fonction de leur activité principale. Les secteurs d'activité économique sont déterminés à partir de la « classification des activités économiques du Québec » et sont rattachés aux employeurs inscrits à la Commission.

Les 32 secteurs d'activité économique sont répartis en six groupes selon un ordre de priorité, qui tient compte de la fréquence et de la gravité des lésions professionnelles.

Les tableaux dans cette section reprennent certains résultats des sections précédentes et les ventilent par secteur d'activité économique du dossier d'expérience de l'employeur. Les sujets suivants sont couverts :

- dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie de lésion;
- décès inscrits;
- réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger*;
- travailleurs couverts, établissements actifs et mécanismes de prévention;
- dossiers d'intervention en prévention-inspection créés;
- visites effectuées et dérogations constatées;
- décisions prises lors des interventions et constats d'infraction signifiés.

Un nouveau tableau présente la répartition des dossiers ouverts et acceptés selon un regroupement basé sur la classification SCIAN.

Notes: puisque les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ne sont plus disponibles, le tableau présente maintenant la répartition du nombre d'établissements, sans égard au nombre de travailleurs (tableau 9.4).

La répartition du nombre de travailleurs selon le secteur d'activité économique n'étant pas disponible, cette donnée a été retirée du tableau. L'estimation du nombre total de travailleurs couverts est présentée à la section 1 (tableau 1.2).

Les décès associés à des employeurs non assurés sont maintenant répartis dans les secteurs. Leur nombre est mentionné.

À compter de l'année 2010, les données relatives aux visites, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Tableau 9.1 SCIAN

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon le secteur SCIAN et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
	2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Agriculture	991	1,1	966	1,1	23	0,2	19	0,2	**1 014**	**1,0**	985	1,0
Foresterie, exploitation forestière et activités de soutien à la foresterie	320	0,3	369	0,4	11	0,1	13	0,1	**331**	**0,3**	382	0,4
Pêche, chasse et piégeage	33	0,0	28	0,0	3	0,0	0	0,0	**36**	**0,0**	28	0,0
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	954	1,0	889	1,0	65	0,6	78	0,8	**1 019**	**1,0**	967	1,0
Services publics	353	0,4	350	0,4	8	0,1	16	0,2	**361**	**0,3**	366	0,4
Construction	7 288	7,9	6 459	7,5	155	1,3	133	1,3	**7 443**	**7,2**	6 592	6,9
Fabrication de biens durables	10 813	11,8	9 870	11,4	282	2,4	317	3,2	**11 095**	**10,7**	10 187	10,6
Fabrication de biens non durables	8 206	8,9	7 683	8,9	194	1,7	225	2,3	**8 400**	**8,1**	7 908	8,2
Commerce de gros	3 664	4,0	3 287	3,8	22	0,2	34	0,3	**3 686**	**3,6**	3 321	3,5
Commerce de détail	7 739	8,4	7 606	8,8	44	0,4	52	0,5	**7 783**	**7,5**	7 658	8,0
Transport et entreposage	5 874	6,4	5 431	6,3	38	0,3	56	0,6	**5 912**	**5,7**	5 487	5,7
Finance et assurances	365	0,4	360	0,4	2	0,0	2	0,0	**367**	**0,4**	362	0,4
Services immobiliers et services de location et de location à bail	666	0,7	714	0,8	0	0,0	4	0,0	**666**	**0,6**	718	0,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	847	0,9	744	0,9	20	0,2	16	0,2	**867**	**0,8**	760	0,8
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	4 381	4,8	4 284	5,0	29	0,2	46	0,5	**4 410**	**4,3**	4 330	4,5
Services d'enseignement	4 415	4,8	4 005	4,6	14	0,1	19	0,2	**4 429**	**4,3**	4 024	4,2
Soins de santé et assistance sociale	18 053	19,7	17 115	19,8	101	0,9	85	0,9	**18 154**	**17,6**	17 200	17,9
Information, culture et loisirs	1 831	2,0	1 908	2,2	7	0,1	9	0,1	**1 838**	**1,8**	1 917	2,0
Hébergement et services de restauration	4 160	4,5	4 049	4,7	30	0,3	28	0,3	**4 190**	**4,1**	4 077	4,2
Autres services	3 224	3,5	2 878	3,3	72	0,6	68	0,7	**3 296**	**3,2**	2 946	3,1
Administrations publiques	4 911	5,4	4 843	5,6	67	0,6	72	0,7	**4 978**	**4,8**	4 915	5,1
Indéterminé	2 623	2,9	2 385	2,8	10 508	89,9	8 620	87,0	**13 131**	**12,7**	11 005	11,4
Total	**91 711**	**100**	86 223	100	**11 695**	**100**	9 912	100	**103 406**	**100**	96 135	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 890 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 1 840 dossiers pour 2017.

Tableau 9.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
		2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	7 288	7,9	6 459	7,5	155	1,3	133	1,3	**7 443**	**7,2**	6 592	6,9
	• Industrie chimique	588	0,6	566	0,7	11	0,1	18	0,2	**599**	**0,6**	584	0,6
	• Forêt et scieries	1 021	1,1	945	1,1	51	0,4	41	0,4	**1 072**	**1,0**	986	1,0
	• Mines, carrières et puits de pétrole	954	1,0	889	1,0	65	0,6	78	0,8	**1 019**	**1,0**	967	1,0
	• Fabrication de produits en métal	3 248	3,5	2 787	3,2	48	0,4	69	0,7	**3 296**	**3,2**	2 856	3,0
	• Total	*13 099*	*14,3*	*11 646*	*13,5*	*330*	*2,8*	*339*	*3,4*	***13 429***	***13,0***	*11 985*	*12,5*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 577	1,7	1 449	1,7	34	0,3	53	0,5	**1 611**	**1,6**	1 502	1,6
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	1 462	1,6	1 435	1,7	23	0,2	19	0,2	**1 485**	**1,4**	1 454	1,5
	• Fabrication d'équipement de transport	1 876	2,0	1 869	2,2	49	0,4	68	0,7	**1 925**	**1,9**	1 937	2,0
	• Première transformation des métaux	907	1,0	849	1,0	68	0,6	40	0,4	**975**	**0,9**	889	0,9
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	721	0,8	625	0,7	10	0,1	11	0,1	**731**	**0,7**	636	0,7
	• Total	*6 543*	*7,1*	*6 227*	*7,2*	*184*	*1,6*	*191*	*1,9*	***6 727***	***6,5***	*6 418*	*6,7*
Groupe III	• Administration publique	4 914	5,4	4 843	5,6	67	0,6	72	0,7	**4 981**	**4,8**	4 915	5,1
	• Industrie des aliments et boissons	4 514	4,9	4 064	4,7	119	1,0	120	1,2	**4 633**	**4,5**	4 184	4,4
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	521	0,6	478	0,6	10	0,1	6	0,1	**531**	**0,5**	484	0,5
	• Industrie du papier et activités diverses	559	0,6	538	0,6	9	0,1	28	0,3	**568**	**0,5**	566	0,6
	• Transport et entreposage	5 548	6,0	5 194	6,0	33	0,3	58	0,6	**5 581**	**5,4**	5 252	5,5
	• Total	*16 056*	*17,5*	*15 117*	*17,5*	*238*	*2,0*	*284*	*2,9*	***16 294***	***15,8***	*15 401*	*16,0*

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 890 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 1 840 dossiers pour 2017.

Tableau 9.1 (suite)

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
		2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	13 082	14,3	12 418	14,4	103	0,9	119	1,2	**13 185**	**12,8**	12 537	13,0
	• Industrie du cuir	28	0,0	24	0,0	1	0,0	2	0,0	**29**	**0,0**	26	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	783	0,9	790	0,9	11	0,1	24	0,2	**794**	**0,8**	814	0,8
	• Industrie du tabac	5	0,0	4	0,0	0	0,0	0	0,0	**5**	**0,0**	4	0,0
	• Industrie textile	288	0,3	307	0,4	6	0,1	8	0,1	**294**	**0,3**	315	0,3
	• Total	*14 186*	*15,5*	*13 543*	*15,7*	*121*	*1,0*	*153*	*1,5*	***14 307***	***13,8***	*13 696*	*14,2*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	11 093	12,1	10 805	12,5	113	1,0	121	1,2	**11 206**	**10,8**	10 926	11,4
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	1 839	2,0	1 773	2,1	18	0,2	24	0,2	**1 857**	**1,8**	1 797	1,9
	• Imprimerie, édition et activités annexes	306	0,3	303	0,4	4	0,0	9	0,1	**310**	**0,3**	312	0,3
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	57	0,1	39	0,0	1	0,0	1	0,0	**58**	**0,1**	40	0,0
	• Fabrication de produits électriques	444	0,5	431	0,5	15	0,1	15	0,2	**459**	**0,4**	446	0,5
	• Total	*13 739*	*15,0*	*13 351*	*15,5*	*151*	*1,3*	*170*	*1,7*	***13 890***	***13,4***	*13 521*	*14,1*
Groupe VI	• Agriculture	1 159	1,3	1 095	1,3	24	0,2	20	0,2	**1 183**	**1,1**	1 115	1,2
	• Bonneterie et habillement	136	0,1	152	0,2	11	0,1	11	0,1	**147**	**0,1**	163	0,2
	• Enseignement et services annexes	4 465	4,9	4 039	4,7	15	0,1	19	0,2	**4 480**	**4,3**	4 058	4,2
	• Finances, assurances et affaires immobilières	774	0,8	788	0,9	2	0,0	4	0,0	**776**	**0,8**	792	0,8
	• Services médicaux et sociaux	18 583	20,3	17 571	20,4	102	0,9	89	0,9	**18 685**	**18,1**	17 660	18,4
	• Chasse et pêche	35	0,0	28	0,0	3	0,0	0	0,0	**38**	**0,0**	28	0,0
	• Industries manufacturières diverses	313	0,3	281	0,3	6	0,1	12	0,1	**319**	**0,3**	293	0,3
	• Total	*25 465*	*27,8*	*23 954*	*27,8*	*163*	*1,4*	*155*	*1,6*	***25 628***	***24,8***	*24 109*	*25,1*
Indéterminé ou employeurs non assurés		2 623	2,9	2 385	2,8	10 508	89,9	8 620	87,0	**13 131**	**12,7**	11 005	11,4
Total		**91 711**	**100**	86 223	100	**11 695**	**100**	9 912	100	**103 406**	**100**	96 135	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 890 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 1 840 dossiers pour 2017.

Tableau 9.2

Répartition des décès[1]

selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
		2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	11	17,7	16	25,8	59	36,0	47	28,0	**70**	**31,0**	63	27,4
	• Industrie chimique	0	0,0	1	1,6	1	0,6	3	1,8	**1**	**0,4**	4	1,7
	• Forêt et scieries	1	1,6	4	6,5	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,4**	4	1,7
	• Mines, carrières et puits de pétrole	1	1,6	2	3,2	16	9,8	22	13,1	**17**	**7,5**	24	10,4
	• Fabrication de produits en métal	0	0,0	1	1,6	2	1,2	2	1,2	**2**	**0,9**	3	1,3
	• *Total*	*13*	*21,0*	*24*	*38,7*	*78*	*47,6*	*74*	*44,0*	***91***	***40,3***	*98*	*42,6*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	2	3,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**2**	**0,9**	0	0,0
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	0	0,0	0	0,0	1	0,6	3	1,8	**1**	**0,4**	3	1,3
	• Fabrication d'équipement de transport	0	0,0	0	0,0	13	7,9	7	4,2	**13**	**5,8**	7	3,0
	• Première transformation des métaux	1	1,6	0	0,0	5	3,0	12	7,1	**6**	**2,7**	12	5,2
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	0	0,0	1	1,6	3	1,8	6	3,6	**3**	**1,3**	7	3,0
	• *Total*	*3*	*4,8*	*1*	*1,6*	*22*	*13,4*	*28*	*16,7*	***25***	***11,1***	*29*	*12,6*
Groupe III	• Administration publique	2	3,2	2	3,2	30	18,3	16	9,5	**32**	**14,2**	18	7,8
	• Industrie des aliments et boissons	1	1,6	1	1,6	1	0,6	2	1,2	**2**	**0,9**	3	1,3
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	0	0,0	0	0,0	1	0,6	1	0,6	**1**	**0,4**	1	0,4
	• Industrie du papier et activités diverses	1	1,6	0	0,0	5	3,0	9	5,4	**6**	**2,7**	9	3,9
	• Transport et entreposage	12	19,4	12	19,4	8	4,9	9	5,4	**20**	**8,8**	21	9,1
	• *Total*	*16*	*25,8*	*15*	*24,2*	*45*	*27,4*	*37*	*22,0*	***61***	***27,0***	*52*	*22,6*

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; acceptés avec ou sans indemnités de décès.

2. Pour 2018, les 3 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
Maladie professionnelle: 1 cas dans administration publique, 2 cas dans transport et entreposage.
Pour 2017, les 2 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
Accident du travail: 1 cas dans administration publique; maladie professionnelle: 1 cas dans administration publique.

Tableau 9.2 (suite)

Répartition des décès[1]

selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
		2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	5	8,1	8	12,9	6	3,7	6	3,6	**11**	**4,9**	14	6,1
	• Industrie du cuir	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	0	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	0	0,0	1	1,6	2	1,2	5	3,0	**2**	**0,9**	6	2,6
	• Industrie du tabac	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	0	0,0
	• Industrie textile	1	1,6	0	0,0	0	0,0	1	0,6	**1**	**0,4**	1	0,4
	• Total	*6*	*9,7*	*9*	*14,5*	*8*	*4,9*	*12*	*7,1*	***14***	***6,2***	*21*	*9,1*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	10	16,1	8	12,9	4	2,4	2	1,2	**14**	**6,2**	10	4,3
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	2	3,2	2	3,2	0	0,0	3	1,8	**2**	**0,9**	5	2,2
	• Imprimerie, édition et activités annexes	0	0,0	0	0,0	1	0,6	0	0,0	**1**	**0,4**	0	0,0
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	1	1,6	0	0,0	4	2,4	4	2,4	**5**	**2,2**	4	1,7
	• Fabrication de produits électriques	0	0,0	0	0,0	1	0,6	1	0,6	**1**	**0,4**	1	0,4
	• Total	*13*	*21,0*	*10*	*16,1*	*10*	*6,1*	*10*	*6,0*	***23***	***10,2***	*20*	*8,7*
Groupe VI	• Agriculture	6	9,7	2	3,2	0	0,0	1	0,6	**6**	**2,7**	3	1,3
	• Bonneterie et habillement	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	0	0,0
	• Enseignement et services annexes	0	0,0	1	1,6	0	0,0	2	1,2	**0**	**0,0**	3	1,3
	• Finances, assurances et affaires immobilières	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	0	0,0
	• Services médicaux et sociaux	3	4,8	0	0,0	1	0,6	4	2,4	**4**	**1,8**	4	1,7
	• Chasse et pêche	1	1,6	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,4**	0	0,0
	• Industries manufacturières diverses	1	1,6	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,4**	0	0,0
	• Total	*11*	*17,7*	*3*	*4,8*	*1*	*0,6*	*7*	*4,2*	***12***	***5,3***	*10*	*4,3*
Indéterminé[2]		0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	0	0,0
Total		**62**	**100**	62	100	**164**	**100**	168	100	**226**	**100**	230	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; acceptés avec ou sans indemnités de décès.

2. Pour 2018, les 3 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
Maladie professionnelle: 1 cas dans administration publique, 2 cas dans transport et entreposage.
Pour 2017, les 2 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
Accident du travail: 1 cas dans administration publique; maladie professionnelle: 1 cas dans administration publique.

Tableau 9.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites et acceptées[1] selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte				Travailleuse qui allaite				Total			
		2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	225	0,7	191	0,6	8	3,1	5	1,9	**233**	**0,7**	196	0,6
	• Industrie chimique	186	0,6	160	0,5	3	1,2	1	0,4	**189**	**0,6**	161	0,5
	• Forêt et scieries	30	0,1	40	0,1	0	0,0	0	0,0	**30**	**0,1**	40	0,1
	• Mines, carrières et puits de pétrole	60	0,2	54	0,2	1	0,4	2	0,8	**61**	**0,2**	56	0,2
	• Fabrication de produits en métal	159	0,5	132	0,4	2	0,8	1	0,4	**161**	**0,5**	133	0,4
	• *Total*	*660*	*2,0*	*577*	*1,8*	*14*	*5,4*	*9*	*3,4*	***674***	***2,0***	*586*	*1,8*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	149	0,5	140	0,4	6	2,3	5	1,9	**155**	**0,5**	145	0,4
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	182	0,6	166	0,5	19	7,4	19	7,3	**201**	**0,6**	185	0,6
	• Fabrication d'équipement de transport	122	0,4	110	0,3	8	3,1	15	5,7	**130**	**0,4**	125	0,4
	• Première transformation des métaux	29	0,1	21	0,1	0	0,0	1	0,4	**29**	**0,1**	22	0,1
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	25	0,1	23	0,1	0	0,0	0	0,0	**25**	**0,1**	23	0,1
	• *Total*	*507*	*1,5*	*460*	*1,4*	*33*	*12,8*	*40*	*15,3*	***540***	***1,6***	*500*	*1,5*
Groupe III	• Administration publique	576	1,8	561	1,7	5	1,9	10	3,8	**581**	**1,8**	571	1,8
	• Industrie des aliments et boissons	640	2,0	606	1,9	1	0,4	0	0,0	**641**	**1,9**	606	1,9
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	65	0,2	60	0,2	0	0,0	1	0,4	**65**	**0,2**	61	0,2
	• Industrie du papier et activités diverses	45	0,1	32	0,1	1	0,4	1	0,4	**46**	**0,1**	33	0,1
	• Transport et entreposage	164	0,5	173	0,5	1	0,4	1	0,4	**165**	**0,5**	174	0,5
	• *Total*	*1 490*	*4,6*	*1 432*	*4,5*	*8*	*3,1*	*13*	*5,0*	***1 498***	***4,5***	*1 445*	*4,5*

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptées au 1er mars de l'année suivante, avec ou sans paiement.

Tableau 9.3 (suite)

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites et acceptées[1] selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte				Travailleuse qui allaite				Total			
		2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	4 490	13,7	4 655	14,5	6	2,3	4	1,5	**4 496**	**13,6**	4 659	14,4
	• Industrie du cuir	15	0,0	21	0,1	0	0,0	0	0,0	**15**	**0,0**	21	0,1
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	30	0,1	41	0,1	1	0,4	2	0,8	**31**	**0,1**	43	0,1
	• Industrie du tabac	2	0,0	3	0,0	0	0,0	0	0,0	**2**	**0,0**	3	0,0
	• Industrie textile	44	0,1	30	0,1	0	0,0	0	0,0	**44**	**0,1**	30	0,1
	• Total	*4 581*	*14,0*	*4 750*	*14,8*	*7*	*2,7*	*6*	*2,3*	***4 588***	***13,9***	*4 756*	*14,7*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	5 050	15,4	5 088	15,8	19	7,4	17	6,5	**5 069**	**15,4**	5 105	15,8
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	58	0,2	69	0,2	2	0,8	3	1,1	**60**	**0,2**	72	0,2
	• Imprimerie, édition et activités annexes	98	0,3	86	0,3	5	1,9	3	1,1	**103**	**0,3**	89	0,3
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	0	0,0	1	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	1	0,0
	• Fabrication de produits électriques	67	0,2	72	0,2	1	0,4	0	0,0	**68**	**0,2**	72	0,2
	• Total	*5 273*	*16,1*	*5 316*	*16,5*	*27*	*10,5*	*23*	*8,8*	***5 300***	***16,1***	*5 339*	*16,5*
Groupe VI	• Agriculture	592	1,8	567	1,8	28	10,9	23	8,8	**620**	**1,9**	590	1,8
	• Bonneterie et habillement	80	0,2	87	0,3	0	0,0	0	0,0	**80**	**0,2**	87	0,3
	• Enseignement et services annexes	3 678	11,2	3 470	10,8	11	4,3	0	0,0	**3 689**	**11,2**	3 470	10,7
	• Finances, assurances et affaires immobilières	176	0,5	154	0,5	0	0,0	1	0,4	**176**	**0,5**	155	0,5
	• Services médicaux et sociaux	15 568	47,6	15 195	47,3	129	50,0	145	55,3	**15 697**	**47,6**	15 340	47,4
	• Chasse et pêche	0	0,0	4	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	4	0,0
	• Industries manufacturières diverses	83	0,3	92	0,3	1	0,4	1	0,4	**84**	**0,3**	93	0,3
	• Total	*20 177*	*61,7*	*19 569*	*60,9*	*169*	*65,5*	*170*	*64,9*	***20 346***	***61,7***	*19 739*	*60,9*
Indéterminé		34	0,1	23	0,1	0	0,0	1	0,4	**34**	**0,1**	24	0,1
Total		**32 722**	**100**	32 127	100	**258**	**100**	262	100	**32 980**	**100**	32 389	100

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptées au 1er mars de l'année suivante, avec ou sans paiement.

Tableau 9.4

Répartition des établissements actifs

selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		2018		2017	
		Nombre d'établissements actifs[1]	%	Nombre d'établissements actifs[1]	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	29 972	11,0	30 029	11,0
	• Industrie chimique	777	0,3	745	0,3
	• Forêt et scieries	1 840	0,7	1 845	0,7
	• Mines, carrières et puits de pétrole	675	0,2	672	0,2
	• Fabrication de produits en métal	2 920	1,1	2 897	1,1
	• *Total*	*36 184*	*13,3*	*36 188*	*13,3*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 966	0,7	1 995	0,7
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	807	0,3	840	0,3
	• Fabrication d'équipement de transport	647	0,2	641	0,2
	• Première transformation des métaux	158	0,1	156	0,1
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	751	0,3	745	0,3
	• *Total*	*4 329*	*1,6*	*4 377*	*1,6*
Groupe III	• Administration publique	7 877	2,9	7 528	2,8
	• Industrie des aliments et boissons	2 231	0,8	2 197	0,8
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	655	0,2	644	0,2
	• Industrie du papier et activités diverses	261	0,1	260	0,1
	• Transport et entreposage	11 665	4,3	11 568	4,3
	• *Total*	*22 689*	*8,3*	*22 197*	*8,2*
Total partiel		***63 202***	***23,2***	*62 762*	*23,1*

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 9.4 (suite)
Répartition des établissements actifs
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		2018		2017	
		Nombre d'établissements actifs[1]	%	Nombre d'établissements actifs[1]	%
Groupe IV	• Commerce	56 524	20,8	56 915	20,9
	• Industrie du cuir	107	0,0	117	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	721	0,3	742	0,3
	• Industrie du tabac	8	0,0	9	0,0
	• Industrie textile	444	0,2	458	0,2
	• *Total*	*57 804*	*21,2*	*58 241*	*21,4*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	79 652	29,3	79 772	29,3
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	3 027	1,1	2 989	1,1
	• Imprimerie, édition et activités annexes	1 816	0,7	1 889	0,7
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	94	0,0	88	0,0
	• Fabrication de produits électriques	826	0,3	839	0,3
	• *Total*	*85 415*	*31,4*	*85 577*	*31,5*
Groupe VI	• Agriculture	12 620	4,6	12 554	4,6
	• Bonneterie et habillement	769	0,3	781	0,3
	• Enseignement et services annexes	7 322	2,7	7 227	2,7
	• Finances, assurances et affaires immobilières	16 229	6,0	16 162	5,9
	• Services médicaux et sociaux	26 766	9,8	26 585	9,8
	• Chasse et pêche	814	0,3	810	0,3
	• Industries manufacturières diverses	1 126	0,4	1 141	0,4
	• *Total*	*65 646*	*24,1*	*65 260*	*24,0*
Indéterminé		10	0,0	11	0,0
Total		**272 077**	**100**	271 851	100

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 9.5
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		2018		2017	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	6 844	39,1	7 462	43,6
	• Industrie chimique	120	0,7	249	1,5
	• Forêt et scieries	235	1,3	231	1,3
	• Mines, carrières et puits de pétrole	160	0,9	149	0,9
	• Fabrication de produits en métal	641	3,7	624	3,6
	• *Total*	*8 000*	*45,7*	*8 715*	*50,9*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	435	2,5	470	2,7
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	181	1,0	223	1,3
	• Fabrication d'équipement de transport	143	0,8	143	0,8
	• Première transformation des métaux	88	0,5	78	0,5
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	185	1,1	121	0,7
	• *Total*	*1 032*	*5,9*	*1 035*	*6,0*
Groupe III	• Administration publique	475	2,7	459	2,7
	• Industrie des aliments et boissons	532	3,0	452	2,6
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	156	0,9	61	0,4
	• Industrie du papier et activités diverses	99	0,6	113	0,7
	• Transport et entreposage	478	2,7	357	2,1
	• *Total*	*1 740*	*9,9*	*1 442*	*8,4*

Tableau 9.5 (suite)
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		2018		2017	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	2 329	13,3	2 206	12,9
	• Industrie du cuir	7	0,0	25	0,1
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	131	0,7	165	1,0
	• Industrie du tabac	1	0,0	0	0,0
	• Industrie textile	67	0,4	61	0,4
	• *Total*	*2 535*	*14,5*	*2 457*	*14,4*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	1 764	10,1	1 584	9,3
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	182	1,0	195	1,1
	• Imprimerie, édition et activités annexes	166	0,9	98	0,6
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	5	0,0	8	0,0
	• Fabrication de produits électriques	166	0,9	163	1,0
	• *Total*	*2 283*	*13,0*	*2 048*	*12,0*
Groupe VI	• Agriculture	200	1,1	195	1,1
	• Bonneterie et habillement	21	0,1	27	0,2
	• Enseignement et services annexes	272	1,6	202	1,2
	• Finances, assurances et affaires immobilières	239	1,4	234	1,4
	• Services médicaux et sociaux	850	4,9	463	2,7
	• Chasse et pêche	17	0,1	16	0,1
	• Industries manufacturières diverses	98	0,6	106	0,6
	• *Total*	*1 697*	*9,7*	*1 243*	*7,3*
Indéterminé		215	1,2	173	1,0
Total		**17 502**	**100**	17 113	100

Tableau 9.6
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Visites				Dérogations			
		2018		2017		**2018**		2017	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	11 370	34,9	12 176	36,5	21 007	31,9	21 025	32,1
	• Industrie chimique	324	1,0	484	1,5	652	1,0	1 110	1,7
	• Forêt et scieries	537	1,6	563	1,7	1 079	1,6	1 061	1,6
	• Mines, carrières et puits de pétrole	509	1,6	437	1,3	1 806	2,7	1 302	2,0
	• Fabrication de produits en métal	1 571	4,8	1 829	5,5	3 892	5,9	4 482	6,8
	• *Total*	*14 311*	*43,9*	*15 489*	*46,4*	*28 436*	*43,2*	*28 980*	*44,3*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 051	3,2	1 045	3,1	2 267	3,4	2 355	3,6
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	476	1,5	662	2,0	1 031	1,6	1 495	2,3
	• Fabrication d'équipement de transport	330	1,0	304	0,9	845	1,3	557	0,9
	• Première transformation des métaux	248	0,8	248	0,7	434	0,7	402	0,6
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	414	1,3	407	1,2	838	1,3	901	1,4
	• *Total*	*2 519*	*7,7*	*2 666*	*8,0*	*5 415*	*8,2*	*5 710*	*8,7*
Groupe III	• Administration publique	831	2,6	863	2,6	1 358	2,1	1 169	1,8
	• Industrie des aliments et boissons	1 103	3,4	1 049	3,1	2 292	3,5	1 925	2,9
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	230	0,7	181	0,5	548	0,8	466	0,7
	• Industrie du papier et activités diverses	270	0,8	276	0,8	476	0,7	554	0,8
	• Transport et entreposage	704	2,2	685	2,1	1 110	1,7	991	1,5
	• *Total*	*3 138*	*9,6*	*3 054*	*9,2*	*5 784*	*8,8*	*5 105*	*7,8*

Tableau 9.6 (suite)
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Visites				Dérogations			
		2018		2017		**2018**		2017	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	4 773	14,7	4 880	14,6	11 481	17,4	11 669	17,8
	• Industrie du cuir	29	0,1	74	0,2	35	0,1	259	0,4
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	322	1,0	394	1,2	544	0,8	1 045	1,6
	• Industrie du tabac	4	0,0	2	0,0	4	0,0	0	0,0
	• Industrie textile	146	0,4	168	0,5	396	0,6	573	0,9
	• Total	*5 274*	*16,2*	*5 518*	*16,5*	*12 460*	*18,9*	*13 546*	*20,7*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	2 903	8,9	3 014	9,0	5 243	8,0	5 650	8,6
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	304	0,9	294	0,9	445	0,7	433	0,7
	• Imprimerie, édition et activités annexes	322	1,0	286	0,9	808	1,2	720	1,1
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	10	0,0	20	0,1	6	0,0	37	0,1
	• Fabrication de produits électriques	452	1,4	351	1,1	1 042	1,6	804	1,2
	• Total	*3 991*	*12,3*	*3 965*	*11,9*	*7 544*	*11,4*	*7 644*	*11,7*
Groupe VI	• Agriculture	363	1,1	423	1,3	581	0,9	751	1,1
	• Bonneterie et habillement	44	0,1	83	0,2	89	0,1	198	0,3
	• Enseignement et services annexes	538	1,7	327	1,0	1 566	2,4	543	0,8
	• Finances, assurances et affaires immobilières	485	1,5	459	1,4	833	1,3	771	1,2
	• Services médicaux et sociaux	1 363	4,2	882	2,6	1 984	3,0	1 171	1,8
	• Chasse et pêche	25	0,1	18	0,1	18	0,0	7	0,0
	• Industries manufacturières diverses	200	0,6	221	0,7	509	0,8	550	0,8
	• Total	*3 018*	*9,3*	*2 413*	*7,2*	*5 580*	*8,5*	*3 991*	*6,1*
Indéterminé		313	1,0	256	0,8	678	1,0	513	0,8
Total		**32 564**	**100**	33 361	100	**65 897**	**100**	65 489	100

Tableau 9.7
Répartition des décisions prises lors des interventions
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Décisions prises[1]				Constats d'infraction[2]			
		2018		2017		**2018**		2017	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	1 579	50,3	1 657	48,3	1 545	51,2	2 092	51,4
	• Industrie chimique	16	0,5	26	0,8	21	0,7	33	0,8
	• Forêt et scieries	37	1,2	44	1,3	37	1,2	67	1,6
	• Mines, carrières et puits de pétrole	46	1,5	31	0,9	46	1,5	29	0,7
	• Fabrication de produits en métal	122	3,9	148	4,3	117	3,9	185	4,5
	• *Total*	*1 800*	*57,4*	*1 906*	*55,6*	*1 766*	*58,5*	*2 406*	*59,1*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	84	2,7	88	2,6	66	2,2	105	2,6
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	29	0,9	68	2,0	41	1,4	71	1,7
	• Fabrication d'équipement de transport	32	1,0	25	0,7	20	0,7	29	0,7
	• Première transformation des métaux	10	0,3	20	0,6	7	0,2	27	0,7
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	33	1,1	39	1,1	22	0,7	48	1,2
	• *Total*	*188*	*6,0*	*240*	*7,0*	*156*	*5,2*	*280*	*6,9*
Groupe III	• Administration publique	92	2,9	100	2,9	60	2,0	71	1,7
	• Industrie des aliments et boissons	83	2,6	80	2,3	81	2,7	134	3,3
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	30	1,0	19	0,6	18	0,6	24	0,6
	• Industrie du papier et activités diverses	33	1,1	41	1,2	19	0,6	33	0,8
	• Transport et entreposage	50	1,6	86	2,5	50	1,7	71	1,7
	• *Total*	*288*	*9,2*	*326*	*9,5*	*228*	*7,6*	*333*	*8,2*

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Tableau 9.7 (suite)
Répartition des décisions prises lors des interventions
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Décisions prises[1]				Constats d'infraction[2]			
		2018		2017		**2018**		2017	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	210	6,7	243	7,1	234	7,8	281	6,9
	• Industrie du cuir	1	0,0	0	0,0	4	0,1	1	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	17	0,5	34	1,0	17	0,6	34	0,8
	• Industrie du tabac	3	0,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0
	• Industrie textile	15	0,5	16	0,5	23	0,8	18	0,4
	• *Total*	*246*	*7,8*	*293*	*8,5*	*278*	*9,2*	*334*	*8,2*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	237	7,6	336	9,8	198	6,6	258	6,3
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	29	0,9	27	0,8	18	0,6	18	0,4
	• Imprimerie, édition et activités annexes	30	1,0	23	0,7	14	0,5	24	0,6
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	1	0,0	1	0,0	3	0,1	2	0,0
	• Fabrication de produits électriques	30	1,0	17	0,5	15	0,5	15	0,4
	• *Total*	*327*	*10,4*	*404*	*11,8*	*248*	*8,2*	*317*	*7,8*
Groupe VI	• Agriculture	68	2,2	63	1,8	35	1,2	37	0,9
	• Bonneterie et habillement	5	0,2	0	0,0	3	0,1	5	0,1
	• Enseignement et services annexes	32	1,0	32	0,9	16	0,5	14	0,3
	• Finances, assurances et affaires immobilières	54	1,7	53	1,5	58	1,9	34	0,8
	• Services médicaux et sociaux	36	1,1	20	0,6	28	0,9	42	1,0
	• Chasse et pêche	0	0,0	2	0,1	2	0,1	1	0,0
	• Industries manufacturières diverses	15	0,5	21	0,6	18	0,6	18	0,4
	• *Total*	*210*	*6,7*	*191*	*5,6*	*160*	*5,3*	*151*	*3,7*
Indéterminé		79	2,5	70	2,0	181	6,0	247	6,1
Total		**3 138**	**100**	3 430	100	**3 017**	**100**	4 068	100

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Section 10
Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail

Description

À des fins administratives, la CNESST a subdivisé le territoire québécois en 21 régions administratives comportant chacune un bureau régional. Les dossiers inscrits à la Commission sont rattachés à une région administrative selon les municipalités où résident les travailleurs accidentés ou atteints d'une maladie professionnelle. Dans le cas des données portant sur la prévention-inspection, le lieu correspond généralement à la région responsable du traitement du dossier de l'établissement ou du chantier de construction.

Les tableaux dans cette section reprennent certains résultats des sections précédentes et les ventilent par direction régionale. Les sujets suivants sont couverts :

- dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie de lésion;
- décès inscrits;
- réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger*;
- établissements actifs et mécanismes de prévention;
- dossiers d'intervention en prévention-inspection créés et dossiers de promotion créés;
- visites effectuées et dérogations constatées;
- décisions prises lors des interventions et constats d'infraction signifiés.

Notes: puisque les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ne sont plus disponibles, le tableau présente maintenant la répartition du nombre d'établissements, sans égard au nombre de travailleurs (tableau 10.4).

À compter de l'année 2010, les données relatives aux visites, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Tableau 10.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
	2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Île-de-Montréal	16 587	18,1	15 268	17,7	868	7,4	538	5,4	**17 455**	**16,9**	15 806	16,4
Total partiel	*16 587*	*18,1*	*15 268*	*17,7*	*868*	*7,4*	*538*	*5,4*	***17 455***	***16,9***	*15 806*	*16,4*
Longueuil	6 030	6,6	5 682	6,6	570	4,9	398	4,0	**6 600**	**6,4**	6 080	6,3
Saint-Jean-sur-Richelieu	3 406	3,7	3 223	3,7	523	4,5	531	5,4	**3 929**	**3,8**	3 754	3,9
Valleyfield	4 005	4,4	3 588	4,2	278	2,4	284	2,9	**4 283**	**4,1**	3 872	4,0
Yamaska	4 679	5,1	4 258	4,9	627	5,4	695	7,0	**5 306**	**5,1**	4 953	5,2
Total partiel	*18 120*	*19,8*	*16 751*	*19,4*	*1 998*	*17,1*	*1 908*	*19,2*	***20 118***	***19,5***	*18 659*	*19,4*
Abitibi-Témiscamingue	1 867	2,0	1 735	2,0	395	3,4	338	3,4	**2 262**	**2,2**	2 073	2,2
Bas-Saint-Laurent	2 409	2,6	2 136	2,5	395	3,4	399	4,0	**2 804**	**2,7**	2 535	2,6
Capitale-Nationale	8 436	9,2	8 520	9,9	1 141	9,8	856	8,6	**9 577**	**9,3**	9 376	9,8
Chaudière-Appalaches	5 929	6,5	5 542	6,4	1 160	9,9	736	7,4	**7 089**	**6,9**	6 278	6,5
Côte-Nord	1 286	1,4	1 280	1,5	259	2,2	258	2,6	**1 545**	**1,5**	1 538	1,6
Estrie	3 765	4,1	3 516	4,1	578	4,9	682	6,9	**4 343**	**4,2**	4 198	4,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	933	1,0	933	1,1	155	1,3	128	1,3	**1 088**	**1,1**	1 061	1,1
Lanaudière	7 493	8,2	6 953	8,1	989	8,5	802	8,1	**8 482**	**8,2**	7 755	8,1
Laurentides	7 769	8,5	7 239	8,4	1 047	9,0	949	9,6	**8 816**	**8,5**	8 188	8,5
Laval	4 528	4,9	4 423	5,1	276	2,4	215	2,2	**4 804**	**4,6**	4 638	4,8
Mauricie et Centre-du-Québec	6 805	7,4	6 405	7,4	1 020	8,7	767	7,7	**7 825**	**7,6**	7 172	7,5
Outaouais	2 435	2,7	2 371	2,7	308	2,6	317	3,2	**2 743**	**2,7**	2 688	2,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 340	3,6	3 142	3,6	1 106	9,5	1 019	10,3	**4 446**	**4,3**	4 161	4,3
Total partiel	*56 995*	*62,1*	*54 195*	*62,9*	*8 829*	*75,5*	*7 466*	*75,3*	***65 824***	***63,7***	*61 661*	*64,1*
Indéterminée	9	0,0	9	0,0	0	0,0	0	0,0	**9**	**0,0**	9	0,0
Total	**91 711**	**100**	86 223	100	**11 695**	**100**	9 912	100	**103 406**	**100**	96 135	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 890 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 1 840 dossiers pour 2017.

Tableau 10.2

Répartition des décès[1]
selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
		2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	8	12,9	2	3,2	23	14,0	31	18,5	**31**	**13,7**	33	14,3
Total partiel	*8*	*12,9*	*2*	*3,2*	*23*	*14,0*	*31*	*18,5*	***31***	***13,7***	*33*	*14,3*
Longueuil	8	12,9	1	1,6	13	7,9	15	8,9	**21**	**9,3**	16	7,0
Saint-Jean-sur-Richelieu	2	3,2	4	6,5	3	1,8	3	1,8	**5**	**2,2**	7	3,0
Valleyfield	3	4,8	1	1,6	9	5,5	4	2,4	**12**	**5,3**	5	2,2
Yamaska	3	4,8	4	6,5	11	6,7	7	4,2	**14**	**6,2**	11	4,8
Total partiel	*16*	*25,8*	*10*	*16,1*	*36*	*22,0*	*29*	*17,3*	***52***	***23,0***	*39*	*17,0*
Abitibi-Témiscamingue	0	0,0	3	4,8	1	0,6	3	1,8	**1**	**0,4**	6	2,6
Bas-Saint-Laurent	3	4,8	3	4,8	2	1,2	1	0,6	**5**	**2,2**	4	1,7
Capitale-Nationale	9	14,5	4	6,5	13	7,9	10	6,0	**22**	**9,7**	14	6,1
Chaudière-Appalaches	6	9,7	0	0,0	21	12,8	10	6,0	**27**	**11,9**	10	4,3
Côte-Nord	2	3,2	3	4,8	1	0,6	0	0,0	**3**	**1,3**	3	1,3
Estrie	1	1,6	6	9,7	4	2,4	11	6,5	**5**	**2,2**	17	7,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3	4,8	2	3,2	1	0,6	2	1,2	**4**	**1,8**	4	1,7
Lanaudière	2	3,2	3	4,8	22	13,4	8	4,8	**24**	**10,6**	11	4,8
Laurentides	1	1,6	5	8,1	12	7,3	25	14,9	**13**	**5,8**	30	13,0
Laval	2	3,2	0	0,0	14	8,5	14	8,3	**16**	**7,1**	14	6,1
Mauricie et Centre-du-Québec	2	3,2	10	16,1	6	3,7	13	7,7	**8**	**3,5**	23	10,0
Outaouais	4	6,5	2	3,2	3	1,8	4	2,4	**7**	**3,1**	6	2,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3	4,8	9	14,5	5	3,0	7	4,2	**8**	**3,5**	16	7,0
Total partiel	*38*	*61,3*	*50*	*80,6*	*105*	*64,0*	*108*	*64,3*	***143***	***63,3***	*158*	*68,7*
Indéterminée	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	0	0,0
Total	**62**	**100**	**62**	**100**	**164**	**100**	**168**	**100**	**226**	**100**	230	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1 er janvier et le 31 décembre de l'année visée; décès acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2018 et 2 dossiers pour 2017.

Tableau 10.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites et acceptées[1] selon la direction régionale et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte				Travailleuse qui allaite				**Total**			
	2018		2017		**2018**		2017		**2018**		2017	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	7 083	21,6	7 075	22,0	28	10,9	31	11,8	**7 111**	**21,6**	7 106	21,9
Total partiel	*7 083*	*21,6*	*7 075*	*22,0*	*28*	*10,9*	*31*	*11,8*	***7 111***	***21,6***	*7 106*	*21,9*
Longueuil	2 061	6,3	2 061	6,4	10	3,9	12	4,6	**2 071**	**6,3**	2 073	6,4
Saint-Jean-sur-Richelieu	987	3,0	969	3,0	3	1,2	9	3,4	**990**	**3,0**	978	3,0
Valleyfield	935	2,9	858	2,7	2	0,8	3	1,1	**937**	**2,8**	861	2,7
Yamaska	1 476	4,5	1 315	4,1	11	4,3	5	1,9	**1 487**	**4,5**	1 320	4,1
Total partiel	*5 459*	*16,7*	*5 203*	*16,2*	*26*	*10,1*	*29*	*11,1*	***5 485***	***16,6***	*5 232*	*16,2*
Abitibi-Témiscamingue	1 014	3,1	927	2,9	17	6,6	10	3,8	**1 031**	**3,1**	937	2,9
Bas-Saint-Laurent	926	2,8	935	2,9	5	1,9	6	2,3	**931**	**2,8**	941	2,9
Capitale-Nationale	3 963	12,1	3 937	12,3	60	23,3	51	19,5	**4 023**	**12,2**	3 988	12,3
Chaudière-Appalaches	2 142	6,5	2 026	6,3	15	5,8	26	9,9	**2 157**	**6,5**	2 052	6,3
Côte-Nord	381	1,2	407	1,3	4	1,6	1	0,4	**385**	**1,2**	408	1,3
Estrie	1 488	4,5	1 448	4,5	30	11,6	35	13,4	**1 518**	**4,6**	1 483	4,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	336	1,0	271	0,8	2	0,8	6	2,3	**338**	**1,0**	277	0,9
Lanaudière	1 749	5,3	1 704	5,3	6	2,3	10	3,8	**1 755**	**5,3**	1 714	5,3
Laurentides	2 191	6,7	2 173	6,8	8	3,1	9	3,4	**2 199**	**6,7**	2 182	6,7
Laval	1 456	4,4	1 466	4,6	12	4,7	11	4,2	**1 468**	**4,5**	1 477	4,6
Mauricie et Centre-du-Québec	2 207	6,7	2 120	6,6	13	5,0	11	4,2	**2 220**	**6,7**	2 131	6,6
Outaouais	1 118	3,4	1 068	3,3	24	9,3	21	8,0	**1 142**	**3,5**	1 089	3,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 209	3,7	1 367	4,3	8	3,1	5	1,9	**1 217**	**3,7**	1 372	4,2
Total partiel	*20 180*	*61,7*	*19 849*	*61,8*	*204*	*79,1*	*202*	*77,1*	***20 384***	***61,8***	*20 051*	*61,9*
Total	**32 722**	**100**	32 127	100	**258**	**100**	262	100	**32 980**	**100**	32 389	100

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptées au 1er mars de l'année suivante, avec ou sans paiement.

Tableau 10.4

Répartition des établissements actifs[1]
selon la direction régionale

	2018		2017	
	Nombre d'établissements actifs	%	Nombre d'établissements actifs	%
Île-de-Montréal–1	12 598	4,6	12 553	4,6
Île-de-Montréal–2	18 831	6,9	19 045	7,0
Île-de-Montréal–3	33 022	12,1	32 726	12,0
Total partiel	*64 451*	*23,7*	*64 324*	*23,7*
Longueuil	16 553	6,1	16 520	6,1
Saint-Jean-sur-Richelieu	8 910	3,3	8 897	3,3
Valleyfield	8 580	3,2	8 530	3,1
Yamaska	12 462	4,6	12 430	4,6
Total partiel	*46 505*	*17,1*	*46 377*	*17,1*
Abitibi-Témiscamingue	6 839	2,5	6 770	2,5
Bas-Saint-Laurent	8 951	3,3	8 952	3,3
Capitale-Nationale	23 801	8,7	23 842	8,8
Chaudière-Appalaches	16 252	6,0	16 325	6,0
Côte-Nord	3 907	1,4	3 931	1,4
Estrie	11 261	4,1	11 314	4,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 753	1,7	4 762	1,8
Lanaudière	15 488	5,7	15 345	5,6
Laurentides	19 656	7,2	19 464	7,2
Laval	11 302	4,2	11 364	4,2
Mauricie et Centre-du-Québec	18 701	6,9	18 783	6,9
Outaouais	9 264	3,4	9 248	3,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10 946	4,0	11 050	4,1
Total partiel	161 121	*59,2*	161 150	*59,3*
Total	**272 077**	**100**	271 851	100

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 10.5
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection et des dossiers de promotion créés selon la direction régionale

	Dossiers d'intervention				Dossiers de promotion			
	2018		2017		**2018**		2017	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	1 955	11,2	1 794	10,5	7	12,7	9	17,6
Île-de-Montréal–2	802	4,6	766	4,5	3	5,5	8	15,7
Île-de-Montréal–3	1 167	6,7	993	5,8	0	0,0	1	2,0
Total partiel	*3 924*	*22,4*	*3 553*	*20,8*	*10*	*18,2*	*18*	*35,3*
Longueuil	731	4,2	754	4,4	1	1,8	3	5,9
Saint-Jean-sur-Richelieu	703	4,0	570	3,3	0	0,0	0	0,0
Valleyfield	296	1,7	298	1,7	0	0,0	0	0,0
Yamaska	689	3,9	756	4,4	1	1,8	0	0,0
Total partiel	*2 419*	*13,8*	*2 378*	*13,9*	*2*	*3,6*	*3*	*5,9*
Abitibi-Témiscamingue	630	3,6	548	3,2	0	0,0	0	0,0
Bas-Saint-Laurent	398	2,3	546	3,2	7	12,7	3	5,9
Capitale-Nationale	1 512	8,6	1 451	8,5	5	9,1	1	2,0
Chaudière-Appalaches	1 099	6,3	965	5,6	1	1,8	0	0,0
Côte-Nord	341	1,9	371	2,2	11	20,0	4	7,8
Estrie	887	5,1	907	5,3	1	1,8	3	5,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	320	1,8	400	2,3	0	0,0	0	0,0
Lanaudière	677	3,9	720	4,2	4	7,3	7	13,7
Laurentides	1 364	7,8	1 484	8,7	2	3,6	1	2,0
Laval	1 146	6,5	1 145	6,7	2	3,6	4	7,8
Mauricie et Centre-du-Québec	978	5,6	1 004	5,9	0	0,0	4	7,8
Outaouais	913	5,2	937	5,5	8	14,5	1	2,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	894	5,1	704	4,1	2	3,6	2	3,9
Total partiel	*11 159*	*63,8*	*11 182*	*65,3*	*43*	*78,2*	*30*	*58,8*
Total	**17 502**	**100**	17 113	100	**55**	**100**	51	100

Tableau 10.6
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées selon la direction régionale

	Visites				Dérogations			
	2018		2017		**2018**		2017	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	3 670	11,3	3 725	11,2	6 577	10,0	6 168	9,4
Île-de-Montréal–2	1 503	4,6	1 765	5,3	3 673	5,6	3 996	6,1
Île-de-Montréal–3	2 369	7,3	2 181	6,5	3 861	5,9	4 180	6,4
Total partiel	*7 542*	*23,2*	*7 671*	*23,0*	*14 111*	*21,4*	*14 344*	*21,9*
Longueuil	1 736	5,3	1 942	5,8	3 733	5,7	3 895	5,9
Saint-Jean-sur-Richelieu	1 131	3,5	1 053	3,2	3 175	4,8	2 795	4,3
Valleyfield	757	2,3	677	2,0	2 027	3,1	1 681	2,6
Yamaska	1 687	5,2	1 767	5,3	3 287	5,0	3 600	5,5
Total partiel	*5 311*	*16,3*	*5 439*	*16,3*	*12 222*	*18,5*	*11 971*	*18,3*
Abitibi-Témiscamingue	1 456	4,5	1 228	3,7	3 143	4,8	2 413	3,7
Bas-Saint-Laurent	608	1,9	955	2,9	1 357	2,1	2 399	3,7
Capitale-Nationale	2 761	8,5	2 810	8,4	4 982	7,6	5 444	8,3
Chaudière-Appalaches	1 904	5,8	1 947	5,8	4 263	6,5	4 535	6,9
Côte-Nord	789	2,4	721	2,2	1 590	2,4	1 184	1,8
Estrie	1 633	5,0	1 602	4,8	2 772	4,2	2 671	4,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	498	1,5	652	2,0	744	1,1	1 369	2,1
Lanaudière	1 097	3,4	1 273	3,8	2 085	3,2	1 996	3,0
Laurentides	2 353	7,2	2 363	7,1	5 232	7,9	4 677	7,1
Laval	1 942	6,0	2 086	6,3	4 585	7,0	4 636	7,1
Mauricie et Centre-du-Québec	2 083	6,4	2 152	6,5	3 430	5,2	3 114	4,8
Outaouais	1 078	3,3	1 159	3,5	1 973	3,0	2 080	3,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 504	4,6	1 290	3,9	3 396	5,2	2 621	4,0
Indéterminée	5	0,0	13	0,0	12	0,0	35	0,1
Total partiel	*19 711*	*60,5*	*20 251*	*60,7*	*39 564*	*60,0*	*39 174*	*59,8*
Total	**32 564**	**100**	33 361	100	**65 897**	**100**	65 489	100

Tableau 10.7
Répartition des décisions prises lors des interventions selon la direction régionale

	Décisions prises[1]				Constats d'infraction[2]			
	2018		2017		**2018**		2017	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	577	18,4	530	15,5	693	23,0	853	21,0
Île-de-Montréal–2	75	2,4	97	2,8	91	3,0	115	2,8
Île-de-Montréal–3	112	3,6	133	3,9	98	3,2	146	3,6
Total partiel	*764*	*24,3*	*760*	*22,2*	*882*	*29,2*	*1 114*	*27,4*
Longueuil	145	4,6	148	4,3	207	6,9	249	6,1
Saint-Jean-sur-Richelieu	90	2,9	95	2,8	95	3,1	104	2,6
Valleyfield	103	3,3	115	3,4	108	3,6	104	2,6
Yamaska	181	5,8	211	6,2	156	5,2	232	5,7
Total partiel	*519*	*16,5*	*569*	*16,6*	*566*	*18,8*	*689*	*16,9*
Abitibi-Témiscamingue	56	1,8	63	1,8	83	2,8	63	1,5
Bas-Saint-Laurent	85	2,7	144	4,2	70	2,3	187	4,6
Capitale-Nationale	215	6,9	209	6,1	148	4,9	222	5,5
Chaudière-Appalaches	123	3,9	147	4,3	180	6,0	215	5,3
Côte-Nord	46	1,5	57	1,7	32	1,1	59	1,5
Estrie	91	2,9	138	4,0	79	2,6	117	2,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22	0,7	35	1,0	28	0,9	58	1,4
Lanaudière	95	3,0	138	4,0	84	2,8	139	3,4
Laurentides	425	13,5	411	12,0	394	13,1	462	11,4
Laval	204	6,5	219	6,4	192	6,4	315	7,7
Mauricie et Centre-du-Québec	245	7,8	281	8,2	125	4,1	215	5,3
Outaouais	97	3,1	113	3,3	58	1,9	78	1,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	149	4,7	141	4,1	96	3,2	135	3,3
Indéterminée	2	0,1	5	0,1	0	0,0	0	0,0
Total partiel	*1 855*	*59,1*	*2 101*	*61,3*	*1 569*	*52,0*	*2 265*	*55,7*
Total	**3 138**	**100**	3 430	100	**3 017**	**100**	4 068	100

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Section 11
Les normes du travail

Description

Le secteur Normes du travail de la CNESST surveille la mise en œuvre et l'application des normes du travail, en particulier par l'exercice des fonctions suivantes :

- Informer et renseigner les salariés et les employeurs sur leurs droits et leurs obligations prévus à la Loi sur les normes du travail (LNT);
- Surveiller l'application des normes du travail et, s'il y a lieu, transmettre ses recommandations au ministre;
- Recevoir les recours des salariés et les indemniser dans la mesure prévue par la LNT et les règlements;
- Tenter d'amener les employeurs et les salariés à s'entendre quant à leurs mésententes relatives à l'application de la LNT et des règlements.

Les tableaux dans cette section présentent des informations relatives aux demandes déposées et au traitement des recours, aux activités de médiation, d'enquête et demandes d'étalement des heures de travail, aux demandes de révision, aux poursuites pénales, aux activités de conciliation du TAT en lien avec les normes du travail, ainsi qu'aux normes en infraction déclarées dans les recours pécuniaires.

Note : Le terme «recours» réfère ici à la notion de plaintes au sens de la Loi sur les normes du travail.

À signaler, entre 2017 et 2018 :

- Hausse de 4,7 % des demandes déposées (incluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte) avec une hausse pour tous les types de recours sauf congédiement fait sans une cause juste et suffisante
- Hausse de 7,7 % des demandes traitées (incluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte)
- Hausse de 2,4 % des fiches de dénonciation produites et baisse de -8,6 % du montant des amendes
- 74,7 % des conciliations effectuées en 2018 conclues par une entente, pour le TAT

Tableau 11.1
Réception des demandes et traitement des recours en lien avec les normes du travail, selon le type de demande

	Pécuniaire		Pratique interdite		Congédiement fait sans une cause juste et suffisante		Harcèlement psychologique		Administrative		Disparité de traitement[1]		Total	
	2018	2017	**2018**	2017	**2018**	2017	**2018**	2017	**2018**	2017	**2018**	2017	**2018**	2017
Demandes déposées	**17 565**	16 935	**6 028**	5 680	**8 266**	8 439	**5 220**	4 669	**3 212**	2 756	**9**	-	**40 300**	38 479
Demandes traitées	**18 228**	17 059	**5 870**	5 422	**8 394**	8 173	**5 074**	4 528	**3 257**	2 729	**9**	-	**40 832**	37 911
Demandes fermées sans dépôt officiel de plainte[2]	2 584	2 377	1 555	1 435	3 523	3 478	1 239	993	827	630	7	-	9 735	8 913
Recours traités sans intervention juridique	12 787	12 196	3 251	3 278	3 432	3 607	3 642	3 400	2 430	2 090	2	-	25 544	24 571
Recours traités avec intervention juridique	2 857	2 486	1 064	709	1 439	1 088	193	135	0	9	0	-	5 553	4 427

1. Les données sont seulement disponibles à partir de juin 2018.

2. Demandes non recevables sans écrit et règlement hâtif après réception.

Tableau 11.2
Mode de réception des demandes déposées

	2018	2017
En ligne	**20 331**	20 656
Téléphone	**18 542**	16 301
Autre	**1 427**	1 522
Total	**40 300**	38 479

Tableau 11.3a
Répartition des demandes déposées selon le sexe du plaignant et le type de demande

	Pécuniaire		Pratique interdite		Congédiement fait sans une cause juste et suffisante		Harcèlement psychologique		Administrative		Disparité de traitement[1]		Total	
	2018	2017	**2018**	2017	**2018**	2017	**2018**	2017	**2018**	2017	**2018**	2017	**2018**	2017
Homme	9 223	8 836	2 597	2 443	4 026	4 151	2 219	1 895	1 570	1 338	7	-	**19 642**	18 663
Femme	8 342	8 099	3 431	3 237	4 240	4 288	3 001	2 774	1 642	1 418	2	-	**20 658**	19 816
Total	**17 565**	16 935	**6 028**	5 680	**8 266**	8 439	**5 220**	4 669	**3 212**	2 756	**9**	-	**40 300**	38 479

1. Les données sont seulement disponibles à partir de juin 2018.

Tableau 11.3b
Répartition des demandes déposées selon l'âge du plaignant et le type de demande

	Pécuniaire		Pratique interdite		Congédiement fait sans une cause juste et suffisante		Harcèlement psychologique		Administrative		Disparité de traitement[1]		Total	
	2018	2017	**2018**	2017	**2018**	2017	**2018**	2017	**2018**	2017	**2018**	2017	**2018**	2017
15 à 24 ans	2 920	2 764	679	661	911	917	535	492	546	462	0	-	**5 591**	5 296
25 à 34 ans	3 636	3 709	1 400	1 321	1 617	1 690	1 028	891	616	523	1	-	**8 298**	8 134
35 à 44 ans	2 947	2 940	1 268	1 217	1 642	1 780	1 045	1 053	463	440	1	-	**7 366**	7 430
45 à 54 ans	2 712	2 770	1 022	1 024	1 652	1 755	1 064	999	402	362	3	-	**6 855**	6 910
55 à 64 ans	2 072	2 013	721	696	1 348	1 339	778	658	314	277	2	-	**5 235**	4 983
65 ans ou plus	371	342	114	89	255	227	108	58	57	41	0	-	**905**	757
Indéterminé	2 907	2 397	824	672	841	731	662	518	814	651	2	-	**6 050**	4 969
Total	**17 565**	16 935	**6 028**	5 680	**8 266**	8 439	**5 220**	4 669	**3 212**	2 756	**9**	-	**40 300**	38 479

1. Les données sont seulement disponibles à partir de juin 2018.

Tableau 11.4

Demandes déposées selon le secteur d'activité et le type de demande[1,2]

							2018
	Pécuniaire	**Pratique interdite**	**Congédiement fait sans une cause juste et suffisante**	**Harcèlement psychologique**	**Administrative**	**Disparité de traitement**	**Total**
Administrations et services publics	230	135	224	188	20	1	**798**
Agriculture, foresterie, pêche et mines	234	70	116	65	43	0	**528**
Arts, loisirs et culture	693	282	464	279	99	0	**1 817**
Autres services	1 454	467	664	316	261	1	**3 163**
Commerce de détail	1 886	762	1 101	643	269	0	**4 661**
Commerce de gros	857	433	596	330	84	1	**2 301**
Construction	844	207	335	167	135	0	**1 688**
Fabrication (manufacturier)	1 123	613	799	453	107	1	**3 096**
Finances, assurances et services immobiliers	780	393	570	314	103	1	**2 161**
Hébergement et services de restauration	2 354	569	852	455	460	1	**4 691**
Services d'enseignement	178	109	145	114	29	0	**575**
Services professionnels	1 561	599	880	480	195	0	**3 715**
Soins de santé et assistance sociale	891	503	612	437	152	1	**2 596**
Transport et entreposage	530	143	233	103	94	0	**1 103**

1. Les demandes pour lesquelles le secteur d'activité est indéterminé ne sont pas présentées.

2. Une demande peut être associée à plusieurs secteurs d'activité.

						2017
	Pécuniaire	**Pratique interdite**	**Congédiement fait sans une cause juste et suffisante**	**Harcèlement psychologique**	**Administrative**	**Total**
Administrations et services publics	208	111	170	146	19	654
Agriculture, foresterie, pêche et mines	262	67	124	56	41	550
Arts, loisirs et culture	668	231	407	239	95	1 640
Autres services	1 369	460	640	342	219	3 030
Commerce de détail	1 784	768	1 168	660	240	4 620
Commerce de gros	776	361	583	253	89	2 062
Construction	811	211	323	130	135	1 610
Fabrication (manufacturier)	1 183	577	831	446	91	3 128
Finances, assurances et services immobiliers	875	408	645	332	82	2 342
Hébergement et services de restauration	2 347	552	832	436	391	4 558
Services d'enseignement	195	99	127	104	20	545
Services professionnels	1 560	572	861	435	181	3 609
Soins de santé et assistance sociale	994	482	650	410	148	2 684
Transport et entreposage	548	152	218	121	84	1 123

Tableau 11.5
Activités de médiation, d'enquête et demandes d'étalement des heures de travail traitées, selon le bureau

	Médiations réalisées		Enquêtes pécuniaires réalisées		Enquêtes harcèlement psychologique réalisées		Étalement des heures de travail	
	2018	2017	**2018**	2017	**2018**	2017	**2018**	2017
Abitibi-Témiscamingue	65	92	89	175	5	3	0	1
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	88	92	230	196	0	0	0	0
Capitale-Nationale	316	349	515	471	56	69	0	2
Centre-du-Québec et Mauricie	212	225	432	360	58	46	21	22
Chaudière-Appalaches	288	243	271	150	30	30	9	0
Côte-Nord	24	16	218	127	0	0	0	1
Estrie	131	155	424	451	52	50	7	3
Lanaudière	0	0	0	0	0	0	0	0
Laurentides	1	1	1 316	1 179	1	0	10	3
Laval	949	745	6	3	136	110	0	0
Montérégie	840	801	668	913	114	61	4	4
Montréal	1 097	1 364	1 974	1 880	217	171	76	63
Outaouais	159	174	166	143	7	13	5	6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	49	82	318	198	32	27	13	20
Équipe d'enquête spécialisée	0	0	38	25	0	0	0	0
Faillite	0	0	212	234	0	0	0	0
Total	**4 219**	4 339	**6 877**	6 505	**708**	580	**145**	125

Tableau 11.6
Traitement des demandes d'étalement des heures de travail

	2018	2017
Demandes reçues	**139**	123
Nouvelles demandes	63	80
Renouvellement	76	43
Demandes terminées	**144**	125
Autorisées	100	100
Refusées	19	17
Désistements	25	8
Salariés visés par les autorisations	**3 719**	1 848

Tableau 11.7
Demandes de révision traitées

	2018	2017
Demandes reçues au cours de l'exercice	**959**	963
Demandes traitées au cours de l'exercice	**993**	992
Demandes accordées	324	331
Demandes refusées	647	633
Demandes réglées sans la nécessité d'une décision	22	28

Tableau 11.8
Poursuites pénales

	2018	2017
Nombre de fiches de dénonciation produites[1]	**724**	707
Nombre de condamnations sur poursuites pénales[2]	**199**	193
Montant des amendes[3]	**167 551,00 $**	183 310,00 $

1. Anciennement, rapports d'infraction.

2. Une condamnation est généralement liée à plusieurs fiches de dénonciation.

3. La Commission ne perçoit pas les revenus des amendes. Elles sont payables au ministère des Finances et versées au fonds consolidé du revenu.

Tableau 11.9

Participation de la CNESST aux activités de conciliation du TAT[1,2,3] en lien avec les normes du travail

	2018	2017
Conciliations effectuées	**795**	629
Avec entente	594	487
Sans entente	201	142
Taux de règlement[4]	**74,7%**	77,4%

1. Tribunal administratif du travail.

2. Les avocats de la CNESST représentent le salarié lors de la conciliation.

3. Les activités de conciliation sont liées au traitement des recours pour une pratique interdite, pour une congédiement sans une cause juste et suffisante et pour harcèlement psychologique.

4. Proportion des conciliations qui se concluent par une entente par rapport au total des conciliations effectuées.

Tableau 11.10

Répartition des demandes déposées[1] selon la région administrative et le type de demande

							2018	2017
	Pécuniaire	**Pratique interdite**	**Congédiement fait sans une cause juste et suffisante**	**Harcèlement psychologique**	**Administrative**	**Disparité de traitement**	**Total**	Total
Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec	232	80	113	65	50	0	**540**	600
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	428	158	219	155	76	0	**1 036**	883
Capitale-Nationale	1 484	476	641	381	302	1	**3 285**	3 265
Centre-du-Québec et Mauricie	850	298	377	287	162	1	**1 975**	1 887
Chaudière-Appalaches	650	250	330	188	106	1	**1 525**	1 565
Côte-Nord	160	54	72	47	17	1	**351**	391
Estrie	516	191	263	164	102	0	**1 236**	1 258
Lanaudière	1 129	410	519	320	215	0	**2 593**	2 361
Laurentides	1 461	487	663	421	265	1	**3 298**	3 157
Laval	1 043	348	496	312	170	0	**2 369**	2 187
Montérégie	3 303	1 173	1 621	985	608	3	**7 693**	7 215
Montréal	5 091	1 674	2 365	1 507	923	0	**11 560**	11 075
Outaouais	604	243	295	206	124	0	**1 472**	1 412
Saguenay–Lac-Saint-Jean	494	156	242	149	81	1	**1 123**	1 065
Hors Québec	120	30	50	33	11	0	**244**	158
Total	**17 565**	**6 028**	**8 266**	**5 220**	**3 212**	**9**	**40 300**	38 479

1. Incluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

Tableau 11.11

Répartition des infractions déclarées dans les recours pécuniaires traités[1]
selon la région administrative

									2018	2017
	Avis de cessation	**Congés pour raisons familiales**	**Fête nationale**	**Frais liés à l'emploi**	**Jours fériés**	**Pourboires**	**Salaires**	**Vacances**	**Total**	Total
Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec	103	1	12	14	23	1	140	117	**411**	413
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	198	0	26	17	26	2	228	211	**708**	556
Capitale-Nationale	524	0	86	69	100	35	855	771	**2 440**	2 353
Centre-du-Québec et Mauricie	386	0	62	58	45	10	437	432	**1 430**	1 435
Chaudière-Appalaches	284	2	38	40	44	11	358	343	**1 120**	1 137
Côte-Nord	72	0	10	7	9	2	82	72	**254**	229
Estrie	200	0	27	28	23	5	280	258	**821**	907
Lanaudière	488	5	64	68	77	20	651	612	**1 985**	1 728
Laurentides	626	7	92	85	124	20	808	739	**2 501**	2 322
Laval	439	0	51	50	89	15	527	523	**1 694**	1 595
Montérégie	1 323	3	166	155	228	50	1 741	1 620	**5 286**	5 193
Montréal	2 028	4	324	209	405	131	2 801	2 688	**8 590**	7 568
Outaouais	257	1	52	23	46	20	365	317	**1 081**	957
Saguenay–Lac-Saint-Jean	210	0	18	25	26	6	252	190	**727**	848
Hors Québec	51	1	15	11	15	3	97	83	**276**	454
Total[2]	**7 189**	**24**	**1 043**	**859**	**1 280**	**331**	**9 622**	**8 976**	**29 324**	27 695

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Le nombre d'infractions déclarées diffère du nombre de recours, car un recours peut porter sur plusieurs infractions.

Tableau 11.12

Répartition des recours traités[1] pour pratique interdite selon le motif invoqué par le salarié

	2018	2017
Absence pour maladie, accident, préjudice ou violence	2327	1842
Âge de la retraite	34	41
Années de service (retraite)	3	2
Exercice d'un droit	1081	0
Blessure d'acte criminel	1	1
Congé pour raison familiale	272	203
Débiteur alimentaire	7	1
Décès d'acte criminel	2	3
Demande de sommes dues	790	667
Dénonciation - Lutte contre la corruption / Loi secteur financier	2	4
Disparation enfant mineur	1	0
Divulgation actes répréhensibles	7	2
Droit prévu à la Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite	4	0
Éluder l'application de la loi	367	315
Éluder l'application de la Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite	2	0
Enquête de la Commission	163	128
Entente d'étalement des heures	0	0
Exercice d'un droit (autre droit)	0	826
Information au syndic d'un ordre professionnel	1	0
Loi électorale	8	10
Refus d'heures supplémentaires	98	97
Renseignements ou témoignage	80	69
Retour de congé de maternité	154	164
Retour de congé de paternité	63	46
Retour de congé parental	150	167
Saisie-arrêt	34	37
Salariée enceinte	353	348
Signalement de maltraitance	2	1
Suicide de conjoint ou enfant	0	2
Victime d'un acte criminel	42	32
Total[2]	**6 048**	**5 008**

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Le nombre de motifs diffère du nombre de recours, car un recours peut porter sur plusieurs motifs.

Tableau 11.13

Résultats liés au traitement des recours pécuniaires[1]

	2018		2017	
Sans intervention juridique	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Litige résolu	8 298	64,9	8 069	66,2
Désistement	2 477	19,4	2 320	19,0
Non-admissibilité du salarié	1 603	12,5	1 457	11,9
Faillite	115	0,9	147	1,2
Preuve insuffisante pour établir la réclamation	294	2,3	203	1,7
Total des recours traités sans intervention juridique	**12 787**	**100**	12 196	100

	2018		2017	
Avec intervention juridique[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Absence de compétence de la Commission	15	0,5	16	0,6
Déboutement et plainte non fondée	5	0,2	3	0,1
Désistement sans règlement	64	2,2	50	2,0
Règlement hors cour	1 020	35,7	856	34,4
Règlement avant poursuite (PRD)	355	12,4	311	12,5
Jugement exécuté	303	10,6	221	8,9
Faillite	420	14,7	501	20,2
Faits nouveaux	78	2,7	141	5,7
Insolvabilité	582	20,4	362	14,6
Préavis non exigible des administrateurs	15	0,5	25	1,0
Total des recours traités avec intervention juridique	**2 857**	**100**	2 486	100

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. L'intervention juridique renvoie à la prise en charge complète d'un recours par les avocats de la Commission, ceux-ci pouvant agir à tous les stades de son traitement.

Tableau 11.14

Résultats liés au traitement des recours pour pratique interdite[1]

	2018		2017	
Sans dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Désistement	568	17,5	541	16,5
Entente	1 420	43,7	1 459	44,5
Non-admissibilité du salarié	1 057	32,5	1 111	33,9
Recours transmis au TAT - non-représentation	206	6,3	167	5,1
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**3 251**	**100**	3 278	100

	2018		2017	
Avec dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Absence de compétence de la Commission	2	0,2	1	0,1
Décision favorable	23	2,2	22	3,1
Décision défavorable	47	4,4	25	3,5
Faillite de l'employeur	22	2,1	18	2,5
Non-représentation	92	8,6	76	10,7
Règlement hors cour	702	66,0	445	62,8
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	176	16,5	122	17,2
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**1 064**	**100**	709	100

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Tribunal administratif du travail.

Tableau 11.15

Résultats liés au traitement des recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante[1]

	2018		2017	
Sans dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Non-admissibilité du salarié	785	22,9	836	23,2
Désistement	582	17,0	582	16,1
Entente	1 830	53,3	1 971	54,6
Recours transmis au TAT - non-représentation	235	6,8	218	6,0
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**3 432**	**100**	3 607	100

	2018		2017	
Avec dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Absence de compétence de la Commission	0	0,0	4	0,4
Décision favorable	31	2,2	30	2,8
Décision défavorable	47	3,3	29	2,7
Faillite de l'employeur	26	1,8	23	2,1
Non-représentation	94	6,5	90	8,3
Règlement hors cour	1 063	73,9	755	69,4
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	178	12,4	157	14,4
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**1 439**	**100**	1 088	100

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Tribunal administratif du travail.

Tableau 11.16

Résultats liés au traitement des recours pour harcèlement psychologique[1]

	2018		2017	
Sans dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Irrecevabilité	774	21,3	802	23,6
Critères en harcèlement non satisfaits	1 166	32,0	1 151	33,9
Désistement	644	17,7	537	15,8
Entente	458	12,6	399	11,7
Recours fermé avec un autre type de recours[3]	135	3,7	121	3,6
Recours non fondé	431	11,8	367	10,8
Aucune entente	34	0,9	23	0,7
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**3 642**	**100**	3 400	100

	2018		2017	
Avec dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Décision favorable	2	1,0	6	4,4
Décision défavorable	7	3,6	6	4,4
Employeur en faillite, introuvable ou insolvable	4	2,1	3	2,2
Non-représentation	11	5,7	13	9,6
Règlement hors cour	160	82,9	90	66,7
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	9	4,7	17	12,6
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**193**	**100**	135	100

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Tribunal administratif du travail.

3. Pratique interdite; congédiement fait sans une cause juste et suffisante.

Tableau 11.17

Activités de surveillance réalisées par secteur d'activité économique[1,2]

	Nombre d'activités réalisées	
	2018 [3]	**2017**
Administrations et services publics	14	14
Agriculture, foresterie, pêche et mines	85	81
Arts, loisirs et culture	33	43
Autres services	76	136
Commerce de détail	135	182
Commerce de gros	60	108
Construction	43	97
Fabrication (manufacturier)	113	213
Finances, assurances et services immobiliers	45	70
Hébergement et services de restauration	214	315
Services d'enseignement	12	15
Services professionnels	157	167
Soins de santé et assistance sociale	52	73
Transport et entreposage	40	89

1. Les activités de surveillance pour lesquelles le secteur d'activité est indéterminé ne sont pas présentées.

2. Une activité de surveillance peut viser plus d'un employeur et plus d'un secteur d'activité économique

3. Les données de 2018 et 2017 n'ont pas la même maturité. La comparabilité peut en être affectée.

Section 12
L'équité salariale

Description

Le secteur Équité salariale de la CNESST voit à l'application de la Loi sur l'équité salariale, afin que le travail féminin soit rémunéré à sa juste valeur.

Les tableaux dans cette section présentent le bilan de l'application de la Loi sur l'équité salariale basé sur la Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale (DEMES), les interventions réalisées dans le cadre du programme de vérification et le traitement des recours en lien avec l'équité salariale.

Note : Le terme «recours» réfère ici aux notions de plaintes et différends au sens de la Loi sur l'équité salariale.

À signaler, entre 2017 et 2018 :

- Hause de 0,9 % des entreprises assujetties à la Loi sur l'équité salariale
- Hausse de 0,8 % de la proportion des entreprises ayant déclaré avoir réalisé leur exercice d'équité salariale
- 70,8 % des entreprises ayant déclaré en 2018 avoir réalisé leur 1re évaluation du maintien de l'équité salariale

- 83 recours déposés à la Commission en 2018
- 52,1 % des recours traités réglés par médiation

Tableau 12.1

Application de la Loi sur l'équité salariale[1]

		2018	2017	2016	2015	2014
Entreprises assujetties à la Loi sur l'équité salariale selon la DEMES	nombre	**35 599**	35 294	35 507	34 794	33 593
Entreprises ayant déclaré avoir réalisé leur exercice d'équité salariale parmi celles dont le délai était venu à échéance	nombre	**30 451**	29 756	28 648 [2]	26 747	23 606
	%	**92,9**	92,1	89,2 [2]	86,3	79,7
Entreprises ayant déclaré avoir réalisé leur 1re évaluation du maintien de l'équité salariale parmi celles dont le délai était venu à échéance	nombre	**15 691**	14 593	13 598 [2]	7 050	6 366
	%	**70,8**	69,2	65,8 [2,3]	73,2	83,6
Taux de production de la DEMES (%)[1]	%	**76,3**	73,1	66,9	68,3	58,6

1. Toutes les données sur l'application de la Loi sur l'équité salariale proviennent de la Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale (DEMES).
2. Données révisées pour tenir compte de la mise à jour de la population des entreprises (ex.: retrait des entreprises inactives/fermées).
3. Le nombre d'employeurs devant réaliser une première évaluation du maintien a doublé en 2016.
   Ceux-ci ayant un an pour déclarer la réalisation de leurs obligations, les données sur l'évaluation du maintien en 2016 ne seront «matures» qu'à la fin de l'année 2017.

Source: VPES.

Tableau 12.2
Vérifications en lien avec l'équité salariale

	2018	2017	2016	2015 [1]	2014
Vérifications réalisées	**1 423**	2 051	644	3 197	835
Employeurs pour lesquels des correctifs ont été demandés	**1 035**	1 398	236	1 206	715

1. Une opération massive a été réalisée en 2015.
Source: VPES.

Tableau 12.3
Traitement des recours en lien avec l'équité salariale

	2018	2017	2016	2015	2014
Recours déposés[1]	**83**	**211**	**11 616** [2]	**86**	**121**
Plaintes	**78**	206	11 608	82	118
Différends	**5**	5	8	4	3
Recours traités selon le type de règlement	**265**	**517**	**2 174**	**733** *	**541**
Enquête et médiation	**204**	**462**	**2 121**	**695**	**166**
Enquêtes	42	121	325	292 *	0
Médiations	138	132	1 400	403 *	166
Recours irrecevables	24	209	396	n.d.	n.d.
Processus décisionnels	**61**	**55**	**53**	**38** *	**375**

1. Un très grand nombre de recours visent le secteur parapublic.
2. Des échéances particulières étaient prévues dans la loi en 2016.

* Un nouveau processus d'enquête favorisant le règlement entourant le processus des enquêtes et des médiations à la satisfaction des parties étant en vigueur depuis le 1er avril 2015, la donnée pour 2015 couvre la période du 1er avril au 31 décembre.

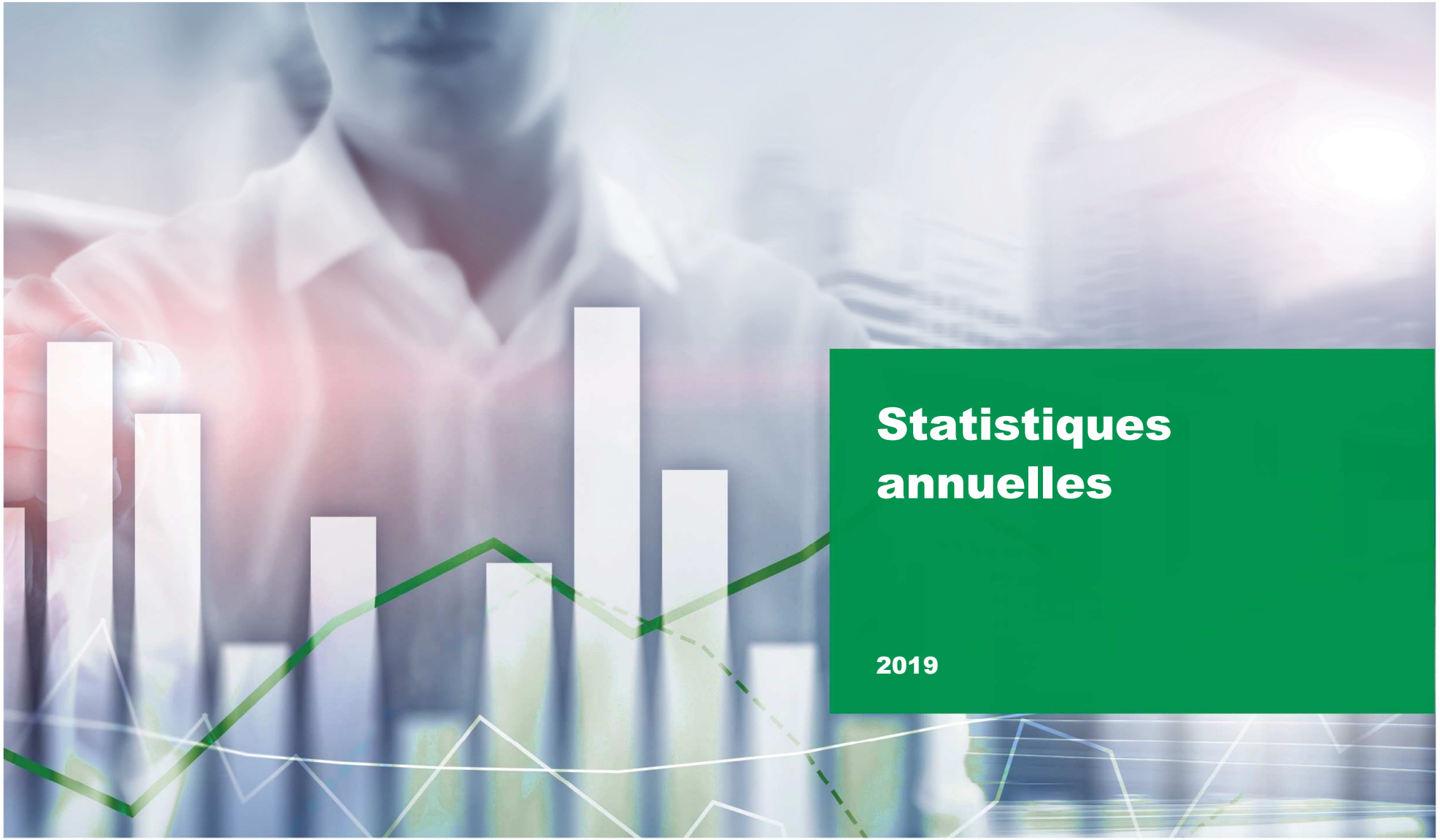
Source: VPES.

Pour nous joindre

1 844 838-0808

cnesst.gouv.qc.ca

DC200-1046-26 (2019-09)



Statistiques annuelles

2019

Commission des normes, de l'équité,
de la santé et de la sécurité du travail

cnesst.gouv.qc.ca

CNESST

Statistiques annuelles

2019

Le document Statistiques annuelles 2019
a été préparé par la Direction de la statistique et de l'information de gestion,
Direction générale de la comptabilité et de la gestion de l'information

Directrice générale de la comptabilité et de la gestion de l'information
Danielle Lamarche

Directeur de la statistique et de l'information de gestion
Jacques Aubin

Responsable du projet et réalisation
Sylvie Blouin

Collaboration
Guillaume Fortin, Pascal Gélinas, Julien Cloutier et Stéphane Crespo de la Direction de la statistique et de l'information de gestion,
Vice-présidence à l'équité salariale et Vice-présidence aux normes du travail

Conception de la page couverture
Direction générale des communications

Reproduction autorisée avec mention de la source.

Pour tout renseignement sur le contenu, s'adresser au
Direction de la statistique et de l'information de gestion,
Direction générale de la comptabilité et de la gestion de l'information
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
524, rue Bourdages
C.P. 1200, terminus postal
Québec (Québec) G1K 7E2

© Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail du Québec, 2020
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2020
ISBN 978-2-550-87856-8 (PDF)

Novembre 2020
www.cnesst.gouv.qc.ca

Table des matières

Liste des tableaux et graphiques **5**

Introduction **13**

Section 1 **Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail** **17**

Section 2 **Volet financier des programmes de réparation** **31**

Section 3 **Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*** **51**

Section 4 **Prévention-inspection** **59**

Section 5 **Financement du régime de santé et de sécurité du travail** **71**

Section 6 **Processus de contestation en matière de santé et de sécurité du travail** **83**

Section 7 **Volet statistique des programmes de réparation** **91**

Section 8 **Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*** **115**

Section 9 **Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail** **127**

Section 10 **Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail** **145**

Section 11 **Les normes du travail** **157**

Section 12 **L'équité salariale** **177**

Annexe **184**

Liste des tableaux et graphiques

Section 1 Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail

Tableau 1.1 Informations générales sur les lésions professionnelles et le programme *Pour une maternité sans danger* 23

Tableau 1.2 Informations générales sur la prévention-inspection 24

Tableau 1.3 Informations générales sur le financement 25

Tableau 1.4 Informations générales sur le processus de contestation 26

Tableau 1.5 Informations générales sur l'état des résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) 27

Graphique 1.1 Répartition relative des produits du FSST en 2019 28

Graphique 1.2 Répartition relative des charges du FSST en 2019 29

Section 2 Volet financier des programmes de réparation

Tableau 2.1 Répartition des lésions professionnelles avec paiement selon la catégorie de prestation 37

Tableau 2.2 Répartition des prestations des lésions professionnelles avec paiement selon l'année de la lésion professionnelle et la catégorie de prestation 38

Tableau 2.3 Répartition des lésions professionnelles indemnisées selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 39

Tableau 2.4 Répartition des lésions professionnelles avec des frais d'assistance médicale selon la catégorie de frais d'assistance médicale et la catégorie de la lésion professionnelle 40

Tableau 2.5 Répartition des lésions professionnelles avec des frais de réadaptation selon la catégorie de frais de réadaptation et la catégorie de la lésion professionnelle 41

Tableau 2.6 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu et la catégorie de la lésion professionnelle 42

Tableau 2.7 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 43

Tableau 2.8 Répartition du total des jours indemnisés pour les lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu, l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 44
Tableau 2.9 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel selon la catégorie d'indemnité pour préjudice corporel et la catégorie de la lésion professionnelle 45
Tableau 2.10 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 46
Tableau 2.11 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour incapacité permanente selon la catégorie d'indemnité pour incapacité permanente 47
Tableau 2.12 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès selon la catégorie d'indemnités de décès et la catégorie de la lésion professionnelle 48
Tableau 2.13 Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle 49
Graphique 2.1 Répartition relative des prestations des programmes de réparation en 2019 50

Section 3 Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*

Tableau 3.1 Répartition des réclamations traitées selon l'année de l'événement et la catégorie du retrait 55
Tableau 3.2 Répartition des réclamations traitées selon la catégorie de prestation et la catégorie du retrait 56
Graphique 3.1 Répartition relative des prestations du programme *Pour une maternité sans danger* en 2019 57

Section 4 Prévention-inspection

Tableau 4.1 Répartition des dépenses en matière de prévention selon la catégorie de dépense 65
Tableau 4.2 Répartition des dossiers d'intervention créés selon le type d'intervention 66
Tableau 4.3 Répartition des dossiers de promotion créés selon le genre d'activité de promotion 67
Tableau 4.4 Visites effectuées et employeurs, établissements, chantiers de construction et autres lieux visités 68
Tableau 4.5 Décisions prises selon le type de décision 69

Graphique 4.1 Répartition relative des dépenses en matière de prévention en 2019 70

Section 5 Financement du régime de santé et de sécurité du travail

Tableau 5.1 Répartition du taux moyen de cotisation décrété par 100 $ de masse salariale assurable selon la composante du taux de cotisation 75

Tableau 5.2a Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations selon le mode de tarification de l'employeur 76

Tableau 5.2b Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations selon le degré de personnalisation des employeurs au taux personnalisé 76

Tableau 5.3 Répartition des dossiers d'expérience, des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations selon la catégorie de tarification du dossier d'expérience 77

Tableau 5.4a Répartition des mutuelles de prévention et des employeurs membres d'une mutuelle selon l'année d'adhésion à la mutuelle 78

Tableau 5.4b Données financières et répartition des mutuelles de prévention ouvertes pour 2018 et 2019 selon le nombre d'employeurs membres d'une mutuelle 78

Graphique 5.1 Répartition relative du taux moyen de cotisation décrété en 2019 selon la composante du taux de cotisation 79

Graphique 5.2 Répartition relative des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2019 selon le mode de tarification de l'employeur 80

Graphique 5.3 Répartition relative des dossiers d'expérience, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2019 selon la catégorie de tarification 81

Graphique 5.4 Répartition relative de la masse salariale de 2019 des employeurs membres d'une mutuelle en 2019, selon le secteur d'activité économique principal 82

Section 6 Processus de contestation en matière de santé et de sécurité du travail

Tableau 6.1 Répartition des demandes inscrites par la Direction générale de la révision administrative (DGRA) selon le domaine d'intervention 87

Tableau 6.2 Répartition des décisions rendues par la Direction générale de la révision administrative (DGRA) selon le demandeur 88

Tableau 6.3 Répartition des recours déposés et des recours finalisés selon l'article de loi concerné par le recours 89

Section 7 Volet statistique des programmes de réparation

Tableau 7.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle 95

Tableau 7.2 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés selon les caractéristiques des bénéficiaires et la catégorie de la lésion professionnelle 96

Tableau 7.3 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés selon le siège de la lésion et l'âge du travailleur à l'accident 97

Tableau 7.4 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés selon le genre d'accident ou d'exposition 98

Tableau 7.5 Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés selon la nature de la lésion 99

Tableau 7.6a Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés selon l'agent causal de la lésion 100

Tableau 7.6b Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés selon l'agent causal secondaire 100

Tableau 7.7 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés selon la profession du travailleur et la catégorie de la lésion professionnelle 101

Tableau 7.8 Répartition des dossiers pour maladies professionnelles ouverts et acceptés selon la nature de la maladie et l'âge du travailleur à la maladie 102

Tableau 7.9 Répartition des décès selon la catégorie de prestation et la catégorie de la lésion professionnelle 103

Tableau 7.10 Répartition des décès selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle 104

Tableau 7.11 Répartition des décès selon les caractéristiques des travailleurs décédés et la catégorie de la lésion professionnelle 105

Tableau 7.12 Répartition des décès pour accident du travail selon le siège de la lésion 106

Tableau 7.13 Répartition des décès pour accident du travail selon le genre d'accident ou d'exposition 107
Tableau 7.14a Répartition des décès pour accident du travail selon l'agent causal de la lésion 108
Tableau 7.14b Répartition des décès pour accident du travail selon l'agent causal secondaire 108
Tableau 7.15 Répartition des décès selon la profession du travailleur au décès 109
Tableau 7.16 Répartition des décès pour maladie professionnelle selon la nature de la maladie 110
Tableau 7.17 Répartition des décès pour maladie professionnelle selon le genre d'accident ou d'exposition 111
Graphique 7.1 Répartition relative des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2019 et acceptés selon l'âge du travailleur à la lésion professionnelle 112
Graphique 7.2 Répartition relative des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2019 et acceptés selon le siège de la lésion 113
Graphique 7.3 Répartition relative des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2019 et acceptés selon la nature de la maladie 114

Section 8 Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*

Tableau 8.1 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait 119

Tableau 8.2 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation 120

Tableau 8.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites et acceptées selon la nature de l'agresseur et la catégorie du retrait 121

Tableau 8.4 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites et acceptées selon la profession de la travailleuse et la catégorie du retrait 122

Graphique 8.1 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2019 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait 123

Graphique 8.2 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2019 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation 124

Graphique 8.3 Répartition relative des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites en 2019 et acceptées selon la nature de l'agresseur 125

Section 9 Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail

Tableau 9.1 SCIAN Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés selon le secteur SCIAN et la catégorie de la lésion professionnelle 129

Tableau 9.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle 130

Tableau 9.2 SCIAN Répartition des décès selon le secteur SCIAN et la catégorie de la lésion professionnelle 132

Tableau 9.2 Répartition des décès selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle 133

Tableau 9.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites et acceptées selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait 135
Tableau 9.4 Répartition des établissements actifs selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 137
Tableau 9.5 Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 139
Tableau 9.6 Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 141
Tableau 9.7 Répartition des décisions prises lors des interventions selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique 143

Section 10 Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail

Tableau 10.1 Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle 149
Tableau 10.2 Répartition des décès selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle 150
Tableau 10.3 Répartition des réclamations du programme *Pour une maternité sans danger* inscrites et acceptées selon la direction régionale et la catégorie du retrait 151
Tableau 10.4 Répartition des établissements actifs selon la direction régionale 152
Tableau 10.5 Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection et des dossiers de promotion créés selon la direction régionale 153
Tableau 10.6 Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées selon la direction régionale 154
Tableau 10.7 Répartition des décisions prises lors des interventions selon la direction régionale 155

Section 11 Les normes du travail

Tableau 11.1 Traitement des recours en lien avec les normes du travail, selon le type 160
Tableau 11.2 Mode de réception des recours déposés 161
Tableau 11.3a Répartition des recours déposés selon le sexe du plaignant et le type 162
Tableau 11.3b Répartition des recours déposés selon l'âge du plaignant et le type 162
Tableau 11.4 Recours déposés selon le secteur d'activité et le type 163
Tableau 11.5 Activités de médiation, d'enquête et demandes d'étalement des heures de travail traitées, selon le bureau 164
Tableau 11.6 Traitement des demandes d'étalement des heures de travail 165
Tableau 11.7 Demandes de révision traitées 166
Tableau 11.8 Poursuites pénales 167
Tableau 11.9 Participation de la CNESST aux activités de conciliation du TAT en lien avec les normes du travail 168
Tableau 11.10 Répartition des demandes déposées selon la région administrative et le type de demande 169
Tableau 11.11 Répartition des normes en infraction déclarées dans les recours pécuniaires traités selon la région administrative 170
Tableau 11.12 Répartition des recours traités pour pratique interdite selon le motif invoqué par le salarié 171
Tableau 11.13 Résultats liés au traitement des recours pécuniaires 172
Tableau 11.14 Résultats liés au traitement des recours pour pratique interdite 173
Tableau 11.15 Résultats liés au traitement des recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante 174
Tableau 11.16 Résultats liés au traitement des recours pour harcèlement psychologique 175
Tableau 11.17 Activités de surveillance réalisées par secteur d'activité 176

Section 12 L'équité salariale

Tableau 12.1 Application de la Loi sur l'équité salariale 181
Tableau 12.2 Vérifications en lien avec l'équité salariale 182
Tableau 12.3 Traitement des recours en lien avec l'équité salariale 183
Annexe Statistiques selon la région et selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique (2019 et 2018) 184

Introduction

Notes explicatives

Depuis le 1er janvier 2016, la Commission des normes du travail, la Commission de l'équité salariale et la Commission de la santé et de la sécurité du travail sont regroupées pour créer la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

Contenu

La publication Statistiques annuelles présente des tableaux et graphiques qui permettent de détailler certaines informations relatives aux principales fonctions de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et à sa clientèle.

Cette publication est constituée de douze sections : Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail, Volet financier des programmes de réparation, Volet financier du programme *Pour une maternité sans danger*, Prévention-inspection, Financement du régime de santé et de sécurité du travail, Processus de contestation en matière de santé et de sécurité du travail, Volet statistique des programmes de réparation, Volet statistique du programme *Pour une maternité sans danger*, Statistiques selon le secteur d'activité économique – santé et sécurité du travail, Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail, Les normes du travail et L'équité salariale.

Les informations relatives aux décisions rendues et à la description de la lésion (nature de la lésion, siège de la lésion, genre d'accident ou d'exposition, agent causal et agent causal secondaire de la lésion) reflètent l'image des fichiers informatiques au 1er mars suivant l'année de référence. Les informations traitant de prévention, de contestation et de décès reflètent l'image des fichiers informatiques au 31 décembre de l'année de référence. Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives au financement du régime de santé et sécurité du travail ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires. Pour cette raison, ces informations ont été lues au 30 juin de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année de référence.
Important: Les données présentées pour 2019 sont lues au 30 septembre 2020, plutôt qu'au 30 juin, pour tenir compte de l'allègement administratif accordé aux employeurs pour la déclaration salariale et le versement des cotisations, en raison de la pandémie.

Structure

Toutes les sections ont une structure similaire : une description des informations présentées, des notes explicatives, et une série de tableaux et graphiques.

Particularité de certaines données

1) Employeurs tenus personnellement au paiement des prestations

Les tableaux présentant les dossiers indemnisés excluent les dossiers pour des lésions survenues chez les employeurs tenus personnellement au paiement des prestations. Les tableaux présentant les dossiers ouverts les incluent, et leur nombre est précisé dans la note explicative accompagnant le tableau.

2) Données relatives aux décès

Les décès présentés dans les tableaux répondent aux critères suivants :
- ils ont été inscrits au cours de l'année de référence;
- ils sont la conséquence d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle enregistré à la CNESST;
- la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année de référence. Les décès présentés ne sont pas nécessairement survenus au cours de l'année de référence.

Ces critères permettent de retenir seulement les décès indemnisables par les différentes lois appliquées par la CNESST. Certains travailleurs, comme par exemple un employeur décédé qui n'était pas inscrit à la CNESST ou un travailleur qui avait un emploi non couvert par les différents régimes administrés par la CNESST, sont exclus des statistiques sur les décès.

Section 1
Informations générales en lien avec la santé et la sécurité du travail

Description

Lorsqu'un travailleur est victime d'un accident du travail, l'employeur ou son représentant doit être prévenu dès que possible. Quand le travailleur n'est pas en mesure de le faire lui-même, un collègue de travail, son délégué syndical ou une autre personne disponible peut s'en charger pour lui.

Le travailleur doit recevoir rapidement les premiers soins nécessaires. Si son état le justifie, il sera transporté dans un établissement de santé ou chez un médecin de son choix, ou à son domicile. C'est à l'employeur de payer ou de rembourser les frais de ce transport.

Dans le cas d'un accident mineur qui ne rend pas le travailleur incapable d'occuper son emploi au-delà de la journée où la lésion s'est manifestée, il n'y a pas lieu d'avertir la CNESST. L'employeur doit payer au travailleur son salaire habituel pour la partie de la journée où il n'a pu travailler à cause de sa lésion. Toutefois, la loi exige l'enregistrement de cet accident dans un registre que signe le travailleur.

Par contre, si un travailleur est incapable d'exercer son travail au-delà de cette journée, la CNESST doit en être avisée. Le travailleur doit alors remettre à son employeur une attestation médicale. C'est le médecin du travailleur qui lui fournit cette attestation, où il inscrit son diagnostic et la durée probable de l'absence. L'employeur doit indemniser le travailleur pendant les quatorze premiers jours civils d'absence et faire parvenir à la CNESST une demande de remboursement. Elle correspond à 90 % du salaire net du travailleur, jusqu'à concurrence du salaire maximum assurable, pour chaque jour ou partie de jour où il aurait normalement travaillé. Si le travailleur est absent pendant plus de quatorze jours, il doit produire lui-même une demande à la CNESST. Le travailleur doit remplir le formulaire *Réclamation du travailleur*, en envoyer un exemplaire à la direction régionale de la CNESST la plus près de chez lui et en remettre un exemplaire à son employeur. La CNESST lui verse directement son indemnité de remplacement du revenu. Le travailleur a le droit de réintégrer son emploi ou un emploi équivalent dès qu'il redevient capable de l'exercer. S'il en est incapable, l'employeur doit lui offrir le premier emploi convenable disponible dans un de ses établissements.

S'il s'agit d'un accident grave ayant causé des blessures sérieuses à un ou plusieurs travailleurs ou entraîné leur décès, l'employeur doit le signaler immédiatement à la CNESST afin qu'un inspecteur puisse entreprendre une enquête.

Il se peut qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un travailleur subisse une atteinte permanente à son intégrité physique ou psychique. Il a alors droit à une indemnité forfaitaire pour préjudice corporel.

Tous les frais d'assistance médicale reliés à une lésion professionnelle sont à la charge de la CNESST. Celle-ci paie les services donnés par les médecins, les dentistes, les optométristes et, sur ordonnance, ceux du personnel paramédical, notamment les physiothérapeutes,

les ergothérapeutes et les chiropraticiens. De plus, elle paie les médicaments et les soins hospitaliers, de même que le prix des orthèses et des prothèses lorsqu'elles sont prescrites.

Le médecin choisi par un travailleur pour le prendre en charge joue un rôle extrêmement important tout au long du processus d'indemnisation et de réadaptation. Ses rapports sont déterminants et la CNESST, dans ses décisions, est liée par son avis sur plusieurs points : le diagnostic, la date ou la période prévisible de consolidation de la lésion et la nature, la nécessité, la quantité ou la durée des soins ou des traitements administrés ou prescrits. De plus, c'est le médecin qui détermine les séquelles et les limitations fonctionnelles pouvant résulter d'une lésion et qui établit l'existence ou le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique du travailleur.

Les demandes de prestations sont faites en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*[1] ou de la *Loi* (fédérale) *sur l'indemnisation des agents de l'État*.

La marche à suivre dans le cas d'une maladie professionnelle est sensiblement la même que celle décrite dans le cas des accidents du travail.

Notes explicatives

Lésion ou réclamation avec paiement

Une lésion (réclamation, dans le cas du programme *Pour une maternité sans danger*) est « avec paiement » pour une année donnée si des transactions monétaires ont été effectuées pendant cette année.

Lésion indemnisée

Une lésion est indemnisée pour une année donnée si des montants ont été versés sous forme d'indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès, pendant cette année.

[1] Pour les dossiers de lésions survenues avant le 19 août 1985, les demandes de prestations ont été faites en vertu de la *Loi sur les accidents du travail* ou de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières.*

Dossier ouvert

Un dossier est ouvert pour une année donnée si un accident du travail ou une maladie professionnelle a été inscrit entre le 1er janvier et le 31 décembre de cette année. L'inscription est réalisée sur réception :

- d'une demande de remboursement des quatorze premiers jours par l'employeur;
- d'une demande du travailleur dans le but de recevoir de l'indemnité de remplacement du revenu de la CNESST à compter du quinzième jour d'absence;
- d'une déclaration d'un décès relié à un accident du travail ou une maladie professionnelle par l'employeur ou par la famille du défunt;
- d'une demande de remboursement de frais d'assistance médicale (selon le montant de remboursement demandé, il peut ne pas y avoir de dossier ouvert).

Il est à noter qu'il ne faut pas confondre l'année où survient la lésion professionnelle et l'année d'ouverture du dossier. Une lésion peut être déclarée à la CNESST un certain temps après que se soit produit l'accident du travail ou manifestée la maladie professionnelle.

Dossier « accepté » et « autre »

Un dossier est *accepté* lorsque la dernière décision inscrite au 1er mars de l'année suivant la lésion est « demande d'indemnisation acceptée » ou dossier avec frais seulement.

Un dossier est classé *autre* lorsqu'au 1er mars de l'année suivant la lésion, la décision est : « demande d'indemnisation refusée » ou « en suspens et en attente d'une décision ».

Décès

Un décès est comptabilisé si, au 31 décembre de l'année visée, il est en relation avec la lésion professionnelle et que la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; il peut être accepté avec ou sans indemnités de décès.

Notes: les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ont été retirées du tableau 1.2, puisqu'elles ne sont plus disponibles.

À compter de l'année 2009, la CNESST a révisé son estimation du nombre de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail. Le nombre présenté maintenant correspond au nombre total de travailleurs en emploi au Québec, duquel on soustrait une estimation du nombre de travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés à la CNESST.

À signaler, entre 2018 et 2019 :

- Dossiers ouverts et acceptés
  - Hausse de 3,2 % des accidents du travail (94 679 vs 91 711)
  - Hausse de 9,3 % des maladies professionnelles (12 786 vs 11 695)

- Décès
  - Baisse de 8,1 % des accidents du travail (57 vs 62)
  - Baisse de 18,9 % des maladies professionnelles (133 vs 164)

- Programme Pour une maternité sans danger (PMSD)
  - Baisse de 2,3 % des réclamations acceptées (32 237 vs 32 980)

- Hausse du nombre de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail (4,0 M vs 3,9 M)

- Baisse de 1,7 % des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés (17 207 vs 17 502)

Tableau 1.1

Informations générales sur les lésions professionnelles et le programme *Pour une maternité sans danger*

				2019	2018
Lésions professionnelles	• Avec paiement[1]	> Nombre de lésions professionnelles (LAT)		**10 895**	11 574
		> Nombre d'accidents du travail (LATMP)		**256 207**	229 509
		> Nombre de maladies professionnelles (LATMP)		**100 389**	85 541
		> Nombre total de lésions professionnelles		***367 491***	*326 624*
	• Indemnisées[2]	> Nombre de lésions professionnelles (LAT)		**7 268**	7 793
		> Nombre d'accidents du travail (LATMP)		**149 503**	143 679
		> Nombre de maladies professionnelles (LATMP)		**15 777**	14 783
		> Nombre total de lésions professionnelles		***172 548***	*166 255*
	• Dossiers ouverts[3]	> Nombre d'accidents du travail	» Acceptés[4]	**94 679**	91 711
			» Autres[5]	**17 418**	17 465
			» *Total*	***112 097***	*109 176*
		> Nombre de maladies professionnelles	» Acceptés[4]	**12 786**	11 695
			» Autres[5]	**6 604**	5 715
			» *Total*	***19 390***	*17 410*
		> Nombre total de lésions professionnelles	» Acceptés[4]	***107 465***	*103 406*
			» Autres[5]	***24 022***	*23 180*
			» *Total*	***131 487***	*126 586*
	• Décès[6]	> Nombre d'accidents du travail		**57**	62
		> Nombre de maladies professionnelles		**133**	164
		> Nombre total de lésions professionnelles		***190***	*226*
Programme *Pour une maternité sans danger*		• Nombre de réclamations avec paiement[7]		**45 971**	45 581
		• Nombre de réclamations inscrites[8]	> Acceptées[9]	**32 237**	32 980
			> Autres[10]	**2 898**	2 708
			> Total	***35 135***	*35 688*

1. Lésions professionnelles avec des transactions monétaires pendant l'année visée. En 2019, 2 dossiers ont été payés selon la LAT et la LATMP; en 2018, cette situation touche 3 dossiers.
2. Lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès.
3. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; avec ou sans paiement; incluant 2 444 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 2 444 dossiers pour 2018.
4. Dossiers pour lesquels, au 1er mars de l'année suivante, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée » ou dossiers avec frais seulement.
5. Dossiers pour lesquels, au 1er mars de l'année suivante, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation refusée », « en suspens » ou « inconnue ».
6. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; décès acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 3 dossiers pour 2018.
7. Réclamations avec des transactions monétaires pendant l'année visée.
8. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; avec ou sans paiement; incluant 9 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 11 dossiers pour 2018.
9. Demandes acceptées au 1er mars de l'année suivante.
10. Demandes refusées ou en attente d'une décision au 1er mars de l'année suivante.

Tableau 1.2
Informations générales sur la prévention-inspection

	2019	2018
Estimation du nombre total de travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail[1] (M)	**4,0**	3,9
Nombre d'établissements[2]	**272 597**	272 077
Nombre de dossiers d'intervention en prévention-inspection créés	**17 207**	17 502
Paiements pour les services de santé au travail (k$)	**72 082**	72 230
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (k$)	**25 044**	24 488
Subventions aux associations sectorielles paritaires (k$)	**23 766**	23 540
Subventions aux associations syndicales et patronales (k$)	**13 246**	11 611
Autres subventions (k$)	**251**	217

1. Sources : CANSIM, Statistique Canada, Enquête sur la population active; Agence du revenu du Québec.
Le nombre présenté correspond au nombre total de travailleurs en emploi duquel on retranche une estimation des travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés par la CNESST.
2. Les établissements qui n'ont été ouverts que durant une partie de l'année de référence sont compris.

Tableau 1.3
Informations générales sur le financement

	2019	2018
Employeurs[1]	**225 044**	223 949
Nombre de dossiers d'employeurs ayant déclaré une masse salariale[2]	**202 365**	203 864
Nombre de dossiers d'expérience[2]	**256 636**	258 316
Masse salariale assurable (G$)[3]	**161,6**	152,8
Cotisation des employeurs (M$)[4]	**3 053,4**	2 882,0
Taux moyen de cotisation décrété ($)	**1,79**	1,79
Salaire maximum annuel assurable ($)	**76 500**	74 000
Salaire annuel moyen des travailleurs québécois ($)[5]	**49 198**	47 536

**Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives aux employeurs ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires.*

Important: Les données présentées ici pour 2019 sont lues au 30 septembre 2020, plutôt qu'au 30 juin, pour tenir compte de l'allègement administratif accordé aux employeurs pour la déclaration salariale et le versement des cotisations, en raison de la pandémie.

1. Nombre de dossiers d'employeurs ouverts pendant au moins une journée au cours de l'année présentée, qu'une masse salariale leur soit associée ou non.
   Ce nombre correspond au total des employeurs réguliers et des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations (ETP).
2. Dossiers associés à des employeurs ayant déclaré une masse salariale pour l'année visée, au 30 juin de l'année suivante.
3. Masse salariale assurable définitive ou estimée pour l'année visée inscrite dans les fichiers de la CNESST au 30 juin 2019, pour l'année 2018 et au 30 septembre 2020, pour 2019.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 162,5 milliards de dollars en 2019 et à 153,5 milliards de dollars en 2018.
4. Cotisations reçues au 30 juin 2019, pour 2018 et au 30 septembre 2020, pour 2019, pour l'année visée seulement.
   Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année visée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année visée.
   Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 977,9 millions de dollars en 2019 et à 2 844,0 millions de dollars en 2018.
5. Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail.
   Rémunération hebdomadaire moyenne, ramenée sur une base annuelle; estimation non désaisonnalisée.
   Estimation excluant le temps supplémentaire, pour l'ensemble des employés (employés à salaire fixe et salariés rémunérés à l'heure).

Tableau 1.4
Informations générales sur le processus de contestation

		2019	2018
Recours et médiation	**Article 32 LATMP**		
	• Nombre de recours déposés	**2 119**	2 007
	• Nombre de recours finalisés	**1 981**	1 951
	Article 227 LSST		
	• Nombre de recours déposés	**460**	368
	• Nombre de recours finalisés	**394**	372
	Article 245 LATMP		
	• Nombre de demandes reçues	**0**	0
	• Nombre de demandes finalisées	**0**	0
	Total		
	• Nombre de recours déposés	***2 579***	***2 375***
	• Nombre de recours finalisés	***2 375***	***2 323***

		2019	2018
Révision	**Direction générale de la révision administrative**		
	• Nombre de demandes inscrites	**65 099**	64 510
	• Nombre de demandes terminées en matière de santé et de sécurité du travail :		
	• Décision de première instance modifiée	**2 768**	2 669
	• Décision de première instance maintenue	**58 525**	46 323
	Total partiel	***61 293***	*48 992*
	• Désistement	**8 605**	6 466
	• Autres demandes	**4 646**	4 118
	• Total du nombre de dossiers clos[1]	**74 544**	59 576

1. L'écart entre le nombre de dossiers clos et le nombre de décisions rendues s'explique par les désistements, les cas de fermeture administrative et les cas d'absence de juridiction.

Note - Données de l'année présentée observées avec deux mois de maturité.

Tableau 1.5

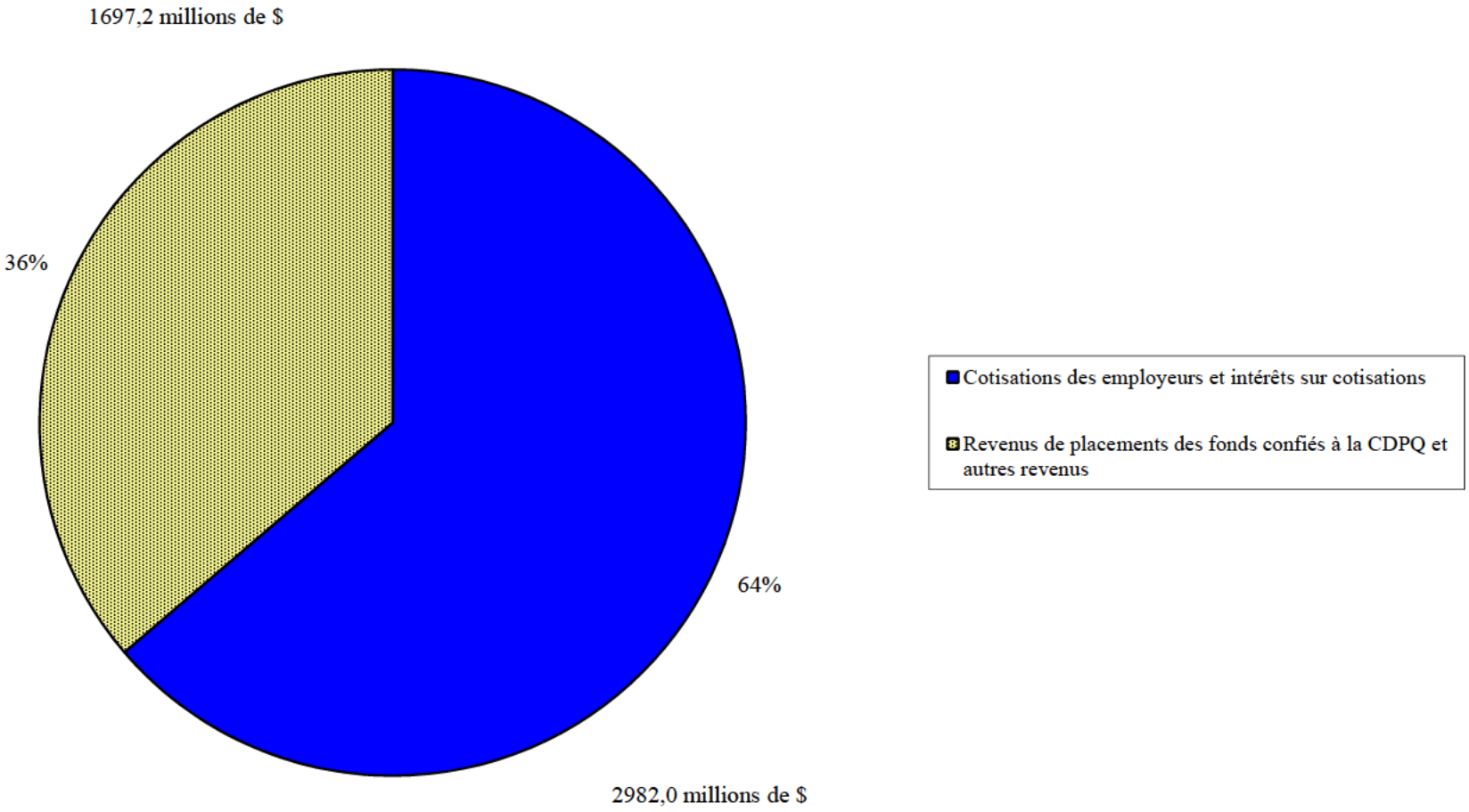
Informations générales sur l'état des résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) (k$)

		2019	2018
Produits	• Cotisations des employeurs et intérêts sur cotisations	**2 981 999**	2 851 406
	• Revenus de placements des fonds confiés à la CDPQ	**1 652 127**	574 129
	• Autres	**45 079**	37 702
	• *Total*	***4 679 205***	*3 463 237*
Charges	• Programmes de réparation		
	> Prestations	**2 347 051**	2 223 465
	> Variation du passif actuariel	**617 552**	636 441
	> *Total*	***2 964 603***	***2 859 906***
	• Programme *Pour une maternité sans danger*		
	> Prestations	**217 359**	224 774
	> Variation du passif actuariel	**10 343**	(6 385)
	> *Total*	***227 702***	*218 389*
	• Subventions accordées pour des programmes de prévention	**134 389**	132 087
	• Charges administratives		
	> Frais d'administration	**450 657**	442 673
	> Charges financières	**6 674**	6 055
	> Variation du passif actuariel	**18 495**	21 624
	> *Total*	***475 826***	470 352
	• Financement de tribunaux administratifs		
	> Contributions au financement de tribunaux administratifs rechargées par la CNESST	**56 491**	58 032
	> Variation du passif actuariel	**(9 429)**	2 405
	> *Total*	***47 062***	60 437
	• Créances douteuses rechargées par la CNESST	**15 454**	11 256
	• *Total*	***3 865 035***	*3 752 427*
Résultat net et résultat global		**814 170**	(289 190)
composé de	Résultat relatif à l'application de la politique de capitalisation	**(29 606)**	84 562
	Surplus (Déficit) relatif au taux de rendement réel	**745 538**	(385 222)
	Variations des obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées[1]	**(201 857)**	(180 247)
	Surplus (Déficit) des opérations de l'exercice courant	**300 095**	191 717
Actif		**18 374 039**	16 905 895
Passif		**16 207 989**	15 554 016
Surplus (Déficit) cumulé		**2 166 049**	1 351 879
Niveau de capitalisation[2]		**113,4%**	108,7%

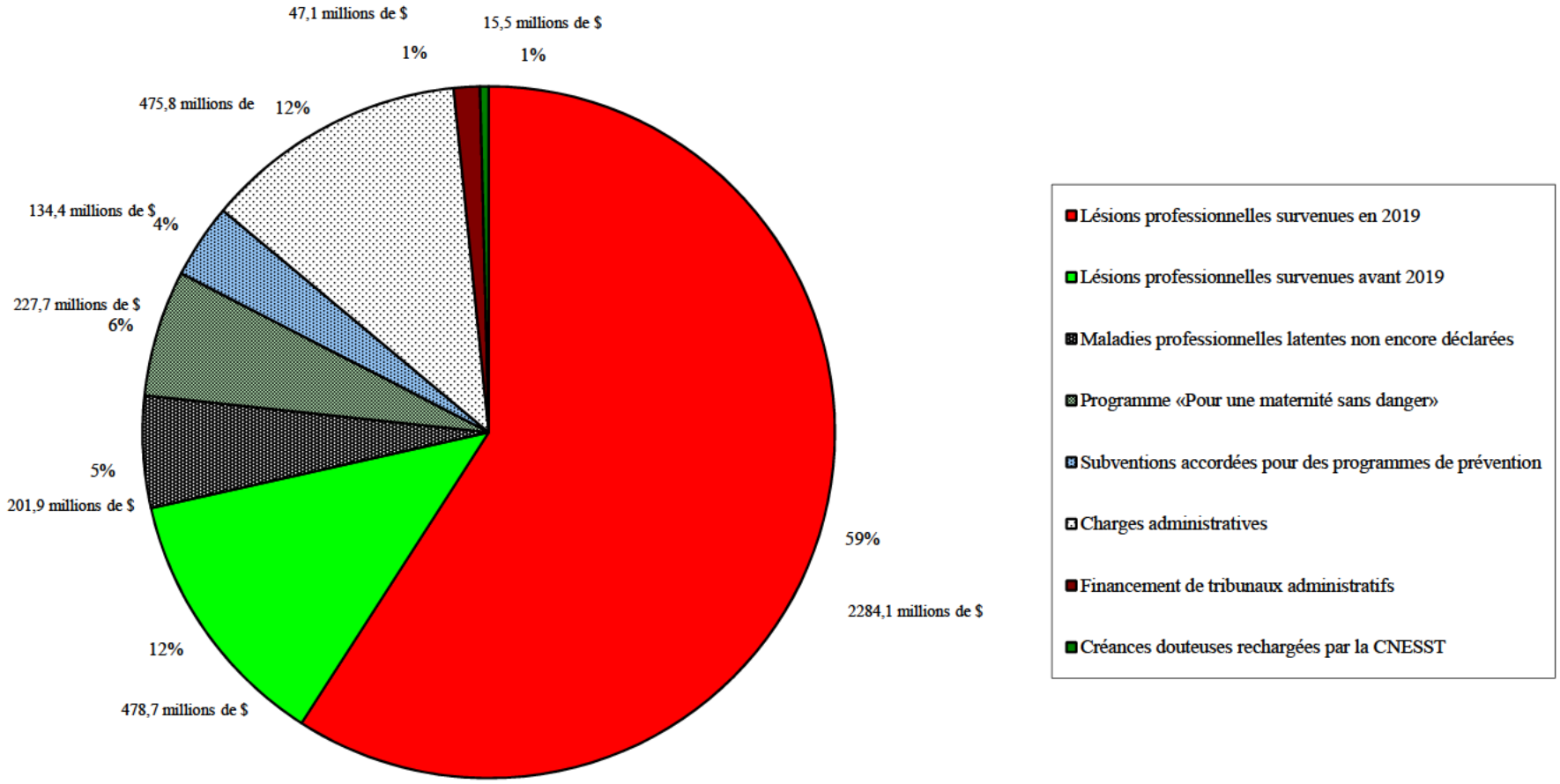
1. Le passif actuariel comprend dorénavant une provision pour les obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées dont la survenance est prévue après la date de clôture des états financiers mais qui résultent d'expositions encourues en milieu de travail avant cette date chez les employeurs tenus de cotiser.

2. Le niveau de capitalisation effectif aux fins de la tarification est quant à lui de 124,8 % pour 2019 et 118,4 % pour 2018. Il correspond à la proportion du total de l'actif sur le total du passif en excluant les obligations relatives aux maladies professionnelles latentes non encore déclarées.

Graphique 1.1
Répartition relative des produits du FSST en 2019



Graphique 1.2
Répartition relative des charges du FSST en 2019



Section 2
Volet financier des programmes de réparation

Description

La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP) est entrée en vigueur le 19 août 1985. Cette loi s'applique aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, ainsi qu'aux rechutes, récidives et aggravations, survenus à compter de cette date. Pour les événements survenus avant le 19 août 1985, la *Loi sur les accidents du travail* (LAT) s'applique.

Les frais de réparation

La loi reconnaît au travailleur victime d'une lésion professionnelle le droit à l'assistance médicale qu'exige son état en raison de cette lésion.

La loi accorde également au travailleur atteint de façon permanente dans son intégrité physique ou psychique en raison de sa lésion professionnelle le droit à la réadaptation qu'exige son état en vue de sa réinsertion sociale et professionnelle. Ce droit est l'un des éléments centraux du régime.

Les indemnités de remplacement du revenu

Les sommes déboursées pour interruption de travail représentent la part la plus importante des débours de la Commission pour la réparation des lésions professionnelles.

L'indemnité de remplacement du revenu est versée au travailleur :
- pendant toute la période où il est incapable d'exercer son emploi en raison de sa lésion
- et si les séquelles de sa lésion l'empêchent de reprendre son emploi, pendant toute la période nécessaire à sa réadaptation afin de reprendre son emploi, un emploi équivalent ou un emploi convenable.

Lorsque le travailleur devient apte à occuper un emploi, l'indemnité de remplacement du revenu cesse d'être versée, en tout ou en partie, selon l'une ou l'autre des hypothèses suivantes :
- Si le travailleur redevient capable d'occuper son emploi ou un emploi équivalent, l'indemnité cesse d'être versée. Cependant, si le délai d'exercice de son droit au retour au travail est expiré, l'indemnité est maintenue pendant une période maximale d'une année. À l'expiration de ce délai ou lorsque le travailleur réintègre son emploi, un emploi équivalent, ou qu'il refuse de le faire sans raison valable, l'indemnité cesse de lui être versée selon la première éventualité.
- Si l'emploi convenable auquel le travailleur a été réadapté est disponible, l'indemnité est réduite du revenu net retenu qu'il tire ou pourrait tirer de cet emploi convenable.

- Si l'emploi convenable auquel le travailleur a été réadapté n'est pas disponible, l'indemnité est maintenue pendant un maximum d'une année. À l'expiration de ce délai ou lorsque le travailleur retourne à cet emploi ou lorsqu'il refuse de le faire sans raison valable, l'indemnité est réduite du revenu qu'il pourrait recevoir de cet emploi convenable.

L'indemnité de remplacement du revenu versée à un travailleur reconnu apte à occuper un emploi convenable est révisée périodiquement.

Par ailleurs, le travailleur qui au moment de son accident est âgé de 60 ans ou plus, ou de 55 ans ou plus en cas de maladie professionnelle, et qui ne peut retourner à son emploi parce qu'il est atteint de façon permanente dans son intégrité physique ou psychique a droit à l'indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'occupe pas un nouvel emploi. Toutefois, il y a une modification à la LATMP par suite de l'adoption de la loi 35 en juin 1992 : si l'employeur de ce travailleur lui offre un emploi jugé convenable par la CNESST, il devra l'accepter. Ainsi, le travailleur a droit à l'indemnité de remplacement du revenu tant qu'il n'occupe pas un nouvel emploi ou un emploi convenable disponible chez son employeur.

Les indemnités pour stabilisation économique et sociale

Versées en vertu de la LAT, ces indemnités visent à faciliter le retour à la vie normale et la réinsertion dans la société du travailleur atteint d'une incapacité à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle. L'indemnité prend la forme d'une assistance financière pour la stabilisation économique et de services de consultation dans le domaine de la psychologie de service social pour la stabilisation sociale.

Les indemnités pour préjudice corporel et les indemnités pour incapacité permanente

Il se peut qu'à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, un travailleur soit atteint d'une façon permanente dans son intégrité physique ou psychique. Il a alors droit à une rente d'incapacité permanente (LAT) ou à une indemnité forfaitaire pour préjudice corporel (LATMP).

Le montant de cette indemnité forfaitaire n'est pas le même pour tous les travailleurs. Il varie selon le pourcentage d'atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique et l'âge de la personne au moment de la lésion. Cette indemnité s'appliquant à l'ensemble du préjudice corporel, elle est établie en tenant compte du déficit anatomo-physiologique (les séquelles diagnostiquées médicalement), du préjudice esthétique, ainsi que des douleurs et de la perte de jouissance de la vie qui en résultent.

Les indemnités de décès

En cas de décès du travailleur, des indemnités sont prévues pour ses personnes à charge. Ainsi, le conjoint survivant a droit au versement temporaire d'une indemnité de remplacement du revenu, en plus d'une indemnité forfaitaire. Une rente mensuelle est versée à chaque enfant à charge jusqu'à sa majorité.

Note: dans cette section, le nombre de lésions présenté pour une catégorie de prestation donnée peut varier d'un tableau à l'autre. En effet, pour être retenu dans le calcul du nombre, un dossier doit avoir un total de débours non nul (≠ 0$) au niveau de détail présenté; ce niveau de détail varie selon les tableaux.

À signaler, entre 2018 et 2019 :

- Hausse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - 3,8 % pour les frais d'assistance médicale (546 604 k$ vs 526 725 k$)
  - 11,3 % pour les indemnités de remplacement du revenu en consolidation médicale et réadaptation (807 117 k$ vs 724 860 k$)
  - 2,3 % pour les indemnités de remplacement du revenu en postréadaptation (658 055 k$ vs 643 455 k$)
  - 9,5 % pour les indemnités pour préjudice corporel (178 749 k$ vs 163 188 k$)

- Baisse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - -1,1 % pour les frais de réadaptation (70 943 k$ vs 71 707 k$)
  - -13,3 % pour les indemnités de décès (33 123 k$ vs 38 183 k$)

  Ces catégories de prestation sont versées en vertu de la LATMP

- Baisse des débours associés aux lésions professionnelles pour les catégories de prestation suivantes :
  - -19,8 % pour les indemnités de stabilisation économique et sociale (1 226 k$ vs 1 529 k$)
  - -4,8 % pour les indemnités pour incapacité permanente (51 234 k$ vs 53 818 k$)

  Ces catégories de prestation sont versées en vertu de la LAT

Tableau 2.1
Répartition des lésions professionnelles avec paiement
selon la catégorie de prestation

	2019			2018		
	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours
Frais d'assistance médicale	326 867	546 604	23,3	284 337	526 725	23,7
Frais de réadaptation	25 073	70 943	3,0	24 856	71 707	3,2
Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	109 101	807 117	34,4	104 354	724 860	32,6
Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	45 310	658 055	28,0	45 460	643 455	28,9
Indemnités de stabilisation économique et sociale	122	1 226	0,1	155	1 529	0,1
Indemnités pour préjudice corporel	24 040	178 749	7,6	22 273	163 188	7,3
Indemnités pour incapacité permanente	5 802	51 234	2,2	6 157	53 818	2,4
Indemnités de décès	1 053	33 123	1,4	1 143	38 183	1,7
Total	**367 504** [2]	**2 347 051** [3]	**100**	326 637 [2]	2 223 465 [3]	100

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de prestation, elle ne figure qu'une fois au total.
2. De ce nombre,169 668 lésions professionnelles n'ont que des frais au dossier; ce nombre est de 151 421 lésions pour 2018.
3. Un montant de 35 012 892 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert en 2019; ce montant est de 36 682 134 $ pour 2018. Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

Tableau 2.2

Répartition des prestations des lésions professionnelles avec paiement selon l'année de la lésion professionnelle et la catégorie de prestation

									2019
									(k$)
	Frais d'assistance médicale	Frais de réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	Indemnités de stabilisation économique et sociale	Indemnités pour préjudice corporel	Indemnités pour incapacité permanente	Indemnités de décès	**Total**[1]
2014 ou antérieures	127 680	42 996	71 367	545 299	1 226	25 502	51 234	16 767	**882 071**
2015	10 169	3 695	27 469	38 484	-	9 021	-	883	**89 721**
2016	15 933	5 069	53 630	39 026	-	15 150	-	4 016	**132 824**
2017	36 225	8 503	103 605	28 090	-	26 000	-	5 547	**207 969**
2018	157 523	9 526	255 031	6 967	-	72 004	-	4 367	**505 417**
2019	199 075	1 154	296 015	188	-	31 073	-	1 544	**529 049**
Total	**546 604**	**70 943**	**807 117**	**658 055**	**1 226**	**178 749**	**51 234**	**33 123**	**2 347 051**

1. Un montant de 35 012 892 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.
Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

									2018
									(k$)
	Frais d'assistance médicale	Frais de réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — consolidation médicale et réadaptation	Indemnités de remplacement du revenu — postréadaptation	Indemnités de stabilisation économique et sociale	Indemnités pour préjudice corporel	Indemnités pour incapacité permanente	Indemnités de décès	Total[1]
2014 ou antérieures	134 489	46 423	98 724	571 027	1 529	31 252	53 818	19 709	956 971
2015	15 092	5 314	49 998	37 117	-	13 801	-	4 823	126 146
2016	33 278	8 214	92 646	27 926	-	24 227	-	5 057	191 349
2017	144 817	10 255	217 791	7 135	-	61 202	-	6 513	447 713
2018	199 048	1 500	265 701	250	-	32 705	-	2 081	501 285
2019	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	526 725	71 707	724 860	643 455	1 529	163 188	53 818	38 183	2 223 465

1. Un montant de 36 682 134 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.
Ce montant est composé de frais d'assistance médicale ou de régularisations comptables.

Tableau 2.3

Répartition des lésions professionnelles indemnisées[1]
selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
							Accident du travail						Maladie professionnelle					
			2019			2018			**2019**			2018			**2019**			2018
	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours d'indemnités au total (k$)	% des débours
2014 ou antérieures	7 268	79 345	100,0	7 793	85 818	100,0	35 879	569 569	39,1	39 278	620 711	45,8	4 222	62 481	32,5	4 517	69 531	37,7
2015	-	-	-	-	-	-	3 494	69 466	4,8	4 828	95 705	7,1	334	6 391	3,3	389	10 035	5,4
2016	-	-	-	-	-	-	5 299	101 827	7,0	8 790	136 406	10,1	382	9 996	5,2	735	13 450	7,3
2017	-	-	-	-	-	-	9 562	148 876	10,2	26 698	236 948	17,5	759	14 366	7,5	5 094	55 693	30,2
2018	-	-	-	-	-	-	29 032	273 438	18,8	64 090	264 870	19,6	6 116	64 931	33,8	4 060	35 867	19,4
2019	-	-	-	-	-	-	66 240	294 727	20,2	-	-	-	3 974	34 092	17,7	-	-	-
Total	**7 268**	**79 345**	**100**	7 793	85 818	**100**	**149 503**	**1 457 902** [3]	**100**	143 679	1 354 640 [3]	100	**15 777**	**192 258**	**100**	14 783	184 576	100

1. Lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu, de stabilisation économique et sociale, pour préjudice corporel, pour incapacité permanente ou de décès.
2. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
3. Un montant de -1 556 394 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert en 2019; ce montant est de -1 789 224 $ pour 2018.

Tableau 2.4

Répartition des lésions professionnelles avec des frais d'assistance médicale[1]
selon la catégorie de frais d'assistance médicale et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
								Accident du travail						Maladie professionnelle					
				2019			2018			**2019**			2018			**2019**			2018
		Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours
Services de professionnels de la santé		1 195	792	7,4	1 117	1 047	8,7	200 050	107 417	25,2	170 844	113 497	27,4	41 529	12 181	11,1	27 133	11 777	11,7
Soins ou traitements fournis par les établissements de santé		538	1 385	12,9	583	1 486	12,4	86 043	76 074	17,9	81 666	74 980	18,1	4 188	3 343	3,0	3 997	3 183	3,1
Médicaments et produits pharmaceutiques		1 509	3 682	34,2	1 620	3 770	31,4	32 892	42 641	10,0	32 923	41 169	10,0	1 536	3 631	3,3	1 577	2 977	2,9
Prothèses et orthèses		2 997	2 996	27,8	3 332	3 516	29,3	11 326	8 805	2,1	11 125	9 142	2,2	71 254	83 889	76,2	63 667	76 903	76,1
Soins et traitements dispensés par les intervenants de la santé	• Physiothérapie	140	244	2,3	151	244	2,0	72 827	97 631	22,9	69 210	87 713	21,2	2 305	2 366	2,1	2 081	1 869	1,8
	• Ergothérapie	15	25	0,2	15	23	0,2	31 531	43 042	10,1	31 093	39 254	9,5	758	946	0,9	697	788	0,8
	• Autres	136	128	1,2	130	143	1,2	12 410	11 586	2,7	11 382	10 249	2,5	5 836	1 121	1,0	5 249	973	1,0
	• *Total*	*255*	*398*	*3,7*	*268*	*409*	*3,4*	*81 548*	*152 259*	*35,8*	*77 514*	*137 215*	*33,2*	*8 114*	*4 433*	*4,0*	*7 320*	*3 630*	*3,6*
Aides techniques et frais		936	1 008	9,4	1 066	1 245	10,4	14 625	8 268	1,9	13 717	7 848	1,9	5 386	1 753	1,6	5 771	1 716	1,7
Frais de déplacement et de séjour		810	380	3,5	879	424	3,5	40 314	12 755	3,0	38 359	12 392	3,0	3 516	700	0,6	3 447	649	0,6
Autres frais		70	117	1,1	58	108	0,9	1 680	17 491	4,1	1 472	17 427	4,2	170	205	0,2	169	214	0,2
Total		**5 071**	**10 758**	**100**	5 383	12 005	100	**224 458**	**425 710**	**100**	196 728	413 670	100	**97 402**	**110 136**	**100**	82 287	101 049	100

1. Un montant de 36 880 179 $ est compris dans les frais d'assistance médicale pour des demandes de remboursement de frais pour lesquelles la CNESST n'a pas ouvert de dossier en 2019; ce montant est de 38 528 035 $ pour 2018.
2. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.5

Répartition des lésions professionnelles avec des frais de réadaptation
selon la catégorie de frais de réadaptation et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT			Lésion professionnelle LATMP						Lésion professionnelle - total (LAT et LATMP)					
					Accident du travail			Maladie professionnelle								
		2019			**2019**			**2019**			**2019**			2018		
		Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours
Réadaptation professionnelle	• Programme de recyclage, mobilité professionnelle et réinsertion du conjoint survivant	0	0	0,0	2	2	0,0	0	0	0,0	2	2	0,0	6	14	0,0
	• Service professionnel externe	75	104	1,8	8 766	18 171	29,4	293	453	13,2	9 134	18 728	26,4	9 096	19 541	27,3
	• Programmes de formation	0	0	0,0	1 025	4 672	7,6	62	205	6,0	1 087	4 878	6,9	1 190	5 282	7,4
	• Adaptation d'un poste de travail	1	2	0,0	127	221	0,4	13	33	1,0	141	256	0,4	139	306	0,4
	• Subventions à l'employeur et à la création d'emploi	0	0	0,0	43	215	0,3	5	28	0,8	48	242	0,3	82	458	0,6
	• Subventions pour un projet — travailleur	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0	2	148	0,2
	• *Total*	*75*	*107*	*1,8*	*9 382*	*23 281*	*37,7*	*339*	*719*	*21,0*	*9 796*	*24 107*	*34,0*	*9 839*	*25 749*	*35,9*
Réadaptation sociale	• Services professionnels d'intervention psychosociale	96	180	3,1	2 094	3 651	5,9	72	205	6,0	2 262	4 037	5,7	2 324	4 170	5,8
	• Adaptation du domicile	72	451	7,8	259	2 049	3,3	8	36	1,1	339	2 536	3,6	352	3 223	4,5
	• Adaptation du véhicule principal	44	125	2,2	153	539	0,9	3	3	0,1	200	667	0,9	237	701	1,0
	• Aide personnelle à domicile	432	3 290	57,1	2 013	13 029	21,1	151	801	23,4	2 596	17 121	24,1	2 582	16 583	23,1
	• Frais de garde d'enfants	0	0	0,0	4	4	0,0	0	0	0,0	4	4	0,0	8	11	0,0
	• Frais d'entretien courant du domicile	954	1 610	27,9	12 037	19 201	31,1	1 056	1 661	48,5	14 047	22 472	31,7	13 760	21 270	29,7
	• *Total*	*1 248*	*5 657*	*98,2*	*14 845*	*38 473*	*62,3*	*1 189*	*2 707*	*79,0*	*17 282*	*46 836*	*66,0*	*17 027*	*45 958*	*64,1*
Total		**1 261**	**5 763**	**100**	**22 369**	**61 754** [2]	**100**	**1 443**	**3 426**	**100**	**25 073**	**70 943**	**100**	**24 858**	**71 707**	**100**

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -326 399$ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert.

Tableau 2.6

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu
selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
								Accident du travail						Maladie professionnelle					
				2019			2018			**2019**			2018			**2019**			2018
		Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours
Consolidation médicale et réadaptation	• 14 premiers jours payés par l'employeur, remboursable par la CNESST	33	39	0,2	33	33	0,2	73 041	63 944	4,7	69 977	59 084	4,7	897	818	1,0	843	753	1,0
	• Consolidation médicale	112	2 091	12,5	142	2 661	13,7	80 599	649 829	47,5	75 787	566 980	44,6	1 746	21 822	27,1	1 729	19 650	25,0
	• Réadaptation	19	111	0,7	29	70	0,4	4 994	42 464	3,1	6 289	54 721	4,3	230	1 992	2,5	295	2 348	3,0
	• Autres indemnités	18	22	0,1	24	482	2,5	4 268	22 858	1,7	3 607	17 296	1,4	210	1 127	1,4	201	782	1,0
	• *Total*	*108*	*2 263*	*13,6*	*142*	*3 248*	*16,8*	*107 105*	*779 095*	*57,0*	*102 412*	*698 080*	*54,9*	*1 888*	*25 759*	*32,0*	*1 800*	*23 532*	*30,0*
Postréadaptation		906	14 418	86,4	1 005	16 125	83,2	40 705	588 930	43,0	40 673	572 368	45,1	3 699	54 706	68,0	3 782	54 963	70,0
Total		**978**	**16 681**	**100**	1 084	19 372	100	**144 465**	**1 368 025** [2]	**100**	138 854	1 270 448 [2]	100	**5 307**	**80 465**	**100**	5 282	78 495	100

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -1 508 770 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert en 2019; ce montant est de -1 662 455 $ pour 2018.

Tableau 2.7

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
							Accident du travail						Maladie professionnelle					
	2019			2018			2019			2018			**2019**			2018		
	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours
2014 ou antérieures	978	16 681	100,0	1 084	19 372	100,0	35 411	551 722	40,3	38 637	597 020	47,0	3 301	48 263	60,0	3 559	53 359	68,0
2015	-	-	-	-	-	-	3 225	61 262	4,5	4 168	80 996	6,4	217	4 691	5,8	252	6 119	7,8
2016	-	-	-	-	-	-	4 536	86 387	6,3	6 909	114 244	9,0	244	6 270	7,8	305	6 328	8,1
2017	-	-	-	-	-	-	7 515	124 937	9,1	24 393	216 573	17,0	355	6 758	8,4	592	8 353	10,6
2018	-	-	-	-	-	-	26 581	252 074	18,4	63 952	261 615	20,6	587	9 924	12,3	575	4 335	5,5
2019	-	-	-	-	-	-	66 133	291 645	21,3	-	-	-	594	4 558	5,7	-	-	-
Total	**978**	**16 681**	**100**	1 084	19 372	100	**143 401**	**1 368 025** [2]	**100**	138 059	1 270 448 [2]	100	**5 298**	**80 465**	**100**	5 283	78 495	100

1. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
2. Un montant de -1 508 770 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert en 2019; ce montant est de -1 662 455 $ pour 2018.

Tableau 2.8

Répartition du total des jours indemnisés pour les lésions professionnelles avec des indemnités de remplacement du revenu selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu[1], l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

Consolidation médicale et réadaptation

	Lésion professionnelle LAT				Accident du travail				Lésion professionnelle LATMP Maladie professionnelle			
	2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2014 ou antérieures	23 454	100,0	32 826	100,0	709 724	7,5	1 018 957	11,6	42 756	14,3	59 520	21,3
2015	-	-	-	-	301 346	3,2	552 518	6,3	14 466	4,9	32 902	11,7
2016	-	-	-	-	569 840	6,0	1 055 898	12,0	36 089	12,1	42 565	15,2
2017	-	-	-	-	1 151 431	12,2	2 694 035	30,5	46 398	15,6	85 410	30,5
2018	-	-	-	-	3 012 259	31,8	3 497 084	39,7	93 516	31,4	59 658	21,3
2019	-	-	-	-	3 723 455	39,3	-	-	64 862	21,8	-	-
Total	**23 454**	**100**	32 826	100	**9 468 055**	**100**	8 818 491	100	**298 088**	**100**	280 055	100

Postréadaptation

	Lésion professionnelle LAT				Accident du travail				Lésion professionnelle LATMP Maladie professionnelle			
	2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2014 ou antérieures	149 431	100,0	162 984	100,0	5 317 730	81,9	5 682 321	88,0	455 743	79,5	506 631	85,9
2015	-	-	-	-	404 400	6,2	397 806	6,2	37 321	6,5	36 365	6,2
2016	-	-	-	-	410 584	6,3	302 152	4,7	30 059	5,2	27 944	4,7
2017	-	-	-	-	293 209	4,5	73 831	1,1	31 487	5,5	16 583	2,8
2018	-	-	-	-	66 586	1,0	1 444	0,0	16 858	2,9	2 014	0,3
2019	-	-	-	-	1 059	0,0	-	-	1 523	0,3	-	-
Total	**149 431**	**100**	162 984	100	**6 493 568**	**100**	6 457 555	100	**572 990**	**100**	589 537	100

Total

	Lésion professionnelle LAT				Accident du travail				Lésion professionnelle LATMP Maladie professionnelle			
	2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%	Nombre total de jours indemnisés	%
2014 ou antérieures	172 885	100,0	195 810	100,0	6 027 454	37,8	6 701 278	43,9	498 499	57,2	566 151	65,1
2015	-	-	-	-	705 746	4,4	950 324	6,2	51 787	5,9	69 267	8,0
2016	-	-	-	-	980 424	6,1	1 358 050	8,9	66 148	7,6	70 509	8,1
2017	-	-	-	-	1 444 640	9,1	2 767 866	18,1	77 885	8,9	101 993	11,7
2018	-	-	-	-	3 078 845	19,3	3 498 528	22,9	110 374	12,7	61 672	7,1
2019	-	-	-	-	3 724 514	23,3	-	-	66 385	7,6	-	-
Total	**172 885**	**100**	195 810	100	**15 961 623**	**100**	15 276 046	100	**871 078**	**100**	869 592	100

1. Le nombre de jours selon la catégorie d'indemnité de remplacement du revenu est estimé à partir de la répartition des montants versés en IRR selon la catégorie d'indemnité.

Tableau 2.9

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel
selon la catégorie d'indemnité pour préjudice corporel et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
							Accident du travail						Maladie professionnelle					
	2019			2018			**2019**			2018			**2019**			2018		
	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours
Indemnité versée au travailleur	97	1 089	99,9	125	1 391	97,6	13 253	79 174	99,9	12 442	71 391	99,8	10 689	98 396	100,0	9 703	90 182	100,0
Indemnité versée à d'autres personnes	1	1	0,1	2	35	2,4	22	44	0,1	31	146	0,2	10	45	0,0	15	43	0,0
Total	**97**	**1 090**	**100**	125	1 425	100	**13 264**	**79 218** [2]	**100**	12 458	71 537 [2]	100	**10 691**	**98 441**	**100**	9 709	90 225	100

1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.
2. Un montant de -32 424 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert en 2019; ce montant est de -113 304 $ pour 2018.

Tableau 2.10

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour préjudice corporel selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
							Accident du travail						Maladie professionnelle					
	2019			2018			**2019**			2018			**2019**			2018		
	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[1]	Débours (k$)	% des débours
2014 ou antérieures	96	1 090	100,0	125	1 425	100,0	1 347	15 210	19,2	1 979	19 911	27,8	946	9 202	9,3	999	9 916	11,0
2015	-	-	-	-	-	-	791	7 700	9,7	1 678	12 254	17,1	134	1 321	1,3	171	1 548	1,7
2016	-	-	-	-	-	-	1 892	13 389	16,9	3 740	19 716	27,6	164	1 761	1,8	483	4 511	5,0
2017	-	-	-	-	-	-	4 022	21 496	27,1	4 503	17 910	25,0	462	4 504	4,6	4 568	43 292	48,0
2018	-	-	-	-	-	-	4 698	19 653	24,8	547	1 746	2,5	5 596	52 350	53,2	3 488	30 958	34,3
2019	-	-	-	-	-	-	506	1 770	2,2	-	-	-	3 390	29 303	29,8	-	-	-
Total	**96**	**1 090**	**100**	125	1 425	100	**13 256**	**79 218** [2]	**100**	12 445	71 537 [2]	100	**10 688**	**98 441**	**100**	9 703	90 225	100

1. Les lésions qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année de lésion ne figurent qu'une fois au total.
2. Un montant de -32 424 $ est compris dans le total pour lequel aucun dossier n'est ouvert en 2019; ce montant est de -113 304 $ pour 2018.

Tableau 2.11

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités pour incapacité permanente selon la catégorie d'indemnité pour incapacité permanente

	2019			2018		
	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours
Indemnité versée en vertu de la LAT	5 785	51 140	99,8	6 139	53 716	99,8
Indemnité versée en vertu de la LIVASMC[1]	18	94	0,2	19	102	0,2
Total	**5 802**	**51 234**	**100**	6 157	53 818	100

1. LIVASMC : Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et carrières.
2. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.12

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès
selon la catégorie d'indemnités de décès et la catégorie de la lésion professionnelle

		Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
								Accident du travail						Maladie professionnelle					
				2019			2018			**2019**			2018			**2019**			2018
		Nombre[1]	Débours ($)	% des débours	Nombre[1]	Débours ($)	% des débours	Nombre[1]	Débours ($)	% des débours	Nombre[1]	Débours ($)	% des débours	Nombre[1]	Débours ($)	% des débours	Nombre[1]	Débours ($)	% des débours
Indemnité versée en vertu de la LAT	• Forfaitaires option et frais	0	0	0,0	0	0	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	• Rentes	530	8 829	96,9	577	9 406	97,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	• *Total*	*530*	*8 829*	*96,9*	*577*	*9 406*	*97,2*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Indemnité versée en vertu de la LATMP	• Forfaitaires	3	274	3,0	3	233	2,4	127	7 324	68,7	135	8 700	68,7	147	11 234	84,1	182	14 446	91,1
	• Rentes	1	3	0,0	3	22	0,2	266	2 939	27,6	310	3 512	27,8	58	1 342	10,0	33	517	3,3
	• Intérêts	2	4	0,0	2	5	0,0	32	143	1,3	40	147	1,2	92	225	1,7	112	250	1,6
	• Autres indemnités	1	3	0,0	3	7	0,1	49	253	2,4	59	295	2,3	119	552	4,1	149	642	4,0
	• *Total*	*4*	*284*	*3,1*	*6*	*267*	*2,8*	*320*	*10 658*	*100,0*	*356*	*12 655*	*100,0*	*199*	*13 352*	*100,0*	*204*	*15 855*	*100,0*
Total		**534**	**9 113**	**100**	583	9 672	100	**320**	**10 658**	**100**	356	12 655	100	**199**	**13 352**	**100**	204	15 855	100

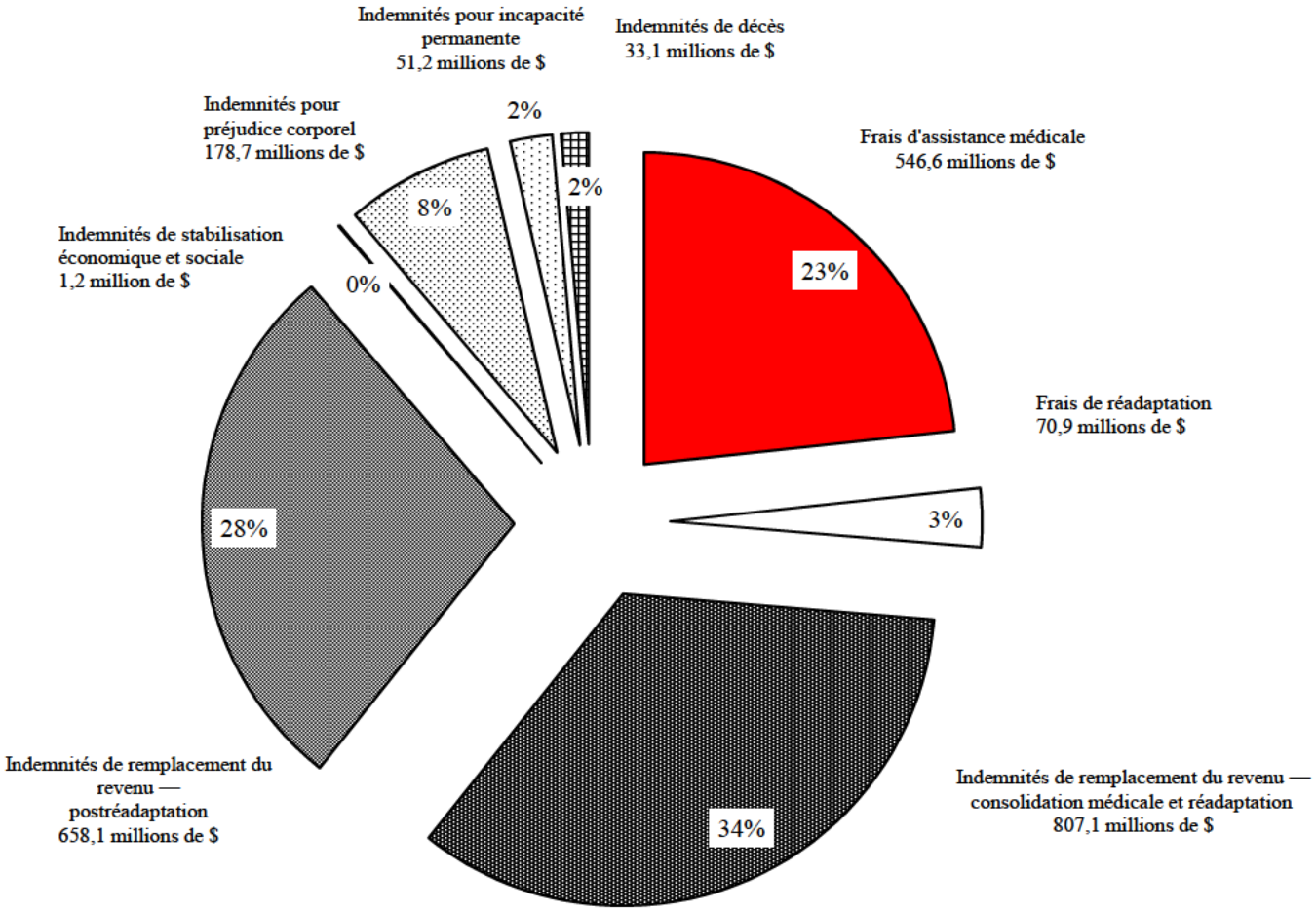
1. Si une lésion professionnelle relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Tableau 2.13

Répartition des lésions professionnelles avec des indemnités de décès
selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle

	Lésion professionnelle LAT						Lésion professionnelle LATMP											
							Accident du travail						Maladie professionnelle					
	2019			2018			**2019**			2018			**2019**			2018		
	Nombre	Débours (k$)	% des débours	Nombre	Débours (k$)	% des débours	Nombre	Débours (k$)	% des débours	Nombre	Débours (k$)	% des débours	Nombre	Débours (k$)	% des débours	Nombre	Débours (k$)	% des débours
2014 ou antérieures	530	8 829	96,9	578	9 410	97,3	178	2 632	24,7	193	2 368	18,7	48	1 948	14,6	27	1 069	6,7
2015	0	0	0,0	1	138	1,4	25	522	4,9	38	2 819	22,3	9	234	1,8	8	922	5,8
2016	1	3	0,0	1	7	0,1	25	2 170	20,4	46	3 119	24,6	14	1 341	10,0	29	2 340	14,8
2017	1	111	1,2	2	115	1,2	33	2 478	23,3	47	2 870	22,7	27	2 327	17,4	84	7 042	44,4
2018	1	110	1,2	1	4	0,0	38	1 826	17,1	32	1 479	11,7	70	5 079	38,0	56	4 482	28,3
2019	1	61	0,7	-	-	-	21	1 030	9,7	-	-	-	31	2 423	18,1	-	-	-
Total	**534**	**9 113**	**100**	583	9 673	100	**320**	**10 658**	**100**	356	12 655	100	**199**	**13 352**	**100**	204	15 855	100

Graphique 2.1
Répartition relative des prestations des programmes de réparation en 2019



Section 3
Volet financier du programme
Pour une maternité sans danger

Description

La Commission applique depuis 1981 le programme *Pour une maternité sans danger*. L'objectif du programme est le maintien en emploi sans danger de la travailleuse enceinte ou qui allaite, en favorisant l'élimination des dangers ou, à défaut, l'affectation à d'autres tâches ne comportant pas de danger, quand il y a effectivement attestation médicale de l'existence de dangers physiques pour elle, à cause de sa grossesse, ou pour l'enfant à naître ou allaité.

La travailleuse enceinte ou qui allaite qui désire obtenir une affectation ou si c'est impossible un retrait préventif doit fournir à son employeur un certificat médical. Dans le cas de la femme enceinte, le rapport doit attester que ses conditions de travail comportent des dangers physiques pour l'enfant à naître ou, à cause de son état, pour elle-même. Quant à la travailleuse qui allaite, ce rapport doit faire état du danger que comportent les tâches qu'elle exécute, pour l'enfant allaité. Le médecin traitant, avant de délivrer un certificat, doit obligatoirement consulter le médecin responsable des services de santé de l'établissement où elle travaille ou, s'il n'y en a pas, le directeur de santé publique de la région où est situé l'établissement. Sans cette consultation, le certificat n'est pas valide.

Le certificat médical doit être présenté à l'employeur, ce qui constitue une demande d'affectation.

L'admissibilité des réclamations repose sur une analyse individuelle de chacun des cas soumis à la CNESST. Sa décision s'appuie sur l'information contenue sur le certificat médical, sur l'analyse fournie par l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dans son rapport d'évaluation du poste de travail et sur tout renseignement obtenu en communiquant avec la travailleuse, son médecin traitant et son employeur.

Si l'employeur est dans l'impossibilité d'affecter immédiatement la travailleuse à des tâches non dangereuses, elle peut cesser de travailler jusqu'à son accouchement ou à la fin de la période d'allaitement. Dans ce cas, l'employeur lui verse son salaire habituel pendant les cinq premiers jours ouvrables. Par la suite, elle recevra une indemnité équivalant à 90% de son revenu net jusqu'à concurrence du salaire maximum assurable, en vigueur durant l'année de la demande.

La travailleuse qui exerce son droit à l'affectation ou au retrait préventif bénéficie d'une protection juridique. En effet, la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) stipule que la travailleuse conserve, pendant et après l'affectation ou la cessation de travail, tous les avantages liés à l'emploi qu'elle occupait avant son affectation ou son retrait préventif du travail. À la fin de la mesure préventive, l'employeur a l'obligation de réintégrer la travailleuse dans son emploi habituel, et avec tous les avantages qui y sont reliés.

Notes explicatives

Décision quant à l'admissibilité des demandes

Les réclamations sont acceptables lorsque les conditions du poste de travail comportent des dangers pour la santé de la travailleuse, celle de l'enfant à naître ou celle de l'enfant allaité.

Les principales raisons de la CNESST de refuser les réclamations sont que les conditions de travail ne comportent pas de réels dangers, que le retrait est exercé pour des raisons médicales personnelles sans lien avec le travail ou que les conditions d'admissibilité au programme n'étaient pas satisfaites.

Les réclamations « autres » réfèrent aux cas refusés et aux cas où la CNESST est en période d'analyse de la demande et n'a pas encore pris de décision.

Mise en garde face aux statistiques sur le nombre de réclamations inscrites et les prestations

Les sommes déboursées durant l'année de référence concernent l'ensemble des travailleuses enceintes ou qui allaitent qui bénéficient d'un retrait préventif ou d'une affectation, quelle que soit l'année d'enregistrement de la demande. Les sommes comprennent les frais et les indemnités de remplacement du revenu versés à la travailleuse.

Bien qu'un dossier ait été inscrit au cours d'une année, il est possible que les indemnités n'aient été versées que l'année suivante. En effet, une demande peut être formulée dès le début de la grossesse, mais le danger pour la mère ou le fœtus peut se situer plus tard au cours de la gestation. On doit donc établir une relation entre les prestations versées et le nombre de réclamations avec paiement, plutôt qu'avec le nombre de réclamations inscrites.

À signaler, entre 2018 et 2019 :

- Débours associés aux réclamations PMSD:
  - Baisse de 3,3 % pour les frais d'assistance médicale (2 198 k$ vs 2 274 k$)
  - Baisse de 3,3 % pour les indemnités de remplacement du revenu (215 161 k$ vs 222 500 k$)

Tableau 3.1

Répartition des réclamations traitées[1]

selon l'année de l'événement et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte						Travailleuse qui allaite						**Total**					
	2019			2018			**2019**			2018			**2019**			2018		
	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	**Nombre[2]**	**Débours (k$)**	**% des débours**	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours
2014 ou antérieures	902	20	0,0	191	36	0,0	6	58	0,7	15	251	3,0	**908**	**78**	**0,0**	206	286	0,1
2015	261	47	0,0	280	147	0,1	10	193	2,4	21	385	4,5	**271**	**240**	**0,1**	301	532	0,2
2016	351	124	0,1	888	784	0,4	42	645	8,0	90	1 446	17,0	**393**	**769**	**0,4**	978	2 230	1,0
2017	765	705	0,3	13 649	69 703	32,2	73	909	11,3	190	3 729	43,9	**838**	**1 614**	**0,7**	13 839	73 433	32,7
2018	13 599	70 402	33,6	30 010	145 599	67,3	195	3 730	46,4	250	2 692	31,7	**13 794**	**74 131**	**34,1**	30 260	148 292	66,0
2019	29 502	138 030	65,9	-	-	-	267	2 497	31,1	-	-	-	**29 769**	**140 527**	**64,7**	-	-	-
Total	**45 378**	**209 327**	**100**	45 015	216 270	100	**593**	**8 032**	**100**	566	8 504	100	**45 971**	**217 359**	**100**	45 581	224 773	100

1. Réclamations avec des transactions monétaires.

2. Les réclamations qui, en raison d'ajustements apportés, se trouvent comptabilisées dans plus d'une année d'événement ne figurent qu'une fois au total.

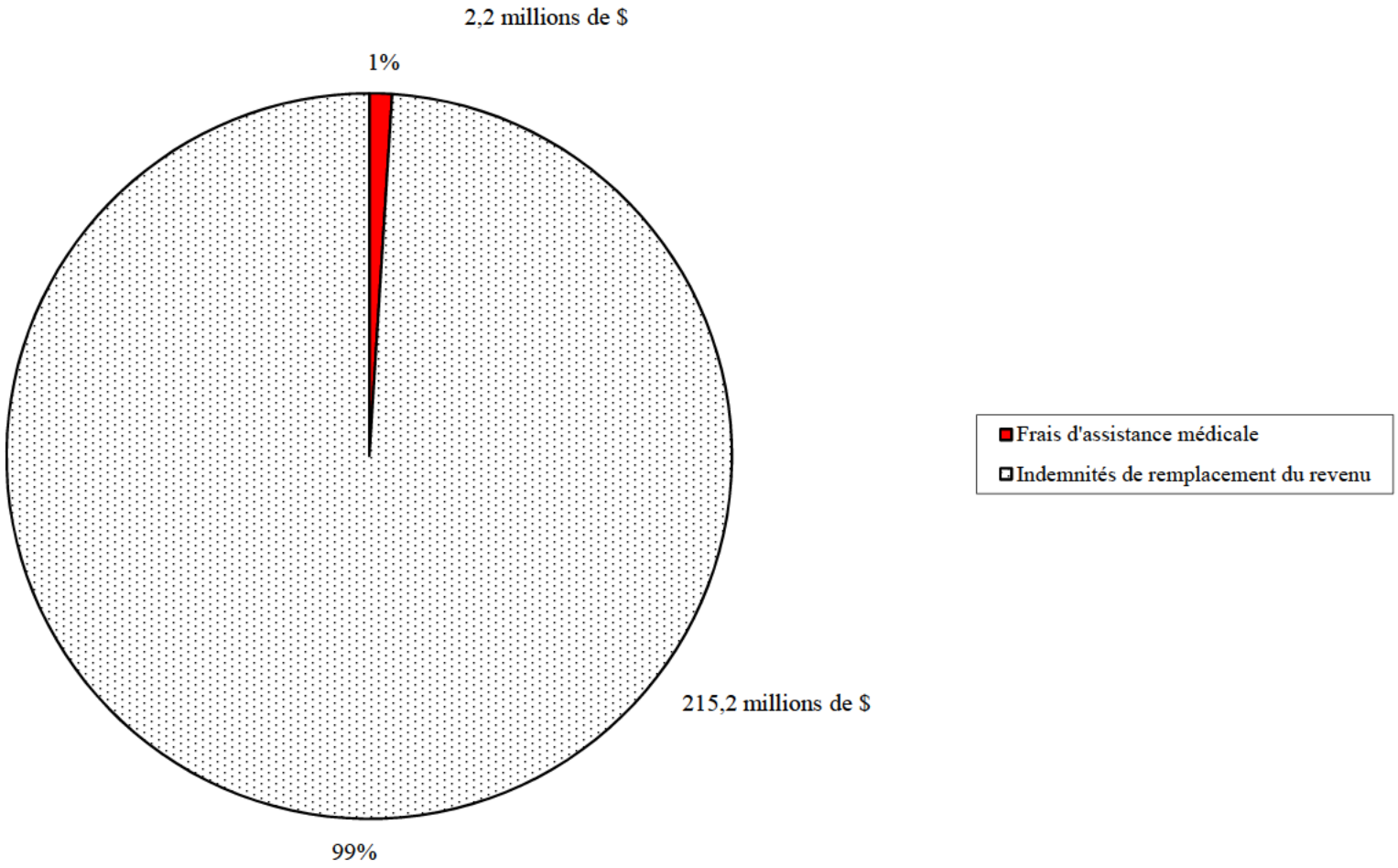
Tableau 3.2

Répartition des réclamations traitées[1]
selon la catégorie de prestation et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte						Travailleuse qui allaite						**Total**					
			2019			2018			**2019**			2018			**2019**			2018	
	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours	**Nombre[2]**	**Débours (k$)**	**% des débours**	Nombre[2]	Débours (k$)	% des débours
Frais d'assistance médicale	28 577	2 179	1,0	29 656	2 258	1,0	247	19	0,2	238	16	0,2	**28 824**	**2 198**	**1,0**	29 894	2 274	1,0
Indemnités de remplacement du revenu	33 639	207 148	99,0	33 983	214 012	99,0	483	8 013	99,8	474	8 488	99,8	**34 122**	**215 161**	**99,0**	34 457	222 500	99,0
Total	**45 378**	**209 327**	**100**	45 015	216 270	100	**593**	**8 032**	**100**	**566**	**8 504**	**100**	**45 971**	**217 359**	**100**	45 581	224 773	100

1. Réclamations avec des transactions monétaires.
2. Si une réclamation relève de plus d'une catégorie de débours, elle ne figure qu'une fois au total.

Graphique 3.1
Répartition relative des prestations du programme Pour une maternité sans danger en 2019



Section 4
Prévention - inspection

Description

La *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) adoptée en 1979 inscrit la prévention dans une démarche systématique et obligatoire dont elle confie la responsabilité aux employeurs et aux travailleurs. Elle établit clairement les droits et obligations de chacun en cette matière tout en leur donnant les moyens nécessaires pour déceler les dangers présents dans leur milieu de travail de façon à les éliminer ou à les maîtriser.

Notes explicatives

Programme de prévention

Le premier de ces moyens, c'est le programme de prévention que l'employeur doit élaborer avec la participation des travailleurs. Comme il s'agit d'une planification d'activités pour éliminer les causes d'accidents du travail et de maladies professionnelles en tenant compte des particularités du milieu, chaque établissement aura son propre programme. Tous les programmes doivent cependant être conformes à la LSST. Seuls les employeurs qui appartiennent aux secteurs d'activité économique désignés par règlement (l'ensemble des établissements appartenant aux groupes I, II et III) sont actuellement tenus d'élaborer un programme de prévention.

Programme de santé

L'accès à des services de santé en milieu de travail est un élément essentiel de toute démarche de prévention dans un établissement. Pour les employeurs et les travailleurs des groupes prioritaires I, II et III, ces services sont assurés par le réseau public, plus précisément par les équipes de santé au travail mises en place par les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux ou, dans certains cas, par des services de santé reconnus par la CNESST.

Les médecins, le personnel infirmier, les techniciens en hygiène et les hygiénistes qui font partie des équipes de santé au travail s'occupent principalement de recueillir des données sur la santé des travailleurs et sur les risques auxquels ils sont exposés, et aussi d'élaborer et d'appliquer les programmes de santé qui font partie des programmes de prévention des établissements.

Comité de santé et de sécurité

C’est habituellement sur les lieux mêmes du travail que surviennent les accidents du travail et les maladies professionnelles. C’est donc là que doit s’établir la collaboration entre employeurs et travailleurs pour tout ce qui touche la prévention. Une façon d’y parvenir, c’est de former un comité paritaire de santé et de sécurité. Cette mesure est applicable aux établissements comptant 21 travailleurs ou plus des groupes prioritaires I et II. Ceci confère au comité des fonctions précises et des pouvoirs de décision considérables qui touchent, entre autres, l’approbation du programme de santé, le choix du médecin responsable des services de santé, le choix des équipements individuels de protection et les programmes de formation et d’information.

Représentant à la prévention

Les travailleurs d’un établissement appartenant à un secteur des groupes prioritaires I et II et comptant 21 travailleurs ou plus ont la possibilité de désigner parmi eux un ou plusieurs représentants à la prévention. Ce représentant a pour fonction de déceler les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs à l’intérieur de l’établissement. Il peut consacrer une partie de ses heures de travail à inspecter les lieux, à mener des enquêtes, à formuler des recommandations et à assister les travailleurs dans l’exercice des droits qui leur sont reconnus par la loi.

Dossiers d’intervention créés et mesures prises

Même si la loi incite les employeurs et les travailleurs à prendre eux-mêmes en charge la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, elle a prévu d’autres moyens pour assurer la protection de la santé et la sécurité des travailleurs. Un de ces moyens, c’est l’intervention d’un inspecteur de la CNESST dans un établissement pour y faire corriger une situation, que ce soit dans le cadre de ses activités normales, en réponse à une plainte, à la suite d’un accident ou lors de l’exercice du droit au refus de travailler par un travailleur.

Les interventions de l'inspecteur sont de huit types :

- lorsque survient un accident qui entraîne des blessures graves ou le décès d’un ou de plusieurs travailleurs, l'enquête permet d'identifier les causes et les circonstances qui ont contribué à l’accident, en vue d’apporter les corrections qui en éviteront la répétition;
- lorsqu’un travailleur exerce son droit au refus de travailler, l'intervention vise à identifier, en collaboration avec les parties, les correctifs à apporter pour éliminer le risque;
- lorsqu’une plainte est reçue, l'intervention vise à s'assurer que les mesures préventives appropriées sont en place, par rapport aux dangers identifiés. Toute personne peut porter plainte à la CNESST, même si elle n’est pas touchée directement par la loi et les

règlements. Cependant, les travailleurs sont encouragés à informer d'abord leur comité de santé et de sécurité ou leur syndicat de l'objet de leur plainte ou, sinon, à en discuter avec leur employeur;

- lorsqu'un programme d'intervention est développé par la CNESST, le programme provincial s'applique;
- lorsque des interventions sont réalisées sur plusieurs lieux de travail en lien avec un danger spécifique dans une région donnée, le programme régional s'applique;
- lorsque la démarche vise à s'assurer de la mise en application de la loi et des règlements et la mise en place de mesures préventives sur les lieux de travail, l'intervention de type loi et règlements s'applique;
- lorsque l'inspecteur apporte son soutien lors d'une démarche de prévention dans un établissement ou sur un chantier (par exemple par de l'information, de la formation ou de l'assistance technique), l'intervention de type assistance s'applique;
- lorsque l'inspecteur est amené à sensibiliser un groupe sur tout sujet touchant à la prévention (par exemple lors d'une présentation, d'un congrès, d'un colloque ou d'une exposition), l'intervention de type promotion de la prévention s'applique. Un dossier de promotion est alors créé.

Dans les établissements des groupes prioritaires I, II et III, le travail de l'inspecteur est également axé sur la prise en charge de la prévention par le milieu. En plus de faire une inspection formelle, l'inspecteur contrôle l'application du programme de prévention et fournit des conseils et de l'information au comité de santé et de sécurité. Ses pouvoirs permettent à l'inspecteur d'imposer des mesures qui vont de l'avis de correction à la suspension des travaux ou à la fermeture des lieux de travail. Une personne qui ne se conforme pas à un ordre d'un inspecteur est passible d'une poursuite.

Notes: les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus (ancien tableau 4.2) ont été retirées, puisqu'elles ne sont plus disponibles. Les informations de l'ancien tableau 4.3 sont maintenant réparties sur deux tableaux (dossiers d'intervention, tableau 4.2; dossiers de promotion, tableau 4.3).

À compter de l'année 2010, les données relatives aux lieux visités, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Le tableau 4.5 présente maintenant la répartition des constats d'infraction signifiés selon l'article de loi (236 ou 237).

À signaler, entre 2018 et 2019 :

- Hausse de 1,7 % des dépenses en matière de prévention (134 389 k$ vs 132 086 k$)
- Baisse de 1,7 % des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés (17 207 vs 17 502), dont une diminution de 1,4 % pour les dossiers de type Loi et règlements (13 720 vs 13 913) et de 2,3 % pour les dossiers de type Plainte (3 268 vs 3 346)
- Hausse de 23,6 % des dossiers de promotion créés (68 vs 55)
- Hausse de 4,3 % des établissements visités (9 440 vs 9 050) et diminution de 0,2 % des chantiers visités (6 855 vs 6 871)
- Hausse de 0,2 % des dérogations constatées (66 054 vs 65 897) et hausse de 16,0 % des constats d'infraction signifiés (3 501 vs 3 017)

Tableau 4.1
Répartition des dépenses en matière de prévention
selon la catégorie de dépense

	2019		2018	
	Dépenses (k$)	% des dépenses	Dépenses (k$)	% des dépenses
Services de santé au travail	72 082	53,6	72 230	54,7
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail	25 044	18,6	24 488	18,5
Subventions aux associations sectorielles paritaires	23 766	17,7	23 540	17,8
Subventions aux associations syndicales et patronales	13 246	9,9	11 611	8,8
Autres subventions pour la formation et l'information	251	0,2	217	0,2
Total	**134 389**	**100**	132 086	100

Tableau 4.2
Répartition des dossiers d'intervention créés selon le type d'intervention

	2019		2018	
Dossiers d'intervention en prévention-inspection	Nombre	%	Nombre	%
Assistance	138	0,8	150	0,9
Enquête	49	0,3	48	0,3
Loi et règlements	13 720	79,7	13 913	79,5
Plainte	3 268	19,0	3 346	19,1
Programme provincial	6	0,0	3	0,0
Refus de travailler	26	0,2	42	0,2
Total	**17 207**	**100**	17 502	100

Tableau 4.3
Répartition des dossiers de promotion créés selon le genre d'activité de promotion

	2019		2018	
Dossiers de promotion	Nombre	%	Nombre	%
Colloque	2	2,9	3	5,5
Exposition	3	4,4	3	5,5
Présentation	47	69,1	32	58,2
Autre ou non codé	16	23,5	17	30,9
Total	**68**	**100**	55	100

Tableau 4.4
Employeurs, établissements, chantiers de construction et autres lieux visités

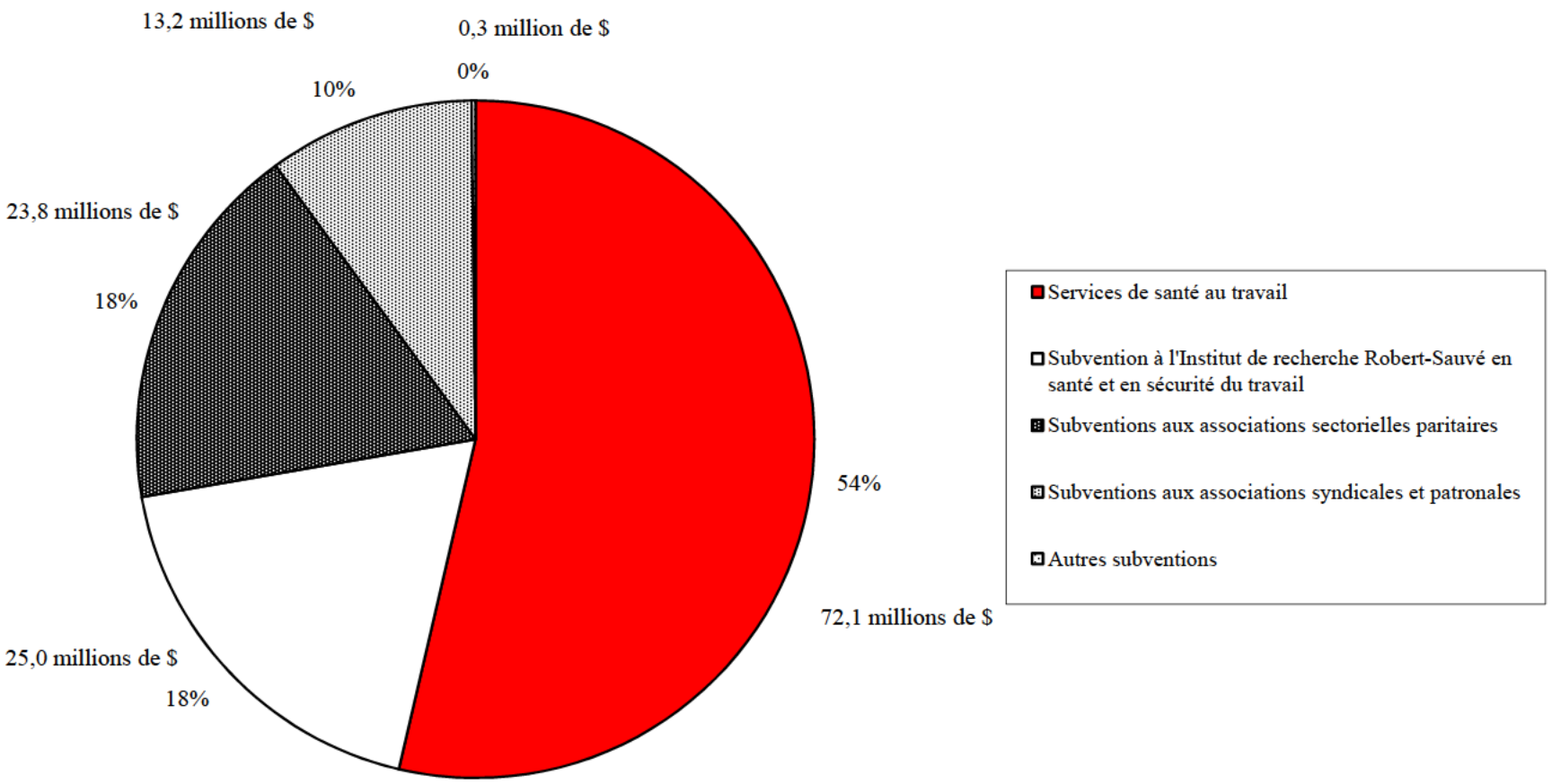
	2019	2018
	Nombre	Nombre
Visites effectuées	32 603	32 564
Employeurs visités[1]	11 851	11 431
Établissements visités	*9 440*	*9 050*
Chantiers visités	*6 855*	*6 871*
Autres lieux	*385*	*282*
Lieux non classés	*141*	*123*

1. Plusieurs types de lieu peuvent avoir fait l'objet d'une visite chez un même employeur.
Le nombre d'employeurs visités est donc inférieur à la somme des lieux visités.

Tableau 4.5
Décisions prises
selon le type de décision

	2019	2018
	Nombre	Nombre
Dérogations constatées	66 054	65 897
Décisions prises : arrêts des machines, fermeture des lieux, scellés apposés	3 037	3 138
Constats d'infraction signifiés	3 501	3 017
constats signifiés en vertu de l'article 236	*3 365*	*2 909*
constats signifiés en vertu de l'article 237	*136*	*108*

Graphique 4.1
Répartition relative des dépenses en matière de prévention en 2019



Section 5
Financement du régime de santé et de sécurité du travail

Description

La CNESST perçoit annuellement auprès des employeurs les sommes nécessaires au financement du régime de santé et de sécurité du travail.

Chaque année, la CNESST prévoit ses besoins financiers. Ces besoins découlent de l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) et de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP), soit la totalité du coût des lésions professionnelles qui surviendront au cours de l'année, du coût du programme *Pour une maternité sans danger* des dépenses relatives à la prévention, des frais d'administration et des autres frais, de même que les sommes nécessaires à la capitalisation graduelle de la CNESST.

La cotisation de chaque employeur est établie à partir des salaires qu'il déclare et de sa classification dans une unité.

L'employeur dont les activités économiques sont de natures différentes est classifié dans plus d'une unité d'activité. L'employeur peut bénéficier de classifications multiples lorsqu'il existe plus d'une unité pour les activités économiques exercées et qu'il n'existe aucune unité regroupant l'ensemble de ses activités.

Notes explicatives

Taux moyen de cotisation

Le taux moyen de cotisation décrété est fixé à 1,79 $ en 2019.

Masse salariale assurable

La CNESST considère aux fins de cotisation le salaire brut des travailleurs de chacun des employeurs jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable fixé à 76 500 $ en 2019.

Cotisation

Les cotisations représentent les quotes-parts que versent les employeurs pour acquitter les dépenses du régime de santé et de sécurité du travail, c'est-à-dire les dépenses de la CNESST. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus en 2019 à titre d'arrérages afférents à des années antérieures. Les cotisations de tous les dossiers d'expérience sont présentées, sans égard à la masse salariale assurable qu'ils ont déclarée.

Dossier d'expérience, dossier d'employeur

Un employeur est considéré comme une personne physique ou morale qui, en vertu d'un contrat de louage de services personnels ou d'un contrat d'apprentissage, même sans rémunération, utilise les services d'un travailleur. Les données se réfèrent aux dossiers d'expérience des employeurs qui ont déclaré au moins 1 $ en masse salariale assurable. Certains dossiers peuvent n'avoir été ouverts que pendant une partie de l'année 2019.

Un employeur possède un ou plusieurs dossiers d'expérience, selon la diversité des activités exercées. Une unité de classification est associée à chaque dossier d'expérience. Le dossier d'employeur regroupe l'ensemble des activités exercées par un même employeur.

Notes: De 2008 à 2011, les informations sur les employeurs membres d'une mutuelle (tableau 5.4 et graphique 5.4) excluaient les employeurs ayant une masse salariale à 0 $.

Avec l'implantation en 2011 du nouveau mode de paiement de la prime d'assurance (basé sur le salaire versé plutôt que le salaire prévu), les données définitives relatives au financement ne sont disponibles qu'après la fin de l'exercice de déclaration des salaires. Pour cette raison, ces informations ont été lues au 30 juin de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année de référence. Deux informations relatives aux employeurs sont présentées. Les ***employeurs*** *correspondent au nombre de dossiers d'employeurs ouverts pendant au moins une journée de l'année présentée, qu'une masse salariale leur soit associée ou non; cette donnée est lue au 31 décembre de l'année présentée. Le* ***nombre de dossiers d'employeurs ayant déclaré une masse salariale*** *correspond aux dossiers associés à des employeurs ayant déclaré une masse salariale pour l'année de référence, lus au 30 juin de l'année suivante.*
Attention : voir la note au bas de l'encadré et les notes des prochains tableaux, faisant état d'une particularité pour les données relatives à l'année 2019.

À signaler, entre 2018 et 2019 :

- Baisse de 0,7 % des dossiers d'employeurs (202 365 vs 203 864), hausse de 5,8 % de la masse salariale assurable (161 607 M$ vs 152 783 M$) et de 5,9 % des cotisations (3 053 381 k$ vs 2 882 043 k$)
- Hausse de 0,4 % des employeurs membres d'une mutuelle (28 755 vs 28 641), hausse de 7,2 % de leur masse salariale (33,20 G$ vs 30,98 G$) et de 15,1 % de leurs cotisations (840,96 M$ vs 730,76 M$)
- Légère diminution, de 0,3 point de pourcentage, de la proportion des mutuelles regroupant 50 employeurs ou plus (65,7 % vs 66,0 %)

Important: Les données présentées pour 2019 sont lues au 30 septembre 2020, plutôt qu'au 30 juin, pour tenir compte de l'allègement administratif accordé aux employeurs pour la déclaration salariale et le versement des cotisations, en raison de la pandémie.

Tableau 5.1
Répartition du taux moyen de cotisation décrété par 100 $ de masse salariale assurable selon la composante du taux de cotisation

	2019		2018	
	$	%	$	%
Coût des lésions professionnelles	1,33	74,3	1,25	69,8
Programme *Pour une maternité sans danger*	0,16	8,9	0,17	9,5
Programmes de prévention	0,09	5,0	0,09	5,0
Frais d'administration et autres frais	0,34	19,0	0,35	19,6
Amortissement de surplus	-0,13	-7,3	-0,07	-3,9
Total	**1,79**	**100**	1,79	100

Tableau 5.2a

Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations selon le mode de tarification de l'employeur[1]

	Dossiers d'employeurs				Masse salariale assurable[2]				Cotisations[3]			
	2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	(M$)	%	(M$)	%	(k$)	%	(k$)	%
Tarification au taux de l'unité	149 327	73,8	150 532	73,8	22 799	14,1	21 435	14,0	407 610	13,3	387 354	13,4
Tarification au taux personnalisé	51 428	25,4	51 764	25,4	70 548	43,7	67 156	44,0	1 531 579	50,2	1 440 725	50,0
Mode de tarification rétrospectif	1 610	0,8	1 568	0,8	68 260	42,2	64 193	42,0	1 112 333	36,4	1 052 844	36,5
Total	**202 365**	**100**	203 864	100	**161 607**	**100**	152 783	100	**3 053 381** [4]	**100**	2 882 043 [4]	100

Important: Les données présentées ici pour 2019 sont lues au 30 septembre 2020, plutôt qu'au 30 juin, pour tenir compte de l'allègement administratif accordé aux employeurs pour la déclaration salariale et le versement des cotisations, en raison de la pandémie.

1. Mode de tarification de l'employeur enregistré dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2019, pour l'année 2018 et au 30 septembre 2020, pour l'année 2019.
2. Masse salariale assurable inscrite dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2019, pour l'année 2018 et au 30 septembre 2020, pour l'année 2019.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 162,5 milliards de dollars en 2019 et à 153,5 milliards de dollars en 2018.
3. Cotisations reçues au 30 juin 2019, pour 2018 et au 30 septembre 2020, pour 2019, pour l'année visée seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année visée à titre d'arr afférents à des années antérieures à l'année visée. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 977,9 millions de dollars en 2019 et à 2 844,0 millions en 2018.
4. Des ajustements, pour lesquels le régime de cotisation n'est pas inscrit, sont inclus dans le total.

Tableau 5.2b

Répartition des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations selon le degré de personnalisation des employeurs au taux personnalisé

	Dossiers d'employeurs				Masse salariale assurable[2]				Cotisations[3]			
	2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	(M$)	%	(M$)	%	(k$)	%	(k$)	%
Taux personnalisé court terme (primaire)												
Degré de personnalisation de 0,1 % à 33 %	6 834	13,3	6 800	13,1	3 455	4,9	3 323	4,9	73 401	4,8	69 977	4,9
Degré de personnalisation de 34 % à 66 %	10 371	20,2	10 469	20,2	10 366	14,7	9 901	14,7	224 591	14,7	214 433	14,9
Degré de personnalisation de 67 % à 100 %	30 819	59,9	31 153	60,2	44 467	63,0	42 254	62,9	1 018 981	66,5	952 110	66,1
Indéterminé	3 404	6,6	3 342	6,5	12 260	17,4	11 677	17,4	214 606	14,0	204 205	14,2
Total	**51 428**	**100**	51 764	100	**70 548**	**100**	67 156	100	**1 531 579**	**100**	1 440 725	100
Taux personnalisé long terme (excédentaire)												
Degré de personnalisation de 0,1 % à 33 %	20 309	39,5	20 542	39,7	22 372	31,7	21 650	32,2	482 384	31,5	461 832	32,1
Degré de personnalisation de 34 % à 66 %	791	1,5	904	1,7	8 125	11,5	7 735	11,5	135 513	8,8	133 535	9,3
Degré de personnalisation de 67 % à 100 %	26 873	52,3	26 919	52,0	27 703	39,3	26 013	38,7	695 554	45,4	637 956	44,3
Indéterminé	3 455	6,7	3 399	6,6	12 347	17,5	11 759	17,5	218 128	14,2	207 401	14,4
Total	**51 428**	**100**	51 764	100	**70 548**	**100**	67 156	100	**1 531 579**	**100**	1 440 725	100

Tableau 5.3

Répartition des dossiers d'expérience, des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations selon la catégorie de tarification du dossier d'expérience

	Dossiers d'expérience				Dossiers d'employeurs				Masse salariale assurable[1]				Cotisations[2]			
	2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	(M$)	%	(M$)	%	(k$)	%	(k$)	%
Ensemble des secteurs de tarification[3]	238 116	92,8	239 993	92,9	198 974	91,5	200 599	91,6	155 591	96,3	147 210	96,4	2 751 774	90,1	2 608 528	90,5
Dossiers de travailleurs auxiliaires	6 507	2,5	6 521	2,5	6 507	3,0	6 521	3,0	5 370	3,3	4 951	3,2	108 029	3,5	100 848	3,5
Dossiers de protection personnelle	12 013	4,7	11 802	4,6	12 013	5,5	11 802	5,4	646	0,4	622	0,4	12 538	0,4	11 903	0,4
Total	**256 636**	**100**	258 316	100	**202 365** [4]	**100**	203 864 [4]	100	**161 607**	**100**	152 783	100	**3 053 381** [5, 6]	**100**	2 882 043 [5, 6]	100

Important: Les données présentées ici pour 2019 sont lues au 30 septembre 2020, plutôt qu'au 30 juin, pour tenir compte de l'allègement administratif accordé aux employeurs pour la déclaration salariale et le versement des cotisations, en raison de la pandémie.

1. Masse salariale assurable inscrite dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2019, pour l'année 2018 et au 30 septembre 2020, pour l'année 2019.
   Selon les états financiers, la masse salariale assurable est estimée à 162,5 milliards de dollars en 2019 et à 153,5 milliards de dollars en 2018.
2. Cotisations reçues au 30 juin 2019, pour 2018 et au 30 septembre 2020, pour 2019, pour l'année visée seulement. Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année visée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année visée. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs sont estimées à 2 977,9 millions de dollars en 2019 et à 2 844,0 millions en 2018.
3. Les 5 secteurs de tarification sont les suivants: primaire, manufacturier, construction, transport et entreposage et services.
4. Les dossiers d'employeurs qui se retrouvent dans plus d'un secteur de tarification ne figurent qu'une seule fois au total.
5. Un montant de 676 068 $ est compris dans le total pour les dossiers de stagiaires en 2019 et 733 764 $ en 2018.
6. Un montant de 180 363 406 $ est compris dans le total auquel aucun secteur de tarification n'est associé en 2019 et 160 030 244 $ en 2018.

Tableau 5.4a

Répartition des mutuelles de prévention et des employeurs membres d'une mutuelle selon l'année d'adhésion à la mutuelle

	2018			**2019**
	Total	Renouvellement	Nouvelle adhésion	Total
Mutuelles de prévention ouvertes	106	98	10	108
Employeurs membres d'une mutuelle[1]	28 641	26 757	1 998	28 755

Tableau 5.4b

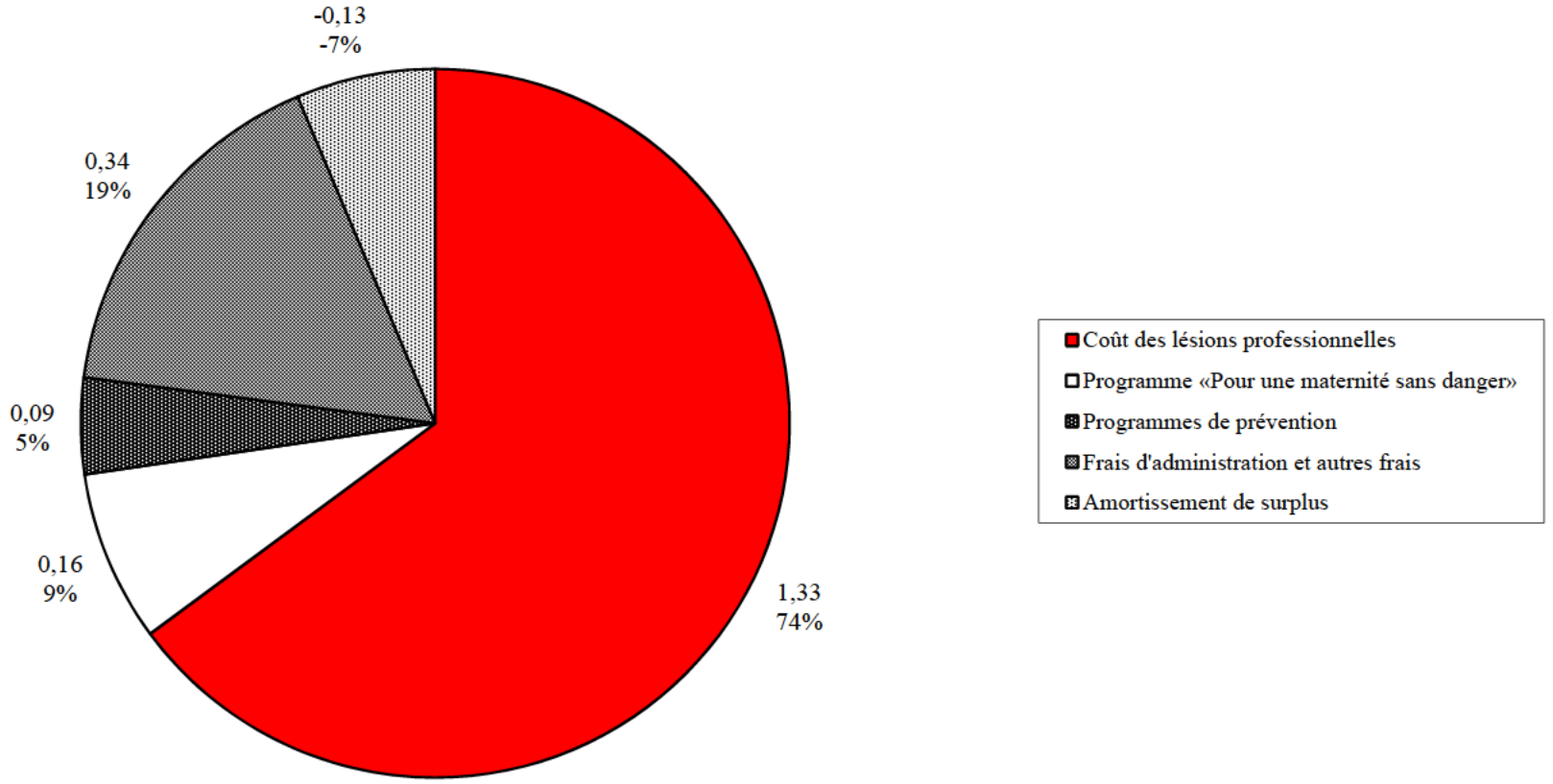
Données financières et répartition des mutuelles de prévention ouvertes pour 2018 et 2019 selon le nombre d'employeurs membres d'une mutuelle

	2018		**2019**	
Masse salariale assurable[2] (G$)	30,98		33,20	
Cotisation[3] (M$)	730,76		840,96	
Nombre d'employeurs membres d'une mutuelle[1]	Nombre de mutuelles	%	Nombre de mutuelles	%
Moins de 10 employeurs	15	14,2	13	12,0
De 10 à 19 employeurs	6	5,7	6	5,6
De 20 à 49 employeurs	15	14,2	18	16,7
De 50 à 99 employeurs	22	20,8	22	20,4
De 100 à 199 employeurs	17	16,0	18	16,7
De 200 à 499 employeurs	16	15,1	17	15,7
500 employeurs ou plus	15	14,2	14	13,0
Total	106	100	108	100

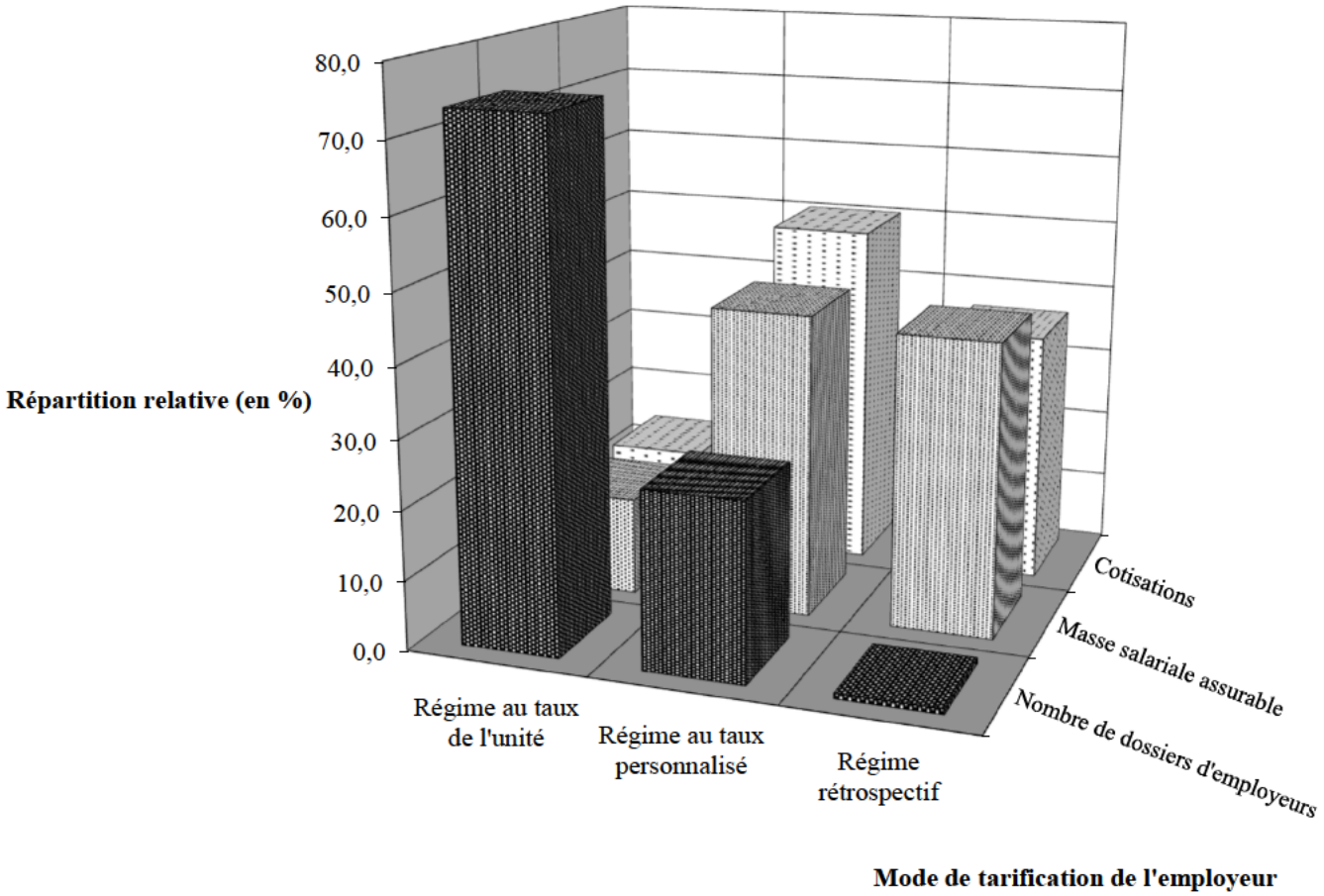
Important: Les données présentées ici pour 2019 sont lues au 30 septembre 2020, plutôt qu'au 30 juin, pour tenir compte de l'allègement administratif accordé aux employeurs pour la déclaration salariale et le versement des cotisations, en raison de la pandémie.

1. Employeurs ouverts au moins une journée au cours de l'année. Les employeurs ayant une masse salariale à 0 $ sont retenus.
2. Pour 2018, masse salariale assurable définitive ou estimée enregistrée dans les fichiers de la Commission au 30 juin 2019, pour l'année 2018.
   Pour 2019, masse salariale assurable définitive ou estimée enregistrée dans les fichiers de la Commission au 30 septembre 2020, pour l'année 2019.
3. Pour 2018, cotisations reçues au 30 juin 2019 pour l'année 2018 seulement. Pour 2019, cotisations reçues au 30 septembre 2020 pour l'année 2019 seulement.
   Ces cotisations ne comprennent pas les montants perçus pour l'année présentée à titre d'arrérages afférents à des années antérieures à l'année présentée.

Graphique 5.1
Répartition relative du taux moyen de cotisation décrété en 2019
selon la composante du taux de cotisation

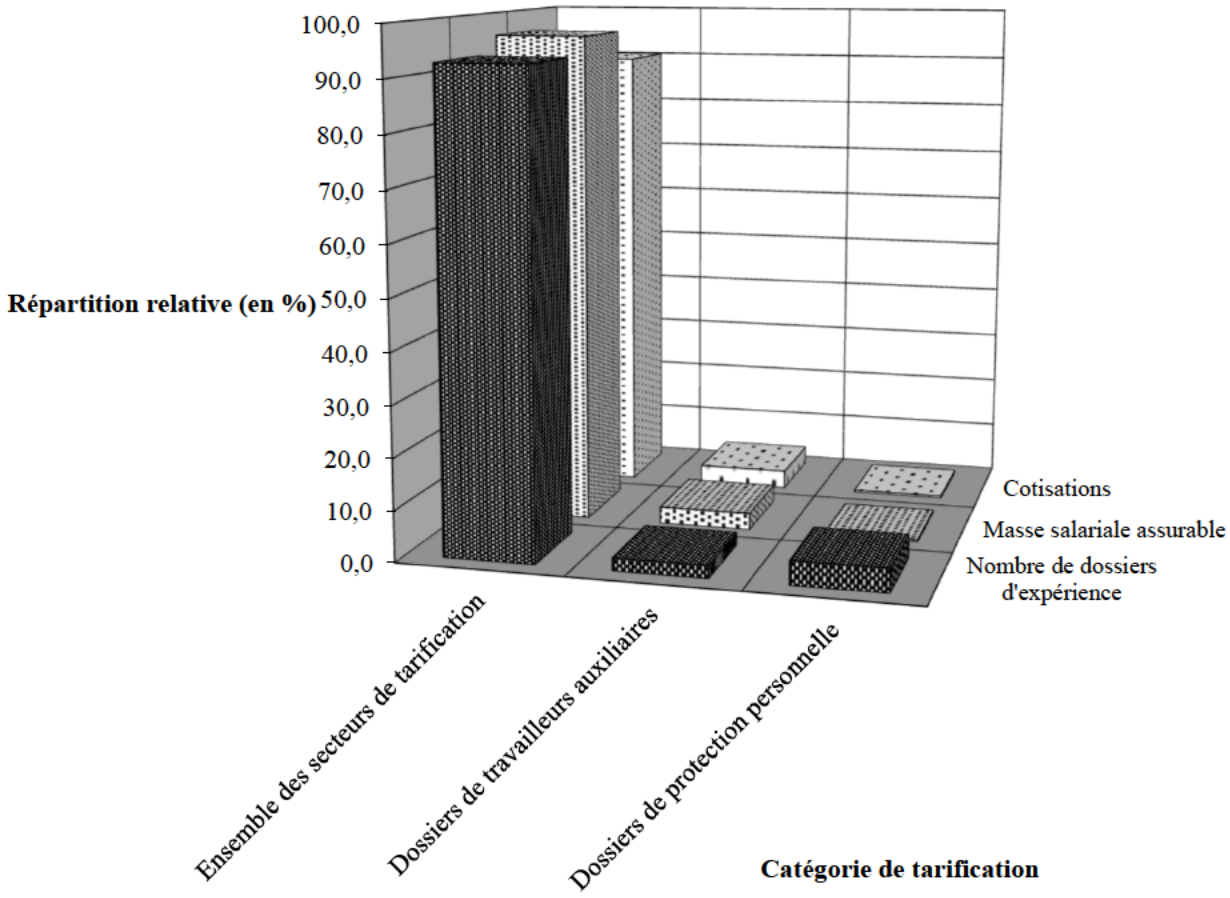


Graphique 5.2
Répartition relative des dossiers d'employeurs, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2019 selon le mode de tarification de l'employeur



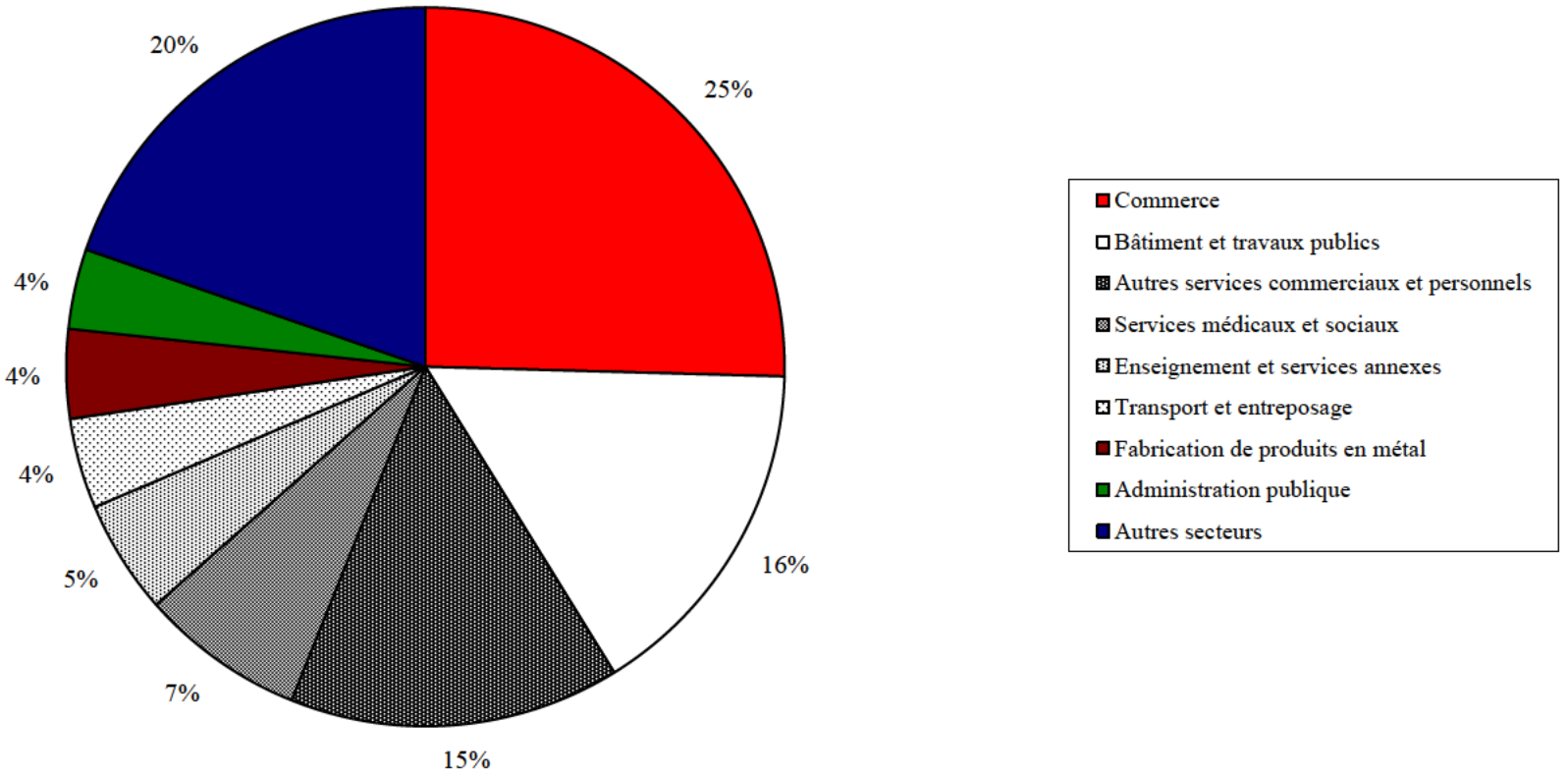
Important: Les données présentées ici pour 2019 sont lues au 30 septembre 2020, plutôt qu'au 30 juin, pour tenir compte de l'allègement administratif accordé aux employeurs pour la déclaration salariale et le versement des cotisations, en raison de la pandémie.

Graphique 5.3
Répartition relative des dossiers d'expérience, de la masse salariale assurable et des cotisations de 2019 selon la catégorie de tarification



Important: Les données présentées ici pour 2019 sont lues au 30 septembre 2020, plutôt qu'au 30 juin, pour tenir compte de l'allègement administratif accordé aux employeurs pour la déclaration salariale et le versement des cotisations, en raison de la pandémie.

Graphique 5.4
Répartition relative de la masse salariale de 2019 des employeurs membres d'une mutuelle en 2019, selon le secteur d'activité économique principal



Important: Les données présentées ici pour 2019 sont lues au 30 septembre 2020, plutôt qu'au 30 juin, pour tenir compte de l'allègement administratif accordé aux employeurs pour la déclaration salariale et le versement des cotisations, en raison de la pandémie.

Section 6
Processus de contestation en matière de santé et de sécurité du travail

Description

Recours et médiation

La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* et la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* accordent un recours au travailleur qui croit avoir été congédié, suspendu, déplacé, victime de mesures discriminatoires, de représailles ou de toute autre sanction parce qu'il a subi une lésion professionnelle ou qu'il a exercé un droit que lui confère la loi. Ces lois permettent à la CNESST de tenter de mettre en œuvre un processus de médiation entre le travailleur et son employeur. Si le processus de médiation échoue, la Commission rend une décision.

Révision administrative

L'entrée en vigueur de la *Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant certaines dispositions législatives*, le 1er avril 1998, marque le début de la révision administrative à la CNESST (et l'abolition des bureaux de révision, créés par l'entrée en vigueur de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* le 19 août 1985).

Toutes les demandes de révision faites à la suite d'une décision rendue par la CNESST en matière de santé et de sécurité du travail font l'objet d'une révision administrative sans audition. La mise en place de ce processus de révision administrative a pour objectifs d'humaniser, de simplifier et d'accélérer les services à la clientèle. Il s'agit d'une activité centralisée qui relève directement du président du conseil d'administration et chef de la direction.

Notes: À compter de 2010, les données relatives à la DGRA ont été modifiées pour tenir compte d'une part de nouvelles données au système et d'autre part d'une maturité de 2 mois.

Au tableau 6.1, les demandes d'une autre partie inscrites par la Direction générale de la révision administrative sont maintenant réparties selon le domaine d'intervention.

À signaler, entre 2018 et 2019 :

- Hausse de 0,9 % des demandes inscrites en matière de santé et de sécurité du travail par la Direction générale de la révision administrative (DGRA) (65 099 vs 64 510), dont une baisse de 4,3 % des demandes relatives à la prévention-inspection (225 vs 235), de 12,7 % pour le programme Pour une maternité sans danger (192 vs 220) et une hausse de 1,2 % pour le financement (7 204 vs 7 120) et de 0,9 % pour les demandes relatives à la réparation (57 159 vs 56 647)

- Hausse de 8,6 % des recours déposés en matière de santé et de sécurité du travail (2 579 vs 2 375) et hausse de 2,2 % des recours finalisés par le processus de recours et de médiation (2 375 vs 2 323); parmi les recours réglés (médiation ou décision), hausse de 2 points de pourcentage des recours réglés par médiation (85,5 % vs 83,5 %)

Tableau 6.1
Répartition des demandes inscrites par la Direction générale de la révision administrative (DGRA) selon le domaine d'intervention

		2019		2018	
		Nombre	%	Nombre	%
Réparation	• Demandes des travailleurs	**22 174**	**34,1**	22 620	35,1
	• Demandes des employeurs	**34 985**	**53,7**	34 027	52,7
	• *Total*	***57 159***	***87,8***	*56 647*	*87,8*
Financement	• Demandes des travailleurs	**5**	**0,0**	14	0,0
	• Demandes des employeurs	**7 199**	**11,1**	7 106	11,0
	• *Total*	***7 204***	***11,1***	*7 120*	*11,0*
Prévention-inspection	• Demandes des travailleurs	**14**	**0,0**	24	0,0
	• Demandes des employeurs	**211**	**0,3**	211	0,3
	• *Total*	***225***	***0,3***	*235*	*0,4*
Programme					
Pour une maternité sans danger	• Demandes des travailleurs	**169**	**0,3**	200	0,3
	• Demandes des employeurs	**23**	**0,0**	20	0,0
	• *Total*	***192***	***0,3***	*220*	*0,3*
Indéterminé					
	• Demandes des travailleurs	**0**	**0,0**	0	0,0
	• Demandes des employeurs	**0**	**0,0**	0	0,0
	• *Total*	***0***	***0,0***	*0*	*0,0*
Total	• *Demandes des travailleurs*	***22 362***	***34,4***	*22 858*	*35,4*
	• *Demandes des employeurs*	***42 418***	***65,2***	*41 364*	*64,1*
	• *Demandes d'une autre partie* [1]	***319***	***0,5***	*288*	*0,4*
Total		**65 099**	**100**	64 510	100

1. Demandes faites par une partie autre qu'un travailleur ou un employeur.

Tableau 6.2
Répartition des demandes terminées par la Direction générale de la révision administrative (DGRA) selon le demandeur

		2019		2018	
		Nombre	%	Nombre	%
Modification de la demande de 1re instance	• Demandes des travailleurs	1 632	2,7	1 816	3,7
	• Demandes des employeurs	1 120	1,8	840	1,7
	• Demandes d'une autre partie	16	0,0	13	0,0
	• *Total*	*2 768*	*4,5*	*2 669*	*5,4*
Maintien de la demande de 1re instance	• Demandes des travailleurs	16 961	27,7	16 068	32,8
	• Demandes des employeurs	41 296	67,4	30 052	61,3
	• Demandes d'une autre partie	268	0,4	203	0,4
	• *Total*	*58 525*	*95,5*	*46 323*	*94,6*
Total	• *Demandes des travailleurs*	*18 593*	30,3	*17 884*	36,5
	• *Demandes des employeurs*	*42 416*	69,2	*30 892*	63,1
	• *Demandes d'une autre partie*	*284*	*0,5*	*216*	*0,4*
Total		**61 293**	**100**	48 992	100

Tableau 6.3

Répartition des recours déposés et des recours finalisés
selon l'article de loi concerné par le recours

	Article 32 LATMP		Article 227 LSST		Articles 245 et 246 LATMP		Total	
	2019	2018	**2019**	2018	**2019**	2018	**2019**	2018
Recours déposés	2 119	2 007	460	368	0	0	**2 579**	2 375

	2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
Recours finalisés	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
• Médiation réussie	1 610	84,7	1 554	83,1	331	89,5	307	85,8	0	-	0	-	**1 941**	**85,5**	1 861	83,5
• Demande acceptée	33	1,7	42	2,2	10	2,7	16	4,5	0	-	0	-	**43**	**1,9**	58	2,6
• Demande rejetée	51	2,7	38	2,0	5	1,4	9	2,5	0	-	0	-	**56**	**2,5**	47	2,1
• Demande déclarée irrecevable	206	10,8	236	12,6	24	6,5	26	7,3	0	-	0	-	**230**	**10,1**	262	11,8
• Total des décisions	290	15,3	316	16,9	39	10,5	51	14,2	0	-	0	-	**329**	**14,5**	367	16,5
Total des recours réglés (médiation ou décision)	1 900	100	1 870	100	370	100	358	100	0	-	0	-	**2 270**	**100**	2 228	100
• Fermeture administrative	81		81		24		14		0		0		**105**		95	
• Total	**1 981**		**1 951**		**394**		**372**		**0**		**0**		**2 375**		2 323	

Section 7
Volet statistique des programmes de réparation

Description

Cette section regroupe des informations concernant les dossiers ouverts et acceptés selon quelques variables d'intérêt : âge du travailleur, sexe, siège de la lésion, nature de la lésion, catégorie de lésion, genre d'accident ou d'exposition, agent causal de la lésion, agent causal secondaire, profession du travailleur. Également, des statistiques sur les décès y sont présentées.

Notes explicatives

Siège de la lésion

Identification de la partie du corps qui est directement affectée par la nature de la blessure ou de la maladie.

Nature de la lésion

Identification des principales caractéristiques physiques de la blessure ou de la maladie.

Genre d'accident ou d'exposition

Description de la manière dont la blessure ou la maladie a été produite ou infligée par l'agent causal de la lésion.

Agent causal

Identification de l'objet, la substance, l'exposition ou le mouvement du corps qui a produit ou infligé directement la blessure ou la maladie.

Agent causal secondaire

Identification de l'objet, la substance ou la personne qui a généré l'agent causal de la lésion ou qui a contribué au genre d'accident ou d'exposition.

À signaler, entre 2018 et 2019 :

- Lésions professionnelles :
  - Hausse de 3,2 % des accidents du travail (94 679 vs 91 711)
  - Hausse de 9,3 % des maladies professionnelles (12 786 vs 11 695)
  - Baisse de 1,3 point de pourcentage de la proportion des maladies professionnelles associées à un trouble de l'oreille ou de l'audition (68,9 % vs 70,2 %)

- Décès :
  - Baisse de 8,1 % des décès associés à un accident du travail (57 vs 62)
  - Baisse de 18,9 % des décès associés à une maladie professionnelle (133 vs 164)
  - Baisse de 3,1 points de pourcentage de la proportion des décès accidentels résultant d'une chute (21,1 % vs 24,2 %)
  - Baisse de 6,5 points de pourcentage de la proportion des décès accidentels résultant d'une réaction du corps ou d'un effort (0,0 % vs 6,5 %)
  - Hausse de 12,7 points de pourcentage de la proportion des décès accidentels résultant d'une exposition à des substances ou à des environnements nocifs (17,5 % vs 4,8 %)
  - Baisse de 2,0 points de pourcentage de la proportion des décès accidentels résultant d'accidents de transport (35,1 % vs 37,1 %)
  - Baisse de 11,9 % des décès pour maladie professionnelle associés à l'amiante (119 vs 135)
  - Baisse de 71,4 % des décès pour maladie professionnelle associés à la silice (2 vs 7)
  - Baisse de 52,6 % des décès pour maladie professionnelle associés au feu, aux flammes, à la fumée et aux gaz d'incendie (9 vs 19)

Tableau 7.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon l'année et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle			
	2019		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
2014 ou antérieures	10	0,0	17	0,0	17	0,1	25	0,2
2015	3	0,0	16	0,0	7	0,1	6	0,1
2016	8	0,0	50	0,1	11	0,1	20	0,2
2017	54	0,1	6 605	7,2	31	0,2	1 000	8,6
2018	6 705	7,1	85 023	92,7	1 212	9,5	10 644	91,0
2019	87 899	92,8	-	-	11 508	90,0	-	-
Total	**94 679**	**100**	91 711	100	**12 786**	**100**	11 695	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 863 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 1 890 dossiers pour 2018.

Tableau 7.2

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon les caractéristiques des bénéficiaires et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail				Maladie professionnelle			
		2019		2018		**2019**		2018	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sexe du travailleur	• Féminin	36 633	38,7	35 295	38,5	1 409	11,0	1 112	9,5
	• Masculin	58 046	61,3	56 416	61,5	11 377	89,0	10 583	90,5
	• *Total*	*94 679*	*100*	*91 711*	*100*	*12 786*	*100*	*11 695*	*100*
Âge du travailleur à la lésion professionnelle	• Moins de 20 ans	3 088	3,3	2 845	3,1	14	0,1	7	0,1
	• 20 à 24 ans	8 401	8,9	8 437	9,2	41	0,3	34	0,3
	• 25 à 34 ans	19 989	21,1	19 631	21,4	162	1,3	180	1,5
	• 35 à 44 ans	22 250	23,5	21 309	23,2	438	3,4	374	3,2
	• 45 à 54 ans	21 989	23,2	21 576	23,5	1 354	10,6	1 299	11,1
	• 55 à 64 ans	17 032	18,0	16 315	17,8	4 175	32,7	3 998	34,2
	• 65 ans ou plus	1 930	2,0	1 598	1,7	6 602	51,6	5 803	49,6
	• *Total*	*94 679*	*100*	*91 711*	*100*	*12 786*	*100*	*11 695*	*100*

Âge entier moyen du travailleur à la lésion professionnelle	**• Féminin**	**42**	42	**63**	62
	• Masculin	**41**	41	**65**	65
	• Total	***42***	*41*	***65***	*64*

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 863 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 1 890 dossiers pour 2018.

Tableau 7.3

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés[1]
selon le siège de la lésion et l'âge du travailleur à l'accident

		Moins de 20 ans		20 à 24 ans		25 à 34 ans		35 à 44 ans		45 à 54 ans		55 à 64 ans		65 ans ou plus		**2019 Total**		2018 Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Tête	• Région crânienne	247	8,0	473	5,6	783	3,9	777	3,5	738	3,4	569	3,3	66	3,4	**3 653**	**3,9**	2 733	3,0
	• Oreille(s)	0	0,0	5	0,1	15	0,1	23	0,1	19	0,1	27	0,2	11	0,6	**100**	**0,1**	109	0,1
	• Visage	103	3,3	311	3,7	670	3,4	715	3,2	532	2,4	401	2,4	51	2,6	**2 783**	**2,9**	2 951	3,2
	• Autres parties de la tête	12	0,4	31	0,4	82	0,4	79	0,4	70	0,3	73	0,4	12	0,6	**359**	**0,4**	343	0,4
	• *Total*	*362*	*11,7*	*820*	*9,8*	*1 550*	*7,8*	*1 594*	*7,2*	*1 359*	*6,2*	*1 070*	*6,3*	*140*	*7,3*	***6 895***	***7,3***	*6 136*	*6,7*
Cou	• Cou, sauf siège interne	0	0,0	5	0,1	6	0,0	15	0,1	10	0,0	5	0,0	1	0,1	**42**	**0,0**	53	0,1
	• Région cervicale	58	1,9	211	2,5	627	3,1	729	3,3	664	3,0	391	2,3	22	1,1	**2 702**	**2,9**	2 512	2,7
	• Autres parties du cou	0	0,0	0	0,0	1	0,0	7	0,0	0	0,0	2	0,0	0	0,0	**10**	**0,0**	3	0,0
	• *Total*	*58*	*1,9*	*216*	*2,6*	*634*	*3,2*	*751*	*3,4*	*674*	*3,1*	*398*	*2,3*	*23*	*1,2*	***2 754***	***2,9***	*2 568*	*2,8*
Tronc	• Épaules	141	4,6	462	5,5	1 302	6,5	1 735	7,8	1 968	8,9	1 698	10,0	225	11,7	**7 531**	**8,0**	7 070	7,7
	• Thorax	21	0,7	93	1,1	279	1,4	377	1,7	491	2,2	554	3,3	93	4,8	**1 908**	**2,0**	1 838	2,0
	• Dos, colonne vertébrale	546	17,7	1 904	22,7	5 112	25,6	5 780	26,0	5 389	24,5	3 618	21,2	321	16,6	**22 670**	**23,9**	22 260	24,3
	• Abdomen	3	0,1	24	0,3	45	0,2	62	0,3	61	0,3	37	0,2	4	0,2	**236**	**0,2**	257	0,3
	• Région pelvienne	16	0,5	40	0,5	134	0,7	177	0,8	243	1,1	229	1,3	56	2,9	**895**	**0,9**	923	1,0
	• Autres parties du tronc	9	0,3	48	0,6	116	0,6	129	0,6	141	0,6	125	0,7	7	0,4	**575**	**0,6**	752	0,8
	• *Total*	*736*	*23,8*	*2 571*	*30,6*	*6 988*	*35,0*	*8 260*	*37,1*	*8 293*	*37,7*	*6 261*	*36,8*	*706*	*36,6*	***33 815***	***35,7***	*33 100*	*36,1*
Membres supérieurs	• Bras	113	3,7	343	4,1	853	4,3	1 147	5,2	1 179	5,4	883	5,2	89	4,6	**4 607**	**4,9**	4 542	5,0
	• Poignet(s)	155	5,0	374	4,5	797	4,0	782	3,5	694	3,2	566	3,3	70	3,6	**3 438**	**3,6**	3 159	3,4
	• Main(s), sauf doigt(s) seulement	194	6,3	427	5,1	699	3,5	669	3,0	627	2,9	471	2,8	60	3,1	**3 147**	**3,3**	3 242	3,5
	• Doigt(s), ongle(s)	498	16,1	980	11,7	2 114	10,6	1 852	8,3	1 665	7,6	1 397	8,2	159	8,2	**8 665**	**9,2**	8 561	9,3
	• Autres parties des membres supérieurs	38	1,2	79	0,9	206	1,0	280	1,3	216	1,0	150	0,9	11	0,6	**980**	**1,0**	977	1,1
	• *Total*	*998*	*32,3*	*2 203*	*26,2*	*4 669*	*23,4*	*4 730*	*21,3*	*4 381*	*19,9*	*3 467*	*20,4*	*389*	*20,2*	***20 837***	***22,0***	*20 481*	*22,3*
Membres inférieurs	• Jambe(s)	231	7,5	595	7,1	1 351	6,8	1 686	7,6	1 960	8,9	1 813	10,6	199	10,3	**7 835**	**8,3**	7 473	8,1
	• Cheville(s)	194	6,3	553	6,6	1 136	5,7	1 110	5,0	914	4,2	665	3,9	69	3,6	**4 641**	**4,9**	4 567	5,0
	• Pied(s), sauf orteil(s) seulement	136	4,4	269	3,2	545	2,7	531	2,4	513	2,3	394	2,3	40	2,1	**2 428**	**2,6**	2 364	2,6
	• Orteil(s), ongle(s) d'orteil(s)	32	1,0	41	0,5	110	0,6	94	0,4	99	0,5	104	0,6	13	0,7	**493**	**0,5**	501	0,5
	• Autres parties des membres inférieurs	38	1,2	94	1,1	148	0,7	184	0,8	177	0,8	156	0,9	14	0,7	**811**	**0,9**	745	0,8
	• *Total*	*631*	*20,4*	*1 552*	*18,5*	*3 290*	*16,5*	*3 605*	*16,2*	*3 663*	*16,7*	*3 132*	*18,4*	*335*	*17,4*	***16 208***	***17,1***	*15 650*	*17,1*
Systèmes corporels		55	1,8	321	3,8	874	4,4	823	3,7	714	3,2	375	2,2	19	1,0	**3 181**	**3,4**	3 287	3,6
Sièges multiples		202	6,5	619	7,4	1 719	8,6	2 223	10,0	2 454	11,2	1 867	11,0	259	13,4	**9 343**	**9,9**	8 340	9,1
Appareils prosthétiques (prothèses)		18	0,6	43	0,5	96	0,5	94	0,4	248	1,1	317	1,9	41	2,1	**857**	**0,9**	925	1,0
Autres ou indéterminé		28	0,9	56	0,7	169	0,8	170	0,8	203	0,9	145	0,9	18	0,9	**789**	**0,8**	1 224	1,3
Total		**3 088**	**100**	**8 401**	**100**	**19 989**	**100**	**22 250**	**100**	**21 989**	**100**	**17 032**	**100**	**1 930**	**100**	**94 679**	**100**	91 711	100

1 Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 670 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 1 715 dossiers pour 2018

Tableau 7.4

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

		2019		2018	
		Nombre	%	Nombre	%
Contacts avec des objets ou de l'équipement	• Heurter un objet	6 272	6,6	5 589	6,1
	• Frappé par un objet	9 472	10,0	8 886	9,7
	• Coincé ou écrasé par de l'équipement ou des objets	4 522	4,8	4 484	4,9
	• Frottement ou abrasion par friction ou pression	2 083	2,2	2 875	3,1
	• Autres contacts avec des objets ou de l'équipement	1 706	1,8	1 199	1,3
	• *Total*	*24 055*	*25,4*	*23 033*	*25,1*
Chutes	• Chute à un niveau inférieur	5 095	5,4	4 750	5,2
	• Saut à un niveau inférieur	139	0,1	142	0,2
	• Chute au même niveau	11 704	12,4	9 951	10,9
	• Autres chutes	984	1,0	1 367	1,5
	• *Total*	*17 922*	*18,9*	*16 210*	*17,7*
Réactions du corps et efforts	• Réaction du corps *(s'étirer, marcher, glisser, trébucher, …)*	14 343	15,1	13 589	14,8
	• Effort excessif	16 852	17,8	17 612	19,2
	• Mouvement répétitif	1 265	1,3	1 107	1,2
	• État corporel, n c.a.	28	0,0	18	0,0
	• Autres réactions du corps et efforts	3 525	3,7	3 424	3,7
	• *Total*	*36 013*	*38,0*	*35 750*	*39,0*
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	• Contact avec le courant électrique	182	0,2	164	0,2
	• Contact avec des températures extrêmes	1 063	1,1	1 149	1,3
	• Exposition à des substances caustiques, nocives ou allergènes	1 869	2,0	2 141	2,3
	• Exposition au bruit	37	0,0	40	0,0
	• Exposition au rayonnement	26	0,0	51	0,1
	• Exposition à un événement traumatisant ou stressant, n.c.a.	715	0,8	636	0,7
	• Autres expositions à des substances ou à des environnements nocifs	252	0,3	299	0,3
	• *Total*	*4 144*	*4,4*	*4 480*	*4,9*
Accidents de transport	• Accident de la route	1 320	1,4	1 200	1,3
	• Accident hors route, sauf ferroviaire, aérien ou nautique	359	0,4	289	0,3
	• Piéton, non-passager heurté par un véhicule, un équipement mobile	111	0,1	118	0,1
	• Accident ferroviaire	5	0,0	2	0,0
	• Accident de véhicule nautique	17	0,0	13	0,0
	• Accident d'aéronef	5	0,0	4	0,0
	• Autres accidents de transport	43	0,0	40	0,0
	• *Total*	1 860	*2,0*	1 666	*1,8*
Feux et explosions		58	0,1	75	0,1
Voies de fait et actes violents	• Voies de fait et acte violent par une ou des personnes	3 152	3,3	2 980	3,2
	• Attaque par des animaux	125	0,1	119	0,1
	• Autres voies de fait et actes violents	136	0,1	139	0,2
	• *Total*	*3 413*	*3,6*	*3 238*	*3,5*
Autres ou indéterminé		7 214	7,6	7 259	7,9
Total		**94 679**	**100**	91 711	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 670 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 1 715 dossiers pour 2018.

Tableau 7.5

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés[1]
selon la nature de la lésion

		2019		2018	
		Nombre	%	Nombre	%
Blessure ou trouble traumatique	• Blessure traumatique aux os, aux nerfs ou à la moëlle épinière	7 542	8,0	6 740	7,3
	• Blessure traumatique aux muscles, tendons, ligaments, articulations, etc.	40 809	43,1	38 596	42,1
	• Plaie ouverte	6 331	6,7	6 516	7,1
	• Plaie ou contusion superficielle	11 504	12,2	11 593	12,6
	• Brûlure	1 392	1,5	1 479	1,6
	• Blessure intracrânienne	2 606	2,8	1 501	1,6
	• Blessures ou troubles traumatiques multiples	2 759	2,9	2 924	3,2
	• Autres blessures ou troubles traumatiques	1 845	1,9	2 709	3,0
	• *Total*	*74 788*	*79,0*	*72 058*	*78,6*
Maladie ou trouble systémique	• Maladie du système nerveux ou des organes sensoriels	783	0,8	814	0,9
	• Maladie de l'appareil respiratoire	78	0,1	89	0,1
	• Maladie ou trouble de l'appareil digestif	308	0,3	342	0,4
	• Maladie ou trouble du système musculo-squelettique	8 266	8,7	7 640	8,3
	• Maladie de la peau ou du tissu sous-cutané	297	0,3	277	0,3
	• Autres maladies ou troubles systémiques	16	0,0	16	0,0
	• *Total*	*9 748*	*10,3*	*9 178*	*10,0*
Maladie infectieuse ou parasitaire		1 037	1,1	1 364	1,5
Néoplasme, tumeur, cancer		3	0,0	5	0,0
Symptômes, signes et états mal définis	• Symptômes impliquant le système nerveux ou musculo-squelettique	68	0,1	86	0,1
	• Autres symptômes, signes ou états mal définis	192	0,2	78	0,1
	• *Total*	*260*	*0,3*	*164*	*0,2*
Autres maladies, états ou troubles	• Dommages aux appareils prosthétiques (prothèses)	639	0,7	684	0,7
	• Trouble ou syndrome mental	1 847	2,0	1 540	1,7
	• Autres maladies, états ou troubles	32	0,0	88	0,1
	• *Total*	*2 518*	*2,7*	*2 312*	*2,5*
Maladies, états ou troubles multiples		672	0,7	921	1,0
Autres ou indéterminée		5 653	6,0	5 709	6,2
Total		**94 679**	**100**	91 711	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 670 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 1 715 dossiers pour 2018.

Tableau 7.6a

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés[1]
selon l'agent causal de la lésion

	2019		2018	
	Nombre	%	Nombre	%
Produits et composés chimiques	934	1,0	1 021	1,1
Contenants	5 713	6,0	6 008	6,6
Mobilier et appareils	2 245	2,4	2 049	2,2
Machinerie	2 125	2,2	1 978	2,2
Pièces et matériaux	8 112	8,6	8 212	9,0
Personnes, plantes, animaux et minéraux	37 769	39,9	38 520	42,0
Structures et surfaces	14 289	15,1	12 350	13,5
Outils, instruments et matériel	5 664	6,0	5 395	5,9
Véhicules	3 548	3,7	3 424	3,7
Autres ou indéterminé	14 280	15,1	12 754	13,9
Total	**94 679**	**100**	91 711	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 670 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 1 715 dossiers pour 2018.

Tableau 7.6b

Répartition des dossiers pour accidents du travail ouverts et acceptés[1]
selon l'agent causal secondaire

	2019		2018	
	Nombre	%	Nombre	%
Produits et composés chimiques	569	0,6	452	0,5
Contenants	4 655	4,9	4 285	4,7
Mobilier et appareils	1 782	1,9	1 695	1,8
Machinerie	1 589	1,7	1 581	1,7
Pièces et matériaux	5 191	5,5	5 739	6,3
Personnes, plantes, animaux et minéraux	22 124	23,4	21 251	23,2
Structures et surfaces	4 643	4,9	5 090	5,6
Outils, instruments et matériel	4 743	5,0	5 227	5,7
Véhicules	2 623	2,8	2 547	2,8
Autres ou indéterminé	46 760	49,4	43 844	47,8
Total	**94 679**	**100**	91 711	100

Tableau 7.7

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon la profession du travailleur et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle			
	2019		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Directeurs, administrateurs et personnel assimilé	1 499	1,6	1 139	1,2	91	0,7	83	0,7
Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques	1 024	1,1	868	0,9	106	0,8	85	0,7
Travailleurs spécialisés des sciences sociales et secteurs connexes	745	0,8	738	0,8	3	0,0	1	0,0
Enseignants et personnel assimilé	4 766	5,0	4 012	4,4	92	0,7	62	0,5
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs assimilés	11 535	12,2	11 305	12,3	87	0,7	68	0,6
Professionnels des domaines artistique et littéraire et personnel assimilé	367	0,4	297	0,3	9	0,1	10	0,1
Travailleurs spécialisés des sports et loisirs	464	0,5	335	0,4	17	0,1	11	0,1
Personnel administratif et travailleurs assimilés	5 913	6,2	5 523	6,0	144	1,1	110	0,9
Travailleurs spécialisés dans la vente	5 868	6,2	5 490	6,0	105	0,8	101	0,9
Travailleurs spécialisés dans les services	11 558	12,2	11 304	12,3	476	3,7	378	3,2
Agriculteurs, horticulteurs et éleveurs	859	0,9	840	0,9	49	0,4	40	0,3
Travailleurs forestiers et bûcherons	315	0,3	315	0,3	197	1,5	165	1,4
Mineurs, carriers, foreurs de puits et travailleurs assimilés	355	0,4	415	0,5	167	1,3	157	1,3
Travailleurs des industries de transformation	4 021	4,2	3 436	3,7	527	4,1	415	3,5
Usineurs et travailleurs des secteurs connexes	3 571	3,8	3 220	3,5	797	6,2	736	6,3
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	6 845	7,2	6 672	7,3	1 181	9,2	1 090	9,3
Travailleurs de bâtiment	6 979	7,4	6 260	6,8	1 375	10,8	1 471	12,6
Personnel d'exploitation des transports	4 739	5,0	4 248	4,6	589	4,6	472	4,0
Manutentionnaires et travailleurs assimilés	8 041	8,5	8 289	9,0	1 597	12,5	1 540	13,2
Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines	1 153	1,2	1 207	1,3	295	2,3	276	2,4
Autres ou indéterminée	14 062	14,9	15 798	17,2	4 882	38,2	4 424	37,8
Total	**94 679**	**100**	91 711	100	**12 786**	**100**	11 695	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 863 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 1 890 dossiers pour 2018.

Tableau 7.8

Répartition des dossiers pour maladies professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon la nature de la maladie et l'âge du travailleur à la maladie

		Moins de 20 ans		20 à 24 ans		25 à 34 ans		35 à 44 ans		45 à 54 ans		55 à 64 ans		65 ans ou plus		2019 Total		2018 Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Blessures et troubles traumatiques	• Entorse, foulure, déchirure	1	7,1	1	2,4	3	1,9	3	0,7	3	0,2	7	0,2	1	0,0	**19**	**0,1**	18	0,2
	• Blessure traumatique aux muscles, tendons, etc.	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,5	2	0,1	0	0,0	0	0,0	**4**	**0,0**	3	0,0
	• Autres intoxications ou effets toxiques	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	1	0,0	1	0,0	**3**	**0,0**	3	0,0
	• Blessure ou trouble traumatique avec diagnostic imprécis	0	0,0	0	0,0	1	0,6	1	0,2	0	0,0	1	0,0	0	0,0	**3**	**0,0**	0	0,0
	• Autres blessures ou troubles traumatiques	1	7,1	1	2,4	3	1,9	6	1,4	5	0,4	6	0,1	3	0,0	**25**	**0,2**	23	0,2
	• *Total*	*2*	*14,3*	*2*	*4,9*	*7*	*4,3*	*12*	*2,7*	*11*	*0,8*	*15*	*0,4*	*5*	*0,1*	***54***	***0,4***	*47*	*0,4*
Maladies et troubles systémiques	• Trouble du système nerveux périphérique	1	7,1	5	12,2	25	15,4	30	6,8	30	2,2	19	0,5	0	*0,0*	**110**	**0,9**	107	0,9
	• Trouble de l'œil, des annexes ou de la vue	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	0	0,0
	• Trouble de l'oreille, de la mastoïde ou de l'audition	0	0,0	0	0,0	20	12,3	162	37,0	866	64,0	2 979	71,4	4 788	72,5	**8 815**	**68,9**	8 213	70,2
	• Syndrome de Raynaud	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,2	2	0,1	9	0,2	2	0,0	**14**	**0,1**	24	0,2
	• Bronchopneumopathie obstructive chronique ou état apparenté	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,5	3	0,2	3	0,1	1	0,0	**9**	**0,1**	9	0,1
	• Pneumoconiose	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	16	0,4	82	1,2	**99**	**0,8**	109	0,9
	• Autres maladies de l'appareil respiratoire	1	7,1	1	2,4	0	0,0	1	0,2	1	0,1	2	0,0	0	0,0	**6**	**0,0**	4	0,0
	• Entérite ou colite non infectieuse	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,1	0	0,0	0	0,0	**2**	**0,0**	2	0,0
	• Affections du rachis (dos)	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**	0	0,0
	• Inflammation, rhumatisme, sauf le rachis	3	21,4	17	41,5	56	34,6	98	22,4	105	7,8	88	2,1	4	0,1	**371**	**2,9**	360	3,1
	• Infection de la peau ou du tissu sous-cutané	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,1	0	0,0	0	0,0	**2**	**0,0**	4	0,0
	• Dermatite	4	28,6	5	12,2	5	3,1	10	2,3	13	1,0	12	0,3	1	0,0	**50**	**0,4**	52	0,4
	• Autres maladies ou troubles systémiques	0	0,0	0	0,0	2	1,2	1	0,2	1	0,1	2	0,0	0	0,0	**6**	**0,0**	10	0,1
	• *Total*	*9*	*64,3*	*28*	*68,3*	*108*	*66,7*	*305*	*69,6*	*1 027*	*75,8*	*3 130*	*75,0*	*4 878*	*73,9*	***9 485***	***74,2***	*8 894*	*76,0*
Maladies infectieuses et parasitaires		0	0,0	0	0,0	4	2,5	2	0,5	1	0,1	2	0,0	0	*0,0*	**9**	**0,1**	19	0,2
Néoplasmes, tumeurs et cancers		0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	0,2	5	0,1	73	1,1	**81**	**0,6**	94	0,8
Symptômes, signes et états mal définis		0	0,0	1	2,4	0	0,0	2	0,5	2	0,1	1	0,0	0	0,0	**6**	**0,0**	8	0,1
Autres maladies, états ou troubles		0	0,0	2	4,9	3	1,9	3	0,7	2	0,1	1	0,0	0	0,0	**11**	**0,1**	7	0,1
Autres ou indéterminé		3	21,4	8	19,5	40	24,7	114	26,0	308	22,7	1 021	24,5	1 646	24,9	**3 140**	**24,6**	2 626	22,5
Total		**14**	**100**	**41**	**100**	**162**	**100**	**438**	**100**	**1 354**	**100**	**4 175**	**100**	**6 602**	**100**	**12 786**	**100**	11 695	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 193 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 175 dossiers pour 2018.

Tableau 7.9

Répartition des décès[1]
selon la catégorie de prestation et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle			
	2019		2018		**2019**		2018	
	Nombre	Débours (k$)	Nombre	Débours (k$)	Nombre	Débours (k$)	Nombre	Débours (k$)
Indemnités de décès	47	1 967	60	3 422	118	8 062	154	11 982
Sans indemnités de décès	10	-	2	-	15	-	10	-
Total	**57**	**1 967**	62	3 422	**133**	**8 062**	164	11 982

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 3 dossiers pour 2018.

Tableau 7.10

Répartition des décès[1]
selon l'année du décès et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle			
	2019		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
2014 ou antérieures	0	0,0	0	0,0	2	1,5	6	3,7
2015	0	0,0	1	1,6	0	0,0	4	2,4
2016	0	0,0	5	8,1	4	3,0	10	6,1
2017	1	1,8	18	29,0	8	6,0	67	40,9
2018	14	24,6	38	61,3	51	38,3	77	47,0
2019	42	73,7	-	-	68	51,1	-	-
Total	**57**	**100**	62	100	**133**	**100**	164	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 3 dossiers pour 2018.

Tableau 7.11

Répartition des décès[1]
selon les caractéristiques des travailleurs décédés et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail				Maladie professionnelle			
		2019		2018		**2019**		2018	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sexe du travailleur	• Féminin	3	5,3	2	3,2	5	3,8	0	0,0
	• Masculin	54	94,7	60	96,8	128	96,2	164	100,0
	• *Total*	*57*	*100*	*62*	*100*	*133*	*100*	*164*	*100*
Âge du travailleur au décès	• Moins de 20 ans	3	5,3	1	1,6	0	0,0	0	0,0
	• 20 à 24 ans	3	5,3	6	9,7	0	0,0	0	0,0
	• 25 à 34 ans	7	12,3	8	12,9	0	0,0	0	0,0
	• 35 à 44 ans	8	14,0	13	21,0	0	0,0	0	0,0
	• 45 à 54 ans	13	22,8	14	22,6	1	0,8	1	0,6
	• 55 à 64 ans	19	33,3	17	27,4	12	9,0	11	6,7
	• 65 ans ou plus	4	7,0	3	4,8	120	90,2	152	92,7
	• *Total*	*57*	*100*	*62*	*100*	*133*	*100*	*164*	*100*

Âge entier moyen du travailleur au décès	**• Féminin**	**52**	24
	• Masculin	**47**	45
	• Total	***47***	*45*
		71	-
		76	76
		76	*76*

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 3 dossiers pour 2018.

Tableau 7.12

Répartition des décès pour accident du travail[1]
selon le siège de la lésion

	2019		2018	
	Nombre	%	Nombre	%
Tête	12	21,1	13	21,0
Cou, y compris la gorge	0	0,0	4	6,5
Tronc	3	5,3	8	12,9
Membres supérieurs	1	1,8	0	0,0
Membres inférieurs	0	0,0	0	0,0
Systèmes corporels	10	17,5	8	12,9
Sièges multiples	31	54,4	29	46,8
Autres ou indéterminé	0	0,0	0	0,0
Total	**57**	**100**	62	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 1 dossier d'employeur non assuré pour 2019 et 0 dossier pour 2018.

Tableau 7.13

Répartition des décès pour accident du travail[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

	2019		2018	
	Nombre	%	Nombre	%
Contacts avec des objets ou de l'équipement	13	22,8	15	24,2
Chutes	12	21,1	15	24,2
Réactions du corps et efforts	0	0,0	4	6,5
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	10	17,5	3	4,8
Accidents de transport	20	35,1	23	37,1
Feux et explosions	1	1,8	1	1,6
Voies de fait et actes violents	1	1,8	1	1,6
Autres ou indéterminé	0	0,0	0	0,0
Total	**57**	**100**	62	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 1 dossier d'employeur non assuré pour 2019 et 0 dossier pour 2018.

Tableau 7.14a

Répartition des décès pour accident du travail[1]
selon l'agent causal de la lésion

	2019		2018	
	Nombre	%	Nombre	%
Produits et composés chimiques	1	1,8	1	1,6
Contenants	3	5,3	1	1,6
Mobilier et appareils	0	0,0	1	1,6
Machinerie	11	19,3	6	9,7
Pièces et matériaux	8	14,0	6	9,7
Personnes, plantes, animaux et minéraux	3	5,3	3	4,8
Structures et surfaces	11	19,3	19	30,6
Outils, instruments et matériel	1	1,8	2	3,2
Véhicules	16	28,1	23	37,1
Autres ou indéterminé	3	5,3	0	0,0
Total	**57**	**100**	62	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 1 dossier d'employeur non assuré pour 2019 et 0 dossier pour 2018.

Tableau 7.14b

Répartition des décès pour accident du travail[1]
selon l'agent causal secondaire

	2019		2018	
	Nombre	%	Nombre	%
Produits et composés chimiques	0	0,0	2	3,2
Contenants	0	0,0	2	3,2
Mobilier et appareils	0	0,0	0	0,0
Machinerie	2	3,5	3	4,8
Pièces et matériaux	4	7,0	5	8,1
Personnes, plantes, animaux et minéraux	1	1,8	12	19,4
Structures et surfaces	5	8,8	7	11,3
Outils, instruments et matériel	0	0,0	1	1,6
Véhicules	12	21,1	9	14,5
Autres ou indéterminé	33	57,9	21	33,9
Total	**57**	**100**	62	100

Tableau 7.15

Répartition des décès[1]
selon la profession du travailleur au décès

	2019		2018	
	Nombre	%	Nombre	%
Directeurs, administrateurs et personnel assimilé	3	1,6	2	0,9
Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques	3	1,6	3	1,3
Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs assimilés	0	0,0	0	0,0
Professionnels des domaines artistique et littéraire et personnel assimilé	0	0,0	0	0,0
Personnel administratif et travailleurs assimilés	3	1,6	3	1,3
Travailleurs spécialisés dans la vente	3	1,6	3	1,3
Travailleurs spécialisés dans les services	14	7,4	31	13,7
Agriculteurs, horticulteurs, éleveurs	6	3,2	7	3,1
Travailleurs forestiers et bûcherons	2	1,1	2	0,9
Mineurs, carriers, foreurs de puits et travailleurs assimilés	7	3,7	10	4,4
Travailleurs des industries de transformation	23	12,1	17	7,5
Usineurs et travailleurs des secteurs connexes	20	10,5	14	6,2
Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation	13	6,8	22	9,7
Travailleurs du bâtiment	63	33,2	77	34,1
Personnel d'exploitation des transports	15	7,9	16	7,1
Manutentionnaires et travailleurs assimilés	8	4,2	10	4,4
Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines	2	1,1	4	1,8
Travailleurs, n.c.a.	4	2,1	3	1,3
Autres ou indéterminée	1	0,5	2	0,9
Total	**190**	**100**	226	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 3 dossiers pour 2018.

Note: Les nombres inférieurs à 2 sont regroupés avec Autres ou indéterminée.

Tableau 7.16

Répartition des décès pour maladie professionnelle[1]
selon la nature de la maladie

	2019		2018	
	Nombre	%	Nombre	%
Asthme	0	0,0	1	0,6
Maladie pulmonaire obstructive chronique	1	0,8	1	0,6
Amiantose	21	15,8	39	23,8
Silicose	1	0,8	3	1,8
Pneumoconiose, nca	1	0,8	0	0,0
Tumeur maligne (cancer)	38	28,6	65	39,6
Mésothéliome	71	53,4	55	33,5
Autres ou indéterminée	0	0,0	0	0,0
Total	**133**	**100**	164	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 2 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 3 dossiers pour 2018.

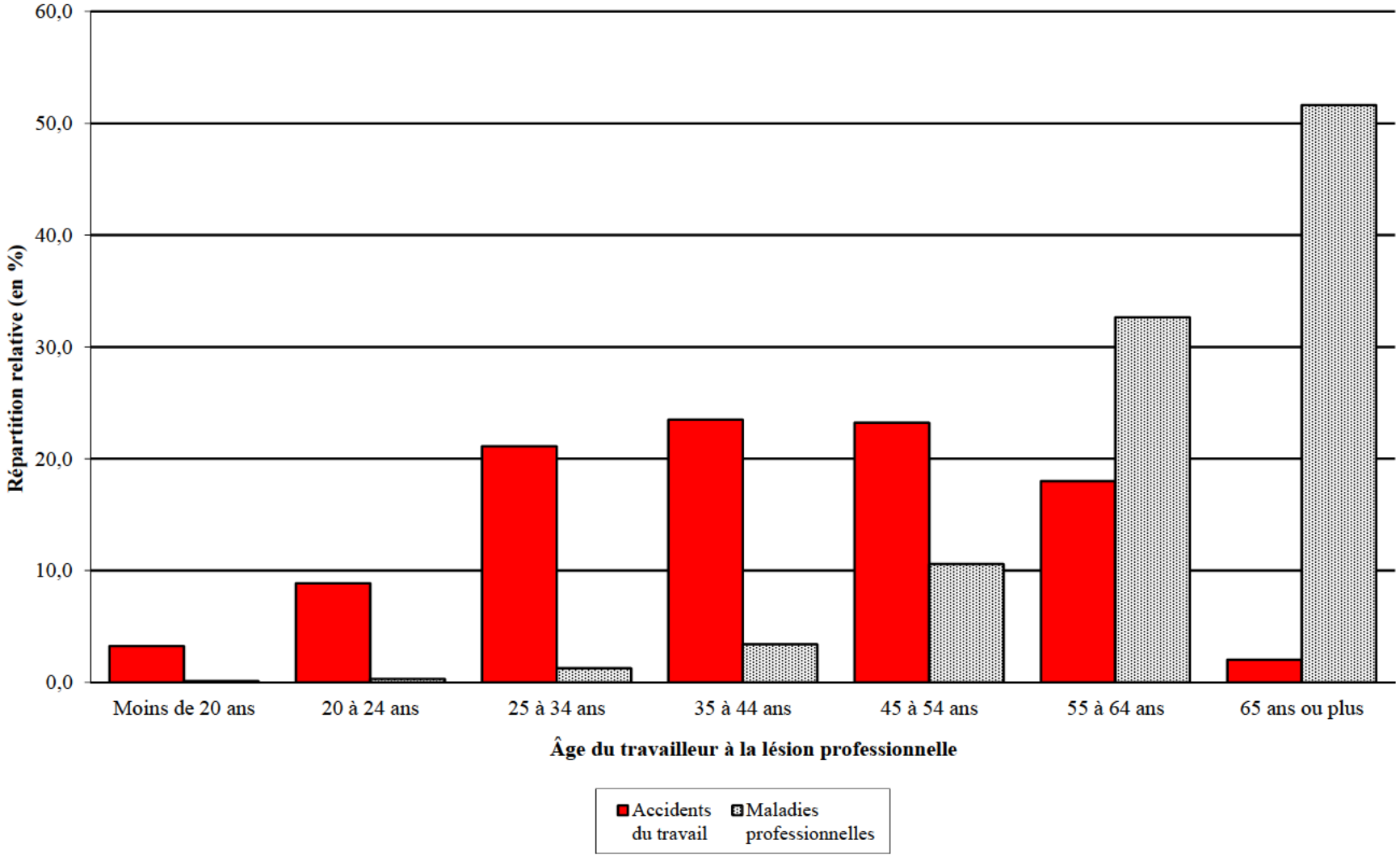
Tableau 7.17

Répartition des décès pour maladie professionnelle[1]
selon le genre d'accident ou d'exposition

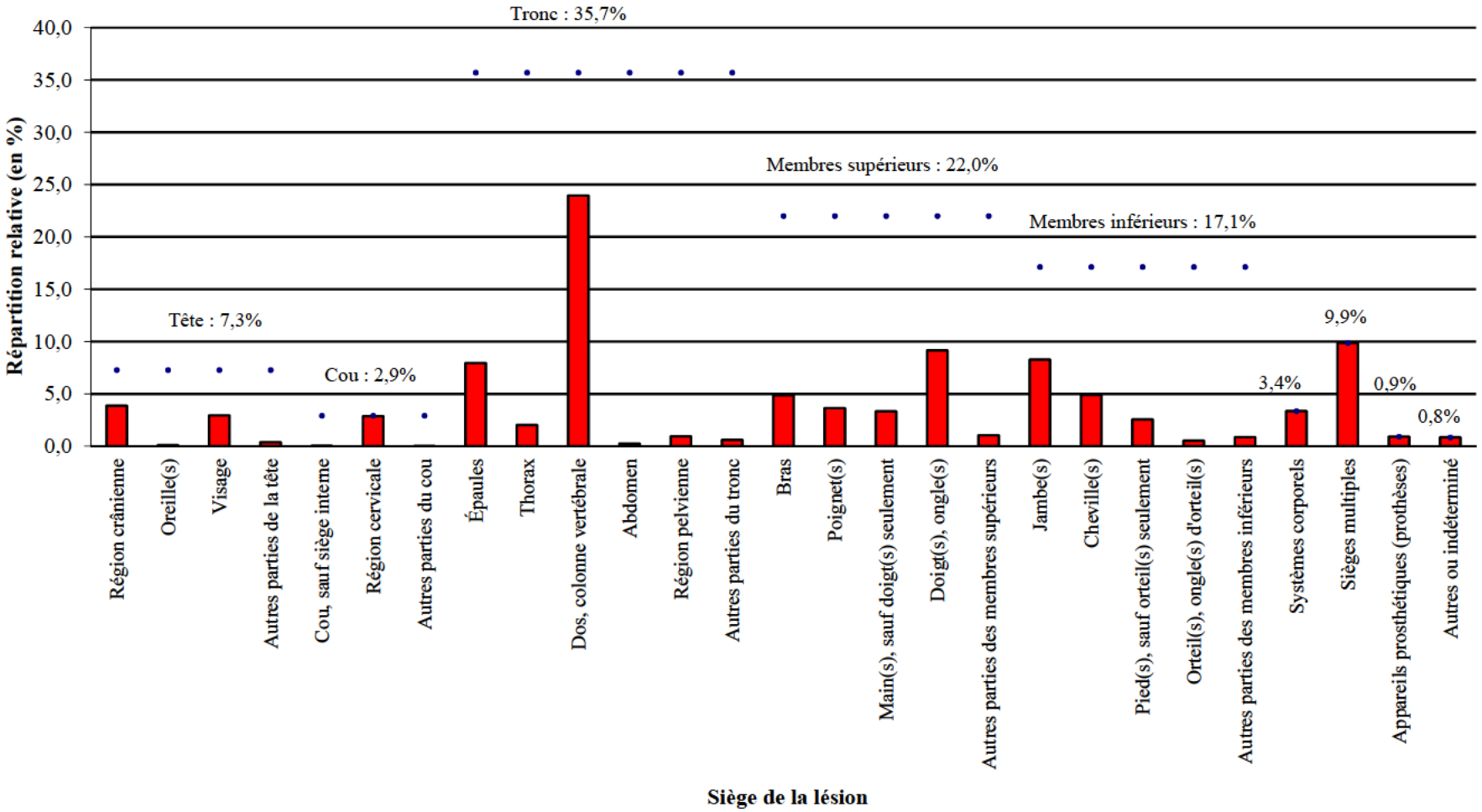
		2019		2018	
		Nombre	%	Nombre	%
Exposition à des substances ou à des environnements nocifs	• Amiantose, mésothéliome ou lésion d'une autre nature dont l'agent causal ou l'agent causal secondaire est l'amiante	119	89,5	135	82,3
	• Silicose ou lésion d'une autre nature dont l'agent causal ou l'agent causal secondaire est la silice	2	1,5	7	4,3
	• Feu, flammes, fumée, gaz d'incendie	9	6,8	19	11,6
	• Autres	3	2,3	3	1,8
	Total	*133*	*100,0*	*164*	*100,0*
Autres ou indéterminé		0	0,0	0	0,0
Total		**133**	**100**	**164**	**100**

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; incluant 2 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 3 dossiers pour 2018.

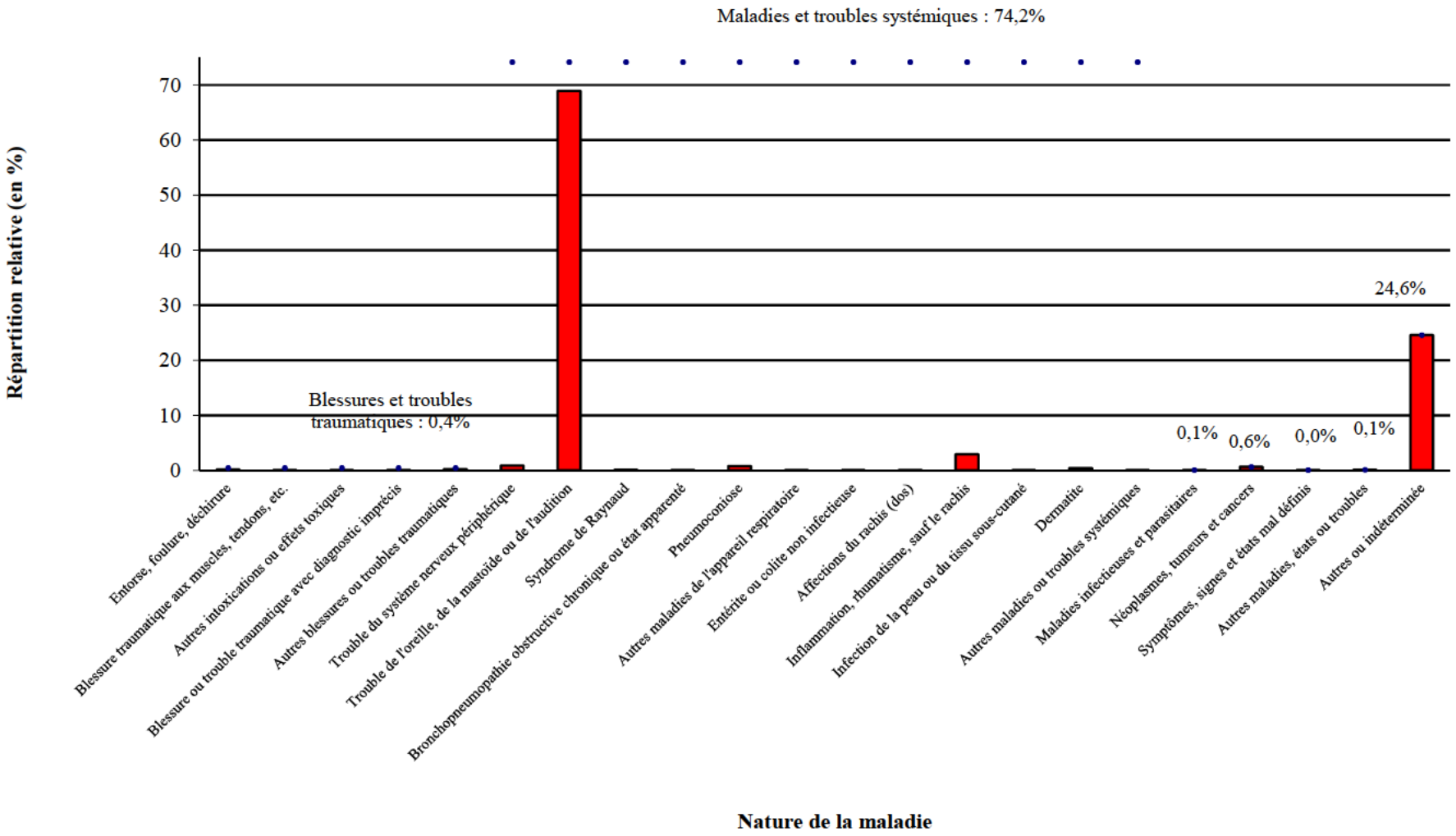
Graphique 7.1
Répartition relative des dossiers pour lésions professionnelles ouverts en 2019 et acceptés selon l'âge du travailleur à la lésion professionnelle



Graphique 7.2
Répartition relative des dossiers pour accidents du travail ouverts en 2019 et acceptés selon le siège de la lésion



Graphique 7.3
Répartition relative des dossiers pour maladies professionnelles ouverts en 2019 et acceptés selon la nature de la maladie



Section 8
Volet statistique du programme
Pour une maternité sans danger

Description

Cette section regroupe des informations concernant les réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger* selon quelques variables d'intérêt : âge de la travailleuse, catégorie du retrait, nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation, nature de l'agresseur, profession.

À signaler, entre 2018 et 2019 :

- Baisse de 2,3 % des réclamations du programme Pour une maternité sans danger acceptées (32 237 vs 32 980), dont une baisse de 2,3 % pour les travailleuses enceintes (31 973 vs 32 722) et une hausse de 2,3 % pour les travailleuses qui allaitent (264 vs 258)

- Baisse de 3,4 points de pourcentage de la proportion des réclamations associées à un agresseur biologique (18,6 % vs 22,0 %), de 7,6 points pour un agresseur de nature ergonomique (17,5 % vs 25,1 %) et de 2,2 points pour un agresseur chimique (7,7 % vs 9,9 %); forte hausse de la proportion pour les agresseurs autres ou indéterminé (51,0 % vs 36,1 %)

Tableau 8.1

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites et acceptées[1] selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte				Travailleuse qui allaite				**Total**			
	2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Moins de 20 ans	519	1,6	504	1,5	0	0,0	0	0,0	**519**	**1,6**	504	1,5
20 à 24 ans	4 736	14,8	4 981	15,2	17	6,4	11	4,3	**4 753**	**14,7**	4 992	15,1
25 à 29 ans	12 470	39,0	12 869	39,3	97	36,7	93	36,0	**12 567**	**39,0**	12 962	39,3
30 à 34 ans	9 201	28,8	9 301	28,4	92	34,8	93	36,0	**9 293**	**28,8**	9 394	28,5
35 à 39 ans	4 098	12,8	4 179	12,8	46	17,4	50	19,4	**4 144**	**12,9**	4 229	12,8
40 ans ou plus	949	3,0	888	2,7	12	4,5	11	4,3	**961**	**3,0**	899	2,7
Total	**31 973**	**100**	**32 722**	**100**	**264**	100	**258**	100	**32 237**	**100**	32 980	100
Âge entier moyen de la réclamante		**29**		29		**31**		31		**29**		29

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptées au 1er mars de l'année suivante, avec ou sans paiement.

Tableau 8.2

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites et acceptées[1] selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation

	2019		2018	
	Nombre	%	Nombre	%
1re à 4e	1 337	4,2	1 606	4,9
5e à 9e	7 112	22,2	9 601	29,3
10e à 13e	3 710	11,6	4 925	15,1
14e à 17e	1 535	4,8	1 985	6,1
18e à 22e	1 077	3,4	1 500	4,6
23e à 26e	618	1,9	790	2,4
27e à 30e	376	1,2	487	1,5
31e à 35e	147	0,5	171	0,5
36e ou plus	13	0,0	11	0,0
Indéterminé	16 048	50,2	11 646	35,6
Total	**31 973**	**100**	**32 722**	**100**

Nombre moyen de semaines de grossesse	**11**	**11**

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptées au 1er mars de l'année suivante, avec ou sans paiement.

Tableau 8.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites et acceptées[1] selon la nature de l'agresseur et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte				Travailleuse qui allaite				**Total**			
		2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Agresseur chimique		2 417	7,6	3 195	9,8	81	30,7	70	27,1	**2 498**	**7,7**	3 265	9,9
Agresseur physique		179	0,6	147	0,4	2	0,8	1	0,4	**181**	**0,6**	148	0,4
Agresseur ergonomique	• Horaires de travail	1 417	4,4	1 441	4,4	1	0,4	2	0,8	**1 418**	**4,4**	1 443	4,4
	• Charge de travail	85	0,3	609	1,9	0	0,0	0	0,0	**85**	**0,3**	609	1,8
	• Postures de travail	1 877	5,9	3 281	10,0	0	0,0	1	0,4	**1 877**	**5,8**	3 282	10,0
	• Soulever, pousser, tirer	766	2,4	1 158	3,5	0	0,0	0	0,0	**766**	**2,4**	1 158	3,5
	• Autres efforts physiques	226	0,7	268	0,8	0	0,0	0	0,0	**226**	**0,7**	268	0,8
	• Autres risques ergonomiques	1 270	4,0	1 516	4,6	0	0,0	1	0,4	**1 270**	**3,9**	1 517	4,6
	• *Total*	*5 641*	*17,6*	*8 273*	*25,3*	*1*	*0,4*	*4*	*1,6*	***5 642***	***17,5***	*8 277*	*25,1*
Agresseur biologique		5 967	18,7	7 239	22,1	18	6,8	18	7,0	**5 985**	**18,6**	7 257	22,0
Agresseur à la sécurité du travail		1 480	4,6	2 134	6,5	1	0,4	1	0,4	**1 481**	**4,6**	2 135	6,5
Autres ou indéterminé		16 289	50,9	11 734	35,9	161	61,0	164	63,6	**16 450**	**51,0**	11 898	36,1
Total		**31 973**	**100**	32 722	100	**264**	**100**	258	100	**32 237**	**100**	32 980	100

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptées au 1er mars de l'année suivante, avec ou sans paiement.

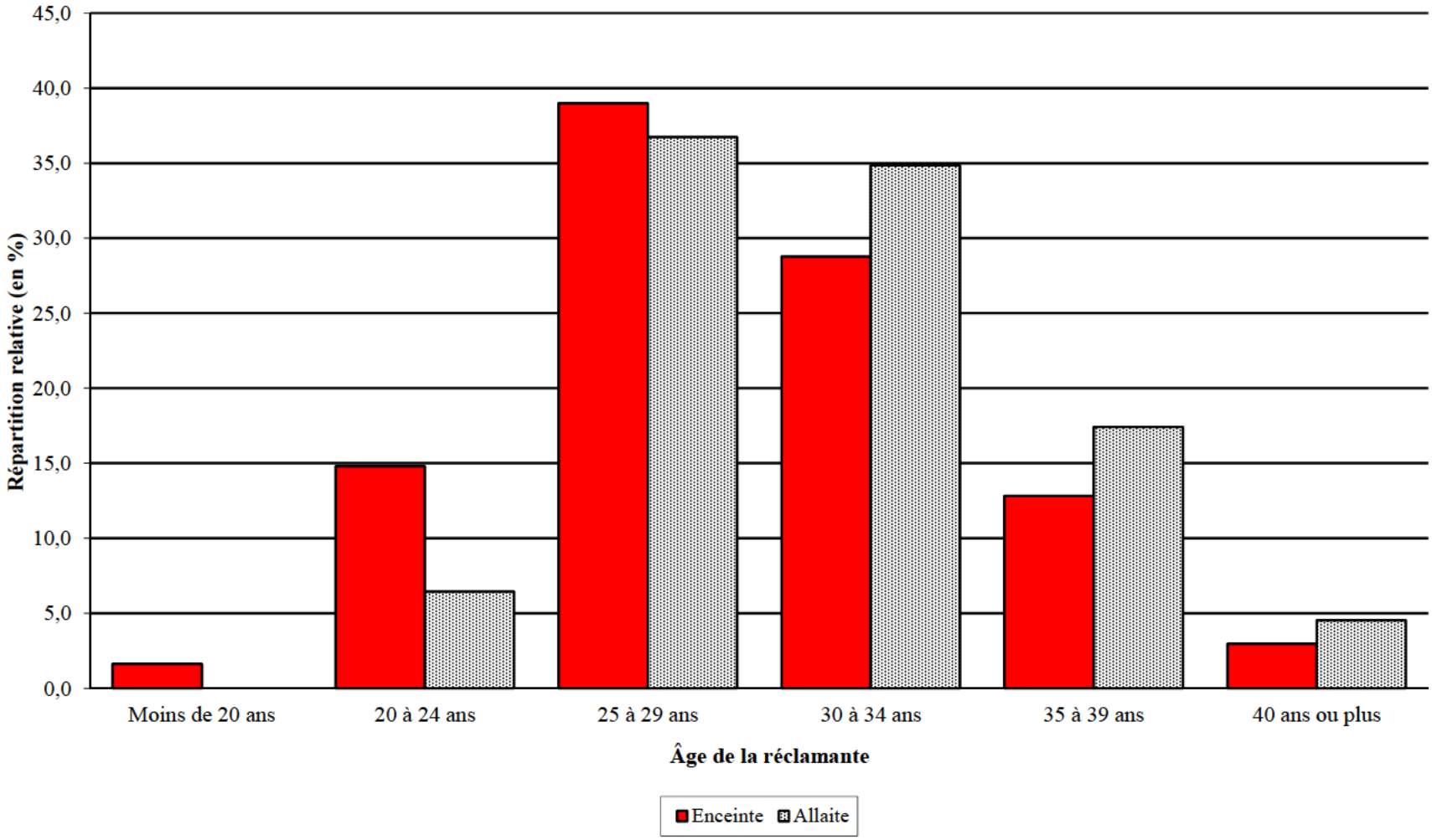
Tableau 8.4

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites et acceptées[1] selon la profession de la travailleuse et la catégorie du retrait

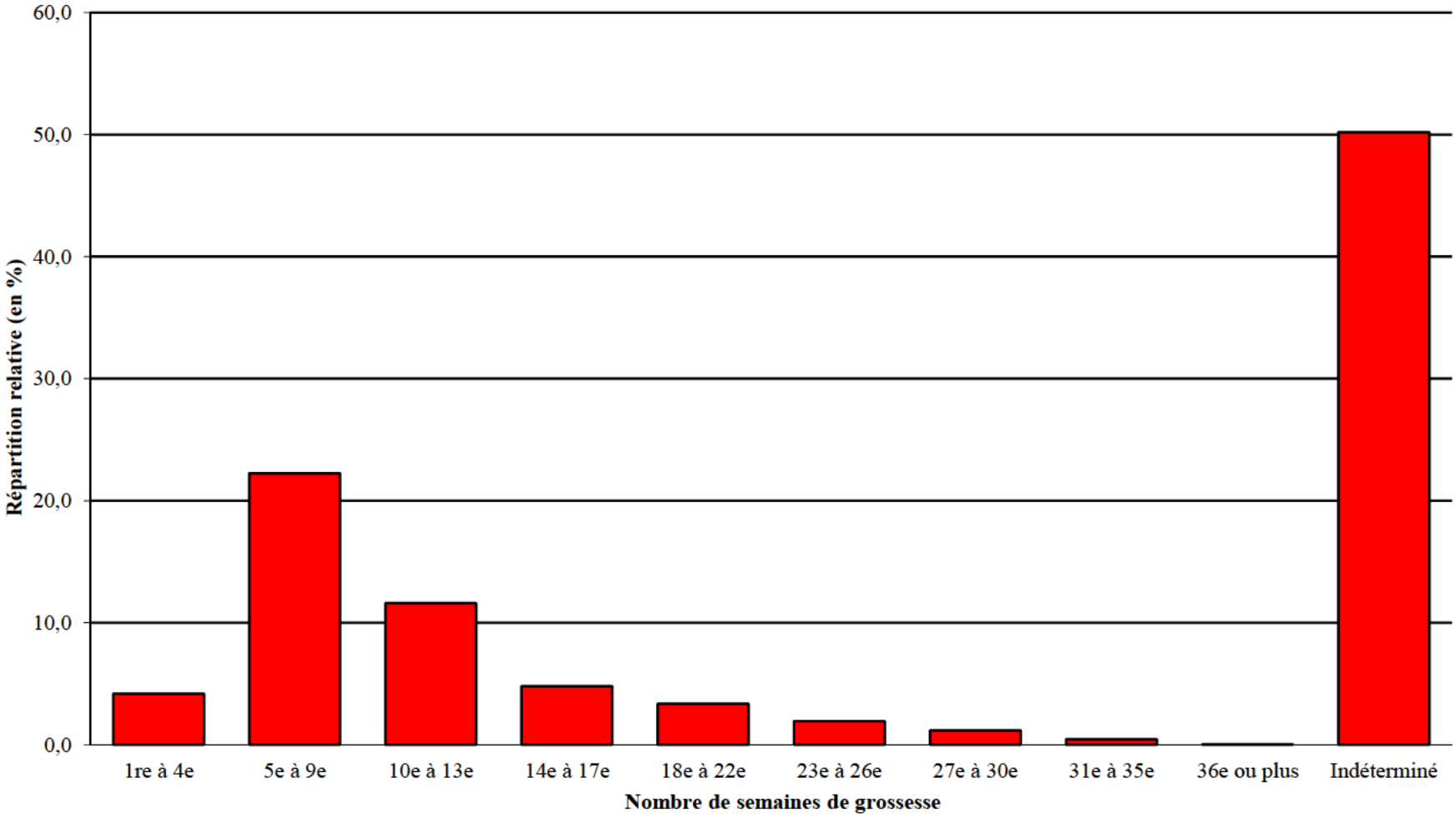
	Travailleuse enceinte				Travailleuse qui allaite				**Total**			
	2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Technicienne en sciences naturelles	101	0,3	106	0,3	3	1,1	3	1,2	**104**	**0,3**	109	0,3
Enseignante	3 241	10,1	3 736	11,4	1	0,4	3	1,2	**3 242**	**10,1**	3 739	11,3
Infirmière	3 356	10,5	4 758	14,5	35	13,3	28	10,9	**3 391**	**10,5**	4 786	14,5
Autre personnel médical	1 194	3,7	1 646	5,0	27	10,2	20	7,8	**1 221**	**3,8**	1 666	5,1
Secrétaire	88	0,3	148	0,5	0	0,0	0	0,0	**88**	**0,3**	148	0,4
Caissière	639	2,0	822	2,5	0	0,0	0	0,0	**639**	**2,0**	822	2,5
Employée de bureau	260	0,8	414	1,3	0	0,0	2	0,8	**260**	**0,8**	416	1,3
Vendeuse	986	3,1	1 278	3,9	2	0,8	2	0,8	**988**	**3,1**	1 280	3,9
Commis	148	0,5	221	0,7	1	0,4	2	0,8	**149**	**0,5**	223	0,7
Travailleuse des aliments	297	0,9	305	0,9	0	0,0	0	0,0	**297**	**0,9**	305	0,9
Barmaid	1 435	4,5	1 882	5,8	0	0,0	0	0,0	**1 435**	**4,5**	1 882	5,7
Préposée à l'entretien	210	0,7	303	0,9	0	0,0	0	0,0	**210**	**0,7**	303	0,9
Services personnels	781	2,4	1 230	3,8	3	1,1	2	0,8	**784**	**2,4**	1 232	3,7
Autre travailleuse des services	227	0,7	342	1,0	2	0,8	1	0,4	**229**	**0,7**	343	1,0
Couturière	46	0,1	55	0,2	0	0,0	0	0,0	**46**	**0,1**	55	0,2
Travailleuse du textile	15	0,0	12	0,0	0	0,0	0	0,0	**15**	**0,0**	12	0,0
Manutentionnaire	314	1,0	466	1,4	1	0,4	4	1,6	**315**	**1,0**	470	1,4
Travailleuse de l'imprimerie	17	0,1	15	0,0	0	0,0	0	0,0	**17**	**0,1**	15	0,0
Autres ou indéterminée	18 618	58,2	14 983	45,8	189	71,6	191	74,0	**18 807**	**58,3**	15 174	46,0
Total	**31 973**	**100**	32 722	100	**264**	**100**	258	100	**32 237**	**100**	32 980	100

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptées au 1er mars de l'année suivante, avec ou sans paiement.

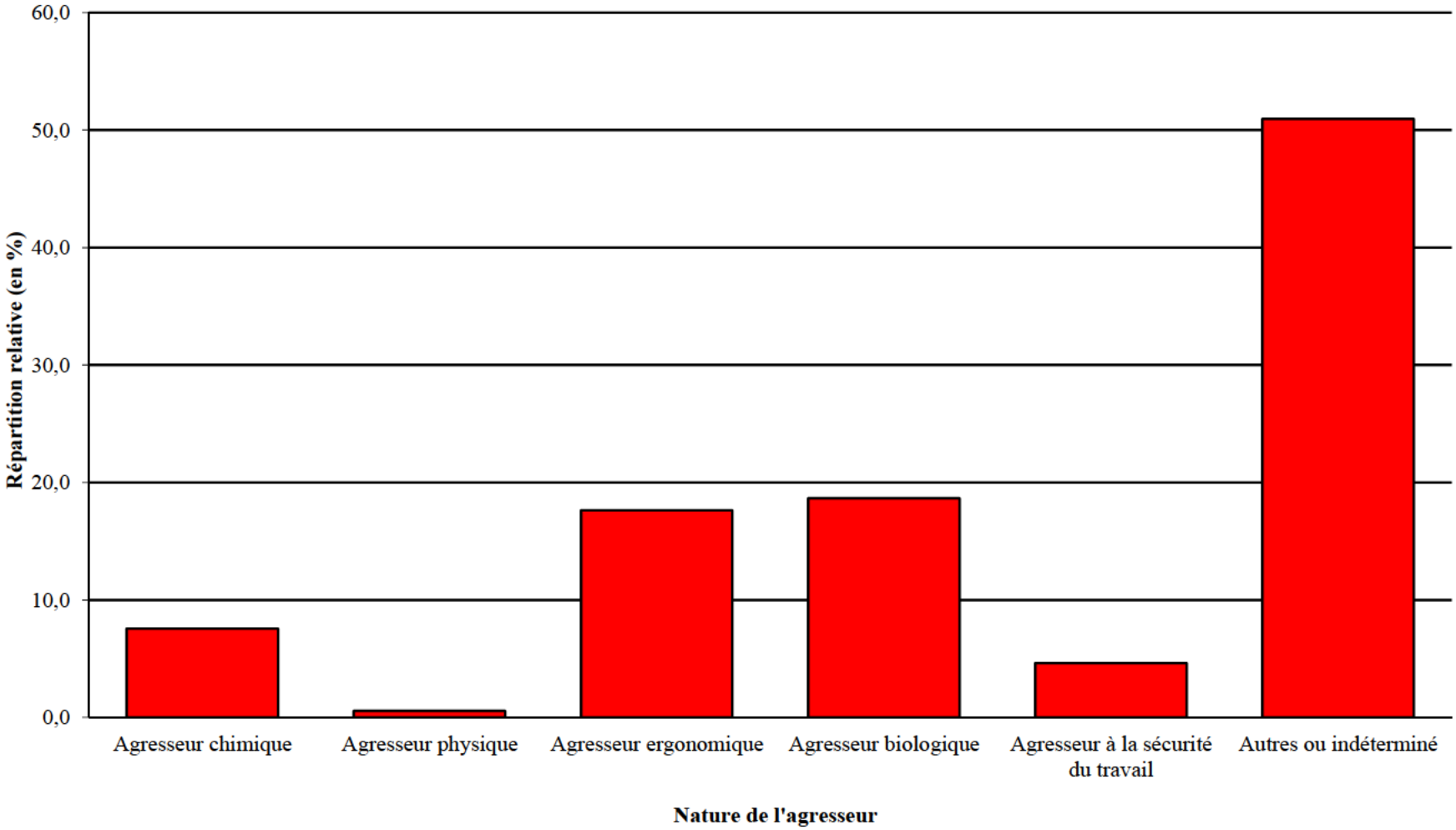
Graphique 8.1
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2019 et acceptées selon l'âge de la réclamante et la catégorie du retrait



Graphique 8.2
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2019 et acceptées selon le nombre de semaines de grossesse à la date du retrait ou de l'affectation



Graphique 8.3
Répartition relative des réclamations du programme «Pour une maternité sans danger» inscrites en 2019 et acceptées selon la nature de l'agresseur



Section 9
Statistiques selon le secteur d’activité économique – santé et sécurité du travail

Description

Toutes les entreprises appartiennent à une branche d'activité économique déterminée en fonction de leur activité principale. Les secteurs d'activité économique sont déterminés à partir de la « classification des activités économiques du Québec » et sont rattachés aux employeurs inscrits à la Commission.

Les 32 secteurs d'activité économique sont répartis en six groupes selon un ordre de priorité, qui tient compte de la fréquence et de la gravité des lésions professionnelles.

Les tableaux dans cette section reprennent certains résultats des sections précédentes et les ventilent par secteur d'activité économique du dossier d'expérience de l'employeur. Les sujets suivants sont couverts :

- dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie de lésion;
- décès inscrits;
- réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger*;
- travailleurs couverts, établissements actifs et mécanismes de prévention;
- dossiers d'intervention en prévention-inspection créés;
- visites effectuées et dérogations constatées;
- décisions prises lors des interventions et constats d'infraction signifiés.

De nouveaux tableaux présentent la répartition des dossiers ouverts et acceptés et des décès selon un regroupement basé sur la classification SCIAN.

Notes: puisque les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ne sont plus disponibles, le tableau présente maintenant la répartition du nombre d'établissements, sans égard au nombre de travailleurs (tableau 9.4).

La répartition du nombre de travailleurs selon le secteur d'activité économique n'étant pas disponible, cette donnée a été retirée du tableau. L'estimation du nombre total de travailleurs couverts est présentée à la section 1 (tableau 1.2).

Les décès associés à des employeurs non assurés sont maintenant répartis dans les secteurs. Leur nombre est mentionné.

À compter de l'année 2010, les données relatives aux visites, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Tableau 9.1_SCIAN

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon le secteur SCIAN et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
	2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Agriculture	970	1,0	991	1,1	16	0,1	23	0,2	**986**	**0,9**	1 014	1,0
Foresterie, exploitation forestière et activités de soutien à la foresterie	335	0,4	320	0,3	5	0,0	11	0,1	**340**	**0,3**	331	0,3
Pêche, chasse et piégeage	27	0,0	33	0,0	0	0,0	3	0,0	**27**	**0,0**	36	0,0
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	931	1,0	954	1,0	23	0,2	65	0,6	**954**	**0,9**	1 019	1,0
Services publics	332	0,4	353	0,4	1	0,0	8	0,1	**333**	**0,3**	361	0,3
Construction	8 130	8,6	7 288	7,9	104	0,8	155	1,3	**8 234**	**7,7**	7 443	7,2
Fabrication de biens durables	11 093	11,7	10 813	11,8	196	1,5	282	2,4	**11 289**	**10,5**	11 095	10,7
Fabrication de biens non durables	8 364	8,8	8 206	8,9	215	1,7	194	1,7	**8 579**	**8,0**	8 400	8,1
Commerce de gros	3 658	3,9	3 664	4,0	24	0,2	22	0,2	**3 682**	**3,4**	3 686	3,6
Commerce de détail	8 074	8,5	7 739	8,4	46	0,4	44	0,4	**8 120**	**7,6**	7 783	7,5
Transport et entreposage	6 225	6,6	5 874	6,4	21	0,2	38	0,3	**6 246**	**5,8**	5 912	5,7
Finance et assurances	360	0,4	365	0,4	4	0,0	2	0,0	**364**	**0,3**	367	0,4
Services immobiliers et services de location et de location à bail	537	0,6	666	0,7	2	0,0	0	0,0	**539**	**0,5**	666	0,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	743	0,8	847	0,9	18	0,1	20	0,2	**761**	**0,7**	867	0,8
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	4 875	5,1	4 381	4,8	35	0,3	29	0,2	**4 910**	**4,6**	4 410	4,3
Services d'enseignement	4 936	5,2	4 415	4,8	16	0,1	14	0,1	**4 952**	**4,6**	4 429	4,3
Soins de santé et assistance sociale	17 920	18,9	18 053	19,7	89	0,7	101	0,9	**18 009**	**16,8**	18 154	17,6
Information, culture et loisirs	1 981	2,1	1 831	2,0	5	0,0	7	0,1	**1 986**	**1,8**	1 838	1,8
Hébergement et services de restauration	4 240	4,5	4 160	4,5	21	0,2	30	0,3	**4 261**	**4,0**	4 190	4,1
Autres services	3 030	3,2	3 224	3,5	49	0,4	72	0,6	**3 079**	**2,9**	3 296	3,2
Administrations publiques	5 076	5,4	4 911	5,4	35	0,3	67	0,6	**5 111**	**4,8**	4 978	4,8
Indéterminé	2 842	3,0	2 623	2,9	11 861	92,8	10 508	89,9	**14 703**	**13,7**	13 131	12,7
Total	**94 679**	**100**	91 711	100	**12 786**	**100**	11 695	100	**107 465**	**100**	103 406	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 863 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 1 890 dossiers pour 2018.

Tableau 9.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
		2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	8 130	8,6	7 288	7,9	104	0,8	155	1,3	**8 234**	**7,7**	7 443	7,2
	• Industrie chimique	684	0,7	588	0,6	11	0,1	11	0,1	**695**	**0,6**	599	0,6
	• Forêt et scieries	1 001	1,1	1 021	1,1	18	0,1	51	0,4	**1 019**	**0,9**	1 072	1,0
	• Mines, carrières et puits de pétrole	931	1,0	954	1,0	23	0,2	65	0,6	**954**	**0,9**	1 019	1,0
	• Fabrication de produits en métal	3 173	3,4	3 248	3,5	45	0,4	48	0,4	**3 218**	**3,0**	3 296	3,2
	• *Total*	*13 919*	*14,7*	*13 099*	*14,3*	*201*	*1,6*	*330*	*2,8*	***14 120***	***13,1***	*13 429*	*13,0*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 888	2,0	1 577	1,7	35	0,3	34	0,3	**1 923**	**1,8**	1 611	1,6
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	1 388	1,5	1 462	1,6	38	0,3	23	0,2	**1 426**	**1,3**	1 485	1,4
	• Fabrication d'équipement de transport	1 654	1,7	1 876	2,0	34	0,3	49	0,4	**1 688**	**1,6**	1 925	1,9
	• Première transformation des métaux	1 005	1,1	907	1,0	20	0,2	68	0,6	**1 025**	**1,0**	975	0,9
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	773	0,8	721	0,8	16	0,1	10	0,1	**789**	**0,7**	731	0,7
	• *Total*	*6 708*	*7,1*	*6 543*	*7,1*	*143*	*1,1*	*184*	*1,6*	***6 851***	***6,4***	*6 727*	*6,5*
Groupe III	• Administration publique	5 082	5,4	4 914	5,4	35	0,3	67	0,6	**5 117**	**4,8**	4 981	4,8
	• Industrie des aliments et boissons	4 613	4,9	4 514	4,9	113	0,9	119	1,0	**4 726**	**4,4**	4 633	4,5
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	199	0,2	521	0,6	6	0,0	10	0,1	**205**	**0,2**	531	0,5
	• Industrie du papier et activités diverses	755	0,8	559	0,6	12	0,1	9	0,1	**767**	**0,7**	568	0,5
	• Transport et entreposage	5 660	6,0	5 548	6,0	22	0,2	33	0,3	**5 682**	**5,3**	5 581	5,4
	• *Total*	*16 309*	*17,2*	*16 056*	*17,5*	*188*	*1,5*	*238*	*2,0*	***16 497***	***15,4***	*16 294*	*15,8*

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante;
incluant 1 863 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 1 890 dossiers pour 2018.

Tableau 9.1 (suite)

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
		2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	13 551	14,3	13 082	14,3	97	0,8	103	0,9	**13 648**	**12,7**	13 185	12,8
	• Industrie du cuir	44	0,0	28	0,0	3	0,0	1	0,0	**47**	**0,0**	29	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	1 061	1,1	783	0,9	17	0,1	11	0,1	**1 078**	**1,0**	794	0,8
	• Industrie du tabac	2	0,0	5	0,0	0	0,0	0	0,0	**2**	**0,0**	5	0,0
	• Industrie textile	288	0,3	288	0,3	9	0,1	6	0,1	**297**	**0,3**	294	0,3
	• *Total*	*14 946*	*15,8*	*14 186*	*15,5*	*126*	*1,0*	*121*	*1,0*	***15 072***	***14,0***	*14 307*	*13,8*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	11 586	12,2	11 093	12,1	93	0,7	113	1,0	**11 679**	**10,9**	11 206	10,8
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	2 012	2,1	1 839	2,0	4	0,0	18	0,2	**2 016**	**1,9**	1 857	1,8
	• Imprimerie, édition et activités annexes	301	0,3	306	0,3	7	0,1	4	0,0	**308**	**0,3**	310	0,3
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	37	0,0	57	0,1	1	0,0	1	0,0	**38**	**0,0**	58	0,1
	• Fabrication de produits électriques	545	0,6	444	0,5	8	0,1	15	0,1	**553**	**0,5**	459	0,4
	• *Total*	*14 481*	*15,3*	*13 739*	*15,0*	*113*	*0,9*	*151*	*1,3*	***14 594***	***13,6***	*13 890*	*13,4*
Groupe VI	• Agriculture	1 105	1,2	1 159	1,3	17	0,1	24	0,2	**1 122**	**1,0**	1 183	1,1
	• Bonneterie et habillement	166	0,2	136	0,1	12	0,1	11	0,1	**178**	**0,2**	147	0,1
	• Enseignement et services annexes	4 955	5,2	4 465	4,9	16	0,1	15	0,1	**4 971**	**4,6**	4 480	4,3
	• Finances, assurances et affaires immobilières	778	0,8	774	0,8	6	0,0	2	0,0	**784**	**0,7**	776	0,8
	• Services médicaux et sociaux	18 205	19,2	18 583	20,3	91	0,7	102	0,9	**18 296**	**17,0**	18 685	18,1
	• Chasse et pêche	27	0,0	35	0,0	0	0,0	3	0,0	**27**	**0,0**	38	0,0
	• Industries manufacturières diverses	238	0,3	313	0,3	12	0,1	6	0,1	**250**	**0,2**	319	0,3
	• *Total*	*25 474*	*26,9*	*25 465*	*27,8*	*154*	*1,2*	*163*	*1,4*	***25 628***	***23,8***	*25 628*	*24,8*
Indéterminé ou employeurs non assurés		2 842	3,0	2 623	2,9	11 861	92,8	10 508	89,9	**14 703**	**13,7**	13 131	12,7
Total		**94 679**	**100**	91 711	100	**12 786**	**100**	11 695	100	**107 465**	**100**	103 406	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 863 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 1 890 dossiers pour 2018.

Tableau 9.2_SCIAN

Répartition des décès[1]

selon le secteur SCIAN et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
	2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Agriculture	5	8,8	6	9,7	1	0,8	0	0,0	**6**	**3,2**	6	2,7
Foresterie, exploitation forestière et activités de soutien à la foresterie	2	3,5	1	1,6	0	0,0	0	0,0	**2**	**1,1**	1	0,4
Pêche, chasse et piégeage	0	0,0	1	1,6	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	1	0,4
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	0	0,0	1	1,6	11	8,3	16	9,8	**11**	**5,8**	17	7,5
Services publics	0	0,0	0	0,0	1	0,8	0	0,0	**1**	**0,5**	0	0,0
Construction	12	21,1	11	17,7	43	32,3	59	36,0	**55**	**28,9**	70	31,0
Fabrication de biens durables	7	12,3	3	4,8	29	21,8	27	16,5	**36**	**18,9**	30	13,3
Fabrication de biens non durables	2	3,5	5	8,1	14	10,5	13	7,9	**16**	**8,4**	18	8,0
Commerce de gros	5	8,8	3	4,8	3	2,3	3	1,8	**8**	**4,2**	6	2,7
Commerce de détail	4	7,0	1	1,6	1	0,8	3	1,8	**5**	**2,6**	4	1,8
Transport et entreposage	11	19,3	13	21,0	5	3,8	8	4,9	**16**	**8,4**	21	9,3
Finance et assurances	0	0,0	0	0,0	2	1,5	0	0,0	**2**	**1,1**	0	0,0
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1	1,8	1	1,6	0	0,0	1	0,6	**1**	**0,5**	2	0,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	0	0,0	1	1,6	1	0,8	1	0,6	**1**	**0,5**	2	0,9
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	5	8,8	4	6,5	2	1,5	1	0,6	**7**	**3,7**	5	2,2
Services d'enseignement	0	0,0	0	0,0	2	1,5	0	0,0	**2**	**1,1**	0	0,0
Soins de santé et assistance sociale	0	0,0	3	4,8	2	1,5	1	0,6	**2**	**1,1**	4	1,8
Information, culture et loisirs	0	0,0	3	4,8	1	0,8	0	0,0	**1**	**0,5**	3	1,3
Hébergement et services de restauration	1	1,8	2	3,2	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,5**	2	0,9
Autres services	0	0,0	1	1,6	1	0,8	1	0,6	**1**	**0,5**	2	0,9
Administrations publiques	2	3,5	2	3,2	14	10,5	30	18,3	**16**	**8,4**	32	14,2
Indéterminé	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	0	0,0
Total	**57**	**100**	62	100	**133**	**100**	164	100	**190**	**100**	226	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; acceptés avec ou sans indemnités de décès.

Tableau 9.2

Répartition des décès[1]

selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
		2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	12	21,1	11	17,7	43	32,3	59	36,0	**55**	**28,9**	70	31,0
	• Industrie chimique	0	0,0	0	0,0	1	0,8	1	0,6	**1**	**0,5**	1	0,4
	• Forêt et scieries	4	7,0	1	1,6	0	0,0	0	0,0	**4**	**2,1**	1	0,4
	• Mines, carrières et puits de pétrole	0	0,0	1	1,6	11	8,3	16	9,8	**11**	**5,8**	17	7,5
	• Fabrication de produits en métal	1	1,8	0	0,0	2	1,5	2	1,2	**3**	**1,6**	2	0,9
	• *Total*	*17*	*29,8*	*13*	*21,0*	*57*	*42,9*	*78*	*47,6*	***74***	***38,9***	*91*	*40,3*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	0	0,0	2	3,2	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	2	0,9
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	0	0,0	0	0,0	1	0,8	1	0,6	**1**	**0,5**	1	0,4
	• Fabrication d'équipement de transport	0	0,0	0	0,0	9	6,8	13	7,9	**9**	**4,7**	13	5,8
	• Première transformation des métaux	0	0,0	1	1,6	4	3,0	5	3,0	**4**	**2,1**	6	2,7
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	3	5,3	0	0,0	8	6,0	3	1,8	**11**	**5,8**	3	1,3
	• *Total*	*3*	*5,3*	*3*	*4,8*	*22*	*16,5*	*22*	*13,4*	***25***	***13,2***	*25*	*11,1*
Groupe III	• Administration publique	2	3,5	2	3,2	14	10,5	30	18,3	**16**	**8,4**	32	14,2
	• Industrie des aliments et boissons	2	3,5	1	1,6	2	1,5	1	0,6	**4**	**2,1**	2	0,9
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	0	0,0	0	0,0	1	0,8	1	0,6	**1**	**0,5**	1	0,4
	• Industrie du papier et activités diverses	0	0,0	1	1,6	3	2,3	5	3,0	**3**	**1,6**	6	2,7
	• Transport et entreposage	11	19,3	12	19,4	5	3,8	8	4,9	**16**	**8,4**	20	8,8
	• *Total*	*15*	*26,3*	*16*	*25,8*	*25*	*18,8*	*45*	*27,4*	***40***	***21,1***	*61*	*27,0*

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; acceptés avec ou sans indemnités de décès.

2. Pour 2019, les 3 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
   Accident du travail: 1 cas dans transport et entreposage; maladie professionnelle: 1 cas dans administration publique, 1 cas dans transport et entreposage.
   Pour 2018, les 3 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
   Maladie professionnelle: 1 cas dans administration publique, 2 cas dans transport et entreposage.

Tableau 9.2 (suite)

Répartition des décès[1]

selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie de la lésion professionnelle

		Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
		2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	9	15,8	5	8,1	5	3,8	6	3,7	**14**	**7,4**	11	4,9
	• Industrie du cuir	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	0	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	1	1,8	0	0,0	5	3,8	2	1,2	**6**	**3,2**	2	0,9
	• Industrie du tabac	0	0,0	0	0,0	1	0,8	0	0,0	**1**	**0,5**	0	0,0
	• Industrie textile	0	0,0	1	1,6	1	0,8	0	0,0	**1**	**0,5**	1	0,4
	• *Total*	*10*	*17,5*	*6*	*9,7*	*12*	*9,0*	*8*	*4,9*	***22***	***11,6***	*14*	*6,2*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	7	12,3	10	16,1	2	1,5	4	2,4	**9**	**4,7**	14	6,2
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	0	0,0	2	3,2	3	2,3	0	0,0	**3**	**1,6**	2	0,9
	• Imprimerie, édition et activités annexes	0	0,0	0	0,0	1	0,8	1	0,6	**1**	**0,5**	1	0,4
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	0	0,0	1	1,6	2	1,5	4	2,4	**2**	**1,1**	5	2,2
	• Fabrication de produits électriques	0	0,0	0	0,0	1	0,8	1	0,6	**1**	**0,5**	1	0,4
	• *Total*	*7*	*12,3*	*13*	*21,0*	*9*	*6,8*	*10*	*6,1*	***16***	***8,4***	*23*	*10,2*
Groupe VI	• Agriculture	5	8,8	6	9,7	1	0,8	0	0,0	**6**	**3,2**	6	2,7
	• Bonneterie et habillement	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	0	0,0
	• Enseignement et services annexes	0	0,0	0	0,0	2	1,5	0	0,0	**2**	**1,1**	0	0,0
	• Finances, assurances et affaires immobilières	0	0,0	0	0,0	2	1,5	0	0,0	**2**	**1,1**	0	0,0
	• Services médicaux et sociaux	0	0,0	3	4,8	2	1,5	1	0,6	**2**	**1,1**	4	1,8
	• Chasse et pêche	0	0,0	1	1,6	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	1	0,4
	• Industries manufacturières diverses	0	0,0	1	1,6	1	0,8	0	0,0	**1**	**0,5**	1	0,4
	• *Total*	*5*	*8,8*	*11*	*17,7*	*8*	*6,0*	*1*	*0,6*	***13***	***6,8***	*12*	*5,3*
Indéterminé[2]		0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	0	0,0
Total		**57**	**100**	62	100	**133**	**100**	164	100	**190**	**100**	226	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lequels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; acceptés avec ou sans indemnités de décès.

2. Pour 2019, les 3 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
Accident du travail: 1 cas dans transport et entreposage; maladie professionnelle: 1 cas dans administration publique, 1 cas dans transport et entreposage.
Pour 2018, les 3 décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs.
Maladie professionnelle: 1 cas dans administration publique, 2 cas dans transport et entreposage.

Tableau 9.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites et acceptées[1] selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte				Travailleuse qui allaite				Total			
		2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	292	0,9	225	0,7	4	1,5	8	3,1	**296**	**0,9**	233	0,7
	• Industrie chimique	156	0,5	186	0,6	8	3,0	3	1,2	**164**	**0,5**	189	0,6
	• Forêt et scieries	47	0,1	30	0,1	0	0,0	0	0,0	**47**	**0,1**	30	0,1
	• Mines, carrières et puits de pétrole	74	0,2	60	0,2	3	1,1	1	0,4	**77**	**0,2**	61	0,2
	• Fabrication de produits en métal	133	0,4	159	0,5	4	1,5	2	0,8	**137**	**0,4**	161	0,5
	• *Total*	*702*	*2,2*	*660*	*2,0*	*19*	*7,2*	*14*	*5,4*	***721***	***2,2***	*674*	*2,0*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	220	0,7	149	0,5	4	1,5	6	2,3	**224**	**0,7**	155	0,5
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	166	0,5	182	0,6	18	6,8	19	7,4	**184**	**0,6**	201	0,6
	• Fabrication d'équipement de transport	124	0,4	122	0,4	6	2,3	8	3,1	**130**	**0,4**	130	0,4
	• Première transformation des métaux	20	0,1	29	0,1	2	0,8	0	0,0	**22**	**0,1**	29	0,1
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	21	0,1	25	0,1	0	0,0	0	0,0	**21**	**0,1**	25	0,1
	• *Total*	*551*	*1,7*	*507*	*1,5*	*30*	*11,4*	*33*	*12,8*	***581***	***1,8***	*540*	*1,6*
Groupe III	• Administration publique	537	1,7	576	1,8	12	4,5	5	1,9	**549**	**1,7**	581	1,8
	• Industrie des aliments et boissons	758	2,4	640	2,0	1	0,4	1	0,4	**759**	**2,4**	641	1,9
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	20	0,1	65	0,2	0	0,0	0	0,0	**20**	**0,1**	65	0,2
	• Industrie du papier et activités diverses	56	0,2	45	0,1	1	0,4	1	0,4	**57**	**0,2**	46	0,1
	• Transport et entreposage	183	0,6	164	0,5	0	0,0	1	0,4	**183**	**0,6**	165	0,5
	• *Total*	*1 554*	*4,9*	*1 490*	*4,6*	*14*	*5,3*	*8*	*3,1*	***1 568***	***4,9***	*1 498*	*4,5*

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptées au 1er mars de l'année suivante, avec ou sans paiement.

Tableau 9.3 (suite)

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites et acceptées[1] selon le groupe prioritaire, le secteur d'activité économique et la catégorie du retrait

		Travailleuse enceinte				Travailleuse qui allaite				Total			
		2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	4 407	13,8	4 490	13,7	7	2,7	6	2,3	**4 414**	**13,7**	4 496	13,6
	• Industrie du cuir	14	0,0	15	0,0	1	0,4	0	0,0	**15**	**0,0**	15	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	54	0,2	30	0,1	0	0,0	1	0,4	**54**	**0,2**	31	0,1
	• Industrie du tabac	1	0,0	2	0,0	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**	2	0,0
	• Industrie textile	57	0,2	44	0,1	0	0,0	0	0,0	**57**	**0,2**	44	0,1
	• *Total*	*4 533*	*14,2*	*4 581*	*14,0*	*8*	*3,0*	*7*	*2,7*	***4 541***	***14,1***	*4 588*	*13,9*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	5 077	15,9	5 050	15,4	19	7,2	19	7,4	**5 096**	**15,8**	5 069	15,4
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	49	0,2	58	0,2	1	0,4	2	0,8	**50**	**0,2**	60	0,2
	• Imprimerie, édition et activités annexes	86	0,3	98	0,3	2	0,8	5	1,9	**88**	**0,3**	103	0,3
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	4	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**4**	**0,0**	0	0,0
	• Fabrication de produits électriques	75	0,2	67	0,2	1	0,4	1	0,4	**76**	**0,2**	68	0,2
	• *Total*	*5 291*	*16,5*	*5 273*	*16,1*	*23*	*8,7*	*27*	*10,5*	***5 314***	***16,5***	*5 300*	*16,1*
Groupe VI	• Agriculture	553	1,7	592	1,8	21	8,0	28	10,9	**574**	**1,8**	620	1,9
	• Bonneterie et habillement	95	0,3	80	0,2	0	0,0	0	0,0	**95**	**0,3**	80	0,2
	• Enseignement et services annexes	3 642	11,4	3 678	11,2	2	0,8	11	4,3	**3 644**	**11,3**	3 689	11,2
	• Finances, assurances et affaires immobilières	127	0,4	176	0,5	0	0,0	0	0,0	**127**	**0,4**	176	0,5
	• Services médicaux et sociaux	14 798	46,3	15 568	47,6	146	55,3	129	50,0	**14 944**	**46,4**	15 697	47,6
	• Chasse et pêche	1	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**1**	**0,0**	0	0,0
	• Industries manufacturières diverses	75	0,2	83	0,3	1	0,4	1	0,4	**76**	**0,2**	84	0,3
	• *Total*	*19 291*	*60,3*	*20 177*	*61,7*	*170*	*64,4*	*169*	*65,5*	***19 461***	***60,4***	*20 346*	*61,7*
Indéterminé		51	0,2	34	0,1	0	0,0	0	0,0	**51**	**0,2**	34	0,1
Total		**31 973**	**100**	32 722	100	**264**	**100**	258	100	**32 237**	**100**	32 980	100

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptées au 1er mars de l'année suivante, avec ou sans paiement.

Tableau 9.4

Répartition des établissements actifs
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		2019		2018	
		Nombre d'établissements actifs[1]	%	Nombre d'établissements actifs[1]	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	30 513	11,2	29 972	11,0
	• Industrie chimique	812	0,3	777	0,3
	• Forêt et scieries	1 850	0,7	1 840	0,7
	• Mines, carrières et puits de pétrole	651	0,2	675	0,2
	• Fabrication de produits en métal	2 881	1,1	2 920	1,1
	• *Total*	*36 707*	*13,5*	*36 184*	*13,3*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	2 361	0,9	1 966	0,7
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	743	0,3	807	0,3
	• Fabrication d'équipement de transport	564	0,2	647	0,2
	• Première transformation des métaux	146	0,1	158	0,1
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	724	0,3	751	0,3
	• *Total*	*4 538*	*1,7*	*4 329*	*1,6*
Groupe III	• Administration publique	5 637	2,1	7 877	2,9
	• Industrie des aliments et boissons	2 987	1,1	2 231	0,8
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	211	0,1	655	0,2
	• Industrie du papier et activités diverses	351	0,1	261	0,1
	• Transport et entreposage	12 317	4,5	11 665	4,3
	• *Total*	*21 503*	*7,9*	*22 689*	*8,3*
Total partiel		***62 748***	***23,0***	*63 202*	*23,2*

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 9.4 (suite)
Répartition des établissements actifs
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		2019		2018	
		Nombre d'établissements actifs[1]	%	Nombre d'établissements actifs[1]	%
Groupe IV	• Commerce	60 988	22,4	56 524	20,8
	• Industrie du cuir	103	0,0	107	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	812	0,3	721	0,3
	• Industrie du tabac	9	0,0	8	0,0
	• Industrie textile	464	0,2	444	0,2
	• *Total*	*62 376*	*22,9*	*57 804*	*21,2*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	79 700	29,2	79 652	29,3
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	3 911	1,4	3 027	1,1
	• Imprimerie, édition et activités annexes	1 729	0,6	1 816	0,7
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	90	0,0	94	0,0
	• Fabrication de produits électriques	875	0,3	826	0,3
	• *Total*	*86 305*	*31,7*	*85 415*	*31,4*
Groupe VI	• Agriculture	12 552	4,6	12 620	4,6
	• Bonneterie et habillement	710	0,3	769	0,3
	• Enseignement et services annexes	7 479	2,7	7 322	2,7
	• Finances, assurances et affaires immobilières	11 754	4,3	16 229	6,0
	• Services médicaux et sociaux	26 928	9,9	26 766	9,8
	• Chasse et pêche	798	0,3	814	0,3
	• Industries manufacturières diverses	926	0,3	1 126	0,4
	• *Total*	*61 147*	*22,4*	*65 646*	*24,1*
Indéterminé		21	0,0	10	0,0
Total		**272 597**	**100**	272 077	100

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 9.5
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		2019		2018	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	6 889	40,0	6 844	39,1
	• Industrie chimique	119	0,7	120	0,7
	• Forêt et scieries	224	1,3	235	1,3
	• Mines, carrières et puits de pétrole	147	0,9	160	0,9
	• Fabrication de produits en métal	646	3,8	641	3,7
	• *Total*	*8 025*	*46,6*	*8 000*	*45,7*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	478	2,8	435	2,5
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	195	1,1	181	1,0
	• Fabrication d'équipement de transport	116	0,7	143	0,8
	• Première transformation des métaux	82	0,5	88	0,5
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	148	0,9	185	1,1
	• *Total*	*1 019*	*5,9*	*1 032*	*5,9*
Groupe III	• Administration publique	451	2,6	475	2,7
	• Industrie des aliments et boissons	470	2,7	532	3,0
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	32	0,2	156	0,9
	• Industrie du papier et activités diverses	141	0,8	99	0,6
	• Transport et entreposage	339	2,0	478	2,7
	• *Total*	*1 433*	*8,3*	*1 740*	*9,9*

Tableau 9.5 (suite)
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection créés
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		2019		2018	
		Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	2 313	13,4	2 329	13,3
	• Industrie du cuir	3	0,0	7	0,0
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	158	0,9	131	0,7
	• Industrie du tabac	2	0,0	1	0,0
	• Industrie textile	81	0,5	67	0,4
	• *Total*	*2 557*	*14,9*	*2 535*	*14,5*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	1 906	11,1	1 764	10,1
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	168	1,0	182	1,0
	• Imprimerie, édition et activités annexes	158	0,9	166	0,9
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	6	0,0	5	0,0
	• Fabrication de produits électriques	137	0,8	166	0,9
	• *Total*	*2 375*	*13,8*	*2 283*	*13,0*
Groupe VI	• Agriculture	214	1,2	200	1,1
	• Bonneterie et habillement	17	0,1	21	0,1
	• Enseignement et services annexes	186	1,1	272	1,6
	• Finances, assurances et affaires immobilières	213	1,2	239	1,4
	• Services médicaux et sociaux	834	4,8	850	4,9
	• Chasse et pêche	5	0,0	17	0,1
	• Industries manufacturières diverses	81	0,5	98	0,6
	• *Total*	*1 550*	*9,0*	*1 697*	*9,7*
Indéterminé		248	1,4	215	1,2
Total		**17 207**	**100**	17 502	100

Tableau 9.6
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Visites				Dérogations			
		2019		2018		**2019**		2018	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	11 141	34,2	11 370	34,9	21 732	32,9	21 007	31,9
	• Industrie chimique	306	0,9	324	1,0	675	1,0	652	1,0
	• Forêt et scieries	537	1,6	537	1,6	901	1,4	1 079	1,6
	• Mines, carrières et puits de pétrole	420	1,3	509	1,6	1 475	2,2	1 806	2,7
	• Fabrication de produits en métal	1 805	5,5	1 571	4,8	4 507	6,8	3 892	5,9
	• *Total*	*14 209*	*43,6*	*14 311*	*43,9*	*29 290*	*44,3*	*28 436*	*43,2*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	1 066	3,3	1 051	3,2	2 782	4,2	2 267	3,4
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	537	1,6	476	1,5	1 147	1,7	1 031	1,6
	• Fabrication d'équipement de transport	252	0,8	330	1,0	512	0,8	845	1,3
	• Première transformation des métaux	234	0,7	248	0,8	375	0,6	434	0,7
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	367	1,1	414	1,3	769	1,2	838	1,3
	• *Total*	*2 456*	*7,5*	*2 519*	*7,7*	*5 585*	*8,5*	*5 415*	*8,2*
Groupe III	• Administration publique	818	2,5	831	2,6	1 217	1,8	1 358	2,1
	• Industrie des aliments et boissons	925	2,8	1 103	3,4	1 755	2,7	2 292	3,5
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	81	0,2	230	0,7	228	0,3	548	0,8
	• Industrie du papier et activités diverses	375	1,2	270	0,8	653	1,0	476	0,7
	• Transport et entreposage	628	1,9	704	2,2	1 003	1,5	1 110	1,7
	• *Total*	*2 827*	*8,7*	*3 138*	*9,6*	*4 856*	*7,4*	*5 784*	*8,8*

Tableau 9.6 (suite)
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Visites				Dérogations			
		2019		2018		**2019**		2018	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	4 868	14,9	4 773	14,7	11 187	16,9	11 481	17,4
	• Industrie du cuir	23	0,1	29	0,1	37	0,1	35	0,1
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	345	1,1	322	1,0	943	1,4	544	0,8
	• Industrie du tabac	7	0,0	4	0,0	8	0,0	4	0,0
	• Industrie textile	233	0,7	146	0,4	666	1,0	396	0,6
	• *Total*	*5 476*	*16,8*	*5 274*	*16,2*	*12 841*	*19,4*	*12 460*	*18,9*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	3 468	10,6	2 903	8,9	5 789	8,8	5 243	8,0
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	207	0,6	304	0,9	317	0,5	445	0,7
	• Imprimerie, édition et activités annexes	346	1,1	322	1,0	787	1,2	808	1,2
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	12	0,0	10	0,0	14	0,0	6	0,0
	• Fabrication de produits électriques	314	1,0	452	1,4	804	1,2	1 042	1,6
	• *Total*	*4 347*	*13,3*	*3 991*	*12,3*	*7 711*	*11,7*	*7 544*	*11,4*
Groupe VI	• Agriculture	458	1,4	363	1,1	823	1,2	581	0,9
	• Bonneterie et habillement	37	0,1	44	0,1	67	0,1	89	0,1
	• Enseignement et services annexes	401	1,2	538	1,7	955	1,4	1 566	2,4
	• Finances, assurances et affaires immobilières	511	1,6	485	1,5	981	1,5	833	1,3
	• Services médicaux et sociaux	1 409	4,3	1 363	4,2	1 916	2,9	1 984	3,0
	• Chasse et pêche	6	0,0	25	0,1	0	0,0	18	0,0
	• Industries manufacturières diverses	151	0,5	200	0,6	373	0,6	509	0,8
	• *Total*	*2 973*	*9,1*	*3 018*	*9,3*	*5 115*	*7,7*	*5 580*	*8,5*
Indéterminé		315	1,0	313	1,0	656	1,0	678	1,0
Total		**32 603**	**100**	32 564	100	**66 054**	**100**	65 897	100

Tableau 9.7
Répartition des décisions prises lors des interventions
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Décisions prises[1]				Constats d'infraction[2]			
		2019		2018		**2019**		2018	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Groupe I	• Bâtiment et travaux publics	1 566	51,6	1 579	50,3	1 853	52,9	1 545	51,2
	• Industrie chimique	20	0,7	16	0,5	17	0,5	21	0,7
	• Forêt et scieries	59	1,9	37	1,2	54	1,5	37	1,2
	• Mines, carrières et puits de pétrole	32	1,1	46	1,5	32	0,9	46	1,5
	• Fabrication de produits en métal	157	5,2	122	3,9	127	3,6	117	3,9
	• *Total*	*1 834*	*60,4*	*1 800*	*57,4*	*2 083*	*59,5*	*1 766*	*58,5*
Groupe II	• Industrie du bois (sans scierie)	74	2,4	84	2,7	93	2,7	66	2,2
	• Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	34	1,1	29	0,9	50	1,4	41	1,4
	• Fabrication d'équipement de transport	14	0,5	32	1,0	19	0,5	20	0,7
	• Première transformation des métaux	13	0,4	10	0,3	16	0,5	7	0,2
	• Fabrication de produits minéraux non métalliques	22	0,7	33	1,1	30	0,9	22	0,7
	• *Total*	*157*	*5,2*	*188*	*6,0*	*208*	*5,9*	*156*	*5,2*
Groupe III	• Administration publique	86	2,8	92	2,9	51	1,5	60	2,0
	• Industrie des aliments et boissons	85	2,8	83	2,6	81	2,3	81	2,7
	• Industrie du meuble et des articles d'ameublement	1	0,0	30	1,0	8	0,2	18	0,6
	• Industrie du papier et activités diverses	36	1,2	33	1,1	32	0,9	19	0,6
	• Transport et entreposage	60	2,0	50	1,6	65	1,9	50	1,7
	• *Total*	*268*	*8,8*	*288*	*9,2*	*237*	*6,8*	*228*	*7,6*

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Tableau 9.7 (suite)
Répartition des décisions prises lors des interventions
selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique

		Décisions prises[1]				Constats d'infraction[2]			
		2019		2018		**2019**		2018	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Groupe IV	• Commerce	219	7,2	210	6,7	241	6,9	234	7,8
	• Industrie du cuir	1	0,0	1	0,0	2	0,1	4	0,1
	• Fabrication de machines (sauf électriques)	33	1,1	17	0,5	37	1,1	17	0,6
	• Industrie du tabac	0	0,0	3	0,1	0	0,0	0	0,0
	• Industrie textile	14	0,5	15	0,5	14	0,4	23	0,8
	• *Total*	*267*	*8,8*	*246*	*7,8*	*294*	*8,4*	*278*	*9,2*
Groupe V	• Autres services commerciaux et personnels	208	6,8	237	7,6	215	6,1	198	6,6
	• Communications, transport d'énergie et autres services publics	20	0,7	29	0,9	24	0,7	18	0,6
	• Imprimerie, édition et activités annexes	11	0,4	30	1,0	18	0,5	14	0,5
	• Fabrication de produits du pétrole et du charbon	2	0,1	1	0,0	1	0,0	3	0,1
	• Fabrication de produits électriques	18	0,6	30	1,0	21	0,6	15	0,5
	• *Total*	*259*	*8,5*	*327*	*10,4*	*279*	*8,0*	*248*	*8,2*
Groupe VI	• Agriculture	51	1,7	68	2,2	37	1,1	35	1,2
	• Bonneterie et habillement	0	0,0	5	0,2	2	0,1	3	0,1
	• Enseignement et services annexes	8	0,3	32	1,0	15	0,4	16	0,5
	• Finances, assurances et affaires immobilières	72	2,4	54	1,7	123	3,5	58	1,9
	• Services médicaux et sociaux	30	1,0	36	1,1	31	0,9	28	0,9
	• Chasse et pêche	2	0,1	0	0,0	0	0,0	2	0,1
	• Industries manufacturières diverses	20	0,7	15	0,5	9	0,3	18	0,6
	• *Total*	*183*	*6,0*	*210*	*6,7*	*217*	*6,2*	*160*	*5,3*
Indéterminé		69	2,3	79	2,5	183	5,2	181	6,0
Total		**3 037**	**100**	3 138	100	**3 501**	**100**	3 017	100

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Section 10
Statistiques selon la direction régionale – santé et sécurité du travail

Description

À des fins administratives, la CNESST a subdivisé le territoire québécois en 21 régions administratives comportant chacune un bureau régional. Les dossiers inscrits à la Commission sont rattachés à une région administrative selon les municipalités où résident les travailleurs accidentés ou atteints d'une maladie professionnelle. Dans le cas des données portant sur la prévention-inspection, le lieu correspond généralement à la région responsable du traitement du dossier de l'établissement ou du chantier de construction.

Les tableaux dans cette section reprennent certains résultats des sections précédentes et les ventilent par direction régionale. Les sujets suivants sont couverts :

- dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie de lésion;
- décès inscrits;
- réclamations acceptées du programme *Pour une maternité sans danger*;
- établissements actifs et mécanismes de prévention;
- dossiers d'intervention en prévention-inspection créés et dossiers de promotion créés;
- visites effectuées et dérogations constatées;
- décisions prises lors des interventions et constats d'infraction signifiés.

Notes: puisque les informations associées aux établissements de 21 travailleurs ou plus ne sont plus disponibles, le tableau présente maintenant la répartition du nombre d'établissements, sans égard au nombre de travailleurs (tableau 10.4).

À compter de l'année 2010, les données relatives aux visites, aux dérogations constatées, aux décisions prises et aux constats d'infraction signifiés sont présentées avec deux mois de maturité (lecture au 1er mars de l'année suivante, plutôt qu'au 31 décembre de l'année courante).

Tableau 10.1

Répartition des dossiers pour lésions professionnelles ouverts et acceptés[1]
selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
	2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	Nombre	%
Île-de-Montréal	17 043	18,0	16 587	18,1	752	5,9	868	7,4	**17 795**	**16,6**	17 455	16,9
Total partiel	*17 043*	*18,0*	*16 587*	*18,1*	*752*	*5,9*	*868*	*7,4*	***17 795***	***16,6***	*17 455*	*16,9*
Longueuil	6 291	6,6	6 030	6,6	809	6,3	570	4,9	**7 100**	**6,6**	6 600	6,4
Saint-Jean-sur-Richelieu	3 569	3,8	3 406	3,7	451	3,5	523	4,5	**4 020**	**3,7**	3 929	3,8
Valleyfield	4 361	4,6	4 005	4,4	401	3,1	278	2,4	**4 762**	**4,4**	4 283	4,1
Yamaska	4 728	5,0	4 679	5,1	862	6,7	627	5,4	**5 590**	**5,2**	5 306	5,1
Total partiel	*18 949*	*20,0*	*18 120*	*19,8*	*2 523*	*19,7*	*1 998*	*17,1*	***21 472***	***20,0***	*20 118*	*19,5*
Abitibi-Témiscamingue	1 788	1,9	1 867	2,0	379	3,0	395	3,4	**2 167**	**2,0**	2 262	2,2
Bas-Saint-Laurent	2 382	2,5	2 409	2,6	305	2,4	395	3,4	**2 687**	**2,5**	2 804	2,7
Capitale-Nationale	8 683	9,2	8 436	9,2	1 294	10,1	1 141	9,8	**9 977**	**9,3**	9 577	9,3
Chaudière-Appalaches	5 930	6,3	5 929	6,5	758	5,9	1 160	9,9	**6 688**	**6,2**	7 089	6,9
Côte-Nord	1 314	1,4	1 286	1,4	143	1,1	259	2,2	**1 457**	**1,4**	1 545	1,5
Estrie	3 964	4,2	3 765	4,1	994	7,8	578	4,9	**4 958**	**4,6**	4 343	4,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	812	0,9	933	1,0	134	1,0	155	1,3	**946**	**0,9**	1 088	1,1
Lanaudière	7 656	8,1	7 493	8,2	1 054	8,2	989	8,5	**8 710**	**8,1**	8 482	8,2
Laurentides	7 854	8,3	7 769	8,5	996	7,8	1 047	9,0	**8 850**	**8,2**	8 816	8,5
Laval	4 963	5,2	4 528	4,9	457	3,6	276	2,4	**5 420**	**5,0**	4 804	4,6
Mauricie et Centre-du-Québec	7 054	7,5	6 805	7,4	1 177	9,2	1 020	8,7	**8 231**	**7,7**	7 825	7,6
Outaouais	2 657	2,8	2 435	2,7	403	3,2	308	2,6	**3 060**	**2,8**	2 743	2,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 403	3,6	3 340	3,6	1 329	10,4	1 106	9,5	**4 732**	**4,4**	4 446	4,3
Total partiel	*58 460*	*61,7*	*56 995*	*62,1*	*9 423*	*73,7*	*8 829*	*75,5*	***67 883***	***63,2***	*65 824*	*63,7*
Indéterminée	227	0,2	9	0,0	88	0,7	0	0,0	**315**	**0,3**	9	0,0
Total	**94 679**	**100**	91 711	100	**12 786**	**100**	11 695	100	**107 465**	**100**	103 406	100

1. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptés au 1er mars de l'année suivante; incluant 1 863 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 1 890 dossiers pour 2018.

Tableau 10.2

Répartition des décès[1]

selon la direction régionale et la catégorie de la lésion professionnelle

	Accident du travail				Maladie professionnelle				**Total**			
	2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	5	8,8	8	12,9	16	12,0	23	14,0	**21**	**11,1**	31	13,7
Total partiel	*5*	*8,8*	*8*	*12,9*	*16*	*12,0*	*23*	*14,0*	***21***	***11,1***	*31*	*13,7*
Longueuil	1	1,8	8	12,9	12	9,0	13	7,9	**13**	**6,8**	21	9,3
Saint-Jean-sur-Richelieu	0	0,0	2	3,2	0	0,0	3	1,8	**0**	**0,0**	5	2,2
Valleyfield	3	5,3	3	4,8	7	5,3	9	5,5	**10**	**5,3**	12	5,3
Yamaska	3	5,3	3	4,8	9	6,8	11	6,7	**12**	**6,3**	14	6,2
Total partiel	*7*	*12,3*	*16*	*25,8*	*28*	*21,1*	*36*	*22,0*	***35***	***18,4***	*52*	*23,0*
Abitibi-Témiscamingue	2	3,5	0	0,0	1	0,8	1	0,6	**3**	**1,6**	1	0,4
Bas-Saint-Laurent	3	5,3	3	4,8	2	1,5	2	1,2	**5**	**2,6**	5	2,2
Capitale-Nationale	3	5,3	9	14,5	10	7,5	13	7,9	**13**	**6,8**	22	9,7
Chaudière-Appalaches	4	7,0	6	9,7	10	7,5	21	12,8	**14**	**7,4**	27	11,9
Côte-Nord	0	0,0	2	3,2	2	1,5	1	0,6	**2**	**1,1**	3	1,3
Estrie	3	5,3	1	1,6	14	10,5	4	2,4	**17**	**8,9**	5	2,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1	1,8	3	4,8	0	0,0	1	0,6	**1**	**0,5**	4	1,8
Lanaudière	4	7,0	2	3,2	12	9,0	22	13,4	**16**	**8,4**	24	10,6
Laurentides	5	8,8	1	1,6	17	12,8	12	7,3	**22**	**11,6**	13	5,8
Laval	3	5,3	2	3,2	7	5,3	14	8,5	**10**	**5,3**	16	7,1
Mauricie et Centre-du-Québec	9	15,8	2	3,2	8	6,0	6	3,7	**17**	**8,9**	8	3,5
Outaouais	2	3,5	4	6,5	0	0,0	3	1,8	**2**	**1,1**	7	3,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6	10,5	3	4,8	6	4,5	5	3,0	**12**	**6,3**	8	3,5
Total partiel	*45*	*78,9*	*38*	*61,3*	*89*	*66,9*	*105*	*64,0*	***134***	***70,5***	*143*	*63,3*
Indéterminée	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**0**	**0,0**	0	0,0
Total	**57**	**100**	**62**	**100**	**133**	**100**	**164**	**100**	**190**	**100**	226	100

1. Décès dus à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre de l'année visée, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée; décès acceptés avec ou sans indemnités de décès; incluant 3 dossiers d'employeurs non assurés pour 2019 et 3 dossiers pour 2018.

Tableau 10.3

Répartition des réclamations du programme Pour une maternité sans danger inscrites et acceptées[1] selon la direction régionale et la catégorie du retrait

	Travailleuse enceinte				Travailleuse qui allaite				**Total**			
	2019		2018		**2019**		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**
Île-de-Montréal	6 984	21,8	7 083	21,6	37	14,0	28	10,9	**7 021**	**21,8**	7 111	21,6
Total partiel	*6 984*	*21,8*	*7 083*	*21,6*	*37*	*14,0*	*28*	*10,9*	***7 021***	***21,8***	*7 111*	*21,6*
Longueuil	1 963	6,1	2 061	6,3	8	3,0	10	3,9	**1 971**	**6,1**	2 071	6,3
Saint-Jean-sur-Richelieu	922	2,9	987	3,0	4	1,5	3	1,2	**926**	**2,9**	990	3,0
Valleyfield	880	2,8	935	2,9	2	0,8	2	0,8	**882**	**2,7**	937	2,8
Yamaska	1 444	4,5	1 476	4,5	11	4,2	11	4,3	**1 455**	**4,5**	1 487	4,5
Total partiel	*5 209*	*16,3*	*5 459*	*16,7*	*25*	*9,5*	*26*	*10,1*	***5 234***	***16,2***	*5 485*	*16,6*
Abitibi-Témiscamingue	995	3,1	1 014	3,1	16	6,1	17	6,6	**1 011**	**3,1**	1 031	3,1
Bas-Saint-Laurent	892	2,8	926	2,8	7	2,7	5	1,9	**899**	**2,8**	931	2,8
Capitale-Nationale	3 765	11,8	3 963	12,1	49	18,6	60	23,3	**3 814**	**11,8**	4 023	12,2
Chaudière-Appalaches	2 007	6,3	2 142	6,5	24	9,1	15	5,8	**2 031**	**6,3**	2 157	6,5
Côte-Nord	392	1,2	381	1,2	1	0,4	4	1,6	**393**	**1,2**	385	1,2
Estrie	1 446	4,5	1 488	4,5	30	11,4	30	11,6	**1 476**	**4,6**	1 518	4,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	351	1,1	336	1,0	5	1,9	2	0,8	**356**	**1,1**	338	1,0
Lanaudière	1 701	5,3	1 749	5,3	11	4,2	6	2,3	**1 712**	**5,3**	1 755	5,3
Laurentides	2 251	7,0	2 191	6,7	14	5,3	8	3,1	**2 265**	**7,0**	2 199	6,7
Laval	1 441	4,5	1 456	4,4	10	3,8	12	4,7	**1 451**	**4,5**	1 468	4,5
Mauricie et Centre-du-Québec	2 191	6,9	2 207	6,7	10	3,8	13	5,0	**2 201**	**6,8**	2 220	6,7
Outaouais	1 091	3,4	1 118	3,4	23	8,7	24	9,3	**1 114**	**3,5**	1 142	3,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 256	3,9	1 209	3,7	2	0,8	8	3,1	**1 258**	**3,9**	1 217	3,7
Total partiel	*19 779*	*61,9*	*20 180*	*61,7*	*202*	*76,5*	*204*	*79,1*	***19 981***	***62,0***	*20 384*	*61,8*
Indéterminée	1	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	**1**	0,0	0	0,0
Total	**31 973**	**100**	**32 722**	100	**264**	**100**	**258**	100	**32 237**	**100**	**32 980**	100

1. Réclamations inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année visée, acceptées au 1er mars de l'année suivante, avec ou sans paiement.

Tableau 10.4

Répartition des établissements actifs[1]
selon la direction régionale

	2019		2018	
	Nombre d'établissements actifs	%	Nombre d'établissements actifs	%
Île-de-Montréal–1	11 224	4,1	12 598	4,6
Île-de-Montréal–2	20 675	7,6	18 831	6,9
Île-de-Montréal–3	32 844	12,0	33 022	12,1
Total partiel	*64 743*	*23,8*	*64 451*	*23,7*
Longueuil	16 683	6,1	16 553	6,1
Saint-Jean-sur-Richelieu	8 917	3,3	8 910	3,3
Valleyfield	8 718	3,2	8 580	3,2
Yamaska	12 463	4,6	12 462	4,6
Total partiel	*46 781*	*17,2*	*46 505*	*17,1*
Abitibi-Témiscamingue	6 823	2,5	6 839	2,5
Bas-Saint-Laurent	8 874	3,3	8 951	3,3
Capitale-Nationale	23 831	8,7	23 801	8,7
Chaudière-Appalaches	16 173	5,9	16 252	6,0
Côte-Nord	3 837	1,4	3 907	1,4
Estrie	11 270	4,1	11 261	4,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 710	1,7	4 753	1,7
Lanaudière	15 516	5,7	15 488	5,7
Laurentides	19 876	7,3	19 656	7,2
Laval	11 422	4,2	11 302	4,2
Mauricie et Centre-du-Québec	18 574	6,8	18 701	6,9
Outaouais	9 260	3,4	9 264	3,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10 907	4,0	10 946	4,0
Total partiel	161 073	*59,1*	161 121	*59,2*
Total	**272 597**	**100**	272 077	100

1. Ensemble des établissements, sans égard au nombre de travailleurs; les établissements qui n'ont été ouverts que pendant une partie de l'année sont compris.

Tableau 10.5
Répartition des dossiers d'intervention en prévention-inspection et des dossiers de promotion créés selon la direction régionale

	Dossiers d'intervention				Dossiers de promotion			
	2019		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	1 680	9,8	1 955	11,2	8	11,8	7	12,7
Île-de-Montréal–2	983	5,7	802	4,6	1	1,5	3	5,5
Île-de-Montréal–3	1 044	6,1	1 167	6,7	0	0,0	0	0,0
Total partiel	*3 707*	*21,5*	*3 924*	*22,4*	*9*	*13,2*	*10*	*18,2*
Longueuil	706	4,1	731	4,2	0	0,0	1	1,8
Saint-Jean-sur-Richelieu	809	4,7	703	4,0	0	0,0	0	0,0
Valleyfield	355	2,1	296	1,7	0	0,0	0	0,0
Yamaska	882	5,1	689	3,9	0	0,0	1	1,8
Total partiel	*2 752*	*16,0*	*2 419*	*13,8*	*0*	*0,0*	*2*	*3,6*
Abitibi-Témiscamingue	564	3,3	630	3,6	0	0,0	0	0,0
Bas-Saint-Laurent	454	2,6	398	2,3	3	4,4	7	12,7
Capitale-Nationale	1 518	8,8	1 512	8,6	8	11,8	5	9,1
Chaudière-Appalaches	733	4,3	1 099	6,3	1	1,5	1	1,8
Côte-Nord	299	1,7	341	1,9	5	7,4	11	20,0
Estrie	870	5,1	887	5,1	7	10,3	1	1,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	292	1,7	320	1,8	0	0,0	0	0,0
Lanaudière	629	3,7	677	3,9	6	8,8	4	7,3
Laurentides	1 360	7,9	1 364	7,8	4	5,9	2	3,6
Laval	1 067	6,2	1 146	6,5	1	1,5	2	3,6
Mauricie et Centre-du-Québec	1 131	6,6	978	5,6	2	2,9	0	0,0
Outaouais	798	4,6	913	5,2	19	27,9	8	14,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 033	6,0	894	5,1	3	4,4	2	3,6
Total partiel	*10 748*	*62,5*	*11 159*	*63,8*	*59*	*86,8*	*43*	*78,2*
Total	**17 207**	**100**	17 502	100	**68**	**100**	55	100

Tableau 10.6
Répartition des visites effectuées et des dérogations constatées selon la direction régionale

	Visites				Dérogations			
	2019		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	3 900	12,0	3 670	11,3	7 620	11,5	6 577	10,0
Île-de-Montréal–2	1 913	5,9	1 503	4,6	3 724	5,6	3 673	5,6
Île-de-Montréal–3	2 331	7,1	2 369	7,3	3 653	5,5	3 861	5,9
Total partiel	*8 144*	*25,0*	*7 542*	*23,2*	*14 997*	*22,7*	*14 111*	*21,4*
Longueuil	1 768	5,4	1 736	5,3	4 226	6,4	3 733	5,7
Saint-Jean-sur-Richelieu	1 229	3,8	1 131	3,5	3 297	5,0	3 175	4,8
Valleyfield	867	2,7	757	2,3	2 634	4,0	2 027	3,1
Yamaska	1 935	5,9	1 687	5,2	3 599	5,4	3 287	5,0
Total partiel	*5 799*	*17,8*	*5 311*	*16,3*	*13 756*	*20,8*	*12 222*	*18,5*
Abitibi-Témiscamingue	1 355	4,2	1 456	4,5	2 677	4,1	3 143	4,8
Bas-Saint-Laurent	775	2,4	608	1,9	1 665	2,5	1 357	2,1
Capitale-Nationale	2 562	7,9	2 761	8,5	4 516	6,8	4 982	7,6
Chaudière-Appalaches	1 209	3,7	1 904	5,8	2 191	3,3	4 263	6,5
Côte-Nord	515	1,6	789	2,4	1 103	1,7	1 590	2,4
Estrie	1 582	4,9	1 633	5,0	2 547	3,9	2 772	4,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	483	1,5	498	1,5	655	1,0	744	1,1
Lanaudière	1 036	3,2	1 097	3,4	2 021	3,1	2 085	3,2
Laurentides	2 231	6,8	2 353	7,2	4 977	7,5	5 232	7,9
Laval	1 725	5,3	1 942	6,0	4 396	6,7	4 585	7,0
Mauricie et Centre-du-Québec	2 321	7,1	2 083	6,4	3 990	6,0	3 430	5,2
Outaouais	944	2,9	1 078	3,3	1 688	2,6	1 973	3,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 908	5,9	1 504	4,6	4 856	7,4	3 396	5,2
Indéterminée	14	0,0	5	0,0	19	0,0	12	0,0
Total partiel	*18 660*	*57,2*	*19 711*	*60,5*	*37 301*	*56,5*	*39 564*	*60,0*
Total	**32 603**	**100**	32 564	100	**66 054**	**100**	65 897	100

Tableau 10.7
Répartition des décisions prises lors des interventions selon la direction régionale

	Décisions prises[1]				Constats d'infraction[2]			
	2019		2018		**2019**		2018	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Île-de-Montréal–1	570	18,8	577	18,4	950	27,1	693	23,0
Île-de-Montréal–2	53	1,7	75	2,4	81	2,3	91	3,0
Île-de-Montréal–3	121	4,0	112	3,6	115	3,3	98	3,2
Total partiel	*744*	*24,5*	*764*	*24,3*	*1 146*	*32,7*	*882*	*29,2*
Longueuil	151	5,0	145	4,6	241	6,9	207	6,9
Saint-Jean-sur-Richelieu	68	2,2	90	2,9	90	2,6	95	3,1
Valleyfield	94	3,1	103	3,3	68	1,9	108	3,6
Yamaska	145	4,8	181	5,8	204	5,8	156	5,2
Total partiel	*458*	*15,1*	*519*	*16,5*	*603*	*17,2*	*566*	*18,8*
Abitibi-Témiscamingue	66	2,2	56	1,8	43	1,2	83	2,8
Bas-Saint-Laurent	131	4,3	85	2,7	135	3,9	70	2,3
Capitale-Nationale	196	6,5	215	6,9	172	4,9	148	4,9
Chaudière-Appalaches	86	2,8	123	3,9	96	2,7	180	6,0
Côte-Nord	43	1,4	46	1,5	45	1,3	32	1,1
Estrie	101	3,3	91	2,9	102	2,9	79	2,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	29	1,0	22	0,7	32	0,9	28	0,9
Lanaudière	93	3,1	95	3,0	118	3,4	84	2,8
Laurentides	369	12,2	425	13,5	420	12,0	394	13,1
Laval	168	5,5	204	6,5	220	6,3	192	6,4
Mauricie et Centre-du-Québec	217	7,1	245	7,8	127	3,6	125	4,1
Outaouais	156	5,1	97	3,1	93	2,7	58	1,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	174	5,7	149	4,7	149	4,3	96	3,2
Indéterminée	6	0,2	2	0,1	0	0,0	0	0,0
Total partiel	*1 835*	*60,4*	*1 855*	*59,1*	*1 752*	*50,0*	*1 569*	*52,0*
Total	**3 037**	**100**	3 138	100	**3 501**	**100**	3 017	100

1. Arrêt des machines, fermeture des lieux et scellés apposés.
2. Constats d'infraction signifiés.

Section 11
Les normes du travail

Description

Le secteur Normes du travail de la CNESST surveille la mise en œuvre et l'application des normes du travail, en particulier par l'exercice des fonctions suivantes :

- Informer et renseigner les salariés et les employeurs sur leurs droits et leurs obligations prévus à la Loi sur les normes du travail (LNT);
- Surveiller l'application des normes du travail et, s'il y a lieu, transmettre ses recommandations au ministre;
- Recevoir les recours des salariés et les indemniser dans la mesure prévue par la LNT et les règlements;
- Tenter d'amener les employeurs et les salariés à s'entendre quant à leurs mésententes relatives à l'application de la LNT et des règlements.

Les tableaux dans cette section présentent des informations relatives aux demandes déposées et au traitement des recours, aux activités de médiation, d'enquête et demandes d'étalement des heures de travail, aux demandes de révision, aux poursuites pénales, aux activités de conciliation du TAT en lien avec les normes du travail, ainsi qu'aux normes en infraction déclarées dans les recours pécuniaires.

Note : Le terme «recours» réfère ici à la notion de plaintes au sens de la Loi sur les normes du travail.

À signaler, entre 2018 et 2019 :

- Hausse de 5,8 % des demandes déposées (incluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte) (42 652 vs 40 300) avec une hausse pour tous les types de demandes sauf pécuniaire et administrative
- Hausse de 5,3 % des demandes traitées (incluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte) (43 008 vs 40 832)

- Baisse de 18,0 % des fiches de dénonciation produites (594 vs 724) et hausse de 36,1 % du montant des amendes (228 025 $ vs 167 551 $)

- 80,9 % des conciliations effectuées en 2019 conclues par une entente, pour le TAT

Tableau 11.1
Réception des demandes et traitement des recours en lien avec les normes du travail, selon le type de demande

	Pécuniaire		Pratique interdite		Congédiement fait sans une cause juste et suffisante		Harcèlement psychologique		Administrative		Disparité de traitement[1]		Total	
	2019	2018	**2019**	2018	**2019**	2018	**2019**	2018	**2019**	2018	**2019**	2018	**2019**	2018
Demandes déposées	**17 504**	17 565	**6 501**	6 028	**10 158**	8 266	**5 470**	5 220	**2 991**	3 212	**28**	9	**42 652**	40 300
Demandes traitées	**17 920**	18 228	**6 300**	5 870	**10 331**	8 394	**5 451**	5 074	**2 978**	3 257	**28**	9	**43 008**	40 832
Demandes fermées sans dépôt officiel de plainte[2]	2 332	2 584	1 407	1 555	5 556	3 523	1 036	1 239	693	827	19	7	11 043	9 735
Recours traités sans intervention juridique	13 304	12 787	3 802	3 251	3 267	3 432	4 181	3 642	2 285	2 430	9	2	26 848	25 544
Recours traités avec intervention juridique	2 284	2 857	1 091	1 064	1 508	1 439	234	193	0	0	0	0	5 117	5 553

1. Les données sont seulement disponibles à partir de juin 2018.

2. Demandes non recevables sans écrit et règlement hâtif après réception.

Tableau 11.2
Mode de réception des demandes déposées

	2019	2018
En ligne	**26 004**	20 331
Téléphone	**14 637**	18 542
Autre	**2 011**	1 427
Total	**42 652**	40 300

Tableau 11.3a
Répartition des demandes déposées selon le sexe du plaignant et le type de demande

	Pécuniaire		Pratique interdite		Congédiement fait sans une cause juste et suffisante		Harcèlement psychologique		Administrative		Disparité de traitement[1]		Total	
	2019	2018	**2019**	2018	**2019**	2018	**2019**	2018	**2019**	2018	**2019**	2018	**2019**	2018
Homme	9 443	9 223	2 866	2 597	4 994	4 026	2 390	2 219	1 426	1 570	13	7	**21 132**	19 642
Femme	8 061	8 342	3 635	3 431	5 164	4 240	3 080	3 001	1 565	1 642	15	2	**21 520**	20 658
Total	**17 504**	17 565	**6 501**	6 028	**10 158**	8 266	**5 470**	5 220	**2 991**	3 212	**28**	**9**	**42 652**	40 300

1. Les données sont seulement disponibles à partir de juin 2018.

Tableau 11.3b
Répartition des demandes déposées selon l'âge du plaignant et le type de demande

	Pécuniaire		Pratique interdite		Congédiement fait sans une cause juste et suffisante		Harcèlement psychologique		Administrative		Disparité de traitement[1]		Total	
	2019	2018	**2019**	2018	**2019**	2018	**2019**	2018	**2019**	2018	**2019**	2018	**2019**	2018
15 à 24 ans	2 796	2 920	772	679	1 386	911	597	535	509	546	6	0	**6 066**	5 591
25 à 34 ans	3 825	3 636	1 575	1 400	2 301	1 617	1 164	1 028	619	616	3	1	**9 487**	8 298
35 à 44 ans	2 955	2 947	1 367	1 268	2 037	1 642	1 152	1 045	406	463	2	1	**7 919**	7 366
45 à 54 ans	2 682	2 712	1 135	1 022	1 845	1 652	1 058	1 064	398	402	4	3	**7 122**	6 855
55 à 64 ans	2 054	2 072	807	721	1 563	1 348	812	778	317	314	7	2	**5 560**	5 235
65 ans ou plus	388	371	129	114	292	255	123	108	53	57	1	0	**986**	905
Indéterminé	2 804	2 907	716	824	734	841	564	662	689	814	5	2	**5 512**	6 050
Total	**17 504**	17 565	**6 501**	6 028	**10 158**	8 266	**5 470**	5 220	**2 991**	3 212	**28**	9	**42 652**	40 300

1. Les données sont seulement disponibles à partir de juin 2018.

Tableau 11.4

Demandes déposées selon le secteur d'activité et le type de demande[1,2]

							2019
	Pécuniaire	**Pratique interdite**	**Congédiement fait sans une cause juste et suffisante**	**Harcèlement psychologique**	**Administrative**	**Disparité de traitement**	**Total**
Administrations et services publics	245	168	250	170	25	2	**860**
Agriculture, foresterie, pêche et mines	240	97	167	81	48	0	**633**
Arts, loisirs et culture	682	307	536	311	96	0	**1 932**
Autres services	1 442	559	835	438	240	0	**3 514**
Commerce de détail	1 799	786	1 295	656	248	0	**4 784**
Commerce de gros	886	449	714	315	103	2	**2 469**
Construction	851	264	415	193	119	0	**1 842**
Fabrication (manufacturier)	1 344	679	1 035	487	133	2	**3 680**
Finances, assurances et services immobiliers	837	440	681	383	85	1	**2 427**
Hébergement et services de restauration	2 100	581	978	484	416	1	**4 560**
Services d'enseignement	212	129	162	118	33	0	**654**
Services professionnels	1 608	676	1 055	548	205	2	**4 094**
Soins de santé et assistance sociale	844	547	745	438	138	4	**2 716**
Transport et entreposage	1 069	177	280	117	97	0	**1 740**

1. Les demandes pour lesquelles le secteur d'activité est indéterminé ne sont pas présentées.

2. Une demande peut être associée à plusieurs secteurs d'activité.

							2018
	Pécuniaire	**Pratique interdite**	**Congédiement fait sans une cause juste et suffisante**	**Harcèlement psychologique**	**Administrative**	**Disparité de traitement**	**Total**
Administrations et services publics	230	135	224	188	20	1	798
Agriculture, foresterie, pêche et mines	234	70	116	65	43	0	528
Arts, loisirs et culture	693	282	464	279	99	0	1 817
Autres services	1 454	467	664	316	261	1	3 163
Commerce de détail	1 886	762	1 101	643	269	0	4 661
Commerce de gros	857	433	596	330	84	1	2 301
Construction	844	207	335	167	135	0	1 688
Fabrication (manufacturier)	1 123	613	799	453	107	1	3 096
Finances, assurances et services immobiliers	780	393	570	314	103	1	2 161
Hébergement et services de restauration	2 354	569	852	455	460	1	4 691
Services d'enseignement	178	109	145	114	29	0	575
Services professionnels	1 561	599	880	480	195	0	3 715
Soins de santé et assistance sociale	891	503	612	437	152	1	2 596
Transport et entreposage	530	143	233	103	94	0	1 103

Tableau 11.5
Activités de médiation, d'enquête et demandes d'étalement des heures de travail traitées, selon le bureau

	Médiations réalisées		Enquêtes pécuniaires réalisées		Enquêtes harcèlement psychologique réalisées		Étalement des heures de travail	
	2019	2018	**2019**	2018	**2019**	2018	**2019**	2018
Abitibi-Témiscamingue	79	65	88	89	10	5	0	0
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	137	88	285	230	14	0	0	0
Capitale-Nationale	275	316	618	515	94	56	0	0
Centre-du-Québec et Mauricie	278	212	494	432	106	58	13	21
Chaudière-Appalaches	284	288	272	271	29	30	9	9
Côte-Nord	31	24	182	218	0	0	0	0
Estrie	137	131	355	424	91	52	2	7
Lanaudière	0	0	0	0	0	0	0	0
Laurentides	0	1	1 279	1 316	0	1	6	10
Laval	946	949	1	6	181	136	0	0
Montérégie	901	840	406	668	203	114	5	4
Montréal	1 360	1 097	1 991	1 974	249	217	57	76
Outaouais	159	159	138	166	27	7	1	5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	112	49	253	318	16	32	9	13
Direction des affaires juridiques-NT-Montréal	0	0	4	0	0	0	0	0
Direction des affaires juridiques-NTl-Québec	0	0	4	0	0	0	0	0
Équipe d'enquête spécialisée	0	0	189	38	0	0	0	0
Faillite	0	0	226	212	0	0	0	0
Total	**4 699**	4 219	**6 785**	6 877	**1 020**	708	**102**	145

Tableau 11.6
Traitement des demandes d'étalement des heures de travail

	2019	2018
Demandes reçues	**90**	139
Nouvelles demandes	35	63
Renouvellement	55	76
Demandes terminées	**101**	144
Autorisées	80	100
Refusées	4	19
Désistements	17	25
Salariés visés par les autorisations	**2 888**	3 719

Tableau 11.7
Demandes de révision traitées

	2019	2018
Demandes reçues au cours de l'exercice	**947**	959
Demandes traitées au cours de l'exercice	**917**	993
Demandes accordées	263	324
Demandes refusées	625	647
Demandes réglées sans la nécessité d'une décision	29	22

Tableau 11.8
Poursuites pénales

	2019	2018
Nombre de fiches de dénonciation produites[1]	**594**	724
Nombre de condamnations sur poursuites pénales[2]	**343**	199
Montant des amendes[3]	**228 025,00 $**	167 551,00 $

1. Anciennement, rapports d'infraction.

2. Une condamnation est généralement liée à plusieurs fiches de dénonciation.

3. La Commission ne perçoit pas les revenus des amendes. Elles sont payables au ministère des Finances et versées au fonds consolidé du revenu.

Tableau 11.9

Participation de la CNESST aux activités de conciliation du TAT[1,2,3] en lien avec les normes du travail

	2019	2018
Conciliations effectuées	**712**	795
Avec entente	576	594
Sans entente	136	201
Taux de règlement[4]	**80,9%**	74,7%

1. Tribunal administratif du travail.

2. Les avocats de la CNESST représentent le salarié lors de la conciliation.

3. Les activités de conciliation sont liées au traitement des recours pour une pratique interdite, pour une congédiement sans une cause juste et suffisante et pour harcèlement psychologique.

4. Proportion des conciliations qui se concluent par une entente par rapport au total des conciliations effectuées.

Tableau 11.10

Répartition des demandes déposées[1] selon la région administrative et le type de demande

							2019	2018
	Pécuniaire	**Pratique interdite**	**Congédiement fait sans une cause juste et suffisante**	**Harcèlement psychologique**	**Administrative**	**Disparité de traitement**	**Total**	Total
Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec	299	110	175	86	49	0	**719**	540
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	398	149	214	145	70	1	**977**	1 036
Capitale-Nationale	1 325	495	750	355	227	2	**3 154**	3 285
Centre-du-Québec et Mauricie	907	358	498	292	170	1	**2 226**	1 975
Chaudière-Appalaches	618	301	431	236	117	0	**1 703**	1 525
Côte-Nord	139	42	82	54	26	0	**343**	351
Estrie	602	228	336	182	121	3	**1 472**	1 236
Lanaudière	1 109	431	641	367	208	0	**2 756**	2 593
Laurentides	1 453	552	846	456	280	2	**3 589**	3 298
Laval	977	383	598	352	162	1	**2 473**	2 369
Montérégie	3 274	1 283	1 997	1 064	561	5	**8 184**	7 693
Montréal	5 268	1 786	2 937	1 524	792	11	**12 318**	11 560
Outaouais	563	191	331	184	128	1	**1 398**	1 472
Saguenay–Lac-Saint-Jean	424	153	229	135	69	1	**1 011**	1 123
Hors Québec	148	39	93	38	11	0	**329**	244
Total	**17 504**	**6 501**	**10 158**	**5 470**	**2 991**	**28**	**42 652**	40 300

1. Incluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

Tableau 11.11

Répartition des infractions déclarées dans les recours pécuniaires traités[1]
selon la région administrative

									2019	2018
	Avis de cessation	**Congés pour raisons familiales**	**Fête nationale**	**Frais liés à l'emploi**	**Jours fériés**	**Pourboires**	**Salaires**	**Vacances**	**Total**	Total
Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec	110	10	10	14	13	1	133	123	**414**	411
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	171	14	22	29	32	6	212	161	**647**	708
Capitale-Nationale	505	53	64	77	96	25	796	653	**2 269**	2 440
Centre-du-Québec et Mauricie	331	34	57	53	44	10	436	401	**1 366**	1 430
Chaudière-Appalaches	244	30	23	27	35	6	314	273	**952**	1 120
Côte-Nord	70	4	3	3	9	2	66	61	**218**	254
Estrie	207	19	28	31	35	8	285	245	**858**	821
Lanaudière	424	39	38	49	77	26	577	531	**1 761**	1 985
Laurentides	581	42	100	93	117	41	814	751	**2 539**	2 501
Laval	400	25	53	53	62	18	511	475	**1 597**	1 694
Montérégie	1 320	113	138	153	188	50	1 628	1 536	**5 126**	5 286
Montréal	2 191	103	281	229	406	152	2 959	2 831	**9 152**	8 590
Outaouais	261	17	44	31	40	15	325	306	**1 039**	1 081
Saguenay–Lac-Saint-Jean	224	21	17	38	31	6	273	237	**847**	727
Hors Québec	44	1	9	16	19	4	96	72	**261**	276
Total[2]	**7 083**	**525**	**887**	**896**	**1 204**	**370**	**9 425**	**8 656**	**29 046**	29 324

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Le nombre d'infractions déclarées diffère du nombre de recours, car un recours peut porter sur plusieurs infractions.

Tableau 11.12

Répartition des recours traités[1] pour pratique interdite selon le motif invoqué par le salarié

	2019	2018
Absence pour maladie, accident, préjudice ou violence	2560	2327
Âge de la retraite	24	34
Années de service (retraite)	2	3
Exercice d'un droit	1241	1081
Blessure d'acte criminel	5	1
Communication à la CCQ	1	0
Communication à la RBQ	0	0
Congé pour raison familiale	288	272
Débiteur alimentaire	5	7
Décès d'acte criminel	1	2
Demande de sommes dues	921	790
Dénonciation - Éthique et déontologie en matière municipale	1	0
Dénonciation - Lutte contre la corruption / Loi secteur financier	5	2
Disparation enfant mineur	1	1
Divulgation actes répréhensibles	5	7
Droit prévu à la Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite	2	4
Éluder l'application de la loi	411	367
Éluder l'application de la Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite	0	2
Enquête de la Commission	144	163
Entente d'étalement des heures	0	0
Exercice d'un droit (autre droit)	0	0
Information au syndic d'un ordre professionnel	2	1
Loi électorale	21	8
Loi inspecteur général de la ville de Montréal	1	0
Pas informé au moins 5 jours à l'avance	32	0
Refus d'heures supplémentaires	106	98
Renseignements ou témoignage	68	80
Retour de congé de maternité	174	154
Retour de congé de paternité	69	63
Retour de congé parental	159	150
Saisie-arrêt	49	34
Salariée enceinte	382	353
Signalement de maltraitance	1	2
Suicide de conjoint ou enfant	1	0
Victime d'un acte criminel	39	42
Total[2]	**6 721**	**6 048**

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Le nombre de motifs diffère du nombre de recours, car un recours peut porter sur plusieurs motifs.

Tableau 11.13

Résultats liés au traitement des recours pécuniaires[1]

	2019		2018	
Sans intervention juridique	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Litige résolu	8 994	67,6	8 298	64,9
Désistement	2 419	18,2	2 477	19,4
Non-admissibilité du salarié	1 469	11,0	1 603	12,5
Faillite	126	0,9	115	0,9
Preuve insuffisante pour établir la réclamation	296	2,2	294	2,3
Total des recours traités sans intervention juridique	**13 304**	**100**	12 787	100

	2019		2018	
Avec intervention juridique[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Absence de compétence de la Commission	14	0,6	15	0,5
Déboutement et plainte non fondée	2	0,1	5	0,2
Désistement sans règlement	50	2,2	64	2,2
Règlement hors cour	807	35,3	1 020	35,7
Règlement avant poursuite (PRD)	293	12,8	355	12,4
Jugement exécuté	234	10,2	303	10,6
Faillite	250	10,9	420	14,7
Faits nouveaux	148	6,5	78	2,7
Insolvabilité	481	21,1	582	20,4
Préavis non exigible des administrateurs	5	0,2	15	0,5
Total des recours traités avec intervention juridique	**2 284**	**100**	2 857	100

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. L'intervention juridique renvoie à la prise en charge complète d'un recours par les avocats de la Commission, ceux-ci pouvant agir à tous les stades de son traitement.

Tableau 11.14

Résultats liés au traitement des recours pour pratique interdite[1]

	2019		2018	
Sans dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Désistement	758	19,9	568	17,5
Entente	1 653	43,5	1 420	43,7
Non-admissibilité du salarié	1 179	31,0	1 057	32,5
Recours transmis au TAT - non-représentation	212	5,6	206	6,3
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**3 802**	**100**	3 251	100

	2019		2018	
Avec dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Absence de compétence de la Commission	0	0,0	2	0,2
Décision favorable	18	1,6	23	2,2
Décision défavorable	32	2,9	47	4,4
Faillite de l'employeur	20	1,8	22	2,1
Non-représentation	124	11,4	92	8,6
Règlement hors cour	733	67,2	702	66,0
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	164	15,0	176	16,5
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**1 091**	**100**	1 064	100

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Tribunal administratif du travail.

Tableau 11.15

Résultats liés au traitement des recours pour congédiement fait sans une cause juste et suffisante[1]

	2019		2018	
Sans dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Non-admissibilité du salarié	696	21,3	785	22,9
Désistement	679	20,8	582	17,0
Entente	1 689	51,7	1 830	53,3
Recours transmis au TAT - non-représentation	203	6,2	235	6,8
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**3 267**	**100**	3 432	100

	2019		2018	
Avec dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Absence de compétence de la Commission	3	0,2	0	0,0
Décision favorable	27	1,8	31	2,2
Décision défavorable	53	3,5	47	3,3
Faillite de l'employeur	25	1,7	26	1,8
Non-représentation	108	7,2	94	6,5
Règlement hors cour	1 129	74,9	1 063	73,9
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	163	10,8	178	12,4
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**1 508**	**100**	1 439	100

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Tribunal administratif du travail.

Tableau 11.16

Résultats liés au traitement des recours pour harcèlement psychologique[1]

	2019		2018	
Sans dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Irrecevabilité	692	16,6	774	21,3
Critères en harcèlement non satisfaits	1 181	28,2	1 166	32,0
Désistement	1 065	25,5	644	17,7
Entente	562	13,4	458	12,6
Recours fermé avec un autre type de recours[3]	148	3,5	135	3,7
Recours non fondé	514	12,3	431	11,8
Aucune entente	19	0,5	34	0,9
Total des recours traités sans dépôt au TAT	**4 181**	**100**	3 642	100

	2019		2018	
Avec dépôt au TAT[2]	**Nombre**	%	**Nombre**	%
Décision favorable	3	1,3	2	1,0
Décision défavorable	4	1,7	7	3,6
Employeur en faillite, introuvable ou insolvable	4	1,7	4	2,1
Non-représentation	22	9,4	11	5,7
Règlement hors cour	178	76,1	160	82,9
Retrait du recours par le salarié - sans règlement	23	9,8	9	4,7
Total des recours traités avec dépôt au TAT	**234**	**100**	193	100

1. Excluant les demandes fermées sans dépôt officiel de plainte.

2. Tribunal administratif du travail.

3. Pratique interdite; congédiement fait sans une cause juste et suffisante.

Tableau 11.17

Activités de surveillance réalisées par secteur d'activité économique[1,2]

	Nombre d'activités réalisées	
	2019	**2018**
Administrations et services publics	9	14
Agriculture, foresterie, pêche et mines	209	85
Arts, loisirs et culture	54	33
Autres services	118	76
Commerce de détail	125	135
Commerce de gros	71	60
Construction	49	43
Fabrication (manufacturier)	153	113
Finances, assurances et services immobiliers	48	45
Hébergement et services de restauration	201	214
Services d'enseignement	10	12
Services professionnels	216	157
Soins de santé et assistance sociale	46	52
Transport et entreposage	29	40
Indéterminé	15	0

1. Les activités de surveillance pour lesquelles le secteur d'activité est indéterminé ne sont pas présentées.

2. Une activité de surveillance peut viser plus d'un employeur et plus d'un secteur d'activité économique

Section 12
L'équité salariale

Description

Le secteur Équité salariale de la CNESST voit à l'application de la Loi sur l'équité salariale, afin que le travail féminin soit rémunéré à sa juste valeur.

Les tableaux dans cette section présentent le bilan de l'application de la Loi sur l'équité salariale basé sur la Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale (DEMES), les interventions réalisées dans le cadre du programme de vérification et le traitement des recours en lien avec l'équité salariale.

Note : Le terme «recours» réfère ici aux notions de plaintes et différends au sens de la Loi sur l'équité salariale.

À signaler, entre 2018 et 2019 :

- Hausse de 1,8 % des entreprises assujetties à la Loi sur l'équité salariale (36 245 vs 35 599)
- Hausse de 0,3 point de pourcentage de la proportion des entreprises ayant déclaré avoir réalisé leur exercice d'équité salariale (93,2 % vs 92,9 %)
- 70,2 % des entreprises ayant déclaré en 2019 avoir réalisé leur 1re évaluation du maintien de l'équité salariale

- 174 recours déposés à la Commission en 2019
- 28,4 % des recours traités réglés par médiation (21/74)

Tableau 12.1

Application de la Loi sur l'équité salariale[1]

		2019	2018	2017	2016	2015
Entreprises assujetties à la Loi sur l'équité salariale selon la DEMES	nombre	**36 245**	35 599	35 294	35 507	34 794
Entreprises ayant déclaré avoir réalisé leur exercice d'équité salariale	nombre	**31 093**	30 451	29 756	28 648 [2]	26 747
parmi celles dont le délai était venu à échéance	%	**93,2**	92,9	92,1	89,2 [2]	86,3
Entreprises ayant déclaré avoir réalisé leur 1re évaluation du maintien de	nombre	**19 017**	15 691	14 593	13 598 [2]	7 050
l'équité salariale parmi celles dont le délai était venu à échéance	%	**70,2**	70,8	69,2	65,8 [2,3]	73,2
Taux de production de la DEMES (%)[1]	%	**76,9** [4]	76,3	73,1	66,9	68,3

1. Toutes les données sur l'application de la Loi sur l'équité salariale proviennent de la Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale (DEMES).
2. Données révisées pour tenir compte de la mise à jour de la population des entreprises (ex.: retrait des entreprises inactives/fermées).
3. Le nombre d'employeurs devant réaliser une première évaluation du maintien a doublé en 2016.
   Ceux-ci ayant un an pour déclarer la réalisation de leurs obligations, les données sur l'évaluation du maintien en 2016 ne seront «matures» qu'à la fin de l'année 2017.
4. Le 24 octobre 2019, les modifications au Règlement concernant la déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale sont entrées en vigueur.
   À partir de cette date, les employeurs qui ont produit une déclaration attestant qu'un exercice initial ou qu'une évaluation du maintien de l'équité salariale a été réalisée n'ont plus à produire la Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale jusqu'à leur prochaine obligation.
   Pour cette raison, la comparaison du taux de production de la DEMES n'est plus possible depuis 2019.

Source: VPES.

Tableau 12.2
Vérifications en lien avec l'équité salariale

	2019	2018	2017	2016	2015 [1]
Vérifications réalisées	**1 994**	1 423	2 051	644	3 197
Employeurs pour lesquels des correctifs ont été demandés	**793**	1 035	1 398	236	1 206

1. Une opération massive a été réalisée en 2015.
Source: VPES.

Tableau 12.3
Traitement des recours en lien avec l'équité salariale

	2019	2018	2017	2016	2015
Recours déposés[1]	**174**	**83**	**211**	**11 616** [2]	**86**
Recours traités selon le type de règlement	**74**	**265**	**517**	**2 174**	**733** *
Enquête et médiation	**46**	**204**	**462**	**2 121**	**695**
Enquêtes	4	42	121	325	292 *
Médiations	21	138	132	1 400	403 *
Recours irrecevables	21	24	209	396	n.d.
Processus décisionnels	**28**	**61**	**55**	**53**	**38 ***

1. Un très grand nombre de recours visent le secteur parapublic.
2. Des échéances particulières étaient prévues dans la loi en 2016.

* Un nouveau processus d'enquête favorisant le règlement entourant le processus des enquêtes et des médiations à la satisfaction des parties étant en vigueur depuis le 1er avril 2015, la donnée pour 2015 couvre la période du 1er avril au 31 décembre.

Source: VPES.

Annexe

Statistiques selon la région (2019)

	Établissements [1]	Dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2019							Dossiers de promotion	Dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie			Décès [4]		
		Assistance	Enquête	Loi et règlements	Plainte	Programme provincial	Refus de travailler et autres	Total		Accidents [2]	Maladies [2]	Retraits préventifs [3]	Accidents	Maladies	Total
Île-de-Montréal–1	11 224	12	2	1 202	461	0	3	1 680	8						
Île-de-Montréal–2	20 675	1	4	814	162	0	2	983	1						
Île-de-Montréal–3	32 844	9	0	792	241	0	2	1 044	0						
Île-de-Montréal										17 043	752	7 021	5	16	21
Total partiel	**64 743**	**22**	**6**	**2 808**	**864**	**0**	**7**	**3 707**	**9**	**17 043**	**752**	**7 021**	**5**	**16**	**21**
Longueuil	16 683	2	1	593	108	0	2	706	0	6 291	809	1 971	1	12	13
Saint-Jean-sur-Richelieu	8 917	5	2	780	22	0	0	809	0	3 569	451	926	0	0	0
Valleyfield	8 718	0	2	300	52	0	1	355	0	4 361	401	882	3	7	10
Yamaska	12 463	6	3	716	152	0	5	882	0	4 728	862	1 455	3	9	12
Total partiel	**46 781**	**13**	**8**	**2 389**	**334**	**0**	**8**	**2 752**	**0**	**18 949**	**2 523**	**5 234**	**7**	**28**	**35**
Abitibi-Témiscamingue[5]	6 823	6	2	458	94	4	0	564	0	1 788	379	1 011	2	1	3
Bas-Saint-Laurent	8 874	2	1	369	81	1	0	454	3	2 382	305	899	3	2	5
Capitale-Nationale	23 831	19	4	1 162	332	0	1	1 518	8	8 683	1 294	3 814	3	10	13
Chaudière-Appalaches	16 173	4	4	539	186	0	0	733	1	5 930	758	2 031	4	10	14
Côte-Nord	3 837	4	2	252	39	0	2	299	5	1 314	143	393	0	2	2
Estrie	11 270	2	3	702	163	0	0	870	7	3 964	994	1 476	3	14	17
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 710	2	1	244	45	0	0	292	0	812	134	356	1	0	1
Lanaudière	15 516	8	1	468	151	0	1	629	6	7 656	1 054	1 712	4	12	16
Laurentides	19 876	2	3	1 022	333	0	0	1 360	4	7 854	996	2 265	5	17	22
Laval	11 422	3	0	829	234	0	1	1 067	1	4 963	457	1 451	3	7	10
Mauricie et Centre-du-Québec	18 574	2	7	901	216	0	5	1 131	2	7 054	1 177	2 201	9	8	17
Outaouais	9 260	2	4	729	63	0	0	798	19	2 657	403	1 114	2	0	2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10 907	47	3	848	133	1	1	1 033	3	3 403	1 329	1 258	6	6	12
Total partiel	**161 073**	**103**	**35**	**8 523**	**2 070**	**6**	**11**	**10 748**	**59**	**58 460**	**9 423**	**19 981**	**45**	**89**	**134**
Région indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	227	88	1	0	0	0
Total	**272 597**	**138**	**49**	**13 720**	**3 268**	**6**	**26**	**17 207**	**68**	**94 679**	**12 786**	**32 237**	**57**	**133**	**190**

1. Établissements qui ont été ouverts pendant au moins une journée en 2019. Ces données peuvent comprendre des établissements qui n'étaient plus exploités, mais dont l'événement de fermeture n'était pas encore notifié à la CNESST, ou était notifié mais non encore inscrit.
   Inversement, elles ne comprennent pas les établissements ouverts quelque temps avant le 31 décembre 2019, mais dont l'événement d'ouverture n'était pas notifié à la CNESST, ou était notifié mais pas encore inscrit.
2. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019 et pour lesquels, au 1er mars 2020, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée », ou dossiers dans lesquels ne figurent que des frais. Les décès reliés à une lésion professionnelle sont compris dans ce nombre.
3. Réclamations relatives au programme Pour une maternité sans danger inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019 et pour lesquelles, au 1er mars 2020, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée ».
4. Décès reliés à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre 2019, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019.
5. Les données sur le Nouveau-Québec sont comprises dans celles sur l'Abitibi-Témiscamingue.

Statistiques selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique (2019)

	Établissements [1]	Travailleurs couverts [2] (millions)	Dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2019							Dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie			Décès [5]			Financement [6]			
			Assistance	Enquête	Loi et règlements	Plainte	Programme provincial	Refus de travailler et autres	Total	Accidents [3]	Maladies [3]	Retraits préventifs [4]	Accidents	Maladies	Total	Dossiers d'expérience [7]	Cotisations (millions $) [8]	Masse salariale (millions $) [9]	Taux moyen de cotisation ($) [10]
Groupe I																			
Bâtiment et travaux publics	30 513	n d	24	10	5 701	1 148	1	5	6 889	8 130	104	296	12	43	55	46 956	471,3	10 886,8	4,33
Industrie chimique	812	n d	0	0	88	31	0	0	119	684	11	164	0	1	1	777	18,6	1 432,7	1,30
Forêt et scieries	1 850	n d	8	3	185	26	2	0	224	1 001	18	47	4	0	4	2 901	38,0	1 175,2	3,23
Mines, carrières et puits de pétrole	651	n d	2	1	126	18	0	0	147	931	23	77	0	11	11	511	42,1	1 253,9	3,36
Fabrication de produits en métal	2 881	n d	4	1	528	111	0	2	646	3 173	45	137	1	2	3	4 166	70,0	2 771,1	2,53
Total partiel	**36 707**	**n.d.**	**38**	**15**	**6 628**	**1 334**	**3**	**7**	**8 025**	**13 919**	**201**	**721**	**17**	**57**	**74**	**55 311**	**640,1**	**17 519,7**	**3,65**
Groupe II																			
Industrie du bois (sans scierie)	2 361	n d	6	1	420	51	0	0	478	1 888	35	224	0	0	0	3 232	47,5	1 558,1	3,05
Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastiqu	743	n d	2	0	135	58	0	0	195	1 388	38	184	0	1	1	821	29,9	1 385,4	2,16
Fabrication d'équipement de transport	564	n d	1	0	79	35	0	1	116	1 654	34	130	0	9	9	643	45,4	3 052,9	1,49
Première transformation des métaux	146	n d	10	0	53	16	0	3	82	1 005	20	22	0	4	4	164	20,9	1 371,8	1,52
Fabrication de produits minéraux non métalliques	724	n d	1	1	104	42	0	0	148	773	16	21	3	8	11	700	22,7	763,9	2,97
Total partiel	**4 538**	**n.d.**	**20**	**2**	**791**	**202**	**0**	**4**	**1 019**	**6 708**	**143**	**581**	**3**	**22**	**25**	**5 560**	**166,2**	**8 132,1**	**2,04**
Groupe III																			
Administration publique	5 637	n d	23	0	312	115	0	1	451	5 082	35	549	2	14	16	2 255	140,7	10 733,4	1,31
Industrie des aliments et boissons	2 987	n d	3	2	361	102	1	1	470	4 613	113	759	2	2	4	3 247	91,1	3 708,5	2,46
Industrie du meuble et des articles d'ameublement	211	n d	0	0	28	4	0	0	32	199	6	20	0	1	1	194	5,5	216,1	2,53
Industrie du papier et activités diverses	351	n d	0	1	118	21	0	1	141	755	12	57	0	3	3	658	20,7	1 450,8	1,42
Transport et entreposage	12 317	n d	3	4	236	93	0	3	339	5 660	22	183	11	5	16	12 437	205,6	6 053,6	3,40
Total partiel	**21 503**	**n.d.**	**29**	**7**	**1 055**	**335**	**1**	**6**	**1 433**	**16 309**	**188**	**1 568**	**15**	**25**	**40**	**18 791**	**463,5**	**22 162,3**	**2,09**
Groupe IV																			
Commerce	60 988	n d	8	6	1 839	458	0	2	2 313	13 551	97	4 414	9	5	14	52 725	392,1	25 183,7	1,56
Industrie du cuir	103	n d	0	0	1	2	0	0	3	44	3	15	0	0	0	90	1,3	54,2	2,41
Fabrication de machines (sauf électriques)	812	n d	4	1	123	29	0	1	158	1 061	17	54	1	5	6	1 104	32,6	1 486,2	2,20
Industrie du tabac	9	n d	0	0	1	1	0	0	2	2	0	1	0	1	1	8	0,5	48,8	1,09
Industrie textile	464	n d	0	0	75	5	0	1	81	288	9	57	0	1	1	537	7,9	324,8	2,44
Total partiel	**62 376**	**n.d.**	**12**	**7**	**2 039**	**495**	**0**	**4**	**2 557**	**14 946**	**126**	**4 541**	**10**	**12**	**22**	**54 464**	**434,5**	**27 097,6**	**1,60**
Groupe V																			
Autres services commerciaux et personnels	79 700	n d	15	8	1 504	377	1	1	1 906	11 586	93	5 096	7	2	9	71 151	392,2	31 469,2	1,25
Communications, transport d énergie et autres services put	3 911	n d	2	0	129	35	0	2	168	2 012	4	50	0	3	3	2 393	52,4	5 053,9	1,04
Imprimerie, édition et activités annexes	1 729	n d	0	0	147	11	0	0	158	301	7	88	0	1	1	1 805	11,2	1 052,2	1,07
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	90	n d	1	0	3	2	0	0	6	37	1	4	0	2	2	36	1,1	118,0	0,94
Fabrication de produits électriques	875	n d	5	0	112	20	0	0	137	545	8	76	0	1	1	1 042	21,8	1 872,8	1,17
Total partiel	**86 305**	**n.d.**	**23**	**8**	**1 895**	**445**	**1**	**3**	**2 375**	**14 481**	**113**	**5 314**	**7**	**9**	**16**	**76 427**	**478,8**	**39 566,1**	**1,21**
Groupe VI																			
Agriculture	12 552	n d	1	8	173	32	0	0	214	1 105	17	574	5	1	6	12 299	41,6	1 347,0	3,09
Bonneterie et habillement	710	n d	0	0	13	4	0	0	17	166	12	95	0	0	0	703	5,4	350,0	1,55
Enseignement et services annexes	7 479	n d	8	0	106	69	1	2	186	4 955	16	3 644	0	2	2	2 575	127,9	15 076,3	0,85
Finances, assurances et affaires immobilières	11 754	n d	3	1	141	68	0	0	213	778	6	127	0	2	2	5 428	48,4	8 084,5	0,60
Services médicaux et sociaux	26 928	n d	4	0	611	219	0	0	834	18 205	91	14 944	0	2	2	21 869	450,1	21 611,9	2,08
Chasse et pêche	798	n d	0	1	4	0	0	0	5	27	0	1	0	0	0	788	4,4	55,7	7,93
Industries manufacturières diverses	926	n d	0	0	76	5	0	0	81	238	12	76	0	1	1	945	10,4	554,7	1,88
Total partiel	**61 147**	**n.d.**	**16**	**10**	**1 124**	**397**	**1**	**2**	**1 550**	**25 474**	**154**	**19 461**	**5**	**8**	**13**	**44 607**	**688,4**	**47 080,2**	**1,46**
Dossiers non codés	**21**	**n.d.**	**0**	**0**	**188**	**60**	**0**	**0**	**248**	**1 172**	**11 668**	**51**	**0**	**0**	0	**1 476**	**181,8**	**48,6**	**-**
Employeurs non assurés	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**1 670**	**193**	**0**	**0** [5]	**0** [5]	**0** [5]	**-**	**-**	**-**	**-**
Total	**272 597**	**4,0**	**138**	**49**	**13 720**	**3 268**	**6**	**26**	**17 207**	**94 679**	**12 786**	**32 237**	**57**	**133**	**190**	**256 636**	**3 053,4**	**161 606,6**	**1,89**

Important Les données présentées ici pour 2019 sont lues au 30 septembre 2020 plutôt qu'au 30 juin pour tenir compte de l'allègement administratif accordé aux employeurs pour la déclaration salariale et le versement des cotisations en raison de la pandémie.

1. Établissements qui ont été ouverts pendant au moins une journée en 2019. Ces données peuvent comprendre des établissements qui n'étaient plus exploités, mais dont l'événement de fermeture n'était pas encore notifié à la CNESST, ou était notifié mais non encore inscrit.
Inversement, elles ne comprennent pas les établissements ouverts quelque temps avant le 31 décembre 2019, mais dont l'événement d'ouverture n'était pas notifié à la CNESST, ou était notifié mais pas encore inscrit.
2. Sources CANSIM, Statistique Canada, Enquête sur la population active; Agence du revenu du Québec.
Le nombre présenté correspond au nombre total de travailleurs en emploi duquel on retranche une estimation des travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés à la CNESST.
3. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019 et pour lesquels, au 1er mars 2020, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée », ou dossiers dans lesquels ne figurent que des frais. Les décès reliés à une lésion professionnelle sont compris dans ce nombre.
4. Réclamations relatives au programme Pour une maternité sans danger inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019 et pour lesquelles, au 1er mars 2020, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée ».
5. Décès reliés à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre 2019, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019.
Les décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs. Accident du travail 1 cas dans *transport et entreposage* ; maladie professionnelle 1 cas dans *administration publique* et 1 cas dans *transport et entreposage* .
6. Employeurs dont la cotisation comprend les protections personnelles.
7. Dossiers d'expérience des employeurs ayant déclaré une masse salariale assurable. Ils comprennent les dossiers qui n'ont été ouverts que durant une partie de l'année 2019.
8. Cotisations estimées au 30 septembre 2020 pour l'année 2019 seulement. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs, compte tenu d'ajustements pour les années antérieures, sont estimées à 2 977,9 millions de dollars.
9. Masse salariale assurable pour 2019 inscrite dans les fichiers de la CNESST au 30 septembre 2020. Selon les états financiers, la masse salariale assurable pour 2019 est estimée à 162,5 milliards de dollars.
10. Le taux moyen de cotisation est le rapport, en pourcentage, du montant des cotisations estimées pour l'année 2019 seulement, sur la masse salariale assurable estimée pour la même année.
Sur la base des états financiers, le taux moyen de cotisation s'établit à 1,81 $. Le taux décrété a été fixé à 1,79 $ par 100 $ de masse salariale assurable pour l'année 2019.

Statistiques selon la région (2018)

	Établissements [1]	Dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2018							Dossiers de promotion	Dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie			Décès [4]		
		Assistance	Enquête	Loi et règlements	Plainte	Programme provincial	Refus de travailler et autres	Total		Accidents [2]	Maladies [2]	Retraits préventifs [3]	Accidents	Maladies	Total
Île-de-Montréal–1	12 598	38	5	1 390	521	0	1	1 955	7						
Île-de-Montréal–2	18 831	4	1	608	183	0	6	802	3						
Île-de-Montréal–3	33 022	8	2	848	305	0	4	1 167	0						
Île-de-Montréal										16 587	868	7 111	8	23	31
Total partiel	**64 451**	**50**	**8**	**2 846**	**1 009**	**0**	**11**	**3 924**	**10**	**16 587**	**868**	**7 111**	**8**	**23**	**31**
Longueuil	16 553	1	2	600	125	0	3	731	1	6 030	570	2 071	8	13	21
Saint-Jean-sur-Richelieu	8 910	2	1	669	30	0	1	703	0	3 406	523	990	2	3	5
Valleyfield	8 580	1	1	250	44	0	0	296	0	4 005	278	937	3	9	12
Yamaska	12 462	3	3	557	121	1	4	689	1	4 679	627	1 487	3	11	14
Total partiel	**46 505**	**7**	**7**	**2 076**	**320**	**1**	**8**	**2 419**	**2**	**18 120**	**1 998**	**5 485**	**16**	**36**	**52**
Abitibi-Témiscamingue[5]	6 839	11	1	511	106	0	1	630	0	1 867	395	1 031	0	1	1
Bas-Saint-Laurent	8 951	3	3	327	64	0	1	398	7	2 409	395	931	3	2	5
Capitale-Nationale	23 801	18	7	1 144	341	0	2	1 512	5	8 436	1 141	4 023	9	13	22
Chaudière-Appalaches	16 252	5	4	896	194	0	0	1 099	1	5 929	1 160	2 157	6	21	27
Côte-Nord	3 907	5	2	297	34	0	3	341	11	1 286	259	385	2	1	3
Estrie	11 261	7	1	704	174	0	1	887	1	3 765	578	1 518	1	4	5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 753	1	3	264	51	0	1	320	0	933	155	338	3	1	4
Lanaudière	15 488	3	0	557	114	0	3	677	4	7 493	989	1 755	2	22	24
Laurentides	19 656	0	1	1 086	274	0	3	1 364	2	7 769	1 047	2 199	1	12	13
Laval	11 302	1	3	917	222	0	3	1 146	2	4 528	276	1 468	2	14	16
Mauricie et Centre-du-Québec	18 701	7	3	752	214	0	2	978	0	6 805	1 020	2 220	2	6	8
Outaouais	9 264	1	3	805	104	0	0	913	8	2 435	308	1 142	4	3	7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10 946	31	2	731	125	2	3	894	2	3 340	1 106	1 217	3	5	8
Total partiel	**161 121**	**93**	**33**	**8 991**	**2 017**	**2**	**23**	**11 159**	**43**	**56 995**	**8 829**	**20 384**	**38**	**105**	**143**
Région indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	0	-	0	0	0
Total	**272 077**	**150**	**48**	**13 913**	**3 346**	**3**	**42**	**17 502**	**55**	**91 711**	**11 695**	**32 980**	**62**	**164**	**226**

1. Établissements qui ont été ouverts pendant au moins une journée en 2018. Ces données peuvent comprendre des établissements qui n'étaient plus exploités, mais dont l'événement de fermeture n'était pas encore notifié à la CNESST, ou était notifié mais non encore inscrit.
   Inversement, elles ne comprennent pas les établissements ouverts quelque temps avant le 31 décembre 2018, mais dont l'événement d'ouverture n'était pas notifié à la CNESST, ou était notifié mais pas encore inscrit.
2. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018 et pour lesquels, au 1er mars 2019, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée », ou dossiers dans lesquels ne figurent que des frais. Les décès reliés à une lésion professionnelle sont compris dans ce nombre.
3. Réclamations relatives au programme Pour une maternité sans danger inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018 et pour lesquelles, au 1er mars 2019, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée ».
4. Décès reliés à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre 2018, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018.
5. Les données sur le Nouveau-Québec sont comprises dans celles sur l'Abitibi-Témiscamingue.

Statistiques selon le groupe prioritaire et le secteur d'activité économique (2018)

	Établissements [1]	Travailleurs couverts [2]	Dossiers d'intervention en prévention-inspection créés en 2018							Dossiers ouverts et acceptés selon la catégorie			Décès [5]			Financement [6]			
		(millions)	Assistance	Enquête	Loi et règlements	Plainte	Programme le travailler provincial	Refus et autres	Total	Accidents [3]	Maladies [3]	Retraits préventifs [4]	Accidents	Maladies	Total	Dossiers d'expérience [7]	Cotisations (millions $) [8]	Masse salariale (millions $) [9]	Taux moyen de otisation ($) [10]
Groupe I																			
Bâtiment et travaux publics	29 972	n d	31	16	5 679	1 114	0	4	6 844	7 288	155	233	11	59	70	46 960	447,9	9 929,7	4,51
Industrie chimique	777	n d	1	0	93	26	0	0	120	588	11	189	0	1	1	683	18,4	1 352,2	1,36
Forêt et scieries	1 840	n d	10	1	187	36	0	1	235	1 021	51	30	1	0	1	3 039	37,1	1 165,0	3,18
Mines, carrières et puits de pétrole	675	n d	6	0	123	30	0	1	160	954	65	61	1	16	17	549	44,3	1 221,7	3,63
Fabrication de produits en métal	2 920	n d	8	1	519	112	0	1	641	3 248	48	161	0	2	2	4 186	67,6	2 630,8	2,57
Total partiel	**36 184**	**n.d.**	**56**	**18**	**6 601**	**1 318**	**0**	**7**	**8 000**	**13 099**	**330**	**674**	**13**	**78**	**91**	**55 417**	**615,2**	**16 299,4**	**3,77**
Groupe II																			
Industrie du bois (sans scierie)	1 966	n d	4	0	375	56	0	0	435	1 577	34	155	2	0	2	2 851	42,0	1 275,7	3,30
Industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique	807	n d	2	0	123	54	0	2	181	1 462	23	201	0	1	1	967	29,2	1 409,5	2,07
Fabrication d'équipement de transport	647	n d	0	0	91	52	0	0	143	1 876	49	130	0	13	13	786	50,6	3 187,2	1,59
Première transformation des métaux	158	n d	5	1	60	19	1	2	88	907	68	29	1	5	6	167	21,2	1 322,9	1,60
Fabrication de produits minéraux non métalliques	751	n d	1	0	142	42	0	0	185	721	10	25	0	3	3	718	22,3	718,7	3,10
Total partiel	**4 329**	**n.d.**	**12**	**1**	**791**	**223**	**1**	**4**	**1 032**	**6 543**	**184**	**540**	**3**	**22**	**25**	**5 489**	**165,4**	**7 914,1**	**2,09**
Groupe III																			
Administration publique	7 877	n d	13	1	326	126	0	9	475	4 914	67	581	2	30	32	2 408	132,0	10 136,2	1,30
Industrie des aliments et boissons	2 231	n d	0	0	444	87	0	1	532	4 514	119	641	1	1	2	2 332	84,7	3 396,0	2,50
Industrie du meuble et des articles d'ameublement	655	n d	1	0	138	17	0	0	156	521	10	65	0	1	1	702	11,1	519,0	2,13
Industrie du papier et activités diverses	261	n d	3	2	71	23	0	0	99	559	9	46	1	5	6	518	18,2	1 250,1	1,45
Transport et entreposage	11 665	n d	13	2	350	110	0	3	478	5 548	33	165	12	8	20	12 517	196,1	5 758,1	3,41
Total partiel	**22 689**	**n.d.**	**30**	**5**	**1 329**	**363**	**0**	**13**	**1 740**	**16 056**	**238**	**1 498**	**16**	**45**	**61**	**18 477**	**442,1**	**21 059,4**	**2,10**
Groupe IV																			
Commerce	56 524	n d	4	8	1 898	413	0	6	2 329	13 082	103	4 496	5	6	11	49 141	348,5	21 629,0	1,61
Industrie du cuir	107	n d	0	0	1	5	1	0	7	28	1	15	0	0	0	91	1,2	51,4	2,37
Fabrication de machines (sauf électriques)	721	n d	0	0	108	23	0	0	131	783	11	31	0	2	2	1 035	25,9	1 092,6	2,37
Industrie du tabac	8	n d	0	0	0	0	0	1	1	5	0	2	0	0	0	8	0,5	49,4	1,11
Industrie textile	444	n d	0	1	52	14	0	0	67	288	6	44	1	0	1	526	7,9	331,5	2,39
Total partiel	**57 804**	**n.d.**	**4**	**9**	**2 059**	**455**	**1**	**7**	**2 535**	**14 186**	**121**	**4 588**	**6**	**8**	**14**	**50 801**	**384,1**	**23 153,8**	**1,66**
Groupe V																			
Autres services commerciaux et personnels	79 652	n d	19	3	1 341	398	0	3	1 764	11 093	113	5 069	10	4	14	72 811	375,9	29 840,0	1,26
Communications, transport d'énergie et autres services publi	3 027	n d	3	2	141	34	0	2	182	1 839	18	60	2	0	2	1 956	52,2	4 554,2	1,15
Imprimerie, édition et activités annexes	1 816	n d	0	0	149	17	0	0	166	306	4	103	0	1	1	1 843	11,2	1 036,4	1,08
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	94	n d	0	0	4	1	0	0	5	57	1	0	1	4	5	30	1,2	113,5	1,08
Fabrication de produits électriques	826	n d	0	0	143	22	0	1	166	444	15	68	0	1	1	1 028	20,8	1 710,0	1,22
Total partiel	**85 415**	**n.d.**	**22**	**5**	**1 778**	**472**	**0**	**6**	**2 283**	**13 739**	**151**	**5 300**	**13**	**10**	**23**	**77 668**	**461,3**	**37 254,1**	**1,24**
Groupe VI																			
Agriculture	12 620	n d	3	5	169	23	0	0	200	1 159	24	620	6	0	6	12 428	38,2	1 254,4	3,05
Bonneterie et habillement	769	n d	0	0	15	6	0	0	21	136	11	80	0	0	0	815	5,9	359,2	1,64
Enseignement et services annexes	7 322	n d	15	0	191	64	1	1	272	4 465	15	3 689	0	0	0	2 833	118,5	14 294,9	0,83
Finances, assurances et affaires immobilières	16 229	n d	2	1	175	61	0	0	239	774	2	176	0	0	0	9 016	58,4	9 892,1	0,59
Services médicaux et sociaux	26 766	n d	6	2	551	287	0	4	850	18 583	102	15 697	3	1	4	21 980	415,9	20 587,9	2,02
Chasse et pêche	814	n d	0	1	15	1	0	0	17	35	3	0	1	0	1	808	4,2	52,4	8,04
Industries manufacturières diverses	1 126	n d	0	0	79	19	0	0	98	313	6	84	1	0	1	1 154	11,6	615,5	1,89
Total partiel	**65 646**	**n.d.**	**26**	**9**	**1 195**	**461**	**1**	**5**	**1 697**	**25 465**	**163**	**20 346**	**11**	**1**	**12**	**49 034**	**652,7**	**47 056,5**	**1,39**
Dossiers non codés	**10**	**n.d.**	**0**	**1**	**160**	**54**	**0**	**0**	**215**	**908**	**10 333**	**34**	**0**	**0**	0	**1 430**	**161,3**	**45,7**	**-**
Employeurs non assurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**1 715**	**175**	**0**	**0** [5]	**0** [5]	**0** [5]	-	-	-	-
Total	**272 077**	**3,9**	**150**	**48**	**13 913**	**3 346**	**3**	**42**	**17 502**	**91 711**	**11 695**	**32 980**	**62**	**164**	**226**	**258 316**	**2 882,0**	**152 783,1**	**1,89**

1. Établissements qui ont été ouverts pendant au moins une journée en 2018. Ces données peuvent comprendre des établissements qui n'étaient plus exploités, mais dont l'événement de fermeture n'était pas encore notifié à la CNESST, ou était notifié mais non encore inscrit.
Inversement, elles ne comprennent pas les établissements ouverts quelque temps avant le 31 décembre 2018, mais dont l'événement d'ouverture n'était pas notifié à la CNESST, ou était notifié mais pas encore inscrit.
2. Sources CANSIM, Statistique Canada, Enquête sur la population active; Agence du revenu du Québec.
Le nombre présenté correspond au nombre total de travailleurs en emploi duquel on retranche une estimation des travailleurs autonomes qui ne sont pas assurés à la CNESST.
3. Dossiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018 et pour lesquels, au 1er mars 2019, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée », ou dossiers dans lesquels ne figurent que des frais. Les décès reliés à une lésion professionnelle sont compris dans ce nombre.
4. Réclamations relatives au programme Pour une maternité sans danger inscrites entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018 et pour lesquelles, au 1er mars 2019, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée ».
5. Décès reliés à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre 2018, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018.
Les décès associés aux employeurs non assurés ont été répartis dans les secteurs. Maladie professionnelle 1 cas dans *administration publique* et 2 cas dans *transport et entreposage* .
6. Employeurs dont la cotisation comprend les protections personnelles.
7. Dossiers d'expérience des employeurs ayant déclaré une masse salariale assurable. Ils comprennent les dossiers qui n'ont été ouverts que durant une partie de l'année 2018.
8. Cotisations estimées au 30 juin 2019 pour l'année 2018 seulement. Selon les états financiers, les cotisations des employeurs, compte tenu d'ajustements pour les années antérieures, sont estimées à 2 844,0 millions de dollars.
9. Masse salariale assurable pour 2018 inscrite dans les fichiers de la CNESST au 30 juin 2019. Selon les états financiers, la masse salariale assurable pour 2018 est estimée à 153,5 milliards de dollars.
10. Le taux moyen de cotisation est le rapport, en pourcentage, du montant des cotisations estimées pour l'année 2018 seulement, sur la masse salariale assurable estimée pour la même année.
Sur la base des états financiers, le taux moyen de cotisation s'établit à 1,82 $. Le taux décrété a été fixé à 1,79 $ par 100 $ de masse salariale assurable pour l'année 2018.



Pour nous joindre
cnesst.gouv.qc.ca
1 844 838-0808

Liste des constats d'infraction pour les articles 458, 461, 463, 280, 59, 60, 268, 269 et 270 LATMP
Pour les infractions dont la date de l'infraction est entre 2014 et 2024

NO_CONST_INFRAC	STATUT_CONSTAT	COD_LOI_REGL	COD_ART_LOI_REGL	DAT_INFRAC	DAT_JUGEMENT	MNT_JUGEM	DESC_RESUL_JUGEMENT
3027783000892095	Coupable	LATMP	60	2014-01-06	2014-11-12	1300,00	Déclaration de culpabilité
3027783000892103	Coupable	LATMP	60	2014-01-06	2014-11-12	1300,00	Déclaration de culpabilité
3027783000892111	Coupable	LATMP	60	2014-01-06	2014-11-12	1300,00	Déclaration de culpabilité
3027783000923395	Coupable	LATMP	463	2014-05-01	2015-12-07	800,00	Déclaration de culpabilité
3027783000923403	Coupable	LATMP	463	2014-04-17	2015-12-07	800,00	Déclaration de culpabilité
3027783000923411	Coupable	LATMP	463	2014-04-03	2015-12-07	800,00	Déclaration de culpabilité
3027783000923429	Coupable	LATMP	463	2014-03-20	2015-12-07	800,00	Déclaration de culpabilité
3027783000923437	Coupable	LATMP	463	2014-03-06	2015-12-07	800,00	Déclaration de culpabilité
3027783000942346	Coupable	LATMP	463	2014-12-12	2016-03-29	645,00	Déclaration de culpabilité
3027783000945307	Coupable	LATMP	463	2014-04-19	2018-02-06	1500,00	Déclaration de culpabilité
3027783000954051	Coupable	LATMP	463	2014-11-27	2016-05-17	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783000954069	Coupable	LATMP	463	2014-11-28	2016-05-17	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783000956627	Coupable	LATMP	463	2014-10-30	2015-12-04	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783000956635	Coupable	LATMP	463	2014-10-16	2015-12-04	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783000956643	Coupable	LATMP	463	2014-10-02	2015-12-04	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783000956650	Coupable	LATMP	463	2014-09-18	2015-12-04	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783000956668	Coupable	LATMP	463	2014-09-04	2015-12-04	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783000956676	Coupable	LATMP	463	2014-07-10	2015-12-04	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783000956684	Coupable	LATMP	463	2014-06-26	2015-12-04	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783000956692	Coupable	LATMP	463	2014-06-12	2015-12-04	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783000956700	Coupable	LATMP	463	2014-05-15	2015-12-04	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783000956726	Coupable	LATMP	463	2014-05-29	2015-12-04	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783000956734	Coupable	LATMP	463	2014-05-01	2015-12-04	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783000956742	Coupable	LATMP	463	2014-04-17	2015-12-04	1500,00	Déclaration de culpabilité
3027783000956759	Coupable	LATMP	463	2014-04-03	2015-12-04	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001003452	Coupable	LATMP	463	2016-01-21	2017-05-16	1800,00	Déclaration de culpabilité
3027783001003460	Coupable	LATMP	463	2016-02-04	2017-05-16	1800,00	Déclaration de culpabilité
3027783001003478	Coupable	LATMP	463	2016-02-18	2017-05-16	1800,00	Déclaration de culpabilité
3027783001022791	Coupable	LATMP	463	2016-08-04	2018-10-29	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001022817	Coupable	LATMP	463	2016-07-07	2018-10-29	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001022825	Coupable	LATMP	463	2016-06-23	2018-10-29	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001022841	Coupable	LATMP	463	2016-05-12	2018-10-29	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001022858	Coupable	LATMP	463	2016-04-28	2018-10-29	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001022866	Coupable	LATMP	463	2016-03-31	2018-10-29	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001022874	Coupable	LATMP	463	2016-03-17	2018-10-29	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001022882	Coupable	LATMP	463	2016-03-03	2018-10-29	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001022916	Coupable	LATMP	463	2016-01-21	2018-10-29	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001022924	Coupable	LATMP	463	2016-01-07	2018-10-29	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001022932	Coupable	LATMP	463	2015-12-24	2018-10-29	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001022940	Coupable	LATMP	463	2015-12-10	2018-10-29	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001025430	Coupable	LATMP	463	2016-06-01	2018-10-04	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001025448	Coupable	LATMP	463	2016-04-07	2018-10-04	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001042492	Coupable	LATMP	463	2017-03-13	2018-10-25	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001046881	Coupable	LATMP	463	2017-04-27	2018-03-13	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001062714	Coupable	LATMP	463	2017-06-22	2019-01-04	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001062722	Coupable	LATMP	463	2017-06-26	2019-04-01	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001062730	Coupable	LATMP	463	2017-06-28	2019-04-01	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001062748	Coupable	LATMP	463	2017-07-19	2019-04-01	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001062896	Coupable	LATMP	463	2014-01-20	2018-09-27	1300,00	Déclaration de culpabilité
3027783001062904	Coupable	LATMP	463	2014-01-01	2018-09-27	1300,00	Déclaration de culpabilité
3027783001062912	Coupable	LATMP	463	2015-09-08	2018-09-27	1300,00	Déclaration de culpabilité
3027783001062920	Coupable	LATMP	463	2015-09-08	2018-09-27	1300,00	Déclaration de culpabilité
3027783001062938	Coupable	LATMP	463	2016-08-09	2018-09-27	1300,00	Déclaration de culpabilité
3027783001062953	Coupable	LATMP	463	2016-08-09	2018-09-27	1300,00	Déclaration de culpabilité
3027783001066731	Coupable	LATMP	463	2015-05-09	2018-09-27	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001069198	Coupable	LATMP	463	2017-03-30	2019-05-10	700,00	Déclaration de culpabilité
3027783001069206	Coupable	LATMP	463	2017-07-20	2019-05-10	700,00	Déclaration de culpabilité
3027783001069214	Coupable	LATMP	463	2017-07-07	2019-05-10	700,00	Déclaration de culpabilité
3027783001069222	Coupable	LATMP	463	2017-06-22	2019-05-10	700,00	Déclaration de culpabilité
3027783001069230	Coupable	LATMP	463	2017-06-09	2019-05-10	700,00	Déclaration de culpabilité
3027783001069248	Coupable	LATMP	463	2017-05-11	2019-05-10	700,00	Déclaration de culpabilité
3027783001069255	Coupable	LATMP	463	2017-05-25	2019-05-10	700,00	Déclaration de culpabilité
3027783001069263	Coupable	LATMP	463	2017-04-26	2019-05-10	700,00	Déclaration de culpabilité
3027783001069271	Coupable	LATMP	463	2017-08-04	2019-05-10	700,00	Déclaration de culpabilité
3027783001069289	Coupable	LATMP	463	2017-04-13	2019-05-10	700,00	Déclaration de culpabilité

3027783001069297	Coupable	LATMP	463	2017-03-20	2019-05-10	700,00	Déclaration de culpabilité
3027783001072614	Coupable	LATMP	463	2017-02-16	2018-09-24	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001072622	Coupable	LATMP	463	2017-05-27	2018-09-24	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001072630	Coupable	LATMP	463	2017-07-22	2018-09-24	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001072648	Coupable	LATMP	463	2017-07-29	2018-09-24	200,00	Déclaration de culpabilité
3027783001072655	Coupable	LATMP	463	2017-08-05	2018-09-24	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001072663	Coupable	LATMP	463	2017-08-12	2018-09-24	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001072671	Coupable	LATMP	463	2017-08-26	2018-09-24	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001072689	Coupable	LATMP	463	2017-09-09	2018-09-24	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001072697	Coupable	LATMP	463	2017-09-23	2018-09-24	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001072762	Coupable	LATMP	463	2017-09-16	2018-09-24	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001082340	Coupable	LATMP	463	2018-02-26	2018-11-26	1000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001093123	Coupable	LATMP	463	2017-08-17	2019-02-08	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001096464	Coupable	LATMP	463	2016-06-30	2019-11-04	1000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001096472	Coupable	LATMP	463	2017-09-07	2019-11-04	1000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001143696	Coupable	LATMP	463	2019-09-13	2022-10-06	1000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001143704	Coupable	LATMP	463	2019-09-27	2022-10-06	1000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001143712	Coupable	LATMP	463	2019-10-11	2022-10-06	1000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001143720	Coupable	LATMP	463	2019-10-25	2022-10-06	1000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001151897	Coupable	LATMP	463	2018-10-25	2021-03-23	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001151905	Coupable	LATMP	463	2018-11-08	2021-03-23	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001151913	Coupable	LATMP	463	2018-11-22	2021-03-23	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001151921	Coupable	LATMP	463	2018-12-06	2021-03-23	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001151939	Coupable	LATMP	463	2018-12-20	2021-03-23	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001151947	Coupable	LATMP	463	2019-01-03	2021-03-23	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001151954	Coupable	LATMP	463	2019-01-17	2021-03-23	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001151962	Coupable	LATMP	463	2019-01-31	2021-03-23	50,00	Déclaration de culpabilité
3027783001151970	Coupable	LATMP	463	2019-02-14	2021-03-21	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001151988	Coupable	LATMP	463	2019-02-28	2021-03-23	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001151996	Coupable	LATMP	463	2019-03-14	2021-03-23	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001152002	Coupable	LATMP	463	2019-03-28	2021-03-23	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001177918	Coupable	LATMP	463	2021-01-01	2023-01-10	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001177926	Coupable	LATMP	463	2020-11-30	2023-01-10	500,00	Déclaration de culpabilité
3027783001198955	Coupable	LATMP	463	2021-04-08	2023-06-02	600,00	Déclaration de culpabilité
3027783001198963	Coupable	LATMP	463	2021-04-22	2023-06-02	575,00	Déclaration de culpabilité
3027783001198971	Coupable	LATMP	463	2021-05-06	2023-06-02	575,00	Déclaration de culpabilité
3027783001198989	Coupable	LATMP	463	2021-05-20	2023-06-02	575,00	Déclaration de culpabilité
3027783001198997	Coupable	LATMP	463	2021-06-03	2023-06-02	575,00	Déclaration de culpabilité
3027783001199003	Coupable	LATMP	463	2021-06-17	2023-06-02	575,00	Déclaration de culpabilité
3027783001199029	Coupable	LATMP	463	2021-07-01	2023-06-02	575,00	Déclaration de culpabilité
3027783001199037	Coupable	LATMP	463	2021-07-15	2023-06-02	575,00	Déclaration de culpabilité
3027783001200561	Coupable	LATMP	463	2021-04-22	2024-01-15	1000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001201270	Coupable	LATMP	463	2021-06-10	2024-01-15	1000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001210982	Coupable	LATMP	463	2022-03-10	2023-09-13	1000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001210990	Coupable	LATMP	463	2022-03-11	2023-09-13	1000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001227259	Coupable	LATMP	463	2022-11-03	2024-02-14	2000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001251796	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2023-06-06	2025-01-24	1000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001251804	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2023-06-08	2025-01-24	1000,00	Déclaration de culpabilité
3027783001251820	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2023-06-09	2025-01-24	1000,00	Déclaration de culpabilité
3027783000915920	Coupable	LATMP	463	2014-01-10	2015-06-16	628,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000915938	Coupable	LATMP	463	2014-01-17	2015-06-16	628,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000915946	Coupable	LATMP	463	2014-01-24	2015-06-16	628,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000922801	Coupable	LATMP	463	2014-05-21	2015-10-02	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944599	Coupable	LATMP	463	2014-08-08	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944607	Coupable	LATMP	463	2014-07-25	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944615	Coupable	LATMP	463	2014-07-11	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944623	Coupable	LATMP	463	2014-06-27	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944631	Coupable	LATMP	463	2014-06-13	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944649	Coupable	LATMP	463	2014-05-30	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944656	Coupable	LATMP	463	2014-05-16	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944680	Coupable	LATMP	463	2014-01-18	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944698	Coupable	LATMP	463	2014-02-07	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944706	Coupable	LATMP	463	2014-02-21	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944714	Coupable	LATMP	463	2014-03-07	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944722	Coupable	LATMP	463	2014-03-21	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944730	Coupable	LATMP	463	2014-04-04	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944748	Coupable	LATMP	463	2014-04-18	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000944755	Coupable	LATMP	463	2014-05-02	2016-04-07	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000945372	Coupable	LATMP	463	2014-02-06	2017-05-23	1000,00	Plaide coupable lors de l'audition

3027783000946388	Coupable	LATMP	463	2014-05-05	2018-02-06	2000,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000954838	Coupable	LATMP	463	2014-05-02	2017-06-27	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000955173	Coupable	LATMP	463	2014-10-30	2016-05-11	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000955207	Coupable	LATMP	463	2014-10-16	2016-05-11	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000955215	Coupable	LATMP	463	2014-10-02	2016-05-11	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000955231	Coupable	LATMP	463	2014-09-04	2016-05-11	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000955249	Coupable	LATMP	463	2014-08-21	2016-05-11	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000960405	Coupable	LATMP	463	2014-07-29	2016-10-05	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000960413	Coupable	LATMP	463	2014-05-26	2016-10-05	1514,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000960421	Coupable	LATMP	463	2014-05-02	2016-10-05	1514,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000960439	Coupable	LATMP	463	2014-04-30	2016-10-05	639,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000960447	Coupable	LATMP	463	2014-03-31	2016-10-05	639,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000960454	Coupable	LATMP	463	2014-02-24	2016-10-05	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000960470	Coupable	LATMP	463	2014-02-13	2016-10-05	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000960488	Coupable	LATMP	463	2014-02-12	2016-10-05	639,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000960496	Coupable	LATMP	463	2014-02-07	2016-10-05	639,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000960504	Coupable	LATMP	463	2014-02-04	2016-10-05	639,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000960512	Coupable	LATMP	463	2014-01-21	2016-10-05	639,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000960520	Coupable	LATMP	463	2014-01-17	2016-10-05	639,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000960538	Coupable	LATMP	463	2014-01-08	2016-10-05	639,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000960553	Coupable	LATMP	463	2014-01-02	2016-10-05	639,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000962245	Coupable	LATMP	463	2014-11-13	2016-05-11	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000962252	Coupable	LATMP	463	2014-11-27	2016-05-11	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000963789	Coupable	LATMP	463	2015-03-19	2018-04-30	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000963797	Coupable	LATMP	463	2015-03-05	2018-04-30	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000963813	Coupable	LATMP	463	2015-02-19	2018-04-30	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000963821	Coupable	LATMP	463	2015-02-05	2018-04-30	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000963839	Coupable	LATMP	463	2015-01-22	2018-04-30	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000963847	Coupable	LATMP	463	2014-12-11	2018-04-30	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000963854	Coupable	LATMP	463	2014-11-27	2018-04-30	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000963862	Coupable	LATMP	463	2014-11-13	2018-04-30	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000963904	Coupable	LATMP	463	2014-09-18	2018-04-30	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000978274	Coupable	LATMP	463	2014-09-04	2017-06-28	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000978282	Coupable	LATMP	463	2014-12-24	2017-06-28	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000978290	Coupable	LATMP	463	2014-09-18	2017-06-28	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000978316	Coupable	LATMP	463	2014-10-02	2017-06-28	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000978324	Coupable	LATMP	463	2014-10-16	2017-06-28	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000978332	Coupable	LATMP	463	2014-10-30	2017-06-28	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000978340	Coupable	LATMP	463	2014-11-13	2017-06-28	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000978357	Coupable	LATMP	463	2015-01-08	2017-06-28	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000978373	Coupable	LATMP	463	2014-11-27	2017-06-28	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783000997613	Coupable	LATMP	463	2015-03-12	2019-11-13	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001000177	Coupable	LATMP	463	2014-05-01	2017-09-12	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001030091	Coupable	LATMP	463	2016-09-01	2018-09-10	700,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001030109	Coupable	LATMP	463	2016-09-15	2018-09-10	700,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001030117	Coupable	LATMP	463	2016-09-29	2018-09-10	700,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001062433	Coupable	LATMP	463	2017-06-22	2018-11-26	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001126253	Coupable	LATMP	463	2018-10-18	2020-09-15	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001146582	Coupable	LATMP	463	2019-06-07	2020-12-16	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001146590	Coupable	LATMP	463	2019-05-24	2020-12-16	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001146608	Coupable	LATMP	463	2019-06-21	2020-12-16	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001146715	Coupable	LATMP	463	2019-08-02	2020-12-16	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001146723	Coupable	LATMP	463	2019-07-19	2020-12-16	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001154156	Coupable	LATMP	463	2020-02-13	2022-01-11	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001154164	Coupable	LATMP	463	2020-02-05	2022-01-11	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001154172	Coupable	LATMP	463	2020-01-16	2022-01-11	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001154198	Coupable	LATMP	463	2019-12-31	2022-01-11	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001154214	Coupable	LATMP	463	2019-12-19	2022-01-11	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001154230	Coupable	LATMP	463	2019-12-05	2022-01-11	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001155351	Coupable	LATMP	463	2019-02-28	2021-10-19	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001155369	Coupable	LATMP	463	2019-03-28	2021-10-19	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001155377	Coupable	LATMP	463	2019-04-25	2021-10-19	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001155385	Coupable	LATMP	463	2019-05-23	2021-10-19	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001155393	Coupable	LATMP	463	2019-06-20	2021-10-19	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001155401	Coupable	LATMP	463	2019-07-18	2021-10-19	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001155419	Coupable	LATMP	463	2019-08-29	2021-10-19	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001155427	Coupable	LATMP	463	2019-09-26	2021-10-19	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001155690	Coupable	LATMP	463	2019-10-23	2022-03-24	1000,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001156151	Coupable	LATMP	463	2019-11-21	2022-01-26	500,00	Plaide coupable lors de l'audition

3027783001156169	Coupable	LATMP	463	2019-12-31	2022-01-26	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001156185	Coupable	LATMP	463	2020-01-29	2022-01-26	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001156441	Coupable	LATMP	463	2020-02-13	2021-04-14	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001156458	Coupable	LATMP	463	2019-12-20	2021-10-19	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001156466	Coupable	LATMP	463	2020-02-11	2021-10-19	500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001217557	Coupable	LATMP	463	2022-08-11	2023-05-04	1000,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001260441	Coupable	LATMP	463	2023-09-21	2024-11-12	1500,00	Plaide coupable lors de l'audition
3027783001025455	Acquittement	LATMP	463	2015-11-24	2018-10-04	0,00	Acquittement
3027783001025463	Acquittement	LATMP	463	2015-11-06	2018-10-04	0,00	Acquittement
3027783000891840	Retrait - chef d'accusation	LATMP	60	2014-01-06	2014-11-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000915912	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-01-03	2015-06-16	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000923387	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-05-15	2015-12-07	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000946297	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-01-23	2017-05-23	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000946305	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-01-09	2017-05-23	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959134	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-01-09	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959142	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-01-23	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959167	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-02-06	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959175	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-02-20	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959191	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-03-06	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959209	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-03-20	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959217	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-04-03	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959225	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-04-17	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959258	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-05-01	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959266	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-05-15	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959282	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-05-29	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959290	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-06-12	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959357	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-06-26	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959365	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-07-10	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959373	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-07-24	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959381	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-08-07	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959399	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-08-21	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959407	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-09-04	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959415	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-09-18	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959423	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-02	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959431	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-16	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959449	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-30	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959456	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-11-13	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000959464	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-11-27	2017-06-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000963805	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-02-19	2018-04-30	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000963870	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-30	2018-04-30	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000963888	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-16	2018-04-30	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000963896	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-02	2018-04-30	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965826	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-05-01	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965834	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-05-29	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965842	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-08-07	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965859	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-06-26	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965875	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-07-11	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965883	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-07-17	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965891	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-09-04	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965909	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-09-05	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965917	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-09-18	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965925	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-16	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965933	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-30	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965941	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-04-21	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965958	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-05-15	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965966	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-06-12	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965974	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-07-24	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000965990	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-08-21	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000966501	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-02	2017-08-28	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000986921	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-04-16	2017-03-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000986939	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-03-19	2017-03-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000986947	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-06-25	2017-03-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000986954	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-08-20	2017-03-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000986962	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-04-02	2017-03-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000986970	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-10-15	2017-03-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000988158	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-03-12	2018-03-23	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000988166	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-03-12	2018-03-23	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000988174	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-03-12	2018-03-23	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999478	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-02-06	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation

3027783000999486	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-02-20	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999494	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-03-06	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999502	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-03-20	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999510	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-04-03	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999528	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-04-17	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999536	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-05-01	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999544	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-05-15	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999627	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-05-29	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999635	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-06-12	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999643	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-06-26	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999650	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-07-10	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999668	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-07-24	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999676	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-08-07	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999684	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-08-21	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999700	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-09-04	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999718	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-09-18	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999726	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-07	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999742	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-16	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999759	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-30	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999767	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-11-13	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999775	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-11-27	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999783	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-12-11	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999791	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-12-24	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999809	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-01-08	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999817	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-01-22	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999825	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-02-05	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999833	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-02-19	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999858	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-03-05	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999866	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-03-19	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999874	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-04-02	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999882	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-04-16	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999890	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-04-30	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999908	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-05-14	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999916	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-05-28	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999924	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-06-11	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999932	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-06-25	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999940	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-07-09	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999957	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-07-23	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999965	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-08-06	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999973	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-08-20	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999981	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-09-03	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783000999999	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-09-22	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000003	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-10-08	2018-05-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000011	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-05-15	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000029	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-05-29	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000185	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-06-12	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000193	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-06-26	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000201	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-07-02	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000219	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-07-10	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000227	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-07-24	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000235	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-08-07	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000243	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-08-21	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000250	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-08-27	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000268	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-09-04	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000276	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-09-18	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000318	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-02	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000326	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-08	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000334	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-16	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000342	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-10-30	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000359	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-11-05	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000367	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-11-13	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000375	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-11-27	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000391	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-12-11	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000409	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-12-24	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000417	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-01-08	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000425	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-01-22	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000433	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-02-05	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000441	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-02-19	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000458	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-03-05	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation

3027783001000466	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-03-19	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000474	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-04-02	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000482	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-04-16	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000490	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-04-20	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000508	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-04-30	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000516	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-06-11	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000524	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-06-25	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000532	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-07-09	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000540	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-07-23	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000565	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-08-06	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000573	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-08-20	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000581	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-09-03	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000599	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-09-17	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000607	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-10-01	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000615	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-10-15	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000623	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-11-02	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000631	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-11-12	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001000649	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-11-26	2017-09-12	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009558	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-09-03	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009574	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-10-12	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009590	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-10-15	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009616	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-10-29	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009632	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-11-12	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009640	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-11-26	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009657	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-12-10	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009665	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-12-23	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009673	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-01-07	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009681	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-01-21	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009699	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-02-04	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009707	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-02-18	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009715	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-03-15	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009723	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-03-17	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009731	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-03-31	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009749	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-04-26	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009756	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-04-28	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009764	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-05-12	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009772	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-05-26	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009780	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-06-09	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001009798	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-06-23	2018-06-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001022809	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-07-21	2018-10-29	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001022833	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-06-09	2018-10-29	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001022890	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-02-18	2018-10-29	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001022908	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-02-04	2018-10-29	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001030067	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-04-28	2018-09-10	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001030075	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-02-18	2018-09-10	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001030083	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-03-03	2018-09-10	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033319	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-07-21	2018-08-20	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033327	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-06-23	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033335	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-05-26	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033343	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-04-28	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033350	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-03-31	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033368	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-03-03	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033376	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-02-04	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033384	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-01-07	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033392	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-12-17	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033400	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-11-12	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033418	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-10-29	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033426	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-10-01	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033434	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-09-03	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033442	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-08-06	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033459	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-07-09	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033467	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-06-11	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033475	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-05-14	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033483	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-04-02	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033491	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-03-05	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033509	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-02-19	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033517	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-02-05	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001033525	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2014-12-19	2018-03-27	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001062441	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2017-07-06	2018-11-26	0,00	Retrait - chef d'accusation

3027783001062458	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2017-07-20	2018-11-26	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001062466	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2017-08-03	2018-11-26	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001062474	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2017-08-17	2018-11-26	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001062482	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2017-08-31	2018-11-26	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001062706	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2017-06-21	2019-04-01	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001082357	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2018-02-26	2018-11-26	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001093347	Retrait - chef d'accusation	LATMP	458	2018-02-13	2019-01-14	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001146624	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2019-12-06	2020-12-16	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001146632	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2019-11-22	2020-12-16	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001146640	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2019-11-08	2020-12-16	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001146657	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2019-10-25	2020-12-16	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001146665	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2019-10-11	2020-12-16	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001146673	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2019-09-27	2020-12-16	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001146681	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2019-09-13	2020-12-16	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001146699	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2019-08-30	2020-12-16	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001146707	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2019-08-16	2020-12-16	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001152010	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2019-04-11	2021-03-23	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001152028	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2019-04-25	2021-03-23	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001154149	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2019-11-21	2022-01-11	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001156474	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2020-02-18	2021-10-19	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001199011	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2021-06-17	2023-06-02	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027783001201288	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2021-05-13	2024-01-15	0,00	Retrait - chef d'accusation
3027782001098439	Coupable	LATMP	269	2018-05-22			
3027783001102312	Coupable	LATMP	463	2018-08-27			
3027783001199144	Coupable	LATMP	463	2020-08-27			
3027783001233182	Coupable	LATMP	463	2022-10-13			
3027783001039407	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2015-11-10			
3027783001040629	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-03-30			
3027783001040637	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-05-11			
3027783001040645	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-05-26			
3027783001040652	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-06-23			
3027783001040702	Retrait - chef d'accusation	LATMP	463	2016-09-01			
3027783000934814	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-01-09			
3027783000934822	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-01-23			
3027783000934830	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-02-06			
3027783000934848	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-02-20			
3027783000934855	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-03-06			
3027783000934863	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-03-20			
3027783000934871	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-04-03			
3027783000934889	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-04-17			
3027783000934897	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-05-01			
3027783000953780	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-01-09			
3027783000953798	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-01-23			
3027783000953806	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-02-06			
3027783000953814	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-02-20			
3027783000953822	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-03-06			
3027783000953830	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-03-20			
3027783000953848	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-04-03			
3027783000953855	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-04-17			
3027783000953863	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-05-01			
3027783000953871	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-05-15			
3027783000953889	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-05-29			
3027783000953897	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-06-12			
3027783000953905	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-06-26			
3027783000953913	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-07-10			
3027783000953921	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-09-18			
3027783000953939	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-10-02			
3027783000953954	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-10-16			
3027783000953962	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-10-30			
3027783000953970	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-11-13			
3027783000953988	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2014-09-04			
3027783000974455	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2015-07-16			
3027783000974463	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2015-08-25			
3027783000974471	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2015-10-28			
3027783001001654	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2015-02-15			
3027783001024185	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2016-11-10			
3027783001024201	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2016-02-04			
3027783001024219	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2016-01-07			
3027783001024227	Transféré aux Services juridiques	LATMP	463	2015-12-10			

3027783001024235	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2015-11-12
3027783001024250	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2015-10-01
3027783001024268	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2015-09-03
3027783001024276	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2015-08-06
3027783001024284	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2015-07-09
3027783001024292	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2015-06-11
3027783001024300	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2015-05-14
3027783001024318	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2015-04-02
3027783001024417	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2015-03-05
3027783001024425	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2015-02-05
3027783001024433	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-10-13
3027783001024441	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-08-04
3027783001024458	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-07-07
3027783001024466	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-06-09
3027783001024474	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-05-12
3027783001024482	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-04-14
3027783001024490	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-03-03
3027783001024508	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2017-01-05
3027783001024516	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-12-22
3027783001024532	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2015-01-08
3027783001024540	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2014-12-11
3027783001024714	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2014-01-09
3027783001024722	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2014-02-06
3027783001024730	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2014-03-06
3027783001024748	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2014-04-03
3027783001024755	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2014-05-07
3027783001024763	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2014-06-12
3027783001024771	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2014-07-10
3027783001024789	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2014-08-07
3027783001024797	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2014-09-04
3027783001024805	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2014-10-02
3027783001024813	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2014-11-13
3027783001024870	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-09-01
3027783001030059	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-06-09
3027783001040553	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-06-09
3027783001040611	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2015-11-25
3027783001040660	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-07-07
3027783001040678	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-07-21
3027783001040686	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-08-04
3027783001040694	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-08-18
3027783001068471	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-07-07
3027783001068489	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-08-04
3027783001068497	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-08-18
3027783001068505	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-09-01
3027783001068513	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-09-15
3027783001068521	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-09-29
3027783001068539	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-10-13
3027783001068612	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2016-07-21
3027783001090111	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2017-07-19
3027783001090129	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2017-08-18
3027783001090137	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2017-08-17
3027783001090145	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2017-08-16
3027783001090152	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2017-08-15
3027783001090160	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2017-08-14
3027783001090178	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2017-08-23
3027783001090186	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2017-08-31
3027783001090194	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2017-09-13
3027783001090202	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2017-09-14
3027783001130701	Transféré aux Services juridiques LATMP	458	2019-06-21
3027783001227200	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2022-06-06
3027783001227218	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2022-06-14
3027783001227226	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2022-07-04
3027783001239866	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2022-10-20
3027783001239924	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2022-10-20
3027783001249477	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2022-08-19
3027783001249485	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2022-07-23
3027783001249493	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2022-10-09
3027783001249501	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2022-12-16
3027783001249519	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2023-03-02

3027783001249725	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2023-09-11
3027783001253511	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2023-12-06
3027783001258460	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2023-06-10
3027783001262660	Transféré aux Services juridiques LATMP	463	2022-02-01



CADRE D'INTERVENTION
en médiation-décision en santé et sécurité du travail

Commission des normes, de l'équité,
de la santé et de la sécurité du travail

cnesst.gouv.qc.ca

CNESST

En vigueur depuis le mois de juillet 2011, ce cadre a été mis à jour en juilllet 2018. L'information contenue dans cette dernière version prévaut sur la précédente.

Ce document est réalisé par le Service de la médiation-décision et la Direction générale de l'indemnisation et de la réadaptation en collaboration avec la Direction générale des affaires juridiques et la Direction des communications et des relations publiques.

Reproduction autorisée avec mention de la source

© Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, 2023

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2023
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2023

ISBN 978-2-550-93980-1 (PDF)

Janvier 2023
Pour obtenir l'information la plus à jour,
consultez notre site Web à cnesst.gouv.qc.ca.

Table des matières

Introduction **2**

Les incontournables liés à l'application du cadre d'intervention en médiation-décision **3**

La prise de connaissance du dossier **4**

Le processus de médiation **5**

Préparation de l'intervention – Volet médiation **5**

Première communication avec les parties 5

Réalisation de l'intervention – Volet médiation **6**

Principaux moyens d'intervention en médiation 6

Demande de suspension du processus en cours de médiation 6

Conclusion de l'intervention 6

Le processus décisionnel **7**

Préparation de l'intervention – Volet décision **7**

Prise de connaissance du dossier 7

Critères de recevabilité de la plainte 7

Demande de suspension des procédures avant la convocation à l'audience 7

Convocation des parties 7

Avis de convocation 8

Lieu de l'audience 8

Citation à comparaître 8

Conférence préparatoire 9

Demandes de remise **9**

Principes généraux 9

Procédure 9

Motifs de remise 9

Avis de convocation péremptoire 10

Demandes de récusation **10**

Réalisation de l'intervention – Volet décision **11**

Décision à la suite de la renonciation des parties à la tenue de l'audience 11

Jour de l'audience 11

Enregistrement de l'audience 11

Langue d'usage et interprète lors de l'audience 12

L'Audience **13**

Déroulement de l'audience **13**

Présentation et formalités d'usage 13

Présentation de la plainte 13

Admission de faits 13

Assermentation des témoins 13

Objections 14

Rédaction du procès-verbal 16

Rédaction de la décision, le délai, la traduction et la publication 16

Le rôle et les responsabilités du médiateur décideur **17**

Le rôle et les responsabilités du chef d'équipe **18**

Le rôle et les responsabilités du gestionnaire **19**

Conclusion **20**

Introduction

Ce cadre d'intervention s'inscrit dans les engagements de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) auprès de sa clientèle, énoncés dans sa déclaration de services, ainsi que dans le respect de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (LATMP) et de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST). Dans cette optique, il aborde les incontournables ainsi que les grandes étapes liées à l'intervention en médiation-décision en santé et sécurité du travail. Il précise également le rôle du médiateur-décideur, celui du chef d'équipe et celui du gestionnaire.

Principes directeurs

Les éléments clés du cadre d'intervention orientent et guident les choix d'intervention du médiateur-décideur afin d'assurer une prestation de services à la clientèle de la CNESST. Les services offerts en médiation et en décision doivent :

- viser la cohérence dans l'offre de service à la clientèle en matière de médiation-décision ;
- être adaptés à l'objet de la plainte ;
- s'inspirer des meilleures pratiques en médiation et en décision afin d'optimiser le service à la clientèle.

Les incontournables liés à l'application du cadre d'intervention en médiation-décision

Suivi rigoureux

Afin d'optimiser le service à la clientèle, le médiateur-décideur doit faire un suivi rigoureux de ses interventions à l'intérieur des délais convenus avec les parties en fonction du contexte du dossier et des démarches à effectuer.

Délais

Afin d'offrir la même prestation de services à la clientèle, le médiateur-décideur respecte les délais de traitement prévus, notamment pour la première communication avec le travailleur, la convocation à l'audience et les demandes de remise.

Intervention en fonction de la nature du dossier

Après avoir pris connaissance du dossier et avoir communiqué avec les parties, le médiateur-décideur détermine son type d'intervention en fonction de la nature de la plainte et du dossier d'indemnisation.

La prise de connaissance du dossier

Cette première étape offre au médiateur-décideur une vue d'ensemble de la plainte et des parties concernées. L'information recueillie permet au médiateur-décideur de déterminer les éléments à explorer lors de ses premières interventions et de concevoir une approche personnalisée à l'égard des parties. En résumé, le médiateur-décideur doit :

- lire le formulaire de plainte et relever les éléments à explorer au besoin ;
- documenter l'information pertinente ;
- consulter les dossiers d'indemnisation ou de prévention-inspection afin de connaître le contexte de la plainte ;
- vérifier si l'employeur au dossier est de compétence provinciale*.

* En présence d'un employeur de compétence fédérale, il ne relève pas de la juridiction de la CNESST d'intervenir. Le médiateur-décideur en informe alors les parties. Il n'y a pas lieu de leur offrir la médiation.

Le médiateur-décideur informe le travailleur qu'il peut s'adresser à Emploi et Développement social Canada ou à son syndicat.

Si le travailleur produit un désistement, le médiateur-décideur applique la procédure de fermeture de dossier.

Si les parties renoncent à la tenue d'une audience, le médiateur-décideur rend une décision sur dossier, c'est-à-dire sans audience.

Si une partie souhaite toujours être entendue, le médiateur-décideur convoque les parties à une audience concernant la juridiction de la CNESST pour entendre la plainte dans le respect des principes de justice naturelle.

Au besoin, le médiateur-décideur se réfère aux lois, à la jurisprudence, aux politiques et aux orientations de la CNESST.

Priorité de traitement

Les dossiers dont le motif de la plainte est une rupture du lien d'emploi doivent être priorisés.

Le processus de médiation

La médiation est une démarche volontaire et confidentielle. Elle requiert le consentement des parties et leur engagement à respecter la confidentialité de leurs échanges. Le médiateur-décideur ne peut divulguer l'information recueillie auprès des parties à moins que les parties n'y consentent. La médiation donne l'occasion au travailleur et à son employeur de trouver eux-mêmes une solution mutuellement satisfaisante afin de résoudre leur conflit.

Préparation de l'intervention – Volet médiation

Première communication avec les parties

Le médiateur-décideur doit communiquer avec le travailleur ou son représentant dans un **délai de dix jours ouvrables** suivant l'assignation du dossier.

Lors de la première communication avec les parties, le médiateur-décideur :

- explique son rôle :
  - il distingue son rôle de celui de l'intervenant au dossier d'indemnisation ou de prévention-inspection,
  - il résume le processus de traitement d'une plainte en médiation-décision,
  - il vérifie la présence d'un représentant de chacune des parties. Le cas échéant, un mandat de représentation écrit est nécessaire ;
- discute de la plainte :
  - il clarifie l'objet de la plainte et vérifie les attentes du travailleur,
  - il prend en note les informations manquantes et peut demander des précisions écrites,
  - il évalue l'ouverture de chacune des parties à la médiation.

La première communication avec les parties permet au médiateur-décideur :

- de compléter le dossier et de cerner le litige ;
- de planifier la stratégie d'intervention.

Le médiateur-décideur doit inscrire une note administrative au dossier de plainte résumant, au fur et à mesure, l'intervention auprès des parties et les démarches effectuées dans le dossier. Les éléments confidentiels discutés à l'étape de la médiation ne sont pas inscrits à la note administrative.

Le médiateur-décideur applique la Politique de la CNESST en matière de langue lors du processus de médiation.

Réalisation de l'intervention – Volet médiation

Le médiateur-décideur prépare son intervention en fonction du contexte, de la nature de la plainte et du dossier d'indemnisation ou de prévention-inspection.

L'évolution du dossier peut entraîner une réévaluation de l'intervention.

Principaux moyens d'intervention en médiation

- **Médiation par téléphone**

La médiation par téléphone s'avère un moyen simple et efficient de régler un litige. Ce moyen est recommandé notamment dans les cas suivants :

  - non-paiement ou paiement incomplet des 14 premiers jours d'incapacité sans autre litige ;
  - réclamation relative aux avantages liés à l'emploi (ex. : vacances, heures supplémentaires, etc.).

- **Rencontre individuelle**

Dans certains cas, ce moyen peut s'avérer efficace pour faciliter l'échange d'information, créer un climat propice au dialogue et à la résolution du conflit.

- **Médiation en présence des parties et en mode virtuel**

Ce moyen favorise une participation plus active des parties à la résolution de leur différend.

Il s'avère judicieux pour préserver, sinon rétablir un lien d'emploi en permettant aux parties de reprendre la communication entre elles.

La médiation en présence des parties et en mode virtuel **doit être offerte** dans les cas suivants :

  - **Travailleur congédié et dont la lésion professionnelle n'est pas consolidée**, à l'exception des situations où il n'y a aucune possibilité de retour au travail chez l'employeur ;
  - **Travailleuse congédiée** à la suite de l'exercice d'un droit en vertu du Programme pour une maternité sans danger.

Dans les autres cas, le médiateur-décideur évalue le meilleur moyen d'intervention afin d'aider les parties dans leur recherche de solutions pour régler le litige.

Demande de suspension du processus en cours de médiation[1]

- Le médiateur-décideur n'autorise pas automatiquement la suspension du processus.
- Lorsque les parties demandent de suspendre le processus, le médiateur-décideur analyse la demande, évalue les conséquences et assure le suivi du dossier.

Conclusion de l'intervention

Lorsqu'il y a entente entre les parties, le médiateur-décideur peut rédiger l'entente ou aider à sa rédaction. Puisque la CNESST n'est pas partie au litige, le médiateur-décideur ne doit pas signer l'entente.

Il est recommandé d'obtenir un désistement sur un formulaire distinct même si l'entente prévoit une clause de désistement.

Lorsqu'il n'y a pas d'entente possible et que le travailleur maintient sa plainte, les parties seront convoquées à une audience afin d'être entendues relativement au litige qui les oppose.

1 Le médiateur-décideur se réfère à la section *Préparation de l'intervention – Volet décision*, sous-section « Demandes de remise », à la page 9, et effectue les adaptations nécessaires.

Le processus décisionnel

Préparation de l'intervention – Volet décision

Prise de connaissance du dossier

En prévision de l'audience, le médiateur-décideur prend connaissance du dossier d'indemnisation ou de prévention-inspection. Il vérifie notamment la présence des critères de recevabilité de la plainte.

Critères de recevabilité de la plainte

Plainte en vertu de l'article 32 de la LATMP	Plainte en vertu de l'article 227 de la LSST
Statut de travailleur au sens de la loi	Statut de travailleur au sens de la loi
Victime d'une lésion professionnelle ou exercice d'un droit	Exercice d'un droit ou d'une fonction
Dépôt d'une plainte dans les **30 jours de la connaissance de la sanction ou de la mesure** dont le travailleur se plaint	Dépôt d'une plainte dans les **30 jours de la sanction ou de la mesure** dont le travailleur se plaint
Choix du recours : plainte ou grief	Choix du recours : plainte ou grief
Être l'objet d'une sanction ou d'une mesure discriminatoire ou de représailles	Être l'objet d'une sanction ou d'une mesure discriminatoire ou de représailles

Demande de suspension des procédures avant la convocation à l'audience[2]

- Le médiateur-décideur n'autorise pas automatiquement la suspension des procédures.
- Lorsque les parties demandent de suspendre les procédures, le médiateur-décideur analyse la demande, évalue les conséquences et assure le suivi du dossier.

Convocation des parties

- **Dans les 10 jours ouvrables** de l'assignation du dossier au médiateur-décideur pour audience, celui-ci communique avec les parties pour vérifier leur disponibilité en vue de fixer une date d'audience, dans un **délai maximal de quatre mois**.
- Si une partie néglige ou omet de communiquer avec le médiateur-décideur pour fixer une date d'audience dans un **délai de 10 jours ouvrables**, le médiateur-décideur transmet un avis de convocation.
  - Dans ce cas, le médiateur-décideur doit prévoir un **délai minimal de 30 jours** entre la date d'envoi de l'avis de convocation et la date d'audience.
- Si une partie demande une remise à la suite de la réception de l'avis de convocation, elle devra démontrer un motif sérieux.

2 Le médiateur-décideur se réfère à la section *Préparation de l'intervention – Volet décision*, sous-section « Demandes de remise », à la page 9, et effectue les adaptations nécessaires

Avis de convocation

- L'avis de convocation doit être transmis aux parties et à leur représentant, le cas échéant.
- Lorsque des dossiers de plusieurs travailleurs sont regroupés pour une seule audience, les avis de convocation doivent être adressés aux travailleurs individuellement. De plus, les avis de convocation ne peuvent contenir des renseignements concernant les plaintes des autres travailleurs.
- Le médiateur-décideur peut convoquer les parties uniquement sur les critères de recevabilité ou sur l'objet de la plainte.
- L'avis de convocation est transmis par courrier régulier. Il peut exceptionnellement être transmis par courrier recommandé lorsque la situation le requiert.
- Si une partie dûment convoquée ne se présente pas à l'audience et qu'elle n'a pas fait connaître de motif valable justifiant son absence ou qu'elle refuse de se faire entendre, le médiateur-décideur peut néanmoins tenir l'audience et rendre une décision.

Lieu de l'audience

- L'audience est tenue en présence au bureau de la région à laquelle appartient le dossier de plainte, sauf exception, ou en mode virtuel.

Citation à comparaître

(Subpœna)

- Lorsqu'il émet une citation à comparaître à la demande d'une partie, le médiateur-décideur inscrit le nom du témoin avant de signer la citation. La partie demanderesse remplit et notifie la citation à comparaître à ses frais et a la charge d'en prouver la date de notification.
- La citation à comparaître doit être notifiée **au moins 10 jours avant la comparution.**
- Lorsqu'un témoin, après avoir été dûment assigné, refuse ou néglige de se présenter devant un médiateur-décideur, c'est à la partie qui requiert la présence du témoin qu'il incombe d'entreprendre une démarche pour obtenir un mandat d'amener. L'audience pourrait être ajournée pour lui permettre de le faire. Le médiateur-décideur fixerait alors une nouvelle date d'audience dans un **délai maximal de quatre mois**. La même démarche s'applique lorsque la citation à comparaître requiert qu'un document soit apporté à l'audience par une partie ou par un témoin (subpœna duces tecum).
- S'il a lui-même assigné le témoin en vertu de ses pouvoirs d'enquête et que ce dernier ne s'est pas présenté à l'audience, le médiateur-décideur doit alors s'adresser à l'avocat de la Direction générale des affaires juridiques de la CNESST pour entreprendre les procédures appropriées à la Cour supérieure afin que le témoin puisse rendre témoignage. Cette même démarche s'applique lorsqu'il s'agit d'un document.

Conférence préparatoire

- La conférence préparatoire peut permettre de définir les questions à débattre lors de l'audience, de clarifier et de préciser les conclusions recherchées, d'inviter les parties à admettre certains faits ou d'en faire la preuve par déclaration sous serment et de planifier le déroulement de la procédure et de la preuve lors de l'audience.
- Elle peut se tenir par téléphone ou en présence des parties.
- Une convocation écrite est transmise aux parties et à leur représentant, le cas échéant.
- Un procès-verbal de la conférence doit être rédigé par le médiateur-décideur et signé par les parties. Si la conférence a eu lieu par téléphone, le procès-verbal rédigé par le médiateur-décideur fait foi de son contenu à moins qu'une opposition soit déposée à la CNESST dans un **délai de 10 jours** suivant la notification aux parties.

Demandes de remise

Principes généraux

- Lorsqu'il est saisi d'une demande de remise, le médiateur-décideur analyse les motifs soumis par les parties et évalue les conséquences.
- La demande de remise doit reposer sur un motif sérieux.
- La remise constitue une pratique exceptionnelle qui doit respecter les règles de justice naturelle.
- Une remise n'est pas automatiquement autorisée par le médiateur-décideur du seul fait du consentement des parties.
- Lorsqu'une remise a été autorisée, le médiateur-décideur effectue un suivi rigoureux auprès des parties.

Procédure

La demande de remise peut se faire avant l'audience par téléphone ou par tout autre moyen. Le médiateur-décideur doit toutefois s'assurer que l'autre partie est informée de la demande afin d'obtenir ses commentaires et ses objections s'il y a lieu.

S'il refuse la demande de remise, le médiateur-décideur informe les parties par téléphone et inscrit les motifs expliquant son refus dans les notes administratives du dossier. Il n'a pas à rendre sa décision par écrit.

S'il autorise la remise, le médiateur-décideur inscrit le motif dans les notes administratives et fixe une nouvelle date d'audience tout en n'excédant pas un **délai maximal de quatre mois** à compter de la date d'audience initiale.

Si des circonstances exceptionnelles empêchent une partie de présenter la demande de remise avant l'audience, celle-ci pourra être adressée au médiateur-décideur en début d'audience.

Motifs de remise

Médiation en cours

Le fait d'invoquer une médiation entre les parties ne constitue pas en soi un motif valable de remise. Toutefois, dans un tel cas, le médiateur-décideur interroge les parties pour évaluer s'il convient ou non de reporter l'audience.

S'il accepte de reporter l'audience, il fixe une date de suivi avec les parties dans un **délai maximal de 30 jours**. Lors de ce suivi, s'il constate qu'aucune entente n'est intervenue entre les parties, le médiateur-décideur fixe une nouvelle date d'audience en n'excédant pas un **délai maximal de quatre mois**.

Audience à venir au Tribunal administratif du travail (TAT)

L'attente d'une décision du TAT ou d'une contestation d'une décision de la CNESST ne constitue pas en soi un motif de remise. Le médiateur-décideur évalue les conséquences du motif sur la plainte avant de décider.

Une convocation au TAT antérieure à l'audience fixée par le médiateur-décideur ou une convocation devant un tribunal judiciaire de droit commun (Cour supérieure) peut être un motif sérieux pour accorder une remise.

Audience à venir en vertu d'une autre loi

Si une audience est prévue devant une autre instance pour le même litige, le médiateur-décideur peut autoriser une remise si les parties y consentent. Il effectue alors un suivi auprès des parties après la date prévue de cette audience pour savoir si l'audience a été tenue.

Si l'une des parties s'oppose à la demande de remise, le médiateur-décideur évalue les motifs avant d'autoriser ou de refuser la remise.

Absence de représentant

Le droit d'être représenté est protégé par la Charte des droits et libertés de la personne. Si une partie demande une remise au motif qu'elle n'a pas de représentant et qu'elle souhaite être représentée, le médiateur-décideur doit autoriser la remise lorsqu'elle est demandée pour la première fois.

Non-disponibilité d'une partie, d'un représentant ou d'un témoin

La date d'audience ayant été fixée avec les parties en fonction de leurs disponibilités respectives, la demande de remise doit reposer sur un motif sérieux. Le médiateur-décideur évalue si la partie qui demande la remise a déployé les efforts nécessaires pour procéder à la date déjà fixée. Le médiateur-décideur tient compte de la nature et de la complexité de l'affaire.

Manque de temps pour préparer l'audience

Dans les cas où un représentant est nouvellement mandaté, le médiateur-décideur tient compte de la nature et de la complexité de l'affaire avant d'autoriser ou de refuser la remise.

Avis de convocation péremptoire

L'avis de convocation péremptoire est une mesure exceptionnelle qui exclut toute demande ultérieure de remise. Le médiateur-décideur tiendra l'audience même en l'absence d'une partie.

Une date péremptoire d'audience est généralement fixée à la suite de plusieurs remises et notamment lorsqu'une partie utilise des moyens dilatoires pour éviter de procéder à l'audience.

Demandes de récusation

Une demande de récusation doit être entendue dans le cadre de l'audience.

Le médiateur-décideur visé par cette demande entend les représentations des parties. Il peut rendre sa décision séance tenante ou prendre la demande en délibéré. Dans tous les cas, il doit rendre une décision écrite sur la demande de récusation.

En cas de contestation de l'une ou l'autre des parties quant à sa décision sur la demande de sa récusation, le médiateur-décideur peut entendre la preuve et la plaidoirie des parties sur le fond du litige.

Réalisation de l'intervention – Volet décision

Décision à la suite de la renonciation des parties à la tenue de l'audience

- Lors d'une demande conjointe des parties de renonciation à l'audience, le médiateur-décideur transmet une lettre aux parties afin de confirmer leur renonciation. Il les informe du délai pour transmettre leur argumentation écrite et du moment où la cause sera mise en délibéré.
- Lorsqu'une argumentation écrite est produite par l'une des parties ou les deux, le médiateur-décideur s'assure qu'une copie a été transmise à l'autre partie et il en prend connaissance avant de rendre sa décision.
- Le médiateur-décideur rend une décision écrite en fonction de la preuve documentaire contenue au dossier et des argumentations écrites, le cas échéant.
- Lorsqu'une seule partie renonce à la tenue d'une audience, le médiateur-décideur doit vérifier auprès de l'autre partie si elle souhaite être entendue en audience. Le cas échéant, l'audience doit être tenue.

Jour de l'audience

Si les parties le souhaitent, le médiateur-décideur leur accorde une période de temps limitée pour qu'une tentative de médiation ait lieu, en son absence. Si la médiation réussit, le médiateur-décideur peut participer à la rédaction de l'entente. Si la tentative de médiation échoue, le médiateur-décideur procède à la tenue de l'audience.

Toutefois, si l'entente n'est pas signée le jour même, le médiateur-décideur fixe avec les parties une nouvelle date d'audience tout en n'excédant pas un **délai maximal de quatre mois**. De plus, le médiateur-décideur s'entend avec les parties et confirme par écrit la date à laquelle elles lui transmettront l'entente.

Lors de la tenue de l'audience, le médiateur-décideur s'assure que le dossier d'indemnisation ou de prévention-inspection est facilement accessible, pour s'y référer au besoin.

Le dossier d'indemnisation ou de prévention-inspection ne doit pas être déposé intégralement par le médiateur-décideur, afin d'assurer la protection des renseignements confidentiels et de respecter les règles d'accès au dossier.

Toutefois, s'il souhaite se référer à une pièce, le médiateur-décideur doit permettre aux parties d'en prendre connaissance et d'avoir la possibilité de s'exprimer sur la pièce.

Enregistrement de l'audience

Par le médiateur-décideur

Le médiateur-décideur n'a pas l'obligation d'enregistrer l'audience, et les parties ne peuvent l'y contraindre.

Par l'une des parties

Une partie peut procéder à un enregistrement audio de l'audience par ses propres moyens et à ses frais. L'autre partie peut demander une copie de l'enregistrement, auquel cas elle devra en assumer les frais. Le médiateur-décideur peut demander une copie de l'enregistrement et ordonner à la partie qui a procédé à celui-ci de la lui remettre sans frais. Il n'y a pas d'obligation de conserver une copie de cet enregistrement au dossier de plainte.

Si l'autre partie s'oppose à l'enregistrement, le médiateur-décideur entend les parties quant à cette objection et rend une décision séance tenante.

Même en l'absence d'objection, il appartient au médiateur-décideur de déterminer si l'enregistrement peut nuire au bon déroulement de l'audience.

La procédure relative aux frais d'enregistrement s'applique également pour la transcription sténographique.

En aucun cas une partie ne peut procéder à l'enregistrement vidéo de l'audience.

Langue d’usage et interprète lors de l’audience

Les parties peuvent s’exprimer dans l’une des deux langues officielles, soit le français ou l’anglais.

Une partie qui ne comprend pas la langue officielle utilisée peut avoir recours à un interprète. Elle doit alors en assumer les frais.

La partie qui souhaite s’exprimer dans toute autre langue que le français ou l’anglais doit assumer les frais d’interprète pour la durée de l’audience.

Le médiateur-décideur s’assure que l’interprète est en mesure de faire la traduction. L’interprète prête serment qu’il fera cette traduction fidèlement.

En cas d’objection de l’une des parties quant à la personne proposée à titre d’interprète, le médiateur-décideur entend les parties et rend sa décision séance tenante.

Il appartient au médiateur-décideur de choisir la langue officielle dans laquelle il s’exprimera lors de l’audience.

L'Audience

Le médiateur-décideur n'est pas tenu de suivre les règles de procédure civile. Il doit respecter les règles de justice naturelle, lesquelles sont le droit d'être entendu, la règle d'impartialité, l'existence d'une preuve et l'obligation de motiver sa décision.

Déroulement de l'audience

Présentation et formalités d'usage

L'ouverture de l'audience se fait par la présentation des parties et de leurs représentants, le cas échéant.

Le médiateur-décideur explique aux parties le déroulement général de l'audience ainsi que les règles de fonctionnement; les parties auront à tour de rôle l'occasion de se faire entendre, de produire leurs preuves et d'argumenter, et ce, dans le respect des droits de chacun.

Le médiateur-décideur peut ordonner l'exclusion des témoins, de son propre chef ou à la demande d'une partie.

Présentation de la plainte

Le médiateur-décideur circonscrit le litige en faisant la lecture de la plainte. En début d'audience, le travailleur peut demander l'amendement de sa plainte. Le médiateur-décideur devra, après avoir entendu les commentaires de l'employeur, se prononcer sur la recevabilité de l'amendement souhaité. L'amendement ne constitue pas une nouvelle plainte.

Il s'assure que tous comprennent l'objet de la plainte ainsi que la ou les ordonnances recherchées.

Le médiateur-décideur informe les parties des articles de loi applicables et des critères de recevabilité de la plainte.

Admission de faits

Le médiateur-décideur peut s'enquérir auprès des parties des admissions possibles.

Il pourrait y avoir admission, par exemple, que le travailleur occupe ou occupait un emploi chez l'employeur, sur la date du dépôt de la plainte ou sur le dépôt d'une réclamation pour lésion professionnelle.

Assermentation des témoins

Les témoins qui sont entendus à l'audience doivent être assermentés.

Objections

La partie qui soulève une objection doit en exposer les motifs.

Après avoir entendu les représentations des parties, le médiateur-décideur peut :

- répondre immédiatement à l'objection ;
- prendre l'objection en délibéré. Dans ce cas, l'objection est considérée à ce point importante ou complexe que le médiateur-décideur croit approprié et nécessaire d'y réfléchir et de trouver une réponse avant de continuer sur le fond du litige ;
- prendre l'objection sous réserve, c'est-à-dire qu'il peut accepter d'entendre la preuve et la plaidoirie des parties sur le fond du litige, sans cependant présumer de l'acceptation ou du refus de l'objection à ce stade.

1. Objections préliminaires

L'objection préliminaire est un moyen d'exception, basé sur un point de droit, dont l'objectif est d'obtenir une décision sur la recevabilité de la plainte sans avoir à entendre la preuve sur le fond du litige.

- **Objection à la juridiction du médiateur-décideur**
  Lorsqu'une audience est tenue et que l'employeur allègue qu'il est de compétence fédérale, il est recommandé de prendre l'objection en délibéré.

  Il est suggéré de prendre l'objection en délibéré après avoir entendu la preuve sur cette question si l'employeur allègue :

  - que le travailleur s'est désisté ou qu'il y a eu entente ;
  - que la plainte est devenue sans objet, ou que le litige relève de la convention collective ou d'un arbitre de grief ;
  - qu'il y a litispendance ou chose jugée.

- **Objection sur les critères de recevabilité de la plainte**
  Le médiateur-décideur peut prendre cette objection sous réserve ou en délibéré après avoir entendu la preuve sur cette question.

- **Objection quant à la nature de la plainte**
  L'employeur allègue par exemple que, compte tenu de sa rédaction, il ne s'agit pas d'une plainte ou qu'elle est incomplète.

  Le médiateur-décideur doit prendre cette objection sous réserve après avoir entendu la preuve sur cette question.

2. Objections à la production d'une preuve

Le médiateur-décideur est tenu de suivre des règles souples et sans formalisme. Une preuve peut être admissible du moment qu'elle est pertinente, et ce, dans le respect de certaines règles de l'administration de la preuve. Toutefois, certaines objections à la preuve pourraient être soulevées pour les motifs suivants.

- **Objection à la preuve au motif qu'elle n'est pas pertinente**
  Il est recommandé de prendre une telle objection sous réserve.

  Un fait est pertinent dans la mesure où il a une influence sur le débat et risque d'avoir une influence sur la décision.

- **Objection au dépôt d'une preuve qui prend une partie par surprise**

  Une preuve ne doit pas être rejetée au simple motif qu'elle prend une partie par surprise. Il faut lui permettre d'en prendre connaissance et de faire des représentations sur cette preuve.

- **Objection au dépôt d'une preuve au motif qu'elle a été illégalement obtenue**

  Dans un premier temps, le médiateur-décideur doit entendre les parties sur la pertinence de cette preuve.

  Dans un second temps, si la notion d'atteinte aux droits et libertés fondamentaux est soulevée, la partie qui réclame l'exclusion de la preuve doit démontrer que l'admission de celle-ci est de nature à déconsidérer l'administration de la justice. Le cas échéant, le médiateur-décideur doit d'office rejeter tout élément de preuve obtenu dans ces conditions.

- **Objection à la preuve pour un motif de confidentialité**

  Toute personne a droit au respect de sa vie privée ainsi qu'au respect du secret professionnel en vertu des articles 5 et 9 de la Charte des droits et libertés de la personne.

  Il est suggéré de prendre une telle objection sous réserve.

- **Objection à la preuve au motif qu'elle constitue un ouï-dire**

  Le médiateur-décideur peut se prononcer immédiatement sur cette objection ou la prendre sous réserve. Le ouï-dire est admissible si le moyen de preuve offre des garanties raisonnables de fiabilité et si toutes les parties ont la possibilité de le contredire ou de le corriger. Il appartiendra par ailleurs au médiateur-décideur de se faire une opinion sur sa fiabilité et d'en évaluer la force probante.

- **Objection à la preuve au motif que la question posée en interrogatoire est suggestive**

  Étant maître de la procédure, le médiateur-décideur peut désapprouver et intervenir auprès d'un représentant qui pose une question de manière suggestive. Il n'a pas l'obligation d'interdire les questions suggestives en interrogatoire. Cependant, il peut demander au représentant de reformuler sa question et, si ce dernier la maintient, l'aviser qu'il devra évaluer la force probante de cette preuve.

Preuve reçue après l'audience

La partie qui veut déposer une preuve après l'audience ne peut le faire qu'avec l'accord préalable du médiateur-décideur. La partie qui dépose le document doit en transmettre une copie à l'autre partie. Le médiateur-décideur accorde un délai raisonnable aux parties pour la transmission de cette preuve et de la réplique, le cas échéant.

Après ce délai, le médiateur-décideur met le dossier en délibéré.

Rédaction du procès-verbal

Le médiateur-décideur rédige un procès-verbal afin d'y consigner les informations relatives à l'audience. Les parties peuvent obtenir une copie du procès-verbal si elles en font la demande auprès du médiateur-décideur.

Rédaction de la décision, le délai, la traduction et la publication

Lorsque la preuve des parties est complétée et que le dossier est mis en délibéré, le médiateur-décideur doit rendre sa décision.

Règles de rédaction

En vertu de l'article **354** de la LATMP, la décision du médiateur-décideur doit être écrite, motivée et notifiée aux parties.

Pour bien motiver sa décision, le médiateur-décideur devra :

- définir ou cerner l'objet du litige ;
- décrire les faits pertinents qui soutiennent la conclusion ;
- analyser les questions essentielles à la solution du litige ;
- énoncer les principes ou règles de droit sur lesquels se fonde la décision ;
- conclure avec un dispositif approprié ;
- déterminer le quantum, le cas échéant.

Délai pour rendre la décision

L'article **262** de la LATMP prévoit que la décision doit être rendue dans les **30** jours de la plainte.

La jurisprudence a établi que le délai prévu en vertu de l'article **262** de la LATMP n'est pas impératif. Toutefois, il est recommandé que les médiateurs-décideurs rendent leur décision dans les plus brefs délais après avoir mis le dossier en délibéré.

Traduction de la décision

Lorsque l'une ou l'autre des parties demande la traduction de la décision avant qu'elle ne soit rendue et transmise aux parties, le médiateur-décideur se réfère à la Politique de la CNESST en matière de langue pour traiter cette demande. S'il doit en transmettre une, le médiateur-décideur ne doit pas signer la traduction de la décision. La décision en français ainsi que la traduction doivent être transmises en même temps aux parties. Si la traduction est demandée après la transmission de la décision aux parties, la traduction doit porter la même date que la décision d'origine.

Publication de la décision

Depuis le **29** novembre **2009**, la CNESST a l'obligation de rendre publiques les décisions rendues par les médiateurs-décideurs en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels. Les décisions des médiateurs-décideurs peuvent être consultées sur le site Web au **www.citoyens.soquij.qc.ca**.

Le rôle et les responsabilités du médiateur décideur

Les médiateurs-décideurs sont désignés par la CNESST pour intervenir lors de plaintes déposées en vertu de l'article **32** de la LATMP ou de l'article **227** de la LSST.

Le rôle du médiateur-décideur consiste à soutenir les parties dans leur démarche de médiation en les rapprochant et en les aidant à trouver une solution au litige qui les oppose.

Si elles n'arrivent pas à s'entendre et que le travailleur maintient sa plainte, le médiateur-décideur convoque les parties à une audience.

Puisque la CNESST exerce une juridiction qui lui est exclusive en vertu de la LATMP et de la LSST, le conseil d'administration, conformément à l'article **172** de la LSST, procède par résolution à une délégation de pouvoirs aux personnes nommées à la fonction de médiateur-décideur dont la juridiction s'exerce sur tout le territoire du Québec. Elles sont investies des pouvoirs et de l'immunité des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête. Aux termes de cette loi, les médiateurs-décideurs peuvent par tous les moyens légaux s'enquérir des preuves pertinentes afin de rendre leur décision. Cette délégation de pouvoirs est nécessaire pour que le médiateur-décideur tienne une audience et rende une décision.

Les médiateurs-décideurs exercent des pouvoirs quasi judiciaires et à ce titre, en vertu de la Charte des droits et libertés de la personne, ils sont tenus de respecter les règles de justice naturelle, lesquelles sont le droit d'être entendu, la règle d'impartialité, l'existence d'une preuve et l'obligation de motiver sa décision.

En raison du caractère d'ordre public de la LATMP et de la LSST, les médiateurs-décideurs sont appelés à vérifier la légalité des dispositions d'une convention collective par rapport à ces lois.

Au terme de l'audience, les médiateurs-décideurs rendent une décision écrite et motivée.

Le rôle et les responsabilités du chef d'équipe

Assigner les dossiers de plainte au médiateur-décideur

- Répartir les dossiers de plainte en tenant compte des critères d'assignation retenus.

Soutenir le médiateur-décideur dans le développement de ses compétences

- Accompagner le nouveau médiateur-décideur tout au long de son intégration à la fonction.
- Déterminer les besoins de formation en collaboration avec le médiateur-décideur.
- Élaborer, en collaboration avec le gestionnaire, un plan d'action visant l'amélioration des compétences.
- Accompagner le médiateur-décideur et participer au développement de ses habiletés.
- Effectuer une rétroaction orientée sur l'amélioration de ses compétences.

Soutenir le gestionnaire dans le suivi des dossiers de plainte, de la planification annuelle régionale et de l'atteinte des résultats

- Informer le gestionnaire de toute situation problématique touchant la CNESST.
- Faire part au gestionnaire des situations particulières concernant les dossiers et participer à la recherche de solutions.
- Participer au suivi des charges de travail.
- Effectuer des activités d'assurance-qualité et déterminer les correctifs à apporter.
- Soutenir le gestionnaire quant aux attentes organisationnelles et aux résultats visés.

Le rôle et les responsabilités du gestionnaire

Élaborer la planification régionale en collaboration avec le directeur régional

Effectuer un suivi des dossiers de plainte ainsi que la planification

- S'assurer que les dossiers de plainte sont répartis équitablement entre les médiateurs-décideurs.
- Effectuer un suivi quant à l'application du cadre d'intervention en médiation-décision, des orientations et des politiques de la CNESST.
- Établir des mécanismes de suivi, de soutien et de contrôle.
- Effectuer un suivi des activités d'assurance qualité.
- Participer à la mise en œuvre des activités liées à la médiation-décision.
- Travailler en collaboration avec le chef d'équipe.
- Analyser les indicateurs de gestion.
- Évaluer l'atteinte des résultats et rétroagir auprès des médiateurs-décideurs.
- Participer à l'élaboration des Tables des médiateurs-décideurs.
- Prévenir le directeur régional de toute situation touchant la CNESST.
- Répondre aux demandes d'information sur les interventions réalisées par les médiateurs-décideurs.
- Traiter toute autre demande d'information ou plainte provenant de la clientèle.

Soutenir et favoriser le développement des compétences des médiateurs-décideurs

- En collaboration avec le chef d'équipe, déterminer les forces et les points à améliorer pour chacun des médiateurs-décideurs.
- Déterminer les moyens de favoriser le développement des compétences.
- Élaborer un plan d'action et en faire le suivi.
- Rétroagir auprès des médiateurs-décideurs.

Conclusion

Ce cadre est un outil de référence sur le processus de traitement d'une plainte déposée en vertu de l'article **32**, de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ou de l'article **227** de la Loi sur la santé et la sécurité du travail.

Il vise à assurer la cohérence des interventions en médiation-décision. Son application s'avère déterminante pour l'intégration des bonnes pratiques.



Pour nous joindre
cnesst.gouv.qc.ca
1 844 838-0808

DC200-243-5

Politique 6.02
La demande de révision, les recours spécifiques et la contestation

Objectif

Distinguer le cheminement des recours prévus par la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* et préciser certaines règles s'appliquant à une demande de révision soumise à la CNESST et à une contestation devant le Tribunal administratif du travail

Cadre juridique

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (LATMP), articles 32, 60, 179, 180, 180.1, 224.1, 233, 233.7, 242, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 260, 261, 262, 263, 264, 280.11, 280.14, 358 à 358.5, 359, 359.1, 360, 361, 362, 363, 364, 450

Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST), articles 37 à 37.3,

Loi instituant le Tribunal administratif du travail (LITAT), articles 1, 6, 47, 49, 51

Loi sur l'assurance automobile (LAA)

Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (LAPVIC)

Loi visant à favoriser le civisme (LVFC)

Règlement sur la détermination du taux d'intérêt applicable aux fins des articles 60, 90, 135, 261 et 364 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, RLRQ, c. A -3.001, r. 6

Résumé de la politique

Une personne qui se croit lésée par une décision de la CNESST peut en demander la révision. Cependant, la personne ne peut pas demander la révision d'une question d'ordre médical sur laquelle la CNESST est liée, de renseignements obtenus du professionnel de la santé qui a charge du travailleur dans le cadre d'une assignation temporaire, y compris les limitations fonctionnelles temporaires, d'une décision rendue en vertu de la section III du chapitre VII de la LATMP ou du refus de la CNESST de reconsidérer une décision pour corriger toute erreur.

Une personne qui se croit lésée par une décision rendue à la suite d'une révision, peut la contester devant le Tribunal administratif du travail qui statue, à l'exclusion de tout autre tribunal, sur les recours en matière d'indemnisation et de réadaptation, de prévention et de financement.

Une personne qui se croit lésée par une décision de la CNESST rendue à la suite d'un avis du Bureau d'évaluation médicale, à la suite d'un avis du comité spécial des maladies professionnelles pulmonaires ou à la suite d'un rapport du comité des maladies professionnelles oncologiques peut, à son choix, demander la révision de cette décision ou la contester devant le Tribunal administratif du travail.

Les questions d'ordre médical, la plainte soumise en vertu de l'article 32 de la LATMP, les décisions conjointes CNESST-SAAQ, les décisions conjointes CNESST-IVAC, l'assignation temporaire et l'affectation de la travailleuse enceinte ou qui allaite font l'objet d'un cheminement particulier.

Les décisions rendues par la CNESST concernant l'autorisation d'un fournisseur en vertu de la section I du chapitre VIII.1 de la LATMP et celles rendues en application de la section II de ce chapitre relativement au paiement ne sont pas visées par la présente politique.

Chapitre VIII.1, « Fournisseurs », de la LATMP

Énoncés de la politique

1. Demande de révision et contestation devant le Tribunal administratif du travail

1.1 Demande de révision

Une personne qui se croit lésée par une décision de la CNESST rendue en vertu de la LATMP peut, dans les 30 jours de sa notification, en demander la révision. Cette demande de révision doit être faite par écrit et exposer brièvement les motifs sur lesquels elle s'appuie ainsi que l'objet de la décision sur laquelle elle porte. Le délai prévu peut être prolongé s'il est démontré par un motif raisonnable que la demande de révision n'a pu être faite dans le délai prescrit.
LATMP, article 358
LATMP, article 358.1
LATMP, article 358.2

Après avoir donné l'occasion aux parties de présenter leurs observations, la CNESST décide sur dossier. Elle peut confirmer, infirmer ou modifier la décision et, s'il y a lieu, rendre la décision qui, à son avis, aurait dû être rendue. La décision doit être écrite, motivée et notifiée aux parties avec mention de leur droit de la contester devant le Tribunal administratif du travail et du délai pour ce faire.
LATMP, article 358.3
LATMP, article 358.5

Un refus de la CNESST de reconsidérer sa décision, pour motif de toute erreur, ne peut faire l'objet d'une demande de révision. Cette décision est finale et sans appel.
LATMP, article 358
Voir politique 6.01 : *La reconsidération d'une décision*

Une personne peut contester devant le Tribunal administratif du travail la décision dont elle a demandé la révision si la CNESST n'a pas finalisé de la demande dans les 90 jours suivant sa réception. Lorsque la personne qui a demandé la révision a requis un délai pour présenter ses observations ou pour produire des documents, le délai de 90 jours commence à partir de cette présentation ou de cette production.
LATMP, article 359

Si une décision de la CNESST fait l'objet d'une demande de révision par les deux parties, et qu'une partie désire se prévaloir de son droit de contester devant le Tribunal administratif du travail à l'expiration du délai de 90 jours, elle doit s'assurer que l'autre partie désire également contester au même moment, car le Tribunal administratif du travail doit déférer l'affaire à la CNESST tant qu'il y aura une révision en cours dans le même dossier.
LATMP, article 359

1.2 Cas permettant de choisir entre la demande de révision ou la contestation devant le Tribunal administratif du travail

Une personne qui se croit lésée par une décision rendue par la CNESST peut, à son choix, en demander la révision dans les 30 jours de sa notification ou la contester devant le Tribunal administratif du travail dans les 60 jours de sa notification dans les cas suivants :

- lorsque la décision est rendue à la suite d'un avis rendu par le Bureau d'évaluation médicale qui porte sur un sujet visé aux paragraphes 1º à 5º du premier alinéa de l'article 212;
- lorsque la décision est rendue à la suite d'un avis rendu par un comité spécial qui porte sur un sujet visé au deuxième alinéa de l'article 230 dans le cas d'une maladie professionnelle pulmonaire;
- lorsque la décision est rendue à la suite d'un rapport produit par un comité des maladies professionnelles oncologiques, qui porte sur un sujet visé au deuxième alinéa de l'article 233.5 dans le cas d'une maladie professionnelle oncologique.

Lorsqu'une décision fait simultanément l'objet d'une demande de révision et d'une contestation devant le Tribunal administratif du travail, ce dernier défère l'affaire à la CNESST pour qu'elle rende sa décision.
LATMP article 360
Voir politique 7.02 : *Le recours au Bureau d'évaluation médicale*
Voir politique 1.02 : *L'admissibilité de la lésion professionnelle*

2. Recours spécifiques

2.1 Question d'ordre médical

Une personne ne peut demander la révision d'une question d'ordre médical sur laquelle la CNESST est liée (diagnostic, date ou période de consolidation, soins ou traitements prescrits, atteinte permanente, limitations fonctionnelles). Les questions d'ordre médical doivent d'abord faire l'objet d'un recours au Bureau d'évaluation médicale.
LATMP article 358
Voir politique 7.02 : *Le recours au Bureau d'évaluation médicale*

La CNESST est liée par l'avis rendu par le membre du Bureau d'évaluation médicale, par le comité spécial des présidents dans les cas de maladies professionnelles pulmonaires et par le rapport du comité des maladies professionnelles oncologiques. Elle rend une décision fondée sur cet avis ou ce rapport.
LATMP, article 224.1
LATMP, article 233
LATMP, article 233.7

2.2 Plainte pour congédiement, suspension, déplacement, mesures discriminatoires ou de représailles et pour non-réintégration dans un emploi contrairement à une décision de la CNESST

Le travailleur qui croit avoir été congédié, suspendu, déplacé ou avoir été l'objet de mesures discriminatoires ou de représailles ou qui n'a pas été réintégré dans un emploi contrairement à une décision de la CNESST parce qu'il a subi une lésion professionnelle ou à cause de l'exercice d'un droit que lui confère la LATMP peut recourir à la procédure de griefs prévue par la convention collective qui lui est applicable ou soumettre une plainte à la CNESST. Dans ce cas, la CNESST doit vérifier que le travailleur n'a pas cumulé les deux recours pour le même objet.
LATMP, article 32

Le travailleur dont l'employeur refuse de lui verser, en tout en en partie, le paiement des 14 premiers jours complets suivant le début de son incapacité peut soumettre une plainte à la CNESST en vertu de l'article 32 de la LATMP.
LATMP, article 60
Voir politique 2.01 : *Le droit à l'indemnité de remplacement du revenu*

L'employeur verse au travailleur qui fait le travail qu'il lui assigne temporairement le salaire et les avantages liés à son emploi et dont il bénéficierait s'il avait continué à l'exercer.

Lorsque l'assignation temporaire du travailleur comporte un nombre d'heures inférieur à celui qu'il fournit habituellement dans le cadre de son emploi, l'employeur verse au travailleur le salaire et les avantages liés à son emploi, conformément à l'option qu'il a choisie parmi les suivantes :

1° *le même salaire et les mêmes avantages dont le travailleur bénéficierait s'il avait continué à exercer son emploi;*

2° *le salaire et les avantages dont le travailleur bénéficierait s'il avait continué à exercer son emploi, mais uniquement pour les heures de travail que comporte l'assignation temporaire.*

Le travailleur en assignation temporaire qui considère que son employeur ne lui verse pas le salaire et les avantages liés à son emploi peut soumettre une plainte à la CNESST en vertu de l'article 32 de la LATMP.
LATMP, article 180
Voir politique 3.06 : *L'assignation temporaire*

Le travailleur qui réintègre son emploi ou un emploi équivalent et qui considère que son employeur ne lui verse pas le salaire et les avantages aux mêmes taux et conditions que ceux dont il bénéficierait s'il avait continué à exercer son emploi pendant son absence peut soumettre une plainte à la CNESST en vertu de l'article 32 de la LATMP.
LATMP, article 242
Voir politique 3.01 : *Le droit au retour au travail*

La CNESST a la compétence exclusive pour disposer de toute plainte faite en vertu de l'article 32 de la LATMP.
LATMP, article 252

Plainte écrite

La plainte en vertu de l'article 32 doit être faite par écrit dans les 30 jours de la connaissance par le travailleur de l'acte, de la sanction ou de la mesure dont il se plaint. Le travailleur doit transmettre une copie de la plainte à l'employeur.
LATMP, article 32
LATMP, article 253

Si le travailleur qui soumet une plainte y consent, la CNESST peut tenter de concilier ce travailleur et son employeur.
LATMP, article 254

Si une entente n'est pas possible, la CNESST doit, après la tenue d'une audience, rendre une décision écrite et motivée. Cette décision a effet immédiatement même si elle est contestée devant le Tribunal administratif du travail. L'employeur doit se conformer à la décision dans les 8 jours de sa notification.
LATMP, article 262
LATMP, article 263

Présomption légale

Lorsque la sanction ou la mesure visée dans l'article 32 survient dans les six mois de la date où le travailleur a subi une lésion professionnelle, ou de la date où il a exercé un droit que lui confère la LATMP, il y a présomption que la sanction lui a été imposée ou que la mesure a été prise contre lui parce qu'il a subi une lésion professionnelle ou a exercé ce droit.

Dans ce cas, il incombe à l'employeur de démontrer, à la satisfaction de la CNESST, qu'il a imposé cette sanction ou cette mesure à l'égard du travailleur pour une autre cause juste et suffisante. La cause doit être sérieuse et véritable, par opposition à un prétexte. Cependant, la CNESST ne se prononce pas sur le caractère disproportionné de la sanction ou de la mesure par rapport à sa cause.
LATMP, article255

Ordonnance de réintégration provisoire

Si la présomption prévue à l'article 255 en faveur du travailleur s'applique, la CNESST peut ordonner à l'employeur de réintégrer le travailleur dans son emploi ou dans un emploi équivalent ou dans un emploi convenable disponible qu'elle a préalablement déterminé avec tous ses droits et privilèges et de lui verser son salaire et les autres avantages liés à l'emploi jusqu'à ce qu'elle dispose de la plainte.
LATMP, article 256

Ordonnances

Lorsque la CNESST rend sa décision, elle peut ordonner à l'employeur de réintégrer le travailleur dans son emploi ou dans un emploi équivalent ou dans un emploi convenable disponible qu'elle a préalablement déterminé avec tous ses droits et privilèges. Elle peut ordonner d'annuler une sanction ou de cesser d'exercer des mesures discriminatoires ou de représailles à l'égard du travailleur et de verser à ce dernier l'équivalent du salaire et des avantages dont il a été privé.
LATMP, article 257

Le montant que la CNESST ordonne de verser est dû pour toute la période comprise entre le moment où l'employeur aurait dû réintégrer le travailleur ou le maintenir dans son emploi ou lui assigner un emploi, selon le cas, et celui de l'exécution de l'ordonnance ou du défaut du travailleur d'occuper l'emploi désigné.

Si le travailleur a occupé un autre emploi pendant cette période, le salaire qu'il a gagné doit être déduit.

Si le travailleur a reçu une indemnité de remplacement du revenu, elle doit être déduite de ce montant et remboursée à la CNESST par l'employeur.
LATMP, article 260

Lorsqu'elle ordonne à l'employeur de verser l'équivalent du salaire et des avantages dont le travailleur a été privé, la CNESST peut aussi ordonner le paiement d'un intérêt sur le montant dû, à compter du dépôt de la plainte. Le taux de cet intérêt est déterminé suivant les règles établies par règlement. Cet intérêt est capitalisé quotidiennement.
LATMP, article 261
Règlement sur la détermination du taux d'intérêt applicable aux fins des articles 60, 90, 135, 261 et 364 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*

Une décision ou une ordonnance rendue à la suite d'une plainte soumise en vertu de l'article 32 de la LATMP est contestée directement devant le Tribunal administratif du travail.
LATMP, article 359.1

2.3 Décision conjointe CNESST-SAAQ

Une personne qui se croit lésée par une décision rendue conjointement par la CNESST et la Société de l'assurance automobile du Québec peut, à son choix, la contester suivant la LATMP ou suivant la *Loi sur l'assurance automobile*. La décision conjointe peut donc être contestée devant le Tribunal administratif du travail ou devant le Tribunal administratif du Québec. Le recours formé en vertu d'une de ces lois empêche le recours en vertu de l'autre et la décision alors rendue lie les deux organismes.
LATMP, article 450
Voir politique 1.06 : *Les dispositions concurrentes : lois, ententes, conventions collectives*

2.3.1 Décision conjointe de la CNESST et de l'Indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC)

Une personne qui se croit lésée par une décision rendue conjointement par la CNESST et l'IVAC peut, à son choix, la contester suivant la LATMP ou suivant la LVFC ou la LAPVIC. La décision conjointe peut donc être contestée devant le Tribunal administratif du travail ou devant le Tribunal administratif du Québec. Le recours formé en vertu d'une de ces lois empêche le recours en vertu de l'autre, et la décision alors rendue lie les deux organismes.
LATMP, article 450
Voir politique 1.06 Les dispositions concurrentes : lois, ententes, conventions collectives

2.4 Assignation temporaire

Un travailleur en désaccord avec l'assignation temporaire proposée, malgré l'avis favorable du professionnel de la santé qui a charge, peut se prévaloir de la procédure prévue aux articles 37 à 37.3 de la LSST.
LATMP, article 179

Les renseignements obtenus du professionnel de la santé qui a charge du travailleur dans le cadre d'une assignation temporaire, y compris les limitations fonctionnelles temporaires, ne peuvent cependant donner ouverture à la procédure d'évaluation médicale prévue par la loi ou faire l'objet d'une contestation.
LATMP, article 180.1

Une personne qui se croit lésée par une décision concernant l'assignation temporaire prévue à l'article 37 de la LSST peut en demander la révision dans les 10 jours de sa notification.
LSST, article 37
LSST, article 37.1

Dans ce cas, le travailleur n'est pas tenu de faire le travail que lui assigne son employeur tant que l'avis du professionnel de la santé qui a charge n'est pas confirmé par une décision finale de la CNESST; il s'agit d'une exception prévue par l'article 37.2 de la LSST.
LATMP, 179
Voir politique 3.06 : *L'assignation temporaire*

La personne qui se croit lésée par une décision rendue à la suite d'une demande faite en vertu de l'article 37.1 de la LSST peut la contester devant le Tribunal administratif du travail dans les 10 jours de sa notification.
LSST, article 37.3

2.5 Affectation de la travailleuse enceinte ou qui allaite

Une personne qui se croit lésée par une décision concernant le droit au programme *Pour une maternité sans danger*, le droit à une indemnité ou une décision concernant l'affectation peut en

demander la révision. Les différentes modalités prévues pour ces recours sont détaillées dans une politique spécifique sur le sujet.
Voir politique : *Programme Pour une maternité sans danger – Politique PMSD 5.00 La reconsidération et les recours*

3. Contestation devant le Tribunal administratif du Travail

Une personne qui se croit lésée par :

- une décision rendue à la suite d'une demande de révision faite en vertu de l'article 358 de la LATMP;
- une décision rendue à la suite d'un avis rendu par le Bureau d'évaluation médicale qui porte sur un sujet visé aux paragraphes 1º à 5º du premier alinéa de l'article 212;
- une décision rendue à la suite d'un avis rendu par un comité spécial qui porte sur un sujet visé au deuxième alinéa de l'article 230 dans le cas d'une maladie professionnelle pulmonaire;
- une décision rendue à la suite d'un rapport produit par un comité des maladies professionnelles oncologiques qui porte sur un sujet visé au deuxième alinéa de l'article 233.5 dans le cas d'une maladie professionnelle oncologique;
- une décision ou une ordonnance rendue à la suite d'une plainte soumise en vertu de l'article 32 de la LATMP; ou
- une décision conjointe rendue en vertu de l'article 450 de la LATMP;

peut la contester devant le Tribunal administratif du travail, dans les **60 jours** de sa notification.
LATMP, article 359
LATMP, article 359.1

S'il s'agit d'une décision rendue à la suite d'une demande faite en vertu de l'article 37.1 de la LSST (assignation temporaire, affectation de la travailleuse enceinte ou qui allaite), la personne qui se croit lésée peut la contester devant le Tribunal administratif du travail dans les **10 jours** de sa notification.
LSST, article 37.3

Le Tribunal administratif du travail statue, à l'exclusion de tout autre tribunal, sur les recours formés en vertu des articles 359, 359.1, 360, 450 et 451 de la LATMP et sur les recours formés en vertu des articles 37.3 ou 193 de la LSST.
LITAT, article 1
LITAT, article 6

Toute décision du Tribunal administratif du travail doit être écrite, motivée, signée et notifiée aux parties et à la CNESST.
LITAT, article 47

4. Caractère exécutoire des décisions

4.1 Effet immédiat d'une décision de la CNESST

Une décision de la CNESST a effet immédiatement malgré une demande de révision ou une contestation devant le Tribunal administratif du travail en vertu de l'article 360, sauf s'il s'agit d'une décision qui accorde une indemnité pour dommages corporels ou une indemnité forfaitaire de décès prévue aux articles 98 à 100 et 101.1, 102, 2e alinéa, 103 à 108 et 110 de la LATMP ou une décision concernant une assignation temporaire. Dans ces cas, la décision a effet seulement lorsqu'elle devient finale.
LATMP, article 361
LATMP, article 179

LSST, article 37.2

4.2 Effet immédiat d'une décision de la CNESST rendue à la suite d'une demande de révision

Une décision de la CNESST rendue à la suite d'une demande de révision a effet immédiatement malgré qu'elle soit contestée devant le Tribunal administratif du travail, sauf s'il s'agit d'une décision qui accorde une indemnité pour dommages corporels ou une indemnité forfaitaire de décès prévue aux articles 98 à 100 et 101.1, 102, 2e alinéa, 103 à 108 et 110 de la LATMP ou rendue en application des chapitres IX ou X de la LATMP en matière de financement. Dans ces cas, la décision a effet seulement lorsqu'elle devient finale.
LATMP, article 362

4.3 Décision finale du Tribunal administratif du travail

Une décision du Tribunal administratif du travail est finale et sans appel et toute personne visée doit s'y conformer sans délai.
LITAT, article 51

Le Tribunal administratif du travail peut, sur demande, réviser ou révoquer une décision, un ordre ou une ordonnance qu'il a rendu :
1° lorsqu'est découvert un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision différente;
2° lorsqu'une partie intéressée n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, présenter ses observations ou se faire entendre;
3° lorsqu'un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider la décision.
Dans ce cas, la décision, l'ordre ou l'ordonnance ne peut être révisé ou révoqué par le membre du tribunal qui l'a rendu.
LITAT, article 49

5. Prestations non recouvrées

Lorsque la CNESST, à la suite d'une demande de révision, ou le Tribunal administratif du travail annule ou réduit le montant d'une prestation accordée en vertu de la LATMP, les prestations déjà fournies à un bénéficiaire ne peuvent être recouvrées, sauf si elles ont été obtenues par mauvaise foi ou s'il s'agit du salaire versé à titre d'indemnité en vertu de l'article 60 de la LATMP.
LATMP, article 363
Voir politique 2.05 : *Le recouvrement des prestations versées en trop*

6. Paiement des intérêts

Si une décision rendue par la CNESST à la suite d'une demande de révision ou par le Tribunal administratif du travail reconnaît à un bénéficiaire le droit à une indemnité qui lui avait d'abord été refusée ou augmente le montant d'une indemnité ou entraîne un remboursement à l'employeur, la CNESST paie des intérêts à compter de la date de la réclamation s'il s'agit d'une indemnité payable à un bénéficiaire, ou à compter de la date où a été effectué le paiement en trop s'il s'agit d'un remboursement à l'employeur.
LATMP, article 364

7. Dépôt au greffe d'une décision de la CNESST

Le dépôt au greffe de la Cour supérieure d'une décision de la CNESST rendue en vertu de l'article 256, 257 ou 261 LATMP rend celle-ci exécutoire.
LATMP, article 264

8. Dépôt au greffe d’une décision du Tribunal administratif du travail

Le dépôt au greffe de la Cour supérieure d’une décision du Tribunal administratif du travail rend celle-ci exécutoire.
LITAT, article 51

Gabarit - Instruction de travail

Titre du document

Traiter les documents liés à une plainte en vertu des articles 32 de la LATMP et 227 de la LSST

Objectif(s)

- Traiter les documents destinés au service de la médiation-décision.

Intervenant(s)

Agent d'indemnisation
Conseiller en réadaptation

Contexte d'application

1. Lorsqu'un document lié à une plainte en vertu de l'article 32 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP) ou de l'article 227 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST) est numérisé sous le bon type, l'équipe en charge de son traitement reçoit automatiquement une activité à cet effet. À titre informatif, l'intervenant principal au dossier reçoit également une activité.

2. Voici les 5 types de documents de la médiation-décision :

    a. Plainte art32-227 formulaire : Formulaire officiel de plainte de la CNESST (peut inclure une annexe à la plainte);
    b. Plainte art32 correspondance : Plainte manuscrite ou document lié à la plainte (ex : mandat de représentation ou comparution);
    c. Désistement plainte art32 : Formulaire officiel de désistement ou désistement manuscrit;
    d. Avis fermeture ou transm art32 : Lettre produite par le service de la médiation-décision;
    e. Décision Plainte art32 : Décision produite par le service de la médiation-décision;

3. Ces documents doivent être classés au niveau *Réclamation* dans la rubrique *Recours et contestations*.

Boutons rapides

Étapes de traitement

Étape 1
Outil(s) requis : DÉ
Titre de l'étape : **Traiter une activité qui contient un document lié à une plainte en vertu de l'article 32 de la LATMP ou de l'article 227 de la LSST**

- S'assurer que le document est bien classé;

    - Si ce n'est pas le cas : Utiliser l'option Déplacer/reclasser. Ceci générera une activité au service de la médiation.

  En cas de doute, consulter le conseiller en indemnisation ou le chef d'équipe en réadaptation. Au besoin, celui-ci s'informera à conciliateursdecideursassignationcourriel@cnesst.gouv.qc.ca.

- Activer la Diffusion restreinte pour un mandat de représentation ou comparution qui concerne **uniquement** la plainte;

- Modifier le statut de l'activité pour Terminée;

- ATTENTION : **Ne pas modifier** le statut de l'activité de l'équipe dédiée.

Étape 2
Outil(s) requis : Outlook
Titre de l'étape : **Recevoir par courriel un document destiné au service de la médiation-décision**

- Transférer le courriel à l'adjointe administrative du service de la médiation-décision : conciliateursdecideursassignationcourriel@cnesst.gouv.qc.ca;

- Supprimer le courriel.